

# LA PETITE ENTENTE

---

**Thèse pour le Doctorat**

*Présentée et soutenue le 13 Juin 1930, à 14 heures*

PAR

**FLORIN CODRESCU**

AVOCAT AU BARREAU DE BUCAREST

---

*Président* : M. Louis LE FUR, Professeur

*Suffragants* : M. Joseph BARTHÉLEMY, Professeur

M. Julien LAFERRIERE, Professeur

---

Imprimerie

**LES PRESSES MODERNES**

45, rue de Maubeuge. — PARIS

1930







# La Petite Entente



*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.*



# LA PETITE ENTENTE

---

**Thèse pour le Doctorat**

*Présentée et soutenue le 13 Juin 1930, à 14 heures*

PAR

**FLORIN CODRESCO**

AVOCAT AU BARREAU DE BUCAREST

---

*Président : M. Louis LE FUR, Professeur*

*Suffragants : M. Joseph BARTHÉLEMY, Professeur*

*M. Julien LAFERRIERE, Professeur*

---

Imprimerie

**LES PRESSES MODERNES**

45, rue de Maubeuge — PARIS

1930



A SON EXCELLENCE

Monsieur THOMAS MASARIK

Président de la République Tchécoslovaque



A SON EXCELLENCE

Monsieur EDOUARD BÉNÈS

Ministre des Affaires Etrangères de la Tchécoslovaquie



## TITRE I

---

# Lutte des Nationalités dans l'ancienne Autriche-Hongrie



La Petite Entente, selon le projet de Take Jonesco



La Petite Entente actuelle



## CHAPITRE PREMIER

---

### LA SITUATION ET LA POLITIQUE DE L'AUTRICHE-HONGRIE EN EUROPE

---

#### SECTION I

#### EUROPE CENTRALE ET AUTRICHE-HONGRIE

De tous temps, l'Europe centrale a été un centre politique de l'Europe entière et toute l'histoire est imprégnée de cette vérité. La raison de ce fait, il faut la chercher dans le rôle qui lui est attribué par sa position géographique la plaçant entre les 2 grandes zones de l'Europe ; celle de l'Europe péninsulaire et celle de l'Europe orientale. Son rôle est donc bien défini : *celui d'intermédiaire entre ces 2 zones, dont elle assure la liaison et la transition du point de vue physique, économique, démographique et intellectuel.*

M. Louis Eisenmann, dans une très bonne définition du rôle de l'Europe centrale, dit qu'il consiste à « établir une liaison entre l'Occident et l'Orient ; à faciliter la pénétration réciproque des civilisations entre ces deux grandes zones de l'Europe ; à contribuer à créer une civilisation européenne, c'est-à-dire une civilisation faite d'unité et de variété, enrichie d'apports divers, mais qui les fonde en un tout, qui donne ainsi une âme

à l'Europe. Le rôle de l'Europe centrale, c'est donc, au fond, d'assurer l'existence même d'une Europe » (1).

De cette définition on peut se rendre compte que l'Europe centrale est destinée dans toutes les époques de l'histoire à être le centre de gravité du continent européen et on voit « combien son organisation rationnelle et juste est nécessaire à l'existence même des Etats européens » (2).

Les contours de l'Europe centrale ne sont pas encore établis définitivement parce qu'on ne le pourrait pas aisément, étant donné la configuration du terrain. Certains endroits et certaines régions qui peuvent très bien faire partie intégrante de l'Europe centrale pourraient aussi bien être comprises dans le Sud de l'Europe ou dans l'Est même. Actuellement, on considère que l'Europe centrale est comprise entre : « deux lignes idéales, l'une, orientale, tirée de Dantzig ou de Memel, c'est-à-dire des bouches de la Vistule ou de celles du Niémen, jusqu'à Galatz, c'est-à-dire jusqu'aux bouches du Danube ou jusqu'à leur voisinage immédiat ; l'autre, occidentale, s'allongeant de Brême ou d'Emden, ports allemands de la mer Nord, jusque vers Gênes. Avec les côtes de la mer du Nord et celles de la Méditerranée et de l'Adriatique, ces deux lignes forment une sorte de quadrilatère irrégulier, qui donne exactement le cadre géographique de l'Europe centrale » (3).

(1) *Louis Eisenmann. Le problème historique de l'Europe centrale*, p. 3. Conférence 18 décembre 1922, publiée dans « *Les problèmes de l'Europe centrale* », Félix Alcan, 1923, Paris.

(2) *Jean Aulneau. Histoire de l'Europe centrale*, p. 8, Payot, 1926, Paris.

(3) *Louis Eisenmann, Op. cit.*, p. 7.



Cette définition ne serait pas du tout mauvaise, mais au contraire très bonne si elle ne s'attachait pas tant à des lignes idéales, malgré l'élasticité que l'auteur leur donne. Nous croyons que l'Europe centrale *est très nettement désignée par ce qu'on appelle couramment les « frontières naturelles »* c'est-à-dire les montagnes et les cours d'eau ; ses frontières peuvent être définies ainsi :

*A l'Ouest* : le cours du Rhin depuis son embouchure jusqu'à l'embouchure de la Reuss, ensuite la Reuss jusqu'au Saint-Gothard, puis le Tessin jusqu'au fleuve le Pô.

*Au Sud* : le fleuve le Pô jusqu'à la mer Adriatique, la mer jusqu'à Fiume, la petite rivière Kulpa et ensuite le Danube jusqu'à la Mer Noire.

*A l'Est* : la mer Noire jusqu'aux bouches du Dniester, le cours de ce fleuve jusqu'à ses sources et puis la Vistule de sa source jusqu'à son embouchure dans la mer Baltique.

*Au Nord*, la Mer Baltique, une ligne conventionnelle qui laisserait de côté la péninsule du Jutland et puis la mer du Nord.

Cette démarcation aura le mérite de ne pas comprendre des lignes de démarcation conventionnelles, sauf une très petite et d'ailleurs accidentelle, celle qui laisse de côté le *Danemark*, parce que le *Jutland* forme un groupe séparé, se rattachant aux pays du Nord.

Ainsi comprise, cette vaste région qui est une sorte de quadrilatère irrégulier, forme le passage nécessaire entre l'Europe péninsulaire et l'Europe Orientale.

On y trouve toutes les *formes physiques* de ces deux parties de l'Europe : la plaine russe qui s'étend le long de la Mer Baltique et du Nord jusqu'au Rhin et les ré-

gions montagneuses qui encerclent les plateaux si fertiles de Bohême et de Transylvanie.

*Le Climat* n'est pas autre chose qu'une série intermédiaire de climats entre celui des pays maritimes (méditerranéen) et celui extrême de la Russie. Le climat continental cependant règne à peu près partout, sauf de petites exceptions.

Comme conséquence du climat et du terrain, les fleuves de l'Europe centrale font ainsi une transition entre la grande longueur et la lenteur d'une Volga et le vif Guadalquivir.

Cette Europe centrale est la région la mieux partagée: « elle renferme tous les climats et toutes les variétés de cultures et se trouve être ainsi, la région la plus privilégiée de l'Europe. On peut dire, en effet, que tout s'y rencontre, s'y cadence ou s'y égalise » (4).

Etant la partie la plus riche et la plus variée de l'Europe, ainsi que la transition entre l'Occident et l'Orient, tous les peuples y affluent et elle est le centre d'interpénétration des civilisations et des nations. M. Eisenmann sur ce caractère de l'Europe centrale dit qu'elle « présente la plus forte bigarrure ethnique de tout notre continent, par l'effet de sa géographie physique; car il n'y a point de région qui ait vu passer tant d'invasions se succédant en vagues aussi précitées et aussi violentes, ni où elles aient si fortement reflué après avoir déferlé sur l'Occident et qui ait ainsi recueilli et conservé sur un aussi petit espace une telle mosaïque de races et de peuples » (5).

(4) A. Himly. Histoire de la formation territoriale des Etats de l'Europe centrale, Hachette, 1876, Paris, 1<sup>er</sup> vol., p. 10.

(5) Louis Eisenmann, Op. cit., p. 8.



On rencontre quatre ou cinq races bien définies ; les Slaves, les Allemands, les Hongrois, les Roumains et l'on peut compter à part aussi les Italiens du Trentin et de l'Istrie malgré qu'ils soient de la même race que les Roumains, et comme eux des Latins. Toute l'histoire de l'Europe centrale est dominée par les luttes séculaires entre la race Slave et la race Germanique. Et si à l'origine on peut voir les Slaves obtenir un grand avantage sur la race allemande, en la repoussant vers l'Elbe et même au delà, dans les derniers siècles on peut constater que ce furent les Allemands qui eurent un avantage marqué sur les Slaves. Ceux-ci furent repoussés et durent reculer même jusque sur la Vistule et on vit même chez eux une infiltration allemande se poursuivant d'une manière des plus tenaces.

L'esprit d'expansion les menait toujours en avant et on ne peut pas leur nier aussi un certain esprit d'impérialisme mondial qui les accompagnait dans leur poussée vers la Vistule et le long du Danube.

Après que tous les mouvements des peuples se sont apaisés et que la poussée slave finit par s'arrêter dans le Nord de l'Europe centrale, les Allemands furent les seuls qui purent, vers le XVI<sup>e</sup> et le XVII<sup>e</sup> siècle constituer un Etat unitaire comme les Etats occidentaux. Eux seuls avaient une population homogène de la même race qui à un moment donné pouvait faire un effort commun pour une expansion au dehors des territoires occupés jusqu'alors. A côté d'eux, au Sud et au Sud-Est on voyait un mélange de peuples, sans précédent, qui commençait depuis les Alpes de Bohême et finissait à la mer Adriatique et aux monts Carpathes. Toute cette contrée semblait destinée à se grouper dans une forme

fédérale quelconque pour pouvoir résister aux attaques des autres peuples plus organisés. Une résistance séparée, n'eût pas été possible et l'un après l'autre, les peuples qui dans cette époque n'étaient pas très forts, auraient été vite la proie du plus fort d'entre eux, ou des Allemands. D'où, une série de rivalités, entre les peuples et les dynasties de l'Europe centrale, qui cherchèrent par tous les moyens à établir un équilibre de forces. Quand en 1526, la monarchie autrichienne fut devenue une réalité indéniable et qu'elle eut des tendances à s'accroître indéfiniment, par l'annexion de territoires et de provinces, qui lui revenaient par mariages, parenté, ou même guerres, les traités de *Münster* et *Osnabrück* limitèrent les agrandissements de la maison d'Autriche (1648). Un peu plus tard c'est-à-dire le 8 Janvier 1701, l'électeur de Brandebourg, se déclara « roi de Prusse » et Léopold, l'empereur d'Autriche lui donna son approbation. Désormais, à côté de l'Autriche, on pourra compter, dans l'Europe centrale, sur une seconde puissance allemande, celle-ci incarnant vraiment l'esprit de la race germanique, l'esprit de rétablir en sa faveur l'empire de Charlemagne, ou bien, le Saint Empire romain de nation germanique.

La Prusse travailla sans cesse pour le groupement de ses provinces séparées les unes des autres par des duchés indépendants ou par des territoires polonais. Par des guerres et alliances successives avec ses voisins, elle réussit à grouper, surtout après le dernier partage de la Pologne, en 1795, les pays qui appartenaient à la couronne de Prusse. Un moment seulement, l'Autriche et la Prusse devinrent rivales, lors de la guerre de sept ans (1756-1763), mais l'entente se fit bientôt, pour mieux



pouvoir se partager le noble pays de la Pologne. Ils appelèrent au partage une troisième puissance, la Russie et depuis 1772 et jusqu'à l'entente franco-russe, cette triple Alliance mènera de front toute la politique de l'Europe centrale (6).

Pour unir ces territoires et s'agrandir, la Prusse autant que l'Autriche a englobé de grands territoires exclusivement habités par des Slaves et ce sont ces contrées slaves, qui ont été pour la Prusse et pour l'Autriche, une cause de grande faiblesse. La chute de la première, en 1806 et de l'Autriche en 1918, ne sont que des conséquences de ces incorporations, dues à des agrandissements injustes. Une fois la Pologne partagée, cette triple alliance commença à se désagréger peu à peu étant donné qu'elle n'avait plus d'intérêt commun, pour se partager des territoires, et la lutte sourde que l'élément, ou bien, la race allemande menait contre le slavisme devenait de plus en plus forte, menaçante, jusqu'au jour où, les intérêts étant complètement opposés et nul arrangement possible la guerre de 1914 éclata (7).

Dans cette lutte le point névralgique pour ainsi nommer l'endroit où les intérêts de la race allemande venaient en conflit avec ceux des Slaves, était l'empire Austro-Hongrois. Les Slaves ainsi que les Latins soumis à l'horrible oppression du joug austro-hongrois regardaient vers le grand empire de la Russie et l'imploraient de leur venir au secours.

(6) Sur la Politique d'expansion allemande vis-à-vis des Slaves et l'Orient. Voir : *Jean Aulneau*, *La Turquie et la Guerre*, Félix Alcan, 1915, Paris, p. 2. — *Albert Sorel*, *La question d'Orient au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Plon, 1889, Paris, p. 278-280.

(7) Selon *MM. Jean Brunhes, Camille Vallaux et M. Ju-*

SECTION II

L'AUTRICHE-HONGRIE, LE « MITTEL-EUROPA »  
ET LES NATIONALITÉS

Depuis le traité de Vienne (1815), qui avait reconstitué le royaume de Prusse, démembré par Napoléon, agrandi l'Autriche et mis fin à l'hégémonie française en Europe centrale, on assiste à un formidable essor de la force allemande.

Dans le cadre de l'ancien « Empire romain de nation germanique », le traité de Vienne avait prévu l'établissement d'un lien fédéral entre les états allemands. La confédération allemande en fut le résultat. La Prusse, étant donné le grand prestige qu'elle avait acquis durant les guerres anti-napoléoniennes, parce que c'était elle qui avait été à la tête de toutes les coalitions, et parce que c'était toujours elle qui était munie d'une vitalité remarquable ayant une population laborieuse, épargnante et très disciplinée, était indiquée pour prendre le premier rang et la direction de la confédération allemande. Qui avait-elle devant elle pour réaliser son hégémonie incontestée ? Seule, l'Autriche, de tous les Etats allemands pouvait et avait des prétentions à conduire la confédération. Or, elle avait été très

*les Sageret*, il ne saurait être question dans cette lutte d'une rencontre entre le slavisme et le germanisme car à proprement dire il n'y a pas de race allemande pure et de race pure slave. Toutes les deux sont les résultats d'un mélange ethnique très compliqué.

*Brunhes, Jean et Camille Vallaux. La Géographie de l'Histoire, F. Alcan, 1921, Paris, p. 583, 596-597, 643-645. Jules Sageret. Philosophie de la Guerre et de la Paix, Félix Alcan, 1913, Paris, p. 81-90.*



éprouvée par les efforts qu'elle avait dû faire durant les guerres contre Napoléon 1<sup>er</sup> et ensuite malgré son glorieux passé dans l'histoire elle ne reposait pas sur des bases solides. Elle n'avait pas une unité de race comme la Prusse, mais au contraire elle n'était qu'un « mixtum compositum » d'éléments ethniques dans lequel l'élément allemand n'avait pas la majorité.

Donc ce fut en faveur de la Prusse que la confédération allemande devait se constituer. L'Autriche voulut dominer la confédération, mais elle oublia même le sentiment patriotique de la race allemande, en favorisant le particularisme des petits états allemands et en combattant par un régime de compression, les idées d'unité qui se manifestaient par l'esprit révolutionnaire (8). Dans les états appartenant à la couronne d'Autriche, le mouvement révolutionnaire ne faisait pas autre chose que de « préparer le démembrement de l'Etat en petites nations » contrairement à ce qu'il voulait en Allemagne « réunir en nation les petits Etats » (9).

La révolution éclata dans tous les coins de l'empire austro-hongrois : en Bohême, en Croatie, en Hongrie. En même temps un autre mouvement se dessinait avec un caractère « anti-hongrois » surtout ; celui des Roumains en Transylvanie. Sur le point d'être perdue, l'Autriche fait appel à la Russie qui envoya ses troupes et étouffa le mouvement hongrois qui était le plus périlleux. Schwarzenberg, le chancelier de fer de l'Autriche

(8) *Henri Lichtenberger*. L'Allemagne moderne, Flammarion, 1907, Paris, p. 76-78.

(9) *Charles Seignobos*. Histoire politique de l'Europe contemporaine, Colin, 1897, Paris, p. 390.

eut raison du mouvement révolutionnaire, et le régime absolutiste fut imposé partout, et remplaça par l'allemand l'ancien dualisme des langues qui existait en fait.

Son successeur, le chancelier Bach fit la même chose et prépara l'unité de l'Autriche pour pouvoir se retourner ensuite contre la Prusse qui la menaçait, par l'importance qu'elle avait prise dans les derniers temps, de la remplacer à la tête de la « confédération allemande.

Mais la Prusse avait fait de grands progrès concernant son prestige et son pouvoir. Elle avait désormais à sa tête le chancelier Bismarck. Celui-ci suivit toujours la même politique d'agrandissement de la Prusse avec le dessein de former l'unité de la nation allemande, et il lutta sur le terrain intérieur de la confédération allemande aussi bien qu'à l'extérieur pour l'abaissement du prestige et de la force de l'Autriche.

Il se plaça sur le terrain du principe des nationalités pour pouvoir montrer la supériorité de la Prusse sur l'Autriche, laquelle « composée de peuples divers, répudiait l'idée de nationalité et ne pouvait plus désormais convertir en royaume moderne le vieil Empire romain de nation germanique » (10). Lorsque l'Autriche, par son chancelier Schwarzenberg, essaya d'introduire dans le système de la confédération allemande, les territoires slaves et hongrois pour consolider sa position vis-à-vis des nationalités opprimées, ce fut pour la première fois, qu'elle échoua aux conférences de Dresde devant la Prusse qui s'y opposa.

(10) *Jean Aulneau*. M. de Bismarck à la Diète de Francfort et la politique de la Prusse pendant la guerre de Crimée. — *Revue d'histoire diplomatique*, juillet 1909.



Une seconde tentative d'entrer dans le « Zollverein » se basant sur les états protectionnistes, n'eut pas de meilleur résultat et la situation de l'Autriche devint tout à fait insupportable, devant la Prusse qui s'était établie comme un bloc devant elle et ne lui cédait pas le pas.

Sur le terrain international la Prusse s'était fait un grand et puissant ami de Napoléon III, le nouvel empereur des Français qui était favorable à un abaissement de la puissance de l'Autriche et grand partisan du principe des nationalités. C'est lui qui jugeait, qu'en prêtant une main forte à la Prusse, pour venir à la direction de la « confédération allemande », il ne fera pas autre chose, que de donner à la Prusse le même rôle d'émancipation en Allemagne que le Piémont avait en Italie (11).

Dans une entrevue entre Bismarck et Napoléon, l'Empereur lui dit que la France et la Prusse se devaient un appui mutuel, étant placées à la tête de la civilisation européenne et en 1856, c'est-à-dire une année plus tard, la guerre de Crimée commençait. Toutes autres tentatives furent interrompues, mais Bismarck était sûr de la France et « sa décision était prise en ce qui concernait l'Autriche ».

« Depuis mille ans, le dualisme germanique s'est toujours manifesté par des guerres intestines profondes, qui, depuis Charles-Quint, ont invariablement réglé, de siècle en siècle, l'une ou l'autre question pendante, disait-il. Dans ce siècle aussi le moment viendra où il n'y aura pas d'autre moyen pour régler l'heure sur le

(11) *Bismarck, Pensées et Souvenirs*, T. I, p. 200-250.

cadran de notre évolution historique. Ma conviction est que nous aurons à défendre, dans un avenir assez prochain, notre existence contre l'Autriche et qu'il n'est pas en notre pouvoir de prévenir cette collision, parce que la marche des choses en Allemagne ne comporte aucune autre issue » (12).

Donc, il fallait avant tout qu'on disloque, d'après l'opinion de Bismarck, l'Autriche et le « cercle des clients qui se serrent autour d'elle » (13).

La guerre franco-autrichienne était terminée et avait amené la défaite de l'Autriche à Magenta, ce qui convenait à merveille à la Prusse. Plus l'Autriche était diminuée, plus la Prusse même en restant telle qu'elle était, s'agrandissait. En plus de ça, l'Italie, était devenue grâce à la défaite de l'Autriche, un état indépendant et unitaire. La Prusse pouvait compter dorénavant sur un allié du Sud. Le prétexte d'une guerre avec l'Autriche n'était pas difficile à chercher, la question du Schleswig et du Holstein en fournissait autant que l'on voulait.

Elle ne tarda pas à éclater et l'Autriche toute seule, sans l'alliance de la France, qui resta neutre, fut vaincue à *Sadowa*. Ce fut l'affirmation de la force du militarisme prussien lequel commençait à inquiéter la France, parce que c'était le prélude du « Mittel-Europa » basé sur la force armée. Complètement affaiblie par cette guerre, l'Autriche pour pouvoir garder son rang de grande puissance devait commencer à faire des concessions aux nationalités sur lesquelles elle régnait.

(12) Correspondance Diplomatique, T. II, p. 155-163.

(13) *Paul Matter*, Bismarck et son temps, 3 vol., F. Alcan, 1905, Paris, T. I, p. 425.



Comme la Hongrie était la plus indiquée à ses yeux pour la préserver du péril des revendications pan-slavistes et de toute puissance prussienne, le Compromis de 1867 s'en suivit. Par ce compromis il s'établissait au milieu de l'Europe un autre dualisme, mais cette fois-ci, un dualisme par lequel les deux peuples oppresseurs se partageaient la proie et se garantissaient l'un à l'autre l'intégrité des possessions qu'ils détenaient, contrairement à tout principe d'équité et de liberté. Beust avait dit à Andrassy à l'occasion du Compromis : « Gardez vos hordes nous garderons les nôtres » et la Hongrie ainsi que l'Autriche se partagèrent des contrées slaves, roumaines et italiennes pour mieux les opprimer et les dénationaliser.

Encore une fois, malgré sa volonté contraire, surtout après la paix de Prague, l'Autriche rendait un grand service à l'esprit d'expansion prussien et allemand. Les Hongrois, ces farouches ennemis de l'expansion de l'Autriche et donc du pangermanisme vers l'Est, devenaient désormais non pas neutres, mais au contraire, des complices intéressés qui ont servi, conscients ou inconscients, la politique de conquête allemande.

En outre, c'était aussi le plan de la Prusse de jeter l'Autriche vers l'Est où elle pouvait trouver des compensations territoriales pour les pertes qu'elle avait subies en Italie et dans l'Ouest. Sans le vouloir et ce sera dorénavant toujours ainsi, l'Autriche devint sous le nom de l'Autriche-Hongrie le brillant second d'une Allemagne, forte et agrandie, qui la pousse vers l'Est, vers cette Russie, protectrice des Slaves, et le conflit sera inévitable.

La Prusse, dans la nouvelle confédération allemande,

sous la main de fer de Bismarck avait acquis une réputation universelle depuis les deux guerres successives qu'elle avait gagnées d'une manière éclatante. Ses deux rivales l'Autriche et la France, étaient vaincues définitivement pour quelques années.

Mais le diplomate Bismarck veillait, et avec une admirable clairvoyance il comprit que l'Allemagne même forte, comme elle l'était, ne pouvait pas résister à la France aidée par l'Autriche. Donc pour ne pas être victime d'un revirement offensif de ses vaincus il chercha à établir de bonnes relations avec l'Autriche.

Dans ses « Pensées et Souvenirs » il écrit : « Une reprise de nos bons rapports avec l'Autriche est une manœuvre qui devra toujours être possible » (14) et plus tard c'est toujours lui qui écrivait : « Nous avons fait des guerres victorieuses à deux grandes puissances européennes. Il importait de soustraire au moins un des deux puissants adversaires, que nous avions vaincus en rase campagne, à la tentation de s'allier à d'autres pour prendre sa revanche » (15).

Conséquent avec ses idées toute l'attitude de Bismarck fut pleine de courtoisie envers l'Autriche et les entrevues ne tardèrent pas à se produire. Le chancelier de l'Autriche Beust pensait que la politique que l'Autriche devait suivre, était celle d'un rapprochement incessant avec l'Allemagne et pour cela « au centre de l'Europe, il fallait élever un boulevard où règnerait l'esprit de modération, d'estime et de confiance (16).

(14) *Bismarck*, Pensées et Souvenirs, T. II, p. 44-54.

(15) *Bismarck*, Op. cit., T. II, p. 281.

(16) Comte de Beust, Mémoires, 2 vol. Paris, 1888, T. II, p. 478.



On voit donc qu'il était favorable dans son esprit aux offres d'alliance que Bismarck pouvait faire à l'Autriche. Les relations devinrent de plus en plus amicales et quand au congrès de Berlin en 1878, l'Allemagne s'opposant à une trop grande extension de la Russie et de son influence dans la péninsule balkanique, favorisa l'infiltration de l'Autriche dans la Bosnie-Herzégovine et son occupation effective, l'Autriche-Hongrie était engagée dans la politique allemande d'expansion vers le Sud-Est. Lors du séjour de Bismarck à *Badgastein*, le comte Andrassy lui proposa l'alliance sous la forme d'un bloc défensif qui contrecarrerait une éventuelle alliance franco-russe.

L'alliance austro-allemande étant faite (1879). il fallait la renforcer par d'autres alliances pour avoir pleine sécurité en Europe et le troisième pays avec lequel la chose se présentait comme possible était l'Italie. L'entente entre l'Allemagne et l'Italie existait déjà depuis la guerre de 1866 et les liens entre ces deux pays étaient constitués surtout par la communauté de leurs naissances basées sur le même principe des nationalités et patronnées par Napoléon III. A ce sujet E. Ollivier écrivait : Napoléon III augmentait leur valeur respective en établissant entre elles une amitié d'origine, de telle sorte, qu'elles ne formassent qu'une seule nation au regard de la France » (17).

Les relations furent très bonnes même entre l'Autriche et l'Italie, car la diplomatie de la première, avait su capter la confiance de l'Italie, en ne contestant pas le droit de celle-ci sur la ville de Rome, malgré sa si-

(17) E. Ollivier, *L'Empire libéral*, Op. cit., T. VII, p. 489, Paris, 1903.

tuation d'état catholique par excellence, tandis que la France n'avait pas montré ses intentions et que Bismarck les avaient indiquées comme hostiles à l'Italie.

En 1882, le 20 Mai le traité d'alliance défensive qui liait l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie était signé et avec lui la Triple Alliance était née. Son caractère purement défensif, — le traité prévoyant spécialement la clause de l'aide seulement en cas de défense contre une attaque extérieure, — fut changé en 1887, et prévut l'aide de l'Allemagne à l'Italie même en cas de guerre offensive de cette dernière contre la France. Ce système de la Triple Alliance avait comme but immédiat une sécurité réciproque des 3 pays contre une agression française ou contre une agression de la part de la Russie et comme but plus lointain c'était le premier pas vers le « Mittel-Europa » ce rêve d'hégémonie universelle allemande. Par sa position centrale elle pouvait dominer toute l'Europe ayant « une pensée commune, obéissant à une direction politique commune, ayant les frontières mêmes du Saint-Empire romain, dont il était l'héritier de la mer Baltique à la côte africaine, des Vosges aux Portes de Fer (19). C'était, disait Paul Deschanel, dans un discours « l'ancien Empire germanique reconstitué dans des conditions nouvelles, appropriées aux nécessités de son temps, avec trois dynasties, trois

(18) Voir à ce sujet : *Alfred Pibram*, Les traités politiques de l'Autriche-Hongrie. — *Alfred Costes* ; 1923, Paris, p. 157, 216, 225.

(19) *A. Singer* : Histoire de la Triple Alliance, Giard et Brière, 1915, Paris, p. 78, 302.

souverains, trois capitales, avec une seule direction politique et militaire » (20).

Une fois leur position militaire défendue, en quelque sorte, par cette Triple Alliance, les Allemands cherchèrent à établir la prédominance économique de l'Allemagne, d'abord vis-à-vis de l'Autriche qu'ils pensèrent englober dans un territoire économique immense, habité par plus de 120.000.000 de consommateurs qui formerait un « Zollverein » semblable à celui des états allemands. Ainsi l'Allemagne pouvait avoir la prédominance économique dans l'Europe centrale, basée sur la Triple Alliance qui devenait, « le pilier politique » selon l'expression du comte Apponyi et une garantie contre une attaque brusque des voisins (21).

Mais tous ces plans d'agrandissement ne suffisaient pas aux Allemands et ils rêvaient d'une hégémonie allemande inébranlable qui puisse conquérir toute l'Europe, lui imposer la langue, la culture et même la pensée germanique. Pour cela il fallait commencer par une union avec l'Autriche, obtenir une sortie sur l'Adriatique, suivie ensuite d'une poussée vers les Balkans qui, maîtrisés, ouvriraient le chemin de Bagdad, du golfe Persique et des Indes.

C'eut été la base d'une confédération monstre d'états à laquelle tous les autres petits états, comme la Suisse, la Hollande, la Belgique, la Roumanie, le Danemark avaient été forcés d'adhérer « volens nolens » et à la tête de laquelle se serait trouvée l'Allemagne.

(20) *Paul Deschanel*. Discours de réception à l'Académie Française, 1<sup>er</sup> février 1900, le volume *A l'Institut*, Calmann-Lévy, 1907, Paris, p. 42.

(21) *Charles Andler*. Le Pangermanisme continental sous Guillaume II, Couard, 1915, Paris, p. xxxvi.



« La Suède, le Danemark, la Norvège, la Hollande, la Russie, la Roumanie et la Bulgarie devaient graduellement adhérer à cette union qui devait d'abord être fondée par les deux empires et qui, si l'on ajoute la Turquie, devait remplir le cadre de l'Empire fédéral « Cap Nord-Bagdad » (22). A toutes ces idées d'expansion allemande outre mesure, venait comme un renfort scientifique les théories de F. von Liszt le savant économiste mondial qui soutenait l'idée d'une nation complète et d'une Europe centrale unifiée: « Si l'Europe occidentale, veut protéger son autonomie et par suite la culture européenne, il faut qu'elle crée une union des Etats de l'Europe continentale... Le noyau solide d'une union des Etats européens est formé par les deux puissances centrales, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, en raison de leur situation géographique et de leur force militaire... Les Pays-Bas avec leurs colonies, les Etats Scandinaves, la Suisse, l'Italie, les Balkans, la Turquie européenne, tous ces pays doivent entrer dans l'Europe centrale » (23).

Le collègue de Liszt, von Philippovith faisait la même chose en demandant sur tous les tons une union douanière entre son pays, l'Autriche-Hongrie et la forte Allemagne qui à ses yeux devait se faire le plus vite possible (24).

(22) *Konrad von Winterstetten*. Le cap Nord-Bagdad. Le programme politique de la guerre, Concordia, 1915, Francfort-sur-Mein.

(23) *Franz von Liszt*, Une union des Etats de l'Europe centrale et une union économique et douanière entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. *Le passage cité est emprunté au livre de Jean Aulneau, Histoire de l'Europe centrale*, p. 349.

(24) *Friederich Naumann*, L'Europe centrale, Préface de S. Grumbach, p. VIII-X. Payot, 1918, Paris.

Dans cette future et formidable puissance économique, politique et militaire il est intéressant de voir le rôle que l'Autriche-Hongrie devait jouer. Dans tous les projets des hommes politiques allemands l'Autriche-Hongrie devait favoriser une forte infiltration allemande dans les régions slaves de l'Empire, faire une colonisation non pas seulement dans son sens limité, mais aussi au point de vue spirituel. En tout, son rôle était triple ; premièrement, et surtout au commencement, être le débouché de l'Empire allemand vers la mer Adriatique et la Méditerranée, ensuite avancer dans la péninsule des Balkans répandant la culture allemande et troisièmement partager avec l'Allemagne l'hégémonie économique à laquelle sous peu de temps elles aboutiraient (25). Et ce fut ce programme du « Mittel-Europa » que les Empires centraux cherchèrent à mettre en application dès 1882 date de la fondation de la Triple Alliance, programme qu'ils essayèrent peu à peu d'exécuter sans que les autres puissances puissent s'apercevoir des progrès que ce projet enregistrerait. Seules les nations enfermées dans cette immense geôle qu'était l'Autriche-Hongrie voyaient le péril et le pressentaient, parce qu'elles sentaient le cercle germanique se resserrant de plus en plus autour d'elles, avec une force et une cohérence, inconnues jusqu'alors. C'étaient elles, que les Allemands étaient décidés à supprimer et contre lesquelles l'effort allemand se concentrait. L'existence des Slaves de leur côté, ainsi que des Roumains les gênait et ils trouvaient que surtout les « slaves constituaient un obstacle au progrès de la civilisation germanique (26).

(25) *B. Auerbach*, *L'Autriche nouvelle des Allemands autrichiens*, Revue de Paris, 11 octobre 1917, p. 866-882.

(26) *Pierre Dareste*, *La question tchèque*, Revue des Deux Mondes, 1<sup>er</sup> août 1895, p. 672.

A tout ce mouvement pour la réalisation du « Mittel-Europa » c'était *Berlin* qui commandait de la Mer Baltique à la Mer Adriatique et l'exécutant volontaire de toutes les mesures répressives contre les Slaves et les Roumains était *Budapest* car « les petits peuples disparaissant, ils sont nécessairement absorbés par leurs voisins plus grands » (27).

Voilà cette utopie du « Mittel-Europa » dans toute sa nudité, laquelle, si la guerre de 1914, n'eut pas eu comme résultat de faire connaître au monde entier le péril qui le guettait, aurait complètement réussi et serait devenue une réalité si tous les peuples ne s'étaient pas coalisés contre l'Allemagne.

*Faire de la partie centrale de l'Europe, une forte unité allemande, qui fasse étouffer toute la gamme de slaves et de latins, se trouvant établis dans la zone danubienne, aurait été une fausse solution du problème ethnique, historique et économique de l'Europe, car la séparation de l'Occident et de l'Orient par le bloc allemand aurait conduit à un esclavage universel des peuples de l'Europe.*

C'est contre cette fausse solution, que les nationalités de l'Europe centrale, se sont élevées et on verra que, même avant de trouver leur indépendance, étant encore sous la domination austro-hongroise elles ont lutté bravement contre la tyrannie et l'injustice, cherchant ensuite à constituer un rempart solide contre leurs oppresseurs d'hier, en créant « La Petite Entente » agent puissant de l'Equilibre européen.

(27) *Ernst Hasse*, Deutsche Grenzpolitik, München, 1906, p. 165-171.



## CHAPITRE II

---

### HISTORIQUE DES PEUPLES SOUMIS A L'AUTRICHE-HONGRIE ET LEUR LUTTE CONTRE L'ABSOLUTISME

---

#### SECTION I

#### TCHÈQUES

L'histoire des Tchèques est, à la vérité, un véritable drame. Encerclés par les Allemands de trois côtés, ayant une seule communication par les montagnes de la Moravie avec leur groupe des Slaves du Nord, les Polonais, ils étaient les Slaves les plus avancés au milieu du monde germanique. De tout temps, ce furent eux et les Slovaques, qui luttèrent sans cesse contre l'infiltration allemande vers l'Est, combattant avec une rare énergie pour la sauvegarde de leur race et de leur langue.

Cette résistance acharnée, a fait naître une image très suggestive sur leur situation précaire, celle d'un « *épieu enfoncé dans la chair allemande ou d'un rocher battu par la mer germanique* » (1), et elle est en vérité très exacte, donnant l'idée parfaite de leur position.

Comme à peu près tous les débuts d'histoire des peuples, celui des Tchèques fut assez obscur. Lorsque les hordes germaniques pénétrèrent en Bohême, ils trouvèrent les *Celtes Boïens*, qui avaient donné le nom au

(1) *Jean Aulneau*, Histoire de l'Europe centrale, p. 339.

pays, les chassèrent et s'y établirent pour une durée de 400 ans. Les Avars et les Ostrogoths séjournèrent également en Bohême, mais dans le V<sup>e</sup> siècle la poussée des Slaves vers l'Ouest arriva en Bohême, poussa les Allemands de l'autre côté de l'Elbe, fonda de nombreuses colonies sur le Mein et occupa également la Styrie et la Corinthie (2). A cette époque les Tchèques purent sous leur roi *Samo*, réaliser une sorte d'Empire, l'empire de *Samo*, qui dura extrêmement peu, seulement autant que vécut leur roi.

Jusqu'au X<sup>e</sup> siècle on ne distingue aucune tentative pour organiser un état tchèque. Au contraire au X<sup>e</sup> siècle, on voit une tentative des princes de Bohême, des Premyslides, pour organiser un état de Bohême. Cette tentative réussit parfaitement à dégager le pays des entreprises allemandes. Une autre tentative en vue de former un empire de Grande-Moravie, entreprise par *Rostislav* et *Svatopluk* connut un succès éphémère car les Hongrois la brisèrent.

Vers 1300 sous le « roi d'or » *Ottokar II*, la Bohême s'étendait jusqu'à l'Adriatique mais à la bataille de *Marchfeld* (1278) le Habsbourg *Rodolphe* lui arracha les provinces autrichiennes du côté de l'Adriatique. Avec *Vinceslas III*, la dynastie des Premyslides, les premiers rois de Bohême s'éteignit (1306) et les états généraux tchèques donnèrent la dignité royale à la maison de Luxembourg.

Sous les rois de la maison de Luxembourg, notamment sous *Jean de Bohême* et son fils *Charles 1<sup>er</sup>* la civilisation française pénétra profondément en Bohême et fit contre-poids à l'influence de la civilisation allemande.

(2) *Jean Aulneau*, Op. cit., p. 24.

Le pays fut prospère, tout fleurit et l'esprit national tchèque trouva son épanouissement dans la fondation de l'Université de Prague, la première de l'Europe centrale.

Le mouvement religieux du XV<sup>e</sup> siècle, la condamnation à mort de Jean Huss par le Conseil de Constance et toute la propagande religieuse plaça la Bohême « en premier plan de l'histoire de l'Europe » (3).

Les ennemis mortels, les Allemands firent tout pour supprimer ce pays. Malgré les victoires des armées tchèques sur les champs de bataille, les luttes intestines et les circonstances extérieures eurent raison du peuple tchèque. Par l'élection de Ferdinand 1<sup>er</sup> de Habsbourg à la dignité de roi de Bohême en 1526, la germanisation du pays commença à se faire sentir.

Un mouvement d'indépendance nationale se dessine tout de suite, mais à la bataille de la Montagne Blanche en 1620 le mouvement insurrectionnel est vaincu.

Il s'en suit une véritable répression avec toutes ses suites : expulsions, confiscations des biens, exécutions capitales et injustices insupportables. Le catholicisme de son côté forçait la bourgeoisie à se convertir ou à quitter le pays si bien qu'au bout de quelque temps toute la classe intellectuelle et dirigeante était allemande.

Ce furent seulement les paysans qui restèrent tchèques. La campagne anti-tchèque fut menée avec beaucoup d'esprit de suite par Marie-Thérèse et Joseph II. Ce dernier surtout la rendit efficace, par sa politique d'une langue commune : « Je suis empereur d'Allemagne, disait-il, l'Allemagne est le plus grand de mes

(3) *Jean Aulneau*, Op. cit., p. 341.



Etats; par conséquent tous les autres sont groupés autour de lui et lui sont subordonnés, et puisque, comme empereur d'Allemagne, je parle allemand, dans tous mes Etats, je parlerai allemand » (4).

L'entreprise de germanisation fut impitoyable et la littérature tchèque fut déclarée hérétique par les Jésuites (5).

Pourtant le sentiment national ne put être étouffé et ne pouvant trouver satisfaction sur un champ de bataille, on le vit sous l'influence de la révolution française, utiliser le seul pouvoir qui lui resta, sa langue; langue dans laquelle avait prêché Jean Huss.

Les savants Tchèques qui furent très nombreux vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, ont cherché à reconstituer les titres historiques de leur nation sur la Bohême. Tout le mouvement de la littérature tchèque du XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles est imprégné de cette tendance à déterminer, par les glorieux souvenirs du passé, une conscience forte et sûre d'une nation tchèque.

On commença par des recherches sur les origines de la nationalité tchèque et dans cette matière on fit des études approfondies sur les documents anciens, notamment ceux de toute la Slavie. *Michel Dourich* et *Dobrovsky* (1753-1829), deux des grands philologues, étudièrent le monde slave primitif. Par ces recherches on espéra aboutir à réaliser l'unification de toute la race slave.

*Joseph Jungmann* (1773-1847) grand lexicographe, cri-

(4) *Louis Eisenmann*, Le problème historique de l'Europe centrale, p. 10.

« Je » c'est l'Etat, le gouvernement, l'administration ».

(5) *Jean Aulneau*, Op. cit., p. 341.

tique littéraire et historien apporta la contribution de l'esprit tchèque aux recherches historiques et étymologiques qu'il fit. Ses deux successeurs et amis *Pavel Joseph, Safarik* (1795-1861) ainsi que *Frantisek Palacky* (1798-1876) continuèrent également l'œuvre de Jungmann mais étant slovaques ils apportèrent aussi à ce travail d'unification l'esprit des Slovaques. Ces trois grands philologues furent nommés les patriarches de la littérature tchèque et par conséquent ils furent les premiers de ceux qui menèrent la lutte contre la germanisation du pays. En 1825 les efforts concentrés de *Jungmann* et *Vaclav Hanka* ont abouti à un brillant succès pour les Tchèques, celui de la fondation du « Musée slave de Prague ». D'autre part *Jean Kollar* (1793-1852) popularisa par ses œuvres « l'émancipation des Slaves par l'érudition » (6) et établit les titres de la Slavie toute entière, surtout dans son livre « Slavy dcera » la fille de Slava.

Les poètes ainsi que les journalistes de leur côté menèrent une lutte acharnée contre l'invasion de la civilisation allemande et dans leurs œuvres exaltèrent le passé national. Parmi les poètes les plus remarquables furent : *Ladislav Celakovsky* (1799-1852), *Karel Jenomir Erben* (1811-1852) et *Karel Kynek Macha* (1810-1836) (7).

Tout ce mouvement d'idées réveilla complètement les esprits qui paraissaient indifférents, mais qui ne l'étaient

(6) *Jean Aulneau*, Op. cit., p. 342.

(7) Pour connaître plus à fond les débuts de la lutte d'indépendance par la littérature et l'ethnographie, voir :  
1. Count Lützov A history of Bohemian littérature (1899),  
2. Encyclopaedia Britannica (1929) à Czechoslovakia, p. 964.

pas en fait. Ils attendaient le moment favorable pour entrer en action.

Désormais la lutte se déroule sur le terrain culturel et intellectuel, lutte dans laquelle ce seront toujours les Tchèques qui auront le dessus. L'esprit de la nation tchèque existe et il s'affirme de plus en plus. L'année 1848 arrive et avec elle la révolution envahit l'Europe centrale. A Vienne une grande émeute cause le renversement du chancelier Metternich et l'empereur Ferdinand V est obligé de convoquer une assemblée constitutionnelle. La révolution est partout et en Bohême elle est en train d'éclater lorsque l'Empereur reconnaît par une « Charte » le 8 Avril 1848 le droit à l'indépendance de la province de Bohême.

Au mois de Juin de la même année un congrès slave se tient à Prague sur la convocation des Tchèques et tous les Slaves de l'Autriche-Hongrie s'y rendirent en grand nombre.

La présidence de ce congrès slave fut donnée à Palacky le Grand, historien tchèque qui était le protagoniste ardent de l'indépendance des Tchèques et des Slaves dans le cadre de l'Autriche fédéralisée. Il était convaincu que les Habsbourg feraient droit aux justes demandes des Slaves et il était considéré comme un austrophile de premier ordre parce qu'il avait dit « *Si l'Autriche n'existait pas, il faudrait la créer* » (8). Mais cette phrase ne doit pas être jugée à part, sans examiner le cadre dans lequel elle a été dite. On voit très bien que Palacky voyait dans l'Autriche, une organi-

(8) *Robert Machray, The little Entente, p. 25. « If Austria had not existed it would have been necessary to invent her ».*



sation qui pourrait devenir fédérative et donc convenait aux nationalités opprimées.

Tout cela ressort clairement, lorsque toujours dans la lettre par laquelle il répond à l'invitation de la « Commission des Cinquante », il dit à côté de sa phrase célèbre: « *La Bohême, ce n'est pas l'Allemagne, les Tchèques ne sont pas Allemands. Vous êtes autres que nous. Vos destinés sont d'un côté, les nôtres sont d'un autre* » (9).

Le résultat de ce Congrès fut le resserrement des relations entre tous les Slaves, mais il n'aboutit pas à plus. Peu à peu les libertés accordées à la Bohême par l'Autriche en 1848 furent supprimées par Vienne et la Diète à laquelle les Tchèques avaient droit ne fut plus convoquée.

Il fallut attendre la Patente de 1860 complétée par celle de 1861 pour que le Gouvernement autrichien respectât d'une manière tout à fait éphémère les libertés accordées.

Mais bientôt on vit l'intention des Austro-Hongrois de s'organiser au détriment des Slaves et d'établir à leur profit un Dualisme dans lequel les Magyars et les Allemands auraient seuls la priorité. Palacky vit les différentes manœuvres des deux peuples pour établir le dualisme, au détriment des Slaves, et lui, qui avant, était un « *austrophile pour le bien de sa nation* » jeta cette phrase célèbre: « Nous existions, nous autres Tchèques avant l'Autriche, nous existerons après elle ! » (10). Puis il finit par prévoir les conséquences de cette méconnaissance de la force des Slaves: « Lorsque les

(9) *Louis Eisenmann*, Op. cit., p. 20.

(10) *Louis Eisenmann*, Op. cit., p. 23.

Slaves seront considérés comme une race subalterne et comme les sujets du gouvernement de deux autres nations, alors la nature reprendra ses droits et son opposition inévitable transformera la paix intérieure en trouble, l'espoir en désespoir et suscitera enfin des dissensions et des luttes dont les tendances, l'étendue et le terme ne sauraient être prévus»: (11) « Une Autriche équitable, une Autriche-Hongrie qui ne serait pas dominée par les Allemands et les Magyars, un Etat autrichien où les Slaves et les Latins ne seraient pas opprimés, était impossible » (12).

L'année 1866 apporta les tragiques défaites des armées autrichiennes de *Sadowa* et de *Königgrätz*. Une fois exclue du système fédéral allemand, l'Autriche fit de larges concessions à la Hongrie et le 21 Décembre 1867, le Compromis austro-hongrois fut signé. Le même jour fut voté aussi une autre loi qui déclara que, tous les peuples étaient sur le pied d'égalité et l'inviolabilité de leur idiome et nationalité fut garantie. Cette loi ne fut jamais mise en exécution et la langue allemande resta imposée partout.

Le grand congrès de Moscou de la même année où tous les Slaves s'étaient rassemblés avait été vain malgré la part que Palacky y avait prise. Sa voix était trop faible et la « Constitution de Décembre » exaspérait les Tchèques qui ne voulurent plus siéger ni au Reichsrat ni dans la Diète. De grandes manifestations eurent lieu à Prague, mais l'armée et la loi martiale veillaient et mirent fin au mouvement insurrectionnel.

NOTES

(11) Jules Chopin, Les déceptions d'un Austrophile, p. 448. *Revue de Paris*, 15 juillet 1918.

(12) Jules Chopin, Op. cit., p. 447.

La guerre franco-allemande était terminée et *François-Joseph* inaugura une nouvelle politique en appelant au pouvoir *Hohenwart* (Février 1871). Sous son influence au mois de Septembre de la même année, l'empereur reconnut officiellement les droits du royaume de Bohême mais n'accorda pas ce que les Tchèques demandaient : le « Diplôme d'Octobre ». Un projet de *Hohenwart*, tendant à élargir le pouvoir législatif des Diètes provinciales et à faire que la Bohême fût réunie à l'Autriche-Hongrie uniquement par l'empereur qui aurait été couronné roi à Prague, échoua devant l'opposition des Allemands.

Après les entrevues de Gasten et de Salzbourg, la politique autrichienne devint plus rude et plus intolérable et la Diète de Prague fut congédiée. Désormais les députés furent élus par les curies et allèrent au *Reichsrat*, et la conséquence fut que les Allemands eurent la majorité. Par la loi, telle qu'elle était faite « 6.000.000 Tchèques avaient 49 députés et 6.000.000 allemands en avaient 160 » (13). Devant cette nouvelle situation, une scission entre les députés Tchèques se forma. Une part qu'on nommait les Vieux-Tchèques s'abstinrent de participer à la vie publique, tandis que les Jeunes-Tchèques décidèrent d'y prendre part. Entre temps l'ordonnance Taafe de 1880 avait permis l'emploi des deux langues dans les actes et publications officiels. L'université de Prague avait été redonnée à l'enseignement Tchèque ainsi que les écoles mais néanmoins en pratique la germanisation du pays se faisait et se poursuivait avec acharnement. Au parlement de Vienne, les Jeunes-Tchèques ouvrirent une campagne anti-allemande très accentuée

(13) *Jean Aulneau*, Op. cit., p. 343.



en attaquant en 1891 ouvertement la Triple-Alliance. La même année vit la formation d'une fraction politique des Jeunes-Tchèques, dénommée « la Fraction Réaliste » et qui comprenait le *D<sup>r</sup> Kramarsh*, le Professeur *Kaizl* et Thomas *Masarik* nouvel élu au Reichsrat. Ils commencèrent à pratiquer une politique anti-allemande et en 1893 le groupe « Omladina » ou « Jeunesse » organisa des démonstrations dans les rues de Prague.

Une tentative pour mettre sur un pied d'égalité la langue Tchèque et la langue Allemande en Bohême (l'Ordonnance des langues) échoua complètement et le ministre *Badeni* dut démissionner à la suite de cet échec.

Avec l'introduction du suffrage universel, en 1907, les Tchèques et tous les Slaves gagnèrent beaucoup, ayant une représentation proportionnelle à leur importance. Dans le Reichsrat il y avait : 257 députés non Slaves et 259 Slaves, sur lesquels 109 étaient des Tchèques. Les conférences slaves se succédèrent et celle de 1908 fit grand bruit. Tous les éléments tchèques se préparaient pour la lutte nationale qu'ils attendaient et qui est venue avec le commencement de la guerre de 1914 ; dont une des conséquences fut la disparition de l'Autriche-Hongrie pour toujours.

## SECTION II

### SLOVAQUES

Si actuellement on ne saurait nier que les Slovaques appartiennent à la même branche que les Tchèques, dans le XVII<sup>e</sup>, le XVIII<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> siècles, la question n'était pas arrivée à cette solution et elle soulevait des discussions aussi nombreuses qu'acerbés.

Le fait est incontestable que les Slovaques font partie de la branche occidentale slave (14) mais les Allemands ont espéré par une politique qui tendait à tenir séparés ces deux peuples de la même branche, pouvoir aisément les affaiblir et ensuite les englober.

L'histoire de la Slovaquie chevauche à côté de celle de sa sœur la Bohême, tantôt la devançant, tantôt restant en arrière, mais ne s'en séparant jamais. Ces deux peuples ont été plus qu'unis par leurs malheurs, souffrances et luttes communes contre les Allemands. Lors de la poussée Slave vers l'Occident une branche s'établit en Bohême, une autre en Slovaquie et en Moravie et les autres se dirigèrent vers le Sud-Ouest, vers la Corinthie et la Styrie.

La branche qui s'était établie en pays morave eût à soutenir des combats contre les Avars et les Allemands et sous les règnes de ses princes Mojmir, Rotislav et Svatopluk (830-906) se fonda l'empire de la « Grande Moravie » qui s'étendait à peu près autant que la Tchécoslovaquie d'aujourd'hui (15). Le prince Rotislav dans le

(14) Lubor Niederlé (Traduction L. Léger), *La race Slave*, 1917, Paris, p. 3-8.

(15) *Jean Aulneau*, Op. cit., p. 348.

but de ne plus avoir à faire aux Allemands, constitua une église indépendante et nationale séparée de celle d'Allemagne avec l'aide de *Cyrille* et *Methode*, deux apôtres slaves qu'il avait fait venir exprès pour cette œuvre.

Mais ce fut toujours la jalousie des Slaves qui les trahit et les affaiblit. Svatopluk trahit son oncle Rostislav et fonda un état à lui seul en 880 qui réalisait l'unité des Slaves, mais qui empiétait aussi sur une partie de la Hongrie.

Les Hongrois, ayant maintenant le même intérêt que les Allemands, celui de combattre les Slaves par tout moyen, leur livrèrent bataille et en 896 à Nitra, les Slovaques furent défaits.

L'empire Morave fut amputé de la Slovaquie méridionale et de la Moravie. La première province fut attachée officiellement en 1301 à la couronne de St-Etienne.

Désormais les Tchèques et les Moraves furent séparés et s'ils se rencontrèrent ce fut seulement pour de courtes durées notamment sous Premysl Ottokar II à « Moravské Pole » où les « vaillants Slovaques mêlèrent leur sang généreux à celui des frères tchèques et Moraves » (16).

Il faut mentionner le nom du grand seigneur slovaque, *Mathias Cak*, *Zupan* (Prince) de *Trencin* qui étant devenu Palatin hongrois offrit à Vaclas la couronne de Saint-Etienne. Vaclas II l'accepta pour son fils Vaclas III qui devint *Ladislav V*. Celui-ci ne put tenir la couronne et dût céder devant *Charles Robert d'Anjou* qui se fit couronner roi de Hongrie à Bude. Les armées hongroises occupèrent une partie de l'empire mo-

(16) *Jean Aulneau*, Histoire de l'Europe centrale, p. 349.



rave, mais celle ou Mathias Cak régnait ne pût être conquise qu'après sa mort. Pour une dernière fois, on vit ensemble les deux peuples combattre lors de la guerre hussite sous le commandement de *Jean Zizka de Trocnov* et de *Jean Jiskra de Brandys*. Au fur et à mesure que les Hongrois devinrent plus faibles à cause des luttes avec les Turcs, les Slovaques se rapprochèrent plus de Prague et ils donnèrent à la Renaissance, Kollar, qui « apporta aux Slaves la parole qu'ils attendaient, sonnait la fanfare qui relève les courages et entraîne à l'assaut » (17). Ce ne fut pas tout ce qu'ils donnèrent; *Safarik* et *Palkovitch* sont des Slovaques aussi bien que *Stur* le grand écrivain, *Rieger* et *Havliveck* qui luttèrent pour l'abolition de l'inégalité des citoyens devant la loi, du régime féodal et de l'iniquité de la répartition de la terre. Donc, malgré leur séparation et les efforts des Allemands pour maintenir cette division, le mouvement de renaissance des Tchèques ne peut se comprendre sans l'apport très important apporté par les Slovaques et vice-versa. Les petites différences de langage qui naturellement existaient entre deux peuples, ayant à l'origine la même langue, mais soumis à des influences différentes, n'eurent pas raison de cette liaison intellectuelle et nationale qui unissait les deux branches d'une même race.

Dès 1848, les Slovaques formulèrent leurs demandes en ce qui concerne les libertés qu'ils voulaient. C'étaient des demandes assez raisonnables telles que celle d'avoir des Diètes particulières ainsi que des écoles nationales.

Les Hongrois ne voulurent rien entendre de toutes ces

(17) *E. Denis*, *Les Slovaques*, 1917. Delagrave, Paris, p. 159.

demandes, même après le memorandum slovaque de 1861, qui acceptait l'existence d'un Parlement commun et du royaume hongrois sans réserve. Le Compromis de 1867 laissa les Slovaques définitivement reliés à la Hongrie qui suivant sa théorie de race supérieure chercha à « magyariser » les Slovaques par tous les moyens. Le régime devint intolérable : aucune liberté de la presse, aucune liberté de réunion et persécution de l'élément slovaque dans toutes les branches. Quant aux écoles, l'enseignement se faisait seulement dans la langue hongroise. A côté de cette langue hongroise on admettait à l'école normale aussi l'allemand, mais jamais la langue slave. Les Slovaques avaient pu créer trois lycées et une société littéraire « Slovenska Matica » mais en 1874 les Hongrois confisquèrent les fonds de la société et obligèrent les Slovaques à fermer leurs lycées. La magyarisation de l'enseignement était telle que seulement « 8 % des enfants slovaques pouvaient recevoir une instruction purement slovaque » (18).

Comme suite à ce régime qui frappait partout l'élément slovaque, l'émigration en Amérique commença à prendre des grandes proportions, mais ceux qui restaient se solidariserent si bien que l'esprit de résistance devint la loi du slovaque. Les paysans étaient ruinés par une usure formidable pratiquée par les propriétaires hongrois, ainsi que par la trop grande extension des « latifundia ».

De son côté la classe cultivée avait à souffrir à cause d'un manque d'emploi pour les Slovaques et ainsi tous ceux-ci auraient été destinés à être magyarisés au bout

(18) *Stephen Ossusky*, *Magyars et pangermanistes*, p. 17. Bossard, 1918, Paris.

de quelques années si leur seule pensée et devise n'eût pas été : résister jusqu'à la dernière minute et cette dernière minute fut la déclaration de la guerre mondiale. Leur sort était déjà joué.



### SECTION III

#### POLONAIS

Derrière les tribus slaves qui avançaient toujours vers le Sud-Ouest, poussant tout devant eux, on vit s'installer dans les Carpathes nordiques les Polonais, tribus slaves qu'on connaissait sous le nom de Lechs. Longtemps, n'étant pas assez nombreux, ils furent englobés dans l'Empire de la Moravie jusque vers le dixième siècle qui vit avec *Boleslas le Vaillant* se former un premier noyau de la future Pologne, mais qui dura seulement tant que son fondateur fut en vie. Jusqu'en 1320, durant trois siècles, ce ne fut qu'une lutte continuelle pour défendre les provinces contre les princes de Kiev et les princes de Bohême, qui aboutit à affaiblir l'Etat fondé.

A cette date *Wladislas Lokietek* se fit couronner roi de Cracovie et réunit sous son sceptre tous les Slaves.

La Galicie orientale, province qui nous intéresse spécialement, fut rattachée en 1333 par *Casimir le Grand* au royaume de Pologne et fit partie intégrante de la Pologne jusqu'en 1772, date du premier partage de ce pays entre l'Autriche, la Russie et la Prusse. Le nom de Galicie était le nom officiel que les Autrichiens lui donnèrent. Le nom de Galicie comprenait un territoire qui s'étendait entre le fleuve russe Dnjeper et celui polonais par excellence, la Vistule.

Lors de l'annexion par l'Autriche de cette province, nommée ensuite, Galacie, on prit « des fractions de palatinats ou *województes* de Podolie, Lublin, Cracovie et Sandomir » (19). Toute la province de Galicie a été,

(19) *Jean Aulneau*, Op. cit., p. 356.

dès les premiers âges de l'histoire habitée par les Polonais et malgré l'existence d'un grand nombre de Ruthènes, tout le pays a le caractère polonais.

Une fois occupée par les Autrichiens, la province vit toutes ses libertés accordées par la Pologne, abolies une à une. Plus de *Diètes* régulières et à leur place une Diète unique et un *Conseil des Etats* organisés par la Patente de 1775. Même cette Diète unique, assez défectueuse eut le pouvoir de demander en 1845 une réforme radicale du gouvernement de la Galicie, à Vienne, mais elle n'aboutit à rien de plus que d'attendre fiévreusement l'année fatale 1848, pendant laquelle le souffle révolutionnaire fut dans l'air. Comme les Hongrois se soulevaient contre l'Autriche, les Polonais les suivirent, mais Vienne en ayant appelé au Tsar de la Russie, les armées de celui-ci étouffèrent la révolte des Polonais.

Le succès était médiocre: une constitution libérale concédée par l'Empereur, la constitution d'Olmütz (4 Mars 1849) mais qui n'entra pas en vigueur, fut accordée.

Jusqu'en 1860 la Galicie eut une constitution qui limitait les droits de la Diète locale, un gouverneur polonais, mais pas de représentants au Parlement de Vienne.

Avec le Diplôme du mois d'octobre 1860, modifié par la « Patente » du 26 février 1861, la Galicie obtint une Diète de 150 membres élus au suffrage universel et avec des pouvoirs plus grands que ceux accordés jusqu'alors. Suivant leur projet de former de la Galicie « ce Piémont polonais » la base d'un futur Etat qui s'étendrait jusqu'à la Mer Baltique, les Polonais ne cherchèrent jamais à dépasser les pouvoirs qu'on leur avait accordés, mais au contraire eurent une attitude et une conduite

loyale envers les Autrichiens. Ceux-ci les récompensèrent largement en accordant à la Galicie les droits d'une terre privilégiée : administration, magistrature, finances, enseignement propres n'ayant de commun avec Vienne que le Parlement où la province envoyait des députés, l'armée et les affaires étrangères.

Des trois pays, qui s'étaient partagés la Pologne, seule l'Autriche lui permettait de se développer librement et comme la Pologne rêvait de faire de la Galicie le centre du mouvement de l'indépendance polonaise, les Polonais furent de bons Autrichiens suivant une politique, différente de celle des autres Slaves, conforme à leurs intérêts et critiquée par les Tchèques et les Yougoslaves (20).

(20) *René Henry*. Questions d'Autriche-Hongrie et questions d'Orient. Perrin, 1903. Paris, p. 130-133, voir aussi : *Georges Bienaimé*. La Diète de Galicie, Rousseau 1910, Paris, p. 55-71.



## SECTION IV

### RUTHÈNES

A côté des Polonais, qui forment une « prépondérance écrasante » dans les agglomérations urbaines de Galicie centrale et orientale (21), vivent dans les départements de la Galicie orientale, en masse compacte et dans celle méridionale, formant la masse paysanne, *les Ruthènes*. Leur proportion est assez grande car on trouve sur les 8.025.000 habitants de la Galicie, 3.208.000 de Ruthènes, en face de 4.672.000 polonais (22). Leur centre est formé par les bords du *San* et du *Bug* où ils furent de tous temps les cultivateurs de cette région, mais une branche s'étendit tout le long du versant galicien des Carpathes jusque vers *Cârlibaba*.

Jusque vers 1340, ils purent garder une indépendance relative, mais à cette date, Casimir, le roi de Pologne, occupa leur pays et tenta si possible de les détourner d'une union religieuse avec les Russes (23).

La domination autrichienne fut pour les Ruthènes pire que celle des Polonais et beaucoup d'entre eux la regretèrent mais ils ne pouvaient rien faire. Toute la politique autrichienne en ce qui concerne les Ruthènes était de ne pas les laisser fraterniser avec les Russes, d'ail-

(21) *Henri Grappin*. Polonais et Ruthènes. La question de Galicie, p. 13-16. 1 brochure, 1919, Paris.

(22) Proportion prise sur la *statistique autrichienne de 1910*, donc impartiale au point de vue de ces deux nationalités.

(23) Les Polonais, ainsi que les Autrichiens sont catholiques et très peu protestants, tandis que les Ruthènes sont *orthodoxes* ou *uniates*.

leurs ce n'était que l'ancienne politique polonaise, mais empirée.

Cette extrême brutalité avec laquelle l'Autriche comprenait le gouvernement des Ruthènes, finit par les soulever et la jacquerie de 1846 ne fut pas autre chose que l'exaspération des Ruthènes qui demandaient l'institution d'écoles nationales ainsi que l'emploi officiel de leur langue et de leur écriture. Etant donné que les Ruthènes luttèrent aussi avec les Polonais en Galicie et qu'ils ne pouvaient pas tomber d'accord avec ceux-ci, l'Autriche se servit de ces Slaves pour combattre premièrement les Polonais et ensuite les autres branches des Slaves du Sud.

Vienne les employait partout dans les services publics aussi bien que dans les luttes électorales au Reichsrat. Comme récompense en 1869, la langue ruthène devint une seconde langue officielle en Galicie pouvant être utilisée même dans les actes juridiques. Des écoles nationales furent instituées et plus de 300.000 enfants Ruthènes s'instruisirent en leur langue maternelle. On peut soutenir dates et statistiques en main, que malgré le but subversif que les Autrichiens attachaient à ces libertés du culte et de l'enseignement des Ruthènes en Galicie, le régime de cette minorité dans l'empire des Habsbourgs était tout à fait exceptionnel surtout à la veille de 1914.

SECTION V

ROUMAINS DE TRANSYLVANIE

L'Empire Austro-Hongrois dans son extension démesurée avait englobé aussi la *Transylvanie*, ce « jardin des Carpathes », le plateau de l'ancienne « Dacia Felix ». Ici se trouvaient les descendants de la population *daco-romaine* (24), les Roumains, en très grand nombre, formant la majorité absolue dans les départements de la Hongrie Orientale. Leur nombre s'élevait à 2.948.000 âmes d'après la statistique magyare la plus récente citée par M. Aurelé C. Popovici (25). Mais comme les statistiques magyares étaient faites avec parti pris, il vaut mieux croire les données statistiques des églises nationales roumaines qui fixent le nombre des roumains à 3.600.000-3.700.000. Ceux-ci habitaient dans

(24) Les Hongrois niaient la latinité du peuple roumain de Transylvanie. Voici quelques noms d'auteurs bien connus qui se sont exprimés dans le sens de l'origine latine de la population roumaine de Transylvanie laquelle d'ailleurs est incontestable.

a) *Paul Hunfalvy Neue Erscheinungen der rumanischen Geschichte*. Schreibung. Prohaska, 1886. Vienne et Teschen, p. 9-10.

b) *Julius Jung. Die romanischen Landschaften des römischen Reichs*. Wagner, 1881. Innsbruck, p. 481.

c) *J.A. Fessler. Geschichte von Ungarn*. Brockhaus, 1883, Leipzig, p. 547.

d) *Léopold von Ranke Weltgeschichte*. T. III, p. 272 et 448. Duncker et Humboldt, 1883, Leipzig.

e) *Trangott Tamm. Ueber den Ursprung der Rumänen*. Ein Beitrag zur Ethnographie Sudostenropas, Strauss, 1891. Bonn., p. 85.

(25) *Aurele C. Popovici. La question roumaine en Transylvanie et en Hongrie*, Payot, 1918, Paris, p. 71-73.

la partie Sud-Est de la monarchie austro-hongroise entre les *Monts Carpathes*, le *Danube* et la *Tissa*, mais depuis l'annexion de la *Bukovine* en 1775, leur nombre s'était accru jusqu'à environ 4.000.000 d'après les statistiques roumaines. Depuis 1867, lors du partage des provinces entre la Hongrie et l'Autriche, la Transylvanie revint à la Hongrie et le régime de magyarisation sévit avec une force inouïe, menaçant de détruire l'élément roumain. La dissolution de l'Autriche-Hongrie, mit fin à cette persécution, donnant la possibilité aux Roumains de s'unir à l'ancien royaume de *Roumanie*.

L'histoire des Roumains de Transylvanie a été très commentée, surtout à cause de différentes théories hongroises qui voulaient démontrer leur droit de présence en Transylvanie, mais on la reconstitue très bien maintenant, ainsi que les origines de ces Roumains. En 108 après Jésus-Christ, l'empereur Trajan établit dans cette « *Dacia Felix* » des colons et des légionnaires romains en grand nombre, mais en 260 l'empereur *Aurélien* abandonna la province aux invasions des barbares qui se suivirent sans cesse. La population, malgré tout résistait dans les montagnes et constituaient de petits « *voïvodate* » (duchés) (26).

En 1004, Etienne 1<sup>er</sup> roi de Hongrie, s'en empara. A partir de cette époque et jusqu'au 1536 la Transylvanie ne fut autre chose qu'une simple province hongroise. Mais avec la bataille de *Mohaci* où le roi Louis périt, la Transylvanie devint indépendante du joug hongrois et à l'abri de sa ceinture de montagnes, *Jean Zapoly*, le

(26) Il y avait 3 : En Transylvanie régnait le prince Gélo, au *Maramures* le prince *Menu-Moroth* et dans le Banat et les « 3 *Crisuri* », le prince *Claudiu*.



voëvode nommé par le roi de Hongrie, devint souverain de cette contrée. A sa mort, en 1571, son fils *Jean Sigismond* fut reconnu par le sultan comme prince de Transylvanie. Depuis cette date commença la série des souverains nationaux. Ce fut une période dans laquelle la Transylvanie, malgré son indépendance, eut à souffrir à cause de la rivalité turco-impériale. Elle devait se placer tantôt sous la protection des Turcs, tantôt sous celle des impériaux. Mais c'étaient surtout les Turcs qui dictaient leur volonté car le prince de Transylvanie, quoiqu'élu par les dignitaires du pays devait obtenir la confirmation du sultan. Chaque fois que l'on voulait obtenir cette confirmation on était obligé de payer une grosse somme d'argent comme celle payée par *Michel Abaffi* (80.000 écus d'or en 1661). Pourtant on peut soutenir que les Roumains de Transylvanie ont été à cette époque plus heureux en comparant leur situation d'alors avec celle qu'ils eurent dans la période suivante. Toutes leurs traditions, légendes et récits populaires sont de l'époque où les Hongrois n'avaient pas commencé à exercer leur oppression.

Pour la durée d'un éclair dans leur histoire nationale, ils ont pu atteindre leur idéal et ce fut lorsque la *Transylvanie* a été unie à la Valachie et à la Moldavie. Par la bataille de *Selimberg* le 28 octobre 1599, Michel le Brave, prince de la Valachie brisa toute résistance de la part des princes transylvaniens soutenus dans cette lutte par les Hongrois et déclara quelques jours plus tard l'unité roumaine à *Alba Julia*. Mais ce fut de courte durée, car le 18 Août 1601, sur le champ de *Turda*, *Michel le Brave* fut assassiné et avec sa mort l'unité roumaine prit fin. La *Transylvanie* suivra plus tard son

malheureux sort d'être la contrée sur laquelle se rencontreront de nombreux compétiteurs pour son trône. Le XVII<sup>e</sup> siècle ne fut pas autre chose qu'une série de compétitions et à l'abdication de *Racoczy II* la guerre civile dévastait le pays. Les impériaux soutenaient l'avènement au trône du prince *Jean Kemeny*, tandis que les Turcs voulaient *Michel Abbafi*. Ce fut celui-ci qui fut élu avec l'aide des Turcs. Ensuite, la Transylvanie fut « évacuée » par les troupes du sultan bien entendu, mais seulement après avoir payé une forte rançon. Pour la payer, la terreur régna sur le pays, des têtes furent tranchées et la pauvreté ainsi que la désolation couvrirent la Transylvanie. En 1676, *Louis XIV* envoya un ambassadeur à la cour du prince transylvanien pour lui demander son concours dans la guerre contre l'empereur Léopold et après la signature du traité en Janvier 1677, les Transylvaniens par l'aide forte qu'ils apportèrent à *Louis XIV* décidèrent l'empereur Léopold à signer la *paix de Nimègue* en 1678. Mais après cette paix, la Transylvanie se rapprocha de plus en plus de l'Empereur qui par un Diplôme célèbre du 4 Octobre 1691 garantit aux Roumains de Transylvanie, le maintien de leurs privilèges et des constitutions antérieures (27). A la mort d'Abaffi, en 1690, le pays fut de nouveau un chaos, malgré son occupation par les troupes impériales et malgré une régence qui gouvernait le pays au nom du fils d'Abaffi. Les Turcs firent élire *Emeric Tököly*, chef des hongrois mécontents, et ses troupes répandirent la désolation partout. A cet état de choses,

(27) Ce Diplôme a été confirmé par *Charles I* dans la *Pragmatique Sanction*, par *Léopold II* en 1791 et la dernière fois par *Ferdinand I* en 1837.

cé fut le margrave Louis de Bade qui mit fin par sa victoire sur *Tekely* et les Turcs. Tous les droits du gouvernement passèrent à l'Empereur du Saint-Empire germanique, les états lui prêtèrent serment de fidélité et le prince *Michel Abaffi II* abdiqua mettant fin par son acte à la série des souverains nationaux (28). A la paix de *Carlovitz*, les Turcs perdirent leurs droits sur la *Transylvanie* (1699) et depuis, celle-ci resta dans la maison d'Autriche, à trois titres :

1) *La cession des droits de la Porte par le traité de Carlovitz.*

2) *L'abdication du dernier prince transylvanien Abaffi.*

3) *La volonté des états, exprimée solennellement dans le diplôme d'inauguration de Léopold et de chacun de ses successeurs, comme prince de Transylvanie.*

A partir de cette date les Roumains de Transylvanie entrent complètement dans le cadre de l'Empire roumain germanique et en 1741 les régiments austro-hongrois N<sup>os</sup> 31, 33 et 37 recrutés par les Hongrois qui avaient

(28) Voici la liste des souverains nationaux de la *Transylvanie* :

*Jean Zapoly* : 1526-1546.

*Jean Sigismond Zapoly* : 1546-1571.

*Etienne I Bathori* : 1571-1576.

*Cristophe Bathori* : 1576-1581.

*Michel le Brave* : 1599-1600.

*Sigismond Bathori* : 1600-1602.

*Etienne II Botskay* : 1602-1606.

*Gabriel I Bathori* : 1608-1613.

*Gabriel II Bethlem* : 1613-1629.

*Georges I Racotzi* : 1629-1648.

*Georges II Racotzi* : 1648-1661.

*Michel I Abaffi* : 1661-1690.

*Michel II Abaffi* : 1690-1699.

promis à *Marie-Thérèse* « *Moriamur pro rege nostro Maria-Theresia* » furent des régiments roumains (29). Néanmoins le peuple de Transylvanie était à la discrétion des Hongrois qui lui avaient pris tous ses droits. On voit les Roumains en 1743 dans le Mémoire de l'Evêque roumain *Innocent Mico* s'exprimer ainsi : « et nous souffrons de beaucoup d'autres maux, Très-Sacrée Majesté, lesquels écrasent et le clergé et la nation roumaine, qui en sont réduits à se démener dans un véritable esclavage d'Egypte ». (30) *Ils demandaient que les Roumains soient reconnus comme nation égale en droits aux autres.*

A cette époque les *Roumains* n'avaient pas de droits politiques, religieux et ils étaient comme de vrais serfs.

Dès que les Hongrois se furent installés en Transylvanie avec les *Saxons* et les *Secui*, ils ont partagé à trois le pays, par l'acte du 2 février 1438, sans égard pour les Transylvaniens. Les trois grandes parties étaient : le pays des Hongrois à l'Ouest, le pays des Saxons au Sud et le pays des *Secui* ou *Szeklers*, à l'Est. Elles portaient le nom, surtout celles des *Secui* et des Saxons de « *fundus regius* » et les Roumains n'avaient aucun droit d'habitation, mais étaient seulement tolérés « *pro tempore* », d'après les « *Approbatæ* de 1653 ». Pour bien pouvoir se servir de ce peuple, il lui était interdit de fréquenter une école quelconque et sa religion *orthodoxe*, n'était pas reconnue (31). Dans la Transylvanie il y avait

(29) *Foi comemorative peutm regimentul de infanterie Marele Duce Frederic Wilhelm de Mecklenburg-Shelitz, N° 31.* Edition du régiment, 1891, Sibin.

(30) *E. Hurmuzachi*, Documente T. VI, p. 567, Bucarest.

(31) *George Moroiaun*. *Lupitele de emancipare ale Românilor diu Ardeal în lumina europeană.* Cultura Natională, 1929, Bucuresti.



par conséquent, seulement 4 religions : *catholique, calviniste, luthérienne et uniate*. Il fallait opter pour l'une d'elles et les Roumains devenant des uniates, mais seulement en très petite proportion, ceux des leurs, qui allèrent à Rome, par suite de ce changement de religion, pour mieux l'approfondir, rapportèrent l'influence de la civilisation occidentale. Tous les grands initiateurs du réveil national durant le XVIII<sup>e</sup> siècle comme : *Petru Maior, Samuil Mico, George Sincai*, etc... firent leurs études à Rome et de retour en Transylvanie commencèrent la propagande anti-hongroise. Les Hongrois s'étaient donnés, eux seuls, le coup fatal. En voulant faire naître la discorde au milieu des Roumains, ils n'avaient réussi qu'à les mettre en contact avec la civilisation occidentale, laquelle certainement ne pouvait pas comprendre les systèmes d'oppression magyare. Ce sont ces apôtres de la civilisation occidentale qui fomentèrent la formidable révolution de *Horia, Closca et Crisan*. En 1784, sous le règne de l'empereur Joseph II, ne pouvant plus supporter la terrible oppression et les innombrables vexations des petits magnats hongrois qui étaient de vrais despotes, les Roumains prirent les armes contre tous les *Magyars* pour en finir en une fois. Des luttes acharnées eurent lieu dans tous les coins de la Transylvanie, beaucoup de fiers nobles furent tués mais à la fin les *Roumains* furent vaincus, leurs chefs broyés sur la roue à *Alba-Julia* et l'oppression resta la même. Seulement maintenant tout le monde connaissait les procédés des Hongrois et l'on vit la presse mondiale commencer à s'occuper des malheureux Roumains. L'empereur *Joseph II*, reçut deux lettres anonymes pour la cause des Roumains, lesquelles étaient sans doute faites par un philosophe

français qui s'intéressait à l'état des Roumains en Transylvanie... (32). On trouve dans les deux lettres des arguments favorables à la révolution roumaine et le philosophe anonyme se demande si les princes ont le droit de punir les révoltés et s'ils l'ont, s'ils ont le droit d'utiliser seulement la peine capitale ?

Après la révolution, les *Transylvaniens* ne se lassèrent pas et voulurent porter à la connaissance de l'Empereur Joseph II, leurs doléances, pour que celui-ci sût au juste ce que les Roumains voulaient : *leurs anciens droits et une égalité de traitement avec les Hongrois*. Dans ce but, une délégation de *Transylvaniens* à la tête de laquelle se trouvaient les archevêques roumains *Bob* et *Gherasim Adamovici* firent une démarche auprès de l'empereur Léopold II et lui remirent un *memorandum*. Dans ce *memorandum*, les Roumains, après avoir montré à l'empereur leurs droits sur la terre de *Transylvanie* demandent les anciens droits qui leur ont été pris en 1438, l'égalité des citoyens sans distinction de religion et une représentation proportionnelle des Roumains dans les fonctions d'administration. L'empereur par un rescrit de *Florence* du 15 mai 1791, envoya la demande des Roumains à la Diète de Transylvanie avec le conseil de faire quelque chose pour eux. Mais les *Hongrois* ne firent rien. La situation resta la même jusqu'en 1848, lorsque les Hon-

(32) Les deux lettres étaient ainsi intitulées :

1) *Un défenseur du peuple à l'empereur Joseph II, concernant ses diverses réformes.*

2) *Seconde lettre d'un défenseur du peuple à l'empereur Joseph II sur la révolte des Valaques.* M. *Niculae Densusianu* affirme, sur des arguments bien fondés que l'auteur de ces lettres devait être sans doute un Français adepte de la philosophie de *Locke* et *Rousseau*.

grois se révoltèrent contre l'empereur et demandèrent le détachement de la Hongrie de l'Autriche. Alors les Roumains se soulevèrent et firent la guerre contre le mouvement, prétendu libéral, de *Louis Kossuth*, en devenant par cela les alliés des Autrichiens. Cette année avait été pour les Roumains, la pire qu'ils connurent car la Diète de Cluj avait décrété l'union de la Transylvanie à la Hongrie. *Mais pouvait-elle bien, cette Diète, décréter une telle union ?* Premièrement, les Roumains, dès qu'ils apprirent cette intention des Hongrois, protestèrent dans deux grandes assemblées nationales tenues au « Champ de la Liberté », les 15-16 Mai 1848. A cette formidable protestation plus de 40.000 Roumains prirent part. Dans leur 16<sup>e</sup> résolution ils demandaient : « que les Magyars « ne missent point en discussion la question de l'union « avec la Hongrie, avant que la nation roumaine ait été « constituée et organisée en corps de nation, ayant voix « délibérative, et décisive dans la chambre législative ; « si, au contraire, la Diète de Transylvanie se laissait « amener à discuter sans nous *cette union de notre pays ;* « la nation roumaine dans ce cas protesterait solennellement » (33).

Deuxièmement la Diète de Cluj ne pouvait pas décréter l'union de la Transylvanie à la Hongrie pour le simple motif que la majorité absolue de la population transylvanienne n'était pas représentée. Dans cette Diète, d'après la loi XII de 1791, l'aristocratie magyare seule avait le droit de siéger et de légiférer pour toute la province. Par conséquent cette union ne pouvait pas être valable étant contraire à tous les principes du droit et

(33) *George Baritiu*, Parti alese din istoria Transylvaniei. Krafft, 1890, Sibiu, vol. II, p. 124.

l'occasion se présentait merveilleuse lors de la révolution de *Kossuth*. Les Hongrois voulaient le triomphe du principe des nationalités, mais seulement pour eux, par le rétablissement de leur constitution absolutiste sur les territoires qu'ils avaient occupés.

Encouragés par les promesses d'une autonomie pour tous les Roumains, faites par l'empereur, ceux-ci sous le commandement d'*Avran-Laucou*, du prêtre *Balintu* et d'*Axente Severu* occupèrent les défilés des Montagnes de l'Ouest et s'opposèrent à l'entrée des Hongrois dans le pays. La lutte fut cruelle car les Roumains combattaient avec rage contre ces Hongrois lesquels « *voulaient rester Magyars, mais demandaient en même temps que les Roumains et Slaves de la Hongrie abdiquassent leurs propres droits nationaux* » (34).

La révolution n'aboutit à rien et les Hongrois furent vaincus à leur tour par les armées du Tzar.

En 1863 l'autonomie de la Transylvanie fut rétablie. La *Diète de Sibiu* fut constituée sur la base de l'égalité des droits de toutes les nationalités de la province. Cette autonomie ne dura pas longtemps car les Hongrois réussirent à convaincre l'Empereur de convoquer une autre Diète à Cluj laquelle valida le 18 Décembre 1865 l'Union de la Transylvanie à la Hongrie, union déclarée en 1848. Ces deux Diètes avaient peut être des pouvoirs mais dans tous les cas, elles n'étaient pas *les représentantes de la population roumaine*, car on trouvait : 13 Roumains, 31 Saxons, 89 Hongrois élus et 189 nommés par le roi. En 1867, sur la base du compromis austro-hongrois, la Hongrie réussit à s'attribuer pour la *Transylvanie* tous les

(34) *Dr. Anton Springer*, Oesterreich nach der Revolution, p. 63. — *Emmanuel Müller*, 1850, Leipzig.



pouvoirs et toutes les ressources du nouvel Etat de la Hongrie. Désormais ils s'appliqueront à dénationaliser complètement les Roumains de Transylvanie en employant les plus vils moyens : persécutions, illégalités, construction physique même et propagande contre les droits des Roumains en Transylvanie, basée sur de fausses théories historiques en ce qui concerne l'apparition des Roumains en Transylvanie et leur origine latine. Une nombreuse assemblée réunie le 15 Mai 1868 demanda le rétablissement de l'autonomie de la Transylvanie, la rectification de la loi électorale, laquelle était faite pour démoraliser *les Roumains* et protesta contre le découpage — tout à fait arbitraire en faveur des Hongrois — des circonscriptions électorales (35). Les paysans roumains n'avaient pas assez de terre et n'avaient pas le droit d'acheter. La langue roumaine était interdite dans les tribunaux et administrations et quant aux fonctions administratives, les Roumains ne pouvaient pas en occuper (36). Persécutés et repoussés de partout les Roumains formèrent d'abord le parti national roumain, dont les principes furent posés par le discours de Siméon Barnutiù de 1848 et par la conférence de Sibiu, en 1881. Le programme du parti ayant l'autonomie comme but fut arrêté. Un memorandum des doléances et souffrances des Roumains parut deux ans plus tard à Paris et se répandit dans tout le monde. D'autres conférences se tinrent en 1887, 1890 et 1892 mais cette dernière fut la plus intéressante parce qu'elle décide l'en-

(35) *Prof. Thomas J. Ionesco*, La question roumaine. Payot, 1919, Paris, p. 62-67.

(36) *A. Djuvara*, Hongrois et Roumains, Revue de Droit International Public, 1895, p. 33-38.

voit à Vienne d'un nouveau « Memorandum » qui contenait la demande des libertés municipales, confessionnelles, politiques, scolaires et la cessation de la magyarisation de la Transylvanie. Le *Docteur Ratiu* avec une délégation de 300 Roumains porta le « Memorandum » à l'Empereur mais il ne fut même pas reçu et il déposa la plainte dans les mains du *Baron Beck*, lequel sur l'ordre de l'Empereur envoya le mémoire à Budapest.

La suite de cette démarche fut d'abord, une conférence à Sibiu le 24 Juillet 1893, dans laquelle tous les Roumains de Transylvanie manifestèrent leur *solidarité avec les auteurs du « Memorandum »* et ensuite le procès monstre contre les auteurs du « Memorandum ». Ce procès fut un des plus retentissants de l'époque et dura du 7 Mai jusqu'au 25 du même mois. A cause des fortes amendes et des chicanes faites par la « Cour d'Assises de Cluj » les accusés furent privés de défenseurs (37) et ils durent se défendre tout seul. Tous furent condamnés et *Vasile Lucaciu*, le plus violent de tous, eut 5 ans de prison. La presse européenne s'occupa beaucoup de cette célèbre affaire et dans tous les journaux il y eut des articles louant les efforts des Roumains et dénigrant l'action magyare (38). Entre autres *Georges Clément*

(37) Parmi les défenseurs se trouvait également un Slovaque, *Milos Stefanovic*.

(38) Voir les articles publiés entre 6-31 mai 1894 dans les journaux : *Débats* (articles de Patinot), *Figaro*, 9 mai, le *Siècle* (art. Yves Guyot, 9 mai), *Libre Parole*, 8 mai 1894, *La Justice* (article de Clémenceau), *l'Intransigeant*, 13 mai, *La République Française* (article de Méline et Félix Lesseur), *l'Indépendance Belge*, la *Réforme* (article G. Lorand), *l'Eclair*, *Temps* (10 mai 1894), *Gazette de France* (9 mai), *l'Europe* (11 mai).

ceau écrivait : « Ce procès est une honte pour la nation hongroise. Le docteur Ratiu et ses amis peuvent être condamnés mais l'opinion publique européenne les a acquittés d'avance... L'Indépendance de la nationalité hongroise sera mieux garantie par la liberté des autres nations voisines que par l'oppression violente avec ses inevitables conséquences : la guerre toujours hasardée. Même dans l'intérêt de la Hongrie il faut que nous désirions la liberté pour les Roumains de Transylvanie » (39).

Le régime oppressif devint insupportable et les Hongrois firent voter le 21 Février 1907 la loi *Apponji*, laquelle donnait le droit au gouvernement hongrois de retirer la subvention aux écoles et de remplacer les écoles qui n'étaient pas irréprochables au point de vue national, par des écoles hongroises (40). Quant à la presse, elle était à peu près inexistante car les publicistes étaient la plupart du temps ou bien en prison ou bien en prévention. Mais une seule chose soutenait encore cette nationalité tellement opprimée : c'était l'espoir que la Roumanie pourrait un jour la délivrer de ce joug et lorsqu'en 1916 au mois d'Août les armées roumaines pénétrèrent en Transylvanie l'aube de la délivrance se levait. Quant aux Hongrois, se croyant le peuple élu pour régner sur les autres nations environnantes, ils oubliaient que : « *Lorsqu'un peuple veut en dominer un autre qui se distingue de lui par sa race et sa langue, il renouvelle les prétentions de la barbarie, de la féodalité*

(39) *Georges Clémenceau*, Lutte de races, La Justice, N° 12, mai 1894.

(40) *Mircea R. Sirianu*, La question de Transylvanie et l'unité politique roumaine. Jouvès, 1916, Paris.

*et des époques d'esclavage »* (41) et que ces prétentions ne pouvaient plus cadrer avec le principe des nationalités posé par Wilson, et que la paix de 1919 mit comme base aux traités conclus.

(41) *Luigi Palma*, Del principio della nationalità nella moderna società europea. Fratelli Treves, 1867. Milano, p. 42.



## SECTION VI

### SERBES

Lorsqu'on parle de Yougoslaves on pense toujours aux trois branches : Serbes, Croates et Slovènes. Depuis leur existence ces trois branches n'ont jamais été réunies en un seul état jusqu'en 1918 (42). Les circonstances furent extrêmement nombreuses pour empêcher cette union. C'est parce qu'en premier lieu, une fois refoulés par la grande migration des peuples, des régions de la Russie du Sud et les Karpathes, régions qu'ils habitaient avant le III<sup>e</sup> et le IV<sup>e</sup> siècle, ils ont dû se tenir toujours sur la défensive pour se soustraire à une domination étrangère, surtout à celle des Turcs et des Hongrois. En second lieu les rivalités entre les différentes tribus empêcha le rassemblement d'un noyau capable de concentrer les tribus éparses (43). Troisièmement et c'est plus une considération de fatalisme qu'une considération historique ou logique, celle qui dit que la destinée les a divisés bien plus qu'elle les a rapprochés (44).

Arrivés dans la péninsule des Balkans, les Yougoslaves eurent à lutter contre les Goths et se battirent tantôt dans les armées d'Attila, tantôt dans celles des empereurs de Byzance (45). Une autre partie des Yougo-

(42) L'indépendance de l'ancienne Serbie avait été reconnue en 1878. Ce royaume ne comprenait qu'une 7<sup>e</sup> partie de tous les Slaves du Sud.

(43) *Stéphan Novakovitch*, Problèmes yougoslaves. Revue de Paris, 1<sup>er</sup> septembre 1915.

(44) *Stéphan Stanoyévitch*, Histoire nationale des Serbes, des Croates, des Slovènes, Paris, 1918. Préface de M. Charles Diehl, p. 9.

(45) Jean Aulneau, Op. cit., p. 365.

slaves étant chassée par les Avars s'établit plus au nord où ils furent soumis par eux et d'où ils ne purent s'échapper que lorsque l'empereur de Byzance *Héraclius* leur cèda des terres sur les bords du *Danube* et de la *Save* pour former un centre de résistance contre les barbares et où ils vinrent et formèrent une barrière chrétienne contre la barbarie asiatique (46).

Les Serbes, la branche qui se plaça le plus à l'Est des trois, occupèrent les défilés de la Péninsule Balkanique et dans les étroites gorges des montagnes, combattirent sans répit contre les Turcs et les Allemands.

Cette grande puissance de pouvoir combattre contre tous, sans être décimés par les autres leur valut une domination étendue dans la Péninsule Balkanique sous le règne de Douchan le Grand (1346) qui s'étendit jusqu'à Adrinople.

Après la mort de Douchan tout finit par se désagréger. Tout l'engrenage de l'empire Serbe s'écroula et sous la poussée des Turcs ils furent envahis, puis luttèrent dans les armées autrichiennes contre les envahisseurs.

En échange de ce grand renfort qu'ils apportaient à l'Autriche, ils croyaient qu'on leur accorderait l'indépendance et une représentation à la Cour Impériale et à la Chancellerie Hongroise. En dépit de toute attente et de toute justice, les Hongrois et les Allemands leur restreignirent en 1723, même leurs anciens privilèges. Plus que ça, en 1777, la chancellerie hongroise avait obtenu de Marie-Thérèse la suppression des confins, ce qui fut fait aussitôt et le pays serbe fut dépecé en comitats. La reconnaissance maghyare avait atteint le comble !...

Alors comme aux Tchèques et aux Slovaques il ne

(46) *Louis Léger*, *Le monde slave*. 1897, Hachette, Paris.

leur resta pas d'autre moyen de lutte, que la langue slave, la langue maternelle. Le travail d'érudition « les ramènera aux origines de leur race et les inclinera au besoin d'indépendance et plus tard au désir d'unité (47).

On voit apparaître *Obradovith* qui écrit en langue vulgaire, puis *Vic Karadjitch* qui écrit une grammaire de la langue serbe et une orthographe en 1811-13. L'historien *Raïtch* commence à étudier l'histoire du peuple et l'on voit s'organiser des sociétés littéraires (Neusatz 1826 et Belgrade 1840) et une revue « *Matica* » (1826).

La renaissance serbe commence et Agram devient un centre littéraire qui imite Prague et le prolonge (48). Les évènements de 1848 surprennent les Serbes en pleine surexcitation nationale entretenue par une littérature de caractère national bien marqué. Comme conséquence immédiate, on voit se former le noyau de la fédération illyrienne, l'union des Serbes de la *Wojéwodie* avec le royaume croate. Le premier pas fait, le second suit naturellement de très près et on voit les Serbes collaborant avec le ban des croates, *Jélacitch*, dans leurs luttes contre les Hongrois. Pour tout résultat, l'Empereur d'Autriche reconnut l'existence d'une *Wojéwodie* indépendante de la Hongrie, mais cela ne dura que jusqu'en 1861, lorsque les Serbes furent soumis sans aucune clause restrictive à la domination hongroise. Depuis cette date les Yougoslaves et surtout les Serbes, qui avaient eu des aspirations d'indépendance dans le cadre d'une Autriche fédérative, commencèrent à nouer des intelligences avec la Russie et à s'organiser en dedans

(47) *Emile Bourgeois*, Manuel historique, de politique étrangère, vol. III, 1898, A. Colin, p. 192.

(48) *Louis Léger*, Le monde slave, Hachette, 1897, Paris.

de plus en plus solidement. La réaction hongroise n'était plus la seule maintenant, l'Autriche la suivit de près : « Le nom de Serbe n'est plus toléré dans la vie publique en Bosnie-Herzégovine et l'administration lui fait une guerre sans merci dans l'usage privé, comme si ces deux provinces n'avaient ni langue, ni nationalité » (49). Toutes les libertés acquises avant furent supprimées et le courant anti-autrichien grossit à vue d'œil.

A l'émeute de 1903 tous les Serbes, Croates et Slovènes prirent part, les gouvernements absolus furent renversés et le bloc serbo-croate se forma aussitôt en 1905 basé sur la doctrine de Racki et de Mgr Strossmayer.

Dorénavant la lutte contre la domination autrichienne fut entamée et personne ne l'ignore. Une loi de 1907 imposait en Croatie la langue hongroise, l'année suivante au Congrès de Prague en dépit de tout obstacle, les Serbes, les Croates et les Slovènes prirent la décision de se nommer « *Yougoslaves* ». La fureur des Austro-Hongrois ne connut plus de bornes et l'on vit des procès monstres contre les différents membres des associations pan-serbites. Au mois d'Août 1908 furent arrêtés sous inculpation de haute trahison 53 Serbes de Croatie et Slovénie et emprisonnés à Zagreb.

Toute la trahison consistait dans le fait qu'ils faisaient partie du « *Slovenski Yug* » organisation pan-Serbe dont le centre était à Belgrade et qu'ils avaient été dénoncés dans un pamphlet publié à Budapest par l'« agent provocateur » *Nastich*. Tous les procédés utilisés ont été scandaleux et la presse étrangère les commenta défavorablement surtout après les déclarations

(49) *M. Y. Spalaïkovitch*, La Bosnie et l'Herzégovine, Rousseau, 1899, Paris.



de Masarik au Parlement de Vienne au mois de Mai 1909.

Le procès dura 7 mois et finit par des condamnations très dures pour les inculpés, mais qui furent mis en liberté peu de temps après, tellement les punitions avaient été injustes. Le but de ce procès scandaleux était de désunir les Croates des Serbes et de pouvoir ainsi finir avec le mouvement séparatiste qui prenait des proportions inquiétantes pour l'Autriche-Hongrie. La réussite fut nulle, car jamais les Croates ne se désolidarisèrent des Serbes et vice-versa et l'on pourrait même soutenir au contraire que les liens devinrent plus étroits encore. Au mois de Décembre 1909 le bloc Serbo-Croate intenta une action en diffamation contre le Dr Friedjung et d'autres qui l'avaient accusé d'être à la solde de Belgrade. Durant le procès, Masarik par ses recherches et ses preuves irréfutables établit la fausseté des actes sur la base desquels on avait soutenu la culpabilité des Serbo-Croates. Comme la première fois, dans le procès de Zagreb, la presse étrangère jugea très sévèrement la politique de l'Autriche envers ses nationalités et tout le monde, sût à quoi s'en tenir vis-à-vis de l'Autriche. A la même époque il était question d'une nouvelle organisation de l'Autriche-Hongrie sur une base tripartite, c'est-à-dire la formation d'un troisième royaume qui pourrait faire équilibre entre l'Autriche et la Hongrie. Ce troisième royaume aurait contenu tous les pays slaves du Sud sauf, les Slovènes, les Serbes de la Serbie et du Monténégro. L'archiduc François-Ferdinand partageait cette opinion mais le projet était trop tardif et les Hongrois et les Allemands s'y opposèrent, croyant perdre leur suprématie.

De leur côté, les Yougoslaves, voyant le piège qui leur était tendu par ce nouveau partage et complètement séparés moralement de l'Autriche-Hongrie, à la suite de son intolérance et de ses fausses accusations, voulaient l'indépendance et l'unité, mais en dehors de l'Autriche et autour du libre royaume de Serbie.

## SECTION VII

### CROATES

Tout à côté des Serbes habitent les Croates, également Slaves du Sud. Ils habitaient ces contrées depuis le VI<sup>e</sup> siècle et la Croatie fut longtemps la terre d'élection des Slaves du Sud (50).

Leurs rois avaient été couronnés par le Pape mais les Hongrois profitèrent de l'extinction de la famille régnante pour s'emparer du trône. La dynastie de ces rois ne fut pas très longue : quelques 200 ans en partant des rois *Tomislav* et *Zvonimir*.

A vrai dire ce n'était pas autre chose qu'une union personnelle entre la Hongrie et la Croatie, parce que, conformément à l'accord signé entre les nobles Croates et la Hongrie, les rois de Hongrie, prenaient, avec leur couronne également la couronne des Croates.

Pendant ces sortes de règne, les Croates eurent le droit d'avoir leur Diète et leur Ban, ce qui montre qu'ils étaient dans une situation très rapprochée de l'indépendance parfaite. En outre c'était même ce qu'ils avaient voulu par l'accord avec la Hongrie ; avoir une dynastie régnante même hongroise, mais garder leur indépendance. Après la bataille de Mohacz, en 1526, la monarchie autrichienne sous la dynastie des Habsbourg s'empara de la Hongrie et de la Croatie. Le grand malheur chrétien servait à merveille l'Autriche qui, depuis ce jour là, en feignant de servir la cause de la chrétienté, poursuivit systématiquement son extension territoriale vers l'Est et le Sud. Avec l'occupation Autri-

(50) *Jean Aulneau*, Op. cit., p. 368.

chienne commença pour les Croates cette période de défense de l'élément national que tous les peuples soumis à l'Autriche et à la Hongrie ont connu les uns après les autres. Pour les Croates la situation était plus difficile encore parce qu'ils avaient pour ainsi dire, deux prétendants : les Autrichiens, qui sous *Joseph II* veulent germaniser complètement le pays et les Hongrois, qui veulent à tout prix que la Croatie ne soit pas autre chose qu'une partie intégrante de leur royaume.

Vienne, chercha souvent auprès des Croates un appui contre les Hongrois et ce qu'elle ne réussit pas durant un siècle elle l'obtint lors de la révolution de 1848, quand les Croates luttèrent contre les Hongrois.

La reconnaissance des Autrichiens fut nulle et au contraire ils cherchèrent à reprendre aux Croates le minimum de libertés que ceux-ci avaient acquises. L'Autriche procéda encore à la séparation de la Croatie et de la Slavonie en les rattachant au pouvoir central de Vienne, pour les soustraire à la forte influence yougoslave que le traité secret de *Ristich* exerçait sur eux et pour mettre fin à toute propagande yougoslave. La Diète qui avait adopté pour langue officielle le yougoslave, fut dissoute en 1861. L'absolutisme le plus rude régnait malgré les protestations des Croates qui prouvaient leur ancienne condition dans l'union personnelle avec la Hongrie. Avec le Compromis de 1867 (*Aùsgleich*) la position des Croates empira, étant donné que la Croatie passait sous la domination hongroise.

L'arrangement hongro-croate de 1868 qui ne laissait à la Croatie qu'un gouvernement national à part et un chef nommé par la Hongrie qui portait le nom de *Ban*, suivit le compromis de 1867. Même ce compromis n'a



pas été respecté par les Hongrois qui cédèrent à l'Autriche « le berceau du royaume croate », la Dalmatie « malgré les réclamations du Parlement croate, les vœux des représentants de la population dalmate et les promesses du souverain » (51). Depuis cette date (1868), les Hongrois commencèrent leur action de magyarisation du pays voulant l'incorporer complètement à leur royaume et le despotisme absolu régna partout, sans exception. Il y eut des soulèvements en 1871 et surtout en 1883 contre le gouvernement du *Ban Khuen Hedervary* à la suite desquels la constitution croate fut suspendue.

Le régime de répression ne se limita pas seulement aux libertés politiques du pays mais même à son économie pour les détruire complètement si possible. Ainsi toute communication avec la mer était fermée, l'exportation des produits agricoles du pays était entravée et les Croates privés de communications avec les places commerciales du monde, étaient forcés d'acheter pour un prix très élevé les articles fabriqués en Hongrie (52). L'état des Croates était très pénible et seule leur langue leur restait pour toute consolation et encouragement. Les œuvres littéraires publiées avaient démontré l'existence de cette unité slave qui désormais se manifesta partout et dans toute occasion.

L'année 1903, vit une sanglante émeute contre les Hongrois. Des Croates et des Serbes manifestèrent et la conséquence fut que l'absolutisme du *Ban Khuen-Hedervary* prit fin avec les autres régimes absolutistes de

(51) *Franco Cviétisa*, Les Yougoslaves. Bossard, 1918, Paris.

(52) *Ernest Denis*, La grande Serbie. Delagrave, 1915, Paris.

Bosnie et de Dalmatie. Les résultats de l'union se faisaient sentir.

Les Croates voyant la puissance de l'entente slave formèrent en 1905 le bloc serbo-croate et adoptèrent la théorie de Racki et de Mgr Strossmayer selon laquelle tous les Slaves du Sud ont une origine commune. Plus tard au Congrès de Prague le bloc décida de porter comme tous les Slaves du Sud, le nom de leur nationalité : Yougoslave (1908).

Jusqu'à la grande guerre, les Croates n'ont cessé de s'agiter et étant donné leur situation géographique au bord de l'Adriatique ils ont joué le rôle d'intermédiaire de la civilisation occidentale, qui leur venait par l'Italie pour être portée aux Serbes, leurs frères de race qui parlaient la même langue qu'eux et qui étaient loin de l'Occident.

## SECTION VIII

### SLOVÈNES

La dernière branche des Slaves du Nord forme les Slovènes. Ceux-ci vers le VI<sup>e</sup> siècle furent poussés par les Avars et s'étendirent au Sud et à l'Ouest du Danube dans les provinces qui formaient les possessions des Habsbourg, s'étendant de la Bavière à la Lombardie et de la Bohême jusqu'à la plaine du Danube.

Dans ces contrées fertiles ils s'établirent et fondèrent un Etat assez puissant, mais ils entrèrent en conflit avec leurs voisins les Francs et les Hongrois. La conséquence de ce voisinage leur fut funeste parce qu'en 662 l'empire fut disloqué et les petites provinces qui subsistèrent furent la proie facile des Allemands. Sous l'empereur Othon 1<sup>er</sup> la colonisation allemande prit un grand essor et une fois la dernière tentative des Slaves de s'unir sous Pemysl Ottokar II, roi de Bohême, avortée après la bataille de Marchfeld (1278), un empire allemand se créa à la place d'un empire des Slaves qui durent désormais être de vrais esclaves.

Pourtant, la civilisation slave ne pouvait être effacée et le slovène continua à être parlé à la cour des nobles et des princes. La réforme religieuse durant le XVI<sup>e</sup> siècle l'employa sans cesse également.

Les invasions turques contribuèrent aussi au resserrement de l'union des Slaves, puisque sous leur poussée, les Serbes et les Croates qui habitaient au Sud se réfugièrent vers le Nord et en rencontrant les Slovènes, le sentiment de l'unité de race fut considérablement agrandi et consolidé. En 1797, un événement capital

pour les Slovènes, vint mettre fin à l'humiliation dans laquelle ils se trouvaient car le *slovène fut reconnu par Bonaparte comme langue officielle*. Toutes les proclamations lancées étaient en trois langues : en allemand, en français et en slovène.

La constitution « des provinces illyriennes » grâce à la France qui s'intéressait de près aux Slaves du Sud aida aussi à propager le Slovène qui remplaça l'allemand dans les écoles normales. Avec cette substitution de langue un grand mouvement intellectuel se fit dans toutes les « provinces illyriennes ». Les Slovènes sous l'influence bienfaisante de la culture française cherchèrent à former une classe dirigeante nationale qui puisse diriger le peuple et combattre efficacement l'action de germanisation du pays. L'effort fut couronné de succès car dans un temps relativement court les Slovènes eurent une classe dirigeante nationale qui fonda des sociétés intellectuelles et même une chaire de slovène. Les publications en slovène ne tardèrent pas et dès 1810 on voit paraître une revue populaire. Toute la Slovénie est prête pour la période d'indépendance qui doit venir, et l'on attend seulement le moment favorable pour s'unir avec les Croates et les Serbes, pour former le royaume Yougoslave, qui dans les anciennes provinces illyriennes créées par Napoléon avait trouvé le fondement d'une politique moderne contre l'oppression étrangère. L'idée de cette union yougoslave trouva une force nouvelle et inconnue jusqu'alors avec le mouvement littéraire et philologique slave. Le poète *Kollar*, le poète slovène *Vraz* et surtout le croato-slovène *Gay* arrivèrent à réunir tous les dialectes slaves dans une seule langue. Gay, fait une comparaison entre l'Illyrie et une lyre et il trouve que : la Corinthie, la Croatie, la Serbie, la



Slovanie et la Dalmatie ne sont que les cordes diverses d'une lyre « qui ne demandent qu'à être accordées pour produire des sons harmonieux (53).

L'Illyrisme était né et ce sera dans lui que les Slovènes ainsi que tous les Slaves trouveront leur salut commun. Le pays est sûr de lui et en 1848 il expose clairement et très énergiquement ses principes de nationalisme mais le mouvement révolutionnaire fut déjoué laissant toutefois un grand état d'enthousiasme chez tous. Quelques libertés accordées en 1867 ne furent pas suffisantes et la Slovénie sera tout à fait sous l'oppression de l'Autriche, sauf une courte période de 1889 à la chute de Badeni (1897), quand le ministère *Taaffe* promulga les ordonnances sur l'usage des langues dans le pays.

Désormais la lutte se tient sur le terrain intellectuel et aboutit à des résultats de solidarité bien marqués. Pour la première fois en 1905, la rupture avec Vienne est flagrante, car la coalition *serbo-croate-slovène* adopte les idées de *Racki* et de *Mgr. Strossmayer* d'après lesquelles, les Slovènes, les Serbes et les Croates ont une origine commune. Par conséquent le sentiment de l'unité nationale est manifeste et il trouve plus tard en 1908, au Congrès de Prague son épanouissement sous le nom de Yougoslaves que ces 3 branches adoptent à l'unanimité.

L'évolution se fait rapidement, les Yougoslaves restèrent dans le loyalisme mais ils prétendaient avoir une autonomie dans le sein de l'Autriche-Hongrie (54).

(53) *Louis Léger*, *Le monde slave*, Op. cit., p. 67.

(54) *Dr. Dogumil Vosnjak*, *Un rempart contre l'Allemagne*.

Préface de M. Gabriel Louis Jaray, Chapelat, 1918, Paris, p. 21.

## SECTION IX

### ITALIENS

L'Empire Austro-Hongrois comprenait dans le Tyrol, l'Istrie et la Dalmatie une autre branche de Latins : les Italiens. Ils étaient très nombreux dans ces trois régions et c'étaient les vrais héritiers de la vieille civilisation latine dont ils gardaient farouchement la langue à peu près inaltérée, malgré les nombreuses dominations étrangères. Le *Tyrol*, cette région montagneuse et fertile, avait pris son nom du petit fort Terrolli qui appartenait à la maison de *Goritz*. *Marguerite à la grande bouche*, héritant cette province la céda à la fois avec tous ses droits sur ses autres propriétés de *Goritz*, à la maison d'Autriche, qui depuis « ont été souvent l'apanage des princes de la maison d'Autriche » (55). Pour une très courte durée, le Tyrol a appartenu à la Bavière, depuis l'envahissement des armées françaises en 1808 et jusqu'en 1914 après quoi il fut rendu à l'Autriche qui le garda intact jusqu'à la paix de 1919, qui le partagea entre l'Italie laquelle prit la part habitée par les Italiens et le reste resta à l'Autriche.

Plus bas que le Tyrol et s'étendant vers la Dalmatie, la péninsule de l'Istrie, située au fond de l'Adriatique, fut partagée en 1190 entre la République de Venise qui prit la plus grande partie et l'Autriche. Jusqu'en 1797 date de la disparition de Venise, l'Istrie ne changea pas de maître, mais le traité de Campo-Formio l'attribua toute entière à l'Autriche. Avec la création des pro-

(55) *Bouillet N.*, Dictionnaire universel d'*Histoire et de Géographie*, Hachette, 1857, Paris, p. 1810.

vinces Illyriennes en 1805, elle fut incorporée avec celles-ci à la France et ne revint à l'Autriche qu'en 1814.

Une troisième contrée également habitée par des Italiens est la Dalmatie cette belle province traversée par les Alpes Dinariques sur les côtes de laquelle fleurissent les riantes villes : *Zara* et *Raguse*. La province a été tour à tour occupée et envahie par les Ostrogoths, les Hérules et à la fin par les Slaves qui s'y établirent définitivement et subirent la domination des Avars (640). Libérés de toute sorte de domination étrangère les habitants de la côte devinrent des pirates contre lesquels Venise envoya plusieurs flottes et occupa toutes les villes de la Dalmatie maritime en 997 mais les perdit en 1052 quand le croate *Cresimir Pierre* s'intitula roi de Dalmatie et de Croatie. Par succession, la Dalmatie revint aux rois de la Hongrie, en 1088, qui la gardèrent sauf la ville de *Zara* (restée à Venise), jusqu'en 1301 date de l'extinction des Arpades.

Occupée à nouveau par Venise elle en fera partie intégrante jusqu'à la complète disparition de la république de Venise, devenant en 1797 province autrichienne par le traité de Campo-Formio. Le traité de *Presbourg* la donna à Napoléon en 1805 qui la rattacha aux provinces Illyriennes en 1809, pour une courte durée de 5 ans car en 1814 comme les autres provinces du Tyrol et de l'Istrie, elle revint à nouveau à l'Autriche et cette fois pour un siècle. Dans toutes ces trois provinces l'Autriche exerça le même régime de dénationalisation que les Hongrois utilisaient en Transylvanie et en Slavonie, mais dans les deux provinces du Tyrol et de l'Istrie, la question se posait différemment. Ici l'élément cultivé était formé à peu près exclusivement par les Italiens.

La population slave n'était pas autre chose qu'une masse de manœuvres qui n'avait pas de culture nationale. Plus tard, lorsque les *Croates* commencèrent à se cultiver et à se rendre compte de leur force, ils se heurtèrent à cette ancienne culture latine, que les Italiens possédaient au plus haut degré.

Les Slaves voulurent transformer ces provinces à demi-slaves en des provinces complètement slaves et par tous moyens cherchèrent à aboutir. Une propagande de grande envergure se fit sur tous les terrains pour la slovanisation du pays; écoles, associations de propagande, journaux, sociétés de gymnastique, de chants, d'agriculture toutes seulement en langue slave.

Voyant cette antipathie réciproque, l'Autriche utilisa les Slaves pour dénationaliser l'élément italien, mais au lieu de le germaniser, elle permit aux Slaves de les slaviser en leur venant en aide par les pouvoirs du gouvernement. Ainsi, avec l'autorisation des Autrichiens, les Slaves supprimèrent les écoles primaires et secondaires italiennes et frappèrent de restrictions l'orthographe des noms italiens, des villes et de la langue même en leur donnant un aspect slave. Ce conflit d'intérêts finit par l'échec des Slaves dans leur action car les Italiens fondèrent une « Ligue nationale » et résistèrent aux Slaves. Ils fondèrent aussi des journaux italiens, des sociétés de toutes sortes et suivant l'expression de M. Jean Aulneau « l'ardeur italienne, rispota à la ténacité slave ». De ce côté de l'Autriche, les deux nationalités opprimées, de même qu'en Galicie, se combattirent l'une et l'autre en s'annihilant, l'Empire ne fut jamais trop inquiet de sa sécurité dans ces deux régions, car l'unité d'intérêt des nationalités n'avait pas été encore entrevue par les diverses nationalités.



## CHAPITRE III

---

### L'AUTRICHE-HONGRIE ET LES BALKANS

---

On connaît suffisamment la place d'hégémonie allemande connue sous le nom de « Mittel Europa ». L'Allemagne devait être secondée partout et dans tout, par son fidèle second, l'Autriche. Or celle-ci, dans la première partie, ou mieux dans le prologue du « Mittel Europa », devait jouer le rôle prépondérant parce que c'était elle qui étant la riveraine de la mer Adriatique et de la Péninsule Balkanique devait servir d'avant-garde à la poussée allemande, vers la Méditerranée d'un côté et vers le golfe Persique, d'un autre.

Mais le chemin n'était pas libre, il fallait vaincre le nationalisme farouche des petits peuples qui s'opposaient. Le premier de ceux-ci, celui qui était en contact direct avec l'Autriche-Hongrie et qui était une sorte de rempart contre l'invasion allemande vers le Sud, était le vaillant peuple serbe lequel barrait le chemin depuis la mer Adriatique et jusqu'au Danube.

Devant cet obstacle l'Autriche-Hongrie ne s'arrêta pas et chercha des modalités pour le bousculer. Incorporer tout bonnement la Serbie d'un coup de force eut été un conflit armé avec la Russie dont les issues ne lui paraissaient pas trop sûres. Donc, il fallait que le temps passe, pour affaiblir la petite Serbie et que l'influence Autrichienne ait le temps de se faire ressentir. Par l'oc-

cupation de la Bosnie-Herzégovine en 1878, l'Autriche, pénétrait dans la péninsule des Balkans et s'infiltrait entre la Serbie et le minuscule Monténégro, centre du nationalisme Serbe. Puis, en dehors de cela toute communication avec la Mer Adriatique, devenait désormais, impossible pour la Serbie, sinon par un transit à travers le territoire de la Bosnie-Herzégovine. L'occupation de cette province s'était faite, avec un caractère pacifique, ayant comme but de mettre fin à la soi-disant anarchie qui régnait aux confins de l'Empire et que l'Empereur ne pouvait plus souffrir (1). La suzeraineté restait toujours au sultan de la Turquie mais en fait elle était administrée par l'Autriche. Le sultan avait et était « nudus dominus » et à l'Autriche revenait la « propriété bonitaire ».

Donc l'infiltration commençait sous des bons auspices. D'autre part, dans le libre royaume de Serbie, le traité conclu en 1811 (traité secret, d'ailleurs), était comme une sorte de traité de protectorat de la famille régnante du roi Milan. Outre cela, il contenait : l'obligation pour la Serbie de ne pas laisser se former sur son territoire des associations soit religieuses, soit laïques, dirigées contre l'Autriche, de ne pas laisser fomenter de révolutions, neutralité réciproque en cas de guerre de l'un

(1) « Les troupes sont sur le point de traverser la frontière. Elles viennent en qualité d'amies pour mettre fin aux désordres qui ont eu lieu non seulement dans votre pays mais aussi dans les provinces voisines de l'Empire. L'Empereur ne peut plus voir la violence régnant dans le voisinage de son Empire. Au Congrès de Berlin il a été unanimement décidé que la Monarchie va rétablir l'ordre et le bien-être. Le Sultan vous a confié au soin de l'empire ».

Voir *The Little Entente*, Machray, p. 35.

des états, permission donnée à la Serbie de s'étendre vers le Sud mais ce qui était plus grave, la restriction, que l'Autriche posait à la Serbie, de ne pas conclure un traité avec une tierce puissance, sans le préavis et l'autorisation expresse de l'Empereur. C'était une sorte de protectorat, mais en 1885 lorsque les Bulgares furent vainqueurs des Serbes, ce fut l'Autriche qui sauva le pays serbe d'une vassalité. Avec l'avènement au trône d'Alexandre 1<sup>er</sup> à la suite de l'abdication de Milau en 1899 la politique de la Serbie ne changea pas ouvertement mais on commença à voir prédominer dans les masses du peuple le sentiment russophile et en même temps anti-autrichien. A cette époque comme résultat de l'entente du mois d'Avril 1897, entre la Russie et l'Autriche-Hongrie au sujet des Balkans, la première se chargeait de s'occuper de la Bulgarie, tandis que la seconde surveillait de près la Serbie et la Macédoine pour maintenir le statu-quo. Du fait que la Russie continuait sa conquête en Extrême-Orient et qu'elle ne pouvait pas être présente en Europe, l'Autriche en profita pour prendre le dessus et son influence grandit dans la péninsule. Malgré cela, les chancelleries autrichienne et russe travaillèrent de commun accord et en 1903 à l'entrevue de *Mürzsteg* un programme de réformes proposé par les 2 pays fut proposé et demandé à la Turquie. Mais depuis cette date la politique ne fut plus suivie en commun par les deux pays. L'Autriche était mécontente de l'esprit russophile des Serbes qui depuis l'assassinat du roi Alexandre en 1903, devenait hostile aux Autrichiens surtout depuis l'avènement au trône de la famille Karagheorghevith. L'émancipation des Serbes voulait l'union douanière avec la Bulgarie et l'indépen-

dance de Vienne, ce que l'Empire ne voulait pas du tout. Le résultat immédiat fut une guerre de tarifs exorbitants pour les produits serbes (Guerre des Porcs 1905-1907). Forcément, la Serbie se tourna complètement vers la France et l'Angleterre et commença à s'armer. Entre temps une entente Anglo-Russe se préparait fébrilement et d'Aerenthal chercha à la contrebalancer par les concessions qu'on pouvait accorder à la Russie sur les Dardanelles. Le plan de d'Aerenthal était de partager avec la Russie la péninsule balkanique. La Russie aurait eu le droit de libre passe par les Dardanelles et les Austro-Hongro-Allemands auraient eu le droit d'annexer la Bosnie-Herzégovine.

Iswolsky, le ministre de la Russie n'accepta pas le compromis que l'Autriche lui proposait au mois de Mai 1907 et alors d'accord avec l'Archiduc François-Ferdinand, Aerenthal fait part de son projet d'une ligne ferrée qui passerait à travers le *Sandjak de Novi-Bazar*, d'*Uvac* à *Mitrovitzsa*. Comme suite de ce projet eut lieu à *Buehlan* une entrevue au mois de septembre 1908 entre Iswolsky et Aerenthal dans laquelle on discuta la question d'une annexion de la Bosnie-Herzégovine pour l'Autriche. Quand le 6 Octobre 1908 les chancelleries de l'Europe ont annoncé que l'Autriche annexait la Bosnie-Herzégovine ce fut une stupeur générale. Les avis furent partagés mais un fait certain fût que la Russie ne bougea pas, étant trop épuisée après la guerre avec le Japon et craignant aussi l'intervention de l'Allemagne. L'acte que l'Autriche avait accompli était un commencement de dévoilement de la politique d'expansion austro-allemande et la Serbie ne pourrait plus jamais, tant que l'Autriche-Hongrie existerait, réaliser la Grande



Serbie. Plus que ça, elle était éloignée de la mer Adriatique définitivement. Pour les Pangermanistes c'était une victoire et une cause de désagrégation future. Victoire, parce que le premier pas vers ce « *Drang nach Osten* » était définitivement fait, ainsi que le tronçon de chemin de fer « Berlin-Bagdad », entre *Uvac* et Mitrovitza. Mais c'était aussi une cause de défaite prochaine, parce que désormais la résistance serbe serait inassouvie et que le nombre des Slaves incorporé en Autriche grandissait de beaucoup, en apportant les populations purement slaves de la Bosnie-Herzégovine sous le sceptre des Habsbourg. On peut dire que ce jour, l'Autriche-Hongrie avait signé son testament car dorénavant elle aurait à lutter avec tout le monde slave et latin qui savait les visées des Allemands.

Mais pour le moment il n'y avait rien à faire, la Slavie ne pouvait pas toute seule se lancer contre le colosse Autrichien et un revirement dans sa politique se vit, lors de la déclaration du 31 Mars 1909 par laquelle, la Serbie reconnaissait ne pas avoir souffert une injure par l'annexion de la Bosnie-Herzégovine et qu'au contraire elle voulait maintenir de bonnes relations avec l'Empire. Tout s'arrangeait, même les Turcs ne disaient rien (2) lorsque éclata la guerre italo-turque le 29 septembre 1911. La lutte fut courte et la Turquie vaincue sur toute la ligne qu'elle défendait.

Dans les Balkans et surtout, dans la Macédoine, les Jeunes Turcs refusaient d'appliquer des réformes pour

(2) La Turquie n'accepta pas l'annexion tout d'abord mais après des longues négociations finit par céder le 2 février 1909. Elle recevait une indemnisation de 54.000.000 de couronnes et l'Autriche de son côté lui rétrocédait le *Sandjak de Novi-Bazar*.

mettre fin à la barbarie contre les populations ethniques. L'occasion d'attaquer la Turquie simultanément avec l'Italie était passée, il s'agissait « d'agir avant que la Turquie ait pu reconstituer sa puissance militaire » (3). Le roi Ferdinand de Bulgarie prit l'initiative d'une coalition contre la Turquie de toutes les puissances des Balkans. Avant même que la paix Turco-Italienne fut signée, le 8 octobre 1912 le Monténégro déclara la guerre à la Turquie et toutes les autres déclarations de guerre la suivirent. La Turquie fut vaincue partout par les armées coalisées, Andrinople le dernier rempart turc fut assiégé et au mois de Décembre 1912 les Turcs demandaient un armistice. Une conférence de paix fut convoquée à Londres, mais les Turcs encouragés par les Allemands ne voulurent pas céder *Andrinople* et les îles. La guerre recommença et avec l'aide des Serbes, Andrinople tomba et la Turquie céda tout son territoire jusqu'à la ligne *Enos-Midia*, sauf l'Albanie érigée en puissance autonome sous le contrôle des grandes puissances. Voici ce que le traité de Londres du 30 Mai 1913 décida :

L'érection en état autonome de *l'Albanie*, n'était pas autre chose que la volonté de l'Autriche, laquelle ne voulait pas laisser à la Serbie une sortie sur l'Adriatique et par l'établissement de l'Albanie, la Triple Alliance créait un nouvel ennemi et un nouveau péril pour la Serbie.

Toute cette guerre balkanique mécontenta beaucoup l'Autriche-Hongrie parce que la Serbie contrairement à ce qu'elle désirait sortait malgré tout agrandie. Dès

(3) *Alphonse Muzet*, Le monde balkanique, p. 43. Ernest Flammarion, 1917, Paris.

lors, elle incita et encouragea les Bulgares à l'attaquer et ceux-ci ne voulant rien savoir d'un partage sous l'arbitrage du Tzar de Russie, des territoires contestés, se jettèrent sur leurs anciens alliés le 16 Juin 1913. Les troupes serbes et grecques refoulèrent les Bulgares partout et les Turcs réoccupèrent Andrinople. Entre temps, la Roumanie ne pouvant pas rester neutre dans cette guerre fratricide et déloyale, après une sommation faite à Sofia déclara la guerre le 10 juillet 1913 et 500.000 soldats entrèrent en scène. Le Danube fut franchi et Sofia étant à 20 km. des avant gardes roumaines, il n'y avait plus de temps à perdre. L'armistice fut demandé et la paix conclue à *Bucarest le 10 Août 1913*. La Bulgarie perdait *Andrinople*, une partie de la Macédoine contestée et le « *Quadrilatère* », c'est-à-dire 2 départements en faveur de la Roumanie.

Cette fois-ci, les Autrichiens n'avaient pu encore avoir raison des Serbes et chaque fois qu'ils le purent ils leur envoyèrent des notes et des ultimatums pour que toute concentration de troupes serbes ne puisse se faire vers les frontières de l'Albanie. Sous la pression d'un million d'hommes que l'Autriche avait concentré aux frontières serbes, toutes ces notes avaient l'effet voulu.

Mais l'Autriche voyait se dresser devant elle à côté d'une Serbie agrandie, la Roumanie où les manifestations pour la délivrance de la Transylvanie prenaient des proportions. Ces deux puissances coalisées, soutenues plus ou moins ouvertement, par la colossale Russie, *inspiraient les plus vives craintes à l'Autriche-Hongrie, qui chercha à attirer la Roumanie dans une alliance politique et militaire. A l'intérieur, l'Autriche-Hongrie voyait comme suite immédiate des succès serbes*

et roumains, le cabrement des nationalités qui sous l'influence des succès obtenus par les armées des pays des Balkans, voyaient leur délivrance s'approcher rapidement. Partout, l'esprit national, se consolida et dorénavant aucune nationalité ne voulait plus de l'Autriche-Hongrie. Devant cet échec des Allemands, parce que leurs amis les Bulgares et les Turcs étaient vaincus en faveur de la Serbie et de la Roumanie agrandies, la position de l'Autriche-Hongrie était devenue presque impossible à l'Est. Il fallait par tous moyens, même sanguinaires, trouver un remède pour consolider la situation dans les Balkans, et le malheureux meurtre de Sarajevo lui servit de prétexte pour déclencher cette formidable guerre mondiale, à la fin de laquelle *la plus monstrueuse construction de notre temps* » l'Autriche-Hongrie » s'effondra pour ne jamais plus exister.



## TITRE II

---

La Grande Guerre et ses conséquences  
pour l'Autriche-Hongrie



## CHAPITRE I

---

### LE COMMENCEMENT DE LA GUERRE

---

L'année 1914 était appelée à jouer un rôle prépondérant dans l'histoire de l'humanité entière. A peine la guerre fratricide des Balkans avait-elle pris fin qu'une autre plus terrible, telle que le monde n'en avait jamais enregistrée jusqu'alors, se produisait, Guerre qui mit fin à l'esclavage des peuples, et posa la pierre angulaire d'une paix, si possible éternelle. En vérité la situation telle qu'elle se présentait à cette date était intenable. L'oppression des nationalités était devenue odieuse, les peuples n'en pouvaient plus et si la guerre fut pour tout le monde un grand malheur, on peut pourtant, en ce qui concerne celle de 1914, dire qu'elle a été un salut pour les opprimés... Devant la formidable coalition de forces des Austro-Allemands et sous sa pression, qui pouvait bouger ? Ecrasés par cette masse uniformatrice, les peuples, sous leur domination, étaient voués à la disparition, si l'appétit insatiable des pangermanistes n'avait hâté le déroulement de cette catastrophe, lesquels croyaient que le moment était venu de briser pour toujours les ententes des peuples qui étaient hostiles au formidable plan du « Mittel Europa ». Le 28 Juin de cette année fatale le télégraphe portait dans toutes les capitales et les coins du monde la nouvelle du meurtre de Sarajevo. L'archiduc Franz-Ferdinand avait été assassiné !

C'était un fait, gros de conséquences et l'Allemagne qui n'attendait qu'un simple prétexte pour déchaîner la guerre, fit de son mieux pour convaincre le vieux François-Joseph de déclarer la guerre à la vaillante Serbie. Mais ce n'est pas seulement lui qui résista, il se trouva encore un homme de valeur, le comte Tisza, le premier ministre hongrois qui s'opposa à une déclaration de guerre à la Serbie. Mais, hélas, dans toute l'Autriche-Hongrie le personnel militaire et gouvernemental était aux ordres de Berlin et Berlin voulait la guerre. Ce personnel à la solde de l'Allemagne a fait croire à François-Joseph que l'assassinat n'était pas autre chose que l'œuvre de la Russie instigatrice et c'est dans ce style que le vieil empereur écrivit à Guillaume II. Celui-ci ne lui donna pas d'autre réponse plus calmante, que celle d'un soutien qu'il lui promet. Donc incitation à la guerre. Le 7 Juillet, en plein Conseil des Ministres, le comte *Berchtold*, demande une guerre contre la Serbie et tous sont d'accord pour annexer ce pays. Il s'agit d'envoyer maintenant une note à la Serbie dans de tels termes et demandant de telles choses que la Serbie ne puisse l'accepter et l'Autriche-Hongrie ne recevant pas de satisfaction lui déclare la guerre. Or, à cette politique agressive, le comte Tisza s'oppose de toutes ses forces et demande que la note qui serait envoyée à Belgrade, demande seulement des rectifications de frontières ; mais avec l'expresse spécification, que l'Autriche ne veut pas s'agrandir au détriment de la Serbie. Cette note conciliante n'entre pas dans les vues de Berlin et dès lors, le ton de la « note comminatoire » envoyée le 23 Juillet à Belgrade sera celui voulu par Guillaume II (1). La note, telle qu'elle

(1) « Il faut marcher ferme sur les pieds de ces canailles



avait été rédigée demandait la dissolution des associations irrédentistes serbes, la cessation de la propagande anti-autrichienne que les Serbes, malgré leurs déclarations de 1909 n'avaient cessé de faire, la démission des professeurs et des fonctionnaires mêlés dans ces associations et ce qui était inadmissible, *la participation des fonctionnaires autrichiens aux enquêtes que Belgrade était contrainte de faire.*

Une réponse devait être donnée dans les 48 heures. Terme extrêmement court, les grandes puissances s'émurent et intervinrent, mais ce fut en vain.

Malgré le court délai, Belgrade envoya sa réponse le 25 juillet acceptant toutes les conditions, sauf la participation des fonctionnaires autrichiens à l'enquête, sur laquelle la Serbie fit encore ses réserves.

La bonne volonté des Serbes était encore une fois démontrée. Devant cette réponse conciliante, l'Autriche pour bien prouver encore une fois au monde qu'elle n'était que l'esclave de l'Allemagne, précipita les choses et à 6 heures 1/2, le soir du même jour, l'ambassadeur de l'Autriche demanda ses passeports. Les relations étaient rompues et le 28 juillet la guerre était déclarée. Mais l'Autriche-Hongrie ne bougea pas encore: il fallait regarder du côté de la Russie et le 28 même, les troupes austro-hongroises étaient massées sur la frontière galicienne. Comme réponse à cette menace, la Rus-

d'Etats slaves. Une modification de l'équilibre actuel de l'Europe centrale doit se produire et se produira nécessairement. Il faut que l'Autriche acquière dans les Balkans la prépondérance sur les petits Etats aux dépens de la Russie. Sans cela il n'y a pas de repos possible ».

Réflexions de Guillaume II reproduites par : *Jean Aulneau*, Op. cit., p. 305.

sie mobilisa dans les quatre arrondissements de Kiev, Odessa, Moscou et Kazan et les événements se précipitèrent. Voyant que la Russie ne restait plus inactive et se rendant compte que son attitude intransigeante pourrait déclencher une conflagration générale l'Autriche-Hongrie se montra prête à discuter avec les autres puissances le fond du conflit entre elle et la Serbie et même à accepter la médiation de *Sir Edward Grey*. L'Autriche, « prise de peur devant l'immensité du conflit qu'elle provoquait, reculait à la dernière minute » (2).

Craignant que les choses ne s'arrangeassent, l'Allemagne, ne voulant pas perdre l'occasion de déclarer la guerre, brusque la situation, envoie un ultimatum à la Russie en lui demandant de démobiliser et sur le refus de celle-ci, lui déclara la guerre le 1<sup>er</sup> Août 1914.

Mais l'Autriche ne se décide pas encore à déclarer la guerre au colosse de l'Est et les pourparlers entre Vienne et Saint-Petersbourg se poursuivirent jusqu'au 5 Août. Ce fut alors seulement que l'Autriche se décida tardivement à déclarer la guerre à la Russie. Entre temps la conflagration européenne s'achevait par la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France et par celle de l'Angleterre à l'Allemagne. Il n'a pas fallu plus de 2 semaines, pour que l'Europe entière entrât en guerre et la cause en fut seulement la volonté de l'Allemagne de réaliser le « Mittel Europa ».

Son brillant second, cette agglomération chaotique de peuples écrasés qui s'appelle l'Autriche-Hongrie (3)

(2) *Pierre Bertrand*, L'Autriche a voulu la grande guerre. Bossard, 1916, Paris.

(3) *Général A. Tchérép Spiridovitch*, L'Europe sans Autriche, p. 88. Victoriou et Comp, 1914, Paris.

fut chargée de chercher le prétexte. Elle le trouva dans les Balkans et on verra dès lors se réaliser entièrement la prophétie du prince Gortschakov qui disait :

« l'Autriche trouvera son tombeau dans les Balkans »,

## CHAPITRE II

---

### **PROPAGANDE A L'ÉTRANGER POUR LA LIBÉRATION DES PEUPLES**

---

La guerre avait commencé et toutes les nations qui étaient englobées dans l'ancienne Autriche-Hongrie durent prendre une part active à cette guerre fratricide, car on voyait cette monstruosité inouïe d'un Croate combattant un Serbe, d'un Polonais luttant contre un Polonais russe et plus tard les Italiens et les Roumains faisant face aux armées roumaines et italiennes.

Malgré la dispersion des troupes de ces nationalités parmi des troupes hongroises ou purement allemandes, il ne fut pas rare de voir des désertions en masse des Slaves qui ne pouvaient pas lutter contre leurs frères de sang.

Le nombre des déserteurs fut assez grand et surtout sur le front russe, les Tchèques déserteurs furent assez nombreux, pour pouvoir à un moment donné, former des divisions, les fameuses divisions tchèques lesquelles se couvrirent de gloire, surtout en Juin 1917 sur le front russe.

Par la désertion en masses compactes des Slaves, les armées de Habsbourg se désorganisaient et celles des Serbes, Russes, Italiens et Roumains grandissaient. Mais le véritable rôle joué par ces armées constituées par des nationalités opprimées, était celui du commencement



d'une force nationale, qui pouvait servir comme base pour la reconnaissance, premièrement de la qualité de belligérants et ensuite d'Etats indépendants, de tous ces peuples de l'ancienne Autriche-Hongrie. Donc la propagande à l'étranger a servi énormément à la reconstruction de l'Europe Centrale. Mais la formation de ce fort moyen de propagande n'a été faite que vers la fin de la guerre, en 1917 et jusqu'à cette date, seuls les éléments nationaux à l'étranger ont maintenu et conduit l'attention des peuples sur le sort qu'ils avaient dans l'Autriche-Hongrie. Ainsi, comme un premier signe de protestation on voit à Paris, les Tchèques, insultant le drapeau autrichien à l'ambassade et la formation d'une ligue des Tchèques en *Russie* connue sous le nom de « *Druzina* ».

Mais les Yougoslaves furent encore mieux organisés. Dès le mois d'Août 1914, se forma à Rome à la légation serbe un comité yougoslave pour la propagande à l'étranger, à la tête duquel se trouvent *Trumbitch*, *Povitch*, *Goritchar*, *Mestrovitch* et *Zhupanitch*.

Son action est intense et quand le comte Tisza exhorte les Croates à lutter pour sauver la « *patrie-mère* » une protestation est insérée dans les journaux italiens, montrant l'inanité de cette affirmation erronée, que *l'Autriche est la patrie des Croates*. Au mois de Novembre de la même année la *Scoupcina*, c'est-à-dire le Parlement serbe, lance une proclamation de Nisch, où il s'était réfugié et dans laquelle il proclame l'union des Serbes, Croates et Slovènes non encore libres. En outre dans le comité on avait discuté sur l'union des trois pays slaves mais seulement le principe avait été arrêté, car on n'était pas encore d'accord, si l'on créerait une

Grande Serbie, ou bien une Grande Croatie. Dès lors, se posait déjà cette question, qui causera tant de dissensions regrettables dans la vie du futur royaume Yougoslave... *Masarik*, ce grand homme qui dressa une doctrine devant celle du « Mittel Europa » arriva à Rome au cours de décembre et prit contact avec les leaders des Serbes ainsi qu'avec les personnalités marquantes de l'Italie.

Avec le comité Yougoslave il discuta les possibilités d'unification du pays et d'après lui, c'était au profit de la Serbie qu'elle devait se faire, car « la lutte héroïque de la Serbie a créé un programme vivant pour tous les Slaves du Sud » (1).

Lors de ses entrevues avec les dirigeants de l'Italie il obtint la promesse que l'Italie si elle ne gardait pas toujours la neutralité n'entrerait pourtant jamais en guerre contre les Alliés. C'est lui, l'homme qui fit le plus pour la propagande à l'étranger et il ne se reposa pas un seul moment. Parti de Rome et arrivé en Suisse, il se met en liaison avec Prague, maintient le moral des Tchèques à un niveau élevé et court à Paris où il cherche à réaliser l'unité des organisations tchèques, établies dans les autres centres de l'Europe. La propagande en faveur de l'indépendance de la Bohême se fit partout. A Paris, Ernest Denis fit paraître : « La nation tchèque » un second journal, car il y avait déjà « l'Indépendance Tchèque ». A *Cleveland*, aux Etats-Unis, se réunit un Congrès aussi bien qu'en Russie et à Londres. Enfin au mois d'Avril, comme *Masarik* se trouvait à Londres, il adressa un memorandum à *Lord Grey* sur les revendications d'indé-

(1) *Robert Machray*, Op. cit., p. 54.

pendance de la Bohême et l'implora de ne pas donner une partie de la Dalmatie à l'Italie, ainsi qu'il était question dans les pourparlers avec celle-ci.

Ce fut déjà la *seconde manifestation de solidarité des deux futurs pays* qui entrèrent dans la Petite Entente, la première étant l'intervention amicale faite à Rome, pour l'unification des Croates et Serbes. La collaboration Tchéco-Yougoslave était esquissée, il ne restait qu'à la continuer et à l'affermir. Mais la guerre n'était pas trop favorable aux alliés et il fallait faire tout le possible pour déterminer l'Italie à entrer en guerre contre l'Allemagne et après de longues hésitations elle obtint par le traité de Londres du 26 Avril 1915 une partie de la Dalmatie et les îles. Seulement alors, l'Italie se décida à déclarer la guerre aux puissances, avec lesquelles elle avait formé naguère la Triple Alliance.

Devant cette duplicité de l'Italie envers la future Yougoslavie, le comité serbe-croate-slovène de Rome quitta l'Italie et s'installa à Londres, mais après avoir fait cette belle déclaration : « Nous combattons pour libérer notre peuple d'une domination (joug) étrangère et l'unir dans une seule nation libre. Perpétuer la séparation de ces territoires en les laissant sous la domination Austro-Hongroise, ou bien une autre domination étrangère, serait une violation flagrante de notre unité ethnographique, géographique et économique ; notre peuple s'opposera à ceci, sans doute, énergiquement et sa résistance sera justifiée » (2).

L'automne même de l'année de 1915, montra cette nécessité impérieuse de l'entrée en guerre de l'Italie contre

(2) L'original est en anglais reproduit par Machray dans l'ouvrage cité p. 56. La traduction est personnelle.

l'Allemagne car la défaite russe en Pologne prit l'allure d'un désastre, lequel sans la collaboration de l'Italie eût eu des conséquences funestes pour le front occidental. Par l'occupation de la Pologne russe, les Allemands avaient réalisé d'une façon éphémère l'unité de la Pologne car il n'y avait presque plus de pays polonais, en dehors de ceux occupés par les forces des Empires centraux.

Les nationalistes polonais espéraient, enfin en avoir fini avec cette guerre fratricide, qui s'était déroulée une année entière et avoir en même temps réalisé l'unité du pays. Mais les Allemands se gardèrent bien de constituer une Pologne indépendante qui s'étendrait sur tous les territoires habités par les Polonais. C'eut été le démembrement de l'Autriche et de la Prusse surtout. Or ce n'était pas le but des Allemands, de lutter pour l'unité des Polonais et lorsque le 5 Novembre ils proclament l'indépendance de la Pologne ils la constituent seulement de l'ancien duché de Varsovie qui appartenait à la Russie. En outre ils placèrent le nouvel état dans une union fédérative avec l'Allemagne. De leur côté les Tchèques n'avaient pas, eux non plus, même au commencement de la guerre attaché une trop grande importance à l'action de la Russie contre les Empires centraux car la Russie poursuivait plutôt ses propres intérêts vers Constantinople, que le désir de venir au secours des Tchèques asservis. Sur ce point Masariik avait acquis une bonne connaissance de l'esprit russe lors de ses voyages en Russie et il avait même publié un livre sur l'âme de ce pays. Ce n'est pas que la Russie n'aurait pas aidé les Tchèques à se libérer, mais elle regardait plutôt vers les Serbes, que vers les Croates, ces Serbes qui sont or-



thodoxes comme elle et qui pouvaient lui servir d'appui très important dans la conquête qu'elle poursuivait dans les Balkans vers Constantinople. Quant aux Yougoslaves en général et aux Roumains qui se trouvaient dans l'ancien empire Habsbourgeois, l'attitude de la Russie était seulement bienveillante par nécessité mais jusqu'à cette date, jamais la Russie ne s'était servie du principe des nationalités que dans le but d'annexions de territoires et lorsque ce principe même s'opposait à ses buts, la Russie n'avait pas reculé à le piétiner, tel le partage de la Pologne et l'annexion de la Bessarabie.

La guerre continuait toujours mais les perspectives d'une victoire des Alliés commençaient à devenir moins proches, et alors craignant que les Tchèques ne soient tentés de céder, c'est-à-dire de cesser de combattre pour leur liberté, Masarik après avoir reçu l'assentiment de l'organisation secrète de Prague, publia le 14 Novembre 1915 une sorte de déclaration de guerre à l'Autriche-Hongrie de la part des Tchèques. Le manifeste était signé par le « Comité Tchèque à l'étranger » et par les représentants de toutes les colonies tchèques à l'étranger. Pourtant l'effort devait être fait dans tous les domaines et non seulement politiques. Il fallait mettre au courant de cette doctrine des nationalités le maximum de personnes de toutes nationalités. La tâche eut été trop difficile pour un seul homme et dès le mois d'Avril, on voit *M. Masarik*, partageant avec *M. Bénès*, ce deuxième grand homme d'Etat européen, la direction de la lutte pour la libération des peuples à l'étranger. Dorénavant *M. Masarik* abandonne Paris à *M. Bénès* et garde pour lui Londres. La lutte sur tous les terrains devait être conduite contre l'Autriche-Hongrie et pour le principe

des nationalités une fois la déclaration du 14 Novembre lancée officiellement : « La publication de ce manifeste fut le début officiel de notre guerre à l'Autriche-Hongrie. C'était un acte d'une importance considérable, en dépit du peu d'écho qu'il éveilla alors : le premier pas décisif, public et solennel, fait en accord avec les hommes politiques restés au pays et dont, par conséquent, nous avions à répondre devant la nation et l'avenir. Plus de recul possible. La phase de notre action organisée à l'étranger était ouverte » (3).

Plus loin dans ses souvenirs de guerre et de révolution M. Edouard Bénès continue sur l'organisation de la propagande dans ces termes :

« En politique et surtout dans une révolution, la méthode, l'organisation du travail sont, comme en toutes choses, le facteur essentiel du résultat et du succès final. Nous avons donc à établir solidement l'harmonie de notre mouvement par la collaboration bien réglée de nos colonies de l'étranger avec nos chefs politiques, à maintenir notre liaison avec le pays, à organiser notre propagande et à passer peu à peu de la propagande à la politique, à créer les organes nécessaires à cette fin, à recueillir les ressources financières indispensables, à trouver des collaborateurs capables et, en général, à unifier toute notre action dans les Etats alliés » (4).

Aussitôt arrivé à Londres, au mois de septembre, Masarik commença à faire de la propagande, mais étant

(3) *Edouard Bénès* : Souvenirs de guerre et de révolution 1914-1918. La lutte pour l'indépendance des peuples.

Ernest Leroux, 1928, Paris, T. I, p. 113. — 2 volumes.

(4) *Edouard Bénès*, *ibid.*, Paris, T. I, p. 113.

nommé comme professeur à la chaire de Slave du « King College » on lui offrit l'occasion d'exposer ses principes sur l'organisation future de l'Europe et sa leçon d'inauguration du 19 Octobre 1915 fut un grand succès politique. *Lord Asquith* le Premier ministre avait promis d'y assister, mais étant malade, se fit remplacer par *Lord Robert Cecil* et cette présence officielle qui apportait avec elle l'appui du peuple anglais était une vraie victoire pour Masarik. Celui-ci parla sur « *Le problème des petites nations dans la crise européenne* » montra l'importance des petites nations comprises entre le bloc allemand et les Russes et les vraies intentions des puissances centrales. Poursuivant son plan, *Masarik* fait entrevoir les nécessités d'un développement de chaque nation dans son propre état et demande l'application du principe des nationalités connu jusqu'alors en Angleterre ou presque (5). Mais ce fut comme un re-

(5) Il faut reproduire le texte même des mémoires de Masarik, sur cette séance d'ouverture et que M. Machray rapporte : « It brought out for the first time the political « signifiante of the zone of small peoples in Europe that « lies between the Germans and the Prussians ;

« It enabled me to put both the German « Drang nach « Osten (the Urge towards the East) and prussian policy in « a new light, and to show the essential characters of « Austria-Hungary and Prussia, In this light the breaking « up of Austria-Hungary by the liberation of her peoples « was revealed as the main requirement of the War. « Finally, Y argued strongly against the fear of the so- « called Balkanisation of Europe and urged, convincingly « I think, that small nations are capable of and have a right « to independent développement as States, each, according to « its own culture ».

« ...Henceforth, the small peoples and the possibility of « their independence were seriously talked and written « about. The positive side of the War came into the fore-

virement inattendu dans toute la presse anglaise et dorénavant on verra paraître dans « The Times » des articles signés par *Wickham Steed* qui soutenait ardemment le principe des nationalités. D'autre part la revue « New Europe » s'occupa également de ce sujet et le livre de *Seton-Watson* « *Racial Problems in Hungary* » montra la vérité pure en ce qui concerne le régime en Autriche-Hongrie. Plus tard on vit paraître dans la « *Edinburgh Review* » des articles qui préconisaient une transformation de l'Europe centrale et la constitution d'Etats indépendants si possible, même pour la Pologne. Ce n'était pas un nouvel auteur qui avait écrit ces articles, c'est toujours *Wickham Steed* qui solutionnait d'après ses vues le problème compliqué de l'Europe centrale. Seulement, sur le front du Sud les Serbes avaient été refoulés et la Serbie ainsi que le Monténégro, en tant que pays territoriaux n'existaient plus. Toute l'opinion publique des Alliés était profondément touchée par les misères de ces vaillants peuples et le principe des nationalités en reprit de la vigueur. A Paris, le centre mondial où l'âme de la victoire résidait, Masarik vint durant le mois de Février et lors de son entrevue avec Briand il lui montra sur une carte le partage de l'Autriche-Hongrie, tel qu'il devait se faire d'après les éléments ethnographiques et historiques. En principe Briand fut de complet accord et *Isvolsky*, le ministre russe à Paris, promit aussi à Masarik tout l'appui de son pays, mais Masarik chercha à

« ground replacing the conception that its object was either  
« defense against the Germanic Powers or their overthrow,  
« and placing the War in its true light as the beginning of  
« the great refashioning of Central and Eastern Europe  
« and, indeed, of Europe as a whole ».



organiser complètement dans un tout homogène les différentes fractions tchèques à l'étranger. Durant l'année en cours même, une sorte d'esquisse d'un gouvernement se fait, approuvée par toutes les colonies tchèques. *M. Masarik* était le président, *M. Bénès* le secrétaire général, *Stefanik* et d'autres tchèques de valeur formant le reste du gouvernement. Pour le moment la propagande en vue de l'indépendance tchèque et l'unité Yougoslave avaient fait de grands progrès, surtout depuis l'entrevue entre *Pasici*, le premier ministre serbe et *Masarik* à Londres. Là-bas les deux hommes politiques avaient examiné la situation politique d'alors et malgré la défaite russe qui s'accroissait, l'occupation complète de la Serbie et du Monténégro, l'invasion, des trois quarts de la Roumanie, ils n'avaient aucun désespoir et cherchaient à établir les nouvelles relations qui reliaient les Etats de l'Europe centrale. La Tchécoslovaquie, alors sous la dure domination austro-hongroise et surtout ses représentants à Paris et Londres mettaient toutes leurs espérances dans les légions tchèques qui s'étaient formées en Russie sous le nom de « *Drushina* » et en Serbie. Partout où elles ont combattu elles ont fait preuve d'une grande homogénéité et de bravoure.

Un nombre réduit de Tchèques luttèrent même en Roumanie sur le front de Dobrogea à côté d'une division serbe et d'une armée roumaine sous le commandement du général *Zhivkovitch*. C'est encore un des nombreux cas de collaboration des trois peuples, mais ici devant la mort qui guettait ces braves combattants, *les liens étaient des plus étroits* et jamais on n'a vu de meilleures amitiés se nouant, que dans les tranchées pleines de boue et de périls. Ici, devant l'ennemi où chaque mi-

*nute était un siècle, se formaient d'une manière définitive, les relations amicales et d'étroite collaboration entre ces trois peuples qui n'ont jamais croisé le fer malgré leur voisinage millénaire.*

Et c'est toujours sur cette terre roumaine, qu'à Iassy en Octobre 1917 *M. Masarik* (6), dans cette capitale d'occasion de la Roumanie en partie envahie, eut des entrevues décisives avec les hommes d'états roumains et posa les principes d'une activité commune entre les pays qui formeront 3 ans plus tard « la Petite Entente ».

L'année 1917, procura aux nationalités opprimées de grands espoirs et un grand renfort. A la note envoyée par le Président Wilson aux belligérants en Décembre 1916 ce furent seulement les Alliés qui répondirent et de leur réponse se dégagait principalement le principe des nationalités sur la base duquel les alliés voulaient fonder le remaniement de l'Europe. Il était prévu que toutes les populations opprimées auront le droit à l'indépendance, même complète.

C'était donc un gain énorme pour la cause des Slaves, Roumains et Italiens de l'Autriche-Hongrie. L'Allemagne répondit par la déclaration de la guerre maritime sous-marine à outrance, ce qui força les Etats-Unis à déclarer la guerre aux empires centraux deux mois plus tard.

(6) Sur cette entrevue il disait : « Politically my stay at Iassy bore good fruit. Our personal acquaintance and cooperation-with the Rumania were the germ of the Little Entente. When Rumania decided to make war, Benesch, Shtefanik, and I had sent Bratiau a telegram saying that Rumania was fighting for the liberation of our people ». — Ce passage est reproduit par *M. Machray* dans *Opus. cit.*, p. 64. Etant donné son importance je le cite tel que, sans commentaires.

Entre temps en Russie le *Tsar* avait dû abdiquer à cause de la révolution et le nouveau gouvernement annonçait son principe de « libre détermination des peuples ». Alors, la brigade tchèque qui se trouvait en Russie, en conformité avec ce principe, proclama le 20 Mars 1917 l'indépendance de l'Etat tchécoslovaque, avec son conseil suprême à Paris comme gouvernement et *M. Masarik* comme dictateur.

De leur côté les Polonais établis à l'étranger ne restaient pas inactifs et *Dmowsky* le représentant de la colonie polonaise de l'Ouest demandait dans un memorandum adressé à Balfour, ministre des affaires étrangères de l'Angleterre le rétablissement d'une Pologne indépendante, assez forte pour pouvoir garantir le maintien de la paix et de l'équilibre européen. La demande de cet état polonais contenait aussi la détermination des provinces qui devaient en faire partie intégrante; en dehors de l'état polonais constitué par les Empires centraux en Novembre 1916, la Galicie et le Teschen, qui appartenaient à l'Autriche-Hongrie et la Pologne allemande, avec Dantzig, comme sortie à la mer devaient s'y ajouter. Dans ce sens il y avait eu des résolutions d'un congrès qui s'était tenu à Cracovie, demandant expressément une sortie à la mer.

A Paris s'était organisé dès le commencement de la guerre un comité national des Polonais, qui travaillait sans répit pour l'indépendance de leur pays et comme résultat de sa propagande un décret de la République Française du 4 Juin 1917 permettait la formation d'une armée polonaise, combattant sous le drapeau polonais mais sous le haut commandement français et seulement pour la durée de la guerre. L'armée polonaise compre-

nait les éléments polonais établis en France aussi bien que des autres volontaires polonais voulant adhérer à ce mouvement de libération. On formait, ainsi que la future Tchécoslovaquie devait le faire plus tard, la force armée d'une nation opprimée, qui apportait en lutte à côté des Alliés, tout ce qu'elle pouvait donner de mieux pour la juste cause de la délivrance des peuples. Plus tard, c'est-à-dire le 20 septembre de la même année, le comité national polonais fut reconnu officiellement par l'Etat français. Très intéressante et prouvant une ligne de conduite précise est à la même époque (20 Juillet 1917) *la Déclaration de Corfou* par laquelle Pasici et Trumbitch déclaraient leur intention de fonder un état indépendant sous le nom de « royaume des Serbes, Croates et Slovènes qui comprendraient tous les territoires habités d'une manière compacte par leur peuple ».

Cette formule un peu trop large eut quelque répercussion sur les relations avec l'Italie car celle-ci pensait à la Dalmatie dans laquelle la population serbe était nombreuse, mais le désastre de la *Piave* et devant le péril commun d'une hégémonie allemande toute dissension fut mise de côté.

*M. Masarik*, l'infatigable propagandiste, homme d'une activité prodigieuse approuve de loin où il se trouve, au cœur de la Russie ce manifeste qui montrait l'esprit des provinces non allemandes de l'Autriche-Hongrie et *Bénès*, chef de toute la propagande tchèque dans tout le monde, en l'absence de *Masarik*, aboutit à une solidarité complète des intérêts des Roumains, Yougoslaves, Tchèques et Polonais.

*Les bases de cette entente de plus tard, se sont faites dans l'angoisse de l'avenir et de l'ennemi, où que ce*



soit, dans les cercles de propagande à l'étranger, dans les salons de la diplomatie, aussi bien que dans les tranchées de Dobrogea. Partout les intérêts étaient les mêmes et les idées coïncidaient à un tel point qu'elles se confondaient dans une seule, forte, résolue et juste : la délivrance des peuples opprimés. A plusieurs milles kilomètres du centre de propagande qu'est Paris, *Masarik* craintif, voyageait à travers la Russie pour rejoindre les légions tchèques, les grouper si possible et les préserver de la contamination communiste. Au mois de Novembre la deuxième révolution russe, s'étant faite complètement avec un caractère *bolchevik*, avait ruiné tout l'effort russe pour résister à l'anarchie, et l'instabilité politique et sociale détermina *M. Masarik* à donner l'ordre aux quelques 30.000 soldats Tchécoslovaques de Russie de se diriger sur Vladivostok et d'attendre les bateaux pour s'embarquer à destination des fronts alliés.

Mais avant de quitter ce chaos de la Russie en 1917, *M. Masarik* se rendit au congrès des Nationalités opprimées à *Kieff*, où dans la grande salle du cirque, à plus de 5.000 délégués des Tchèques, Slovaques, Roumains, Serbes, Croates, Slovènes et Polonais, il exposa les raisons pour lesquelles les nationalités opprimées étaient hostiles à l'Autriche-Hongrie, ainsi que leurs buts, pouvoir s'unir à leurs états nationaux ou former à eux seuls des états indépendants. Puis il continua son chemin et parvint à atteindre avec beaucoup de difficultés *Tokio*, le 8 Avril 1918 et vers la fin du mois les Etats-Unis, où il entra en larges conversations avec les hommes d'états américains. Son remplaçant à la tête de la propagande *M. Bénès*, poursuivant les pourparlers avec la France obtint un Décret de la République Française

qui reconnaissait à la Tchécoslovaquie le droit de former une armée propre sur le sol de la France et qui combattait sous ses propres couleurs sur le front franco-allemand. Le Décret était accompagné des bonnes paroles de M. Poincaré lequel montrait l'aide que la France donnait à la réalisation de l'idéal tchécoslovaque.

Toujours le même homme, Bénès, « avait été l'instigateur de cette magnifique déclaration faite à la « tribune du Reichsrat, au centre de l'Empire qui devait crouler mais qui était encore l'empire austro-hongrois. Le député tchèque Stanek avait dit en substance : Gloire à la France ! Le droit veut qu'elle puisse « recouvrer l'Alsace-Lorraine ! ». C'était là comme un écho vibrant et émouvant de la fameuse protestation de la Diète de Prague en 1871, lors de l'annexion brutale de nos provinces à l'Empire Allemand : voix de la justice vengeresse qui avait alors retenti *seule* dans l'Europe que dominait Bismarck » (7). Cette hardie déclaration fut suivie par une autre, celle du « Club yougoslave » lue par *Korosec* qui demandait l'indépendance des Yougoslaves et d'une déclaration identique de la part des représentants italiens et polonais. Toutes ces déclarations eurent une influence énorme à l'étranger en faveur des nationalités de l'Autriche-Hongrie et dès lors on pouvait dire que la future *Petite Entente* commençait à se manifester.

Mais le front russe avait complètement disparu et les Allemands à la suite de la défection russe commençaient à occuper systématiquement les pays baltes, l'Ukraine

(7) *Jean Brunhes*, Préface. *La Petite Entente*, Albert Mousset, Bossard, 1923, Paris VI et VII.

et avancaient dans le Caucase. Le peu d'armée russe encore organisée se retirait et on trouvait dans ce chaos général encore quelques dignitaires, assez contestables d'ailleurs qui négociaient et obtenaient la signature du malheureux et nul traité de *Brest-Litovsk* le 3 mars 1918. L'Ukraine avait signé encore depuis le 9 Février un traité de paix avec les Empires centraux. Donc de tout le front de l'Est il ne restait guère que le front Roumain-Allemand et celui-ci ne put résister parce que la descente des Allemands par l'Ukraine menaçait le dos des armées roumaines. Encerclés de toute part, la Roumanie, c'est-à-dire seulement la province de Moldavie, où se trouvait le gouvernement, le roi et toute l'armée, trahie par la Russie et comme suite imminente de la défaite russe demanda l'armistice qui lui fut accordé et entra en tentative de paix avec l'Allemagne et ses Alliés. Les préliminaires de paix furent signés à Buftea le 5 mars 1918 et la paix à Bucarest...

Par conséquent sur tous les fronts la situation des Alliés n'était pas du tout bonne et beaucoup de gens après la disparition complète du front russe craignaient une défaite totale des Alliés et une victoire allemande. Pourtant si de ce côté pratique, les nationalités ne gagnaient pas, d'autre part l'année 1918 apportait les célèbres « quatorze points » de Wilson sur les bases et dans l'esprit desquels se ferait bientôt la paix de Versailles. Le dixième point intéressait beaucoup les peuples parce qu'il concernait l'Autriche-Hongrie.

« X. *The peoples of Austria-Hungary, whose place among the nations we wish to see safeguarded and assured, should be accorded the freest opportunity of an-*

« *tonomons development*, (8) en traduction française :

« X. Aux peuples de l'Autriche-Hongrie, dont nous « désirons sauvegarder et assurer la place parmi les « nations, doit être accordée la plus grande latitude « pour leur développement autonome » (9).

Puis dans les points suivants de son « Discours au Congrès du 8 Janvier 1918 pour énoncer les conditions essentielles de la paix que les Etats-Unis pourraient accepter », le Président Wilson parla des rectifications de frontières en faveur de l'Italie (10) du rétablissement et de la restauration de la Roumanie, Serbie et Monténégro (11) et dans le 13<sup>e</sup> point d'un état indépendant de la Pologne (12).

(8) *James Brown Scott*, Président Wilson's Foreign Policy, Oxford University Press, 1918, New-York, p. 361.

(9) *Désiré Roustan*, Président W. Wilson, Messages, discours, documents diplomatiques, 2 volumes, Bossard, 1919, Paris, 1<sup>er</sup> vol., p. 239.

(10) *James Brown Scott*, Op. cit., p. 361.

IX. A readjustment of the frontiers of Italy should be effected along clearly recognizable lines of nationality.

*En traduction française : Désiré Roustan*, Op. cit., p. 239.

9° Une rectification des frontières de l'Italie devra être opérée selon les lignes de démarcation clairement reconnaissables entre nationalités.

(11) *J. Br. Scott*, Op. cit., p. 361.

XI. — Rumania, Serbia, and Montenegro should be evacuated ; occupied territories restored ; Serbia accorded free and secure access to the sea...

Même traduction :

11°. — La Roumanie, la Serbie et le Monténégro devront être évacués, les territoires occupés devront être restaurés ; à la Serbie devra être assuré un libre accès à la mer...

(12) *J. Br. Scott*, Op. cit., p. 362.

XIII. — An independent Polish state should be erected which should include the territories inhabited by indispu-



Si on ne voit pas encore la volonté de Wilson de détruire par la décomposition, l'Autriche-Hongrie c'est qu'à ce moment-là on pensait encore au maintien de l'Autriche-Hongrie comme état, mais sous une forme fédérale où chaque peuple pourrait être indépendant. De cette même opinion était aussi Lloyd George qui disait :

« La dissolution de l'Autriche-Hongrie ne fait pas partie de nos buts de guerre ; mais naturellement des gouvernements autonomes doivent être accordés à ces nationalités d'Autriche-Hongrie qui les ont tant désirés ». Toutes ces attitudes étaient encore mieux comprises lorsqu'on pense qu'à cette époque on voulait déterminer l'Autriche-Hongrie à conclure une paix séparée avec les Alliés, auxquels elle avait fait des propositions de paix plusieurs fois. Mais une fois les tentatives d'une paix séparée échouées, Bénès, organisa à Rome ce formidable « Congrès des nationalités », qui se tint du 10 au 12 Avril 1918. Il eut de grandes difficultés avec les Serbes et les Italiens pour pouvoir les concilier mais avec l'intervention de Seton-Watson et Wickham Steed on put tenir comme préambule, premièrement un comité préparatoire qui comprenait : Fournol et Franklin-Bouillon pour la France ; Torre pour la Gallenga et Amendola

tably Polisch populations, which should be assured a free and secure access to the sea, and whose political and economic independence and territorial integrity should be guaranteed by international covenant.

Traduction française du même auteur : .

13. — Un Etat polonais indépendant devra être créé qui s'étendra sur les territoires habités par les populations indiscutablement polonaises ; on lui assurera un libre accès à la mer ; son indépendance politique et économique, son intégrité territoriale devront être garanties par des conventions internationales.

pour l'Italie, *Floresco* pour la Roumanie, *Trumbitch* pour la Yougoslavie et *Dmowski* pour la Pologne. Le 10 Avril 1918 s'ouvrait le congrès sous la présidence de *Ruffini*, ancien ministre italien et les délégués des nationalités étaient les suivants : *Bénès* et *Stefanik* pour les Tchécoslovaques, *Trumbitch*, *Mestrovitch* et 12 députés du Parlement serbe pour les Yougoslaves, *Draghicesco*, *G. Mironesco* et *Loupu* pour les Roumains et *Skirmunt* et *Zamorski* pour les Polonais. A part ces délégués officiels il y avait des assistants non officiels qui s'intéressaient à ces questions comme : *Seton-Watson*, *Franklin-Bouillon*, *Fournol Etienne*, *Pierre Aurielle*, *Wickham Steed*, etc.

On discuta la situation de l'Autriche-Hongrie et on aboutit à trois résolutions très intéressantes et qui constituaient comme une sorte de directive dans la politique des nationalités pour l'avenir. En premier lieu, on proclamait le droit de chaque nationalité opprimée à se constituer en État indépendant ou à s'unir à son état national s'il en existait déjà un ; deuxièmement on déclarait l'Autriche-Hongrie, l'instrument de l'Allemagne et le principal obstacle à la réalisation des droits des peuples opprimés ; et la troisième résolution la plus importante de toutes, par sa portée immédiate parlait et envisageait une lutte commune comme l'oppresseur de tous, l'Autriche-Hongrie (13). En même temps fut rédigé une sorte de déclaration par laquelle l'Italie et la Yougoslavie déclaraient se reconnaître l'unité et l'indépendance réciproquement. Un mémorandum de la Pologne concernant l'attitude de la Prusse et son établissement comme État

(13) Voir à ce sujet des détails dans le livre : *Aperçus sur la question roumaine*, Ernest Leroux, 1919, Paris.

avec une sortie à la mer, fut également rédigé. L'importance de ce congrès fut encore accrue par la déclaration que *Franklin-Bouillon* fit officiellement de la part du gouvernement français. Celui-ci assurait le congrès que la France ne ferait pas une paix séparée, avec les Allemands, sans ses autres Alliés grands ou petits.

En général le Congrès eut un grand succès et un grand retentissement. *Orlando* reçut à la fin du « Congrès » les délégations qui y prirent part et les assura de la collaboration de l'Italie, *Clémenceau* approuva les résolutions du Congrès et le 25 Mai, lors de son passage à Londres, *Lansing*, le secrétaire d'Etat américain, déclara que les mouvements des nationalités ont le soutien du gouvernement des Etats-Unis et un mois plus tard il précisa sa déclaration en déclarant que les Etats-Unis, approuvaient et désiraient *la délivrance complète de toutes les nationalités opprimées*. Le commencement avait été bon et la suite devait être meilleure encore, car le 30 Juin la France reconnaissait officiellement le droit à l'indépendance de la Tchécoslovaquie et son « conseil national de Paris » comme gouvernement. Le 26 Juillet, *Bénès* allant à Londres pour parler à un meeting yougoslave qui se tenait le 25 en présence de *Balfour*, obtint le lendemain la reconnaissance comme alliée de la Tchécoslovaquie et de belligérants, pour les trois armées tchécoslovaques de Russie, France et Italie. Les termes exacts de cette reconnaissance, ont été publiés le 9 Août 1918. Le 3 Septembre les Etats-Unis reconnurent la qualité de belligérant à la Tchécoslovaquie et exprimèrent le désir d'entrer en relations diplomatiques avec le gouvernement « de facto ». Donc maintenant il fallait délivrer le pays, l'Etat était déjà reconnu, mais il fallait.

avant tout tenir encore un congrès pour que tout le monde sache maintenant ce que les nationalités voulaient et vers le 15 septembre *Masarik* en organisa un auquel prirent part *Padereusky* pour la Pologne, *Stoïca* pour la Transylvanie et *Hinkovitch* pour la Yougoslavie. Les buts de la guerre de ces nationalités furent déclarés encore une fois publiquement. Mais cette fois, la voix des Roumains se fit entendre avec plus de force que jusqu'alors, car des conversations avaient eu lieu pour la formation d'un « *Conseil de l'Unité Roumaine* », avec le siège à Paris ayant comme but de former un centre de propagande intense pour la cause de l'unité roumaine.

Ce n'est pas que les Roumains se trouvant à l'étranger, ne travaillaient pas séparément pour la cause roumaine, mais les efforts étaient isolés, on ne pouvait pas aboutir à grand chose. Ainsi à Paris dans la ville de liberté et centre de propagande, il y avait un grand nombre d'hommes politiques roumains, qui après le désastre russe ne pouvant plus rentrer en Roumanie prirent le chemin *par la Finlande*, à travers toute la Russie et arrivèrent dans l'Occident, et les plus nombreux s'établirent à Paris. Ils cherchèrent à réaliser un centre de propagande et au mois de *Janvier 1918* paraissait un journal, « *La Roumanie* », organe de propagande nationale entretenu par les fonds de la colonie roumaine à Paris, mais surtout par l'argent du grand patriote *Paul Bratassanu*. L'opinion française et même mondiale pouvait enfin lire la vérité sur ce qui se passait dans cette malheureuse *Roumanie* forcée de signer 2 mois plus tard l'armistice avec les Puissances centrales. Beaucoup d'entre ces hommes politiques écrivirent des livres sur la question de l'unité



roumaine et M. George Mironesco fut celui qui contribua le plus à l'unité, car à lui seul il publia deux volumes « *Aperçus sur la question roumaine* » et « *Le Problème du Banat* ». Au printemps de 1918 la situation des Roumains était extrêmement difficile à Paris, parce que la Roumanie, ayant signé l'armistice de Buftea on se demandait si elle devait être encore considérée comme alliée de l'Entente ou non et le « Conseil national de l'Unité des Roumains », pour défendre la cause, n'existait pas encore à Paris. La légion roumaine consistant en des prisonniers de guerre en France, Angleterre et Italie que M. Mironesco avait voulu organiser après le congrès des nationalités opprimées à Rome, par ses visites aux camps de prisonniers de *Cassino* et de *Comaldoli* était en formation et à peine au mois d'Août pût-elle prendre part, sous le commandement du général *Ferigo*, aux opérations contre les forces austro-allemandes sur le front italien. Donc sauf le journal « *La Roumanie* », aucun soutien pour la cause roumaine à l'étranger. On était arrivé à une telle aberration de la part des Alliés sur l'attitude de la Roumanie qu'on se demandait si elle devait prendre part encore à la conférence de la Paix. Mais on trouva parmi les publicistes et hommes politiques français des défenseurs de la cause roumaine et M. *Pichon* écrivait dans le *Petit Journal* encore en 1917 et relevait les mérites de la Roumanie. « Il n'est pas le moment d'insister sur les conditions désastreuses dans lesquelles s'est effectuée l'intervention roumaine, compromise dès la première heure par des fautes imputables à d'autres qu'au gouvernement de Bucarest et donné comme proie par la trahison de *Sturmer* aux armées austro-allemandes » (14).

(14) *Le Petit Journal*, n° du 26 janvier 1917.

De même *M. Lacour-Gayet* disait :

« Les Roumains avaient à défendre un front de 1.350 km. Est-ce que nous nous rendons compte de ce que ça veut dire un front de mille trois cent cinquante kilomètres ? Notre front anglo-français ne mesure que 800 kilomètres... » (15).

Et plus tard, *M. Mironesco*, écrivait dans « *le Rappel* » un admirable article dans lequel il montrait les titres de la Roumanie à participer à la Conférence de la Paix. La Roumanie est entrée en guerre en vertu du traité d'alliance conclu en Août 1916 avec les Puissances de l'Entente.

Les deux groupes de belligérants lui avaient demandé de participer à la guerre à côté d'eux. La Roumanie s'est prononcée pour l'Entente et les conditions de son intervention ont été établies par ce traité d'alliance. La Roumanie a accompli loyalement tous ses engagements prévus par ce traité. Elle a mis toutes ses forces et ses richesses au service de la cause commune.

Les forces roumaines devaient coopérer à un effort concomittant des Alliés sur tous les fronts. Cet effort commun simultané n'a pas pu être réalisé et le seul allié qui par sa situation géographique était appelé à coopérer d'une manière efficace avec l'armée roumaine, c'est-à-dire la Russie n'a pas rempli le rôle qu'on lui avait désigné » (16). Heureusement, cette question de la Roumanie à la conférence de la paix ne se posa plus, surtout parce que même à Londres, *M. George Moroia-*

(15) *Le Journal*, n° du 9 mars 1917.

(16) *George Moroianu* Luptele de emancipare ale Românilor din Ardeal în lumina europeană. — Cultura națională, 1929, Bucarest.

nu avait, par son « Memorandum » sur les sacrifices roumains pendant la guerre, présenté le 4 septembre 1918 à *Lloyd George* — dispersé les derniers doutes sur la loyauté de la Roumanie.

Le 3 octobre 1918, le « conseil de l'Unité Roumaine » était constitué sous la présidence de *Take Jonesco* et la vice-présidence de *Vasile Lucaciù*, *Octavian Goga*, *D<sup>r</sup> C. Angelesco* et *Jean Th. Floresco* ». Le reste des membres était tout ce que la Roumanie avait d'intellectuels à l'étranger. La reconnaissance ne tarda pas à venir, la première ce fut la France qui la donna le 12 Octobre 1918, les Etats-Unis le 6 Novembre, l'Angleterre le 11 Novembre et l'Italie le 23 Novembre. Au congrès de Genève du 29 Octobre 1918 les Roumains furent régulièrement représentés et la solidarité entre eux et les autres nations opprimées fut remarquable. Mais, quelle était la situation militaire des Alliés ?

L'offensive allemande sur le front italien n'avait pas abouti à grand chose, celle sur le front français avait été arrêtée après un recul assez grand et depuis le commandement unique de Foch les Allemands se retiraient continuellement devant la poussée franco-anglo-américaine. Sur le front du Sud (Salonique), une offensive vigoureuse eut raison des Bulgares et le 29 septembre l'armistice était signé avec la Bulgarie. La Roumanie à son tour avait de nouveau déclaré la guerre aux puissances centrales le 9 Novembre 1918 et les troupes roumaines entrèrent en Transylvanie. Devant cette situation, le chancelier *Hussarek* fit des grands efforts pour pouvoir constituer un cabinet de concentration mais les Tchèques déclinèrent l'offre. Désormais il n'y avait plus de bonne issue pour l'Autriche-Hongrie. Les proposi-

tions de paix faites par l'empereur *Charles* n'avaient pas été acceptées et à la proposition d'armistice envoyée aux Etats-Unis par l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie la réponse tardait à venir. Alors le 16 Octobre 1918, l'empereur *Charles I<sup>er</sup>* publia un manifeste par lequel l'Autriche se montrait d'accord avec les prétentions des nationalités, à se transformer en un état fédéral dans lequel chaque peuple aurait son propre gouvernement et son indépendance mais il était spécifié que la Hongrie ne serait plus mêlée à ce changement et que par conséquent, on ne pouvait pas aboutir à une libération des peuples soumis à la couronne magyare. Mais avant que ce manifeste fut bien discuté par les nombreuses nationalités, pour être rejeté le 18 Octobre, on reçut à Vienne la réponse de Wilson à la demande d'armistice et on put voir que Wilson demandait maintenant l'indépendance des nationalités et non plus seulement leur autonomie dans le cadre de l'Autriche-Hongrie. En outre on avait déjà reconnu à la Tchécoslovaquie la qualité de belligérant et à son gouvernement, celui d'un gouvernement « de facto » par conséquent disait la note on ne pouvait plus revenir là-dessus.

Sur ces faits, vers le 14 du même mois, Bénès informait les gouvernements des Alliés de la transformation du « Conseil national de Paris » en Gouvernement provisoire tchécoslovaque ». *Masarik* était président, *Bénès* pour les affaires étrangères et l'intérieur, *Stephanik* pour la guerre, et se basant sur les déclarations que l'Union des Tchèques de Vienne avait faites en ce qui concerne le « Conseil National de Paris » *Bénès* nomma des représentants auprès du gouvernement des alliés. Le 15 Octobre la France reconnaissait le gouver-



nement provisoire, les autres Etats firent de même et trois jours plus tard la « Déclaration d'indépendance de la Tchécoslovaquie » était publiée.

Les Tchécoslovaques avaient donné le coup de grâce par cette déclaration à l'Autriche-Hongrie. Dès ce jour l'Empire craqua de tous côtés. A Zagreb un manifeste demandait l'indépendance des pays slaves du Sud, unis dans un seul royaume, à Budapest *Vajda Voëvod*, député des Transylvaniens, annonçait que les Roumains de la Transylvanie, voulaient être libres après leur réunion d'*Oradia-Mare*, à Vienne une révolution établit une Assemblée des pays de l'Autriche habités par les Allemands, à Prague on voulait une république, à Cracovie l'indépendance polonaise était proclamée et à Lemberg les *Ukrainiens* déclaraient la constitution d'une *Ukraine libre*. En même temps à Budapest sauf les Roumains qui avaient fait la déclaration de rupture, les *Slovaques* avaient fait la même chose par l'intermédiaire de leur député *Juriga* et les Hongrois eux-mêmes demandaient sous l'influence du comte *Karoly* le rappel des régiments du front et le 31 Octobre, il était question d'élire *Karoly* à la Présidence de la république hongroise. Mais les Roumains prirent de l'avance sur tous et le 27 Octobre, des autorités transylvaniennes prirent la conduite des affaires de la province des mains des hongrois et s'installèrent à *Arad*. Les autres peuples les suivirent et firent de même partout chez eux. Sur les fronts, les armées des Alliés pourchassaient l'ennemi en déroute et devant l'offensive vigoureuse de leurs ennemis les puissances centrales pensaient à la paix. Devant le désastre de son armée l'Autriche-Hongrie demandait l'armistice et l'obtint le 4 Novembre. La guerre était finie

et avec elle finie aussi l'hégémonie austro-hongroise. *Le 11 Novembre* il n'y avait plus d'empereur et le territoire de l'Autriche-Hongrie était dépecé entre les nationalités qui formeront les états successeurs de cette ancienne Autriche-Hongrie qui « était restée un mécanisme, elle n'était pas devenue un organisme ». Mais sur les cendres et ruines de cet Empire, ce ne sera pas le chaos qui s'en suivra, mais l'ordre et la justice, par la formation de la « Petite Entente » groupement qui « reproduit dans ce qui est nécessaire et essentiel, tout ce qu'il y avait dans l'Autriche-Hongrie de bon et de légitime » (17).

(17) *Louis Eisenmann*, Op. cit., p. 28.

## CHAPITRE III

---

### LUTTE A L'INTÉRIEUR CONTRE L'AUTRICHE-HONGRIE

---

Au lieu d'avoir une attitude bienveillante envers les nationalités qui combattaient dans son armée et seulement à son profit, l'Autriche-Hongrie adopta une politique extrême d'oppression contre les citoyens autrichiens et hongrois d'origine roumaine, slave et italienne qui formaient les 28 millions d'asservis de l'Empire.

Malgré que la moitié à peu près de l'armée *Austro-Hongroise*, fût composée d'éléments non allemands et qui par conséquent pouvaient être influencés des pressions exercées par le pouvoir central contre leurs familles, les maîtres de l'Empire instaurèrent une véritable terreur dans la Transleithanie et la Cisleitkanie. En Bohême et en Slovaquie, les populations n'étant pas ouvertement hostiles, les Autrichiens et les Hongrois se contentèrent d'incarcérer les députés slaves et toutes les personnalités marquantes des Tchèques. Quant aux différentes organisations slaves, faites dans un but tout autre que la propagande anti-autrichienne, comme par exemple, les associations de chants, gymnastique, etc... elles furent dissoutes dès le premier jour de la guerre. Même la population civile entière était vexée par les différentes perquisitions à domicile et enquêtes de la justice militaire (1). Durant les hostilités de nombreux

(1) J. Chopin, *L'Autriche-Hongrie « brillant second »*. Brossard, 1917, Paris.

procès ont été intentés contre MM. Kramor, Schneiner et Raschni, et la manière avec laquelle ont été conduits les débats et l'impartialité de la justice laissent fort à supposer quand on sait que toutes les séances étaient « à huis clos ». En ce qui concerne la véracité des accusations, on peut en juger, en pensant aux faux documents qu'*Aerenthal* avait fourni lors du procès de Zagreb.

Mais tous ces faits assez graves d'ailleurs n'étaient rien vis-à-vis de l'attitude du gouvernement envers les populations de la Bosnie-Herzégovine, de la Dalmatie et de la Slovénie. Dans ces provinces on peut dire que le gouvernement central avait perdu toute raison en faisant massacrer son propre peuple. On vit ce fait inouï au procès monstre de *Banlajuka* où sur 112 pères de familles avec leurs enfants en nombre total de 355, 88 pères de familles furent condamnés à la pendaison pour empêcher les parents de faire de « la propagande serbe qui avait pour objet l'unification des pays yougoslaves sous le sceptre des Karageorgevitch » (2).

Les expulsions atteignirent le nombre de 30.000 et les emprisonnements celui de 10.000 seulement pour la Bosnie-Herzégovine (3). En Dalmatie, laquelle était très ouverte à l'influence libératrice de l'Italie et de la Serbie, le nombre des expulsions et des emprisonnements dépasse de beaucoup celui de la Bosnie-Herzégovine. Toutes les condamnations étaient suivies de confiscations de tous les biens et le pillage des villages suivait immédiatement les massacres commis par les « Schutz-

(2) *Les persécutions des Yougoslaves*, anonyme. Plon, 1916, Paris.

(3) *Franco Cviétisa*, Op. cit., p. 41-52.



korps ». En vérité on aurait cru que toute les formes de la civilisation avaient complètement disparu. En Transylvanie les Roumains furent eux aussi maltraités mais seulement vers 1916. Cela n'a pas empêché les Hongrois de supprimer tous les journaux nationaux, d'établir une censure plus que rigoureuse, parce qu'elle n'admettait plus la publication de la moindre brochure et ainsi de suite.

Quelle a été l'attitude de la population de ces régions tellement persécutées ? Un fait digne d'être relevé est le grand loyalisme de cette population opprimée. Elle ne se souleva pas en masse contre l'opprimeur, mais sûre d'elle-même et de son salut prochain, on la voyait pansant ses plaies et regardant avec confiance les beaux jours de la liberté. Même dans les régions les plus opprimées, comme celles des slaves du Sud « le loyalisme avait encore des racines. Civil, il était entretenu par le sentiment monarchique, militaire, par l'habitude héréditaire de la discipline et une sorte de point d'honneur » (4).

En outre le gouvernement avait entrepris une propagande extraordinaire dans ces régions, pour justifier d'une manière quelconque les nombreuses mobilisations d'hommes et réquisitions des biens qui se succédaient à de courts intervalles. La cause de toutes ces réquisitions et mobilisation était ce maudit assassinat de *Sarajevo*, l'œuvre du gouvernement de Belgrade et que Vienne était obligée de punir sévèrement.

D'autre part dans les territoires des Croates et en

(4) *Charles Loiseau*, Les Yougoslaves d'Autriche-Hongrie pendant la guerre. — La vie des peuples, octobre 1923, p. 198.

Istrie, les Austro-Hongrois en reproduisant soigneusement les différents articles pris dans les journaux italiens, serbes et russes et la polémique sur la question des revendications territoriales de l'Italie, faisaient ressortir que les Alliés ne luttaient pas pour l'idéal yougoslave puisque voici qu'ils étaient en train de sacrifier une partie du territoire yougoslave en faveur de l'Italie qui marchandait son entrée en action. Pourtant les nationalités opprimées ne pouvaient rien faire, à elles seules. A l'intérieur de l'Empire, toute possibilité d'agissements clandestins et dirigés contre la sécurité de l'Autriche-Hongrie n'aurait abouti à rien, sinon à empirer la situation. Par conséquent sûrs de la propagande que leurs représentants faisaient à l'étranger, se basant sur la force des armées Alliées et de leur propre armée qui commençait à se former en Russie et même ailleurs, les peuples attendaient patiemment l'ouverture de Reichsrat. C'est ici que l'opposition ouverte, raffermie par l'oppression commune, éclata et se montra irréductible.

*François-Joseph* l'incarnation de l'absolutisme mourait en 1916, et le nouvel Empereur *Charles I<sup>er</sup>* paraissait disposé à faire de larges concessions aux Latins et aux Slaves, mais malgré qu'il eut voulu réaliser ce « trialisme » tant désiré par les Slaves et par la victime de *Sarajevo*, il ne put aboutir à cette réforme devant l'opposition que les *Allemands* et les Hongrois lui firent. *L'Autriche-Hongrie*, sous une forme de « trialisme » c'eût été la diminution de l'influence et du prestige magyare et allemand. D'autre part les nationalités voulaient une forme fédérale dans laquelle les aspirations d'indépendance de chaque peuple d'origine différente pourraient être satisfaites.

Pour le moment *Charles I<sup>er</sup>* se contenta de convoquer le Reichsrat après trois ans de suspension. La situation générale était tout à fait en défaveur de l'Autriche-Hongrie.

A l'intérieur, démoralisation à cause du manque général de vivres et de l'impuissance des armées austro-hongroises à pouvoir remporter à elles seules, sans l'aide des Allemands une victoire décisive.

En dehors, les succès des offensives autrichiennes étaient loin de compenser les efforts faits et la propagande des idées de la révolution russe « *d'autodétermination des peuples* » acheva d'un seul coup l'hybride Empire.

La séance d'ouverture du Reichsrat eut lieu le 30 Mai 1917. Elle commença par une déclaration retentissante du député tchèque *Stanek* dans laquelle il demanda la transformation de l'Autriche-Hongrie en un Etat fédéral pour le complet développement de chaque nation. Le dualisme de l'Empire n'était pas autre chose qu'un système d'oppression et les Tchèques voulaient et demandaient la formation d'un état démocratique qui comprendrait tous les territoires habités par les Tchèques et les Slaves. Par conséquent la couronne de *Hongrie* devait aussi souffrir par le rattachement de la Slovaquie à cet Etat tchécoslovaque. Au nom des Yougoslaves, *M. Korosec* lit une déclaration du « Club yougoslave », dans laquelle on rencontrait la même demande de la formation d'une Autriche-Hongrie fédérale avec droits égaux pour les peuples, suivie d'une déclaration de la volonté des Yougoslaves de former une unité de toutes les provinces des Slaves du Sud.

Ces deux déclarations des leaders tchèque et yougo-

slave, furent suivies par d'autres : au nom des Polonais de la Galicie lesquels demandaient l'union à une Pologne libre et au nom des *Italiens*, lesquels voulaient le rattachement à l'Italie. L'atmosphère était chargé, lorsque *Strshibrny*, raconta ce que les Tchèques avaient souffert depuis le commencement de la guerre et que *Kalina* nia la responsabilité de la déclaration de guerre de la part des *Tchèques* ce fut comme une vraie révolte contre le gouvernement Austro-Hongrois. Plus tard une amnistie fut accordée par l'empereur Charles I<sup>er</sup> pour les détenus politiques, suivie d'un rescrit du 21 Novembre 1917, par lequel Charles I<sup>er</sup> affirma ses intentions de remplir ses obligations constitutionnelles. Mais ces promesses ne furent pas suivies d'actes décisifs et malgré les avances que le comte *Clam Martiniz* fit aux Tchèques, rien ne réussit si ce n'est qu'à raffermir la volonté des peuples à se considérer capables de se gouverner eux-mêmes (21 Décembre 1917).

La propagande à l'étranger avait énormément influencé la volonté de ces peuples opprimés et le 6 Janvier 1918, un *Etat Tchécoslovaque indépendant* fut demandé par les députés Tchèques réunis en assemblée constituante. Mais le « Congrès des Nationalités » à Rome avec ses trois résolutions capitales eut une répercussion immédiate en Autriche-Hongrie. Le lendemain même de sa fermeture, le 13 Avril, les Tchèques de toutes les conditions sociales se réunissaient et plus de 600 représentants prêtaient un serment de fidélité à la lutte pour l'indépendance de la future Tchécoslovaquie. En même temps pour contrebalancer cette propagande contre l'absolutisme de l'Autriche-Hongrie tant à l'extérieur, qu'à l'intérieur, Charles I<sup>er</sup> convoquait le



Reichsrat le 16 Avril 1918 mais ne réussissait pas à faire autre chose que de mécontenter les Allemands et les Hongrois. Cette tentative trop tardive parce que l'Empereur tenait à ménager l'aristocratie magyare, les Allemands d'Autriche et surtout d'Allemagne, dans l'alliance avec la Monarchie solidaire du dualisme. *Il n'était plus maître chez lui.* S'il avait voulu le redevenir, comme on le prétendait, il lui aurait fallu commencer par rétablir la justice en Hongrie » (5).

Mais hélas ! il ne le pouvait plus. Le désastre des armées austro-allemandes le décida à demander la paix séparée le 15 Septembre 1918 et à former une solidarité de tous les peuples de son Empire par un gouvernement de coalition dans lequel les nationalités auraient eu leurs représentants. Les deux tentatives de l'Empereur échouèrent et désormais ce sera seulement le 16 Octobre que le « Manifeste de l'Empereur Charles I<sup>er</sup> » montrera sur le seuil du désastre, ses intentions en ce qui concerne le fédéralisme. Elles étaient un peu contradictoires parce qu'on voyait un certain non sens entre la possibilité qu'on donnait à chaque peuple de se constituer en Etat sur les territoires occupés par ses nationaux et la restriction que toutes les provinces tenant à la couronne de la Hongrie, formaient un « tout » inséparable.

La défaite approchait à pas rapides et toutes ces réformes n'impressionnaient plus personne. Au Reichsrat, *Zahradnik* déclara que les Tchécoslovaques quittaient définitivement l'Autriche-Hongrie et le « *Conseil National des Slaves du Sud* » faisait paraître un manifeste

(5) *Auguste Gauvain*, L'Europe au jour le jour, tome XI, p. 187. Bossard, 1921, Paris.

à *Zagreb* demandant un état indépendant des provinces habitées par les Serbes, Croates, Slovènes et rejetant toute proposition hongroise. Cela se passait le 19 Octobre, mais le 11 Octobre en *Transylvanie* un groupe des nationalistes roumains prenait la décision à *Oradia Mare* de commencer la lutte pour leur libération et le 18 du même mois *Vajda Voïévod*, annonçait au Parlement de *Budapest* cette décision « de se gouverner eux-mêmes sans le concours du gouvernement hongrois. Neuf jours plus tard, la domination hongroise en *Transylvanie* prenait fin car un « Conseil National » des Roumains s'installait à *Arad* et chassait les autorités hongroises.

A *Vienne* et *Budapest* des gouvernements distincts furent instaurés par des révolutions.

*Prague* voit le 29 Octobre l'installation officielle d'un gouvernement national Tchèque, ainsi que *Zagreb* d'un gouvernement yougoslave.

Quant à la *Slovaquie* et à la *Galicie*, la situation ne fut pas si limpide dès le début. *Juriga* le député slovaque avait averti le Reichsrat de la formation d'un Conseil National des Slovaques, dès le mois d'Octobre, mais la situation de cette province était très mauvaise, étant trop petite pour vivre indépendante. Elle s'unit, le 30 Octobre 1918 à la Bohême et forma avec elle la république tchécoslovaque ayant *Masarik* comme président, en vertu du « droit des peuples de disposer d'eux-mêmes ». En *Galicie* l'ancienne rivalité ruthéno-polonaise recommençait et tandis que dans l'Ouest de la *Galicie* à *Cracovie*, on proclamait le rattachement de la *Galicie* à la Pologne ressuscitée (13 Novembre 1918) à *Lemberg*, les Ruthènes proclamaient la république de « l'Ukraine orientale » et tendaient vers une union avec

« *l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques Russes* ». Mais avant que l'on puisse arriver à une formule définitive sur cette question la défaite russe près de *Varsovie* suivie du *traité de Riga*, le 18 Mars 1921, reconnaissait la souveraineté polonaise sur toute la Galicie.

*Le 11 Novembre 1918 fut le jour de la complète désagrégation de l'Empire des Habsbourgs.* Le dernier lien qui unissait les peuples entre eux se brisa, l'empereur Charles I<sup>er</sup> abdiqua. Mais il n'était déjà plus rien. « Ses » peuples auxquels il adressa un dernier manifeste l'avaient abandonné. Il n'était plus empereur en Autriche, où un gouvernement républicain s'était installé, ni roi en Hongrie où il avait relevé le cabinet *Karoli* du serment de fidélité, ni roi de Bohême, où la république tchéco-slovaque était acclamée, ni roi dans la Croatie, l'Esclavonie et la Dalmatie, qui font partie de l'Etat yougoslovaque. L'une après l'autre, ses couronnes étaient tombées. Les ministres paraissaient et disparaissaient sans qu'on sût quand ils avaient pris l'apparence du pouvoir ni combien de temps ils l'avaient gardé. C'était le défilé des ombres. *Aujourd'hui le monarque rejoint les ministres dans le néant...* » (6).

Dans le cadre territorial de l'Autriche-Hongrie les nationalités avaient maintenant le droit à l'indépendance et à l'autodétermination et les traités de *Saint-Germain-en-Laye* et de *Trianon* fixeront les limites définitives des nouveaux Etats de l'Europe centrale.

(6) *Auguste Gaurain*, Op. cit., Tome XIII, p. 262. Bossard, 1922, Paris.

## CHAPITRE IV

---

### EFFONDREMENT DE L'AUTRICHE-HONGRIE

---

Dans le centre de l'Europe, à l'entrecroisement de l'Orient et de l'Occident, on vit comment par une curieuse suite de mariages, héritages et combinaisons politiques, les Habsbourg avaient réussi à créer un Etat composé. Cependant jamais les Habsbourg n'ont pu remplacer par un Etat unitaire et robuste cet assemblage tout à fait étrange de pays et de royaumes, cette combinaison dynastique où les races, les religions et les langues se trouvaient à côté les unes des autres sans se mêler et sans s'interpénétrer. Les éléments composant ce vaste Empire ne s'étaient pas du tout assimilés à cette vie commune qu'un Etat exige absolument. Les Autrichiens avaient essayé d'imposer une sorte d'unité à l'Empire, exigeant une langue unique, celle allemande et instituant cette oppression des peuples soumis en apparence mais frémissants et qui malgré tout, devait finir. Quelle était donc, à la veille de la guerre, la situation de cette Autriche-Hongrie, On voyait cette anomalie dans un empire de 51 millions d'habitants que seulement 12 millions d'Allemands éparpillés partout et 10 millions de Hongrois dominaient le reste des habitants de l'Empire soit 29 millions de Roumains, Serbes, Croates, Tchèques, Italiens, Polonais et Ruthènes.

Toute cette conquête, était dûe en grande partie à



la grande ténacité de l'esprit allemand-hongrois, à l'admirable position géographique de Vienne et à la civilisation antérieure en date des Allemands par rapport à celle des peuples environnants.

De ces deux oppresseurs qui s'étaient partagé leur proie en 1867, seuls les Hongrois étaient dans un bloc véritablement compact entre le Danube, le lac Balaton et la *Tissa*. Les Autrichiens, c'est-à-dire les Allemands habitant l'Autriche, s'étaient étendus tout le long du Danube où ils étaient massés, mais en général beaucoup d'éléments slaves avaient réussi à s'infiltrer parmi eux. Même un groupe assez important d'Allemands se trouvait complètement isolé en Transylvanie au milieu de la population roumaine. En général l'aspect de cette Autriche-Hongrie était le suivant :

« Trois groupes de races juxtaposés, ni mêlés, ni fondus : des Slaves, des Allemands, des Magyars et des Roumains et parmi ces races, des nuances diverses comme des Tchèques, des Polonais, des Croates chez les Slaves et même des îlots de races différentes comme des Allemands en Bohême, des Hongrois en Transylvanie. Les Slaves sont séparés, entre le Nord et le Sud, par des Hongrois et des Allemands et ne peuvent se rejoindre, parlant du reste une autre langue. *Bref, vingt nationalités différentes et dix-huit idiomes* qui désespèrent le philologue et le politique, formant l'assemblage le plus bariolé de groupes ethnographiques, ne pouvant constituer une seule nation qui ait le sentiment d'une patrie commune.

« Tous ces peuples du reste ne sont point unis par la langue, il y en a cinq ou six pour huit ou dix nationalités ; ni par la religion, puisque toutes les va-

« riétés de cultes se retrouvent dans cet Empire si disparate. Y a-t-il même une littérature commune, une « histoire nationale ? Chaque peuple les revendique « pour lui seul » (1).

Donc l'Autriche-Hongrie contenait des nationalités qui étaient réunies en dehors des liens dynastiques par des liens économiques car il faut avouer franchement que si l'Empire ne valait pas grand chose au point de vue état, au point de vue économique il formait un parfait organisme économique qui pouvait à merveille se suffire à lui-même. En conséquence sauf cette bonne unité économique, l'Autriche-Hongrie, selon l'expression excellente de *M. Charles Benoist* :

« N'était pas une nation, mais une mosaïque de peuples » (2).

Alors, devant cette réalité on se demande comment il se fait que ces sept ou huit nationalités ne se sont pas conciliées entre elles pour vivre ensemble dans un état basé sur l'idée fédérale ? La réponse est bien simple : parce que étant état fédéral il n'y aurait pas eu des esclaves et des dirigeants ce qui était la conception que les Austro-Hongrois pouvaient seule admettre. Longtemps tout le monde crut à un changement de gouvernement en Autriche-Hongrie dans le sens du fédéralisme et l'on vit *Palacky*, *Kramar*, et même *Masarik* soutenant l'idée de la nécessité de l'existence de l'Autriche et de l'organisation de foyers nationaux de chaque nation dans son cadre.

Mais le dualisme de 1867, mit fin à tous les rêves et

(1) *Jean Aulneau*, Op. cit., p. 338.

(2) *Charles Benoist*, La monarchie austro-hongroise, *Revue des deux Mondes*, 15 octobre 1897, p. 774.

devant la réalité, tous désespérèrent et demandèrent dès lors la suppression de l'Autriche-Hongrie qui menaçait de faire naître un conflit un jour et d'enflammer l'Europe entière par les iniquités sur lesquelles reposait son statut territorial.

« En effet ayant amputé l'Italie (Trentin), la Russie « (la Galicie et la Bukovine) (3), la Roumanie (la Transylvanie) et la Serbie (Bosnie, etc.) l'Autriche, tant « qu'elle subsistera, leur rappellera leur humiliation et « leurs blessures toujours saignantes.

« Ecrasant de sa domination les royaumes de la Bohême, de la Croatie, de la Hongrie et de la Pologne, « elle resta comme assise sur d'énormes ressorts courbés qui sans cesse cherchent à se redresser et à la « projeter au loin » (4).

C'est cette situation, peinte par le *Général Tchérép Spiridovitch* en 1913, qui déterminait 15 ans d'avance, en 1898, Paul Deschanel à dire :

« Les premières années du XX<sup>e</sup> siècle, verront se dérouler, par l'effet des vicissitudes naturelles dans la « maison d'Autriche, un drame décisif, dont il est aisé « de prévoir dès aujourd'hui tout au moins, le prologue « et les premiers actes » (5).

Aux yeux de toute l'Europe, l'Autriche-Hongrie avait

(3) Cette affirmation du Général Spinidovitch en ce qui concerne la Russie est complètement fausse parce que : la Galicie a appartenu de tout temps à la Pologne et dès le premier partage en 1772, elle échet à l'Autriche. Quant à la Bukovine elle n'a jamais appartenu à la Russie, mais, à la Moldavie qui la perdit en 1775 en faveur de l'Autriche.

(4) *Général Tchérép Spiridovitch*, Op. cit., p. 55.

(5) *Paul Deschanel*, Discours au Grand Hôtel, La République Nouvelle, Calmann-Lévy, 1898, Paris, p. 258.

pris le rôle d'un élément essentiel de l'équilibre et un grand écrivain comme Leroy-Beaulieu était d'avis que « si l'Autriche-Hongrie devait être rayée de la carte de l'Europe, c'en serait fait de notre vieille Europe historique... » (6) et plus loin il esquisse une solution pour le maintien de cette Autriche en disant : « Aussi nous est-il permis d'espérer, dans l'intérêt de l'Europe comme dans celui de la France, que l'Autriche, en se renouvelant, saura échapper à la dislocation aussi bien qu'au démembrement » (7).

Or toutes les solutions de fédéralisme conduisaient fatalement à la prépondérance des Slaves et l'Allemagne réussit admirablement, malgré l'opposition de quelques hommes politiques et l'attitude hostile des populations non allemandes et dans cette guerre monstre que l'Allemagne déchaîna pour réaliser son hégémonie mondiale ce sera l'Autriche-Hongrie le promoteur inconscient.

Une fois en guerre il fallait marcher jusqu'au bout et ne pas cesser de combattre les champions de l'idée des nationalités. A l'intérieur, une fois le Reichsrat suspendu, la question des nationalités était devenue très aigüe. Lors de la mort de François-Joseph, en 1916, on croyait que tout allait prendre fin, et l'empereur Charles I<sup>er</sup>, malgré sa volonté de constituer un « Trialisme » dans lequel *un royaume des Slaves* serait le modérateur entre les deux autres, *Autrichiens* et *Hongrois*, ne réussit pas à l'empêcher.

L'empereur était trop faible pour abandonner les Al-

(6 et 7) *Paul Leroy-Beaulieu*, Préface au livre de Georges Weil, *Le Pangermanisme en Europe centrale*, Fontemonig, 1904, Paris, p. XII-XIII.



lemands qu'il craignait trop, et la question de cette nouvelle organisation de l'Autriche-Hongrie resta en suspens jusqu'au jour, où il sera trop tard et devant les événements défavorables qui se précipitaient les uns après les autres le Fédéralisme fut proclamé le 17 Octobre 1918, moins d'un mois avant la fin de la guerre. Bien entendu personne ne pensa à croire au succès de cette tentative car toutes les nationalités voulaient maintenant l'indépendance absolue qu'elles obtinrent avec la défaite allemande et la dissolution de l'ancienne Autriche-Hongrie. *C'est qu'elle était devenue le précieux instrument de germanisation de l'Europe centrale et une fois le maître vaincu, son brillant, mais lamentable second, suivit le sort de son maître, payant par sa défaite l'injustice séculaire qu'il avait intronisée au XX<sup>e</sup> siècle.*

Pour terminer, rien n'est plus frappant que les quelques lignes dans lesquelles avec beaucoup d'ironie et de clairvoyance *M. Etienne Fournol* faisait un tableau de la mort de l'Autriche.

« L'Empire d'Autriche, rendant son dernier soupir, ce fut, sans doute, un de ces succès historiques, réglés selon les protocoles et les rites, comme celle qu'arrangeait naguère l'imagination pompeuse et décente de Paul Delaroche. Au fond d'un château féodal, reconstruit au XVIII<sup>e</sup> siècle et paré à profusion de grâces rococo, sur un lit de parade à baldaquin et à colonnes torsées, le vieil empire habsbourgeois expirait « en odeur « de sainteté. Il y avait là, j'imagine, les membres de « la famille, l'une des plus illustres de l'Europe, dans « les récentes années frappée par le destin de coups « si cruellement redoublés, ensanglantée de tant d'as-

« sassinats qu'elle battait le record détenu depuis des  
« siècles par les Atrides; les chambellans chamarrés,  
« tremblants sous leur uniforme blanc pour leurs ma-  
« jorats, leurs terres et leurs chasses; les derniers chefs  
« de cette armée austro-hongroise, jadis si brillante et  
« qui avait créé tant de types militaires aux uniformes  
« étincelants; hussards hongrois ou Pandours de Croa-  
« tie; il y avait encore les Princes de l'Eglise catho-  
« lique, vraiment affligés.

« Mais cette église a conduit trop de funérailles pour  
« se plonger à jamais dans un deuil éternel. La mort  
« elle-même n'est jamais dépourvue pour elle de toute  
« consolation. Une grande puissance catholique mou-  
« rait: une grande puissance catholique ressuscitait  
« pour prendre sa place dans le monde. L'Autriche est  
« morte, vive la Pologne !

« Et sans doute, si l'on voulait faire un recensement  
« complet des témoins de cette scène funèbre, sans doute  
« découvrirait-on, dans un coin de la vaste salle, quel-  
« ques-uns de ces hommes d'affaires israélites, parve-  
« nus aux honneurs de l'Empire, souverains en Au-  
« triche de la banque et de la presse, maîtres hypothé-  
« caires de la Hongrie. Car la double Monarchie fut,  
« dans l'ancien monde, un point de rencontre bien in-  
« téressant des influences catholiques et des influences  
« israélites.

« Pour égayer un peu ce tableau, nous pourrions con-  
« sidérer encore le groupe des médecins qui se dispu-  
« taient ferme dans la cour. Je parle bien entendu des  
« docteurs politiques, ceux qui reçoivent presque tous  
« le bonnet et l'épitoge dans l'illustre école où j'ai  
« l'honneur de parler ce soir. Dans cette dispute, les

« Français se faisaient, à leur habitude, remarquer par  
« leur vivacité.

« — L'Autriche est morte, disaient les uns, et c'est  
« vous qui l'avez tuée. Que ne preniez-vous la main  
« qu'elle vous tendait et pourquoi portiez-vous contre  
« elle une fureur que vous ne deviez tourner que contre  
« la seule Allemagne ? Elle est notre ennemie, disaient  
« les autres, *parce que cet empire est devenu satellite*  
« *et qu'il n'a été qu'un instrument dans l'entreprise de*  
« *germanisation de l'Europe centrale, l'une des grandes*  
« *pensées politiques de l'Allemagne depuis un demi-*  
« *siècle* » (8).

(8) *Etienne Fournol*, Les problèmes politiques de l'Europe centrale, dans le volume « Les problèmes de l'Europe centrale », Félix Alcan, 1923, Paris, p. 81-83.





### TITRE III

---

La Fondation de la Petite Entente



## CHAPITRE I

---

### PRÉCÉDENTS ET PRÉCURSEURS DE LA PETITE ENTENTE

---

La victoire des alliés avait mis fin à toutes les intentions et à toutes les possibilités d'un revirement offensif de l'ancienne théorie du « Mittel-Europa Allemande ». Deux principes ou pour mieux dire deux doctrines s'étaient heurtés l'une contre l'autre, la théorie des nationalités, laquelle forcément, menait à la disparition de cette « expression géographique » monstrueux amalgame incohérent de peuples qu'était l'Autriche-Hongrie et la doctrine du « Mittel Europa ». Le Mittel-Europa avait succombé et pour toujours. Il restait ce principe *des nationalités* sur la base duquel les traités de paix « n'ont pas créé un nouvel ordre de choses, mais ils ont seulement légitimé l'ordre des choses que la logique implacable des événements avait déjà créé » (1). Sur les décombres, encore fumants, pourrait-on dire, de l'ancienne Monarchie Austro-Hongroise, qui avait succombé après avoir signé de sa propre main, son arrêt de mort, ayant refusé d'adopter une forme fédérale en vue d'apaiser la querelle des races qui avait atteint le paroxysme de la violence, de nouveaux états se créaient et d'anciens états pouvaient atteindre leur idéal

(1) Journal des débats, 27 août 1921.

national en occupant les territoires habités par leurs nationaux.

C'était la victoire incontestée du principe des *nationalités lequel au juste, ne saurait être autre chose qu'un développement de l'idée démocratique*. Dans le cadre de l'état, la démocratie aboutit à la souveraineté du peuple, mais dans le cadre plus large du domaine international, cette idée démocratique nous mène irréfutablement et incontestablement à ce principe parfaitement connu de nos jours, qu'aucune nation ne peut être gouvernée contre sa propre volonté, mais ignoré peu de temps avant la guerre mondiale. Au juste on pourrait soutenir que l'idée de Wilson n'est pas tout-à-fait originale, que le principe se trouvait en l'air et qu'il ne pouvait pas être autre chose que l'enfant génial de la révolution française. Une fois posée la base du nouvel ordre de choses, dans l'Europe d'après guerre les nombreux peuples qui constituaient l'Autriche-Hongrie cherchèrent la satisfaction de leurs aspirations nationales dans le cadre, ou bien d'états indépendants qu'ils formèrent de toutes pièces, ou dans le rattachement à des états déjà existants, lesquels étaient leurs frères *aînés* dans la liberté.

On peut classer, selon le rôle et les sentiments des nationalités pendant la guerre mondiale, en deux classes bien distinctes, les Etats successeurs de l'ancienne Autriche-Hongrie.

Dans le premier groupe celui de la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Roumanie, la Yougoslavie et l'Italie on trouve les nations qui ont combattu l'ancienne Autriche-Hongrie aussi bien ouvertement pendant la guerre, qu'à l'intérieur par leurs luttes intestines et qui, au juste,



sont la vraie cause de la disparition de l'empire des Habsbourg. Avant même que la paix de *Saint-Germain* fût signée, le démembrement de l'Autriche-Hongrie avait été fait. Les Tchécoslovaques formaient leur état dès le mois de Novembre 1918, les Yougoslaves s'organisaient pareillement, les Polonais de Galicie votaient leur union à la Pologne, les Roumains de Transylvanie s'unissaient au royaume de Roumanie le 1<sup>er</sup> Décembre et les Italiens occupaient les régions habitées par leurs nationaux dans l'ancien Empire Austro-Hongrois. Le nouvel an 1919 trouva ces nouveaux états constitués.

Dans la seconde classe ou groupement d'Etats successeurs de l'Autriche-Hongrie on trouve seulement la *Hongrie et l'Autriche* qui forment pour ainsi dire les états vaincus. Pourtant ce n'étaient pas eux les vaincus, mais ils avaient constitué autrefois l'esprit de conquête de la Monarchie disparue. La Hongrie s'était déclarée république au mois de Novembre et l'Autriche du jour même de l'armistice. Donc des changements formidables survenaient même dans l'esprit du gouvernement, mais pourtant à la conférence de la Paix, ces deux Etats furent traités comme d'anciens états ennemis.

A la paix de Versailles, à côté des grandes puissances, figuraient comme signataires, les nouveaux états formés sur la base du principe des nationalités : la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie et leur existence était reconnue par l'Allemagne. Par le Traité de Saint-Germain le 10 Septembre 1919, les frontières des nouveaux Etats étaient établies ainsi que leurs rapports juridiques et économiques. Le dernier de tous les traités est celui conclu avec la Hongrie et qui fut signé l'an-

née suivante seulement le 4 Juin 1920, car celui avec la Bulgarie avait été signé à Neuilly le 27 Novembre 1919.

Toute l'Europe paraissait respirer profondément et se reposer après cette terrible guerre, mais pourtant il y avait des endroits où l'on trouvait encore des mécontents. Heureusement tous ces mécontents s'arrangèrent assez facilement : nous voulons parler des différends entre l'Italie et la Yougoslavie, la Roumanie et la Yougoslavie, la Pologne et la Tchécoslovaquie. Les deux premiers différends étaient la conséquence de traités secrets conclus entre les Alliés et les puissances respectives pour entrer en guerre. A l'Italie on avait promis par le traité secret du 26 Avril 1915 de Londres, outre les régions habitées par les Italiens, la Dalmatie et une partie de la Croatie. Or dans ces deux contrées le nombre des Yougoslaves était beaucoup plus grand que celui des Italiens établis. On ne put tomber d'accord et quand le *Président Wilson*, au mois d'Avril publia sa déclaration sur la question de l'Adriatique, MM. *Sonnino* et *Orlando* les représentants de l'Italie à la conférence se retirèrent mais ils revinrent peu de temps après et tombèrent d'accord d'une manière relative en signant le traité de *Saint-Germain*. Entre temps les pourparlers se suivirent mais ne pouvant arriver à rien de précis, MM. *Clémenceau*, *Lloyd George* et *Tittoni* eurent des entrevues particulières et finirent par tomber d'accord pour ne plus considérer le traité de Londres et pour que l'Italie partage les provinces contestées par des tractations directes avec la Yougoslavie. Grâce à la sagesse des deux gouvernements on est arrivé à tomber d'accord, car il s'en fallut de peu que la

guerre n'éclata lors de l'occupation de *Fiume* par le poète *Gabriel D'Annunzio* et ses quelques mille « *Arditi* ». En septembre 1919, finalement l'accord entre la Yougoslavie et l'Italie fut complet et le traité de *Rapallo* du 12 Novembre 1920 mit fin à ce différend, qui menaçait la paix de l'Europe.

Le deuxième différend s'était élevé entre la Yougoslavie et la Roumanie. Les troupes roumaines avaient été autorisées à occuper toute la Transylvanie et les autres territoires habités par des Roumains mais dans le *Banat* ils ne purent en occuper que la moitié. Dans l'autre moitié se trouvaient les troupes yougoslaves et la Yougoslavie demandait par son ministre à Paris *M. Vesnitch*, de ne pas accorder cette partie du *Banat* à la Roumanie. *Jean Bratiano* le délégué roumain à la conférence de la Paix soutenait les droits de la Roumanie sur toute la province, droits reconnus et garantis par les Grandes Puissances lors de l'entrée en Guerre de la Roumanie en Août 1916, et basés sur la nécessité de l'établissement d'une frontière naturelle entre la Roumanie et la Yougoslavie. A cela les Yougoslaves ripostaient que dans la partie Ouest du *Banat* il y avait beaucoup de Serbes et des Allemands et que par conséquent d'après le principe des nationalités, ce territoire devait leur revenir, étant donné aussi que par l'annexion du *Banat* à la Roumanie, leur capitale *Belgrade*, devenait exposée, étant seulement à 2 kilomètres de la frontière roumaine. La question fut portée devant le Conseil des Dix et sauf *MM. Sonnino* et *Orlando*, les délégués de l'Italie, tous se prononcèrent pour le partage du *Banat*, ce qui fut fait peu de temps après par des pourparlers directs entre les pays intéressés.

*Ce qu'il y a à remarquer dans ces deux différends c'est que le principe des nationalités s'appliqua en dépit de tout arrangement antérieur, comme les deux traités secrets de l'Italie et de la Roumanie.*

Quant au troisième différend celui entre la Tchécoslovaquie et la Pologne, malgré sa durée plus longue que les autres et malgré qu'il nécessitât l'utilisation de 6 organes et commissions, il n'eut pas une trop grande importance parce qu'il ne portait que sur une très petite étendue de territoire à savoir les communes de *Teschen*, *Oraba*, *Spisz* et surtout sur *Jaworzina* laquelle fut l'objet du débat jusqu'à la fin mais resta à la *Tchécoslovaquie*. En 1922 cette petite friction entre la Pologne et la Tchécoslovaquie prit fin à son tour.

Mais si ces différends s'étaient vite arrangés parce que des deux côtés il y avait des pays qui comprenaient la nouvelle politique européenne basée sur le principe des nationalités, dans le pur centre de l'Europe un des anciens ennemis ne pouvait et surtout ne voulait pas admettre la situation que la guerre malheureuse lui avait valu. C'était la Hongrie, qui, Etat puissant dans le cadre de la monarchie Austro-Hongroise couvrait à lui seul 325.444 km<sup>2</sup> avec une population de 21.245.000 habitants fut réduit par le traité de Trianon à une superficie de 91.147 km<sup>2</sup> et à une population de 7.840.000 habitants (2).

Le traité de paix n'avait pas encore été signé par les Hongrois mais lorsqu'on connut les intentions de la conférence de paix, le gouvernement du *Comte Karolji* fut renversé le 22 Mars 1919, et comme fruit de l'effrontée

(2) Louis Abensour, Nouvel Atlas Larousse. Larousse, 1926, Paris.

propagande communiste dans tout le pays, *Bela Kun*, un communiste de profession, adepte de *Lenine*, prit les rênes du pouvoir. Cette implantation du communisme au milieu de l'Europe ne pouvait convenir à aucun état sauf à la Russie, laquelle voyait avec joie un nouveau foyer du bolchevisme. Les états environnants, surtout la *Tchécoslovaquie* s'alarmèrent et cette dernière vers la fin du mois de *Mai* commença une invasion de la Hongrie dans le but d'occuper *Budapest* et de chasser *Bella Kun*. Mais un fait inattendu se passa. Devant les forces hongroises très bien pourvues en munitions et équipements les *Tchécoslovaques* prirent la retraite et les troupes de *Bella Kun* en Slovaquie occupèrent *Kosicé* et avancèrent d'autre part vers *Bratislova*.

La guerre de *Bella Kun* avait soudainement changé d'aspect car toute la population hongroise en proie à une exaltation patriotique exploitée par l'agent de Moscou, *Bella Kun*, crut que c'était une guerre nationale qui avait pour but de délivrer les anciennes provinces que le traité de paix avait cédé aux Etats limitrophes. Tous les Hongrois qui haïssaient les *Tchécoslovaques* s'enrolèrent et l'armée hongroise recevait des renforts considérables.

Le 8 Juin, *Budapest* reçoit un ultimatum des alliés qui lui demandèrent de cesser la campagne contre les *Tchécoslovaques*, mais *Bella Kun* n'obéit pas. Le 17, un second ultimatum lui fut envoyé en le sommant de retirer ses troupes devant *Bratislova* sinon les troupes françaises concentrées à *Szeged* commenceraient les opérations contre lui. En même temps le gouvernement roumain voyant la situation de la *Tchécoslovaquie*, la persistance du communisme à *Budapest* et les nombreux in-



cidents de frontières avec les Hongrois faisait avancer ses troupes et le 1<sup>er</sup> Août 1919 les armées roumaines franchissaient la *Tisza*. Trois jours plus tard malgré la vive résistance des troupes de *Bella Kun* le drapeau roumain flottait sur le Parlement de Budapest.

*Bella Kun* avait fui de *Budapest* le 31 Juillet et se trouvait à *Vienne*. La République Soviétique que *Bella Kun* avait constituée en Slovaquie disparut à la rentrée des forces Tchécoslovaques.

*La force des Etats successeurs avait été démontrée et la solidarité des intérêts bien marquée.* Dès que les forces de la Roumanie seulement entrèrent en ligne, le *Bolchevisme de Hongrie* avait disparu. Plus tard lorsqu'il fut question de l'archiduc *Joseph de Habsbourg* pour prendre les rênes du gouvernement après la chute de *Bella Kun*, une nouvelle intervention diplomatique de la *Tchécoslovaquie* réussit à merveille et l'accord était fait d'avance entre les délégations des trois pays qui formeront plus tard la « *Petite Entente* ».

*Pour une troisième fois, la volonté des états successeurs de l'Ancienne Autriche-Hongrie, de maintenir le statu quo* établi par le traité de *Saint-Germain*, se fit voir lorsqu'on refusa à Paris les persistantes offres de secours aux Polonais était de pouvoir avoir plus tard contre les Bolchevistes russes. Le but de cette offre de secours aux polonais était de pouvoir avoir plus tard des prétentions fondées sur le secours fourni, en ce qui concernait des rectifications de frontières. Mais les Etats limitrophes s'opposèrent et ainsi on apporta indirectement un grand service à la cause de la paix, car la rectification désirée aurait conduit droit à une guerre.

Plus tard, lorsqu'à cause des importantes sommes que

les capitalistes d'Occident avaient investies dans les affaires hongroises on voulut à *Paris* comme à *Londres* faire de *Budapest* « l'axe économique » d'une Europe danubienne, les trois Etats à intérêts communs protestèrent tous contre une première mesure prise dans ce sens, laquelle fixait à *Budapest* le siège de la *commission interalliée du Danube*. *Devant ce péril imminent, d'une Hongrie qui s'agite et qui par mille moyens cherche à récupérer ses anciennes provinces, qui fomenté des révolutions et qui affirme sans aucun scrupule sa foi dans une modification d'un traité injuste qu'elle déclare ne jamais vouloir accepter, l'idée d'une alliance, basée sur des traités défensifs entre les trois états directement menacés, depuis longtemps préconisée par Take Jonesco, Masarik et Bénès, deviendra une réalité.*

Etait-ce seulement cette attitude de la Hongrie qui pressa la formation de la « Petite Entente » ? Non, il y avait encore deux motifs, parmi lesquels celui de la formation d'une confédération Européenne était le plus grave.

Au lendemain de la guerre, dès que l'on put voir sans se tromper, le nouvel aspect de l'Europe Centrale, beaucoup de gens se sont posé la question de savoir si le principe des nationalités dans l'application qu'on lui avait donnée, d'une manière intégrale, n'allait pas contre les nécessités politiques et économiques de la vie moderne. Ils regardaient les nouveaux états issus de la guerre et se demandaient s'ils pourraient vivre, à eux seuls, sans avoir besoin d'une collaboration plus qu'intime avec leurs anciens oppresseurs. Et alors on entendait partout les partisans de l'ancienne Monarchie

écroulée, criant sur tous les toits que l'Europe Centrale avait été « *Balkanisée* ».

Que comprenaient-ils par cette expression ? Le juste sens de cette expression a été très bien défini par M. Jean Brunhes :

« Quelle que soit la valeur originelle du mot « *Balkanisée* » il signifie un mal d'instabilité politique et d'impuissance à l'assimilation des éléments allogènes, qui est un microbe dont les bouillons de culture ont été par excellence l'Empire Turc et l'empire Austro-Hongrois » (3).

Or, en général, c'est ce mal d'instabilité que les partisans de l'Autriche-Hongrie voulaient signaler aux alliés, oubliant qu'il ne pouvait nullement s'appliquer dans ce cas, car ce que les traités consacreront, ce sera l'unité nationale de chaque peuple et dès lors ce mot sera dépourvu de sens parce qu'il n'y a aucune raison pour donner au mot « *Balkans* » un sens péjoratif et pour soutenir que l'unité politique de toutes les nations réalisée en Occident depuis des siècles, devait au centre de l'Europe, constituer une déchéance et mériter un terme d'opprobre (4).

Comme solution adéquate pour cette Europe morcelée, mais basée sur le principe des nationalités et pour pouvoir écarter le danger du rattachement de l'Autriche à l'Allemagne, on lui donnait la possibilité d'entrer dans une confédération. Les hommes politiques, attachés encore au principe de l'équilibre des forces « voyaient donc dans une confédération la meilleure

(3) *Jean Brunhes*, Opus. cit. p. x.

(4) Take Jonesco, la Petite Entente, La revue de France, 1<sup>er</sup> novembre 1921, p. 14.

combinaison politique pour l'Europe Centrale. Or, ils se trompaient dans leurs plans car ils se trouvaient dans une situation spéciale: celle où il y avait des vaincus et des vainqueurs.

« Le projet d'une *confédération danubienne*, englobant, comme avant 1914, l'Autriche-Hongrie et leurs anciennes provinces, à quoi certains esprits ajoutent la... Bavière, ne serait que la reconstitution de l'Etat que la victoire a démolì, et qui dominerait cette fois-ci jusqu'à l'Adriatique et jusqu'à la mer Noire. On comprend l'inquiétude de M. Bénès. Dans l'intérieur de cet état danubien, l'ascendant des anciens maîtres renaîtrait sans peine et provoquerait de nouveau toutes les résistances, toutes les révoltes qui ont conduit à Sérajevo. Ce n'est pas ma paix qu'on prépare ».

Et comment aurait-on pu soutenir qu'on apportait un remède à l'état des choses en Europe (5). En fondant cette confédération européenne, *premièrement on a vu* que l'ascendant des anciens états ennemis, en faisant partie, deviendrait très grand sur les nouveaux états issus de la guerre et qu'une prépondérance marquée serait marquée pour eux, or, aucun état ne voulait de cela et *deuxièmement on aurait servi indirectement la cause du « Mittel-Europa »* en rendant à l'Autriche et à la Hongrie la prédominance sur les nations balkaniques et en permettant de préparer la restauration des Habsbourg à la tête d'une nouvelle monarchie agrandie (6).

(5) *S. Serbesco*, la Roumanie et la Petite Entente Europe Nouvelle, 12 septembre 1929, p. 1.312.

(6) *Auguste Gauvain*, La Petite Entente, Journal des Débats, n° du 11 septembre 1920.

Cette nouvelle confédération ayant à sa tête des éléments avec les idées allemandes, l'Allemagne aurait pu très facilement se former avec elle un second et lui servir au bout de quelques temps des surprises en tout cas peu agréables. Les Etats successeurs de l'Autriche-Hongrie s'aperçurent du péril et combattirent ce projet de toutes leurs forces, mais le souvenir de cette tentative d'organisation de l'Europe les poussa, sans qu'ils s'en rendent compte à des relations très étroites entre eux, qui formèrent le commencement de la « Petite Entente ».

Un troisième motif d'ailleurs assez remarquable poussait les Etats de l'ancienne monarchie autrichienne, c'était ce vague flottement qu'on avait remarqué dans l'attitude et la politique des Alliés en ce qui concernait l'exécution des obligations des vaincus envers les vainqueurs. La paix une fois faite, une sorte d'indifférence générale parut envelopper les Grands Etats tout au moins à l'égard de l'exécution des clauses du traité de Paix. Seuls les états successeurs et la France suivaient de près les vaincus, les autres Etats comme l'Angleterre n'intervenaient que lorsqu'il s'agissait de leurs propres intérêts, ou bien même certain, comme les Etats-Unis, mais c'était un cas unique, n'avait pas même ratifié le « Traité de Paix ».

Voici donc les trois grands motifs qui déterminèrent la Roumanie, la Yougoslavie, et la Tchécoslovaquie à former par des traités bi-latéraux au commencement, ce groupement définitif qui prit le nom de « Petite Entente ». D'ailleurs il est très piquant de savoir que ce nom de « Petite Entente » ce sont justement les Hongrois qui l'ont inventé, voulant prendre en dérision la solidarité



d'intérêts qui se manifestait entre ces 3 états successeurs. Pour la première fois ce nom fut utilisé par le « Pesti Hirlap », de Budapest, dans son numéro du 21 *Février 1920*, au cours d'un article qui s'occupait des 3 états et qui signalait cette petite et insignifiante entente, comme une ridicule imitation de la Grande Entente. Depuis ce nom de « Petite Entente » devint très rapidement populaire dans le monde et lorsque Bénès, dans un de ses nombreux discours (8) parla de cette nommée « Petite Entente », la dénomination devint générale et perdit complètement le sens ridicule que les Hongrois lui avaient donné dans leur intention. Mais cette idée de la formation de la « Petite Entente » datait de longue date. Si dans les premiers temps on n'envisageait pas la forme que ce groupement d'états a pris, c'est que les conditions étaient complètement différentes.

Les origines lointaines de cette « Petite Entente », il faut les rechercher dans le passé, *encore dans les temps où l'Autriche-Hongrie faisait souffrir sous son joug les 7 ou 8 nationalités qu'elle contenait. Cette souffrance commune, cette vie en commun et l'Idéal général de pouvoir s'échapper de cette oppression, une fois pour toujours, formèrent un sentiment de solidarité inébranlable forgé par les luttes contre l'absolutisme que surtout ces trois nationalités soutinrent dans l'intérieur de l'empire des Habsbourg après sa fondation et les luttes contre les Hongrois avant cette date.* Les premières relations tchéco-roumaines remontent au XIII<sup>e</sup> siècle lorsque les pâtres moldaves venaient avec leurs troupeaux jusqu'en Moravie. Comme preuve on a l'existence de nombreux

(7) Discours tenu devant la commission permanente du Parlement à Prague, le 1<sup>er</sup> septembre 1920.

noms propres roumains dans les districts d'*Alba*, *Torna* et *Zemplin*. Mais avec la formation des principautés roumaines, les relations tchéco-roumaines entrèrent dans une phase nouvelle, celle d'une entente défensive contre les Hongrois. A l'époque même où le prince moldave *Etienne le Grand* combattait *Mathias Corvin* et lui infligeait une grande défaite, à *Baïa*, à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle, les Tchèques livraient aux Hongrois une lutte presque continuelle. Qu'il y eut une entente, aucun doute, car en 1480, fuyant la persécution des Hongrois, des « Frères Bohêmes » se réfugièrent en Moldavie où ils pouvaient vivre en paix. Ils apportèrent l'influence hussite à laquelle les Moldaves doivent les premières traductions moldaves des textes sacrés du XV<sup>e</sup> siècle. Mais les relations tchéco-roumaines cessent en 1620 et seulement en 1848, on voit leur reprise sous la forme d'une entente entre *Transylvaniens* et *Slovaques* dirigée contre les Hongrois. On voit les Slovaques lançant une proclamation en roumain et qui débute par les mots « Frères roumains »... L'idée de *Havlitchek*, donna naissance à ce fameux mémorandum slovaque de 1861 qui n'eut, malheureusement aucune suite. En 1892, les jeunes générations slovaque, transylvanienne et serbe, travaillent en plein accord et lors du procès monstre contre les auteurs du « Mémorandum », en 1894, ce fut *Milos Stefanovic* qui défendit avec acharnement les accusés transylvaniens. A côté de *Cosbuc* et *Slavici* les grands écrivains roumains, un slovaque *Augustini* rédige également le journal *Tribunal de Sibiu*. De même en prison les patriotes transylvaniens, *Goga*, *Nitzesco* et *Lupas* eurent *Hlinka* et *Juriga* comme compagnons de cachot. Le congrès des nationalités du 10 Août 1895, tenu à Budapest,

ainsi que la formation en 1906 du « *parti des nationalités* », par tous les députés slovaques, roumains et serbes à la Chambre hongroise, sont l'œuvre de la solidarité de ces trois peuples.

C'est ce sentiment de *solidarité inébranlable* entre les Roumains, Tchécoslovaques et Yougoslaves qui facilita la disparition de l'Autriche-Hongrie, et la formation de la Petite Entente d'après-guerre.

Dès le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, on trouve des précurseurs de l'idée de la Petite Entente, mais bien entendu dans le cadre de la situation d'alors. Ainsi *Havlitchek* envisageait une forte unité d'action entre les nationalités opprimées d'Autriche-Hongrie dans laquelle les Roumains et les éléments slaves devaient former le centre de la résistance et de la lutte. Donc un rapprochement entre ces trois nationalités plus étroit qu'avec les autres était recommandé, et *par conséquent on pourrait voir ici une première manifestation officielle préconisée par un écrivain*, entre ces 3 Etats (8). Mais ce serait aller trop loin, car l'idée d'une petite entente, telle qu'elle est basée sur l'indépendance des Etats la formant et sans aucune attache à l'Autriche-Hongrie, ne date que depuis le commencement de la guerre. C'est alors que des esprits clairvoyants, étant à peu près sûrs que ce serait la fin de l'Autriche-Hongrie et devinant la situation politique de l'Europe d'après Guerre tracèrent dans ses lignes générales les projets pour l'organisation de l'Europe centrale, basés sur une entente entre les Etats nationaux qui résulteraient du démembrement de la monarchie Austro-Hongroise.

(8) *F. Dominois*, La solidarité slave et les Tchécoslovaques, *Le Temps*, 15 février 1921.

Pour la première fois en 1915, lors de sa leçon inaugurale au *King's Collège*, le 19 Octobre, le professeur *Masaryk* parla sur la question des « Petites nations » et fit ressortir devant un auditoire politique de grande envergure, l'importance de cette zone de petites nations, situées entre les *Russes* et les *Allemands* s'élevant véhément contre le terme de « *Balkanisation* » de l'Europe. C'était un commencement de la propagande qu'il faisait pour l'indépendance de la Tchécoslovaquie, mais aussi un début pour l'idée de la « Petite Entente » car, aussi bien dans la propagande qu'il faisait à Paris dans les amphithéâtres de la Sorbonne, que dans ses nombreux mémoires et articles publiés, il préconisait « *une zone des nations moyennes d'une Europe centrale où ces nations moyennes se serreraient les unes contre les autres pour s'assurer une protection mutuelle, pour vivre en constante amitié et former un type de fédération, nouveau, plus large et plus souple que ceux que l'on avait connus jusqu'alors* ».

Et plus tard, lors de son voyage à Jassy, en Octobre 1917, il se prononça dans le même sens d'une collaboration : « au point de vue politique, mon séjour à Jassy, dit-il, a apporté de bons fruits. Notre connaissance et coopération avec la Roumanie étaient les germes de la Petite entente ».

Mais celui des grands esprits de l'époque, qui a envisagé véritablement la Petite Entente, telle qu'elle est, en plus grand encore même, car il voyait dans cette Entente, à côté des 3 pays qui la composent, la Grèce et la Pologne, ce fut *Take Jonsco*, le grand homme d'état roumain et européen surtout. Dans le numéro de Novembre de la revue « *Eastern Europe* » *Take Jonsco*

écrivait : « C'est dans un tel esprit d'entente et de soucis de l'avenir que, dès l'automne de 1918, des négociations commencèrent entre Bénès, Venizelos, Paschitch et moi à Paris et Londres. Une fois Venizelos, Paschitch et moi nous avons discuté le futur ordre dans la Péninsule Balkanique, une autre fois, Bénès, Paschitch et moi nous avons examiné nos futures relations en qualité d'héritiers de l'empire des Habsbourg... Nous avons élaboré le projet d'unir nos pays par des liens définis et permanents... Mais nous avions une ambition immédiate : paraître devant la conférence de la Paix avec nos différends réglés par des arbitres choisis par nous, mais en tous cas, déterminés à montrer aux grands pouvoirs qu'il n'était pas besoin qu'ils interviennent dans nos disputes. Je crois ne jamais oublier le jour où *Masarik* étant élu président de la République Tchécoslovaque passa par Paris et à cette occasion la conversation regardant l'avenir que j'ai eue avec lui. *J'ai parlé de la nécessité d'élargir notre Entente jusqu'à ce qu'elle s'étende de la Baltique à la mer Egée et par conséquent y introduisant la Grèce et la Pologne.*

Je lui ai demandé de rencontrer Venizelos et il s'offrit à aller le voir. Le grand Crétois a préféré visiter le Président *Masarik* et ainsi nous nous sommes rencontrés *tous les trois à l'Hôtel Meurice. Pendant cette conversation nous avons discuté le désir de paraître devant la conférence, d'accord sur nos questions* » (9).

Et *Masarik* disait de cette entrevue que « l'idée de la Petite Entente était, pour ainsi dire, déjà en l'air » (10).

(9) *Eastern Europe* : novembre 1921.

(10) *Thomas Masaryk, The Making of a State* : Allen et Unwin London, 1927.



mais il faut citer un passage d'un article publié par *Take Jonesco* dans la Revue de France et duquel ressort le plan général de la future Petite Entente, telle qu'elle paraissait dans l'imagination de son créateur.

Il est certain qu'après une guerre comme la dernière, qui a bouleversé de fond en comble tout le passé, les nations se grouperont pendant longtemps en deux faisceaux ; les satisfaits et les mécontents, ceux qui sont intéressés à conserver ce qu'ils ont justement gagné et ceux qui ne rêvent qu'à détruire ce qui a été obtenu par notre victoire sur eux :

« Il ne serait pas sérieux de croire que les vaincus d'hier qui ont été en même temps les provocateurs de la catastrophe, ont accepté ou accepteront l'ordre de choses auquel ils ont dû se plier par la force des armes.

« Cette conception nette des dangers de l'avenir, la nécessité d'empêcher que l'émiettement de l'Europe Centrale soit nuisible à l'ordre général se sont imposées aux hommes politiques, qui voyaient, en 1918, avec l'accomplissement du rêve séculaire approcher le moment où de lourdes responsabilités allaient peser sur leurs nations, rappelées à la vie et à la liberté, mais obligées désormais de travailler pour le maintien de l'ordre et de la liberté de tous.

« C'est dans cet esprit que déjà, dès l'automne de 1918, des pourparlers ont commencé entre MM. Bénès, Venizelos, Paschitch et moi...

« Notre but était de constituer autour des traités de paix un mur destiné à empêcher toute tentative, d'où qu'elle vint, pour les démolir ou même les ébrécher, car la paix du monde, à notre avis, ne peut être basée que sur le maintien intégral de ces traités si justes et si modérés en dehors desquels il y a le chaos.

« Les moyens ? Nous sommes arrivés aux conclusions  
« suivantes, un traité d'alliance entre les cinq états ga-  
« rantirait à chacun d'entre nous l'intégralité de nos  
« frontières, un contact permanent serait établi entre  
« les cinq ministères des affaires étrangères pour que  
« notre action dans le monde soit commune, une place  
« occupée à tour de rôle par chacun d'entre nous, se-  
« rait demandée dans le Comité permanent de la So-  
« ciété des Nations; le Conseil suprême serait prié d'ad-  
« mettre alternativement chacun d'entre nous à ses dé-  
« libérations pour que ses décisions ne soient pas prises  
« sans nous; enfin l'instruction militaire et l'armement  
« seraient organisés sur le même plan dans les cinq  
« pays. Nous croyions que c'était là le maximum de  
« ce qu'il était possible de réaliser, à ce moment-là.  
« Nous laissons au temps le soin de pousser plus loin  
« la liaison entre nos états » (11).

On voyait que l'on cherchait à former une alliance défensive avec la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Roumanie, la Yougoslavie et la Grèce, mais cette alliance, ou pour mieux dire, ce traité d'alliance, devait être unique pour tous les 5 pays y adhérant.

Cette forme de traité, unique pour tous les cinq signataires, était une excellente idée, mais elle n'a pas pu être mise en application à cause des différentes difficultés qui ont surgi. Premièrement la Pologne ne s'entendait pas avec la Tchécoslovaquie sur la question de *Jaworzina* et deuxièmement les frictions entre la Roumanie et la Yougoslavie, étaient encore vives à l'esprit des deux peuples. A peine plus tard, on verra ce genre

(11) *Take Jonesco*, La petite Entente, Revue de France, 1<sup>er</sup> novembre 1921, p. 15-17.

de traité unique, mais il ne sera signé que par 3 états, les autres n'étant pas encore entrés officiellement, malgré leur collaboration officieuse.

*Le projet de Take Jonesco était d'établir un bloc des nouvelles nations qui puisse s'étendre de la mer Baltique jusqu'à la mer Egée et qui puisse contrebalancer le bloc allemand-hongrois d'un côté et celui russe à l'Est. C'est lui qu'on peut nommer l'initiateur et même le « créateur » de la Petite Entente, car si M. Masarik désirait peut-être cette combinaison, il s'est tenu toujours en expectative et si M. Bénès a énormément travaillé pour la réalisation de la Petite Entente ce fut toujours Take Jonesco qui lui en suggéra l'idée au commencement, lors de leurs nombreuses entrevues en 1918. Mais il y avait encore une autre différence fondamentale entre les plans des deux hommes politiques. Tandis que Take Jonesco voyait loin et en très grand, M. Bénès se contentait de faire une alliance à trois, qui garantissait la sécurité de la future Petite Entente, seulement d'un côté de la Hongrie. En vérité, Take Jonesco roulait garantir la paix à toutes les nations de l'Europe Centrale, sorties victorieuses à la suite de la guerre et comme les périls différaient selon la position de chaque état, le bloc défensif envisagé, devait assumer ce péril imminent pour les uns, lointain pour les autres, et jouer un rôle de diviseur du péril. Le péril commun, rapporté au péril spécial de chaque état isolé, était de beaucoup plus petit et par cela même tous les états en faisant partie se sentaient satisfaits dans une sécurité relative, sinon absolue. M. Bénès comme on l'a vu, a cherché à faire en petit, ce que Take Jonesco avait vu en grand et qu'il a en partie réussi; mais sauf cela, toute la politique de l'homme*

d'Etat Tchécoslovaque se résuait à faire une alliance entre les états seulement qui ont les mêmes intérêts et périls que la Tchécoslovaquie. Voici pourquoi, lors des tractations c'était Bénès qui paraissait prendre les devants, tandis que Take Jonesco paraissait au contraire celui qui adoptait seulement ce qu'on lui proposait. Ce qui est important à remarquer c'est l'activité de Take Jonesco, mais dans le domaine de la réalisation de son idée plus vaste et comme représentant de son pays.

« C'est à la Roumanie qu'incombait tout naturellement la tâche de mener les négociations, car elle est, de tous les pays devant constituer la P.E. le seul à entretenir des relations également cordiales avec tous les membres de l'alliance en formation ; le seul aussi à n'avoir pas de sérieux conflits d'intérêts avec ses voisins alliés ».

Aussi M. Take Jonesco, Ministre des Affaires Etrangères de Roumanie a-t-il compris que son rôle était *de servir de trait d'union entre les uns et les autres : c'est à quoi s'est appliqué l'Homme-d'Etat Roumain* ».

L'œuvre à accomplir présentait deux parties bien distinctes : acquérir à la Petite Entente l'approbation de la Grande Entente, et *concilier les intérêts divergents des Etats directement intéressés*. Dans la première catégorie entrent : la France, l'Italie et l'Angleterre ; dans la seconde, la Pologne et la Tchécoslovaquie. A cela s'ajoute un corollaire qui regarde particulièrement la Roumanie, à savoir : la question de la Bessarabie » (12).

Après avoir fini cette tâche très difficile en améliorant les rapports existants entre la *Tchécoslovaquie* et

(12) E. Algazi, Où en est la Petite Entente, Europe Nouvelle, p. 1513, 17 octobre 1920.

la *Pologne* et en signant la convention défensive, polono-roumaine, Take Jonesko revint sur le pur terrain de la Petite Entente, et conclut les deux autres conventions qui avec la Tchéco-Yougoslavie formaient l'armature internationale et juridique de cette organisation de l'Europe Centrale.



## CHAPITRE II

---

### LES ACCORDS

---

#### SECTION I

#### LA CONVENTION TCHÉCO-YOUGOSLAVE

La traditionnelle amitié aussi bien que les intérêts immédiats de sécurité des deux pays, menaient directement à la conclusion d'un traité d'alliance défensive. Pour cela, les pourparlers avaient été assez longtemps entretenus et il fallait prendre un contact direct et concluant, qui aboutisse, naturellement, à la signature d'un traité.

En envisageant cette possibilité immédiate de réalisation comme venue, M. Edouard Bénès quitta Prague pour se rendre à Belgrade où, dès son arrivée il entra en contact avec *M. Momtchillo Nintchitch*, l'éminent homme d'état Yougoslave. Le 14 Août les deux hommes d'état apposaient leurs signatures au bas de l'accord, par lequel les deux parties contractantes s'obligeaient à concourir à la défense commune en cas d'une attaque non provoquée de la part de la Hongrie. Voici le texte de cet accord qui avait été préparé longtemps avant par des négociations entre les deux cabinets.

CONVENTION DÉFENSIVE  
ENTRE LE ROYAUME DES SERBES-CROATES-SLOVÈNES  
ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE

Fermement résolu à maintenir la paix acquise au prix de tant de sacrifices et prévue par le Pacte de la société des nations, ainsi que l'ordre établi par le traité conclu à Trianon le 4 Juin 1920 entre les Puissances alliées et associées d'une part et la Hongrie de l'autre, Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes et le Président de la République tchécoslovaque se sont mis d'accord pour conclure une convention défensive.

Dans ce but ont nommé pour leurs délégués plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes,

M. Momtchilo Nintchich, docteur en droit, son ministre du Commerce et de l'Industrie, ministre des Affaires Etrangères, par intérim ;

Le Président de la République Tchécoslovaque,

M. Edouard Bénès, son ministre des Affaires Etrangères.

Lesquels, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonnes et dues formes, sont convenus des articles suivants :

*Article I*

En cas d'une attaque, non provoquée, de la Hongrie contre l'une des Hautes parties contractantes, l'autre Partie s'engage à concourir à la défense de la Partie attaquée de la façon déterminée par l'arrangement prévu dans l'article 2 de la présente convention.

*Article II*

Les autorités techniques compétentes du Royaume des

Serbes, Croates et Slovènes et de la République Tchéco-slovaque fixeront d'un commun accord, les dispositions nécessaires pour l'exécution de la présente convention.

### *Article III*

Aucune des Hautes Parties contractantes ne pourra conclure une alliance avec une tierce puissance, sans avis préalable à l'autre.

### *Article IV*

La présente convention sera valable deux ans à partir du jour de l'échange des ratifications. Ce terme expiré, chacune des parties contractantes aura la faculté de dénoncer la présente convention. Elle restera pourtant en vigueur six mois après la date de la dénonciation.

### *Article V*

La présente convention sera communiquée à la Société des Nations (Pacte de la Société des Nations).

### *Article VI*

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Belgrade le plus tôt possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires désignés l'ont signée et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Belgrade, en double expédition, le 14 Août 1920,  
Signé: D<sup>r</sup> Edouard Bénès, m. p.

Signé: D<sup>r</sup> M. Nintchich, m. p.

De la lecture de ce texte de la convention défensive entre la *Yougoslavie* et la *Tchécoslovaquie*, se dégage premièrement cette volonté ferme de maintenir la paix acquise au prix de tant de sacrifices et prévue par le pacte de la Société des Nations, ainsi que l'ordre établi

par le traité conclu à Trianon le 4 Juin 1920 entre les puissances alliées et associées d'une part et la Hongrie de l'autre » idée énoncée dans le préambule même de la convention.

Puis le 1<sup>er</sup> article prévoit l'engagement des parties contractantes à se porter réciproquement secours lors d'une attaque non provoquée de la part de la Hongrie, et le second article laisse aux sociétés compétentes des deux Etats le soin de fixer d'un commun accord « les dispositions nécessaires pour l'exécution de la présente convention ».

Dans le troisième article, on trouve cette restriction générale concernant la conclusion d'un traité d'alliance avec n'importe quel pays, seulement après avoir pris l'avis préalable de l'autre puissance alliée. C'est une clause en vertu de laquelle on peut soutenir que la *politique des deux pays sera désormais la même*, envers tout le monde les intérêts étant communs. La liberté de conclure des traités, du point de vue international, n'était plus libre mais chaque Etat devait avant d'entreprendre une démarche pour la conclusion d'un traité se concerter d'abord avec son allié. *C'est là une merveilleuse preuve de l'esprit de solidarité qui animait les deux Etats slaves.*

La durée de cette convention est fixée à 2 ans par l'article IV, qui prévoit aussi la faculté de dénoncer la convention pour chaque pays à l'expiration du terme, mais stipule qu'il restera pourtant en vigueur six mois après la date de la dénonciation.

Les deux derniers articles prévoient la communication de la convention à la Société des Nations et que les ratifications seront échangées à Belgrade « le plus

tôt possible ». Il est à remarquer que la convention ne fait aucune allusion et ne contient pas l'article XXI du Pacte de la Société des nations, article qui est relatif à la reconnaissance de la validité des ententes régionales semblables à la Doctrine de Monroë « pour secourir le maintien de la Paix ». La convention défensive entre la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie était par excellence une alliance bilatérale garantissant à ses signataires l'intangibilité du traité de Trianon et leur intégrité territoriale contre un revirement offensif des Hongrois.

Mais pour mieux comprendre l'esprit de ce traité il est intéressant et très précieux de reproduire la déclaration faite par M. Bénès, l'inspirateur de ce traité, le 15 Mars 1921 au correspondant du Journal des Débats à Belgrade.

« Nous n'avons nulle intention de nous lancer dans des aventures extérieures, mais notre consolidation intérieure étant acquise, notre désir est de profiter de cette circonstance pour collaborer avec l'entente au rétablissement définitif de la paix générale ».

« Tel a été le but de mon voyage. Nous voulons pratiquer une politique de larges horizons visant à la stabilisation de l'Europe Centrale. Cette politique est profitable aux alliés, auxquels elle apporte un renforcement d'autorité. Nous sommes également heureux de démontrer à ceux qui regrettent le démembrement de l'Autriche ou qui rêvent d'une Confédération danubienne que l'Europe centrale et sud-orientale peut parfaitement se consolider par voie d'entente directe entre les principaux héritiers de la Double-Monarchie.

Nous avons en outre, un but spécial qui est de faire



entendre aux Magyars qu'ils doivent s'assagir et cesser d'être un foyer de troubles. Ici encore, ce ne sont pas des intérêts nationaux égoïstes qui nous guident, mais ceux de la paix européenne que nous prenons en mains » (1).

Par convention, on commençait à réaliser officiellement et légalement la « Petite Entente » qui existait, mais seulement officieusement. L'accord des trois pays avait été parfait en ce qui concerne leur politique internationale qui tend à restaurer l'équilibre européen.

La signature de cette convention loin de rester inconnue fut très commentée dans les différents pays, amis ou ennemis ; chacun voyait à sa manière et par le prisme de ses intérêts internationaux, cette consolidation d'un état de fait.

Pour les Etats qui formaient la Petite entente c'était tout naturel et on ne trouvait aucune objection, parce que la convention conclue cimentait les liens déjà existants. La Presse de la Yougoslavie commentait l'événement et la *Demokratia* de Belgrade écrivait :

« La situation actuelle de la république tchécoslovaque et celle de notre royaume sont telles que l'on peut presque dire que l'existence de l'une est la condition nécessaire à l'existence de l'autre.

« Si nous permettons que les Tchèques perdent leur liberté nous nous retrouverons nous-mêmes tôt ou tard dans une situation analogue à celle de 1914, avec, en moins, les chances favorables que nous avions alors. D'autre part, le démembrement du Royaume serbe croate-slovène signifierait, pour la République Tché

(1) Bénès, Déclaration pour le Journal des Débats, voir Mousset, opus cité, p. 24.

« coslovaque, la disparition de la barrière qui la pro-  
« tège au Sud, la Magyarie deviendrait maîtresse de la  
« Slovanie, tandis que la Bohême tomberait à la merci  
« des allemands. Même s'il n'existait pas un sentiment  
« de solidarité profondément enraciné dans le cœur des  
« deux peuples, cette évidente *communauté d'intérêts*  
« les *acheminerait vers une alliance*.

« Il ne s'agissait que de trouver la forme la plus fa-  
vorable au fonctionnement politique de cette alliance  
dans les circonstances actuelles » (2).

A Prague, les opinions des journalistes montraient  
leur grande satisfaction pour la conclusion de cette al-  
liance défensive et le journal tchèque « *Tchass* » dé-  
clarait :

« L'accord intervenu confirme la similitude des inté-  
« rêts de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie. Con-  
« clu sur une base de neutralité, il garantit la paix en  
« Europe Centrale. Ce qu'on appelle la Petite Entente,  
« loin d'être une négation de la Grande Entente, l'af-  
« fermit au contraire et la complète utilement » (3).

Toute la presse de ces deux pays qui avaient conclu  
la convention était unanime à relever les grands mérites  
d'une entente entre les Etats Danubiens qui puissent  
former une barrière inébranlable contre le chauvinisme  
hongrois.

Quant au troisième pays, qui faisait partie de cette  
Petite Entente mais non encore lié par une convention  
défensive, la Roumanie, elle ne pouvait pas s'empêcher

(2) *Demokratia* (Journal de Belgrade), Texte reproduit  
par Mousset, op. cité, p. 26.

(3) *Tchass* (Journal de Prague), texte reproduit par  
*Machray*, op. cité, p. 124.

de montrer sa joie de voir se réaliser petit à petit ce plan grandiose de son illustre homme d'Etat, *Take Jonesco*, lequel avait envisagé encore, depuis 1918, une entente qui s'élargissant s'étendait de la mer Baltique à la mer Egée en comprenant ainsi la Pologne et la Grèce » (4). La presse roumaine allait plus loin encore et parlait de la conclusion d'une convention future, entre la Tchécoslovaquie et la Roumanie. L'Occident et surtout la France était favorable à ces conventions. *Take Jonesco* déclarait :

« La France a admirablement compris ce qu'on appelle la Petite Entente, ne peut être qu'utile à la cause de la paix et de la civilisation, donc, à la cause de la France...

« En nous unissant entre nous, nous n'entendons pas nous éloigner de la France, mais au contraire, nous en rapprocher.

« Lorsque j'ai rencontré à Aix-les-Bains le Président de la République, alors Président du Conseil, je n'ai même pas eu à lui développer mes arguments. C'est lui qui a pris les devants en me disant que j'avais toute son approbation » (5).

On voit donc que les alliés avaient une attitude très bienveillante, mais au début l'Italie avait fait pour ainsi dire opinion séparée. Craignant toujours la réalisation d'une conférence Danubienne, laquelle aurait eu sur elle une prédominance marquée, l'Italie se montra un peu hostile et vit dans la convention tchéco-slovaque

(4) *Déclaration of take Jonesco*, Eastern Europe, novembre 1921.

(5) *Take Jonesco*, déclaration faite à l'Europe Nouvelle, p. 1513, 17 octobre 1920.

l'embryon de cette confédération. Aussitôt qu'elle connût la vraie portée de la convention, *elle vit son intérêt d'encourager ce groupement, lequel en garantissant l'exécution du traité de Trianon*, cherchait à maintenir la paix et par conséquent aussi l'intégralité territoriale de l'Italie. Mais l'Etat le plus mécontent de cette convention fut certainement celui visé par la convention, *la Hongrie*. C'est contre une éventuelle attaque de la *Hongrie* que la convention avait été faite, donc elle ne pouvait désormais plus compter sur le système des alliances pour diviser ses ennemis. Dans ses velléités de recouvrer ses anciennes provinces, elle se heurtait à un fort obstacle et partout elle commença à s'agiter et à crier qu'elle allait être encerclée. Du côté du Nord de l'Europe, la formation de la petite entente inquiéta l'*Allemagne* aussi bien que la question de savoir si tous les Etats de l'Europe Centrale y adhéreraient. La presse allemande donna l'alarme et on trouve dans « *Frankfurter Zeitung* » ceci :

« Même si les accords conclus entre les Etats intéressés étaient soumis à la Société des Nations, ils seraient en contradiction avec son esprit. Le groupement des Petits Etats est le début d'une scission qui peut finalement ramener à l'ancien système des alliances armées et qui ressuscite aussi le danger d'une conflagration » (6).

Puis beaucoup de journaux s'occupent des différents conflits qui, d'après eux, sont inévitables, et arrivent à la conclusion que la Petite Entente ne pourra pas durer.

(6) Texte reproduit par l'Europe Nouvelle, p. 1329, du 12 septembre 1920.

Par conséquent en Europe s'étaient formées *deux opinions* : une, celle des vaincus d'hier qui ne pouvait pas être et n'était pas du tout favorable à la Petite Entente, l'autre celle des vainqueurs qui était au contraire très favorable et c'est cette dernière qui a prédominé. *La Petite Entente par cette convention défensive tchéco-yougoslave avait placé la base et formé le noyau de son existence officielle et internationale.*



## SECTION II

### LA CONVENTION ROUMANO-TCHÉCOSLOVAQUE

Le premier lien officiel de la Petite Entente avait été forgé par la convention tchéco-yougoslave. Il fallait multiplier ces liens, pour pouvoir compter à un moment donné, sur un ensemble de conventions défensives, entre les trois pays, pouvant affermir la solidarité internationale de la Petite Entente qui existait déjà, mais était seulement basée sur une vive sympathie et sur la crainte de périls communs. Suivant pas à pas l'admirable idée de *Take Jonesco*, M. Bénès, malgré des vues un peu différentes en ce qui concerne les Etats qui devaient former la Petite Entente, chercha à réaliser au moins dans le cadre des possibilités, *l'alliance des trois pays qui figuraient dans tous les deux projets*: le sien et celui de l'Homme d'Etat Roumain. Après avoir signé la convention défensive tchéco-yougoslave à Belgrade il télégraphia à *Masarik* qu'il était très satisfait de la conclusion de la convention, que tout était allé au mieux et qu'il partait pour *Bucarest* où *Take Jonesco* lui avait fait une pressante invitation de venir. Il terminait son message par cette phrase: « J'espère faire quelque chose de bien là ».

Le 17 Août il arrive à Bucarest, il est chaleureusement reçu par *Take Jonesco* qu'il met au courant de la signature de la convention de Belgrade. Au cours des conversations qui ont eu lieu entre les deux hommes d'Etat, M. Bénès propose à *Take Jonesco* la conclusion d'une convention défensive roumaine calquée sur le type de celle Tchéco-Yougoslave et concernant une attaque imprévue de la part de la Hongrie.

Mais ici, non sans pouvoir se concilier, les deux projets des deux hommes d'état ne coïncidaient pas.

*Take Jonesco* avait vu en grand, en très grand même, car il avait envisagé une entente entre 5 états, *la Roumanie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie et la Grèce*, qui aurait formé un bloc autrement solide qu'une simple alliance entre trois pays avec un but limité : *défense contre la Hongrie*.

Les intérêts de la *Roumanie* étaient avant tout, de pouvoir, par des alliances solides, garantir l'intégrité territoriale et l'intangibilité des traités. Elle se voyait en péril si elle était laissée toute seule. De tous les côtés il n'y avait que des ennemis redoutables. Ce n'est pas au juste de la *Hongrie* que la Roumanie s'inquiétait, car étant à peu près trois fois plus grande qu'elle, elle ne la craignait guère. La preuve avait été faite, en outre, en 1919, lorsque les troupes roumaines avaient occupé Budapest, mais n'y avait-il pas un terrible péril à l'Est ? L'immense Russie mécontente à cause de la Bessarabie. Et au Sud ? Les Bulgares, toujours prêts à poignarder par derrière. Devant ces trois ennemis que pouvait faire la Roumanie ? Donc il fallait à tout prix chercher et trouver des pays ayant les mêmes buts et les mêmes périls qu'elle. Son Ministre d'affaires Etrangères, *Take Jonesco* ne faisait que cela : *chercher à réaliser un bloc solide de nations de la mer Baltique à la mer Egée, qui puisse garantir par la force qu'il représenterait, l'intégrité territoriale et la sécurité de tous les états le composant, vis-à-vis des états de l'Est et de l'Ouest*. Dans ce bloc la Roumanie devait jouer un rôle principal par sa position centrale, son littoral de la mer Noire et les bouches du Danube. En revanche elle se

voyait préservée contre toute attaque de la part de ses ennemis.

Mais le projet de *M. Bénès* envisageait une moindre force, il se contentait pour le moment d'établir *un bloc dirigé seulement contre les Hongrois*.

Tout de même c'était quelque chose *et cela convenait d'un côté à la politique roumaine*: c'est-à-dire que la Roumanie est actuellement un état dont la politique étrangère est conservatrice par excellence et qui ne peut plus avoir qu'un seul but: *le maintien de la situation actuelle en Europe centrale et dans les Balkans*. Le respect et l'application intégrale des traités de paix, tel est le mot d'ordre de la politique roumaine, comme celui de la politique française. Les dirigeants roumains ont eu l'occasion de se prononcer plusieurs fois en ce sens. C'est la raison pour laquelle on a toujours pensé que la Roumanie est en Orient, le meilleur collaborateur à la politique de la France. Mais justement parce qu'elle veut conserver, la Roumanie se méfie. Connaisant par une expérience millénaire la ténacité de l'impérialisme magyar, elle ne peut pas croire à la disparition de celui-ci. *Se voyant entourée de dangers au Sud, à l'Est et à l'Ouest elle cherche naturellement une contre-assurance, telle est la genèse de son orientation actuelle vers la « Petite Entente »*.

Evidemment, la Hongrie aujourd'hui n'est pas bien forte et la Roumanie a prouvé qu'elle pouvait la tenir seule en respect. Mais en cas de conflit sur le Dniester ou sur le Danube, qui garantirait la Transylvanie d'une agression de la part de ses anciens maîtres ? » (7).

(7) *S. Serbesco*, La Roumanie et la « Petite Entente », Europe Nouvelle, p. 1312, 12 septembre 1920.

Tout au moins elle sera préservée d'une attaque de la part de la Hongrie, mais la Tchécoslovaquie pourrait-elle être favorable à une alliance défensive concernant aussi la Russie ?

Non, ce n'était pas possible, les *Tchécoslovaques* étaient trop russophiles pour qu'ils puissent signer une telle alliance.

Pourtant une étroite collaboration et même une convention défensive avec la Tchécoslovaquie était souhaitable. On a préparé le terrain, par cette entrevue « *Bénès-Take Jonsco* » où l'on discuta les moyens de faire respecter le traité de « Trianon ». Une question territoriale, assez délicate en outre, concernant une rectification de frontière dans la région du *Maramuresch* fut examinée mais on ne signa aucune convention défensive. *La question russe n'avait pas été envisagée* et les pourparlers se continuèrent plus tard jusqu'à la deuxième tentative de *Charles IV* qui amena comme conséquence directe la conclusion de la convention *roumano-tchécoslovaque*, mais dans laquelle non plus la question russe ne se pose pas.

Par cette visite, le peuple roumain qui jusqu'alors n'avait pas eu de très grandes sympathies pour la Tchécoslovaquie, qui était restée plutôt en étroites relations avec les Russes et les Slaves changea son opinion et la presse entière fit ressortir les bénéfices et avantages d'une étroite collaboration entre les deux pays. Notamment le président du Conseil, le Général *Averesco* déclarait à la presse lui aussi : « Les efforts des deux pays ne peuvent être dirigés dans le moment présent que vers la consolidation de la situation créée à la fin de la guerre et cela au moyen d'une sage et sérieuse

concentration intérieure. Il faut qu'il n'existe plus de craintes de complications dangereuses. La voie la plus indiquée dans ce sens est de lier entre les deux pays des relations cordiales et amicales sur le terrain des intérêts communs » (8).

*Les bases de la collaboration future avaient été jetées par cette entrevue et les déclarations des hommes représentant les différents pays.* Averesco avait fait sa déclaration en envisageant des relations cordiales, Bénès en fit à son tour aussi une plus complète encore : « Une collaboration très intime, une alliance même entre la Roumanie, la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie me semble nécessaire pour garantir la paix, pour consolider l'Europe Centrale pour faire prospérer à l'intérieur nos pays, car nous ne saurions avoir une politique extérieure bien définie si nous ne sommes pas bien consolidés à l'intérieur. Une autre raison qui nous pousse à la collaboration, c'est l'intérêt économique, car nous ne pourrions jamais et à aucune condition accepter une confédération danubienne avec l'Autriche, la Hongrie et peut-être même la Bulgarie. Cette confédération impliquerait indirectement la tendance, de la part de la Hongrie, à persévérer dans ses velléités concernant ses frontières historiques, ce qui mettrait en danger aussi bien notre Slovaquie que notre Transylvanie ».

« Nous ne pouvons pas accepter une pareille combinaison car une confédération danubienne signifie la reconstitution de la Hongrie dans ses frontières historiques » (9). Rentré à Pragues, Bénès suivit toujours son idée de faire cette entente préconisée dans l'Europe

(8) *Le Temps*, 26 août 1920.

(9) *Le Temps*, 26 août 1920.



centrale et qui avait commencé à se réaliser par la convention tchéco-yougoslave et presque par l'adhésion de la Roumanie (10). Plus tard, dans son discours prononcé devant les Chambres le 1<sup>er</sup> Septembre 1920, il traça dans quelques lignes le caractère de la future Petite Entente.

Ce discours très important ne peut pas être cité dans son ensemble, seuls des fragments peuvent être rapportés et c'est sur la base de cette déclaration que les pourparlers se sont poursuivis et plus tard ce sont ces déclarations qui ont servi à préciser aux yeux de l'Europe, *le véritable but de ce bloc défensif* constitué par le moyen des traités d'alliances bilatéraux.

« *Notre entente est le premier pas vers la constitution d'un nouveau système politique et économique de l'Europe centrale. C'est un système qui aura incomparablement plus de souplesse que n'importe quelle autre union politique ou économique. C'est un système qui permet aux divers états de former une union politique et économique, sans former de différents traités de courte durée et renouvelables, pouvant s'adapter aux changements de la situation internationale et correspondant à la structure politique, économique et sociale de ces trois états. Les intérêts et les besoins de ces États étaient ainsi mis en harmonie. C'est ainsi que nous donnerons à*

(10) Edouard Bénès, *The Little Entente* — Foreign Affairs, 15 september 1922, New-York, p. 68.

« That convention, supplemented by the assurance on the part of Roumania, given on the occasion of the Bucharest negotiations between, Take Jonesco and myself, That Rumania acknowledged a similar obligation even though no formal treaty was as yet concluded, created a strong and permanent bulwark against the execution of the Hassbourgs plans ».

l'Europe et notamment aux Alliés les garanties que l'ordre règnera dans l'Europe Centrale. Ne former dans l'Europe centrale que des alliances politiques et militaires serait une faute. *Il faut que nos buts soient autres, plus élevés et de plus haute portée.* C'est seulement ainsi que notre alliance sera durable, parce qu'elle répondra non seulement à des sentiments d'amitié et de sympathie, mais encore à nos intérêts vitaux. Il est évident que l'entente ne fonctionnera bien que quand elle se sera créé de solides traditions, et quand l'idée en sera entrée dans le mode de penser de l'opinion publique des trois Etats. Il va de soi qu'elle est ouverte à tout autre Etat qui voudrait y entrer à l'avenir » (11).

La Roumanie entra dans une fervente activité diplomatique et son ministre d'affaires Etrangères *Take Jonesco* entreprit des voyages à *Prague* et à *Varsovie*, pour préparer le terrain d'une future alliance. « On ne saurait trop se réjouir, écrivait M. Dominois, dans l'intérêt de la paix européenne, des résultats du passage à Prague de *M. Take Jonesco*. L'entente qui s'était manifestée lors du voyage de *M. Bénès* à Bucarest a été confirmée à Prague par une constatation nouvelle et solennelle de l'accord complet, durable et définitif, existant entre la Roumanie et la Tchécoslovaquie sur toutes les questions actuelles. Des commissions roumano-tchécoslovaques fonctionnèrent pour réaliser cet accord dans toutes les questions politiques et économiques qui intéressaient les deux pays.

M. Take Jonesco a pu se rendre compte à Prague que

(11) *Edouard Bénès, La Petite Entente et la Reconstruction de l'Europe centrale*, discours prononcé le 1<sup>er</sup> septembre 1920, Europe nouvelle, p. 1.369.

le peuple Tchécoslovaque, si sensible à l'idée de solidarité slave, désirait de tout cœur entretenir les relations les plus cordiales avec le peuple polonais.

Le ministre des affaires étrangères de Roumanie porta à Varsovie l'invitation à la Pologne de collaborer fraternellement avec la Tchéco-Slovaquie dans la « Petite Entente » (12) mais l'année 1921 devait apporter la signature de la convention défensive Roumano-Tchécoslovaque. La seconde tentative de *Charles IV* qui arriva le 27 Mars sur le territoire Hongrois et sa liquidation du 4 Avril pressa les tentatives et le 23 Avril 1921, *MM. Ferdinand Veverka*, Ministre Plénipotentiaire de la Tchécoslovaquie en Roumanie, et *Take J. Ionesco*, signèrent une convention défensive Roumano-Tchécoslovaque à Bucarest. Le texte sur lequel les Plénipotentiaires étaient tombés d'accord était le même que celui de la convention signée à Belgrade, le 14 Août 1920 entre la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, mais avec l'adjonction d'un article, ainsi le texte contient 7 articles que voici :

CONVENTION DÉFENSIVE  
ENTRE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE  
ET LE ROYAUME DE ROUMANIE

---

Fermement résolus à maintenir la paix acquise au prix de tant de sacrifices et prévue par le pacte de la société des nations, ainsi que l'ordre établi par le traité conclu à Trianon le 4 Juin 1920, entre les puissances

(12) *F. Dominois*, La Petite Entente et le Passage de M. Take J. Ionesco à Prague, Europe nouvelle, p. 1.676, 14 novembre 1920.

alliées et associées d'une part et la Hongrie d'autre part, le Président de la République Tchécoslovaque et Sa Majesté le Roi de Roumanie se sont mis d'accord pour conclure une convention défensive.

Dans ce but ont nommé pour leurs délégués plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République Tchécoslovaque,

M. Ferdinand Veverka, envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République Tchécoslovaque à Bucarest.

Sa Majesté le Roi de Roumanie,

M. Take Jonsco, son ministre d'Etat au département des Affaires Etrangères.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

#### *Article I*

En cas d'une attaque non provoquée de la Hongrie contre l'une des hautes parties contractantes, l'autre Partie s'engage à concourir à la défense de la partie attaquée de la façon déterminée par l'arrangement prévu dans l'article 2 de la présente convention.

#### *Article II*

Les autorités techniques compétentes de la République Tchécoslovaque et du Royaume de Roumanie fixeront, d'un commun accord, les dispositions nécessaires pour l'exécution de la présente convention dans une convention militaire à conclure ultérieurement.

#### *Article III*

Aucune des Hautes parties contractantes ne pourra

conclure une alliance avec une tierce puissance, sans avis préalable de l'autre.

*Article IV*

Afin de coordonner leurs efforts pacifiques, les deux gouvernements s'engagent à se concerter sur les questions de politique extérieure qui ont trait à leurs rapports avec la Hongrie.

*Article V*

La présente convention sera valable deux ans à partir du jour de l'échange des ratifications. Ce terme expiré, chacune des Parties contractantes aura la faculté de dénoncer la présente convention. Elle restera en vigueur six mois après la date de la dénonciation.

*Article VI*

La présente convention sera communiquée à la Société des nations (pacte de la société des nations).

*Article VII*

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Bucarest le plus tôt possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires l'ont signée et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Bucarest, en double expédition, le 23 Avril 1921.

Signé: Ferdinand Veverka.

Signé: Take Jonesco.

D'après ce qu'on voit, *l'article 4* est celui qui n'existait pas dans la convention tchéco-yougoslave et regarde la politique extérieure des deux états, vis-à-vis de la Hongrie.



Il avait été inspiré, sans doute, par l'affaire de Charles IV qui avait démontré à tout le monde que la *Hongrie* présentait encore un aspect du chauvinisme ce qui était un péril pour l'Europe Centrale. Quant à l'opinion publique et à la presse mondiale elle regarda avec sympathie ce nouveau lien officiel de la Petite Entente étant donné qu'elle connaissait désormais le but et le caractère de ce groupement des Etats Danubiens. On observait aussi que la Tchécoslovaquie et la Roumanie se complétaient admirablement. La première était un état industriel et la seconde un état agricole pur. Par conséquent, disait-on, la Roumanie a très bien choisi l'Etat avec lequel elle pouvait venir en contact direct avec les Slaves, car d'un côté, elle ne pouvait rien craindre d'une emprise politique et économique tchécoslovaque et en achetant à son tour les produits industriels de Prague, le centre *de gravité économique de la Tchécoslovaquie se déplacerait vers le Sud-Est*. De cette manière, l'Allemagne perdrait deux gros clients à la fois sur lesquels elle voulait exercer une emprise politique : la *Roumanie* et la *Tchécoslovaquie*. Mais ces opinions on les discutera dans un autre cadre plus adéquat.

Le traité fut ratifié à Bucarest le 27 Mai 1921 et la convention militaire prévue par le traité, le 2 Juillet 1921.

Le deuxième lien de la Petite Entente, par lequel la Roumanie apportait officiellement sa collaboration avait été fait.

### SECTION III

#### LA CONVENTION ROUMANO-YOUGOSLAVE

A peine un mois était-il passé depuis la conclusion de la convention roumano-tchèque, que *Take Jonsco* fut invité par *Pashitch*, le ministre des affaires étrangères de la Yougoslavie, à venir à Belgrade pour discuter différentes questions litigieuses entre la Roumanie et la Yougoslavie, et chercher ensemble la base d'un rapprochement des deux Etats, par le moyen d'une convention défensive, *idée d'ailleurs que Take Jonsco avait préconisée depuis 1918 dans ses conversations avec lui et Bénès.*

Or, il y avait deux raisons principales pour que ces deux états pressent les pourparlers. *Premièrement, la seconde tentative de Charles IV, et deuxièmement les incursions répétées des bandes de « comitadjis » bulgares dans les territoires yougoslaves et roumains.*

Le 4 Juin, *Take Jonsco* se décida à partir pour Belgrade et le 5, il arriva dans la capitale de la Yougoslavie où il fut l'objet d'une manifestation enthousiaste de la part de *Pashitch*, du gouvernement, de la presse et du peuple entier.

Dans cette atmosphère extrêmement accueillante les tractations ne furent pas longues et le 7 Juin, c'est-à-dire seulement deux jours plus tard le texte de la convention défensive était arrêté et les signatures de *Pashitch* et de *Take Jonsco* apposées. Le texte était le suivant :

CONVENTION DÉFENSIVE  
ENTRE LE ROYAUME DES SERBES-CROATES-SLOVÈNES  
ET LE ROYAUME DE ROUMANIE

Fermement résolu à maintenir la paix acquise au prix de temps de sacrifices et l'ordre établi par le traité conclu à Trianon le 4 Juin 1920 entre les Puissances alliées et associées d'une part et la Hongrie d'autre part, ainsi que le traité conclu à Neuilly, le 27 Novembre 1919 entre ces mêmes puissances et la Bulgarie, sa Majesté le roi des Serbes, Croates et Slovènes et sa Majesté le roi de Roumanie se sont mis d'accord pour conclure une convention défensive.

Dans ce but ont nommé pour leurs délégués plénipotentiaires, savoir :

Sa majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes,

M. Pachitch, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.

Sa majesté le Roi de Roumanie,

M. Take Jonsco, son ministre des Affaires Etrangères.

Lesquels après avoir examiné mutuellement leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en règle, ont conclu les articles suivants :

*Article I*

En cas d'une attaque, non provoquée, de la Hongrie ou de la Bulgarie, ou bien de ces deux puissances contre une des deux Hautes Parties contractantes dans le but de détruire l'état de choses créé par le traité de Trianon ou de Neuilly, l'autre partie s'engage à concourir à la défense de la partie attaquée de la façon déterminée par l'article 2 de cette convention.

*Article II*

Les autorités techniques du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et du Royaume de Roumanie fixeront d'un commun accord dans une convention militaire qui doit être conclue dans le plus bref délai, les dispositions nécessaires pour l'exécution de la présente convention.

*Article III*

Aucune des Hautes parties contractantes ne pourra conclure une alliance avec une tierce puissance sans l'avis préalable de l'autre.

*Article IV*

En vue d'associer leurs efforts pacifiques, les deux gouvernements s'obligent à se concerter dans les questions de politique extérieure concernant leurs rapports avec la *Hongrie et la Bulgarie*.

*Article V*

Cette convention sera valable deux ans, à partir de l'échange des ratifications. Ce terme expiré, chaque Partie contractante aura la faculté de dénoncer la présente Convention, qui restera néanmoins en vigueur six mois après la date de la dénonciation.

*Article VI*

Cette convention sera communiquée à la Société des Nations.

*Article VII*

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées aussitôt que possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires désignés l'ont signée et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Belgrade, en double expédition, le 7 Juin 1921.

Signé: Take Jonesco, m. p.

Signé: Nicolas Pachich, m. p.

En analysant le texte on voit qu'il est fait toujours de la même manière et avait à peu près le même aspect que les deux autres conventions défensives conclues par les Etats de la Petite Entente.

Mais il y a quelques différences notables: en premier lieu on voit que *dans le préambule on ne fait plus allusion à la Société des nations*, comme dans les autres conventions qui disaient: « maintenir la paix acquise... et prévue par le pacte de la Société des nations » on omet cette mention, mais en revanche on ajoute: « *ainsi que le traité conclu à Neuilly* » ce qui donne une portée deux fois plus grande à cette convention, car l'adjonction forme l'extension de la garantie stipulée au traité de Neuilly.

Dans l'article 4 qui concerne la politique extérieure des deux pays envers la Hongrie on ajoute les paroles « *et la Bulgarie* ».

C'est tout ce que cette convention a de plus que les autres conventions, *mais elle a une portée très grande, car il y avait un élargissement du cadre original de la Petite Entente, laquelle jusqu'alors se rapportait à l'attitude à prendre et à avoir seulement vis-à-vis de la Hongrie. Désormais la même politique sera menée par la Yougoslavie et la Roumanie autant envers la Hongrie, que vis-à-vis de la Bulgarie.*

Aussitôt la signature de la convention, *Paschitch et*



*Take Joesco* envoyèrent des télégrammes à *Bénès*, et *Take Joesco* écrivait : « Vous n'avez jamais été absent de nos mémoires et je profite de l'occasion pour vous remercier pour la grande partie que vous avez eue dans notre admirable œuvre ». Puis au Banquet qui eut lieu après la fin des tratatives, *Take Joesco* relevait des faits historiques d'une grande importance :

« En réunissant nos pensées et nos espoirs, nous sommes fidèles à toute notre histoire, car nous ne devons pas perdre de vue que nos deux peuples offrent le spectacle unique de nations voisinant pendant des siècles sans jamais entrer en conflit. C'est la leçon de tout un passé, aussi bien que la compréhension des nécessités actuelles, qui nous ont poussées à cette collaboration si féconde en résultats. Nous n'avons ni hostilité, ni rancune contre personne, mais nous savons que la paix n'est possible que par le maintien intégral de cette collaboration. Nos conditions sont les plus justes et les plus généreuses qu'un guerrier loyal ait jamais accordé à un vaincu » (13).

Avant de quitter Belgrade un rédacteur de l'agence « *Avala* » prit un interview au grand homme d'état roumain qui résuma les résultats obtenus à Belgrade et leur portée, caractérisant en même temps la Petite Entente.

« Je termine le cycle de mes visites par Belgrade où je viens de conclure avec le gouvernement serbe-croate-slovène, un accord visant, non pas les actes d'hostilité, mais le maintien intégral des traités de paix concernant nos deux nations.

« Nous tacherons en même temps de régler les ques-

(13) *Journal des débats*, numéro du 10 juin 1921.

tions pendantes relatives au commerce, à la circulation et à la navigation, bref toutes les affaires qui nous unissent. Le point de départ des accords constituant la Petite Entente fut le *système des intérêts directs*. Sur cette base furent conclus les accords roumano-polonais, roumano-tchécoslovaques, gréco-serbe et tchéco-yougoslave. Si, maintenant, nous arrivons à une entente roumano-yougoslave, nous aurons réalisé la *coordination de nos vues politiques par une série d'accords partiels ou d'assurances mutuelles*. Ces accords ont, selon moi, surtout pour but d'éviter que des divergences naturelles entre voisins puissent s'aggraver et présenter une fissure aux intrigues ennemies. C'est leur aspect le plus important, car il est permanent, tandis que la garantie défensive ne joue que dans le cas d'attaque. Nos accords évitent les lézardes dans le mur dressé par la victoire.

Mon désir personnel serait d'arriver à une formule englobant aussi les intérêts indirects et généraux des peuples victorieux. La Petite Entente, signifierait alors l'alliance de tous les vainqueurs de l'Europe Centrale, et orientale pour le maintien de tous les traités contre toutes les attaques.

J'espère que les tendances actuelles évolueront dans ce sens.

En attendant, j'emporte de mon voyage en yougoslavie une foi absolue dans la solidarité et la durée du nouvel état » (14). Mais ce que Take Jonesco a oublié d'ajouter c'était que par la convention défensive polono-roumaine conclue à Bucarest le 4 Mars de la même

(14) *Déclarations de Take Jonesco* à l'agence « Avala » Journal des débats, numéro du 9 juin 1921.

année, le gouvernement polonais reconnaissait tous les accords faits par la Roumanie avec les autres Etats en vue de maintenir le traité de *Neuilly* et *Trianon*. C'était la réciproque de la reconnaissance par la Roumanie des accords défensifs franco-polonais.

Par conséquent, la Pologne reconnaissait cet accord Roumano-Yougoslave, *et par cela une partie de l'œuvre de Take Jonsco avait été faite*, car il pensait établir par une communauté d'intérêts des liens d'alliance défensive entre la Pologne et la Petite Entente, mais ce but n'était pas encore atteint, il ne parla pas de cela.

La presse mondiale commenta en général, favorablement ce troisième accord entre les Etats de la Petite Entente et même les journaux des vaincus trouvèrent cet accord comme une conséquence logique des deux autres. Quant aux deux pays en question sauf cette convention défensive conclue, on avait mis fin à toutes sortes de friction par le règlement territorial dans le *Banat* et le régime instauré par les écoles et les églises dans cet ancien territoire contesté. *Le 23 Janvier 1922* fut conclue aussi la convention militaire prévue par la convention de *Belgrade* et elle prévoyait les obligations des parties dans le cas d'une attaque non provoquée de la Hongrie, ou de la *Bulgarie*.

Le dernier lien officiel entre les Etats de la Petite Entente étant fait, toute l'activité des hommes d'état sera de resserrer les relations politiques, culturelles et économiques entre les trois Etats et si possible, d'élargir le cadre de la Petite Entente par l'introduction de la Pologne et de la Grèce.

### CHAPITRE III

---

#### BUT ET PUISSANCE DE LA PETITE ENTENTE

---

Le dernier lien juridique et international de la Petite Entente avait été formé et dès lors elle pouvait entreprendre le travail de reconstruction de l'Europe Centrale, mais avant de s'acheminer vers une période de labeur dans une atmosphère de paix et de tranquillité, elle avait dû prendre des mesures énergiques contre son voisin, la Hongrie. Les deux tentatives de Charles IV pour récupérer son trône et l'affaire de Burgenland occupèrent l'attention des Etats de la Petite Entente durant cette période de complète reconstitution.

Les buts de la Petite Entente seront désormais assez complexes en raison de leur multiplicité même parce que malgré les conventions défensives qui prévoyaient seulement une obligation réciproque de se prêter aide en cas d'une attaque non provoquée de la part de la Hongrie, la Petite Entente ne pouvait pas se borner seulement à cette mission de sécurité.

Outre *le but principal* de rendre impossible tout revirement offensif de la part des vaincus, pour la pacification du centre européen, la Petite Entente devait entreprendre une action économique de premier ordre, afin de pouvoir réoccuper sur le marché mondial la place que l'ancienne monarchie austro-hongroise tenait avec tant de dignité. De nombreuses mesures devaient

être prises dans cette branche pour subvenir à la gêne économique et financière que le morcellement de l'empire des Habsbourgs avait produit. Or on sait que le principe des nationalités avait été appliqué intégralement et qu'ensuite on ressentait dans l'Europe centrale une certaine gêne qui s'étendait à toutes les sphères. Ce malaise était facilement explicable, *la tendance du monde moderne étant plutôt aux grands groupements qu'aux petits, un morcellement entre tant d'états, indépendants d'une entité territoriale unique, devait nuire aux intérêts des habitants si on ne trouvait aucun moyen pour les réunir par un lien quelconque.*

Les fondateurs de la Petite Entente se sont rendu compte de cette vérité inéluctable et M. Bénès déclarait dans un de ses discours que « Si en raison des circonstances, une entente politique s'est faite sur certaines questions entre trois Etats si proches l'un de l'autre, *il ne s'agit pas et il ne peut pas s'agir d'une entente ne concernant que quelques questions politiques* » (1). Et plus loin il énumérait les différentes missions que la Petite Entente devait remplir, conformément à son rôle de pacificatrice de l'Europe Centrale. La première était *d'assurer la sécurité extérieure des états*, la deuxième consistait à *nouer rapidement d'étroites relations politiques et par là même, économiques*, et puis comme une sorte de corollaire des deux précédentes, une troisième était celle *de rendre possible la paix intérieure des Etats* pour qu'ils puissent se consacrer aux réformes sociales sans être troublés.

(1) Edouard Bénès, op. cit., Europe Nouvelle, 19 septembre 1920, p. 1.370.



La réalisation de ce rôle demande de puissantes ressources que la Petite Entente possède largement.

Les trois pays qui la constituent sont des Etats moyens, formant la transition entre les grands Etats comme l'Angleterre, la France, et les Petits Etats comme la Hongrie, la Suisse, la Belgique, etc... Le plus grand état de la Petite Entente est la *Roumanie* qui a une population de plus de 18.000.000 d'habitants et une superficie de 298.000 km<sup>2</sup> (densité 60 par km<sup>2</sup>).

Viennent ensuite la *Yougoslavie* avec une superficie de 238.649 km<sup>2</sup> et une population de 11.722.000 habitants (densité 50 par km<sup>2</sup>) et la *Tchécoslovaquie*, la moins étendue, car elle ne compte que 142.166 km<sup>2</sup>, mais bien peuplée avec ses 14.300.000 habitants (97 par km<sup>2</sup>).

Avec ses 44.000.000 d'habitants la Petite Entente peut donc toujours imposer sa volonté aux anciens vaincus même coalisés entre eux. Si grande que soit la force morale, la force armée est plus convaincante pour certains récalcitrants; or, la Petite Entente peut mettre environ 4.000.000 de soldats en première ligne et 3.000.000 de troupes de réserve. Quant aux munitions et équipements, la Tchécoslovaquie avec ses usines *Skoda* peut approvisionner à elle seule toute la Petite Entente.

Mais il ne faut pas considérer la Petite Entente comme un instrument belliqueux ainsi que beaucoup ont cru pouvoir le faire. Dès sa naissance une certaine opinion mondiale voyait seulement en elle une formidable machine de guerre qu'on pouvait utiliser ou bien contre la Russie, ou bien contre l'Allemagne. Or toutes ces idées qu'on s'était forgées sur la Petite Entente étaient totalement erronées, car son caractère est par *excellence défensif et n'a aucune visée impérialiste*.

Sur le terrain économique, c'est-à-dire au point de

vue de leur *aptitude à reconstruire économiquement l'Europe Centrale, les Etats de la Petite Entente*, par l'exploitation de leurs innombrables richesses et la mise en circulation de ces biens contribueront grandement au relèvement économique de l'Europe centrale et particulièrement à celui de leurs anciens ennemis. Toute cette tâche de reconstruction économique fera l'objet, par ailleurs, d'un examen plus attentif et plus minutieux. Dans un article bien documenté *M. Philippe Millet* écrivait :

« Groupant à eux tous 45.000.000 habitants, contre 7 millions de Magyars, ils n'ont pas à redouter les conséquences politiques éventuelles d'un relèvement économique de la Hongrie.

Au contraire, ils aperçoivent fort bien qu'il leur appartient *de restaurer l'ordre et la prospérité non seulement chez eux, mais dans toute l'Europe centrale*. Leur plan, dès maintenant arrêté, est de fournir eux-mêmes *les formules nouvelles qui permettront aux Autrichiens* comme aux Magyars de retrouver une place au soleil... ils entendent avoir une politique européenne » (2).

C'est à cette noble tâche que la Petite Entente s'appliquera dès qu'elle aura établi d'une manière stable, la paix dans l'Europe centrale, car c'est parce que la Petite Entente a ses racines dans une vérité qui dépasse les détails de la défense contre tel ou tel voisin et qu'elle est durable et qu'elle peut compter sur un bel avenir » (3).

(2) *Philippe Millet*, La politique de la Petite Entente, Europe Nouvelle, 19 septembre 1920, p. 1.347.

(3) *Take Jonesco*, Op. cité, Revue de France, 1<sup>er</sup> novembre 1921, p. 17.

## TITRE IV

---

### Action défensive de la Petite Entente

1921



## ACTION DÉFENSIVE

1921

Les idées de collaboration s'imposèrent au lendemain de la paix à tous les Etats, mais surtout aux Etats nouveaux qui devaient dans le chaos de l'Europe d'après guerre, défendre leur existence. Il est donc parfaitement logique que la première réalisation pratique de leurs esprits imbus du principe d'entr'aide, soit une collaboration, une association défensive par excellence. Cette défensive était dirigée contre une attaque de la part des anciens vaincus et surtout pour parer à l'éventualité d'un retour offensif de la Hongrie, car « c'est en Hongrie qu'apparaissaient le plus nettement les courants dangereux et hostiles au nouvel état de chose en Europe Centrale, et ces courants furent longtemps en connexion directe avec la politique officielle de cet Etat qui ne cachait pas son opposition aux traités de paix » (1).

Toute la politique pratique des Etats vainqueurs de l'Europe Centrale se fondera sur les traités conclus qui ne sont que défensifs ; et dans leurs cadres, *ils chercheront à rendre inefficaces toutes les tentatives de changement* du statut territorial établi à Versailles, Saint Germain et Trianon.

Lors de la première tentative de l'Empereur Charles pour remonter sur le trône, cette politique pratique commence à porter ses fruits et au fur et à mesure que se concluent les traités défensifs entre les trois pays qui

(1) *Edouard Bénès, La Petite Entente, l'Esprit international*, p. 301, 1<sup>er</sup> juillet 1927.



constitueront la Petite Entente, la force et le prestige de cette combinaison politique qui trouvait sa raison profonde dans la sécurité que les états se garantissaient mutuellement, grandissent et s'affirment.

Par son intervention énergique et décisive en Hongrie pour empêcher l'empereur Charles 1<sup>er</sup> de récupérer son trône, la Petite Entente a donné une preuve éclatante de sa force et de son prestige. A la suite de l'efficacité de cette intervention et de l'affaire du Burgenland, l'Europe Centrale peut respirer librement et tranquillement, la paix est véritablement assurée et sauf une conflagration européenne qui pourrait intervertir l'ordre établi par les traités de 1919, la Petite Entente veille et garantit l'état actuel de prospérité.

## CHAPITRE I

---

### LA PREMIÈRE TENTATIVE DE CHARLES IV

---

Le premier traité écrit venait d'être conclu entre la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie et les transactions entre Prague et Bucarest se trouvaient en bonne voie, lorsque le télégraphe apporta la nouvelle de l'apparition de l'ex-roi de Hongrie, Charles IV, sur le territoire hongrois de *Szombathely*.

Tout le monde apprit avec stupeur cette information et les états directement intéressés plus que les autres, la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie liées par un traité d'alliance défensive, la Roumanie et l'Italie. Le péril était direct et pendant les quelques jours que la présence de Charles IV en Hongrie menaça la paix de l'Europe, les quatre capitales ne cessèrent de se consulter. Mais passons aux faits pour voir leurs suites et les mesures prises par la Petite Entente et les grandes puissances.

Quittant la Suisse, où il s'était retiré après l'effondrement de l'Autriche-Hongrie et sous l'influence nefaste de ses courtisans qui voulaient reprendre leurs anciennes prérogatives, l'ex-empereur Charles IV arrive à Vienne, le 25 Mars 1921 et le soir même a une entrevue avec ses intimes. Accompagné par le comte *Erdody* il part le lendemain pour la frontière hongroise, et le soir il descend chez *Mgr Mickes*, évêque de *Steinamann*.

*ger*, qui fut extrêmement surpris de voir son ancien souverain. Par un simple hasard à quelques milles de là, à la résidence de campagne du Comte *Sigray*, gouverneur de la Hongrie de l'Ouest se trouvait en vacances de Pâques, le comte *Teleki*, premier ministre hongrois et le haut commissaire américain *Grant Smith*.

A leur tour ils eurent la surprise de recevoir une convocation de la part de Charles IV par l'intermédiaire de Mgr *Mikes* et d'après laquelle le comte *Teleki* était prié de se rendre à *Szombathely*. Là eut lieu une entrevue entre l'ancien empereur, Mgr *Mikes*, le comte *Teleki* et le général *Lehar*, commandant d'une division de soldats. L'entretien prit fin à deux heures du matin et sur les conseils de *Teleki*, Charles IV renonça à se rendre à Budapest sans être annoncé. Il fut décidé que *Teleki* partirait deux heures avant l'ex-empereur pour avertir le régent *Horthy* de l'arrivée de Charles de Habsbourg.

Mais *Teleki* s'attarda et Charles IV arriva à Budapest dimanche le 27 Mars vers midi sans être annoncé. Il se présenta aussitôt au Régent Nicolas *Horthy*, et il lui demanda la remise du pouvoir, invoquant qu'il avait été couronné roi par le Parlement, que l'assemblée nationale ne détenait pas le pouvoir de violer la constitution, que par conséquent il n'avait pas été détrôné et qu'il entendait que *Horthy* déposât dans ses mains le pouvoir, étant donné que le serment de fidélité et de soumission envers lui demeurerait encore valable.

A cette supplication, le régent *Horthy* après un long entretien répondit à Charles IV par la déclaration suivante :

« Majesté, je suis à cette place par la volonté de la

nation et de ses représentants légaux, ma résolution est prise: je reste fidèle à mon mandat et au serment que j'ai prêté au Parlement » (1). Puis, pour mieux se faire comprendre, Horthy lui démontra le péril d'une intervention de la Petite Entente, l'armée hongroise n'ayant pas d'équipement et il conclut en le priant de quitter Budapest.

Cette invitation de quitter Budapest, fut suivie d'une autre, celle de quitter le pays, qui fut formulée après un conseil des ministres qui s'était tenu à cette occasion.

L'ex-roi de Hongrie partit pour *Szombathely*, mais chemin faisant ayant réfléchi il changea d'avis et s'arrêta de nouveau chez Mgr Mikes. Ici sur l'instance du comte *Sigray* et de *Mgr. Mikes* le Général *Lehar* lança une proclamation à ses troupes, en les exhortant à se soumettre à leur ancien roi et un embryon de force armée en faveur de la restauration de Charles IV se forma. Autour de lui vinrent se grouper des volontaires de jour en jour plus nombreux.

Entre temps, les consultations entre les Etats de l'Europe étaient poursuivies avec assiduité.

Dès le 29 Mars les protestations des puissances affluent à Budapest. Ce jour, le Ministre de la Yougoslavie a une entrevue avec *Horthy* et lui communique que son état considère la restauration de l'ex-roi comme une affaire internationale et que, par conséquent, il s'opposera par tous les moyens, même militairement à cette réintégration. Le lendemain le ministre de Roumanie protesta lui aussi, mais sans parler d'une intervention armée.

Puis ce fut le tour du ministre tchécoslovaque qui dé-

(1) *Journal des Débats*, 1<sup>er</sup> avril 1921.

montra à *Horthy* le caractère international de cet acte et la vive opposition de son état. A Prague, M. Bénès faisait une déclaration au parlement, le même jour, et il envisageait les mesures à prendre immédiatement si l'empereur Charles IV ne quittait pas la Hongrie. Ces mesures étaient : 1°) la rupture des relations diplomatiques avec Budapest ; 2°) la déclaration d'un blocus et 3°) une démonstration militaire. Les états de la Grande Entente furent mis au courant de cette décision de la Tchécoslovaquie. A toutes ces démarches, Horthy répondit en déclarant qu'il n'avait pas accepté les propositions de Charles IV et que même il avait conseillé à l'ex-roi de Hongrie de repasser la frontière.

Là-dessus, craignant que les états limitrophes n'agissent par trop rapidement, la Hongrie adopta sur l'initiative de M. Jules Cambon, cette résolution qui fut communiquée à Budapest. « Les événements, dont la Hongrie est le théâtre, mettent les puissances alliées dans l'obligation de rappeler leurs déclarations du 2 Février 1920. Les alliés ont le devoir de répéter que la restauration d'un Habsbourg mettrait en péril les bases mêmes de la paix et qu'elle ne pourrait être ni recon nue ni tolérée.

Les puissances alliées comptent que le gouvernement hongrois, conscient de la gravité de la situation que créerait le retour sur le trône de Hongrie de l'ancien souverain, prendra des mesures efficaces pour enrayer une tentative dont le succès, même momentané ne pourrait avoir pour la Hongrie que de désastreuses conséquences » (2).

(2) *Livre blanc* : documents diplomatiques concernant les tentatives de restauration des Habsbourg sur le trône de Hongrie, Europe nouvelle, 23 septembre 1922, document 12.



Or, la déclaration du 2 *Février 1920* était nette et considérait comme impossible la restauration de la dynastie des Habsbourg.

« Les principales puissances alliées estiment que la restauration d'une dynastie qui personnifiait aux yeux de ses sujets un système d'oppression et de domination des autres races avec l'alliance de l'Allemagne, ne serait compatible ni avec les principes pour lesquels on s'est battu, ni avec les résultats que la guerre a permis d'obtenir pour la libération des peuples jusqu'alors asservis. On ne peut pas considérer comme le devoir des principales puissances alliées, d'intervenir dans les affaires intérieures de la Hongrie ni de dicter au peuple hongrois la forme de gouvernement ou de constitution qu'il doit adopter pour lui-même. Cependant les puissances ne sauraient admettre que la restauration de la dynastie des Habsbourgs puisse être considérée comme une question intéressant uniquement la nation hongroise, elles déclarent donc par la présente qu'une restauration de cette nature resterait en désaccord avec les bases même du règlement de la Paix et ne serait par elle, ni reconnue, ni tolérée » (3).

Donc les Alliés étaient en parfaite harmonie avec les états limitrophes de la Hongrie qui se sentaient menacés dans leur sécurité et dans leur intégrité territoriale. Cette résolution qui rappelait au gouvernement intéressé les termes de la décision des Ambassadeurs du 4 *Février 1920*, que j'ai citée en dernier lieu fut transmise aux représentants des états limitrophes, à Paris, et au commissaire allié à Budapest.

(3) Op. cit., Europe Nouvelle, 23 septembre 1922, document n° 1.

En Hongrie malgré les partisans de Charles IV qui plaidait pour sa restauration, le gouvernement voyant que l'ex-empereur voulait à la tête de ses 30.000 hommes marcher sur Budapest s'adressa aux représentants des grandes puissances et convoqua à une séance extraordinaire l'Assemblée nationale qui adopta le 1<sup>er</sup> Avril 1921 le point de vue très constitutionnel de Horthy (4), par conséquent il ne restait plus aucun espoir à Charles IV de conquérir son trône sans opposition de la part de tous les états. Pourtant il ne bougeait pas de *Szombathely* et les Etats de la future Petite Entente s'impac-  
tiantant, décidèrent d'envoyer un ultimatum à Budapest. Le 4 avril, Prague fait des démarches à Budapest, Belgrade agit de même ainsi que la Roumanie. L'ultimatum remis sommait la Hongrie, en lui donnant un terme de 3 jours, de faire sortir de ses frontières l'ex-roi Charles IV.

Le même jour, les grands alliés remirent leur note du 31 Mars et sous cette terrible pression, Charles IV

(4) « L'assemblée nationale représentant seule la souveraineté hongroise, ayant constaté une interruption de l'exercice du pouvoir royal depuis le 13 novembre 1918, a élu, jusqu'au règlement de la question monarchique, un régent en la personne de Nicolas Horthy, aux fonctions de souverain provisoire. Le régent a prêté serment et exerce le pouvoir conformément aux volontés de la nation exprimées selon le droit constitutionnel.

Par suite de la rentrée imprévue du roi Charles IV, il y a lieu de craindre des dangers menaçant l'ordre légal prévu par la loi sur l'exercice provisoire du pouvoir souverain. L'assemblée nationale proteste énergiquement contre toute modification de cet ordre de choses établi et charge le gouvernement de supprimer toute tentative subversive ».

*Journal des Débats*, 3 avril 1921.

se décida à partir. Le 5 Avril à 10 heures 1/2 il quitta par un train spécial, et accompagné d'officiers étrangers, la terre hongroise.

L'échec de cette première tentative de Charles IV avait été complet et tout le mérite en revenait, sans doute, à l'attitude énergique des pays limitrophes. La Petite Entente n'existait pas encore mais l'intérêt commun des trois pays qui la formeront s'affirmait identique et se confondait avec celui de la Pologne et des grandes puissances.

La Tchécoslovaquie et la Yougoslavie liées par le traité d'alliance défensive du 14 Août 1920, ont dès le commencement envisagé cette possibilité d'une tentative de l'ex-empereur et elles sont même tombées d'accord sur l'annexion en manière de représailles du district de Pécs à la Yougoslavie, et sur l'occupation militaire de la ville de Szeged » (5) d'autre part, les troupes tchéco-yougoslaves devaient marcher sur Szombathely et attaquer Charles IV.

Mais en dehors de ces deux pays il est intéressant d'analyser l'attitude des autres nations.

Tout d'abord un état duquel on n'attendait pas du tout la protestation, la Pologne « dont les sentiments pour les Magyars étaient connus de tout le monde et dont l'amitié pour la Hongrie est séculaire, a aussi protesté contre le coup d'Etat préparé par l'ex-roi » (6).

La Roumanie, qui ne faisait encore partie de cette alliance défensive que par une sorte d'alliance verbale établie lors du voyage de M. Bénès à Bucarest le 17

(5) *Journal des débats*, 2 avril 1921.

(6) *Aurel Cosma*, La Petite Entente, p. 49, Jouve et comp., 1926, Paris.

Août 1920, et de son entrevue avec Take Jonesco, a agi d'accord avec les deux Etats.

Le 29 on voit le ministre de Roumanie protestant à Budapest et le 4 Avril lors de l'ultimatum, *Take Jonesco* déclare à la chambre roumaine.

« J'ai donné à notre ministre à Budapest des instructions dans le sens d'une opposition formelle au retour des Habsbourgs. Le cas échéant, notre mission quittera la Hongrie. J'espère que les dirigeants actuels de la Hongrie ne nous forceront pas à recourir à des mesures plus énergiques. Nous sommes prêts à aider économiquement la Hongrie et à vivre avec elle dans les meilleurs rapports, mais nous ne pouvons regarder avec indifférence une tentative qui, sous prétexte de résoudre une question de politique intérieure Hongroise, voudrait saboter les résultats d'une victoire que nous avons acquise par tant de sacrifices et d'efforts héroïques » (7). Quant à la France, elle protesta solidai-  
rement avec les autres puissances, mais elle, selon beaucoup d'opinions, voulait ménager Charles IV et la Hongrie.

« La France est le principal soutien du Traité de Versailles. Les petits Etats orientaux constituent l'antidote imaginée à Versailles contre l'hégémonie magyare en Europe centrale et aujourd'hui qu'une recrudescence évidente d'impérialisme Magyar se fait jour et menace l'existence même de ces nouveaux états, la France se trouve dans le camp ennemi. Le peuple anglais est stupéfait de cette révélation.

Il entrait un facteur religieux dans la nouvelle orien-

(7) *Le Temps*, 5 avril 1921, déclaration de M. Take Jonesco.

tation de la politique française : un bloc catholique comprenant la Hongrie, l'Autriche et la Bavière (la France avait envoyé un représentant à *Munich*), constituerait selon elle pour la réalisation de l'équilibre général, un contrepoids à l'Allemagne protestante. *Ceci donne une signification particulière à la proposition que la France a faite d'établir le siège de la commission du Danube à Budapest, proposition qui a étonné la Roumanie.* En faisant de la Hongrie son protégé commercial et politique, la France pense s'assurer le contrôle du port de Budapest et peut-être de l'importante voie fluviale qu'est le Danube » (8).

Ainsi raisonnait une partie de l'opinion anglaise, mais une autre représentée par *Maxwell Macartney*, correspondant du « Times » en Hongrie disait que ce n'était un secret pour personne que la France dans le but d'empêcher par n'importe quel moyen l'union de l'Autriche et de l'Allemagne, se montrerait favorable même à un retour des Habsbourgs et que cette politique donnait la possibilité d'une série ininterrompue d'intrigues (9). En tout cas cette politique de la France était une politique de coulisse car, en présence de la tentative de restauration, elle a protesté ouvertement et en général la presse française se prononçait contre le retour de Charles IV sur le trône de Hongrie.

« Il se contenterait, écrivait M. Auguste Cauvain, provisoirement de reprendre le pouvoir dans le royaume

(8) *George Glasgow*, La Politique Française en Europe centrale et l'opinion anglaise, Europe nouvelle, 10 octobre 1920, p. 1472.

(9) *Maxwell Macartney*, Five Years of Européans chaos, passage cité par Machray, op. cit., p. 146.



diminué, en comptant sur le développement des événements pour rentrer à la Burg de Vienne et regagner petit à petit les territoires perdus.

Mais un roi restauré, lorsqu'il ne possède point des vertus supérieures, est bon gré, mal gré, l'instrument de ses partisans.

Or, Charles IV n'est certainement pas doué de génie.

Prisonnier de l'alliance allemande depuis son avènement jusqu'à sa déchéance il deviendrait, s'il régnait de nouveau, le prisonnier des irrédentistes » (10).

Les alliés ont donc montré une solidarité satisfaisante en ce qui concerne leur attitude envers la Hongrie, personne ne pouvait imaginer même qu'ils puissent agir autrement.

Les intérêts étaient trop pressants pour que même une vive sympathie pour les Habsbourgs pût empêcher une intervention.

Si les Etats limitrophes, et particulièrement la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie, avaient le plus grand intérêt à l'éloignement de cette dynastie du trône de la Hongrie, les Etats comme la Roumanie qui par leur grandeur ne craignaient pas une attaque de la Hongrie, bien que limitrophes, ont vivement protesté.

Les grands alliés de même ont envoyé leur note à Budapest en s'opposant à la restauration de la royauté. L'attitude de l'Italie, qui se joignit à la protestation collective à Budapest, doit être soulignée.

Le « Temps », de Rome, écrit « Nous n'avons pas oublié les anciennes sympathies manifestées par les alliés aux Habsbourgs mais nous espérons toutefois que

(10) *Auguste Gauvain*, Charles IV en Hongrie, *Journal des débats*, 31 mars 1921.

les Alliés sont aujourd'hui revenus à de plus justes sentiments » (11), plus loin ce journal italien rappelle à Belgrade et à Prague l'alliance qui existe entre elles et dont le but est de s'opposer à la restauration des Habsbourgs et que les Italiens ne pourront jamais permettre le retour de Charles IV sur le trône de Hongrie. Evidemment une restauration des Habsbourgs aurait eu des conséquences immédiates non seulement pour les Etats issus du démembrement, mais aussi pour l'Italie, qui par le Tyrol et l'Istrie était partiellement devenue un des « Etats successeurs de l'ancienne Autriche-Hongrie ».

(11) *Il Tempo*, 30 mars 1921.

## CHAPITRE II

---

### AFFAIRE DU BURGENLAND

---

Entre la première tentative de Charles IV pour récupérer son trône et sa deuxième tentative, qui finit par son exil aux îles Madères, la Hongrie a encore été le théâtre de l'affaire des comitats occidentaux de la Hongrie, attribués par le traité de Trianon à l'Autriche.

Ce traité, malgré qu'il eût été signé le 4 Juin 1920 n'avait été ratifié que le 26 Juillet 1921. Puisqu'il entraînait quoique tardivement en vigueur, la Hongrie, faisant honneur à sa signature, devait évacuer les deux départements de l'Ouest qui portaient cette dénomination de « Burgenland » donnée occasionnellement par l'Autriche à cette contrée fertile de la Basse Autriche qui s'étendait au Sud et au Sud-Ouest du Lac de Neusiedl. Cependant la Hongrie retardait toujours l'évacuation de ces comitats et suggéra à la Conférence des Ambassadeurs l'idée d'une connexion entre l'évacuation de la région de *Baranya* par les Yougoslaves et la dévolution du « Burgenland » à l'Autriche.

La conférence des Ambassadeurs trouva bonne cette connexion et oubliant que la Hongrie avait donné des preuves de sa mauvaise volonté, envoya en premier lieu une sommation au gouvernement yougoslave, en lui enjoignant de quitter la région de *Baranya*. Les grands alliés ne faisaient pas autre chose par cette mesure que de traiter sans ménagement leurs anciens auxiliaires,

ceux qui pourtant avaient le plus lutté et souffert pendant la guerre mondiale. On se demande si une telle attitude peut être possible de la part de la France, de l'Angleterre et de l'Italie, états qui, par la sommation envoyée à Belgrade, attachaient plus d'importance aux suggestions intéressées de Budapest qu'à la loyauté et à la dignité d'un peuple victorieux. Telle était pourtant la vérité, car on subordonnait l'évacuation du Burgenland à la restitution du comitat magyar de *Boranya*.

Le comitat de Baranya était situé dans l'angle formé par le Danube et la Drave et était habité par des Serbes, des Magyares et des Allemands. En 1918, la Yougoslavie avait occupé ce département mais en laissant l'administration aux mains des anciens fonctionnaires hongrois et en nommant seulement un « Joupán » (préfet) et des sous-préfets. Par le traité de Trianon, la partie du sud du Triangle Pecs, Drave, Danube, revient à la Yougoslavie et le reste est donné à la Hongrie.

Lorsque la Yougoslavie reçut la sommation de retirer ses troupes de Boranya l'opinion publique unanime dans ce pays, fut que la Hongrie allait être réintégrée dans ses droits sur le département de Baranya, mais n'évacuerait plus le *Burgenland*. La presse se montra également très hostile à l'évacuation de *Baranya* mais *Pachitch* en dépit de grandes difficultés matérielles et même morales donna l'ordre d'évacuation et *Baranya* passa complètement à la Hongrie.

La Yougoslavie s'était exécutée, il incombait maintenant à la Hongrie de se soumettre, en transférant le Burgenland à l'Autriche, et la date de 29 Août 1921 avait été choisie pour l'occupation de ces départements par la police autrichienne.

Les gendarmes autrichiens venus dans les premiers jours du mois de Septembre, occuper le Burgenland, se virent accueillis par des coups de fusils, tirés par des bandes armées et revêtues de l'uniforme hongrois qui faisaient feu de tout près. Devant cette résistance les gendarmes autrichiens se retirèrent et les bandes réoccupèrent le Burgenland. Officiellement la Hongrie soutint que ces bandes d'hommes armés ne pouvaient pas faire partie de son armée régulière et qu'étant donnée la force armée très restreinte que le traité de Trianon lui laissait, elle se trouvait dans l'impossibilité d'assurer la sécurité du pays. De là découlait d'après elle l'irresponsabilité absolue dans cette affaire du gouvernement et du pays hongrois.

On ne pouvait pas certifier que les bandes qui avaient tiré sur les gendarmes autrichiens fussent celles du gouvernement hongrois, mais il y avait de nombreux doutes en ce qui concernait la duplicité du gouvernement hongrois. Premièrement la population hongroise du Burgenland était hostile au rattachement de la province à l'Autriche et deuxièmement les dirigeants hongrois étaient au comble de la surexcitation car disait, par exemple Horthy, à propos de cette cession à l'Autriche : « Nous avons été battus ensemble, il serait simplement loyal que l'Autriche refusât de s'accroître à nos dépens après nous avoir précipités dans la guerre » (1).

Ces deux faits qui faisaient croire à une certaine entente secrète, sinon à une duplicité du gouvernement hongrois étaient assez concluants aux yeux des gouvernements de la Petite Entente.

(1) *Maurice Muret*, l'état d'esprit magyar, *Journal des Débats*, 1<sup>er</sup> juillet 1921.



« Les Etats de la Petite Entente, écrivait M. Louis Eisenmann prétendent mieux connaître la Hongrie, mieux la comprendre que les grands alliés. Ils en ont en effet, une longue pratique acquise par le voisinage où même la vie commune. Chacun compte par milliers de citoyens qui, hier étaient sujets de la couronne de Saint-Etienne. Chacun dispose ainsi d'un personnel d'observation admirablement préparé, par sa connaissance de la langue, de l'histoire et des souvenirs politiques des Magyars à suivre intelligemment le cours des événements à Budapest, à découvrir les mille aspects qui échappent à l'Etranger moins bien armé... ». De leur côté les grands alliés ne crurent pas trop cette fois à la sincérité de la Hongrie et firent des remontrances au gouvernement hongrois.

Comme réponse celui-ci proposa à la conférence des Ambassadeurs l'ouverture de négociations directes entre Budapest et Vienne mais la conférence n'admit pas son point de vue et lui envoya un ultimatum, celui d'évacuer le *Burgenland*.

Pourtant le gouvernement hongrois ne se décidait pas à quitter les départements occidentaux et le président du Conseil *Bethlen* déclarait à cette date que « la Hongrie n'a point refusé l'évacuation du territoire, mais elle a seulement retardé l'évacuation d'un tiers de ce territoire afin de conserver en mains des gages pour que l'Autriche donne aussi ce qu'elle doit à la Hongrie » (2). On discernait clairement les intentions de la Hongrie et les Etats de la Petite Entente, voyant la situation assez trouble du Burgenland commencèrent à se montrer plus attentifs, M. Bénès qui était comme un ange gardien de la Petite Entente fut le premier à agir

(2) Journal des débats, 1<sup>er</sup> septembre 1921.

et le 12 Septembre il envoya une « Note » à la conférence des Ambassadeurs par laquelle il attirait l'attention des Grands Alliés sur la situation de cette contrée de l'Europe Centrale où des milliers d'anciens soldats hongrois, dans un caractère bien déterminé, s'opposaient à ceux qui voulaient établir l'ordre et la sécurité et exécuter le traité de Trianon. Le Burgenland est terrorisé et les états limitrophes souffrent à cause de cette insécurité d'une région de leur voisinage, qui empêche le libre développement des relations commerciales. Les alliés feraient très bien s'ils prenaient des mesures rapides pour que les engagements internationaux et les traités de paix ne puissent être impunément violés. M. Bénès termine cette note en assurant la conférence des ambassadeurs que toujours la Tchécoslovaquie agira seulement lorsque les alliés seront d'accord avec elle (3).

En même temps la presse des trois Etats de la petite Entente demande de plus en plus le respect des clauses du traité de Trianon et les journaux roumains attirent l'attention du monde sur le péril et les conséquences que pourraient entraîner une simple modification de l'une des restrictions prévues par ce traité.

Budapest s'intéresse de très près à la presse des trois pays et voyant que la presse Tchécoslovaque surtout préconisait une entente entre les trois états en vue des mesures à prendre en commun, craignit une intervention militaire.

Pour prévenir une éventuelle occupation de cette région par la Petite Entente, le gouvernement hongrois fait appel à la médiation de M. Bénès qui accepte, croyant augmenter ainsi la force et le prestige de la

(3) Livre blanc, opus. cité, document 28.

Petite Entente. Aussitôt il commence les entrevues et le 23 Septembre il rencontre le chancelier *Schoeber* puis le comte *Banffy*. Bénès cherche à arriver à un compromis entre l'Autriche et la Hongrie sur le *partage du Burgenland*. Mais avant d'arriver à une conclusion, Bénès demande l'avis des gouvernements de la Yougoslavie et de la Roumanie. M. Pachitch croyait que l'intervention de la Tchécoslovaquie créait un précédent dans la modification des clauses du Traité de Trianon et demandait qu'un accord des trois Etats mit fin à cette question.

A Belgrade, le journal « Pravda » écrivait à peu près la même chose « La proposition Bénès contenait en fait « un échange de territoires. Il s'agissait de rendre « Œdenbourg à la Magyarie, ce qui constituerait une « modification du Traité de Trianon. M. Bénès sait par- « faitement que ces traités ont été conclus avec de « grandes difficultés et que tous nos efforts ont été di- « rigés jusqu'à présent pour maintenir l'intégrité de « l'état de choses qui en est issu. Dans de telles cir- « constances, la création d'un précédent serait-elle op- « portune ? Nous croyons que le maintien des traités « doit demeurer l'idée fondamentale de la Petite En- « tente. Notre gouvernement a donc eu raison d'adopter « le point de vue du respect strict du traité de Tria- « non » (4).

La Roumanie était en complet accord avec les propositions de M. Bénès mais la solidarité de la Petite Entente n'était plus manifeste car la Yougoslavie faisait opinion à part.

(4) Passage du Journal « Pravda » paraissait à Belgrade, voir A. Mousset, op. cité, p. 55.

L'Italie ne se désintéressait pas le moins du monde de cette affaire. Voyant que M. Bénès était en train de réussir à faire le compromis entre Budapest et Vienne, elle craignait de voir diminuer par cela même, son prestige en Europe Centrale, vis-à-vis de la Petite Entente. En outre on pensait à Rome que la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie profiteraient de cette occasion pour encercler complètement la Hongrie par l'occupation du Burgenland, et la création de ce fameux corridor inter-slave qui ferait de ces deux états, des Etats limitrophes.

Exploitant avec beaucoup de tact le semblant de désaccord entre Prague, Bucarest et Belgrade, l'Italie se fit solliciter par la Hongrie de jouer le rôle de médiatrice entre elle et l'Autriche.

Le Gouvernement de Budapest voyait dans la médiation de *M. Della Toretta*, le ministre des affaires étrangères de l'Italie, une merveilleuse occasion d'échapper à la médiation de Bénès qui ne pouvait guère lui être favorable. Le 30 Septembre une note de l'Agence *Stéfani* annonçait que *M. Della Toretta* acceptait de communiquer la proposition hongroise à Vienne et que le Chancelier *Schoeber* acceptait cette médiation étant donnée la confiance que le médiateur inspirait à l'Autriche. Dès le début, *M. Della Toretta* déclare qu'une médiation éventuelle ne doit pas entraver l'action des Alliés et que les délibérations ne doivent pas dépasser en aucun cas les bases du traité de Trianon qui devait être considéré comme inaltérable (5).

Puis la conférence des Ambassadeurs invite officiellement les deux gouvernements intéressés à prendre part

(5) *Auguste Gauvain*, L'affaire Hongroise et l'Italie, Journal des Débats, 1<sup>er</sup> octobre 1921.

aux débats de *Venise*, « 11-12 Octobre » qui avaient été organisés pour résoudre d'une manière pacifique l'affaire du Burgenland. Une entente se fit assez vite et le 15 Octobre la conférence de Venise achevait ses travaux.

L'accord s'était fait en ce qui concerne la ville de *Edenbourg* (*Sopron*) laquelle ainsi que tout le district devait se prononcer par un plébiscite, auquel des deux états elle va appartenir.

La Hongrie s'engageait à faire évacuer les bandes d'hommes armés du territoire en litige et la commission des généraux alliés à *Soprou* devait se prononcer après enquête préalable sur le jour où l'Autriche pouvait occuper les départements.

Quant aux différents qui pouvaient se produire plus tard ils devaient être soumis à l'arbitrage qui devenait la voie normale pour la résolution des questions litigieuses (6).

Le 17 Décembre le plébiscite eut lieu et le résultat fut favorable à la Hongrie ainsi qu'elle l'espérait d'avance, mais l'Autriche se montra très mécontente de ce règlement aussi bien du plébiscite. Elle ratifia le protocole le 28 Décembre 1921 et les Grandes Puissances aussi.

De toute cette affaire, la Petite Entente ne pourrait pas se plaindre parce qu'elle avait gagné ce qu'elle avait demandé, *la sécurité de ses frontières*, mais par l'intervention intéressée de l'Italie, *elle avait perdu une excellente occasion d'accroître son prestige et sa force aux yeux des Hongrois, par la médiation de M. Bénès.*

Mais à côté de ce manque d'accroissement de prestige, la *Petite Entente* voyait que les *Grands Alliés*

(6) *S.D.N.*, Recueil des traités, IX<sup>e</sup> volume, n<sup>o</sup> 254.



*avaient une attitude étrange envers la Yougoslavie, par cet ultimatum envoyé dans la question Baranya et une sorte de maintien de l'unique système des « puissances à intérêts limités » qu'ils employèrent encore une fois, par la ratification du protocole de Venise, sans se soucier de prendre l'avis de tous les Etats signataires du Traité de Trianon.*

## CHAPITRE III

---

### LA DEUXIÈME TENTATIVE DE CHARLES IV

---

En quittant la Hongrie le 5 Avril 1921, Charles IV avait lancé un manifeste à son peuple, où il affirmait qu'il tenterait encore de récupérer son trône. Aussitôt après son premier essai qui avait complètement échoué ainsi qu'on l'a vu, Charles IV recommença à prêter l'oreille aux courtisans cette fois nombreux parmi lesquels se trouvaient surtout de grands magnats hongrois qui voyaient dans l'avènement de Charles IV l'anéantissement des différentes réformes sociales qui se réalisaient en Hongrie et surtout de la réforme agraire qui menaçait leur domaine historique.

Le mois d'octobre parut bon à Charles IV pour une tentative car d'après l'opinion qu'il s'était formée, la situation internationale lui était favorable. En vérité, l'affaire du *Burgenland* n'avait pas été un succès pour la Petite Entente et le prestige de cette combinaison politique avait quelque peu diminué, à cause de l'Italie, qui, anxieuse de son influence dans cette contrée de l'Europe avait offert sa médiation à la place de celle de M. Bénès et avait abouti à la faire accepter par tous les alliés. C'était vraiment un succès diplomatique de l'Italie et à la conférence de Venise du 13 Octobre 1921, elle se montra assez bienveillante pour la cause de la Hongrie.

Se basant donc sur une non intervention de la Petite Entente ou bien sur une intervention simplement diplomatique et sans lendemain, s'appuyant sur l'Italie, qu'il croyait hostile à une action militaire des Etats de la Petite Entente et attachant trop d'importance aux différents bruits qui couraient en ce qui concernait une révolution dont, à l'occasion de son entrée en Hongrie, la Bohême, la Slovaquie et la Slovénie seraient le théâtre, Charles IV se décida à entrer en action.

La situation et l'attitude de la Hongrie l'encourageaient encore plus.

En vérité, lorsque le Gouvernement de ce pays avait envoyé à la Suisse, une note dans laquelle il était question du séjour et de l'établissement définitif de Charles IV à *Hertenstein* il lui reconnaissait encore le titre de roi légitime de la Hongrie et par cela même, il montrait que la tentative de Charles IV n'avait pas été impossible mais seulement prématurée.

*M. Boroviczeny*, dans un de ses livres, nous décrit la douloureuse situation de la Hongrie et les effets de la première tentative de Charles IV qui avait rappelé au peuple qu'un souverain exilé voulait rentrer dans son pays, et restaurer, plus promptement que le régent Horthy, ses forces. Ce régime de Horthy « n'avait apporté ni paix, ni résultats, sinon la mutilation de la Hongrie. Une sottise persécution des Juifs, beaucoup d'assassinats, beaucoup de vols des biens et des fonds publics, en constituent les traits essentiels. Le cours de l'argent a baissé et le pays devient de plus en plus pauvre. Les assassinats politiques sont nombreux et aucune mesure n'est prise pour réformer la justice, il n'existe guère de sécurité devant la loi, l'armée ne

« fait pas autre chose que maltraiter la population ci-  
« vile et voler les marchandises des commerçants lors  
« de leur transport. On suppose qu'ils les gardent sans  
« que jusqu'à présent aucun n'ait été puni pour ces ou-  
« trages et ces vols. L'inviolabilité du domicile ne se  
« trouve plus respectée, excepté celle des domiciles des  
« partisans de la République et l'armée est devenue la  
« garde d'un parti politique au lieu de défendre la pa-  
« trie. Tous ces abus sous le gouvernement de Horthy  
« incitent le peuple à désirer le retour d'un roi légi-  
« time. Dans les cercles politiques la restauration  
« forme le sujet principal des conversations » (1). Plus  
loin *M. Boroviczeny* dit que des pourparlers se poursui-  
vaient entre Bethlen et Horthy d'une part et *Andrassy*  
*et Gratz* au nom de l'empereur. Il mentionne qu'une  
organisation d'officiers voulait rétablir Charles IV et  
que dans ce but elle avait fait appel aux hommes poli-  
tiques pour les rallier au service de l'empereur.

Le 20 Octobre 1921, en s'embarquant à l'Aérodrome  
de *Dubendorf*, Charles IV et sa femme l'ex-impératrice  
*Zita* prirent le chemin de la Hongrie et vers 4 heures  
1/2 de l'après-midi ils arrivèrent en terre hongroise, au  
château du Comte *Cziraky* à quelques kilomètres de  
*Szombathely*. Le soir même ils quittèrent le château  
pour aller à *Sopron* (Eedenbourg) où un bataillon de  
soldats et plusieurs anciens ministres les rejoignirent  
aussitôt. Le lendemain le général *Hegédus*, commandant  
la région et des troupes de *Sopron*, assura le roi de la

(1) *Boroviczeny* « The second Attempt of the emperor  
Karl to regain his Throne and his Untimely Death » dans  
le livre de *Ashmead-Barlett E.*, the tragedy of central Eu-  
rope, 1923.

fidélité de la région ainsi que de la sienne. Charles IV part ensuite pour *Gyor* et *Komaron* où il passe en revue les garnisons et nomme *Rakovszky*, premier ministre.

Aussitôt *Rakovsky* téléphone à Budapest, sommant *Bethlen* de lui passer le pouvoir et de maintenir l'ordre à Budapest jusqu'à l'arrivée du roi. Pour toute réponse *Bethlen* demande à *Rakovszky* de tenir le roi à *Komaron* pour que *Vas* qui lui apportait une lettre, par laquelle *Horthy* s'opposait à transmettre le pouvoir légalement donné par l'assemblée Nationale, puisse le rencontrer et lui donner cette missive. *Vas* est reçu par *Rakovszky* et *Andrassy* qui avaient été autorisés par Charles IV à lire la lettre. Après la lecture de cette protestation, *Vas* repart en auto pour Budapest et Charles IV reprend la marche vers cette même ville mais ne peut avancer plus loin que la ligne *Torbagy* et *Keloufold*, car la destruction de la voie du chemin de fer et les positions que les troupes gouvernementales ont occupées dans les environs de ces villes, lui font obstacle. Quelques combats s'engagèrent sans qu'il y eut de morts, mais seulement quelques blessés, jusqu'à la signature d'un armistice, de 24 heures, conclu le 23 Octobre. Une ligne de démarcation fut établie entre les troupes et le général en chef des armées carlistes, *Hégedus*, la fixa sur le terrain (1).

(1) *Boroviczeny* relate que « *Hégedus* dans une déclaration ultérieure, devant le parlement en novembre 1921, avait avoué avoir trahi le roi et tracé la ligne de démarcation d'une manière avantageuse pour les armées carlistes afin que les troupes gouvernementales puissent les capturer aisément. Que le 23, il se rendit en cachette à Budapest, pour y donner communication au gouvernement hongrois des po-



« Le général *Than* envoya une lettre au commandant des troupes carlistes pour lui signifier qu l'armistice expirait le 24 Octobre à 5 heures du matin. Des négociations commencèrent tout de suite entre les belligérants et un protocole fut établi réglant entre autres choses l'abdication écrite du roi pour lui et pour son fils, la sécurité de sa propre personne et de l'impératrice *Zita* durant leur séjour en Hongrie, l'indication de leur résidence, de concert avec les alliés et comportant une indication sur le futur domicile de la famille royale à l'étranger. Mais le gouvernement hongrois ne voulait plus traiter « et pendant les négociations les troupes gouvernementales qui durant la nuit avaient reçu de grands renforts, « commencèrent à avancer sur les arrière-gardes de la garde royale laquelle conformément à l'armistice était campée sur ses positions antérieures. Aussitôt que les Commandants observèrent ce mouvement ils essayèrent d'organiser une dernière mais inutile défense... les vies de leurs Majestés étaient en péril imminent, lorsque les troupes du gouvernement commencèrent à tirer sur le train. La situation se révélant désespérée, un officier supérieur fut envoyé rejoindre les soldats de la garde qui n'étaient pas encore capturés et le train de leurs Majestés se mit en route vers l'Ouest... mais il ne put aller plus loin que *Tata*

sitions des troupes carlistes. A son retour, il offrit au roi sa démission du poste qu'il occupait sous prétexte que ses enfants combattaient dans les rangs adverses. Le roi accepta sa démission mais en remarquant combien paraissait étrange la fidélité d'un homme qui ne pouvait gagner à son service ses propres fils. Malgré cette affirmation le général Hégédus fut considéré jusqu'à la fin complète de cette tentative comme le chef des armées carlistes.

parce que la ligne avait été détruite. Le roi et la reine acceptèrent l'hospitalité du Comte *Esterhazy* qui, avec la plus grande partie de l'aristocratie et de la masse du peuple hongrois était resté fidèle au roi dans son infortune » (2).

Aussitôt les soldats du gouvernement hongrois vinrent pour veiller sur la sécurité de « Charles et de Zita » qui dorénavant se trouvaient de véritables prisonniers de la Hongrie. D'après *Boroviczeny* dans la nuit du 24-25 Octobre on a essayé d'assassiner Charles IV mais *Esterhazy* le sauva. Le 25 les leaders de *Charles*, *Racovsky*, *Gratz*, *Andrassy* et *Boroviczeny* furent arrêtés mais sur l'instance de Charles il leur fut permis d'habiter avec l'ex-empereur tant qu'il resterait en Hongrie. Deux jours plus tard Charles et toute sa suite, y compris la comtesse *Schönbrun* et la comtesse *Esterhazy* furent transportés au monastère de *Tihany* au bord du lac Balaton mais là tous furent fait prisonniers sauf les *Esterhazy* qui purent sen retourner à *Tata*. Ceci se passait le 27 Octobre et quatre jours plus tard le 1<sup>er</sup> Novembre 1921, ils s'embarquaient sur le monitor britannique « *Gloworn* » à destination l'Ile Madère où 4 mois plus tard le souverain mourait le 1<sup>er</sup> Avril 1922.

Quelle a été cette fois l'activité de la Petite Entente en ce qui concerne la pression qu'elle a exercée sur la Hongrie pour la décider à réagir contre Charles IV ?

En premier lieu, la Petite Entente existait virtuellement car les trois traités bilatéraux qui formaient la Petite Entente étaient signés. C'est toujours les Hongrois qui avaient pressé les choses, car immédiatement après la première tentative de Charles IV, les traités

(2) *Boroviczeny*, opus. cité.

entre la Roumanie et la Tchécoslovaquie et entre la Yougoslavie et la Roumanie, ont été conclus. Donc la force avait augmenté considérablement ainsi que le prestige de la démarche commune.

A Belgrade, à Bucarest et à Prague, la nouvelle de l'arrivée de Charles IV en Hongrie avait produit une réaction très forte et immédiate. La presse prit un ton menaçant. On lisait dans le « *Journal de Belgrade* » (*Beogradski Dnevnik*) un article qui disait : « *Le retour de Charles est une déclaration de guerre à toutes les nations de la Petite Entente* » (3).

Et à Prague, le journal « *Tribuna* » envisageait la mobilisation des armées de la Petite Entente (4). Dès qu'ils apprirent cette information, des démarches diplomatiques furent faites à Budapest par les ministres des Etats de la Petite Entente et en même temps commencèrent des préparatifs pour une éventuelle mobilisation de leurs forces. Le 22 Octobre M. Bénès par une *note circulaire* aux représentants de la Tchécoslovaquie à l'étranger fait connaître le point de vue de son gouvernement.

« 1°) La présence de l'ex-empereur sur le sol hongrois est un « *casus Belli* ». Nous procédons sans retard aux préparatifs de la mobilisation et nous n'hésiterons pas à prendre les mesures les plus énergiques, en commun accord avec les autres membres de la Petite Entente :

2°) Même dans le cas où Charles de Habsbourg serait éloigné de Hongrie, nous recourrons aux moyens diplomatiques nécessaires et exercerons la plus grande pres-

(3) *Albert Mousset, La Petite Entente*, p. 59, Bossard, 1923, Paris.

(4) *Albert Mousset, Op. cit.*, p. 59.

sion, au besoin même par la force armée, pour obtenir la liquidation de la question des Habsbourgs en Hongrie, et pour écarter définitivement le danger créé par la Maison de Habsbourg dans l'Europe Centrale » (5).

Le gouvernement Tchécoslovaque ne s'arrêta pas aux menaces, et dans un Conseil des Ministres, qui eut lieu le lendemain, le 23 Octobre, on décida une mobilisation partielle. La déclaration suivante fut publiée à l'issue de ce conseil : « Le gouvernement tchécoslovaque et ceux de la Petite Entente ne supporteront pas le renouvellement de semblables événements. Le gouvernement est résolu à tout faire pour que la question Habsbourgeoise soit réglée une fois pour toute. Il décide d'exécuter en commun avec ses alliés tout ce qui est nécessaire pour l'application immédiate et définitive des traités de paix » (6).

Mais le gouvernement de Prague n'était pas le seul à décréter la mobilisation, celui de Belgrade prit aussi des mesures lorsqu'il vit les préparatifs militaires de la Hongrie.

« Depuis le commencement d'Octobre, les classes 1895 et 1896 et les soldats en congé ont été rappelés par le gouvernement hongrois et l'ordre de recrutement des jeunes gens des classes 1898 à 1901 a été lancé. Les troupes hongroises ont été renforcées sur la frontière yougoslave et pourvues du matériel d'artillerie nécessaire. Ces préparatifs montrent clairement que le gouvernement hongrois apprêtait de longue date l'armée, pour parer à toute éventualité et était au courant des

(5) *Robert Mackray*, op. cit., p. 167.

(6) *Journal des Débats*, 25 octobre 1921.

intentions de l'ex-roi Charles » (7). Devant cette situation le gouvernement yougoslave décida la mobilisation des classes 1918, 1919 et 1920. Cete mesure de la Yougoslavie fut attribuée à son esprit de conquête sur *Baranya* et au désir de l'établissement d'un corridor tchécoslovaque qui séparât complètement la Hongrie de l'Autriche (8).

Cette assertion était erronée, la Yougoslavie ne voulait pas de nouvelles acquisitions mais désirait seulement le respect intégral des traités. Or la présence des Habsbourgs en Hongrie mettait la paix en péril, et par conséquent la Yougoslavie avait le droit de se tenir prête à toute éventualité pour intervenir d'une manière décisive.

La Roumanie de son côté avait autorisé le général *Averesco* à mobiliser 6 divisions d'infanterie et deux de cavalerie mais, après les démarches de ses alliés elle sursoit à cette mobilisation partielle.

D'un moment à l'autre la *Tchécoslovaquie* pouvait jeter sur la Hongrie ses 300.000 hommes et la *Yougoslavie* ses 200.000 soldats. Cette force de 500.000 combattants soutenue par les 8 divisions roumaines, pouvait facilement écraser l'adversaire, mais avant de passer à l'action brusquée et d'envahir le territoire hongrois, les Etats formant la Petite Entente envoyèrent une note collective le 24 Octobre au Président de la Conférence des Ambassadeurs par laquelle ils lui annonçaient leurs préparatifs et leurs intentions :

« Les gouvernements roumain, yougoslave et tchécoslovaque considèrent les évènements actuels de Hon-

(7) Idem.

(8) Georges Ottlik, Revue de Genève, décembre 1921.



grie comme une conséquence des événements du Burgenland. Ils voient en eux une attaque contre les traités de paix, que ces gouvernements ont exécutés loyalement, s'efforçant ainsi de conserver la paix en Europe Centrale. Ils se sentent menacés, non seulement par le retour de Charles mais aussi par l'attitude du gouvernement hongrois qui a favorisé et défendu ouvertement les événements du Burgenland. Les gouvernements sus-désignés sont persuadés que la question de la paix en Europe exige que toutes les mesures soient prises, même les plus énergiques pour la liquidation définitive de la question des Habsbourgs et pour l'exécution des traités de paix. Ils espèrent obtenir l'appui des Grands alliés, particulièrement sur toutes les questions concernant la stricte application des traités de paix.

« Les gouvernements roumain, yougoslave et tchécoslovaque ont l'honneur de porter à la connaissance des puissances alliées leur manière de voir précitée, en les assurant qu'ils prendront toutes mesures nécessaires pour que les dites questions soient résolues rapidement et décisivement et pour que la paix définitive soit ainsi rétablie dans l'Europe Centrale; persuadés que toute solution qui n'apporterait pas le règlement définitif des dites questions comporterait le plus grand danger pour l'Europe » (9).

Cette note avait seulement été envoyée après la démarche faite par le ministre Tchécoslovaque à Buda-

(9) *Livre blanc tchécoslovaque*, documents diplomatiques concernant les tentatives de restauration des Habsbourgs sur le trône de Hongrie (Août 1929, novembre 1921), Prague, 1922, document 42. La note collective était signée par Ghyka pour la Roumanie, Ossusky pour la Tchécoslovaquie et Mikailovitch pour la Yougoslavie.

pest pour y rappeler que, d'après la loi de 1920, l'ex-roi Charles ne pouvant pas exercer ses droits royaux se verrait forcé de quitter le pays.

La situation était grave et l'on pouvait s'attendre à une intervention armée en Hongrie, si les grandes puissances qui formaient la Grande Entente, n'avaient pas évoqué l'affaire devant eux et par leur intervention, enrayé l'action décisive de la Petite Entente. Le représentant du gouvernement français se concerta avec les ministres alliés à Budapest, pour l'application envers la Hongrie, de la politique envisagée dans leur note du 1<sup>er</sup> Avril 1921.

Comme suite de cet entretien, une lettre collective fut remise au Comte Banffy et les ministres se rendirent chez Horthy et lui exposèrent leur point de vue. *Le 24 Octobre*, le jour même où les Etats de la Petite Entente avaient envoyé leur note au Président de la conférence des Ambassadeurs, la déclaration suivante fut adoptée par la conférence des Ambassadeurs et envoyée au gouvernement hongrois à Budapest.

« Les puissances alliées rappellent au Gouvernement hongrois les termes de leur déclaration du 1<sup>er</sup> Avril. Constatant que l'ancien souverain persiste à revendiquer un trône sur lequel sa présence aurait les plus grandes conséquences pour la paix de l'Europe Centrale, les puissances invitent le gouvernement hongrois :

1°) A proclamer sans délai la déchéance de l'ex-roi Charles.

2°) A s'assurer de la personne de l'ex-roi qui devra quitter le territoire hongrois dans les conditions que fixeront les gouvernements alliés. *Les puissances tiennent dès à présent à déclarer que si le Gouvernement*

*hongrois ne se conforme pas immédiatement à cette injonction, elles déclinent toute responsabilité en ce qui concerne l'intervention des états limitrophes de la Hongrie, et quant aux conséquences qui en résulteraient »* (10).

Cette déclaration avait été faite aussi pour la Petite Entente et *M. Jules Cambon*, le signataire de la déclaration, ajoutait sur les exemplaires que recevaient les Etats de la Petite Entente, ces quelques lignes, par lesquelles il demandait à la Petite Entente de ne pas agir sans s'entendre avec les grands alliés.

« J'ai l'honneur, au nom de la Conférence, de vous prier, et en même temps de faire connaître à votre gouvernement que les Puissances alliées comptent fermement que, dans une situation aussi grave, il n'arrêtera aucune décision, et n'entreprendra aucune action avant de s'être concerté avec les puissances alliées représentées à la Conférence » (11).

*M. Bénès* parvint à rédiger et à formuler les demandes collectives de la Yougoslavie et de la Tchécoslovaquie. Ce texte devait être envoyé à tous les ministres plénipotentiaires de la Petite Entente à *Paris, Londres et Rome*, dans le but d'être communiqué aux alliés. Il contenait la déclaration que la simple déchéance de Charles IV ou éventuellement aussi de son fils Otho, n'était pas suffisante et demandait ensuite l'institution d'une sous-commission des délégués de la *Petite Entente* qui travaillerait à côté de la *Commission* de désarmement alliée et contrôlerait ainsi les armements de la Hongrie. La troisième demande, la plus

(10) Livre Blanc, op. cit., document n° 43.

(11) Livre Blanc, document 43.

importante, *était celle d'une indemnité, que la Hongrie devait payer aux Etats de la Petite Entente pour les frais de mobilisation que ces pays avaient dû faire.* Dès lors les prétentions de la Petite Entente étaient bien connues, et si officiellement l'envoi de cette note fut ajournée durant quelques jours, tout le monde pourtant en eut connaissance.

Les Alliés prirent l'affaire en mains et dessaisirent en quelque sorte la Petite Entente. Par leur note du 24 Octobre ils *faisaient cette question* complètement *européenne* et empêchaient les mouvements interventionistes qui s'étaient déclarés si vigoureux dans les Etats limitrophes. Ils faisaient connaître à ces gouvernements que le gouvernement hongrois ayant maté la tentative de *Charles IV* une intervention militaire serait complètement inutile de leur part.

Cette solution de se soustraire aux décisions de la Conférence des Ambassadeurs, fut très bien reçue en Hongrie et elle s'empressa de les exécuter, parce qu'elle trouvait de la sorte le moyen de ne pas souffrir *l'humiliation d'une occupation militaire et de reconnaître ouvertement la grande efficacité de l'énergique intervention de la Petite Entente.*

Quand le 27 Octobre, la conférence des Ambassadeurs demanda à la Hongrie de remettre Charles IV à la flottille britannique, l'ex-roi se trouvait captif; le comte Banffy répondit que le gouvernement avait mis à l'étude son abdication ou son détronement.

Deux jours plus tard, c'est-à-dire le 29, les représentants de la Grande et de la Petite Entente eurent une réunion chez le Haut commissaire britannique et là, après que tout le monde fut informé du départ de

Charles et de sa famille, la Grande Entente conseilla à la Petite Entente « d'agir avec circonspection » et de s'entendre avec elle à cet effet, conseil qui coïncidait curieusement avec la démarche que les gouvernements de la Petite Entente avaient faite auprès du gouvernement hongrois, le même jour.

A cette date un accord satisfaisant ne put être réalisé entre tous les Alliés sur certains points d'ailleurs capitaux. La Grande Entente voyait les choses d'une autre manière que son interlocutrice. Et, d'après elle, la question de la tentative de Charles IV était « diplomatique et européenne, justiciable de la procédure des négociations internationales et de l'autorité exclusive du Conseil suprême ou de ses délégués » (12).

Pour la « Petite Entente » elle était « politique et danubienne, dominée par la nouvelle conception d'une Europe centrale démocratique et par les désirs ou les besoins des principaux intéressés, qui se trouvaient, avec les voisins de la Hongrie, le peuple magyar lui-même ».

Sauf cette différence de vue, les Etats de la Grande Entente consentaient à la destitution de Charles IV *mais pas tous au détronement de la dynastie des Habsbourgs entière*. Quant aux *frais de mobilisation*, les alliés ne voulaient *accorder à la Petite Entente aucun droit de remboursement de la part de la Hongrie*.

Dans une note du 30 Octobre aux trois Etats associés, la *conférence des Ambassadeurs* suivait en partie, les suggestions de ceux-ci et :

1°) N'admettait pas une sous-commission de désarmement, mais acceptait de recevoir les indications de la

(12) *Louis Eisenmann*, La petite Entente et l'affaire hongroise, Europe nouvelle, 5 novembre 1921, p. 1.421.



Petite Entente en ce qui concerne la fraude dans les fabrications d'armement.

2°) Admettait la demande de la déchéance de tous les Habsbourgs.

3°) *Ne donnait pas son appui pour la demande de remboursement des frais de mobilisation faite.*

4°) Invitait les gouvernements de la Petite Entente à démobiliser.

Le lendemain, le gouvernement hongrois acceptait la déchéance complète des Habsbourgs qu'il s'engageait à légiférer dans un délai de huit jours, qui courraient du jour de l'embarquement de *Charles IV* sur un bateau anglais.

De nouveau la conférence demanda à la Petite Entente une démobilisation de ses forces et l'informa qu'en principe, elle ne lui accordait pas d'indemnité de mobilisation.

Le même jour *Bénès* répond à la note du 30 Octobre, en adressant à la Conférence des Ambassadeurs une lettre qui est restée historique. Il commence par remercier la conférence d'avoir décidé la déchéance des Habsbourgs. Toute l'opinion publique était fort émue du fait que ces tentatives laissaient croire que le traité de Trianon n'était pas aussi bien respecté que ceux de Versailles et de St-Germain, mais cette mesure rend à chacun confiance dans les stipulations des traités. Puis *Bénès* se félicite du droit d'information, en matière de fraude de fabrication d'armes, que la Petite Entente obtient; et remarque la compétence spéciale des trois pays en cette matière. Plus loin il démontre que *c'est seulement à cause de la mobilisation que la Hongrie s'est soumise*, et que cette mobilisation avait eu comme

but d'être un moyen d'intimidation qui ne pouvait entrer en action que lorsque la Hongrie eut désobéi aux grandes Puissances. Quant à l'indemnité il trouve que si elle n'est pas accordée on donnerait à la Hongrie « un prix de désobéissance pour la non application du traité de Paix » (13).

Avec cette lettre de remerciement de la part de *Bénès* au nom de la Petite Entente, et avec l'embarquement de l'ex-empereur Charles IV à bord du monitor britannique « *Glomworm* » finit cette deuxième et dernière tentative de restauration des Habsbourgs sur le trône de Hongrie.

La petite Entente a agi énergiquement et en complet accord avec les Grands Alliés mais n'a point dépassé le moment où, par une intervention militaire elle aurait pu trancher à elle seule la question dynastique. Une fois cette décision d'une intervention militaire prise, la Grande entente, *sous l'influence d'une sympathie inexplicable envers ses anciens ennemis, les Hongrois, et voulant maintenir le prestige de sa conférence des Ambassadeurs, prit à elle seule la tâche de liquider cette affaire, mais à sa manière, purement diplomatique et en ménageant le plus possible la fierté magyare.* Ce qu'il faut retenir c'est que sans cette pression formidable des 600.000 baïonnettes de la Petite Entente qui menaçaient de près les Hongrois; *peut-être que les démarches diplomatiques n'auraient pas abouti à un résultat aussi bref et complet.*

Dans toute cette affaire internationale il faut souligner l'attitude de la Roumanie, qui ne demanda pas d'indemnité pour elle, mais seulement pour la Yougo-

(13) Livre Blanc, op. cit., document 58.

slavie et la Tchécoslovaquie et se rallia à la thèse de l'Italie, qui, de son côté, se refusait à voir dans cette tentative de Charles IV un prétexte pour révoquer les stipulations de la convention de Venise.

En ce qui concerne la Pologne, *M. Skirmunt*, ministre des affaires Etrangères, déclara aux représentants de la Petite Entente qu'il se solidarisait au sujet de la question des Habsbourgs avec la Petite Entente. Désormais la politique de la Pologne se rapprochera de celle de la Petite Entente.

## CHAPITRE IV

---

### DÉCHÉANCE DE LA DYNASTIE DES HABSBOURG

---

Devant l'attitude intransigeante de la Petite Entente, l'ex-roi de Hongrie, Charles IV, avait été forcé de quitter définitivement cette fois, la terre hongroise, et même l'Europe, à bord du croiseur « Cardiff », digne successeur du « Bellerophon » qui avait conduit Napoléon à Sainte-Hélène 106 ans auparavant. Mais, cette fois-ci, c'était un nouveau groupement d'Etats qui forçait à partir le souverain déchu, groupement qui nourrissait contre lui la haine implacable de la victime qui échappe après une lutte extrêmement longue au bourreau. Nous allons étudier quelle avait été la base juridique de la revendication au trône que Charles IV avait formulée malgré le démembrement de l'Autriche-Hongrie.

Il n'existait aucune abdication formelle car le défunt empereur Charles, *avait déclaré, par un papier qu'il avait signé, suspendre son pouvoir de royauté et laisser à la nation Magyare le droit de prendre une décision.* Cette déclaration il l'avait remise à des amis personnels.

Le droit hongrois demandait pour la validité d'une *abdication le contreseing du document par le président du conseil des ministres et l'acceptation de l'abdication par les deux chambres.* Par conséquent cette simple déclaration de l'ex-roi Charles ne pouvait pas être va-

lable pour une abdication. Les formalités nécessaires n'avaient pas été remplies et il restait roi.

Mais du fait que Charles IV n'avait pas signé les traités de Paix consacrant les cessions territoriales de la Hongrie il s'ensuivait qu'en 1921 ses droits de souverain et ceux de ses héritiers s'étendaient même sur tous les teritoires qui formaient avant 1918 la Hongrie et qui actuellement dans leur grande majorité avaient été cédés à la Roumanie, à la Tchécoslovaquie, et à la Yougoslavie.

Cette argumentation, soit-disant juridique avait été forgée de toutes pièces par les légitimistes hongrois et démontrait suffisamment qu'une restauration des Habsbourgs tendrait à une reconstitution de l'ancienne Hongrie, en dépit des traités de paix. Aucun des Etats nouveaux ni de ceux qui s'étaient agrandis au détriment de la Hongrie ne pouvaient accepter une telle méconnaissance des traités, qui garantissaient la paix mondiale et leur statut territorial. Donc aux tentatives de restauration devait répondre un « veto » retentissant des trois gouvernements de la Petite Entente.

« L'élément aristocratique et militaire, écrivait M. Bénès, avec la classe moyenne réactionnaire, voient dans « le rappel de la dynastie des Habsbourgs au trône de « Hongrie, un moyen d'échapper aux conséquences de « la défaite qu'ils ont soufferte et aux obligations res- « sortissant des traités de paix. Leurs desseins de res- « tauraton sont liés à l'espérance d'un renouvellement « de l'intégrité du Royaume de Hongrie, qui est le re- « tour à eux de la Slovaquie, de la Transylvanie et du « Banat » (1).

(1) *Edouard Bénès*, The little entente Foreign affairs, p. 68, 15 septembre, 1922, New-York.



Dans un discours à la Chambre, *M. Bénès* s'explique mieux encore sur cette question de la restauration : « si « l'on envisage sainement la situation, on peut dire que « la question de la restauration sur le trône de l'ex- « empereur Charles ne se pose pas et ne peut pas se « poser, car elle constituerait pour certains voisins de « la Hongrie un véritable « casus belli ». La solution « qui consisterait à appeler une dynastie étrangère ou « quelque aristocrate magyare semble problématique, « pour des raisons d'ordre intérieur aussi bien que pour « des raisons de politique extérieure » (2). Pour beaucoup, l'éventualité d'une restauration semblait à peu près certaine et la conférence des Ambassadeurs publia la déclaration suivante le 2 Février 1920 :

« Les principales puissances alliées croient devoir op- « poser un démenti formel aux rumeurs qu'on a propa- « gées et qui sont de nature à égarer l'opinion, ou les « représente comme prêtes à reconnaître ou à favoriser « le rétablissement de la dynastie des Habsbourgs sur « le trône de Hongrie. Les principales puissances al- « liées estiment que la restauration d'une dynastie qui « personnifiait aux yeux de ses sujets un système d'op- « pression et de domination des races, avec l'alliance « de l'Allemagne, ne serait compatible ni avec les prin- « cipes pour lesquels on s'est battu ni avec les résul- « tats que la guerre a obtenus pour la libération des « peuples jusqu'alors asservis. Il n'entre pas dans les « intentions, pas plus qu'on ne peut considérer comme « le devoir des principales puissances alliées, d'inter-

(2) *Edouard Bénès*, discours prononcé à la séance du 27 janvier 1921, au Parlement de Prague, voir Mousset, opus. cité, p. 15.

« venir dans les affaires intérieures de la Hongrie, ni  
« de dicter au peuple hongrois la forme de gouverne-  
« ment et de constitution qu'il doit adopter pour lui-  
« même. Cependant les puissances ne peuvent pas ad-  
« mettre que la restauration de la dynastie des Habs-  
« bourgs puisse être considérée comme une question in-  
« téressant la nation hongroise. Elles déclarent donc  
« qu'une restauration de cette nature serait en désac-  
« cord avec les bases mêmes du règlement de la paix et  
« ne serait par elles, ni reconnue, ni tolérée (3).

Le point de vue des Alliés avait été net dès le commencement : aucune restauration possible et lorsque, le 31 Octobre 1921 le gouvernement hongrois avait accepté de convoquer l'assemblée générale et de voter la déchéance des Habsbourgs, il avait agi sous la contrainte de la Petite Entente, laquelle était prête à intervenir militairement s'il n'exécutait pas ses engagements pris devant la conférence des Ambassadeurs. Comme le délai imparti était très court, « huit jours, à dater du jour de la remise entre les mains du commandant de la flottille anglaise à Budapest de Charles IV », le gouvernement hongrois convoqua immédiatement l'assemblée nationale pour voter une loi relative à la déchéance de Charles IV et annuler les droits de succession de la Maison d'Autriche (*Domus Austriaca*) réglés par la Pragmatique Sanction de 1723. L'assemblée travaille le 5 Novembre et malgré une vive opposition du comte *Apponyi* et des légitimistes qui soutenaient que l'Assemblée ne détenait ni le droit et ni le pouvoir de procla-

(3) *Déclaration du 2 février 1920 de la Conférence des ambassadeurs*, A. Mousset, Op. cit., p. 17.

mer la déchéance de la dynastie (4) elle vota et promulgua la loi, qui entra en vigueur dès le 6 *Novembre 1921*. Voici le texte :

*Article 1*

Les droits de souveraineté du roi Charles IV sont abrogés.

*Article 2*

La pragmatique sanction énoncée dans les articles 1 et 2 de la loi de l'année 1723, et réglant les droits de succession de la dynastie autrichienne (*Domus Austriae*) perd sa valeur juridique, ce qui rend à la nation le droit de procéder à une libre élection de son roi.

*Article 3*

La nation maintient l'ancienne forme de gouvernement : la royauté, mais ajourne l'élection au trône à des temps ultérieurs et charge le ministère de présenter un projet à cet effet en temps voulu.

*Article 4*

La présente loi entre en vigueur du jour de la promulgation (5).

Mais cette loi de déchéance offrait une grosse lacune car elle n'excluait pas la possibilité de l'élection de l'empereur Charles comme futur roi de Hongrie, elle prévoyait simplement « que la nation ajourne l'élection au trône à des temps ultérieurs et charge le ministre de présenter un projet en temps voulu ».

(4) *Journal des débats*, 6 novembre 1921.

(5) Livre blanc, op. cit., document 64.

Heureusement *M. Bénès* saisit cette lacune, et la conférence informée par lui de cet oubli et des possibilités de remède fit des démarches à Budapest pour que la Loi de déchéance soit accompagnée d'une déclaration du Gouvernement hongrois qui s'engageait à ne jamais proposer un Habsbourg comme candidat au trône, qu'après une entente préalable avec les Grandes Puissances.

Le gouvernement hongrois se soumit et le 10 Novembre selon la demande de la Petite et de la Grande Entente la déclaration suivante portant la signature de *M. Banffy*, ministre des affaires étrangères vint compléter la loi de déchéance :

« Le gouvernement hongrois déclare prendre l'obligation de suivre les indications de la conférence des Ambassadeurs du 4 Février 1920 et du 13 Avril 1921, qui interdisent la restauration des Habsbourgs, il déclare en outre qu'avant de résoudre la question de l'élection du roi il s'entendra au préalable avec les grandes puissances représentées à la conférence et ne procédera pas sans leur consentement.

« Afin d'assurer plus efficacement les intentions de la loi et de sauvegarder la responsabilité du gouvernement, la Hongrie a l'intention d'édicter une loi qui, en dehors des dispositions pénales actuellement en vigueur, lui permettra de combattre efficacement toute tentative ou toute propagande en faveur des Habsbourgs, ou de n'importe quel autre représentant dont la candidature ne serait pas posée conformément aux dispositions ci-dessus (6).

Avec cette déclaration la déchéance des Habsbourgs

(6) *Livre blanc*, opus. cité, document 71.

était complète et la conférence des Ambassadeurs donna à cette déclaration du gouvernement hongrois, le caractère d'un « acte international, offrant par ce fait même des garanties plus positives qu'une loi intérieure de l'Etat, toujours sujette à révision » (7). La dernière mesure prise fut celle qui met à la charge des Etats successeurs l'apanage du roi exilé (16 Novembre 1921) et clôt la question de la restauration.

*La déchéance de cette dynastie était la condition morale de la paix, et la Petite Entente, aussi bien que les grands alliés ne pouvaient tolérer la présence sur le trône d'une nation vaincue, d'une dynastie qui avait préparé la guerre.*

*Dans toute cette affaire la Petite Entente s'est montrée pour son grand honneur la protectrice de ce principe indéniable « que sans morale la politique n'est rien ».*

(7) *Livre blanc*, opus. cité, document 73.



## TITRE V

---

### Période de Construction



## CHAPITRE I

---

### CONFÉRENCE DE ROME, PORTO-ROSA ET LE TRAITÉ DE LANY (Tchéco-Autrichien)

---

Une fois la déchéance des Habsbourgs prononcée, la Petite Entente s'achemine vers son second but, celui du relèvement de l'Europe centrale au point de vue économique, financier et social. Son œuvre de ce côté-là avait été commencée depuis la *Conférence de Rome* (6 Avril — 15 Juin 1921) où tous les Etats successeurs de l'ancienne *Autriche-Hongrie* figurèrent, sauf la Hongrie qui se retira au milieu du mois de Mai sous prétexte de ne pas encore être préparée pour conclure des conventions. L'on y fit de sérieux efforts pour la reconstruction de l'Europe et l'on posa les principes généraux d'une future collaboration économique de tous les Etats de l'Europe Centrale, en concluant pour le moment, des conventions juridiques entre quelques états. Plus tard vers la fin de l'année, le 25 Novembre, la conférence de *Porto-Rosa* cloturait ses travaux après avoir réussi à circonscrire quelques maux, suites du morcellement de l'*Autriche-Hongrie*. La position de la Petite Entente se trouva renforcée considérablement par les mesures adoptées qui ont été les suivantes : premièrement tous les nouveaux Etats qui avaient institué des prohibitions d'entrée et de sortie des marchandises, renonçaient à en établir de nouvelles et s'interdisaient de révoquer les

licences déjà accordées. Deuxièmement, un accord était conclu pour introduire le système du libre transit des marchandises. En troisième lieu, on aboutit à des résultats intéressants en ce qui concerne les services des P.T.T. *On ne put obtenir une répartition du matériel roulant* des chemins de fer, à cause des importantes décisions que la commission des répartitions devait prendre à ce sujet, ni l'application d'un système commun pour le contrôle du commerce extérieur de chaque Etat. *Pourtant la conférence de Porto-Rosa marque un pas décisif dans l'évolution de la Petite Entente et de l'Europe Centrale.*

Dans le programme de l'activité de la Petite Entente entraient aussi le renflouement de l'Autriche qui se débattait dans un marasme économique très explicable dont la seule issue possible semblait son rattachement à l'Allemagne. Or cette possibilité d'un agrandissement de l'Allemagne ne convenait guère à la Tchécoslovaquie et à la Petite Entente toute entière et pour l'empêcher, dès le 15 Décembre 1921, un traité fut signé à Prague entre la Tchécoslovaquie et l'Autriche. Ce traité *garantissait le statu quo de chaque Etat; la neutralité réciproque en cas de conflit de l'un d'eux avec une tierce puissance, le respect des traités de St-Germain et de Trianon, la communication réciproque des traités conclus, l'arbitrage en cas de différend et l'opposition contre toute tentative de restauration de l'ancien régime.*

Par cela même, l'Autriche ne pouvait plus se rattacher à l'Allemagne sans enfreindre les clauses de ce traité mais l'aide de la Tchécoslovaquie lui était toujours acquise pour qu'elle pût subsister comme Etat.

indépendant. La Petite Entente suivait la même politique mais *Prague*, prit l'avance sur ses alliés en ouvrant à l'Autriche un crédit de 500.000.000 couronnes tchécoslovaques, facilitant par celà l'œuvre de la S.D.N.

Il ne faut pas tenir sous silence les différents traités de commerce conclus à cette époque (1921-1922) et la collaboration de la Pologne qui depuis la conférence de Rome ne cesse plus d'être représentée à toutes les conférences concernant l'Europe Centrale. Avec celle de Bucarest, qui marque le début de l'organisation des conférences des ministres des trois pays alliés, commence la période de construction systématique de la Petite Entente.



## CHAPITRE II

---

### LA CONFÉRENCE DE BUCAREST

20-24 Février 1922

et les voyages de M. Bénès

---

Le seul résultat satisfaisant de l'entrevue de Cannes, avait été la décision de convoquer une conférence économique internationale qui s'occupât de la reconstruction économique de l'Europe.

La Petite Entente ne pouvait pas se désintéresser de cette tentative de redressement économique de l'Europe d'autant plus qu'à la conférence de Gênes on avait l'intention de discuter le problème russe. Elle décida d'avoir une attitude conforme à ses intérêts et nettement arrêtée après consultation préalable de ses membres. L'idée de présenter à la conférence de Gênes un front unique sur toutes les questions internationales et économiques semblait excellente. Dans ce but, les ministres de la Petite Entente cherchèrent une occasion pour se concerter à ce sujet et comme justement le 20 Février on fêtait à Bucarest les fiançailles du roi Alexandre de Yougoslavie et de la Princesse Marie de Roumanie, ils trouvèrent le moyen de se rencontrer. Aux conversations qui eurent lieu entre le 20 et le 24 Février, prirent part MM. *Pachitch et Nintchitch* pour la Yougoslavie, *Bratiano et Duca* pour la Roumanie, *M. Veverka*, ministre de la Tchécoslovaquie en Rouma-

nie qui représentait *M. Bénès*, absent, *M. Skrzynski*, ministre de la Pologne en Roumanie, remplaçait *M. Skirmunt*. Les trois pays de la Petite Entente ainsi que la Pologne se trouvaient ainsi représentés à cette conférence dont le but était, comme on l'a vu, de fixer les lignes générales de leur attitude à la conférence de Gênes. Les conversations entre les quatre Etats représentés se déroulèrent dans une atmosphère de collaboration et d'entente parfaite et le 24 Février le cabinet de Bucarest publia le communiqué officiel suivant :

« Les gouvernements de Roumanie, de la République de Pologne, du Royaume des Serbes-Croates-Slovènes et de la République Tchécoslovaque se sont mis d'accord en vue d'une attitude de solidarité à la conférence de Gênes. Préoccupés d'assurer à l'Europe une vie politique et économique normale, ils ont reconnu la nécessité des réalisations suivantes :

1) Maintien du programme établi à Cannes par les représentants des Grandes puissances alliées pour la conférence de Gênes, dont les discussions ne sauraient porter sur des points exclus par ce programme (allusion au principe de la non-intervention dans les affaires intérieures des Etats représentés).

2) Urgence de la réunion à Belgrade d'experts qui fixeront le point de vue économique commun à soutenir devant la conférence.

3) Nécessité de concilier les facilités accordées aux transports et aux échanges internationaux avec le souci de sauvegarder l'indépendance des divers Etats alliés et de ne pas établir de différence de traitement avec eux.

4) Participation de tous les Etats alliés aux discus-

sions et aux décisions relatives aux questions affectant leurs intérêts » (1).

Cette conférence de Bucarest était intéressante à trois points de vue, *premièrement elle scellait la collaboration de la Pologne aux travaux de la Petite Entente*, ce qui marquait une tendance de la Pologne à se rapprocher peu à peu des trois pays unis entre eux par les liens des conventions d'alliances défensives. Dans un article du Journal des Débats on trouve à propos de cette collaboration de la Pologne ce passage d'un discours de M. Nintchicht: « A Bucarest, on a jeté la base d'un groupement politique entre quatre puissances de l'Europe centrale, représentant près de 70 millions d'habitants. Notre pays avec la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Pologne représente en Europe un facteur dont on est obligé de tenir compte. Il ne s'agit plus de la Petite Entente, car elle se développe en une quadruple entente.

Le premier pas de l'action commune de la quadruple entente sera la conférence des experts économiques et financiers, fixée à Belgrade pour le 5 Mars. Cette conférence arrêtera la ligne de conduite commune dans les questions financières et économiques qui seront discutées à la conférence de Gênes » (2).

En second lieu ces 4 états adoptaient *une attitude solidaire sur une question internationale*. Enfin ce qui caractérisait cette conférence était *cette prise de contact général qui constituait un évènement dans la vie internationale des 4 Etats et inaugurerait une situation nouvelle dans l'Europe Centrale et Orientale*. A la fin

(1) *Journal des Débats*, numéro du 16 mars 1922.

(2) *Le Temps*, numéro du 28 février 1922.

des entretiens comme une sorte d'exemple des bonnes relations existant entre les 4 Etats, la Roumanie liquida par un arrangement avec la Yougoslavie la question du Banat, selon les termes duquel elle cédait à la Yougoslavie trois localités.

M. Bénès n'avait pas pris part à cette conférence de Bucarest. La cause en était qu'il s'était assigné une lourde tâche, celle de faire valoir aux yeux de *M. Poincaré* et de *M. Lloyd George* les malheureuses conséquences qu'entraînerait un relâchement de la collaboration franco-anglaise et de leur exposer avec beaucoup de force, *ses idées sur le thème général de la solidarité européenne qui devait à tout prix ne pas se dissoudre.*

Dans les conversations qu'il eut avec différents hommes politiques il leur rappela que les traités de paix devaient être complètement intangibles et qu'avant d'aborder l'épineuse question russe avec des chances de réussite, il fallait tout d'abord en finir avec le problème allemand.

Dans un interview accordé au journal « The Times » M. Bénès disait : « La situation dans l'Europe Centrale est telle que nous devons toujours coopérer avec les grands alliés, l'Angleterre et la France dans les grandes questions politiques européennes et pour ce motif nous devons savoir dans quel sens elles seront discutées. Telle est la question et voilà ce que je suis venu vérifier ici à Londres » (3).

Et plus tard à Paris, le 23 Février, il donna un autre interview au journal « The Daily Telegraph » dans lequel il dit que le but de ses visites à Paris et Londres a été de s'informer par lui-même des intentions des deux

(3) *The Times*, 16 fébruary 1922.

gouvernements en ce qui regarde la conférence de Gênes, au point de vue de la manière dont elles envisageraient les exportations et les importations entre les différents pays et il termine par ces mots : « Je suis satisfait d'avoir pu faire cette chose » (4).

A Paris, et à Londres on crut voir dans les visites de M. Bénès des démarches pour un rapprochement entre *Poincaré et Lloyd Georges* et certains le proclamèrent « l'Artisan de la réconciliation ». Mais M. Bénès a démenti cette assertion. Son véritable rôle a été celui que le « *Manchester Guardian* » lui attribuait : « D<sup>r</sup> Bénès, le distingué et plein de jeunesse ministre de Tchecoslovaquie, nous a rendu déjà un grand et innatendu service en dissipant ce qui paraissait constituer d'imaginaires différends entre M. Lloyd Georges et M. Poincaré » (5). Il avait ainsi réellement contribué à « circonscrire les données du problème soumis à la conférence » résultat qui détermina M. Poincaré à demander une place pour la Petite Entente dans les conversations préalables de la conférence de Gênes.

En rentrant à Prague, le ministre Tchecoslovaque fit devant le parlement un exposé des conversations qu'il avait eues avec MM. Lloyd Georges et Poincaré : ...« On sait que les théories relatives à la formation d'une confédération politique et économique dans l'Europe centrale n'ont pas encore disparu, pas plus que celles qui prônent la constitution d'une union douanière et monétaire. Mais voyons là, une preuve que l'on ne comprend pas la situation de l'Europe Centrale. Selon nous, on peut, au contraire, résoudre les questions en cause, de

(4) *Dailly Télégraph*, 23 février 1922.

(5) *The Manchester Guardian*, 28 Février 1922.



telle sorte que la solution soit applicable à tous les états sans porter atteinte à la souveraineté, aux intérêts ou à l'honneur national d'aucun d'eux. A ce point de vue l'accord des membres de la Petite Entente et de la Pologne a une grande importance. Nous entendons montrer que nous avons, peut-être plus que quiconque, intérêt à ce que la conférence de Gênes aboutisse à un succès. Mais d'autre part nous attirons l'attention sur la situation toute particulière de l'Europe centrale ; j'estime que des questions d'une si haute importance ne peuvent être résolues que si l'on tient compte des conditions spéciales de ces divers Etats » (6).

Quelques jours plus tard, M. Bénès était mis au courant des décisions prises à Bucarest par M. *Nintchitch* lors de leur entrevue de Brastislava.

(6) *Bénès*, Déclaration devant le parlement, voir *Mouset*, opus. cité, p. 79-80.

### CHAPITRE III

---

#### L'ENTREVUE DE BRATISLAVA

2 Mars 1922

---

A la conférence de Bucarest avaient été jetées les bases d'un groupement politique des 4 Etats de l'Europe centrale et arrêtées des décisions quant à l'attitude commune à prendre devant la conférence de Gênes.

Pourtant, ces dernières résolutions devaient encore être discutées, car M. Bénès n'avait pas pu prendre part à ces séances et d'autre part, il apportait le résultat des entrevues qu'il avait eues à Londres et à Paris avec les hommes d'Etat de l'Occident. A son retour de Rome, M. Bénès se rendit à *Bratislava* où M. *Nintchitch* vint le rejoindre. Lors de leur entrevue les deux ministres après avoir examiné ensemble les pourparlers de M. Bénès avec Londres et Paris, les conversations de Bucarest et les travaux préparatoires de la conférence de Gênes, déclarèrent qu'il existait un parallélisme parfait sur toutes les questions essentielles, entre les décisions prises à *Boulogne* par la Grande Entente et les vues de la Petite Entente. Les principaux points sur lesquels ils s'accordèrent furent les suivants :

a) Opposition à ce qu'à la Conférence de Gênes on discute les traités de paix, version qui circulait avec beaucoup de persistance.

b) Identité parfaite avec les principes généraux arrêtés à Boulogne par la France et la Grande Bretagne.

c) En ce qui concerne le problème russe, la Petite Entente n'hésite pas à renouer des relations économiques et commerciales mais indépendamment de la reconnaissance « de jure » du gouvernement par la conférence de Gênes (1).

d) Recommandation de la participation de la S.D.N. aux travaux de la conférence de Gênes.

Avant de prendre cette dernière résolution, les deux ministres exposèrent leurs points de vue respectifs sur la Russie. Tandis que M. Bénès se prononçait pour une « solution moyenne », M. Nintchicht parlait d'une stricte neutralité à l'égard de la Russie. Dans une déclaration faite à un correspondant à la « Prager Presse », il précisait sa politique : « Nous avons considéré comme une guerre civile toutes les entreprises en vue d'instaurer tel ou tel régime en Russie et nous n'avons jamais voulu coopérer à ces massacres entre Russes. Nous resterons strictement fidèles à ce principe, quelque pénible que soient pour nous les affreuses conséquences du régime bolcheviste ».

Pourtant on arriva à une solution même sur cette question difficile et l'entrevue prit fin avec la discussion des travaux préliminaires sur lesquels 10 jours plus tard la réunion des experts devait se prononcer.

(1) Voir *Le Temps*, numéro du 6 mars 1922.

## CHAPITRE IV

---

### LA RÉUNION DES EXPERTS A BELGRADE

9-12 Mars 1922

---

La conférence de Bucarest tenue au cours du mois de Février avait décidé, en vue de l'attitude solidaire que devaient prendre la Petite Entente et la Pologne, à la conférence de Gênes de convoquer d'urgence à Belgrade une réunion d'experts pour qui ils puissent fixer un point de vue économique commun à tous les Etats. Cette conférence de spécialistes et de techniciens s'assembla à Belgrade et commença ses travaux le 9 Mars dans l'après-midi.

Elle dura trois jours au cours desquels on discuta un mémoire rédigé par les délégués yougoslaves. On put obtenir une sorte de systématisation des demandes sur la base desquelles des vœux communs seront formulés. En voici les objets essentiels :

- « a) Obtention de crédits internationaux à long terme.
- b) Annulation des dettes interalliées (si la question était soulevée par une Grande Puissance.
- c) Mobilisation des créances de réparations.
- d) Etablissement d'un statut consulaire international uniforme, sous réserve des droits inscrits dans les traités.
- e) Réglementation commune du droit, pour les ressortissants étrangers, de faire du commerce et de s'établir.
- f) Protection de la propriété industrielle, littéraire et

artistique sur la base des conventions déjà en vigueur.

g) Simplification des formalités douanières, des **visas**, des passeports, de la délivrance de billets directs de chemins de fer » (1). A la fin de la réunion, le 12 Mars, le communiqué ci-après était publié :

« Les délégués de la Pologne, de la Roumanie, de la République Tchécoslovaque et du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, réunis en conférence d'experts à Belgrade en vue d'examiner l'ensemble des questions financières, économiques et de transport faisant l'objet de l'ordre du jour de la conférence de Gênes, ont abouti à la constatation d'un accord complet des opinions sur toutes les questions discutées. En partant du principe adopté par l'ordre du jour de la conférence de Gênes, d'après lequel aucune atteinte ne pourra être portée aux traités en vigueur en s'inspirant de la ferme volonté de collaborer à la grande œuvre de la restauration et de la consolidation de la vie économique, étant entendu que les intérêts vitaux et légitimes de leurs pays seront sauvegardés, les experts sont tombés d'accord sur la ligne commune de conduite à tenir au sujet des questions précitées qui doivent être traitées à Gênes.

Les experts ont reconnu l'opportunité de procéder également en commun à un examen des autres questions de leur compétence qui peuvent se présenter à la conférence de Gênes » (2).

La réunion s'était partagé en trois le travail, et par conséquent trois sections s'étaient formées, la section des transports, la section économique et la section financière. Chacune d'entre elles avait formulé des résolu-

(1) *A. Mousset*, op. cit., p. 83-84.

(2) *Journal des Débats*, n° du 14 mars 1922.



tions, pour lesquelles les experts étaient tous d'accord et faisaient ressortir la nécessité absolue de la reprise et du rétablissement des communications, comme avant la guerre, entre les quatre Etats successeurs de l'Autriche-Hongrie, et formant la Petite Entente ainsi qu'avec la Pologne. La restauration économique de l'Europe ne pouvait se faire tant que l'état des communications empêcherait la reprise du trafic international d'hommes et de marchandises, avec un volume égal à celui de 1914. Dans le Journal des Débats, se trouve une liste des résolutions formulées par chaque section à part, selon le journal « Politika » de Belgrade.

« *Les résolutions de la section des transports comportent* : La fixation des stations frontières, l'unification des tarifs sur les territoires des quatre Etats ; l'octroi de facilités pour l'achat du matériel ferroviaire pour la reconstruction des lignes détruites pendant la guerre ; l'échange entre les états de la quadruple entente de matériel roulant pour le ravitaillement des pays déficitaires en charbon, par la Pologne et la Tchécoslovaquie.

« *Les résolutions de la section économique comportent* : L'ouverture de crédits commerciaux entre les pays et l'établissement d'un statut consulaire commun.

« *Les résolutions de la section financière* disent que les crédits internationaux sont nécessaires, car il est impossible d'effectuer la reconstruction de l'Europe sans l'amélioration ou au moins la stabilisation des changes des pays intéressés. Les questions des douanes et du change ont été traitées » (3).

Selon l'opinion des experts l'adoption de ces résolutions formulées auraient eu le *don de permettre le retour*

(3) *Journal des Débats*, n° du 14 mars 1922.

*de la vie économique normale dans les Etats qui y participèrent et qui adopteraient ces mesures comme des collaires du revirement économique, le rétablissement des communications, le redressement de l'équilibre budgétaire et, ce qui était le plus intéressant, l'assainissement des situations monétaires dans les quatre pays, devaient se produire d'eux-mêmes dans un très court intervalle.*

Bien entendu ce revirement économique ne pouvait avoir lieu que, si chaque état faisait tout son possible pour enrayer les frais, comprimer les dépenses inutiles et le gaspillage à l'intérieur de ses frontières, apportant ainsi son organisation irréprochable comme gage des prêts qu'on aurait pu lui faire. C'est par cette *auto-analyse* imposée à chaque état de la Petite Entente, par cet « examen de conscience économique » que la réunion des experts de Belgrade a contribué énormément au relèvement économique, car par l'inauguration de cette nouvelle méthode, les 4 Etats de l'Europe centrale posaient les pierres angulaires d'une nouvelle vie économique.

Beaucoup d'esprits ont cru apercevoir une sorte de rivalité entre cette réunion d'experts et un autre congrès d'experts qui se tenait à la même date à Londres. Cependant rien dans la réunion de Belgrade, n'autorisait un tel soupçon, parce qu'elle ne faisait que faciliter la tâche des grandes puissances en leur permettant d'éviter les surprises inattendues que la non solidarité des Etats formant la Petite Entente pouvait faire surgir à la conférence de Gênes.

---

A peine la réunion des experts de Belgrade avait-elle pris fin, qu'à Riga s'ouvrait une conférence des pays baltes dans laquelle la Finlande, la Lettonie, l'Estonie et la Pologne se sont consultées sur l'attitude qu'elles devaient prendre à la conférence de Gênes. *Le 30 Mars* cet entretien se terminait et le protocole de clôture rédigé par ses deux sections, économique et politique concluait à la nécessité d'une action coordonnée devant la conférence de Gênes « sur la base du respect de la souveraineté politique et économique des puissances signataires et de la nécessité d'un recours au crédit étranger pour la reconstruction de la vie économique en Europe orientale ». L'entente baltique soutenait donc, ainsi que la Petite Entente, le point de vue français relatif à l'intangibilité des traités. Quant à la Russie, la conférence des états baltes se prononçait pour la reconnaissance de celle-ci et se conformait en tout aux décisions prises à la conférence de Riga (18 Mars 1922) qui mettait fin à l'état de guerre entre la Russie et les Etats Baltiques. Par conséquent, l'entente baltique avait décidé de soutenir la thèse française dans tous ses points mais concluait à une reconnaissance de droit du gouvernement de Moscou.

## CHAPITRE V

---

### LA PETITE ENTENTE A LA CONFÉRENCE DE GÈNES

10 Avril — 19 Mai 1922

---

Le Printemps de 1922 vit une grande victoire de la Petite Entente, qui obtenait ce magnifique résultat *d'être reconnue et traitée comme une quatrième grande puissance à la conférence économique internationale qui eut lieu à Gênes. Cette conférence, convoquée dans le but de liquider la crise européenne aspirait à reconstruire économiquement le continent européen.* L'Europe d'après guerre avait été si complètement troublée que la situation économique de tous les pays du continent n'avait pas pu encore s'améliorer, mais au contraire, après trois ans de paix, elle restait, sinon mauvaise, tout au moins troublée. Or, il fallait à tout prix chercher les causes de cette crise et une fois qu'elles seraient trouvées, les supprimer ou les atténuer pour ne pas s'acheminer vers un complet chaos économique. Les idées étaient différentes, selon les intérêts de ceux qui émettaient les diverses propositions. Les théoriciens des vaincus cherchaient et découvraient les raisons de cette crise générale dans le morcellement de l'ancien organisme économique qui formait l'Autriche-Hongrie, et dans les clauses du traité de Versailles qui avait mis en péril par ses restrictions un autre organisme ro-

buste, celui de l'Allemagne. D'autre part il existait encore une tendance extrémiste, qui voulait attribuer à une cause unique, cette gêne. C'était celle de l'Angleterre, pour qui la disparition d'un grand facteur économique, tel que la Russie, entraînait ce malaise inquiétant, dont souffrait le continent entier. On plaidait par conséquent du côté britannique pour une reprise rapide des relations commerciales avec l'Union des Républiques socialistes, soviétiques russes. Une fois les relations rétablies, continuaient les théoriciens anglais, le marché mondial s'étendrait aux marchés russes sur lesquels on pourrait trouver facilement le placement avantageux des produits industriels de l'Europe occidentale.

Mais ces deux théories que nous venons d'exposer ne pouvaient nullement expliquer à elles seules, la grande crise économique dans laquelle se trouvait l'Europe. Les causes qui l'avaient déterminée se trouvaient plus complexes, on pourrait dire qu'à elle seule la guerre avait pu, par le désordre produit, déclencher la crise économique et être par là même la genèse de ce mal continental.

A la suite des *entrevues de Cannes*, lesquelles n'avaient pu réussir étant donnée la grande divergence de vues entre la France et la Grande Bretagne sur les questions des réparations, et de la reconstitution de la Russie, on avait cependant pu tomber d'accord sur la nécessité de la convocation d'une conférence économique internationale qui devait s'occuper des questions suivantes (1) :

(1) Voir plus en détail les buts de la conférence de Gênes dans *Le Temps*, n° du 21 janvier 1922.



a) Etablissement de la paix européenne sur des bases solides.

b) Conditions nécessaires à la restauration de la confiance, sans porter atteinte aux traités existants.

c) Toutes les questions d'ordre financier qui avaient rapport à la reconstruction de l'Europe.

d) Certaines garanties et facilités pour les questions économiques et commerciales concourant à la même consolidation européenne.

e) La question des transports.

En discutant toutes ces questions, les intérêts de la Petite Entente, étaient touchés de très près car à côté d'elles allait se poser, capital et bien plus important, le problème russe. Dans cette question la Petite Entente n'avait pas de politique unique, parce que les conclusions des conventions d'alliances défensives entre les 3 états qui la formaient, chaque partie contractante s'était réservée le droit de suivre telle politique qu'il lui plairait envers la Russie. *Prague* comme *Belgrade* étaient russophiles, mais chacune voyait différemment la constitution future de la Russie.

Si *Belgrade* n'attendait rien au point de vue économique de la Russie, mais désirait seulement platoniquement le retour au « Tsarisme », la *Tchécoslovaquie* était plus intéressée car elle voulait la restauration de la démocratie en vue du placement de ses produits industriels.

La Roumanie et la Pologne, d'autre part, étaient opposées à une reprise des relations avec la Russie, sans que celle-ci n'affirmât officiellement son renoncement aux prétentions territoriales qu'elle avait sur la Bessarabie et la Galice orientale. Or en paraissant devant

la conférence de Gènes, la Petite Entente, devait présenter un front commun. Les pourparlers entre ses trois ministres à Bucarest, Bratislava et à Gènes aboutirent à faire l'accord nécessaire.

Puis les deux autres questions, celle de la restauration du trafic international, des communications, de la stabilité monétaire et la divergence entre les points de vue français et anglais intéressaient au plus haut degré la « Petite Entente ». En vue de toutes ces attitudes communes à prendre on a vu que les voyages de M. Bénès à Londres et Paris, les entrevues à Bucarest, de Bratislava, et la réunion des experts à Belgrade au cours de 1922, avaient eu le don de concilier les desiderata politico-économiques avec les vœux purement politiques et de permettre d'offrir devant la conférence de Gènes, lorsqu'elle s'ouvrit, le front commun tellement souhaitable. La Pologne, qui, malgré qu'elle n'entrât pas officiellement dans la Petite Entente avait adopté le même point de vue parce qu'elle se voyait destinée à être comme une sorte de pays de transit pour les futures relations commerciales avec la Russie et qu'elle se trouvait en outre unie par un traité d'alliance défensive à la Roumanie, ne pouvait nullement se désintéresser de toutes ces affaires. Etant donnée la communauté d'intérêts elle participa donc à peu près à toutes les réunions des ministres et experts de la Petite Entente et adopta le même point de vue qu'eux. *Devant la conférence, les trois pays de la Petite Entente et la Pologne furent considérés comme formant un simple et seul bloc, unité qui leur rapporta le succès mentionné.* La conférence s'ouvrit le 10 Avril en présence des délégués de tous les Etats de l'Europe sauf la Turquie.

Les Etats-Unis d'Amérique n'y assistèrent pas non plus, malgré la politique de *Lloyd George* qui avait déclaré: « Je ne sais pas si les Etats-Unis seront représentés à Gênes, mais si on avait chargé la Société des Nations de l'organisation de cette conférence, on en aurait par là même exclu les Etats-Unis » (2) et par conséquent avait fait des invitations qui n'émanaient pas de la S.D.N.

La veille, c'est-à-dire le 9 Avril, la Petite Entente malgré la présence de ses ministres à Gênes ne put pas participer à la conférence préliminaire à cause de l'opposition de la *Grande Bretagne* et de l'*Italie* qui évoquaient le principe selon lequel à la conférence préliminaire ne pouvaient assister les puissances invitées, mais seulement celles invitantes. En revanche, un délégué de la *France* assista le même jour à la réunion des ministres de la Petite Entente et de la Pologne. Ceux-ci étaient MM. *Skirmunt*, *Bénès*, *Bratiano*, *Nintchitch* et *Mota*.

En outre, avant l'ouverture de la conférence, la France par la voie de *M. Barthou* avait demandé que l'on considérât la Petite Entente et la Pologne comme formant un seul bloc. Cette demande obtint un bon résultat car ainsi les Etats formant un bloc, pouvaient avoir une plus grande importance que lorsqu'on les considérait seulement comme « puissances à intérêts limités » et cette politique de *M. Barthou* s'opposait au plan de *Lloyd George* qui voulait faire admettre la Russie et l'Allemagne dans le conseil suprême. La Petite Entente fut représentée dans toutes les commissions et les sous-commissions chargées d'accomplir les différents

(2) Voir *Le Temps*, n° du 22 janvier 1929.

travaux. Dès le commencement, la conférence avait organisé 4 commissions : politique, économique, financière et des transports. Dans toutes ces commissions mais surtout dans la première, qui devait s'occuper des *problèmes de la propagande communiste en Europe, de l'or roumain confisqué par les Russes à Moscou bien qu'il fût envoyé sous la garantie des alliés, et de la reconnaissance des dettes russes d'avant-guerre, la Petite Entente et la Pologne firent cause commune avec la France. MM. Bratiano et Skirmunt eurent une brillante activité lors de l'incident Barthou-Tchitcherine, à l'occasion de la prétention russe de discuter sur d'autres matières que celles inscrites dans le programme, quand ils prirent la défense du point de vue français qui s'opposait à de tels procédés. De même lorsque Bratiano répondit aux Bulgares et Hongrois qui demandaient l'amélioration du régime des minorités.*

D'autre part *M. Velizar Jankovitch*, délégué de la Petite Entente à la commission économique, se déclara contre le point de vue anglais et demanda au nom de la « Quadruple Entente » l'octroi de crédits à long terme, seuls susceptibles d'améliorer l'état économique actuel. Donc, la Petite Entente fit toujours cause commune avec la France et déjoua la politique britannique lorsqu'elle essaya, sans aucun résultat d'ailleurs, de disloquer la Petite Entente.

Mais le « *deus ex machina* » de la conférence, fut la signature du traité russo-allemand à *Rapallo le 16 Avril 1922*, par lequel les deux Etats renonçaient à leurs dettes de guerre et posaient les principes des futures relations commerciales. Or tel qu'il avait été fait, ce trai-

té menaçait les intérêts des états de l'Europe et *surtout ceux de la Pologne*. De plus il était contraire aux dispositions des articles 260 et 263 de la charte de Versailles. *Rathenau* et *Tchitcherine* les deux signataires de ce traité avaient voulu par cela influencer la conférence de Gênes, mais ils ne réussirent guère, car la réaction des alliés se manifesta très vivement. La situation de la Pologne se trouvant surtout menacée par ce traité, la France, secondée par les autres alliés, en demanda l'annulation, et, sur le refus de l'Allemagne, cette puissance fut exclue de la discussion du problème russe. Puis parce qu'ils apercevaient que la solidarité russo-allemande menaçait la conférence, tous les alliés sentirent le besoin d'une étroite collaboration entre eux et le *Conseil suprême* invita la *Petite Entente* à envoyer un délégué. Par cette invitation de collaborer dans le sein du *Conseil suprême*, le bloc formé de la Pologne et de la *Petite Entente* était élevé à la dignité de grande puissance.

*Désormais cet ensemble de 75 millions d'hommes prend place parmi les grandes puissances sur un pied d'égalité complète.*

Le 23 Avril, lors de la discussion des termes de la note qu'on envoyait à l'Allemagne, au Palais Royal, *M. Bratiano* fit, au nom des quatre pays, une déclaration dans laquelle il considérait le traité russo-allemand comme une menace pour la paix établie au prix de tant de sacrifices et où il proclamait que la solidarité de la Grande et de la Petite Entente devait toujours se manifester dorénavant ainsi qu'elle venait de le faire.

A ces paroles de *Bratiano*, *M. Lloyd George* répondit en assurant les délégués que la collaboration générale



serait le mot d'ordre pour l'avenir. Plus tard, lorsque M. Lloyd George proposa une formule pour la conclusion d'un pacte européen, la Petite Entente demanda qu'on ajoutât un amendement par lequel les groupements particuliers déjà formés, étaient légalisés et autorisés.

Cette politique expérimentale et positive, qui conduisit par petites étapes à la sécurité européenne, était l'opposé de la politique britannique. Malheureusement la France ne montra pas assez de décision dans cette politique de rétablissement de l'Europe pour qu'elle réussît dans son application ; aussi ne put-on aboutir à rien. Avec la réponse russe, la conférence ne pût plus rien tenter de positif et pour mettre fin à la situation, presque tragique, créée par une nouvelle mésentente anglo-française, avant de se séparer, les délégués prirent la décision de convoquer une seconde conférence à La Haye, où l'on espérait aboutir à des solutions pratiques, au sujet desquelles la résolution suivante a été adoptée en séance plénière par la conférence de Gênes.

« 1) Une commission sera nommée en vue d'examiner les divergences existant entre le gouvernement soviétique russe et les autres gouvernements, et en vue de se rencontrer avec une commission russe ayant le même mandat.

2) Le 20 Juin, au plus tard, les noms des puissances représentées seront communiquées, avec ceux des membres de cette commission au gouvernement russe et réciproquement les noms des membres de la commission russe seront transmis aux autres gouvernements.

3) Seront traitées par ces commissions toutes les questions existantes concernant les dettes, la propriété privée et les crédits.

4) Les membres des deux commissions devront se trouver à La Haye le 26 Juin 1922.

5) Les deux commissions s'efforceront d'arriver à des réconciliations conjointes sur les questions visées à la clause » (3). *Avant de caractériser les résultats de l'influence de l'action de la Petite Entente, il nous semble nécessaire de citer les opinions plus qu'autorisées de MM. Nintchitch et Bénès.*

« A Gênes, déclara plus tard au Parlement le Ministre des affaires étrangères yougoslaves, M. Nintchitch, la Petite Entente et la Pologne ont joué un rôle politique important. Elles ont pris toutes les initiatives susceptibles de contribuer à l'affermissement du nouvel état de choses. La puissance de notre groupe s'est manifestée par l'invitation que nous firent à Gênes les puissances de collaborer au Conseil suprême...

L'accord fut rapidement conclu entre nous. La communauté établie à Gênes présenta un front unique, lors des tentatives qui cherchèrent à modifier la situation créée par les traités. Non seulement aucune décision contraire à nos intérêts n'a été prise, *mais encore nous avons réussi à déjouer toutes les tentatives pour soulever les questions qui nous étaient préjudiciables...* Au point de vue politique, nos rapports avec la Russie ne se sont pas modifiés, malgré la position de l'Etat soviétique, au lendemain de la conférence de Gênes, ne soit pas restée inchangée. La collaboration russe à la conférence de Gênes a été, en fait, la reconnaissance du régime bolcheviste.

Notre attitude vis-à-vis de la Russie soviétique est restée comme par le passé, caractérisée par le principe

(3) *Cosma*, op. cit., p. 97-98.

fondamental de non-immixtion dans les affaires intérieures russes. Nous avons toujours maintenu et nous maintiendrons dans l'avenir une stricte neutralité. Mais nous ne voulons pas devancer nos principaux alliés dans la reconnaissance « de jure » du régime soviétique actuel » (4).

« Notre groupement, déclare de son côté M. Bénès au Parlement de Prague, a résolument adopté une attitude modérée et médiatrice au sujet des différentes questions soumises à la conférence. C'est ainsi par exemple qu'il a cherché à atténuer les *divergences dans le conflit anglo-français*. Quand il s'est agi de l'engagement réciproque des différents Etats de ne pas s'attaquer, notre groupement a défendu cette opinion moyenne qu'il n'est certainement pas indispensable de renforcer la garantie des traités de paix, mais qu'il est nécessaire de rappeler dans le pacte conclu que la base de tous les actes internationaux de cette nature est l'obligation pour chacun de respecter ses engagements ».

« La conférence de Gênes, a été pour la Petite Entente et la Pologne, la première occasion *d'une collaboration diplomatique internationale au grand jour*. Disons immédiatement qu'elle a fait amplement ses preuves. Dans les commissions économiques, financières et des transports, les experts ont systématiquement pratiqué une action commune et ont ainsi obtenu tout ce que demandait l'intérêt de la Petite Entente, la tactique politique commune fut établie dans tous les détails.

Les chefs des délégations se tinrent en rapports cons-

(4) A. Mousset, La Petite Entente, Bossard, 1923, Paris, p. 94-95.

tants, ils discutèrent en commun et décidèrent en commun toutes les questions politiques et on peut affirmer que pendant toute la conférence il ne s'est produit aucun fait, soit matériel, soit formel, soit personnel, qui ait pu faire naître un désaccord.

Les représentants de la Pologne ont participé constamment à toutes nos réunions, et avec eux aussi nous avons travaillé en complet accord, dans les questions de forme, comme dans les questions de fond. Au cours de cette collaboration, la sincérité, la loyauté de tous s'affirma d'une façon éclatante. Nous avons quitté la Conférence *avec le désir qu'une telle collaboration subsiste à l'avenir. Tout le monde a constaté que l'un des résultats positifs de la conférence de Gênes était justement l'accroissement et l'affirmation de l'influence politique internationale de la Petite Entente et de la Pologne qui travaillait avec elle* » (5).

A Gênes la Petite Entente s'est donc manifestée comme un élément constructeur de la Politique européenne, elle a, jusqu'au bout, défendu ses intérêts et elle a ainsi rempli la tâche que lui avaient assignée ceux qui ont travaillé à sa réalisation. Les Etats qui la constituent ont assuré à ce groupement de nations une influence internationale *future et un prestige particulier à chacun de ses membres*. Elle est sortie de ces débats renforcée et tout le monde se convainquit que sans la Petite Entente et la Pologne, on ne pouvait essayer de régler les questions pendantes dans l'Europe centrale et même orientale.

(5) *Edouard Bénès*, discours prononcé devant le parlement tchécoslovaque, le 23 mai 1922, Europe nouvelle, n° du 3 juin 1922.

Elevée au rang de « Grande puissance » sans l'avoir demandé mais par la force du groupement qu'elle représentait, la « Petite Entente » rendait un grand service à l'Europe par l'appui qu'elle lui donnait dans sa restauration.

*En tout cas la place qu'on lui avait accordée n'était pas une faveur mais lui était justement assignée par le prestige de sa fonction, aux yeux du monde entier.*



## CHAPITRE VI

---

### LA CONFÉRENCE DE BELGRADE 8 Juin 1922

### ET LA PETITE ENTENTE

### A LA CONFÉRENCE DE LA HAYE

26-30 Juin 1922

---

A la conférence de Gênes, comme nous venons de le voir, la Petite Entente et la Pologne avaient formé un bloc solidaire et le succès avait été très grand, car la Petite Entente fut représentée dans toutes les commissions sans exception.

*Par son entrée dans leur sein, comme quatrième grande puissance, le prestige de ce groupement avait été rehaussé énormément car il apparut « comme la seule force vraiment organisée de la conférence ».*

Un autre événement très heureux pour la Petite Entente fut le mariage du roi *Alexandre de Yougoslavie* avec la princesse *Maria de Roumanie*. De cette alliance entre les familles régnantes des deux pays elle ne pouvait sortir que de beaucoup renforcée. M. Mousset décrit d'une manière très touchante cette cérémonie. « Le mariage de la Reine Marie de Roumanie apporta à la Petite Entente un surcroît de vigueur, les rapports serbo-roumains avaient toujours été bons, à part la crise passagère qui avait suivi le partage du Banat : ils étaient désormais raffermis par un lien dynastique. C'étaient deux chaînons du système qui se resserraient.

*Quand la famille royale roumaine arriva à Belgrade elle était portée par un bateau dont le nom « Stephan cel Mare » rappelle une époque chère aux cœurs roumains. A la tête de la flottille serbe qui vint à sa rencontre, était le « Tsar Douchan » le rapprochement fortuit de ces deux noms glorieux évoqua, dans l'esprit de tous les assistants, la symbolique union de la Grande Roumanie et de l'Etat Yougoslave, union dont les racines plongeaient dans les profondeurs de l'Histoire » (1).*

Lors de cette alliance royale, les ministres *Bratiano et Duca* (2) pour la Roumanie, et Bénès pour la Tchécoslovaquie, prirent part aux Fêtes qui se déroulaient à l'occasion de ce nouveau lien qui unissait les deux pays. Ils profitèrent de cette occasion de se trouver réunis avec les ministres serbes *Pachitch et Nintchitch* pour tenir une conférence en vue de l'ouverture prochaine de la conférence de La Haye. A cet entretien international allaient venir en discussion, la reconnaissance des dettes russes d'avant-guerre, la possibilité des relations entre les Etats de l'Europe et la Russie, la question des propriétés privées des étrangers en Russie et finalement la question de l'octroi de crédits à l'Union des républiques socialistes soviétiques Russes. *Tous ces problèmes intéressaient la Petite Entente et il fallait qu'elle arrêtât une ligne de conduite unique pour pouvoir aboutir à un résultat aussi satisfaisant que celui obtenu à la dernière conférence de Gênes. Après avoir longuement discuté toutes les questions qu'on envisa-*

(1) *A. Mousset*, op. cité, p. 96-97.

(2) *Take Jonesco* était malade en Italie et mourut le 21 juin 1922.

gerait à La Haye, l'accord se fit sur l'attitude à observer et un communiqué officiel fut publié selon lequel, les ministres « à la suite d'un échange de vues, avaient constaté une fois de plus que l'accord était complet entre eux sur toutes les questions.

Après avoir examiné l'activité qu'ils avaient déployée en commun à Gênes et qui avait donné des résultats favorables pour les trois pays, l'attitude à observer à La Haye a été envisagée » (3).

Mais le résultat principal de la conférence de Belgrade était autre, et d'une plus grande portée. On décida que, désormais la Petite Entente aurait une cohésion plus étroite et une meilleure connaissance des événements extérieurs par l'établissement d'un organe commun qui pourrait assigner une ligne de conduite générale à ses divers membres, sur différentes questions l'intéressant de près, il consisterait dans des conférences périodiques entre les trois ministres des affaires étrangères de Roumanie, de Tchécoslovaquie et de Yougoslavie. C'est ici que l'importance de la conférence se précise. *Elle décide la tenue de conférences périodiques entre les 3 ministres de la Petite Entente, pour que malgré leur multiplicité et leur variété, les questions à résoudre puissent être discutées d'une manière régulière et suffisante.*

Toujours à cette conférence, M. Bénès entama des discussions avec M. Pachitch et Niutchitch, relativement aux termes de la nouvelle convention d'alliance défensive tchéco-yougoslave.

Comme la Pologne n'avait pas été représentée à cette

(3) *Cosma*, opus. cité, p. 100.

conférence, *M. Okenski*, ministre de Pologne à Belgrade, fut mis au courant de ses décisions par *M. Niut-chitch*.

Quand le 26 Juin, la conférence de La Haye ouvrit ses séances, la Petite Entente s'y était bien préparée, malheureusement elle n'eût pas l'occasion de montrer à nouveau sa robuste organisation.

La délégation russe, sous la direction de *Litvinoff*, était venue à La Haye pour essayer de sauver le régime communiste par l'obtention d'un emprunt international. Or l'occident ne pouvait pas accorder de crédits sans s'intéresser, par des délégués, experts en la matière, à la situation des biens des étrangers en Russie. *Puis il réclamait une restitution des biens privés aux anciens propriétaires étrangers.*

Mais la délégation moscovite ne voulait pas s'engager dans cette voie des concessions obligatoires en échange de l'emprunt accordé, et devant son intransigeance, les négociations cessèrent. C'était un véritable échec, pourtant les Grandes Puissances et la Petite Entente n'y étaient pour rien. Seule l'attitude russe l'avait voulu et obtenu, la Petite Entente ne put faire autre chose que de soutenir les intérêts généraux en présence de la mauvaise volonté des délégués bolchevistes à faire n'importe quelle petite concession.

## CHAPITRE VII

---

### LE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION TCHÉCO-YOUGOSLAVE A LA CONFERENCE DE MARIANSKE LAZNE 25 et 31 Août 1922

---

Avant l'ouverture de la conférence de Prague, qui avait été fixée au 27 Août, par les 3 ministres de la Petite Entente, *M. Pachitch*, ministre de *Yougoslavie* et *M. Bénès* pour la Tchécoslovaquie se rencontrèrent encore à *Marianske Lazne* (Marienbad) en vue de renouveler la convention défensive signée le 14 Août 1920. D'après ses termes mêmes, cette convention expirait beaucoup plus tard il fallait la renouveler pour resserrer les liens qui formaient la structure juridique et internationale de la Petite Entente.

Le 25 Août, *M. Bénès* arriva à *Marianske Lazné*, où le ministre yougoslave faisait une cure, et les pourparlers pour arrêter les termes de la nouvelle convention défensive, commencèrent aussitôt.

On chercha à trouver des dispositions qui élargiraient cette garantie réciproque contre toute atteinte aux traités de paix et le champ des relations entre ces deux pays.

Les liens politiques d'une alliance ne pouvaient plus suffirent. Pour une meilleure interpénétration mutuelle



des deux pays, les liens économiques devaient aussi entrer en jeu. La collaboration économique entre la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie fit donc l'objet de discussions et les deux ministres décidèrent que des experts se réuniraient pour en discuter les modalités. *Les termes du traité d'alliance tchéco-yougoslave* car il s'appelait ainsi et non plus convention défensive, furent arrêtées et le 31 Août 1922 les deux hommes d'Etat y apposèrent leurs signatures. Les termes de ce pacte d'alliance défensive étaient les suivants :

RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION  
ENTRE LE ROYAUME DES SERBES-CROATES, SLOVÈNES  
ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE

Les gouvernements de la République Tchécoslovaque et du royaume des Serbes, Croates et Slovènes, désireux de prolonger l'accord conclu entre eux le 13 Août 1920 et de le compléter par de nouvelles stipulations ayant pour but :

- a) Le raffermissement et le maintien de la paix.
- b) La consolidation et l'amplification des liens politiques et économiques entre les deux Etats.

Ont accepté, d'un commun accord, les articles qui suivent.

A ces fins, ont été nommés comme plénipotentiaires par le Président de la République Tchécoslovaque :

Son Excellence M. le Docteur Edouard Bénès, Président du Conseil des Ministres et ministre des Affaires Etrangères.

Par sa Majesté le roi des Serbes, Croates et Slovènes :

Par son Excellence M. Nik. P. Pachitch, Président du Conseil des Ministres.

Qui, ayant échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont convenu que :

#### *Article I*

L'accord conclu entre la République Tchécoslovaque et le royaume des Serbes, Croates et Slovènes le 13 Août 1920, à Belgrade, est prolongé pour la même durée que la présente convention.

#### *Article II*

Les Hautes parties contractantes prennent acte, d'une part, des traités politiques et militaires et des accords conclus par la République tchécoslovaque avec la Roumanie, l'Autriche et la Pologne, et d'autre part, des accords similaires conclus par le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes avec la Roumanie et l'Italie.

#### *Article III*

Les Hautes parties contractantes s'efforceront d'asseoir sur une base solide toutes leurs relations économiques, financières et celles de leurs moyens de transport, et, à cet effet, de s'assurer mutuellement la collaboration la plus étroite, à cette fin elles conclueront des arrangements particuliers, spécialement un traité de commerce conforme à ce but.

#### *Article IV*

Les deux Hautes parties contractantes s'engagent à se prêter en général, appui politique et diplomatique dans leurs rapports internationaux, dans le cas où elles croiraient leurs intérêts communs menacés, elles s'engagent à se concerter sur les mesures propres à les sauvegarder.

*Article V*

Les autorités compétentes de la République Tchèque slovaque et du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, s'entendront en vue de prendre toutes les mesures nécessaires à l'application de la présente convention.

*Article VI*

La présente convention doit demeurer en vigueur cinq ans à partir du jour de l'échange des instruments de ratification.

A l'expiration de ces cinq années, chacun des hautes parties contractantes est libre de dénoncer la présente convention, tout en avisant l'autre partie six mois d'avance.

*Article VIII*

La présente convention sera communiquée à la Société des Nations.

En foi de quoi les deux plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en deux exemplaires à Marianske Lazne, le trente et un Août 1922.

Signé: Dr. Edouard Bénès.

Signé: Nik. P. Pachitch.

Après lecture de ce texte, on peut se rendre compte du profond changement apporté dans les termes de la convention défensive conclue le 14 Août 1920.

Premièrement dans le préambule, si le but de ce traité reste de *raffermir et de maintenir la paix*; plus bas figure un deuxième but qui n'existait pas dans la convention défensive de 1920: *la consolidation et l'amplifica-*

*tion des liens politiques et économiques entre les deux Etats. Donc le champ de l'alliance était étendu aux liens économiques.*

Dans son premier article le traité prolonge la convention de 1920 pour 5 ans, et dans le second « les Hautes Parties contractantes prennent acte des traités politiques et militaires et des accords conclus entre la République Tchécoslovaque et la Roumanie, l'Autriche et la Pologne, d'une part, et des accords similaires conclus entre le royaume des Serbes, Croates et Slovènes avec la Roumanie et l'Italie d'autre part ».

Voici une autre différence entre l'ancien et le nouveau traité: celui-ci était valable non plus pour 2 ans, mais le terme en était prolongé à 5 ans. Il comportait en outre une reconnaissance d'autres accords conclus avec des tierces puissances, clause qui ne figurait pas dans la première convention. Dans son troisième et quatrième article, le pacte parle d'une base solide pour les relations économiques et financières, base qui sera formée par des arrangements spéciaux et surtout par un traité de commerce. Plus loin les Hautes Parties contractantes s'engagent à se prêter un appui politique et diplomatique dans leurs relations et à se concerter lorsque leurs intérêts seraient menacés, sur les mesures à prendre. *Cette partie du traité élargissait l'alliance des deux états, car il garantissait non seulement l'exécution du traité de Trianon, mais celle de tous les traités de paix, dans le cas bien entendu où la situation de l'un des deux Etats deviendrait critique à la suite d'une dérogation à l'un de ces traités. Dans ce but les contractants s'obligeaient à agir en commun dans leurs actions diplomatiques et politiques ainsi qu'à se concerter*

sur les mesures à prendre dans le cas où leurs intérêts communs seraient menacés. Les quatre autres articles regardent la durée de ce traité, qui est fixée à 5 ans, les modalités de dénonciation, l'échange de ratification et la communication du traité à la Société des Nations.

Avant de se rendre à la conférence de Prague, les deux ministres s'occupèrent aussi de la possibilité d'un accord commercial entre la Tchécoslovaquie et la Hongrie, des questions postales, des communications, des voies ferrées internationales et des conditions d'échange des différentes marchandises.

La conférence de la Petite Entente à Prague prenant fin, les deux hommes d'Etat revinrent à *Marianske Lazné* et le 31 Août signèrent le traité.

En général ce traité d'alliance défensive entre la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, resserre les liens de la Petite Entente. Sa politique dépasse peu à peu une politique purement hongroise et commence à « regarder au delà du clocher de la Paroisse hongroise ou autrichienne » (1), en attendant d'avoir une politique européenne. A propos de ce traité, M. Bénès disait : « La signature du premier traité d'alliance le 13 Août 1920, et du second le 31 Août 1922, a été simplement la partie extérieure et formelle d'une politique qui se fonde sur la logique des événements.

Cette conclusion des traités eut lieu quand les événements extérieurs les rendirent psychologiquement possibles et politiquement opportuns. Formellement et essentiellement, le Traité du 31 Août est une œuvre de paix. Il confirme les accords antérieurs, garantit les deux pays au point de vue extérieur en concordance avec

(1) *Philippe Millet*, op. cit. p. 1.347.



les profonds besoins des deux nations, ainsi que la sécurité des peuples qui ont un besoin absolu de paix, pour stabiliser leurs états et suivre les directives de la Société des Nations (2).

La conférence de Prague qui s'interposa entre les préliminaires et la signature de ce traité élargit encore plus le champ des relations entre les deux pays mais aussi entre la *Roumanie* et ses deux alliés.

(2) *Machray*, Op. cit., p. 200.

## CHAPITRE VIII

---

### LA CONFÉRENCE DE PRAQUE

27-28 Août 1922

---

En Juin 1922, lors de la réunion des trois ministres des affaires étrangères de la Petite Entente, à Belgrade, les résultats de cette entrevue avaient été trop intéressants pour ne pas être renouvelés. Or, le meilleur moyen était de continuer ces entretiens qui fournissaient aux trois pays et particulièrement à leurs ministres l'occasion de bien se connaître et de s'entendre sur les différentes questions qui intéressaient la Petite Entente et devant lesquelles, elle devait adopter une attitude bien définie.

En conséquence il avait été décidé à Belgrade que chaque fois que de grandes conférences ou des réunions internationales se tiendraient en Europe les trois hommes d'Etat de la Petite Entente se rencontreraient pour « ajuster leurs points de vue sur les questions mises à l'ordre du jour par l'actualité, et pour convenir de la ligne de conduite commune à adopter au regard de ces questions ». Comme la *troisième Assemblée générale de Genève* devait s'ouvrir le 3 Septembre de la même année et que les discussions devaient porter sur le traitement des minorités, sur une délimitation de la frontière austro-hongroise, une autre dé-

limitation entre la Yougoslavie et l'Autriche et surtout sur l'admission de la Hongrie comme membre de la société des nations; MM. Duca et Nintchitch se montrèrent d'avis et M. Bénès se rallia à leur idée, qu'une entrevue ou pour mieux dire, une conférence, devant de quelques jours cette assemblée de Genève, à laquelle prendraient part les représentants de la Petite Entente et de la Pologne, était très nécessaire.

On la fixa aux derniers jours d'Août pour qu'en même temps on pût renouveler la convention tchéco-yougoslave qui allait expirer, et qu'elle précédât de quelques jours seulement l'ouverture de la discussion de la 3<sup>e</sup> Assemblée de Genève.

Ainsi le 27 Août 1922 s'ouvrit à Prague la première conférence périodique de la Petite Entente. Il est à remarquer que la Pologne, suivant l'attitude qu'elle avait prise à la Conférence de Gênes, participa à cet entretien par l'envoi de son représentant à Prague. MM. Jean Duca, ministre des affaires étrangères de la Roumanie, Bénès, de la part de la Tchécoslovaquie, Nintchitch pour la Yougoslavie et M. Erasme Piltz, ministre de la Pologne à Prague, pour la république polonaise, assistèrent aux travaux.

Comme d'habitude, les trois ministres, avant d'entreprendre la discussion approfondie des problèmes qui se trouvaient à l'ordre du jour, par exemple la question autrichienne ou bien celle de l'entrée de la Hongrie dans la Société des Nations, firent d'abord un examen collectif très général de l'état de l'Autriche et de la crise par laquelle passait la Grande Entente. Quant à cette dernière question ils décidèrent d'une manière unanime de ne pas prendre le parti de la France, ou

celui de l'Angleterre, que dans les dernières limites, si elles demeuraient complètement divisées, ce qui heureusement ne se produisit pas. Passant ensuite en revue les événements qui se déroulaient en Allemagne, M. Bénès montra ses inquiétudes sur la possibilité d'une restauration monarchique en Bavière, en faveur des Wittelsbach. On tomba d'accord qu'il fallait suivre de très près les événements qui se déroulaient en Allemagne et se concerter, dès qu'un changement radical surviendrait. Les autres questions furent discutées plus en détail. Voici le communiqué officiel :

« Toutes les questions politiques figurant au programme de la prochaine Assemblée de la Société des Nations et intéressant les Etats représentés à la Conférence ont été discutées. L'accord complet des points de vue a été réalisé, et des décisions ont été prises tant pour la tactique à suivre que pour la solution des divers problèmes. Il a été décidé que les délégués des quatre Etats à la Société des Nations garderont le contact le plus étroit pendant l'assemblée. La solution de certaines questions a été réservée à Genève où elle sera déterminée suivant les circonstances. La situation de *l'Autriche, de l'Europe centrale et la situation générale internationale ont fait l'objet d'une discussion détaillée.*

« Par suite de la situation politique et économique créée par les derniers événements européens, la nécessité de l'unité des quatre Etats représentés à la Conférence, a été de nouveau constatée, dans tous les cas où leurs intérêts communs seraient menacés. Les délibérations ont été empreintes du plus pur esprit de solidarité et d'amitié et un accord complet a été réalisé et exprimé par l'assurance que les quatre Etats conti-

nueront d'agir dans le même sens en union étroite, dans l'intérêt de la paix de l'Europe centrale et de l'Europe en général » (1).

Après avoir discuté ces questions générales, la Roumanie fut officiellement mise au courant des résultats de la conférence de *Marianske Lazné* (Marienbad) ; où avaient été discutés les termes de la nouvelle convention défensive tchéco-yougoslave. Puis on entra dans le fond même de la discussion sur l'Autriche qui se trouvait dans un état désespéré au point de vue économique. Le chancelier Siepel avait entrepris plusieurs voyages à l'étranger pour demander des emprunts ou conclure des arrangements. Au moment où se tenait la conférence trois éventualités pouvaient être envisagées pour l'Autriche :

- a) l'Anschluss ;
- b) le morcellement de l'Autriche ;
- c) l'Union douanière avec l'Italie.

Or, aucune de ces trois possibilités n'était en accord avec les traités, mais au contraire, elles menaçaient la paix et la sécurité de la Petite Entente et de l'Europe centrale. Aussi, la conférence décida-t-elle que le redressement de l'Autriche devait se poursuivre par une coopération économique des Etats successeurs, de commun accord avec la Grande Entente, mais *sans qu'un plan d'hégémonie d'un Etat ou d'un groupe quelconque d'Etats pût jamais se réaliser*. A la fin du débat, les quatre ministres déclarèrent : « que la seule action possible était de confier le règlement de la question à la Société des Nations, ainsi que la conférence de Londres en avait exprimé le désir, et de collaborer, d'accord

(1) *Albert Mousset, La Petite Entente*, p. 152.



avec les grandes puissances alliées, à l'action *de la Société des Nations en Autriche* (2).

Quant à la Hongrie, la Petite Entente ne croyait pas devoir interdire son entrée comme membre dans la Société des Nations et décida de ne pas s'y opposer. Pourtant on ne pourrait accepter l'entrée de la *Hongrie*, sans qu'elle donnât des garanties sérieuses que le traité de paix de Trianon ne serait pas enfreint, surtout en ce qui touche la question de la restauration des Habsbourgs sur le trône de Budapest. Elle devrait donc prouver son « adhésion définitive et sans réserve à l'état de choses créé par les traités » (3).

Pour les autres questions de moindre importance, par exemple celles qu'on discuta seulement en général, on décida de maintenir au cours de l'Assemblée de Genève un contact permanent entre les représentants des quatre pays et de prendre en présence de chaque question la décision nécessaire. A l'issue de la conférence, *M. Bénès* fit cette déclaration très intéressante à l'agence *Havas*: « Cette conférence ne fut pas improvisée, elle constitue l'exécution d'une décision, prise à Belgrade, de nous réunir périodiquement entre hommes d'Etat des pays de la Petite Entente et de la Pologne. Cette décision démontre la réalité des liens étroits unissant ces pays. La conscience de nos intérêts nous l'a fait prendre et aussi le sentiment que les événements qui se passent en Europe sont très importants et que la situation n'est pas encore stabilisée. Pour ces raisons, entre hommes d'Etat des quatre puissances liées par des intérêts primordiaux, nous sentons la nécessité de nous tenir en re-

(2) *Le Temps*, 30 août 1922.

(3) *Journal des Débats*, 30 août 1922.

lations constantes et d'échanger constamment nos points de vue. L'échange de vues auquel nous venons de procéder, nous a donné d'abord l'impression que, vu la situation européenne, nous devons avoir de plus en plus conscience que, particulièrement dans cette sphère où nous sommes, en Europe centrale, le maintien de la paix dépend de nous, de notre énergie, de notre union, de notre collaboration, de tout ce qui fait notre force. Dans nos conversations, nous avons le sentiment profond que nous sommes en état de défendre cette paix et nous avons la volonté de la sauvegarder. L'examen de la situation internationale nous a fortifiés dans la conviction que la collaboration commencée depuis plus d'un an a produit de très grands résultats. Ces résultats peuvent être constatés depuis le moment où Charles est venu en Hongrie jusqu'à la conférence actuelle, où nous nous trouvons en présence des embarras de l'Autriche, notre réunion à Prague marque un nouveau et important progrès dans l'affermissement des liens unissant nos quatre Etats... outre les questions qui seront discutées dans l'assemblée de la Société des nations, nous avons parlé particulièrement de l'Autriche. Nous avons envisagé divers aspects de ce problème angoissant. A ce sujet notre collaboration avec les grandes puissances de la Grande Entente est évidemment la condition de notre politique commune à Genève. De toute façon, nous pensons que le statut politique actuel en Europe doit rester intact, quelles que soient les solutions qui seront adoptées » (4).

Toujours à propos de cette conférence M. Bénès di-

(4) *Bénès*, déclaration à l'Agence Havas, Cosma, op. cit., p. 107.

sait : « *Nous avons procédé à une codification plus concrète des pactes qui nous unissent. Nous savons mieux en quoi nous nous sommes engagés les uns à l'égard des autres. Clara pacta Boni amici*, mais au fond toutes les stipulations sont peu de choses par elles-mêmes. Ce qui importe, c'est la conscience que nous y puisons de la solidarité durable de nos intérêts en Europe.

*Voilà le vrai résultat de la conférence, il devient considérable si on l'envisage en fonction de la crise que traverse l'Europe »* (5).

Cette conférence de Prague est très importante car elle marque une étape importante dans l'histoire de la Petite Entente non seulement au point de vue tactique, en affirmant, encore une fois, la solidarité de vue entre les quatre états ; mais aussi au point de vue moral car dès maintenant, elle élargissait sa politique, qui jusqu'alors s'étendait seulement aux affaires hongroises. Désormais la Petite Entente adoptera incessamment sa politique à la situation internationale, créée par les événements les plus récents de l'Europe entière et deviendra un véritable organisme international.

(5) *Mousset*, op. cit., p. 153.

## CHAPITRE IX

---

### L'ATTITUDE DE LA PETITE ENTENTE VIS-A-VIS de L'ENTRÉE de la HONGRIE à la S.D.N. ET DE LA CONFÉRENCE DE LAUSANNE

20 Novembre 1922 — 24 Juillet 1923

---

L'œuvre principale entreprise par l'Assemblée générale de la Société des nations durant l'année 1922 avait été la reconstitution économique et financière de l'Autriche et de la Hongrie.

Cette dernière puissance, qui ne faisait pas encore partie de la Société des nations, avait manifesté le désir d'y entrer depuis 1921, mais en dépit des plaidoiries du comte *Apponyi*, son représentant, elle n'avait abouti à rien.

Au mois de Septembre 1922, le comte *Banffy* représentant la Hongrie défendit sa cause et obtint l'admission de son pays comme membre de la Société des Nations le 18 du mois. Mais il ne faut pas oublier que pour pouvoir vaincre une certaine résistance qui se manifestait, *Banffy* avait dû déclarer que la mort de *Charles IV* avait éclairci la situation entre la Hongrie et la Petite Entente, et que son pays promettait de respecter les traités conclus, les engagements internationaux, ainsi que la Société des nations. C'est seulement à la suite de cette déclaration que la Petite Entente vota

l'admission de la Hongrie, et qu'ainsi Budapest put se réjouir de son succès diplomatique. *Au vrai, la Petite Entente par son attitude favorable à son adversaire déterminait l'Assemblée à voter à l'unanimité l'admission de l'ancien perturbateur de l'ordre européen. Sans cet appui et sans cette protection de la Petite Entente, la Hongrie n'aurait jamais pu entrer dans la Société des nations, car les puissances avant de discuter et décider quelque chose relativement à cet Etat n'oubliaient jamais de consulter ses voisins immédiats.*

En prêtant son appui aux Hongrois, la Petite Entente avait agi avec largeur de vues, car malgré tous les signes d'inimitié que la Hongrie ne cessait de lui montrer, elle cherchait les bases d'un futur rapprochement dans cette première assistance amicale qu'elle lui prêtait. La Tchécoslovaquie, principale victime des machinations irrédentistes magyares, conclut même avec Budapest, un traité de commerce le 24 Novembre 1922, montrant par cela l'esprit pacifique qui l'animait.

Quatre jours avant la conclusion de ce traité de commerce tchéco-hongrois, c'est-à-dire le 20 Novembre, s'ouvrait à *Lausanne* la conférence de la paix qui devait décider dans le cadre du problème turc, la liberté des détroits. Dans cette affaire la Petite Entente était très intéressée, car tout son trafic maritime passait par les détroits. Seule la Yougoslavie possédant un débouché sur la mer Adriatique n'envoyait pas toutes ses marchandises par la mer Noire, mais elle exportait aussi une grande partie de sa production par le Danube. La Tchécoslovaquie et la Pologne trouvaient dans les ports de *Galatz* et de *Constantza* la meilleure communication avec les mers du Sud et par conséquent étaient puis-



samment intéressées au régime des détroits. Bien entendu, ces trois pays l'étaient moins que la *Roumanie* même, qui en qualité de riveraine de la Mer Noire et expédiant par les détroits son exportation de pétrole et de céréales, ne pouvait pas assister impassible aux tentatives russes et turques pour faire de la mer Noire une mer fermée. C'est pour cela que *M. Duca* plaida avec véhémence auprès des Alliés la cause de la liberté des détroits en défendant ainsi non seulement les intérêts vitaux de la *Roumanie* mais ceux de la *Petite Entente* et de la Pologne.

Le 29 Novembre, *M. Bénès* étant arrivé, lui aussi, à la conférence de Lausanne, les trois ministres de la *Petite Entente* eurent une entrevue, dans laquelle on discuta longuement l'attitude que la *Petite Entente* devait prendre devant les événements du jour : les conditions territoriales imposées à la *Turquie*, l'occupation de La Ruhr, le régime fasciste et le nouvel arrangement Italo-Yougoslave signé le 25 Octobre à Rome. Comme toujours, l'accord fut des plus parfaits et lorsque la *Turquie* voulut exiger de la Conférence, des territoires dans la péninsule Balkanique, elle trouva devant elle la ferme opposition de la *Petite Entente*, ce qui la surprit beaucoup car elle comptait toujours sur l'éternelle rivalité entre les Etats Balkaniques. En ce qui concerne son attitude, dans cette question, la *Petite Entente* adopta une ligne de conduite intermédiaire, entre l'attitude de l'Angleterre prête à accorder toutes les concessions aux *Turcs* au détriment des *Grecs*, et celle de la France qui soutenant les *Grecs* ne voulait pas que les *Turcs* revins-  
sent en Europe.

Mais ce ne fut pas seulement par l'admission de son

point de vue que triompha la Petite Entente ; elle obtint un autre gain moral : Lorsque les *Greco* avaient été chassés d'Asie Mineure (Septembre-Octobre 1922) par les Turcs, l'avènement au trône du roi Georges qui avait épousé la princesse *Elisabeth* de Roumanie avait déterminé la formation d'un certain bloc *Roumano-Greco-Yougoslave*. Les Bulgares commencèrent sur ces entreprises à s'agiter pour obtenir un port sur la mer Egée, et M. *Nintchitch* soutenu par M. *Duca* dut s'opposer à toute modification du traité de Neuilly pour mettre fin aux démarches de M. *Stambuliski* qui voyageait incessamment entre *Bucarest* et *Belgrade*. Un front unique des Etats balkaniques contre un retour de la Turquie en Europe, tel que l'imaginait la presse mondiale, n'exista donc pas, à cause de la Bulgarie, qui, pour satisfaire ses prétentions territoriales voulait porter une grave atteinte au traité de Neuilly. L'intangibilité des traités de paix était la raison de la Petite Entente et elle ne pouvait conclure des actes contraires à ses buts. Les délégations des Etats Balkaniques à la conférence de Lausanne demeurèrent dans de très bons rapports mais ne constituèrent pas ce bloc anti-turc que certains attendaient. *Il importe de souligner le prestige de la Petite Entente dans la péninsule balkanique, où toute atteinte aux traités de paix, se heurtera à la ferme volonté de la Roumanie, de la Yougoslavie et de la Tchécoslovaquie, qui assureront le respect des traités existants.* Les démarches de MM. *Stamboliski* et *Politis* à *Bucarest* et à *Belgrade* ne font que démontrer encore une fois l'importance de l'appui de la Petite Entente.

## CHAPITRE X

---

### LA SITUATION INTERNATIONALE et le **RENOUVELLEMENT** des **TRAITÉS CONSTITUTIFS** **DE LA PETITE ENTENTE**

---

Devant la conférence de Lausanne tandis que les puissances européennes cherchaient à établir la paix dans le proche orient, des événements assez graves et d'une portée considérable se déroulèrent en Allemagne. Cet état ne pouvait pas répondre d'une manière satisfaisante aux demandes de la France. Devant cette défaillance momentanée, les avis des Alliés furent partagés. L'Angleterre préconisait une politique modérée d'entente à l'amiable avec l'Allemagne, tandis que la France ne voyait dans cette défaillance de son ennemie qu'une *dérogation et une tentative d'échapper aux obligations que le Traité de Versailles avait imposées aux vaincus.*

Le 10 Janvier 1923, ne voulant pas accepter les suggestions de Londres, la France informe Berlin qu'elle va occuper « La Ruhr » à titre de sanction — 100.000 soldats français et belges commencent à occuper *La Ruhr*, ce vaste et riche territoire allemand qui s'étend jusqu'au *Rhin*. Devant cette politique brusquée de la France, Londres se déclara neutre mais la presse britannique ne cessa de critiquer l'attitude du gouvernement français qui voulait selon les journalistes anglais, encercler l'Allemagne avec l'aide de la Petite Entente, l'anéantir en

tant que force économique et par cela même établir son hégémonie européenne. De plus, ils voyaient dans cette pression qui s'exerçait sur l'Allemagne, une excellente occasion pour le bolchevisme de conquérir ce pays et de préparer efficacement la révolution mondiale. La presse anglaise n'était pas seule à tenir ce langage. Le premier ministre Anglais, M. *Baldwin*, dans un discours peu favorable à la politique française, mais éloquent, qu'il prononça à cette époque, *établissait une connexion entre la mauvaise situation économique de son pays et la politique française*. Son argumentation était que, par l'encerclement de l'Allemagne et l'occupation de La Ruhr, la France poussait le « *Reich* » dans un chaos économique et que cet état de l'Allemagne influençait énormément la place de Londres et le commerce britannique entravant l'essor économique et financier de l'Angleterre.

L'Italie parce que la Grande Bretagne s'était déclarée neutre, prit place à côté de la France, qui occupa militairement *Essen*, capitale de *La Ruhr*, et toute la province jusqu'au Rhin sans que l'Allemagne s'y opposât. Officiellement le *Reich* après avoir protesté par une note envoyée à Paris, s'abstint de toute défense sauf l'organisation d'une résistance passive par la population de *La Ruhr*. La France exploitait maintenant les différentes richesses de la province rhénane et détenait ce que M. Poincaré avait demandé, une garantie productive. La Petite Entente ne prit pas une position bien déterminée pour l'une ou l'autre des politiques mais dans un discours de *Bénès*, prononcé le 30 Janvier, pendant la crise entre la France et l'Angleterre, on voit l'intention des 3 Etats de ne pas prendre parti ni pour la France ni pour la Grande Bretagne. Les liens de la victoire commune

l'attachaient également aux deux grandes puissances. Ce qu'elle cherchait pour le moment était, sinon à rendre meilleures les relations anglo-françaises, tout au moins à *s'abstenir de se prononcer pour l'une des deux politiques et à maintenir le « statu-quo » dans l'Europe centrale*, souvent troublé par les incidents, provoqués sur les différentes frontières de la Hongrie par Budapest. Ils commencèrent sur la frontière roumano-hongroise au mois de Décembre 1922 quand près de cet endroit eurent lieu des manifestations hostiles à la Roumanie suivies de concentration de troupes magyares et de nombreuses incursions sur le territoire roumain. Bucarest donnait à ce sujet ces quelques détails :

« Une note publiée par la presse hongroise, dément les nouvelles annonçant les violations de la frontière roumaine. Ses allégations sont contredites par la réalité. En fait, de nombreuses troupes hongroises sont concentrées dans les régions voisines de la frontière roumaine : trois fois en vingt-quatre heures la frontière a été traversée par des groupes de soldats hongrois qui se sont retirés après avoir échangé de nombreux coups de feu, avec les gardes-frontières roumains » (1).

*La Petite Entente protesta énergiquement* contre ces provocations qui pouvaient avoir des conséquences regrettables et contre la tolérance par Budapest de cette propagande irrédentiste.

M. *Stircea*, ministre de la Roumanie à Budapest, insista pour que la Hongrie prit des mesures sévères pour que ces manifestations hostiles ne se répètent pas.

De leur côté, les gouvernements italien, anglais et français firent parvenir, le 13 Janvier 1923, par le Prince

(1) *Le Temps*, n° du 16 janvier 1923.



*Castagneto* une note à Budapest par laquelle les trois grands alliés faisaient connaître aux Hongrois le danger de manifestations et de meetings populaires dans les localités limitrophes de la Roumanie et où des résolutions tendant à modifier les frontières fixées, par le traité de Trianon avaient été « votées » (2).

Comme réponse, Budapest fit connaître aux puissances, par la voix de *M. Duruvary*, ses intentions pacifiques mais répliqua que la liberté de la presse ne pouvait pas être limitée. Pourtant les incidents de frontières ne cessèrent pas et ils se sont répétés avec une certaine tendance à l'augmentation depuis le 13 Janvier 1923. Citons notamment, les incidents des 15 et 24 Mars et du 10 Avril dont la commission mixte découvrit le coupable dans la personne d'un garde frontière hongrois, qui dut avouer son crime. Il faut noter que tous les incidents de frontière du printemps de la seule année 1923 s'étaient tous passés sur la frontière tchécoslovaque et que 9 soldats tchécoslovaques complètement innocents y avaient perdu la vie. Mais après enquête de la commission mixte des 29-30 Avril, les attentats cessèrent et au cours du mois de Septembre, MM. *Bénès* et *Bethlen* se rencontrèrent à Genève et mirent fin à la question en s'entendant sur le montant des indemnités à payer et sur la cessation de la propagande irrédentiste. Il est aussi à signaler que le 23 Avril, le Conseil de la S.D.N. rectifia, sur la demande de la Hongrie, la décision de la commission de délimitation, en attribuant à la Hongrie les villages de *Melmeko* et *Somosujfal*. La Tchécoslovaquie accepta. D'autre part, vers le début de Février, l'Autriche voulut éclaircir complètement sa situation d'après guerre

(2) *Journal des Débats*, n° du 17 janvier 1923.

et des pourparlers furent entamés avec le gouvernement yougoslave qui aboutirent à la signature du protocole du 26 Février 1923. Cette rapide conclusion d'accords sur différentes questions est due surtout au voyage de M. *Seipel*, chancelier, d'Autriche à Belgrade, et à ses entrevues avec MM. *Pashitch* et *Nintchich*. Le protocole contenait quatre conventions concernant, l'abolition des séquestrations de biens, le paiement des obligations contractées en couronnes autrichiennes avant Mars 1919, les actions autrichiennes dans les entreprises de Bosnie-Herzégovine, la propriété de la législation yougoslave à Vienne, le transfert des sièges principaux d'entreprises dans un des Etats et le respect du régime des passeports. Mais celle-ci n'était pas la seule convention conclue par la Yougoslavie à cette époque car le 17 Mars 1923, elle signa une convention d'assistance juridique avec la Tchécoslovaquie. La Petite Entente reserrait ses liens de plus en plus et en dehors des conventions conclues par ses trois Etats avec des tierces puissances on enregistre dans cette période le renouvellement de deux de ses conventions: une entre la Roumanie et la *Tchécoslovaquie*, l'autre entre la Roumanie et la Yougoslavie. La première convention renouvelée avait été d'après l'ordre chronologique l'accord Tchécoslovaque, signé à *Marianske Lazné* le 31 Août qui élargissait les termes de la première convention de 1920 et dont nous sommes occupés déjà. La seconde est la convention défensive roumano-tchécoslovaque qui fut prolongée, à Prague, le 7 Mai 1923, pour 3 ans, ainsi que la convention militaire. Le Texte est le même que celui du 23 Avril 1921, sauf le préambule, dans lequel on trouve le motif qui a déterminé le renouvellement, à

savoir le bienfait de la paix par l'entente. Il porte les signatures de M. Bénès et *M. Hiott* pour la Roumanie. La dernière, en date, des conventions renouvelées est l'accord roumano-yougoslave qui a été signé le 7 Juillet 1923 à Bucarest par *MM. Duca* et *Tcholak-Antici* pour la Yougoslavie. Elle était renouvelée pour une durée de trois ans ainsi que la convention militaire et ne subissait aucun changement dans ses termes. La ratification se fit vite et l'échange eut lieu à Belgrade, mais ne fut enregistré à la S.D.N. que le 2 Septembre 1926 avec sa seconde prolongation datant du 13 Juin 1926.

---

Si nous envisageons maintenant dans toute son étendue, cette période de construction qui commence à la déchéance des Habsbourgs et finit à la signature de la paix de Lausanne, nous constatons que l'Europe centrale cherche à consolider sa situation politique et économique tellement éprouvée par la guerre et ses conséquences. La Petite Entente a travaillé incessamment à ce renflouement de l'Europe Centrale *et si l'on regarde en perspective l'évolution de ce groupement on peut remarquer* l'ascendant presque toujours croissant qu'elle obtint dans le concert européen. A peine constituée en 1921, elle s'est comportée remarquablement lors des tentatives de Charles IV, elle se présente à la conférence de Rome et à celle de Porto-Rosa avec la ferme décision de collaborer à la restauration de l'Europe économique et *finit par son homogénéité parfaite, à être reconnue à la conférence de Gênes comme grande puissance. Son ascension rapide présente deux caractéristiques princi-*

*pales, de s'être affirmée au fur et à mesure que la Grande Entente laissait s'affaiblir ses liens et d'avoir ses racines dans une vérité qui dépasse les menus détails de la défense contre un voisin quelconque, en constituant la plus sûre des garanties de la paix de l'Europe centrale.*





## TITRE VI

---

De Lausanne à Locarno



## CHAPITRE I

---

### LA CONFÉRENCE DE SINAIA

28-30 Juillet 1923

---

En dépit des incidents de frontières du 10 Avril, qui s'étaient déroulés sur la frontière tchéco-hongroise, la Petite Entente ne s'opposait pas à l'octroi d'un emprunt que la Hongrie demandait à la Société des Nations. Son attitude de ce point de vue a été des plus loyales et des plus cordiales.

Puisqu'à la prochaine Assemblée de 1923 devait se poser la question de cet emprunt et celle de l'accord d'un moratorium à la Hongrie, la Petite Entente décida de tenir une conférence, pour que ses trois ministres se concertassent sur la question hongroise et sur les garanties qu'ils demanderaient. Ils devaient encore discuter sur la représentation de la Petite Entente au Conseil de la S.D.N.

La localité choisie fut *Sinaia*, cette belle station climatique, située dans le cœur des *Carpathes*, et le 28 Juillet, *M. Bratiano* y ouvrait la première séance de la conférence de la Petite Entente. La Roumanie était représentée par *MM. Bratiano et Duca*, la Tchécoslovaquie par *M. Bénès* et la Yougoslavie par *M. Nintchitch*. La Pologne, malgré qu'elle eût collaboré aux autres conférences de la Petite Entente, n'envoya cette fois-ci qu'un *observateur* en la personne de *M. Piltz*.

A la veille de la conférence, elle avait fait connaître son intention de ne pas entrer dans le cadre de la Petite Entente, et par celà même, elle démentait les assertions selon lesquelles, au cours des entretiens de *Sinaia*, le cadre de la Petite Entente serait élargi par l'adhésion de la *Pologne* et de la *Grèce* et ce qui semblait plus curieux encore, celle de l'*Albanie*.

Dans la première séance, *M. Bénès* qui avait entrepris plusieurs voyages dans les capitales occidentales en vue de s'entretenir avec les dirigeants belges, français et anglais sur les réparations, fit un exposé des résultats obtenus et le reste de la séance fut employé par la discussion de la situation générale. Le soir même le communiqué officiel disait :

« On a procédé à un échange de vues détaillé de la situation générale et on s'est trouvé d'accord sur tous les points. La parfaite unité de la Petite Entente, comme facteur de la solidarité et de la paix, s'est ainsi de nouveau manifestée. La discussion continuera demain matin, on passera à l'examen des différentes questions qui intéressent plus spécialement la Petite Entente et pour lesquelles il est nécessaire d'établir une attitude commune » (1).

Le lendemain, après cet échange de vues préliminaire, la conférence aborda le problème hongrois. La Hongrie avait demandé le 23 Mai 1923, un moratorium pour les paiements des réparations en même temps que la levée de l'hypothèque. La question de l'emprunt que ce même état demandait à la société des nations se posait également. Après une minutieuse analyse de la situation, la Petite Entente se prononça en sa faveur, mais

(1) *Le Temps*, n° du 30 Juillet 1923.

*sous réserve de certaines conditions d'ailleurs très légitimes.* On demandait à Budapest que *l'emprunt* accordé fût employé exclusivement au redressement économique et financier du pays. *Il ne devait être employé, ni pour des armements, ni pour la propagande irrédentiste ;* la Petite Entente admettait même la levée de l'hypothèque, mais en revanche elle demandait un gage plus sérieux et la participation du délégué de la Petite Entente aux travaux de la commission de contrôle du désarmement hongrois.

Ces prétentions n'étaient nullement exagérées, vu l'attitude de la Hongrie qui ne faisait autre chose que de se ruiner pour soutenir sa propagande contre les traités de paix.

Durant la séance de clôture de la conférence, on décida d'entretenir les mêmes relations de bon voisinage avec la Bulgarie, où *M. Tsankoff* était arrivé au pouvoir ; et toutes les questions économiques concernant les Etats de la Petite Entente furent passées en revue. Avant de se séparer, *M. Duca* discuta avec *M. Niutchitch* les doléances de la population roumaine du Banat yougoslave qui voulait une application intégrale d'un régime des minorités.

Après la conférence les journalistes s'empressèrent de prendre des interviews et *M. Duca* disait relativement à l'emprunt hongrois :

« Il a été souvent dit que la Petite Entente se prononçait contre un emprunt hongrois... Ces affirmations étaient erronées. La Roumanie ainsi que la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie n'ont jamais montré une hostilité à l'idée d'un emprunt hongrois, mais les trois puissances ont demandé qu'on leur donne de sérieuses



garanties que l'emprunt hongrois ne sera pas employé par Budapest contre nous en renforçant les armements ou en finançant la propagande irrédentiste... ». Voici, pour en finir avec cette conférence, l'opinion de *M. Mousset* sur l'atmosphère dans laquelle s'est déroulée cette entrevue entre les ministres de la Petite Entente: « La traditionnelle amabilité des Roumains nous y a ménagé un accueil plein de prévenances et d'attentions: réceptions par la cour et le gouvernement, soirée musicale, excursions, rien n'a manqué à ces fêtes qui marquent à peu près le troisième anniversaire de la Petite Entente, celle-ci ayant pour acte de baptême la convention tchéco-serbe du 14 Août 1920 » (2).

C'est le tableau d'une solidarité et d'une collaboration de premier ordre, où se reflète l'esprit qui règnera toujours dans les conférences et les actions de la Petite Entente.

(2) *Journal des Débats*, n° du 6 Août 1923.

## CHAPITRE II

---

### L'ELECTION de M. BÉNÈS au CONSEIL de la S.D.N. ET LA TENSION ANGLO-FRANÇAISE

---

A la dernière conférence de la Petite Entente de Sinaia, on avait discuté parmi d'autres questions inscrites à l'ordre du jour, les conditions que l'on devait imposer à la Hongrie pour qu'elle ne pût employer l'emprunt qu'elle avait sollicité à la Société des Nations, pour financer la propagande irrédentiste.

Dès le mois de Septembre des pourparlers commencèrent à Genève entre *MM. Bénès et Bethlen*, qui se rencontrèrent le 5 du mois, et la discussion porta sur toutes les questions litigieuses entre la Hongrie et la Petite Entente. Durant l'entrevue, le *comte Bethlen* fut mis au courant de l'attitude de la Petite Entente, en ce qui concernait l'emprunt, un accord sur certaines autres questions concernant les relations commerciales, le visa des passeports, la cessation de la propagande irrédentiste, et la liquidation des incidents de frontière, put être réalisé. Comme M. Bénès avait traité au nom de la Petite Entente, aussitôt les résultats obtenus, il mit au courant les gouvernements roumain et yougoslave des améliorations qu'il avait réussi à obtenir. Avec l'aide du délégué tchécoslovaque à la commission des réparations et de la Société des Nations, un plan de

la reconstruction de la Hongrie fut élaboré et le 20 Décembre, il était approuvé par le Conseil de la Société des Nations. Bien entendu les intérêts de la Petite Entente étaient respectés, elle faisait partie de la commission de contrôle de l'emprunt. Dans le protocole signé le 13 Mars 1924 par l'Angleterre, la France, la Roumanie, la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie d'une part et d'autre part, la Hongrie, cette dernière puissance s'obligeait à remplir les obligations du traité de Trianon, spécialement quant à ses clauses militaires, et de s'abstenir de toute action contraire à l'esprit des conventions conclues en vue de son renflouement économique et financier. Le protocole fut enregistré, le 24 Juin et l'emprunt se plaça facilement sur les marchés européens. Il se chiffrait à 11 millions de livres sterling. Après la signature du protocole, la Hongrie ne pouvait plus, tout au moins pour le moment, reprendre son ancienne politique de propagande irrédentiste. Elle s'était obligée à s'en abstenir devant les Grandes Puissances qui étaient aussi signataires de cet acte. *La Petite Entente* pouvaient donc être certaine que la Hongrie se reconstituait mais n'emploierait pas ses ressources pour d'autres buts que ceux prescrits par les Experts. Elle avait en outre, afin de s'en assurer, un représentant dans la commission de contrôle.

Mais le grand succès remporté par la Petite Entente durant la période qui suit la conférence de Gênes, consista dans l'élection de *M. Bénès comme membre au conseil de la Société des Nations, en qualité de représentant de la Petite Entente*. Cette élection s'était faite le 29 Septembre 1923 et 30 voix s'étaient portées sur lui.

Une fois élu, il prit une grande part aux travaux du conseil. Il travailla notamment comme rapporteur à l'étude de la question de la sécurité. Le traité *d'assistance mutuelle* qu'il préconisa devant l'Assemblée de la S.D.N. était basé sur le principe de la nécessité des alliances régionales ; principe sur lequel se fondait justement la Petite Entente. Mais M. Mac Donald, le premier britannique, rejeta le principe des ententes régionales, qui présentait cependant l'avantage de satisfaire la France sans mécontenter l'Angleterre et demanda un pacte universel d'assistance mutuelle. En général à cette époque la situation était mauvaise en Europe. La mésentente anglo-française persistait et le coup de force dirigé par M. Mussolini contre la Grèce, en occupant l'Ile de Corfou, avait profondément atteint le prestige de la S.D.N. Pourtant même dans ces moments assez difficiles pour l'Europe, la Petite Entente fit par l'intervention amicale du Président Masarik une tentative pour améliorer les rapports entre Londres et Paris. Répondant à une invitation du Président Millerand, M. Masarik accompagné par M. Bénès arriva à Paris le 16 Octobre 1923, où il fut l'objet d'une chaleureuse manifestation de sympathie de la part des Français. Après un séjour d'environ une semaine il gagne Londres où l'attend une manifestation semblable. Dans une déclaration à la presse, le 23 Octobre, il dévoile sans le vouloir peut-être, le but de ses visites car il parle de l'extrême importance de l'entente franco-anglaise qui doit être maintenue parce qu'elle est essentielle à la paix et à la consolidation de l'Europe.

C'était exactement ce qu'il avait déclaré le 1<sup>er</sup> Janvier 1922 à Prague lorsqu'il parlait de cette « autorité

*nécessaire* » qui devait exister dans l'Europe d'après guerre. Ces paroles du Président *Masarik* firent une *profonde impression* dans les cercles politiques de l'Europe, qui s'imaginaient que le principal but du voyage des deux hommes d'état avait été de conclure un traité franco-tchèque. La vérité sur le but de ses voyages avait été dite par *Masarik*, mais pourtant beaucoup de gens y voyaient une tentative de la France pour encercler l'Allemagne avec l'aide de ses « vassales ». Cette opinion prévalut lorsque la France ouvrit des crédits pour des armements et des équipements à la Roumanie, à la Yougoslavie et à la Pologne. La première de ces puissances n'accepta pas, tandis que les deux autres recevaient volontiers ce concours inattendu. Mais lorsque au mois de Février 1924, *M. Bénès* déclara que, jamais la France *n'avait fait des offres de crédit à la Tchécoslovaque et que celle-ci non plus n'avait jamais rien demandé*, on se convainquit que les démarches à Londres et Paris avaient été tout à fait désintéressées et poursuivies au seul profit de la Paix.



## CHAPITRE III

---

### LA CONFÉRENCE DE BELGRADE

10-12 Janvier 1924

---

Dans cette atmosphère un peu chargée, la conférence périodique de la Petite Entente devait avoir lieu le 10 Janvier et malgré les rumeurs qui couraient à son objet, elle eut lieu sans retard.

Les représentants des trois pays se trouvaient les ministres des affaires étrangères, *Duca* pour la Roumanie, *Bénès* pour la Tchécoslovaquie, *Niutchitch* pour la Yougoslavie, *Pashitch*, premier ministre yougoslave, présida les séances qui s'ouvrirent au Palais du Ministère des affaires étrangères et durèrent trois jours. La Pologne n'envoya pas son représentant et par conséquent elle ne prit aucunement part à la discussion, qui s'annonçait extrêmement intéressante, car à l'ordre du jour figurait l'accord d'un emprunt à la Hongrie. Il fallait savoir quelles conditions les Etats de la Petite Entente exigeraient des Hongrois, pour être sûrs que ceux-ci n'utiliseraient pas l'emprunt dans le but d'un armement qui leur était défendu par le traité de Trianon.

Une autre question qui passionnait alors l'opinion, celle de la reconnaissance de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques Russes, par le groupement des Etats de la Petite Entente, allait se poser également.

Un grand nombre de journalistes de tous les pays étaient venus à Belgrade expressément en vue de ces discussions qu'ils croyaient certainement devoir aboutir à un résultat de grande envergure. MM. Duca et Bénès à leur arrivée eurent du mal à persuader les reporters qu'il leur semblait très probable que cette conférence de Belgrade ne prendrait aucune tournure sensationnelle ou de décisions inattendues.

Au cours de la conférence plusieurs « communiqués » furent publiés, mais tous présentaient le défaut capital qu'offrent tous les communiqués sur des questions politiques, celui d'être trop imprécis. A l'issue de la première séance une simple note officielle fut publiée dans ces termes :

« La première réunion de la Petite Entente a eu lieu cet après midi à 17 heures, sous la présidence de M. Pachitch.

Elle a été consacrée à l'examen général de la situation internationale. MM. Pachitch, Nintchitch, Bénès et Duca, ont pu constater, par cet échange de vues, qu'ils étaient entièrement d'accord. La Petite Entente, voulant continuer ses rapports de confiance et de collaboration avec tous ses alliés, est plus que jamais décidée à soutenir dans la situation européenne actuelle, les courants qui tendent au maintien des traités et à la consolidation de la paix, également indispensable aux trois Etats la composant. Au cours de la réunion de vendredi matin (11 Janvier) on continuera à discuter les questions à l'ordre du jour général, avant de passer à l'examen des questions intéressant la situation internationale au point de vue spécial de chacun des trois pays » (1).

(1) *Journal des Débats*, n° du 12 Janvier 1924.

Le deuxième communiqué fut rédigé dans des termes moins vagues. Il affirmait encore une fois l'identité des vues entre les Etats de la Petite Entente en ce qui concerne le respect des traités et la consolidation de la Paix. Puis il mentionnait que *MM. Duca et Bénès* avaient fait ressortir la tendance de rapprochement entre l'Italie et la Yougoslavie ainsi que la fin de leur différend. Le communiqué parle ensuite de la question grecque et de la question bulgare sur lesquelles il existe une parfaite identité de vues et termine en se félicitant de ces heureux débuts du rapprochement tchéco-polonais.

Un troisième et dernier communiqué relate ce qu'on a établi concernant l'emprunt hongrois et la politique envers la Russie.

D'après ce qu'on voit, les discussions de cette conférence de Belgrade ont été très importantes, surtout parcequ'elle aborda la question russe qui intéressait énormément le monde. *L'Angleterre* voulait reconnaître sinon encore officiellement « de jure » l'union des Républiques socialistes soviétiques russes. D'autres Etats le désiraient aussi et cette tendance devait intéresser au plus haut degré la Petite Entente, voisine immédiate de l'U.R.S.S. Sur ce sujet, on sait que chaque état avait ses idées particulières et que même lors de la conclusion des différentes conventions d'alliance entre les Etats de la Petite Entente, la politique envers la Russie n'avait pu être ni envisagée, ni précisée. Si donc à *Prague*, on n'était pas hostile à la reprise des relations diplomatiques avec « *Moscou* », et si à *Belgrade* tout en regrettant encore le grand appui de cet ancien Etat orthodoxe, on considérait les événements de Russie comme d'ordre intérieur, *Bucarest* ne voulait rien en-

treprendre avant que l'U.R.S.S. reconnût ses droits sur la Province de Bessarabie et restituât le trésor que la Roumanie avait remis pendant la guerre et sous la garantie des Alliés, en garde à la *Grande Russie*.

O ne pouvait pas tomber d'accord sur cette question, pour arrêter une politique commune. Sachant cet état d'esprit différent les 3 ministres d'affaires étrangères discutèrent dans des entrevues particulières, cette « question russe » et ils résolurent que chaque pays suivrait la politique qui lui conviendrait vis-à-vis de la Russie et que chacun conserverait la liberté de la reconnaître ou de ne pas entreprendre des relations diplomatiques avec elle.

Une seconde question d'une importance également très grande était celle de l'emprunt hongrois auquel la Petite Entente ne s'opposait pas. Cependant en échange des différentes concessions qu'elle avait faites à la Hongrie, elle demandait qu'un contrôle de l'utilisation de cet emprunt fût institué. Etant donnés les antécédents de la Hongrie, la Petite Entente ne pouvait plus avoir confiance dans ses déclarations, et les trois ministres, *Duca, Bénès et Nintchitch*, tombèrent tous d'accord sur les conditions à imposer à la Hongrie pour le cas où on lui accorderait l'emprunt.

Elles étaient au nombre de trois : (2).

a) *Reconnaissance* expresse par la Hongrie, des frontières fixées par le traité de Trianon.

b) Garantie de la part de la Hongrie que les Habsbourgs ne remonteront jamais sur son trône.

c) Que l'emprunt ne doit pas servir pour des armements.

(2) *Le Temps*, n° du 15 Janvier 1924.

Sauf ces trois conditions expresses, dans les conversations qui ont eu lieu, les trois ministres manifestèrent leur désir de voir entrer un délégué de la Petite Entente dans la commission chargée du contrôle de l'emploi de l'emprunt hongrois, et de plus, de voir la Hongrie livrer ses réparations. Ce n'était d'ailleurs que des demandes parfaitement justifiées.

Au cours des discussions, on souligna avec une grande satisfaction l'accord *italo-yougoslave* conclu à Rome le 27 Janvier 1924, concernant *Fiume*, et le pacte d'amitié et de collaboration amicale entre ces deux pays signé à la même date.

Puis les mêmes sentiments de contentement furent exprimés lorsqu'on examina l'amélioration des rapports tchéco-polonais qui avaient été extrêmement tendus lors de la question de *Jaworzina*.

Quant aux problèmes *Bulgares* et *Grecs*, la Petite Entente avait les mêmes vues et ne désirait nullement s'immiscer dans les affaires intérieures de la Grèce, mais elle espérait que la reconstitution du pays serait bientôt achevée. M. Duca eut l'occasion de plaider devant les représentants yougoslaves pour une meilleure situation des églises et écoles roumaines dans le Banat yougoslave.

La presse mondiale commenta diversement les résolutions adoptées. Tandis qu'en France l'opinion soulignait unanimement l'importance capitale de cette conférence, à ceux des grandes questions qui s'y étaient trouvées débattues, les Anglais, préoccupés des termes du traité franco-tchèque qui devait être signé le 25 Janvier, ne semblaient pas assez bien informés, et montraient un certain flottement en ce qui concernait les



résultats acquis par la Petite Entente. En Italie les journaux, malgré leurs idées dénuées de sympathie pour la Petite Entente ne pouvaient pas, à cause de l'accord récemment conclu avec la *Yougoslavie*, critiquer trop vivement les résultats.

La conférence une fois terminée, on se rendit compte que la Petite Entente sans prendre parti ni pour l'une ni pour l'autre des Grandes Puissances *avait voulu soutenir par tous ses moyens l'entente entre les alliés*. A ce sujet M. Mousset écrivait : « On s'est montré soucieux à Belgrade, d'apaiser les susceptibilités britanniques, fort éveillées par l'avance que la France a consentie aux Etats de la Petite Entente pour leur armement, et par l'alliance qui va unir *Prague à Paris*. M. Bénès a réuni spécialement les journalistes anglosaxons et leur a montré que ces initiatives n'avaient rien qui menaçât les intérêts de leur pays. La conférence a insisté sur le fait que la Petite Entente voulait entretenir de bons rapports avec « tous les pays » et le ministre d'Angleterre à Belgrade a reçu tous les apaisements désirables. Il n'a jamais été question de créer « un front continental » contre la politique anglaise. Au reste l'accord italo-yougoslave serait de nature à lever les dernières défiances des hommes d'état anglais. *La Politique de la Petite Entente est une politique de reconstruction et non une politique de désagrégation européenne* » (3).

Deux jours plus tard le « Times » publiait un télégramme de son correspondant à Belgrade qui résumait l'activité de la conférence :

(3) *Albert Mousset*, le Bilan de la conférence de Belgrade, Europe nouvelle, 19 Janvier 1924, p. 77.

« Si l'on considère que la discussion s'étendit sur les relations de la Petite Entente avec la France, l'Angleterre, l'Italie, le Gouvernement des Soviets, la Hongrie, la Bulgarie, la Grèce, la Pologne, la politique vis-à-vis de l'emprunt et les réparations hongroises, sur les effets des récentes élections en Angleterre et les efforts des prochaines élections en France et en Allemagne, ceci présente un grand résultat » (4).

M. Bénès se rendit de la part de la Petite Entente à Londres, d'abord pour envisager avec M. Titulesco les intérêts communs en ce qui concerne l'emprunt hongrois, et ensuite pour prendre contact avec le nouveau gouvernement de *M. Mac Donald*.

(4) *The Times*, n° du 13 January 1925.

## CHAPITRE IV

---

### LES ÉTATS DE LA PETITE ENTENTE ET LES GRANDS ALLIÉS

---

Si la visite de *Masarik* à Paris, le 16 Octobre, avait eu uniquement pour but de faciliter les relations franco-anglaises et de maintenir, par cela même, cette entente nécessaire à la paix de l'Europe, il n'en est pas moins vrai que les rapports tchéco-français deviennent ensuite de plus en plus intimes et que le 25 *Janvier 1923* un traité franco-tchèque est signé à *Paris*.

Dans son préambule les Hautes Parties contractantes déclarent respecter les obligations solennellement affirmées par le Pacte de la Société des Nations, et observer le maintien de la paix qui est nécessaire pour la restauration de l'Europe.

L'article II parle d'une entente entre les hautes parties contractantes sur les mesures à prendre pour sauvegarder leurs propres intérêts. On n'y mentionne pas explicitement une convention militaire à laquelle une grande partie de la presse mondiale croyait. Le troisième article reconnaît et affirme, l'invulnérabilité de l'indépendance autrichienne et interdit *l'Anschluss* sauf dans le cas d'un consentement unanime du Conseil de la Société des Nations. Le quatrième et le cinquième article sont faits pour rendre impossible la restauration des Habsbourgs et des Hohenzollern. Dans son dernier

article, le traité prévoit l'arbitrage pour les différends qui ne peuvent être tranchés par voie diplomatique.

En analysant ce traité, on a pu se convaincre que nulle clause ne pouvait être interprétée comme ayant un but contraire à l'esprit du Pacte de la S.D.N., et que par contre il était complètement dirigé dans le sens d'une consolidation de l'Europe. L'impression produite en Europe fut assez différente. En Angleterre toute la presse lui était hostile car nul ne s'attendait à ce que la Tchécoslovaquie s'attachât à la France définitivement contrecarrant par ceci même les desseins de la politique britannique.

En Italie l'impression fut moindre, mais après la conclusion du Pacte de Rome, deux jours plus tard, l'intérêt du public s'accrut et on le commenta diversement.

Quant à la Petite Entente, elle l'accueillit avec joie parce que la *France, liée officiellement par ce traité, figurait dorénavant à ses côtés*. Dans un discours que Bénès prononça devant le Parlement de Prague le 6 *Février 1924*, il démontra que cet acte était la suite logique de sa politique et que, s'il n'avait pas été signé beaucoup plus tôt, la raison en était que, premièrement on attendait que la France et l'*Angleterre* fussent d'accord sur le pacte de garantie mutuelle et que deuxièmement on voulait que la Tchécoslovaquie fût assez forte pour pouvoir par sa politique d'alliance avec la France faire un véritable acte de consolidation de la paix et non d'intimidation. Puis il souligna que par ce traité on n'avait pas voulu changer la politique tchécoslovaque mais que la Tchécoslovaquie désirait plus que jamais que l'entente franco-anglaise permît des relations de plus en plus amicales.

D'autre part, à la suite des conversations poursuivies depuis le 2 Mars 1923 à Abazzia entre Rome et Belgrade, un traité fut signé à Rome le 27 Janvier 1924 par lequel on modifiait les termes du Traité de Rafallo. Ce traité prit le nom de *Pacte de Rome*, et comprenait deux parties; la première était un pacte d'amitié et de coopération cordiale, et la seconde un protocole dans lequel il était dit que le *Pacte d'amitié ne se trouvait nullement contraire aux alliances de la Yougoslavie avec les deux autres pays de la Petite Entente*. Un accord supplémentaire reconnaissait l'annexion de Fiume par l'Italie et la propriété du port de Baros à la Yougoslavie.

Avec la conclusion de ce traité, prenait fin cette rivalité italo-yougoslave qui menaçait constamment la paix de l'Europe centrale. Aussi les deux autres Etats de la Petite Entente regurent-ils avec joie cette bonne nouvelle.

Environ deux mois plus tard, une conférence roumano-russe à Vienne échoua le 2 Avril 1924, à cause de l'intransigeance des Russes à reconnaître les droits de la Roumanie, sur la Bessarabie. En revanche, la France reconnut les droits de la Roumanie, en ratifiant le traité du 28 Octobre 1920.

Il faut encore mentionner la conclusion du *traité tchéco-italien* du 5 Juillet 1924 qui contient 4 articles. Le premier exprime la décision des deux pays de se concerter sur les mesures à prendre pour protéger leurs intérêts communs lorsqu'ils sont menacés. Le second prévoit une assistance mutuelle des deux Etats, en vue du maintien du statu quo, établi par les traités.

Quant au troisième, il donne une vie de 5 ans au trai-



té; enfin le dernier article stipule la communication de cet accord à la Société des Nations. Dans cette atmosphère de paix, la *Petite Entente* réalise chaque jour des progrès remarquables et chacun de ses états cherche à s'entendre avec ses voisins. La Roumanie conclut plusieurs conventions avec la Hongrie le 31 Mars. La Tchécoslovaquie signe un protocole avec la Pologne, pour faciliter les transports dans la région de *Spicz*, le 6 Mai 1924.

La période qui s'étend aux 4 premiers mois de l'année 1924 se caractérise donc par une tendance marquée vers l'amélioration des rapports existants entre les différents Etats européens. En France, la venue au pouvoir de *M. Herriot*, les élections en Allemagne et l'attitude de l'Angleterre donnent à la Société des Nations de nouvelles forces. La *Petite Entente* s'est considérablement affermie par les différents traités que la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie et la Roumanie ont conclus avec des tierces puissances, en vue de mettre un terme à des litiges territoriaux, ou pour assurer une *collaboration amicale et une amélioration des conditions d'échange*.

## CHAPITRE V

---

### LA CONFÉRENCE DE PRAGUE

11-12 Juillet 1924

---

Vers la moitié du mois de Juillet, 6 mois exactement après la conférence de Belgrade s'ouvrit à Prague la conférence périodique de la Petite Entente.

Les Trois états étaient représentés par les mêmes hommes d'état qu'à la conférence précédente et l'on rencontra de nouveau les noms de *MM. Duca, Bénès et Nintchitch*.

Jamais une meilleure continuité de vues n'avait encore été réalisée. Cette fois, la conférence devait s'occuper d'un problème mondial, car il ne s'agissait ni plus ni moins que de discuter point par point le programme de la cinquième assemblée de la Société des nations. Or, dans ce programme, se trouvait l'épineuse question des réparations qui se rattachait à un problème encore plus vaste et plus compliqué, celui de la *sécurité*.

La première question fut vite tranchée par l'adoption d'une politique commune de défense des intérêts devant la prochaine conférence de *Londres*, ou devant toute autre conférence qui regardait le *plan Dawes*.

Quant au deuxième problème, celui du désarmement partiel par un plan de réduction des armements ainsi que par un pacte de garantie, on se heurta à de grandes

difficultés *l'Allemagne et la Russie* ne se trouvant pas membres de la Société des Nations. Sans ces deux facteurs importants, pouvait-on vraiment organiser quelque chose de durable ? Durant les conversations entre les 5 ministres, 3 communiqués furent publiés qu'il nous paraît intéressant de citer dans l'ordre de leur publication car ils permettent de suivre, sans qu'il soit besoin de commentaires, l'activité de la conférence. Le soir du 11 Juillet vit l'apparition du premier communiqué officiel :

« La première réunion des ministres des affaires étrangères des Etats de la Petite Entente s'est tenue dans l'après-midi, de 15 heures à 19 heures, au ministère des Affaires Etrangères. Les ministres ont, comme aux réunions précédentes, passé en revue toutes les questions de politique étrangère intéressant leur pays et ont constaté une fois de plus la complète identité d'intérêts et de buts qui règne entre eux. Préoccupée dès le début de voir se maintenir l'union entre les grands alliés, la Petite Entente est particulièrement satisfaite de constater que l'on s'achemine de plus en plus vers une entente, ayant pour but de régler définitivement la question des réparations, question dans laquelle ses intérêts sont engagés tout spécialement et où se concentrent actuellement les efforts tendant à la participation de l'Europe.

Au cours de la discussion, les ministres ont, en outre, constaté que les divers incidents de ces derniers temps n'ont pas eu et ne pouvaient pas avoir d'influence sur les rapports si étroits et si loyaux qui, dès le premier jour ont existé entre les trois pays, et, par conséquent, la Roumanie, le royaume des Serbes, Croates et Slo-

vènes et la République Tchécoslovaque sont plus fermement liés que jamais par les intérêts vitaux communs. Quoi qu'elle soit une alliance de portée déterminée, la Petite Entente poursuit, par dessus tout, le maintien de la paix existante et à ce titre, elle s'efforcera, par son action solidaire de conserver et de raffermir en toute circonstance cette paix (1).

Après la seconde séance de la Conférence de Prague, à la fin de la matinée du 12 Juillet 1924 un deuxième communiqué officiel fut publié dans des termes fort brefs.

« Les ministres des Etats de la Petite Entente, MM. Duca, Nintchitch et Bénès ont examiné la question des réparations et celle des dettes intéralliées. Ils ont établi la ligne de conduite à suivre pour le règlement de ces questions en ce qui concerne les trois pays. Ils ont décidé de collaborer et de maintenir entre eux un étroit contact, tant à la conférence de Londres qu'en toutes autres circonstances où ces questions seront traitées, afin de mieux défendre leurs intérêts. Les ministres ont abordé ensuite l'examen des diverses questions figurant à l'ordre du jour de la prochaine Assemblée de la S.D.N. ils ont décidé d'agir en commun, comme par le passé et ils ont constaté qu'ils envisageaient ces diverses questions absolument de la même façon » (2).

Puis lorsque la conférence finit dans l'après midi du 12 Juillet, un dernier communiqué disait :

« Les ministres de la Petite Entente ont achevé l'examen des différentes questions qui figurent à l'ordre du jour de la prochaine assemblée de la S.D.N. notamment

(1) *Le Temps*, 31 Juillet 1924.

(2) et (3) *Journal des Débats*, 14 Juillet 1924.

la question du désarmement et celle du pacte mutuel de garantie. L'accord a été complet sur tous les points. Tous les travaux de la conférence de Prague ont été inspirés de sentiments de sincérité et de cordialité complètes » (3).

*Cette conférence de la Petite Entente présente une importance capitale parce qu'elle affirme aux yeux du monde l'esprit de solidarité indestructible dont elle était animée, justement au moment où la presse des pays vaincus avait commencé une propagande intense contre la Petite Entente. Exploitant la question des minorités roumaines, de Yougoslavie; leurs journaux la désignaient comme le sujet d'un conflit yougo-roumain. Ils énuméraient complaisamment plusieurs autres causes de dissolution de la Petite Entente.*

Ils les voyaient dans la politique vis-à-vis de la Russie, où la divergence de vue était notoire et dans l'impossibilité d'une alliance durable entre la Roumanie, pays latin, et deux Etats Slaves.

Sans attacher aucune importance à ces critiques et aux campagnes, dirigées contre la Petite Entente, mais pour déraciner une fois pour toutes ces idées, les trois ministres reçurent les journalistes sitôt la conférence terminée, et combattirent par des arguments irréfutables les fausses assertions qui s'étaient répandues.

De son côté, M. *Nintchitch* montra que la prétendue tension entre la Roumanie et la Yougoslavie, dont parlaient les journaux ennemis, ne consistait que dans une petite rectification de délimitation de frontière. Celle-ci d'ailleurs avait été faite, sans aucune intervention des alliés, et tranchée à l'amiable par la convention du 24 Novembre 1923, signée à Belgrade.



M. Duca fournit quelques précisions, en ce qui concerne la politique de la Petite Entente, envers la Russie et déclama notamment « il a été soutenu aussi que la Petite Entente a connu certains moments critiques, parce que des membres ne réussissaient pas à tomber d'accord sur certaines questions ».

En ce qui regarde celles-ci, je repète ce que j'ai dit aux journalistes à la conférence de Belgrade. Il n'appartient pas à la Petite Entente de réaliser l'accord de ses membres sur des questions qui ne figurent pas parmi ses buts définis. Je trouve surprenant que quelques-uns essayent continuellement d'attribuer à la Petite Entente, un champ d'activité différent de celui qu'elle possède actuellement. *Ainsi la question russe, et la reconnaissance des Soviets ne regardent pas la Petite Entente elle-même, mais seulement chaque membre individuellement et séparément* ». Puis il fit une déclaration sur les conditions sans lesquelles la Roumanie n'accepterait pas la reconnaissance des Soviets.

M. Bénès prit la parole le troisième et, après avoir lui aussi, abordé la question russe, il passa à la Hongrie et il constata l'amélioration des rapports entre la Petite Entente et Budapest. En finissant, l'orateur s'exclama :

« Je ne sais pas ce qu'on peut attendre de plus de notre part. Nous sommes tombés d'accord pour que les réparations dont se trouvent redevables l'Autriche et la Hongrie soient réduites. J'espère que les cercles gouvernementaux de Hongrie regarderont raisonnablement les choses et pour cela je souhaite que de bonnes relations de voisinage se développent entre nous. *Mais nous nous défendrons nous-mêmes contre les actes de malice et*

*nous demanderons que les engagements écrits soient respectés ».*

Avec ces dernières paroles, qui démontraient encore une fois qu'un parfait accord régnait dans la Petite Entente, la conférence de Prague finit, même pour les journalistes qui désiraient en savoir un peu plus que les laconiques informations des communiqués officiels.

## CHAPITRE VI

---

### CONVERSATIONS A LJUBBJANA (27-28 Août 1924) ET LE TRAITÉ TCHÉCO-POLONAIS

---

La conférence de Prague avait vu se terminer ses conversations dans une atmosphère de parfaite solidarité, sur toutes les questions qui entraient dans les buts de la Petite Entente. On avait envisagé le problème de désarmement et du pacte d'assistance mutuelle qu'on allait discuter dans la session de septembre 1924 de la Société des Nations à Genève. Partout et sur tous les points, la même solidarité inébranlable s'était manifestée. M. Nintchitch fut remplacé par le Dr *Marinkovitch* à la suite de la chute du cabinet *Paschitch*. M. Bénès, arrivé à *Ljubbjana* le 27 Août, faisant route vers Genève, s'y arrêta pour discuter avec son nouveau collaborateur, l'attitude qu'ils devraient prendre devant la Société des Nations.

Le lendemain, M. *Duca*, arrivait aussi, toujours dans le même but, et les trois ministres discutèrent toutes les questions qu'on devait aborder à Genève et surtout celle du contrôle militaire des Alliés en Hongrie, Bulgarie et l'Autriche. Deux communiqués furent publiés, lors de cette entrevue et tous les deux affirmaient l'identité de vue des trois hommes d'état. Ils annonçaient que la Petite Entente suivrait la même politique qu'auparavant. Le Dr *Marinkovitch*, avait les mêmes idées que son pré-

décèsseur, le D<sup>r</sup> *Nintchitch* et ainsi l'accord se fit immédiatement sans aucune difficulté. La situation de la Bulgarie fut également envisagée et l'on discuta sur la possibilité de l'augmentation temporaire de l'effectif de l'armée Bulgare. Quelques jours plus tard, s'ouvrit la Session de la Société des Nations, à Genève et les trois ministres soutinrent tous avec beaucoup de force le protocole de Genève. Le 27 Septembre un système de contrôle militaire fut approuvé par la S.D.N. et des travaux de la plus haute importance furent poursuivis par ces représentants de la Petite Entente. En ce qui concerne le problème russe, sa politique restait la même : *liberté d'action pour chaque membre*. Durant toutes les discussions de Genève toutes les délégations tombèrent d'accord. Et M. Duca put donner un démenti éclatant aux fausses nouvelles de malentendus imaginaire entre *M. Marinkovitch* et lui-même, dont certains journaux de Belgrade, *Politika* et *Vreme*, se faisaient l'écho, il publia l'article suivant dans un des numéros de « L'Indépendance Roumaine » :

« Durant toute la Session de la Société des Nations, la plus cordiale et la plus parfaite des ententes a régné à Genève, non seulement entre la Roumanie et la Yougoslavie, mais entre toutes les délégations de la Petite Entente... *M. Marinkovitch* a été très surpris des commentaires des journaux de Belgrade et a envoyé immédiatement un démenti catégorique de leurs affirmations ».

Un autre succès pour la Petite Entente, a été la réélection de M. Bénès le 3 Octobre, comme membre dans le Conseil de la Société des Nations, en qualité de représentant des trois pays.

Dans un de ses discours devant le parlement tchécos-

lovaque tenu le 30 Octobre 1924, l'éminent homme d'état, décrivit le protocole conclu à Genève, ses différents aspects et son point de vue sur les alliances régionales : « J'ai toujours démontré le besoin et la légitimité de ces conventions spéciales, mais sous la condition qu'elles soient publiques, strictement défensives et ouvertes à tous les Etats désireux d'y entrer, prouvant ainsi qu'elles n'étaient pas contraires à l'esprit du pacté de la Société des Nations, aussi elles seront les instruments pour le maintien de la Paix ». En continuant il parla des discussions qu'il eut avec M. *Skrzynski* sur les questions pendantes encore entre la Pologne et la Tchécoslovaquie. Il a été convenu que les différends seront tranchés par des commissions spéciales. Une vie économique nouvelle commence, et la Tchécoslovaquie conclut un traité supplémentaire avec l'Autriche, traité qui sera signé à Vienne un peu plus tard. En finissant, M. *Bénès* montre que la collaboration de la délégation de la Petite Entente avec celles de la France, de l'Angleterre et de l'Italie, a été très étroite et qu'elle a renforcé l'esprit d'amitié.

Plus tard, le 7 Décembre, M. *Bénès* traitait à Vienne, avec M. *Mataja*, le nouveau ministre autrichien des affaires étrangères différents problèmes et puis se rendait en Italie, où il avait une entrevue avec M. *Mussolini* sur les réparations.

Les six premiers mois de l'année 1925, furent une période de pourparlers entre les Grandes Puissances, en vue de la conclusion d'un traité de Sécurité et le 9 Février les propositions de l'Allemagne au sujet d'un pacte de garantie des puissances de l'Ouest, orientèrent les transactions dans un sens définitif. En même temps



dans l'Est, et le Sud-Est de l'Europe, la propagande communiste atteignait son paroxysme par l'horrible attentat commis à la cathédrale de Sofia, durant le mois d'Avril. Plusieurs personnalités furent tuées. Un attentat contre le roi *Boris* fut également découvert. En raison de ces événements, le conseil des Ambassadeurs permit à la Bulgarie l'augmentation temporaire pour un mois de ses effectifs de paix de 10.000 hommes. Ces mesures permirent de réprimer rapidement et à leur début les émeutes, fomentées par la propagande communiste en Bulgarie. Le 20 Avril M. Bénès se rendit à Varsovie pour rencontrer M. *Skirmunt*, ministre des affaires étrangères de Pologne et dans leurs conversations, ils liquidèrent les derniers litiges qui subsistaient entre les deux pays. Le moment d'un plus grand rapprochement entre la Tchécoslovaquie et la Pologne semblait venu. L'ancien traité tchéco-polonais, signé le 7 Novembre 1921 n'avait pas été ratifié par la Pologne et par conséquent il n'était pas en vigueur.

Aucun lien n'existait entre ces deux pays, et il fallait le regretter, à cause de leur grande affinité de race. Par la signature des accords liquidant différentes questions litigieuses, et du traité de conciliation et d'arbitrage, s'ouvrit une nouvelle phase des relations entre Prague et Varsovie. A la faveur des événements, les liens entre les quatre états, successeurs de l'ancienne Autriche-Hongrie se resserrèrent de plus en plus. *L'établissement d'étroites relations entre la Pologne et un des membres de la Petite Entente, renforce son prestige et l'assure dans sa mission de pacification de l'Europe centrale.*

(1) Voir le texte, dans l' « Europe nouvelle », n° du 13 Juin 1925.

La conférence qui se tint à Bucarest durant les premiers jours du mois de Mai, allait donner une preuve nouvelle et éclatante du rôle que la Petite Entente était appelée à jouer en Europe.

## CHAPITRE VII

---

### LA CONFÉRENCE DE BUCAREST

9-11 Mai 1925

---

La sixième conférence de la Petite Entente devait se tenir au mois de Janvier 1925, *mais elle fut ajournée constamment* jusqu'au 9 Mai, jour où *MM. Duca, Bénès et Nintchitch*, ministres des affaires étrangères de la Petite Entente, purent se réunir et commencer leur discussion sous la présidence de *M. Jean Bratiano*, premier ministre roumain au Palais du Ministère des Affaires Etrangères de Bucarest. A cette époque une sorte de malaise régnait dans toute l'Europe; les vaincus surtout avaient commencé à montrer une certaine volonté de ne plus respecter les termes des traités. Une sorte de réaction se manifestait à la fois en Allemagne où le Maréchal *Hindenburg* avait été élu Président de la République; en Bulgarie où un attentat des plus odieux avait eu pour théâtre la cathédrale de Sofia; en Autriche, où l'on recommençait à parler d'une manière tout à fait certaine et persuasive de la question du rattachement au Reich et en Hongrie où, peu de jours avant l'ouverture des discussions de Bucarest, Bethleu, président du Conseil des Ministres avait affirmé (1) que les traités de paix seraient prochainement

(1) Déclaration fait à Budapest devant la Conférence du Parti Unioniste magyar, le 7 Mai 1925.

modifiés. Cette dernière déclaration eut comme répercussion, une réaction immédiate de la part des Alliés, qui rappelèrent à la Hongrie qu'elle était liée à l'exécution des traités, non seulement par l'apposition de sa signature, mais encore, par son admission comme membre de la Société des Nations. Et on peut affirmer que ce fut ce discours du comte Bethlen qui empêcha la Conférence de la Petite Entente d'être ajournée de nouveau.

Un très grand nombre de journalistes à l'affût d'informations sensationnelles s'étaient empressés de venir à Bucarest. Avant d'entrer en Conférence *M. Duca* leur indiqua les divers sujets qui seraient abordés au cours des discussions: la situation en Bulgarie, le protocole de Genève, la Sécurité, la propagande soviétique, le problème hongrois surtout au point de vue du mouvement irrédentiste et en dernier lieu la question de l'Autriche, c'est-à-dire *l'Anschluss*.

L'ouverture de la conférence eut lieu dans la matinée du 9 Mai 1925, et on doit mentionner qu'en dehors des 3 ministres se trouvait pour la première fois, un « observateur bulgare » le député *Vasilief*, venu de *Sofia* pour obtenir de la Petite Entente un appui en faveur de la politique de *M. Tsankof*.

Les discussions durèrent 3 jours, mais le 10 Mai étant la fête nationale Roumaine, il n'y eut pas de séance dans la matinée où les ministres assistèrent au défilé des troupes et allèrent déposer une couronne sur la tombe du soldat inconnu roumain.

De même, le troisième jour ne fut pas complètement employé, car les ministres visitèrent le monastère « *Curtea de Arges* », la cathédrale et les tombes des rois.

Dans l'après-midi seulement s'étant rendus à *Florica*, résidence d'été de *Jean Bratiano*, ils discutèrent des questions politiques mais d'ordre purement spécial concernant les rapports entre leurs propres Etats. Trois communiqués officiels furent publiés, un dans l'après-midi du 9 Mai qui résumait les débats des deux séances précédentes :

« Dans la séance de ce matin et celle de l'après-midi MM. Bénès, Niutchitch, Bratiano et Duca ont examiné longuement la situation politique générale. Ils ont passé en revue tous les problèmes internationaux à l'ordre du jour et ils ont été en tout d'accord sur la nécessité de maintenir, entre les Etats de la Petite Entente, une solidarité d'autant plus étroite que la situation internationale n'est pas complètement stable. La Petite Entente avait été créée dans le but de maintenir et de garantir la paix sur la base des traités existants. Elle ne peut donc exercer son action que dans le sens de l'affermissement du statut territorial actuel de l'Europe. La Tchécoslovaquie, la Yougoslavie et la Roumanie sont fermement résolues à suivre dans une étroite collaboration, les buts de leur alliance qui, au milieu des événements des dernières années, s'est manifestée de jour en jour plus unie et plus nécessaire. On a commencé également l'examen des problèmes spéciaux intéressant la situation actuelle des Etats de la Petite Entente.

La discussion sur les rapports avec l'Autriche, la Hongrie et la Bulgarie sera continuée dans la séance de demain » (2).

D'après ce communiqué, on peut apercevoir que la séance d'ouverture et la deuxième séance de la « confé-

(2) *Universul*, n° du 12 Mai 1925.



rence de Bucarest » étaient comme une sorte de préambule car toutes les grandes questions qu'on discutera largement plus tard, ont été passées en revue sommairement par les trois ministres et dans les séances suivantes elles seront reprises et discutées en détail.

Dans la soirée du 10 Mai le second communiqué est publié. Le voici in extenso :

« MM. Bénès, Nintchitch et Duca ont continué ce matin et dans l'après midi les discussions relatives aux rapports de la Petite Entente avec les Etats voisins. M. Bénès a mis M. Nintchitch et Duca au courant du résultat de ses négociations avec la Pologne. Le royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Roumanie sont particulièrement satisfaits de ce résultat, car ils le considèrent comme un nouveau pas important vers la stabilisation de la paix. De même M. Nintchitch a mis MM. Bénès et Duca au courant des négociations qui se poursuivent en ce moment dans le même but avec la Grèce.

La Tchécoslovaquie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Roumanie, également intéressés à ce que la paix ne soit pas troublée autour d'elles, constatent avec satisfaction que les menées bolchevistes n'ont pu réussir à empêcher le triomphe définitif de l'ordre en Bulgarie. Cependant elles ne pourraient admettre l'augmentation des effectifs militaires si elle ne correspondait pas à une nécessité véritable parce que le résultat en serait de créer au delà du Danube un état de choses contraire aux bases fondamentales des traités eux-mêmes.

Les rapports avec la Hongrie ont fait l'objet d'une discussion détaillée, au cours de laquelle on a pu cons-

tater que ni la façon dont semble se poursuivre la réalisation de l'œuvre d'assainissement financier, ni l'application de certaines clauses du traité de paix, surtout celles concernant le désarmement, n'étaient de nature à introduire dans les rapports de la Hongrie avec les Etats voisins, la confiance nécessaire pour consolider la paix dans l'Europe centrale. Ces rapports de confiance seraient sérieusement menacés par les déclarations visant au changement du statut juridique actuel établi par les traités existants. Les Etats de la Petite Entente se verraient obligés d'en prendre acte et d'agir en conséquence.

Enfin la question autrichienne a été discutée à fond. Il a été convenu que l'on continuerait la politique d'assainissement financier inauguré par la Société des Nations. Les puissances de la Petite Entente sont d'avis qu'à l'égard de l'Autriche il est indispensable avant tout de maintenir intégralement toutes les clauses des traités de paix.

Avant la clôture de la conférence, il a été procédé à l'examen de la situation européenne, telle qu'elle se présente après les derniers événements, touchant le protocole de Genève et les nouvelles propositions d'un pacte de garantie. Les Etats de la Petite Entente ont décidé de suivre ces négociations avec attention, de se concerter et d'agir en commun.

La prochaine conférence aura lieu à Belgrade » (3).

Après leur retour de Florica à Bucarest, les trois ministres firent paraître un dernier communiqué officiel sur leurs discussions.

« MM. Bénès, Nintchitch et Duca ont examiné au

(3) *Dimineata*, n° du 13 Mai 1925.

cours de la journée d'aujourd'hui les différentes questions spéciales intéressant leurs états et ont arrêté les décisions relatives aux diverses mesures à prendre en ce qui les concerne » (4).

Cette fois on peut remarquer que le programme de la conférence s'était trouvé un peu trop chargé, mais il le fallait à cause des innombrables questions vis-à-vis desquelles la Petite Entente devait prendre une position bien déterminée.

L'analyse des communiqués montre qu'en premier lieu MM. Bénès et Nintchitch ont mis la Petite Entente au courant des négociations qui se poursuivaient entre la Tchécoslovaquie et la Pologne d'un part, la Grèce et la Yougoslavie d'autre part. On voit donc que chaque Etat tenait à informer les deux autres des relations qu'il entamait avec un troisième pays, en dehors du cadre de la Petite Entente.

En deuxième lieu, la Conférence s'occupa de la demande de la Bulgarie d'augmenter les effectifs militaires imposés par le traité de Neuilly et de la situation créée par la propagande bolchevique, en Bulgarie. On sait que le député *Vasilief* était venu exprès de Sofia, pour obtenir l'appui moral de la Petite Entente pour la politique de *M. Tsankof*, mais il déguisait sous ce simple prétexte le vrai but de sa démarche : déterminer les ministres de la Petite Entente à admettre l'augmentation temporaire de 10.000 hommes de l'armée bulgare, comme définitive. La situation en Bulgarie restait trouble, à cause de la propagande de la troisième internationale de *Moscou*, qui après avoir échoué dans sa tentative de soviétiser l'Europe en commençant par

(4) *Cosma*, op. cit., p. 141.

l'Esthonie, pensant que le point le plus accessible au communiste était cette Bulgarie mécontente de la Paix, concentra tous ses efforts pour aboutir à un résultat satisfaisant. Mais l'attentat de la cathédrale de *Sofia*, qui avait fait plus d'une centaine de victimes, éveilla l'attention des autorités qui mirent tout de suite le pays en sûreté. Sur la demande du gouvernement bulgare d'augmenter de 10.000 hommes l'effectif de l'armée pour combattre le communisme, la conférence des Ambassadeurs lui accorda cette autorisation mais sous la condition expresse de réduire au 1<sup>er</sup> Juin 1925 les effectifs de l'armée, conformément aux clauses du Traité de Neuilly. Or lorsque la conférence de la Petite Entente se tenait à Bucarest, le bolchevisme en Bulgarie avait été maîtrisé; cependant les Bulgares essayaient de démontrer que le communisme n'avait pas encore été étouffé et qu'ils ne pouvaient pas garantir la sécurité de leur pays sans cette augmentation temporaire de 10.000 hommes qui, d'après leur avis devait devenir permanente. Malgré les plaidoiries du député *Vasilief* surtout auprès de *M. Nintchitch*, la *Petite Entente* se montra intransigeante sur cette question, et exigea la démobilisation de ces 10.000 hommes à la date du 1<sup>er</sup> Juin 1925, terme accordé par la Conférence des Ambassadeurs. A cette occasion, le ministre yougoslave déclara qu'il trouvait injustifiée la demande de la Bulgarie qui possède suffisamment de moyens pour combattre le communisme et qu'il « considère toute prolongation du terme accordé comme dangereux ».

La troisième question qu'on aborda fut celle de la *Hongrie*, question qui revenait encore une fois en discussion parce que la dernière déclaration du comte *Beth-*



len ne pouvait nullement contenter les Etats de la Petite Entente. Devant un congrès du parti unioniste magyar, il avait soutenu que la *Hongrie* avait signé le traité de Trianon « par contrainte », et qu'une révision de ce traité devait être faite. En plus de cette déclaration officielle, l'élection du maréchal Hindenburg à la présidence de la République Allemande avait donné une sorte d'encouragement aux propagandistes de la révision du traité de *Trianon*, qui préconisaient maintenant partout l'application de l'article 19 du Pacte de la Société des Nations d'après lequel « l'assemblée peut, de temps à autre, inviter les Membres de la Société à procéder à un nouvel examen des traités devenus inapplicables, ainsi que des situations internationales dont le maintien pourrait mettre en péril la paix du monde ». En même temps la Conférence s'occupa aussi des dépenses excessives que la Hongrie faisait pour les armements et qui contrevenaient à l'esprit et à la lettre du traité de Trianon (5). Toutes ces manifestations hostiles de la Hongrie envers les clauses du traité de Trianon et par conséquent contraires à la Petite Entente, *la conférence les jugea très sévèrement* et la déclaration que M. Nintchitch fit aux journalistes après la conférence peut être prise pour une sorte de mise en demeure adressée à Budapest.

« En ce qui concerne la Hongrie, selon les rapports et les informations reçus, l'exécution de certaines

(5) Dans un discours prononcé par M. Duca, devant la Chambre roumaine, il avait analysé les dépenses budgétaires de la Hongrie et il avait fait remarquer que la Hongrie dépensait 76.000.000 lei or pour 35.000 hommes, tandis que la Roumanie qui en avait 150.000 dépensait seulement 108 millions lei or. Voir *Dimineata*, n° du 8 Mars 1925.



clauses financières ou relatives au désarmement, laissent beaucoup à désirer. Les déclarations de M. Bethlen, d'après lesquelles, ces clauses auraient été imposées par la force, nous ont surpris. On ne doit pas oublier que la Hongrie a demandé avec insistance son admission à la Société des Nations. En entrant dans cette Société ne s'est-elle pas obligée solennellement à respecter et exécuter le traité de Paix ? Or, à ce moment, personne ne l'a contrainte à faire cette déclaration, elle l'a faite librement. C'est pour cela que son attitude récente nous a étonnés, nous avons pris acte de cette conduite et si besoin était, nous arrêterions en même temps qu'une attitude décidée, les mesures qui s'imposent » (6). M. Bénès déclarait, lui aussi : « Au sujet de la Hongrie je n'entrerais pas dans les détails, et ne commenterai pas les récentes déclarations du comte Bethlen. Devant toutes ces agitations perpétuelles, nous restons calmes et suivons avec fermeté notre propre ligne de conduite » (7).

Après la question hongroise, on discuta la *question de l'Autriche, qui semblait prendre un certain intérêt à la propagande* des apôtres de l'*Anschluss*. Voici ce que M. Mousset écrivait sur la situation de la Politique de la Petite Entente envers l'Autriche jusqu'à cette date :

« La question autrichienne se présentait sous deux aspects, l'un politique, l'autre économique. La Petite Entente est résolument opposée au rattachement de l'Autriche à l'Allemagne et on peut dire que la menace de l'*Anschluss* est aujourd'hui passée au premier plan de

(6) *Dimineata*, n° du 13 Mai 1925.

(7) *Machréy*, op. cité, p. 263.

ses préoccupations. Mais il existe entre les Etats qui la composent, des inégalités trop sensibles de structure économique pour qu'elle puisse adopter une ligne de conduite commune au sujet du relèvement de l'Autriche. La Tchécoslovaquie, plus matériellement intéressée à ce problème a déjà signé un traité de commerce avec l'Autriche et semble prête à des concessions douanières qu'on ne saurait raisonnablement attendre de l'Etat Serbes-Croates-Slovènes. Au reste toute systématisation serait tenue en défiance, comme un acheminement dangereux vers l'union douanière ou vers cette confédération danubienne, dont les Etats successeurs ne veulent pas entendre prononcer le nom » (8).

Or, avec le printemps, les tendances de l'Autriche s'étaient accentuées, en faveur de son rattachement à l'Allemagne et forcément on devait s'entretenir de ses dangers dans une conférence qui s'occupait de l'Europe centrale. Outre le péril d'une profonde pénétration de l'Allemagne en Europe centrale par l'annexion de l'Autriche, on pouvait craindre que les Hongrois ne subissent à leur tour l'influence de Berlin, car : « On ne peut parler, disait le comte *Teleki*, dans une de ses déclarations à la presse berlinoise, d'une hostilité des Magyars envers les Allemands car ceux-ci se sentent en Hongrie aussi peu dépayés que du temps de la guerre. On ne peut pas nier que les Alliés, surtout les Français, auraient salué avec joie un refroidissement dans nos relations avec l'Allemagne, mais la grande majorité du peuple magyar est d'avis que l'amitié *magyaro-al-*

(8) Albert Mousset, La sixième conférence de la Petite Entente, *Europe nouvelle*, 23 Mai 1925, p. 679.

*lemande* restera ce qu'elle a été » (9). Donc le péril d'une pénétration allemande jusqu'aux frontières de la Roumanie aurait été imminente, une fois le rattachement de l'Autriche effectué.

A ce sujet, la Conférence de Bucarest se prononça unanimement contre l'*Anschluss* et fit allusion à sa décision en disant dans le communiqué officiel : « Les puissances de la Petite Entente sont d'avis qu'à l'égard de l'Autriche il est aussi indispensable avant tout de maintenir intégralement toutes les clauses des traités de paix ». *C'est-à-dire que la Petite Entente veillera à ce que l'article 80 du traité de Versailles d'après lequel* « l'Allemagne reconnaît et respectera strictement l'indépendance de l'Autriche. Elle reconnaît que cette indépendance sera inaltérable, si ce n'est du consentement du Conseil de la Société des Nations » *ne soit ni violé, mais au contraire strictement observé.*

*En revanche, la Petite Entente aidera l'Autriche dans son travail d'assainissement financier et surtout économique, car aider l'Autriche, c'est encore travailler à assurer la paix en Europe centrale.* Dans ce sens il est intéressant de se rapporter à quelques phrases de la déclaration de M. Bénès, à l'issue de la Conférence :

« A l'égard de l'Autriche nous voulons agir en complet accord avec tous les Etats et avec la Société des Nations, l'Autriche souffre de difficultés économiques qui peuvent être soulagées.

Les moyens ne manquent pas pour les faire disparaître...

Il ne s'agit pas, pour les autres Etats, d'aider l'Au-

(9) *Auguste Gauvain*, Le problème de l'Europe Centrale, *Journal des Débats*, 21 Septembre 1920.

trichie, mais de collaborer intimement et amicalement avec elle afin que la pénurie, qui suivit le démembrement soit dorénavant écartée.

Les Etats voisins doivent reprendre la collaboration économique avec l'Autriche. Ses résultats profiteront non seulement à cette dernière, mais aussi aux autres Etats. Il faut trouver des formes nouvelles et ce n'est possible qu'avec le temps.

En ce qui me concerne, j'ai pleine confiance que la chose est réalisable. Au fur et à mesure que les difficultés seront éloignées, la tendance au rattachement à l'Allemagne cessera.

D'ailleurs, je pense que le gouvernement autrichien est absolument loyal à cet égard. En ce qui concerne la Confédération danubienne, elle n'est désirée par personne, elle demeure par conséquent irréalisable. Ce qui peut être entrepris, c'est une collaboration économique, avec le respect de la souveraineté économique et politique de chacun des Etats successeurs. Cette collaboration, sans aller jusqu'à l'union douanière, ni jusqu'à l'adoption du libre échange, devra s'appuyer sur certains tarifs douaniers réduits et sur certaines conventions de préférence » (10).

Et à un journaliste qui voulait savoir à tout prix pourquoi la confédération danubienne ne pouvait se réaliser, *M. Bénès* répondit avec la présence d'esprit qui le caractérise: « La confédération danubienne ne se fera pas pour dix motifs: le premier est que les Etats ne le veulent pas, le deuxième... mais faut-il continuer encore ? ».

En s'occupant de l'Anschluss, envisagé avec l'élection

(10) *Dimineata*, 13 Mai 1925.

du Maréchal Hindenburg, ainsi que de la propagande allemande pour les rectifications des frontières orientales, la Petite Entente devenait par là même selon ses vœux, un facteur politique de grande envergure qui intéressait non seulement l'Europe centrale mais la politique européenne entière.

La Petite Entente n'a pas vu dans l'élection de Hindenburg une préface à la restauration impériale, mais elle resta très attentive à ce que le rattachement ne se produisit pas. A ce sujet *M. Mousset* souligne l'élargissement qui s'est produit dans les vues politiques de ses membres :

« On s'est donc occupé, à Bucarest, de la question allemande. J'entends dire que la Petite Entente a élargi sa base et qu'après n'avoir garanti que le traité de Trianon, elle est aujourd'hui amenée à étendre sa vigilance à tous les autres traités. En réalité, cette évolution s'était déjà dessinée à Prague voici deux ans. Par la souplesse de son articulation, par l'incessant réajustage de ses directives, la Petite Entente a été conduite à traiter le problème de la sécurité et de l'intangibilité des traités, sous tous ses aspects et non pas seulement par rapport à l'Europe orientale » (11).

Lors de leurs dernières entrevues, les trois ministres ont envisagé le *protocole de Genève* ainsi que les nouvelles propositions d'un pacte de garantie. *M. Bénès* exprimait ainsi les sentiments communs :

« En ce qui concerne le protocole de Genève, j'ai pleine confiance dans son avenir et dans les idées qui y sont formulées. Combien de traités d'arbitrage bi ou multilatéraux n'a-t-on pas conclu dans ces derniers

(11) Albert Mousset, op. cit., p. 679.



temps ? Ne prouvent-ils pas que l'idée du protocole suit son chemin ? Ces traités ne sont-ils pas de petits protocoles ? J'ai la conviction qu'avec le temps ces conventions d'arbitrage se généraliseront, et qu'alors le protocole général pourra se réaliser facilement. Ainsi donc soit qu'on procède de bas en haut ou de haut en bas, le résultat sera le même » (12). Il ne faut pas omettre avant de finir que l'on a discuté un peu les possibilités d'une alliance avec la République grecque au sujet de laquelle *M. Duca* disait : « Bien des fois les bons rapports entre les Etats sont plus solides que les alliances et en ce qui concerne la Grèce, ils sont bons ». Pour conclure je cite une opinion étrangère sur la conférence de Bucarest.

« Ainsi la Petite Entente a mis, à Bucarest, sa politique au clair sur toutes les questions d'actualité. Elle reste l'inflexible champion du maintien de la paix et de la garantie des traités. On a ramassé à Bucarest les pièces essentielles du protocole de Genève. La Petite Entente fournit sinon la base, du moins l'exemple de la reconstruction de la sécurité européenne » (13).

La prochaine conférence, d'après le communiqué, devait avoir lieu à Belgrade, mais auparavant, il y eut encore des entrevues entre les trois ministres. Malgré leur caractère particulier elles offrent une grande importance car, on y discuta l'affaire des faux billets français et la possibilité de réussite d'un « Locarno Oriental ».

(12) *Bénès*, déclarations, *Dimineata*, n° du 13 Mai 1925.

(13) *A. Mousset*, op. cit., p. 680.

## CHAPITRE VIII

---

### L'ENTREVUE DE GENÈVE ET LA VEILLE DE LOCARNO

7 Septembre 1925

---

Comme l'habitude se trouvait établie de se rencontrer chaque fois qu'il y avait quelque attitude commune à prendre, les trois ministres des affaires étrangères de la Petite Entente, avant de se présenter aux débats de la Société des Nations, eurent une entrevue à Genève même, le 7 Septembre 1925.

Les questions auxquelles les ministres s'arrêtèrent le plus longtemps furent le Pacte de sécurité occidentale et les traités d'arbitrage.

A propos de cette conférence, qui réunissait *MM. Duca, Bénès et Nintchitch*, M. Bénès disait plus tard dans un discours tenu au Parlement Tchécoslovaque le 31 Octobre 1925 :

« J'ai eu l'occasion de discuter ces questions — Il entendait par là les questions de la sécurité et de l'arbitrage — avec les ministres Nintchitch et Duca et je peux vous assurer que les deux Etats amis regardent ainsi que nous-mêmes, d'un œil favorable, ces récents développements et se réjouissent avec nous du progrès marqué réalisé dans la consolidation de l'Europe et dans les nouvelles garanties pour notre sécurité. La situation s'est améliorée pour eux, aussi bien que pour nous-mêmes ». La discussion finit par la décision qu'ont prise les trois ministres de soutenir, dans le différend gréco-yougoslave, le point de vue de cette dernière puissance,

malgré que la totalité de l'opinion de la Société des Nations lui fût contraire. Puis, la Petite Entente adopta une ligne de conduite unique devant la S.D.N. et résolut de s'y présenter bien préparée, comme elle le fit en outre quelques jours plus tard. Par sa première décision, la Petite Entente désirait donner une solution favorable aux Yougoslaves à la difficile question du *chemin de fer Ghùévgheli-Salonique*. Les pourparlers en avaient été poursuivis avec beaucoup d'ardeur par les délégations grecques et yougoslaves, mais au mois de *Juin 1925* elles échouèrent complètement devant l'intransigeance des Grecs qui ne voulaient pas céder à la Yougoslavie l'administration de ce tronçon de chemin de fer qui unissait le territoire Yougoslave au port de Salonique, sous prétexte que l'on porterait atteinte à la souveraineté grecque. D'autre part, les Yougoslaves invoquaient les grands intérêts qu'ils avaient à ce que ce tronçon de ligne de chemin de fer soit administré par eux. Ils faisaient ressortir la nécessité économique pour le gouvernement Yougoslave de contrôler tout le réseau ferroviaire, depuis le Danube jusqu'à la mer Egée. Quant à la situation intérieure de la Yougoslavie elle s'était améliorée sensiblement à la suite de la déclaration faite par *M. Paul Radici*, neveu de *M. Stéphen Radici*, alors emprisonné.

Aux termes de cet acte les Croates reconnurent l'unité yougoslave sous la dynastie des *Karagheorghevitch* et comme conséquence immédiate *M. Stephen Radici* fut remis en liberté avec tous les autres « leaders » du mouvement nationaliste croate. Le 19 Juillet le cabinet de coalition entre le principal parti serbe, ou parti radical et celui des *Croates* ou *Radiciste*, était une réalité. A

propos de cet évènement on pouvait lire dans le « *Times* » ces quelques lignes très intéressantes :

« Pour le monde extérieur, le fait que le principal parti serbe et le principal parti croate se sont enfin entendus, après des années d'opposition, à former un Gouvernement de concentration, sera regardé en général comme une indication que le peuple yougoslave a commencé à voir se remplir les espérances qu'il avait attachées à l'union » (1).

Au cours du mois de Juillet suivant, les pourparlers entre les délégations italienne et yougoslave de Venise et Florence, prirent fin, par la signature de 28 accords à *Nettuno*. Ils étaient relatifs au développement des rapports économiques et commerciaux entre ces deux pays et à la solution de la question du trafic dans la mer Adriatique. Ils mettaient, semble-t-il terme aux différends italo-yougoslaves, en établissant une entente complète entre Rome et Belgrade.

Pourtant, la « *Skoupcina* » ne voulut pas accepter ces accords qui à ses yeux paraissaient avoir fait trop de concessions à la politique de *Mussolini*, elle les ratifia trois ans plus tard seulement.

C'est dans cette situation bien solide et bien nette que la Petite Entente attendra la conférence de Locarno qui s'ouvrit le 5 Octobre 1925 pour se terminer le 16 Octobre par la conclusion de *sept accords*, instaurant un « système juridique inspiré d'un esprit moderne qui tend à se substituer aux organisations inspirées des prestiges de la vieille diplomatie » (2).

(1) *The Times*, n° of 20 July, 1925.

(2) *Joseph Barthelémy*, Après Locarno, Vers les Etats-Unis de l'Europe, Revue Politique et Parlementaire, 10 Nov. 1925, p. 241-242.





## TITRE VII

---

De Locarno au Pacte Kellogg



## CHAPITRE I

---

### LES ACCORDS DE LOCARNO ET LEUR ESPRIT DANS L'EUROPE CENTRALE

---

Après onze jours de séance, la conférence de *Locarno* se termina par la signature du protocole final, le 16 Octobre 1925.

Le résultat s'en affirmait très satisfaisant, car sept accords s'étaient conclus parmi lesquels, outre les traités visant le maintien du « statu quo » territorial entre l'Allemagne, la Belgique et la France, des conventions d'arbitrage entre la Pologne et l'Allemagne, la Tchécoslovaquie et l'Allemagne se trouvaient également signées. Par un accord contractuel l'Angleterre, la Belgique et l'Italie garantissaient la frontière du Rhin, mais en ce qui concernait les frontières de la Pologne et de la Tchécoslovaquie, seule, la France donnait sa garantie et par là même se révélait la défectuosité du système. Pourtant il marquait « un pas immense dans la voie de la paix » selon l'expression de *M. Skrzinski*, puisque les causes des conflits qui pourraient résulter de la propagande allemande en Silésie ou en Bohême, devaient être aplanies avec la procédure d'arbitrage obligatoire. Ce système de règlement des conflits créait une certaine détente morale entre les états mais il renfermait aussi des obscurités à l'égard de certaines questions, pourtant vitales. Par exemple, la restauration des *Habsbourg* ou l'union de *l'Autriche* à *l'Allemagne* qui

intéressaient au plus haut degré, la Petite Entente et la Pologne, constitueraient-elles une agression et entraîneraient-elles par cela même une intervention militaire de la part des autres Etats ? cette intervention serait-elle justifiée ? Voilà pourquoi le traité de Locarno ne peut pas constituer une fin, mais est seulement l'indice d'un autre Etat d'esprit, précurseur d'une époque nouvelle dans la vie des peuples. Seule la Petite Entente assure la solidité de l'Europe centrale d'une manière efficace, et fait prévaloir sa volonté de paix.

Quelques jours plus tard *M. Bénès* se rencontra avec *M. Nintchitch* à *Bled* pour commenter les résultats de la conférence de Locarno. *M. Duca* ne put prendre part à leur entretien mais toutes les conversations lui furent communiquées. Plus tard *M. Bénès* analysait devant la « commission permanente du Parlement » (1) la situation et préconisait les relations de la Petite Entente avec l'Autriche et la Hongrie en disant : « Je suis sûr que l'attitude de la Petite Entente envers les Etats sera réglée en concordance avec l'esprit des accords de Locarno ».

*M. Duca*, cinq jours plus tard, prononça devant le Sénat roumain un discours dans lequel il remarque et regrette en même temps que les accords de Locarno ne s'appliquent pas à l'Europe centrale. *Bucarest* s'était offert, à différentes reprises, à signer un traité de non agression avec la Russie, mais sans aucun résultat.

Du côté de l'est la paix pouvait toujours être menacée par la simple volonté des *Soviets* et jusqu'à un

(1) Pour les détails de ce discours qui est très intéressant, voir : *E. Bénès*, Les accords de Locarno, Orbis comp. Prague, 1925.

Locarno oriental, la Roumanie était la puissance qui par son esprit pacifique était en mesure d'éloigner toute cause de perturbation dans cette contrée de l'Europe.

L'affaire des faux billets français montra encore une fois que la Hongrie loin d'agir dans *l'esprit de Locarno* voulait encore former au milieu de l'Europe un point névralgique. En Décembre furent arrêtés à Amsterdam le colonel *Jankovitch* et deux Hongrois, d'une certaine condition sociale, qui mettaient en circulation sur la place, de faux billets de mille francs français.

Ils déclarèrent, pour se défendre, qu'ils avaient agi pour des motifs patriotiques ; et les premières investigations de l'enquête montrèrent que *Nadossy*, chef de la police hongroise, et le prince *Windischgraetz* étaient mêlés à cette affaire. La falsification portait sur une somme qui d'après les déclarations du comte *Bethlen* pouvait être de 30 millions de francs français. Les gouvernements de Belgrade et de Prage s'émurent spécialement, parce qu'il avaient été victimes respectivement en 1921 et 1922 de fraudes semblables et que leurs notes envoyées à Budapest n'avaient pas encore reçu de réponse. Une note fut remise par le ministre de Tchécoslovaquie à Budapest le 7 Janvier 1926 en demandant une réponse aux anciennes notes de 1922 et 1923. Cette fois, Budapest répondit, au bout de trois semaines, que : l'enquête que le gouvernement hongrois avait entreprise, n'avait pu donner aucun résultat en ce qui concerne les anciennes falsifications, faute de preuves. Mais ce qui lui semblait caractéristique dans cette affaire était que la première enquête avait été faite par *Vadossy* qui se trouvait impliqué dans la nouvelle falsification.



Le comte *Bethlen* essaya en vain de démontrer l'innocence du gouvernement, car les journaux mondiaux avaient saisi le but subversif de cette falsification et reproduisaient « in extenso » les articles des journaux de *Prague et de Belgrade* qui dénonçaient le vrai caractère de cette action nuisible aux intérêts des Alliés.

## CHAPITRE II

---

### LA CONFÉRENCE DE TIMISOARA

10 Février 1926

---

En raison de l'importance que devait offrir la prochaine réunion de la Société des Nations du mois de Mars 1926, la Petite Entente voulut encore une fois se montrer comme la résultante d'un parfait accord des trois pays. Dans ce but, les trois ministres d'affaires étrangères se rencontrèrent pour converser sur les derniers événements, tels que la conclusion des *accords de Locarno*, *l'affaire des faux billets français*, et en vue d'adopter une attitude commune à la session de la Société des Nations, au cours de laquelle l'Allemagne allait poser sa candidature.

Cette *conférence de Timisoara* ne fut donc pas une conférence périodique, mais une simple entrevue entre les trois ministres roumain, tchécoslovaque et yougoslave. Pourtant ils discutèrent des questions très importantes comme l'affaire des faux billets français et le problème du pacte danubien, dont la conclusion des accords de Locarno avait fait naître l'idée chez beaucoup d'hommes politiques.

Les trois ministres des affaires étrangères commencèrent leurs discussions, le 10 Février 1926, dans le Palais de la Préfecture de *Timisoara*. La séance dura toute

la journée et le soir un communiqué officiel donnait ces renseignements à son sujet :

« MM. Bénès, Nintchitch et Duca, ministres des affaires étrangères des Etats de la Petite Entente, se sont réunis dans le but de se concerter sur les différentes questions à l'ordre du jour. Selon leur habitude, ils ont passé en revue la situation générale internationale et constaté une fois de plus leur parfaite identité de vues. Ils ont examiné particulièrement les questions qui feront l'objet des prochains débats de la Société des Nations. Ils ont établi une ligne de conduite commune pour la conférence sur le désarmement. La situation créée par les arrangements de Locarno et ses répercussions ont fait l'objet d'une discussion détaillée répondant aux buts éminemment pacifiques de la Petite Entente.

Ce même souci de paix a amené les ministres à envisager la possibilité et les moyens de consolider davantage la paix dans les Balkans. La question de la falsification des billets de banque en Hongrie, et les événements qui en découlent, ont fait l'objet d'un examen minutieux. Dans l'intérêt de la paix, ils ont exprimé l'espoir que cette triste affaire soit complètement élucidée et que les sanctions nécessaires soient prises afin qu'elle ne puisse pas se renouveler. Les Etats de la Petite Entente sont décidés à atteindre ces résultats. De toute cette discussion, s'est dégagée la ferme volonté de la Petite Entente, de continuer dans un esprit de solidarité et de cordialité l'œuvre de pacification, poursuivie depuis cinq ans dans l'intérêt de ses membres. La prochaine réunion de la Petite Entente aura lieu dans la première quinzaine du mois de Mai à Bled » (1).

(1) *Le Temps*, 12 Février 1926.

La séance officielle de la conférence fut précédée et il faut le noter, d'un exposé de M. Bénès sur l'ajournement « sine die » de la reconnaissance de la Russie par son pays, il exposa ensuite les motifs qui avaient déterminé le gouvernement tchécoslovaque à rompre les négociations.

Les prétentions de l'Union des républiques socialistes, soviétiques russes étaient irrecevables. D'abord elle ne voulait pas reconnaître le principe de l'indemnisation des biens que les Soviets avaient socialisés ; ensuite elle ne voulait pas renoncer sincèrement à la propagande communiste à travers l'Europe ni en Tchécoslovaquie. Cette intention se devinait parfaitement à la demande que la Russie avait faite à la Tchécoslovaquie concernant le nombre des agents diplomatiques et consulaires ». Elle prétendait avoir en Tchécoslovaquie autant d'agents que la Tchécoslovaquie en aurait en Russie, or, étant donnée la formidable étendue de la Russie (21.210.500 km<sup>2</sup>) vis-à-vis de celle de la Tchécoslovaquie (140.408 km<sup>2</sup>) on aurait eu dans ce dernier Etat un nombre plus qu'exagéré d'agents russes, qui sans doute, auraient fait de la propagande communiste (2).

La première question qui fut abordée par la Conférence fut celle du désarmement. Chaque état aurait bien voulu désarmer, mais le pouvait-il ? La Petite Entente pouvait-elle désarmer sans craindre une attaque brusquée, sinon des Hongrois et Bulgares, qui avaient peu d'effectifs militaires, mais de la part de la *Russie*, puissance qui n'était pas membre de la Société des Nations ? *M. Duca* dans une déclaration qu'il fit au sujet de la situation de la *Roumanie*, disait :

(2) Viitorul, 12 Février 1926.

« Mais nous ne pouvons pas ignorer la réalité, nous sommes les voisins d'un grand pays qui n'est pas membre de la Société des Nations, et qui, à présent, refuse d'y entrer. C'est pourquoi le désarmement pour nous est étroitement lié à notre sécurité ». Par conséquent la Petite Entente si elle désarmait seule, voyait sa sécurité menacée. On décida, puisque le désarmement ne pouvait pas se faire sans que la Russie y participa, que la Petite Entente suivrait une *ligne d'action et une attitude commune devant la commission de désarmement*.

Ensuite eut lieu la discussion d'un pacte de garantie dans les Balkans. Cette idée avait été inspirée par les accords de *Locarno* car beaucoup se demandaient si un arrangement semblable ne pourrait pas se conclure dans les Balkans, et d'autres, allant plus loin, préconisaient le même système pour les *Etats danubiens*. On discuta longuement, et l'on arriva à la conclusion que la *Petite Entente*, loin de s'opposer à cette idée trouvait seulement que le moment n'en était pas encore venu. Tant qu'il existerait une cause de différend entre la Grèce, la Bulgarie et la Yougoslavie et tant que la Turquie ne participerait pas à ce pacte de garantie balkanique aucun arrangement n'était possible. *M. Nintchitch* déclarait : « naturellement ceci intéresse la Yougoslavie en premier lieu. Elle a accepté en principe l'idée de l'application des accords de *Locarno* à un tel pacte, mais pour le moment ses relations avec la Grèce et la Bulgarie, semblent des choses plus importantes à considérer et il est nécessaire que les quelques questions pendantes soient d'abord éclaircies. Un pacte balka-



nique dans l'esprit de Locarno améliorera toute la situation des Balkans, bonne pour le moment » (3).

Quant au pacte de garantie danubienne, il ne pourrait guère se conclure, à cause de l'attitude de la Hongrie qui par sa dernière affaire des falsifications des billets de banque, tchèques, yougoslaves et français, se révélait loin d'être animée par un esprit « Locarnien ».

À la conférence de Timisoara les trois ministres examinèrent en détail cette fameuse affaire des faux billets français, pour savoir quelle serait la ligne de conduite de la Petite Entente à son sujet. Cette opération avait porté cette fois-ci, sur une somme de 30.000.000 de francs français et ce qu'il y avait de plus grave, la falsification s'était opérée à l'Institut géographique de Budapest. « La Petite Entente voyait dans cette affaire le renouvellement des tendances des Hongrois à mettre en péril les Etats de la Petite Entente par tous les moyens. Evidemment l'argent falsifié allait dans les caisses destinées à alimenter de fonds, la propagande irrédentiste et de plus on cherchait à nuire aux finances d'un état ami, la France. Mais comme la Petite Entente ne voulait pas s'immiscer dans les affaires intérieures de la Hongrie elle attendait que la Hongrie elle-même prenne des mesures contre les falsificateurs de billets. *La Conférence établissait une connexion entre les falsifications de couronnes tchèques et dinars serbes de 1921, et cette dernière. Elle adoptait la même ligne de conduite que la France qui voyait, elle aussi, dans cette affaire une question d'ordre intérieur de la Hongrie et désirait que les coupables soient condamnés*

(3) *Nintchitch*, Déclaration aux journalistes, voir *Machray*, opus. cité, p. 276.

*par les soins du gouvernement et de la justice de Budapest.*

Les trois ministres, après avoir fait des déclarations à la presse, se séparèrent et regagnèrent leur pays après avoir fixé la date de la prochaine conférence à *Bled* dans la première quinzaine du mois de Mai.

### CHAPITRE III

---

#### TRAITÉS D'AMITIÉ ET DE COLLABORATION CONCLUS DANS L'ESPRIT LOCARNIEN

---

Le début de l'année avait été marqué par cette affaire de faux billets français et par la conférence de Timisoara qui avait présenté une grande importance pour la Petite Entente, parce que les trois ministres des affaires étrangères y avaient pris leurs décisions sur l'attitude à avoir dans les différentes questions à l'ordre du jour comme cette affaire de faux monnayeurs, la constitution d'un bloc balkanique et le désarmement. Pourtant d'autres événements qui méritent d'être signalés se produisirent parmi lesquels, en premier lieu, l'attitude nette et précise que prit l'Italie contre la pénétration allemande en Europe centrale. Dans un discours plein d'élan patriotique, *M. Mussolini* avait affirmé que l'implantation des Allemands à Brenner devait être rejetée et que, si besoin était, le drapeau italien flotterait non plus en deçà de Brenner mais au delà. Cet avertissement signifiait aux Allemands que *le Duce* ne tolérerait pas que l'Autriche se rattache à l'Allemagne, et en vue de s'y opposer l'armée italienne s'était équipée avec avions et munitions de toute sorte. Mais en dehors de ce but des armements avoués plus ou moins ouvertement, la Yougoslavie en découvrait un autre qui était caché aux yeux de beaucoup. L'Italie

n'avait cessé d'essayer de substituer son influence à celle de la France dans les Balkans. Or, la Yougoslavie ne pouvait admettre cette usurpation. De là une sorte d'animosité entre l'Italie et la Yougoslavie, qui aggranda par les litiges territoriaux des deux pays, avait été en état d'empêcher leur parfaite entente.

Les relations avaient été améliorées par la conclusion du pacte de Rome en 1924 et les conventions de *Nettuno*. Mais ces dernières, comme on l'a vu, n'avaient pas encore été ratifiées par la Yougoslavie et tout autre arrangement plus parfait et complet, se heurtait à la volonté de *M. Mussolini* qui mettait pour première condition des nouveaux pourparlers la ratification des pourparlers de *Nettuno*.

*M. Nintchitch* entreprit durant le mois de Février un voyage à Rome où il arriva le 25 du mois, puis à Paris. A Rome, il eut des entretiens avec *M. Mussolini* et même avec le roi sur les mesures à prendre pour rendre impossible l'Anschluss.

L'accord entre la Petite Entente, Rome et Paris était parfait, sur le respect du « statu quo », établi par les traités de paix contre toute tentative de changement.

Il aurait été nécessaire qu'un pacte de garantie concernant le statut territorial de l'Europe centrale fut conclu entre la Petite Entente, la France et l'Italie. Le traité franco-yougoslave, *qui avait été projeté dans le même but* et qui était calqué sur les deux autres traités conclus par la France avec la Pologne et la Tchécoslovaquie, par déférence pour *Mussolini*, qui le regardait avec méfiance, ne fut pas signé, mais ajourné

jusque après la conclusion d'un nouveau traité italo-yougoslave. Revenu à Paris *M. Nintchitch* dans un discours, du 25 Mars 1926, souligne l'importance des conventions italo-yougoslaves qui, en reconnaissant le statut territorial des deux pays, ainsi que du traité d'amitié et de collaboration, qui scellait les rapports entre les deux pays, avaient pu former les bases d'une collaboration cordiale entre la Yougoslavie et l'Italie.

Mais cette politique de rapprochement entre les Etats de l'Europe centrale, basé sur les principes de Locarno ne se poursuivait pas seulement entre la Yougoslavie et l'Italie.

La Tchécoslovaquie à son tour cherchait à conclure des traités avec tous les Etats voisins, aussi bien que la Roumanie, la Yougoslavie et la Pologne allaient chercher à le faire de leurs côtés. Avant de se rendre à l'Assemblée de la Société des Nations qui devait se réunir en session spéciale le 17 Mars 1926, M. Bénès fit une visite au Président de la République autrichienne à Vienne et dans leurs entrevues ils discutèrent les termes d'un traité d'arbitrage et de conciliation qui d'ailleurs fut signé le lendemain de l'arrivée de Bénès à Vienne, le 5 Mars. Il contenait 21 articles et prévoyait la constitution d'une Commission permanente de conciliation devant laquelle irait en premier ressort tous les différends qui auraient pu naître entre les deux parties, le différend allait devant la cour de Justice internationale.

Le terme pour lequel ce traité était conclu était de 10 ans. Plus tard, lorsque le chancelier autrichien *Ramék* visita Prague, le 30 Mars, étant l'objet d'une belle



manifestation de sympathie, il fit des déclarations à l'occasion de la réception donnée à la presse dans lesquelles il accentuait l'importance de la conclusion de ce traité d'arbitrage et préconisait l'achèvement de cette œuvre de paix pour la conclusion d'un traité de commerce pour lequel des pourparlers étaient déjà entamés.

A la session de la Société des Nations qui commença ses travaux le 17 Mars, on exprima l'espérance que l'Allemagne serait reçue comme membre de la S.D.N. durant la session suivante de septembre. Différents bruits couraient sur une conférence qui aurait lieu entre les représentants de la Petite Entente, de la France, de l'Italie et de l'Autriche dans le but de conclure un Pacte de l'Europe centrale. On se basait surtout sur les différentes entrevues des hommes politiques dans ces derniers mois et on attachait également une grande importance à l'entrevue *Nintchitch-Roufos*, qui disait-on, pouvait aboutir à une entente avec la Grèce.

Mais il n'en fut rien et vers la fin de Mars, tous les représentants étaient de retour dans leur pays.

Toujours au cours du mois de Mars, fut signé à *Bucarest* un traité de garantie entre la Pologne et la Roumanie qui était « inspirée d'idées directrices ayant présidé à l'évolution politique des relations internationales dans les cinq dernières années, évolution qui a été dictée par le désir universel de paix et de stabilisation » (1). Par ce traité les deux pays se promettaient l'assistance réciproque en cas d'une attaque non provoquée d'un Etat tiers, selon l'article XV, paragraphe 7, du pacte de la Société des Nations et les modalités de l'aide que les deux pays s'accorderaient en cas de besoin étaient

(1) *Journal des Débats*, n° du 29 Mars 1926.

prévues par les conventions techniques ; la durée de ce traité était de 5 ans. Signé le 26 Mars, les ratifications furent échangées à *Varsovie* le 9 Février de l'année suivante et le traité lui-même fut enregistré à la Société des Nations le 7 Mars 1927. Après la conclusion de ce traité polono-roumain on avait renforcé d'une manière remarquable la paix dans cette partie de l'Europe. Désormais la Russie verra se dresser contre ses intentions belliqueuses d'agrandissements territoriaux un rempart inébranlable, celui formé par l'alliance polono-roumaine.

Un mois, plus tard, c'est-à-dire vers la moitié du mois d'Avril « *The Times* », annonçait qu'il avait appris de « plusieurs excellentes sources », que l'Allemagne négociait avec la Russie un traité qui adapterait les termes du traité conclu à *Rappalo* en 1922 avec les termes des conventions de Locarno.

Puis, le journal ajoutait la nouvelle que les gouvernements de Londres, Rome et Paris, étaient au courant de ces négociations et que l'esprit de ces tentatives était celui des conventions récemment conclues entre les puissances de l'Europe occidentale et centrale.

Toute la presse mondiale s'occupa de ces transactions et les commenta d'une manière différente. Paris reçut la nouvelle avec beaucoup d'amertume, mais la réponse allemande vint éclaircir les choses.

Le gouvernement de Berlin, faisait connaître que, basé sur les réserves qu'il avait faites en ce qui concerne l'article XVI du Pacte de la Société des Nations, qui avaient été acceptées par les Alliés à *Locarno*, il regardait ce traité avec l'Union des Républiques Socialistes soviétiques Russes comme un complément de *Locarno* et tout à fait dans son esprit. Le traité fut signé le 24

Avril à *Berlin*, par *Stressemann* pour l'Allemagne et *Krestinsky* l'ambassadeur de Russie à Berlin. Le texte était accompagné de deux notes séparées, signées respectivement par *Stressemann* et *Krestinsky* il fut ratifié le 29 Juin 1926 et l'émotion qu'il avait produite au début dans les rangs des Alliés, ne fut que de très courte durée car Berlin donna des assurances qu'il n'y avait aucun traité secret à côté du traité officiel que tout le monde connaissait. L'Allemagne, insistait surtout sur sa loyauté envers les principes pacifiques de la Société des Nations, obligations qui furent en mesure d'apaiser une certaine inquiétude qui s'était dessinée à Londres, Paris, Rome, Varsovie et autres capitales du monde. Avant d'analyser les travaux de la conférence de la Petite Entente à *Bled*, on doit signaler la conclusion du traité d'amitié franco-roumain à Paris, le 10 Juin 1926.

Il était fait sur le type des traités franco-polonais et franco-tchécoslovaque, mais comprenait en plus d'une déclaration de non agression réciproque un protocole par lequel la Roumanie confirmait encore une fois la déclaration faite par son représentant *Jean Bratiano* le 17 Mai 1922 à la conférence de Gênes selon laquelle, elle était prête à signer avec la Russie ou avec n'importe quel autre Etat voisin un traité de non agression basé sur le statut quo.

Ce traité d'amitié conclu pour une durée de 10 ans était accompagné d'une convention d'arbitrage et tous deux furent ratifiés à Paris le 8 Novembre. Pourtant on ne sut pas tout de suite cette conclusion du traité franco-roumain et selon M. *Mousset* la cause en serait la politique d'*Averesco*, le premier ministre roumain, qui voulait ménager les susceptibilités italiennes en vue de

l'emprunt que la Roumanie voulait contracter à Rome.

Désormais des rapports seront entretenus entre la Roumanie et l'Italie et lorsque les représentants de la Petite Entente se réuniront à *Bled*, le 17 Juin, M. *Miti-*  
*lineu*, le nouveau ministre des affaires étrangères de la Roumanie, mettra au courant ses collègues sur l'état des pourparlers italo-roumains qui aboutiront 4 mois plus tard, à la signature d'un traité d'amitié et de collaboration.

## CHAPITRE IV

---

### LA CONFÉRENCE DE BLED

---

Il avait été décidé à la dernière conférence de la Petite Entente, que dans la première quinzaine du mois de Mai, aurait lieu une nouvelle réunion des trois ministres des affaires étrangères.

Deux des traités d'alliance, qui formaient la base et le fondement de la Petite Entente, durent toutefois être renouvelés avant cette date. Les conventions, Roumano-Tchèque conclue le 5 Avril 1921 et Roumano-Yougoslave, conclue le 7 Juin de la même année, étendues et prolongées respectivement par les protocoles du 7 *Mai 1923* et du 23 *Avril 1923* arrivaient à expiration.

Dans le but de les renouveler, furent signés à Bucarest, le 13 Juin, deux protocoles qui prolongeaient les traités d'alliance défensives pour une période de trois ans. Les textes, qui avaient fait preuve d'une bonne et large rédaction ne furent nullement changés ou rectifiés, mais leurs durées furent prolongées seulement.

L'atmosphère de l'Europe centrale était pour ainsi dire plus calme. De nombreux traités de conciliation et d'arbitrages avaient été signés, et une certaine détente produite dans les relations *italo-roumano-polonaises* avait apporté une grande dose de sécurité en ce qui concerne la Russie, Pourtant, malgré cette bonne situation extérieure et intérieure de la Petite Entente, certains journalistes et hommes politiques voulaient voir dans cette



conférence de Bled la dissolution de la Petite Entente : ils n'eurent pas cette occasion.

La conférence s'ouvrit le 17 Juin en présence de MM. *Nintchitch*, *Bénès*, *Mitilineu*, le nouveau représentant de la Roumanie.

Les trois ministres des affaires étrangères eurent des entretiens de 10 h. 30 à midi et de 16 heures à 18 heures. Dans la séance du matin, l'examen général de la situation politique internationale, leur permit de constater la parfaite concordance de vues, qui existe entre les trois représentants des pays composant la Petite Entente.

La séance de l'après-midi a été consacrée à l'examen détaillé de chaque problème figurant à l'ordre du jour, et spécialement des rapports des trois pays avec leurs voisins. Toujours à cette séance ont été changées les ratification des deux traités d'alliance défensive, renouvelés à Bucarest le 13 Juin entre la Roumanie et la Tchécoslovaquie, et entre la Roumanie et la Yougoslavie.

A l'issue de la séance de vendredi 18 Juin, le communiqué suivant a été publié :

« Les ministres de la Petite Entente ont terminé la discussion au sujet des rapports de leurs pays avec les Etats voisins. La situation de l'Europe centrale et des Balkans a été spécialement envisagée. On a discuté ensuite les questions ayant un rapport avec la Société des Nations, et on a établi l'attitude commune des représentants des trois pays à l'assemblée de septembre à Genève ; sur toutes ces questions l'accord a été complet. Cet échange de vues des ministres de la Petite Entente a démontré une fois de plus l'utilité d'un contact permanent où toutes les questions intéressant la situation internationale des trois pays sont discutées et éclaircies »

dans un esprit de confiance et d'intimité que rien n'a troublé ni pu troubler depuis 5 ans » (1).

D'après les termes de ce communiqué on voit que le ton employé est assez réservé comme allure. Le communiqué constate simplement que les ministres de la Petite Entente ont procédé à l'examen des relations des trois Etats avec les pays voisins, qu'ils ont traité spécialement de la situation en Europe Centrale et dans les Balkans, qu'ils se sont préoccupés de fixer l'attitude commune qu'adopteront leurs représentants à la prochaine session ordinaire de l'assemblée de Genève et que, sur tout cela, leur accord est complet. Le communiqué ne manque pas de souligner, au surplus, l'utilité d'un contact permanent des trois gouvernements, qui permet d'examiner tous les problèmes « *dans un esprit de confiance et d'intimité que rien n'a troublé ni pu troubler depuis cinq ans* » cette constatation est très opportune car elle marque la qualité de la Petite Entente *d'être devenue une force réelle de paix parce que ceux qui la dirigent ont su l'adapter exactement aux conditions et aux nécessités du nouvel ordre international.*

Le même jour, c'est-à-dire le 18 Juin, les représentants de la presse de la Petite Entente ont tenu séance, en présence de MM. Bénès, Nintchitch et Mitilineu à quelle occasion M. Nintchitch a rendu hommage à la collaboration officielle, efficace et intelligente apportée par la presse des trois pays à la politique de la Petite Entente? Par la suite, les journalistes ont délibéré sur les moyens pratiques de resserrer les liens entre eux.

Les milieux politiques et la presse furent très favorablement impressionnés et soulignèrent la rapidité avec

(1) *Le Temps*, n° du 20 Juin 1926.

laquelle l'accord a été obtenu. Le journal *Balkan* écrivait :

« La Petite Entente, durant les quelques années de son existence, a fourni la preuve de sa collaboration utile au maintien de la paix en Europe centrale. Il ne faut pas oublier que chacun des Etats de la Petite Entente doit encore lutter chez lui contre les éléments hostiles à l'égard de l'état de liberté et de justice en Europe. Ces éléments sont dirigés par nos anciens ennemis de la grande guerre et aussi en partie par les agents de la III<sup>e</sup> Internationale de Moscou, dont le but principal est de replonger l'Europe dans le feu et dans le sang.

Les récents événements de Prague en sont la meilleure preuve » (2).

Les trois ministres firent des déclarations différentes aux journalistes et dans ces expositions de travaux de la Petite Entente dans les conférences on trouve les principales idées débattues et discutées à huit clos. Bénès parla un peu sur la crise par laquelle passait la Société des Nations et la caractérisa comme une crise politique en opposition à l'ancienne crise du mois de Mars qui avait été une crise d'ordre constitutionnel. Puis il fit une remarque intéressante sur la campagne mensongère de quelques journaux en exhortant les journalistes présents à démentir ces fausses affirmations sur une prétendue tension entre les membres de la Petite Entente. Quant à la politique Balkanique, la Tchécoslovaquie suivra et approuvera celle de ses deux alliés. Pour finir le ministre tchécoslovaque passe en revue les relations de Prague avec la Hongrie et la Pologne et se déclara satisfait de l'état actuel de leurs rapports.

(2) *Le Temps*, n° du 21 Juin 1926.

Mitilineù, le représentant de la Roumanie, prit la parole à son tour et après avoir démontré qu'aucune objection ne pouvait être faite quant à l'emprunt demandé par la Bulgarie s'il est destiné à secourir les réfugiés, démontra les résultats favorables des relations italo-roumaines.

Le dernier qui parla aux journalistes fut *Nintchitch*, celui-ci n'insista que sur les points sur lesquels les deux autres ministres avaient passé un peu trop vite et déclara qu'en ce qui concerne l'élection pour le Conseil de la Société des Nations on était tombé d'accord et que la Petite Entente se présentera toujours ayant une attitude bien définie dans toutes les questions à l'ordre du jour.

Il aborda également la question de Salonique qu'il voyait dans une bonne voie et les relations de la Petite Entente avec l'Italie, qui selon lui sont cordiales et susceptibles de grandir.

Sur ceci, la conférence de *Bled* prit définitivement fin.

## CHAPITRE VI

---

### LE TRAITÉ ROUMANO-ITALIEN L'AFFAIRE DES FAUX BILLETS FRANÇAIS ET LA TENSION ITALO-YOUGOSLAVE

---

En Septembre 1926, s'ouvrit la septième session de la Société des Nations ainsi qu'il avait été décidé au mois de Mars. Durant cette session devait se produire l'admission de l'Allemagne. Le 6 Septembre, M. Bénès, en sa qualité de Président du Conseil de la Société des Nations lut un discours dans lequel après avoir relevé les progrès réalisés par la S.D.N. pendant l'année en cours et après avoir conseillé de ne pas se décourager à cause des lenteurs du désarmement, il fit ressortir l'influence des Pactes de Locarno sur l'esprit international. A la fin il exprima son grand regret de voir *l'Espagne* et le *Brésil* quitter la Société des Nations et son espoir en leur retour qui ne saurait trop tarder.

Le lendemain *M. Nintchitch* prit la présidence et ce fut un moment dramatique, lorsque le ministre yougoslave, *représentant le pays qui avait été le premier attaqué*, annonça la décision prise à l'unanimité par l'Assemblée, d'admettre l'Allemagne comme un de ses membres. Quatre jours après ce geste suprême de réconciliation entre les anciens belligérants de la grande guerre la délégation allemande faisait son apparition. Durant cette même session, la Petite Entente remporta un



grand succès lors des élections qui eurent lieu pour le Conseil de la S.D.N. le 16 Septembre la *Roumanie* obtint une place dans le conseil pour une durée de 3 ans et la Tchécoslovaquie une place pour 1 an. Quant à la Pologne, cette grande amie de la Petite Entente, elle fut élue membre du conseil pour une durée de 3 ans, mais avec cette supériorité sur la Roumanie qu'elle était « rééligible ».

La situation internationale de la Petite Entente s'était beaucoup renforcée par cette élection de deux de ses membres au Conseil de la Société des Nations et par celle de son amie la *Pologne*.

Sur ces entrefaites, les accords de Locarno avaient été ratifiés par les sept Etats contractants, et le 14 Septembre furent déposés au Secrétariat de la S.D.N. les documents attestant cette ratification. D'autres faits importants marquèrent la session de Genève. Un mois avant le 16 Août, un traité défensif de conciliation et d'amitié avait été conclu entre la Yougoslavie et la Grèce, pour remplacer l'ancien traité d'alliance, dénoncé par la Yougoslavie au mois de Mai 1924. Toutes les questions litigieuses, dont la question tellement discutée du chemin de fer Gùevguéli-Salonique étaient tranchées dans les quatre conventions qui formaient le traité. Bien qu'il mît fin à tout différend entre ces deux pays, il ne fut pas respecté par le dictateur *Pangalos* qui arriva au pouvoir 6 jours après la signature de l'accord et le gouvernement grec en déclara les termes inacceptables. Plus tard, en 1927, le Parlement d'Athènes rejeta complètement le traité gréco-yougoslave.

D'autre part, le 16 Septembre, les négociations poursuivies entre la *Roumanie* et l'*Italie* aboutirent à la si-

gnature, au *Palais Chigi*, d'un traité d'amitié et de cordiale collaboration par *MM. Mussolini et Averesco*. Dans le premier article les deux Hautes Parties contractantes promettaient solennellement de se soutenir l'une l'autre, dans le but de maintenir la paix, l'ordre international, et les engagements pris dans les traités signés par elles. Le second article prévoit que dans le cas où des complications internationales pourraient survenir, les Hautes Parties contractantes se concerteront au sujet des mesures à prendre. L'assistance politique et diplomatique en cas d'invasion étrangère ou de péril extérieur est prévue par le 3<sup>e</sup> article tandis que la procédure de conciliation et d'arbitrage forme le contenu du 4<sup>e</sup> article. La durée du traité était fixée à 4 ans. En dehors du traité, un protocole adjoint prévoyait la constitution d'une commission qui étudierait les modalités et les termes d'un rapprochement économique entre les deux états. Pourtant la Roumanie n'avait pas obtenu ce qu'elle désirait de la part de l'Italie, la reconnaissance de la *Bessarabie*. Aucun terme du traité ne comportait la ratification par l'Italie du traité du 28 *Octobre 1920* mais on mentionnait qu'elle serait faite par le gouvernement italien lorsqu'il lui serait possible d'agir ainsi, sans aucun préjudice pour ses intérêts. A propos de cette disposition italienne, *Averesco* disait que la signature était une simple question d'opportunité et de temps et ce fut vraiment ainsi, car six mois plus tard, le 8 Mars 1927, l'Italie ratifia le traité concernant la Bessarabie, mais en spécifiant que cette ratification ne devait être nullement interprétée comme dirigée contre la Russie, mais seulement comme une suite des intentions de l'Italie lors de la signature de la Conven-

tion. Le traité italo-roumain a été ratifié à Rome le 18 Juillet 1927 et enregistré à la Société des Nations le 1<sup>er</sup> Novembre suivant.

Deux jours après la signature à Rome du traité italo-roumain le 18 Septembre, comme suite immédiate des négociations entre les différents Etats représentés à Genève, un traité d'amitié et de collaboration fut signé par la Pologne et la Yougoslavie.

Les termes de ce traité ne différaient en rien de ceux qu'on employait dans les traités de ce genre, sauf son premier article qui indiquait comme raisons de sa conclusion les bonnes relations déjà existantes entre la Pologne et la Yougoslavie. Cet accord ne fut pas ratifié, de même que l'autre traité gréco-yougoslave.

Le mois d'octobre est également très important au point de vue international, car il est marqué par deux voyages des ministres de la Péninsule des Balkans dans l'occident et par la fin de l'affaire des faux billets français.

Au début du mois *M. Nintchitch* alla à Paris et *M. Bouroff*, ministre des affaires étrangères de Bulgarie, visita Rome bien entendu avec des buts politiques masqués assez habilement d'ailleurs. Mentionnons que vers la même date fut rendu le verdict de « La cour royale Hongroise » en ce qui concerne les condamnations des faux monnayeurs. Tout en réduisant les peines prononcées en Mai contre *Windischgractz et Nadossy*, elle les déclara coupables et par cela même mit un terme à cette tentative de nuire aux finances des pays victorieux (14 Octobre 1926).

A la même époque, en Tchécoslovaquie, le nouveau gouvernement formé le 12 Octobre par *Shvehla* compre-

nait deux ministres allemands : MM. *Mayr-Harting* et *Spina*. C'était la première fois depuis la guerre que les minorités ethniques-collaboraient au gouvernement avec les nationaux des Etats sortis de la guerre, et cet événement marquait un pas en avant vers la consolidation de la Tchécoslovaquie et de l'Europe Centrale. Mais, si partout on travaillait incessamment à la consolidation de la paix par la conclusion de différents traités et conventions, dans le Sud-Est de l'Europe, les relations entre la Yougoslavie et l'Italie inspiraient de vives inquiétudes. Les accords de *Nettuno* n'avaient pas été ratifiés et entre ces deux états les relations ne pouvaient, bien entendu, être que plutôt médiocres, pour ne pas dire mauvaises. La conclusion du traité de *Tirana* entre l'Albanie et l'Italie, signé le 27 Novembre 1926, aggrava encore la situation. Par cet acte, l'Albanie et l'Italie reconnaissaient que tout trouble apporté au statut territorial et à l'état politique de l'Albanie se trouvait contraire aux intérêts communs des deux pays. Dans le second article, les Hautes Parties contractantes s'obligeaient à se prêter mutuellement appui et assistance et ce qui était plus grave, s'engageaient à ne pas conclure avec un Etat tiers de traités politiques ou militaires, même non définis dans le pacte, préjudiciables aux intérêts de chacun. Les autres articles prévoyaient la conciliation et l'arbitrage, donnaient une vie de cinq ans au traité et demandaient l'enregistrement à la Société des Nations.

*La conséquence politique de ce traité était une dépendance de l'Albanie vis-à-vis de l'Italie et il se présentait comme un traité unilatéral de garantie de la part de l'Italie, du statut et de l'intégrité territoriale*

*de l'Albanie.* Cette situation ne convenait guère à Belgrade et *M. Nintchitch*, en signe de protestation, démissionna le 6 Décembre 1926. La conclusion du pacte de Tirana, a été considérée en Yougoslavie et dans la majorité des autres pays, *comme une tentative d'établissement du protectorat italien sur l'Albanie et, par suite, d'une installation politique et militaire de l'Italie dans la péninsule des Balkans.* Pour être efficaces, l'appui et la collaboration de l'Italie ne peuvent consister que dans une intervention, non pas politique ou diplomatique, mais simplement militaire, ce que le pacte de Tirana prévoit. Or Belgrade ne pouvait admettre cette installation de l'Italie en Albanie qui constituerait pour la Yougoslavie une aggravation dangereuse de sa situation extérieure. Et, à propos de sa démission et du caractère du pacte de Tirana, *M. Nintchitch* écrivait : « On a souvent dit dans la presse, que par ma démission j'avais reconnu l'erreur d'une politique de collaboration et d'amitié avec l'Italie. Cela n'est pas exact. Le pacte de Tirana constituait une négation de la politique poursuivie entre les deux pays au cours des dernières années, et non pas une conséquence de cette politique » (1).

A la suite de la démission de *M. Nintchitch*, le gouvernement entier se retira, en partie à cause des accusations dirigées par *M. Stéphen Radici* contre plusieurs ministres, mais surtout à cause du traité de Tirana. *M. Pachicht* meurt le 10 Décembre 1926 et la Yougoslavie reste dans un chaos politique très dangereux, surtout par la faute de *M. Radici* qui s'agitte continuelle-

(1) *Nintchitch Momtchillo* : La tension Adriatique. *La Revue des Vivants*, Mai 1927, p. 547.



ment et l'on voit se succéder au pouvoir différentes formations politiques, avec une rapidité déconcertante. Donc, le début de 1927 est marqué par le mauvais état de la Yougoslavie au point de vue extérieur et intérieur. le second intéressant énormément les autres Etats de la Petite Entente qui avaient conclu des traités avec l'Italie (2) et à cause même des traités consécutifs de la Petite Entente. Le 3 Février, M. Bénès aborda cette question dans l'un de ses discours, en disant : « La Tchéco-  
« slovaquie est une amie et une alliée de la Yougoslavie  
« et elle a signé un Traité de coopération et collabo-  
« ration avec l'Italie. Nous désirons qu'il n'y ait pas  
« de conflits entre les deux pays, mais qu'au contraire,  
« ils arrivent à une entente le plus vite possible ». Pourtant, cette entente désirée paraissait s'éloigner de plus en plus, surtout lorsque vers le 20 Mars, le gouvernement de Rome envoya une note circulaire par laquelle il attirait l'attention de Paris, Berlin et Londres sur les préparatifs et armements de la Yougoslavie qui constituaient un danger pour la paix. Belgrade protesta catégoriquement contre ces assertions. Dans toute la Yougoslavie on voyait dans cette note italienne une nouvelle forme de l'ultimatum envoyé par l'Autriche à la Serbie en 1914 cherchant elle aussi à montrer les Yougoslaves comme des perturbateurs de la paix européenne. M. Trumbitch, dans un discours devant la *Scoupcina*, se demandait pourquoi l'Italie n'avait pas fait cette communication à l'occasion de la session du Conseil de la Société des Nations, qui avait eu lieu peu de jours avant et finissait en remarquant que l'Italie était

(2) a) Traité Tchéco-Italien : 5 Juillet 1924.

b) Traité Roumano-Italien : 16 Septembre 1926.

soutenue par l'Angleterre. Dans cet ordre d'idées *M. Bardoux* écrivait qu'à l'entrevue de Livorno, Sir Austen Chamberlain donna par avance son assentiment au traité italo-albanais du 27 Novembre (3). Mais heureusement que l'Europe comprit *qu'un conflit qui serait provoqué contre la Yougoslavie dans la péninsule des Balkans ne pourrait être que très difficile à localiser en raison du jeu des alliances défensives*, et Berlin, Paris et Londres donnèrent tous des conseils de modération à Belgrade et à Rome. L'Europe avait tressailli lorsqu'elle avait entendu quelques cris d'alarme et *Lloyd George* faisait ressortir l'importance des Balkans pour la paix européenne. « La vieille douleur de l'Europe  
« ce sont les Balkans. La plupart des guerres euro-  
« péennes, au cours des cinquantes dernières années ont  
« eu leur origine dans ces contrées turbulentes. *Le*  
« monde doit remercier Dieu quand on a pu réussir à  
« localiser un de ces conflits. La guerre mondiale a com-  
« mencé dans les Balkans. Et voici qu'une nouvelle que-  
« relle qui menace la paix a éclaté dans cette officine  
« d'enfer où l'on cuisine les guerres » (4).

Lorsque plus tard, au mois de Mai, à propos de l'arrestation d'un membre officiel de la légation Yougoslave de *Tirana*, Belgrade était sur le point de rompre les relations diplomatiques avec l'Albanie, toutes les grandes puissances, l'Italie inclusivement intervinrent pour établir un *modus vivendi* « acceptable pour les deux pays ». La paix de l'Europe menacée seulement

(3) *J. Bardoux* : Tardif Réveil. « Le Temps », n° du 30 Mars 1927.

(4) *Lloyd Georges* : Le danger d'incendie dans les Balkans. *Neue Freie Presse*, 3 April 1927.

quelques instants régna de nouveau sans aucun accroc et dans cet esprit fut conclu le 5 Avril 1927 le traité de conciliation et d'arbitrage entre la Hongrie et l'Italie. Sa caractéristique était d'être conclu pour une *durée de 10 ans* et de contenir aussi une convention adjointe concernant les décisions des experts italo-hongrois sur l'accès à la mer de la Hongrie. *Fiume* était le port que les Hongrois avaient choisi, de préférence à *Constantza*, *Salonique* et *Spalato*. Ce traité fut mal reçu par la Roumanie et la Yougoslavie. Les deux pays toujours méfiants envers la Hongrie, ne pouvaient pas regarder avec de bons yeux un certain revirement de leur ancien oppresseur qui, selon leurs prévisions, emploierait ses nouvelles forces en vue d'une tentative désespérée et impossible d'ailleurs. La Tchécoslovaquie vit seulement dans ce traité un arrangement de la situation internationale et la France, malgré la réserve qu'elle manifestait, ne pouvait cacher une certaine appréhension au sujet de ces événements qui avaient changé la situation diplomatique dans l'Europe Centrale où la Petite Entente tiendra un mois plus tard à *Jachimov* sa conférence habituelle.

## CHAPITRE VII

---

### LA CONFÉRENCE DE JACHIMOV

13-15 Mai 1927

---

La conférence de la Petite Entente qui eut lieu à *Jachimov* marque réellement une date dans l'évolution de la politique européenne. Ceux qui se plaisaient à supposer que les derniers événements, le Traité Italo-Roumain, le rapprochement italo-hongrois et la tension yougoslave, avaient pu ébranler l'étroite alliance de la Roumanie, de la Yougoslavie et de la Tchécoslovaquie *devront reconnaître leur erreur.*

Les communiqués publiés à l'issue des entretiens qu'eurent pendant trois jours à Jachimov les ministres des affaires étrangères des trois puissances amies, soulignent nettement ou indirectement les intérêts communs des trois Etats, on peut même dire que jamais leur volonté de maintenir la Petite Entente dans toute sa force première n'a été affirmée avec tant d'énergie. La séance d'ouverture eut lieu, le 13 Mai, à 3 heures de l'après-midi, dans cette charmante station balnéaire qu'est *Jachimov*. Y assistaient MM. *Bénès, Mitilieù* et *Marinkovitch*. A 7 h. 30 un premier communiqué fut publié :

« Les trois ministres des affaires Etrangères de la Petite Entente se sont réunis pour la première séance aujourd'hui à 15 heures 30. A tour de rôle, chacun des

ministres a fait un exposé de la situation politique extérieure générale, ainsi que de l'état des relations de son pays avec les pays voisins et avec les autres pays. Cet examen général a été complété par l'échange des informations que les trois ministres possédaient sur toutes les questions touchant chacun des trois pays. La séance a été levée à 19 h. 45. La prochaine séance aura lieu samedi matin. On y continuera l'examen de la situation générale pour arriver à résoudre chacun des problèmes qui intéressent tout particulièrement la Petite Entente, et pour prendre les décisions nécessaires » (1).

Les négociations se poursuivirent, et le lendemain à midi un autre communiqué parut, celui-ci plus détaillé que le premier et contenant également des généralités sur la politique de la Petite Entente. En voici le texte « in extenso » :

« La seconde réunion de la conférence des Etats de la Petite Entente s'est tenue samedi 14 Mai, de 8 heures à 12 heures. Après avoir terminé l'examen général de la situation, les trois ministres des affaires étrangères ont passé successivement aux questions particulières intéressant chacun de leurs pays. La discussion, sur toutes les questions et sur tous les problèmes à l'ordre du jour, a eu lieu dans une atmosphère d'amitié sincère et de dévouement ferme à l'idée directrice de la politique des trois pays de la Petite Entente qui les réunit depuis sept années régulièrement et qui a contribué si grandement au maintien de la paix européenne. Les trois ministres ont constaté formellement que toute idée de désaccord ou d'une fin de la mission politique internationale de leur groupement est erronée.

(1) *Journal des débats*, n° du 15 Mai 1927.



Cette alliance a rempli pendant de longues années avec succès et dignité une fonction politique internationale, dans l'intérêt du maintien de la paix générale. Elle a fait ses preuves dans les circonstances les plus difficiles. Elle se base sur les intérêts communs, vitaux des trois membres de la Petite Entente, pour le respect des traités et des engagements internationaux et le maintien du « statu quo ».

Les trois pays considèrent comme leur devoir de la maintenir ferme, solide, durable, poursuivant toujours son but, « l'entente internationale, la collaboration légale avec ses voisins, la consolidation politique dans le sens des idées et des principes de la S.D.N. » (2).

Après la clôture de la Conférence, les ministres de la Petite Entente reçurent les journalistes dans une audience commune, et là par les discours qu'ils tinrent, ils dissipèrent les craintes de sa dissolution. La grande majorité des journalistes, malgré les communiqués officiels, croyaient voir dans le traité *roumano-italien le rapprochement italo-hongrois et les pénibles relations italo-yougoslaves* les causes d'une discorde dans le sein de la Petite Entente. Le premier qui s'adressa à ces journalistes fut M. Mitileneu, le nouveau ministre des affaires étrangères de Roumanie et il toucha à peu près tous les points intéressants qui avaient été discutés à la conférence. Les deux autres ministres se contentèrent de compléter son allocution sur quelques questions qu'il avait omises. Voici quelques passages saillants du discours de M. Mitileneu : « Dès le commencement, je suis en mesure d'affirmer la complète entente et la solidarité amicale de nos trois états, qui forment un groupe-

(2) *Journal des Débats*, n° du 16 Mai 1927.

ment nécessaire et indestructible. Il est essentiel pour tout le monde que la Petite Entente ait existé, existe et continu à exister autant que durera la communauté de nos intérêts. Si la Petite Entente n'existait pas, il aurait été nécessaire de la créer. Dans ce but, il n'y a pas la plus petite divergence de vues entre nous, tous nos critiques seront désappointés par le futur développement de la Petite Entente... Les relations de chaque Etat de la Petite Entente avec la France sont cordiales et fermes... Les rapports de la Petite Entente sont excellent avec les autres Alliés, l'Angleterre et l'Italie. L'amitié de l'Italie est beaucoup estimée par la Roumanie ainsi que l'a manifesté récemment la ratification du protocole sur la Bessarabie. Les relations de la Roumanie avec l'Allemagne demeurent saines et après que quelques questions seront tranchées, aucune raison valable n'empêchera une collaboration plus étroite. Les relations de la Petite Entente avec la Pologne sont suffisamment caractérisées par l'alliance Polono-Roumaine. Les relations avec l'Autriche sont bonnes... Je suis heureux de voir que la Hongrie abandonne sa politique d'isolement. Nous désirons tous en tant que voisins de la Hongrie nous trouver en mesure de négocier avec elle et d'arriver à des conventions... Nous croyons à une possibilité de la conclusion d'une convention de bon voisinage avec la Bulgarie, si l'attitude du Gouvernement Bulgare reste la même... En ce qui concerne la Russie aucun changement n'est intervenu dans nos vues... Nous tous, Roumains, nous sommes et resterons les alliés des Yougoslaves, nous sommes et resterons les alliés de l'Italie. Dès le commencement du conflit italo-yougoslave, la Roumanie a montré un vif désir d'abou-

tir à un prompt arrangement entre les deux Etats » (3).

Ainsi il avait envisagé toute la politique de la Petite Entente et de la Roumanie. Ce qu'il y avait de plus intéressant c'est que l'attitude de la Petite Entente et surtout de la Roumanie vis-à-vis de l'Italie a été discutée franchement en dépit des bruits qui couraient que cette question serait exclue de toute discussion.

*Le succès le plus marqué obtenu par cette conférence est d'avoir dissipé toutes les rumeurs qui annonçaient une dissolution de la Petite Entente et que chacun de ses membres reprenait sa liberté de s'affilier à d'autres combinaisons politiques. Jamais peut-être la volonté des trois Etats de maintenir la Petite Entente n'a été plus forte qu'à l'occasion de cette conférence de Yachimov.*

(3) *Machray*, op. cit., p. 310-312.

## CHAPITRE VII

---

### **LA CONFÉRENCE ÉCONOMIQUE MONDIALE LA QUESTION DES OPTANTS HONGROIS ET LA CAMPAGNE DE LORD ROTHERMERE**

---

Les grandes difficultés politiques et économiques par lesquelles passait l'Europe ne pouvaient pas être résolues en dix ans, mais les efforts successifs des différentes conférences et sessions de la Société des Nations contribuaient à une notable amélioration de la situation. Durant le mois de Mai, se tint à Genève dans le but d'établir les bases d'un meilleur arrangement économique entre les Etats du monde, une conférence économique mondiale à laquelle participèrent même les *Etats-Unis et la Russie*. Elle avait été précédée d'une grande publicité, qui analysait les conditions économiques existantes, et c'est sur ces bases que les discussions s'engagèrent dans les trois commissions : du *Commerce*, de *l'Industrie* et de *l'Agriculture*. Dans la première, on arriva à cette conclusion désirable, que les tarifs douaniers n'augmenteraient plus et que la meilleure politique commerciale des Etats serait celle de conclure le plus grand nombre possible de traités de commerce sur la base de la nation la plus favorisée. Mais pour arriver à cette conclusion et à cette recommandation les

deux doctrines du libre échange et du protectionnisme s'étaient affrontées avant que pût être réalisé l'accord. D'autre part, dans la commission de l'Industrie la question des cartels fut très discutée et elle prit fin par la demande des délégués des travailleurs d'un enregistrement et d'un contrôle international des cartels.

La commission d'agriculture aboutit elle aussi à une suggestion très bonne d'ailleurs, celle d'une extension du système coopératif, en vue d'établir un contact plus direct entre le producteur et le consommateur et de développer le crédit pour les agriculteurs. Les discussions de cette conférence furent suivies avec la plus vive attention par tout le monde, mais surtout par la Petite Entente, qui luttait depuis longtemps en vue d'obtenir de meilleures relations économiques avec tous ses voisins. Il faut signaler comme un succès immédiat la conclusion d'une convention commerciale entre un des pays de la Petite Entente et la Hongrie, convention signée à Prague le 31 Mai 1927. Plus tard, au mois de Juillet une seconde convention sera passée entre le même Etat de la Petite Entente et l'Autriche. La conférence économique mondiale ouverte le 4 Mai et terminée le 23 Mai, avait donné les résultats mentionnés et la Petite Entente s'était fortement imprégnée de ses principes. Quatre jours après la clôture de cette conférence un événement très important, vint consolider la force de l'Etat tchécoslovaque et par là le prestige de la Petite Entente. Le Président *Masarik* avait été réélu, le 27 Mai par 274 voix sur 434. C'était l'expression de la reconnaissance de la Tchécoslovaquie envers celui qui avait tant lutté pour son indépendance. A propos de cette élection, le journal anglais « The Times » faisait



un portrait du grand homme d'état tchécoslovaque et de son activité (1).

La minorité ethnique allemande elle-même avait voté pour *Masarik* montrant ainsi sa sagesse et sa pondération. Toujours durant le mois de Mai des événements importants se produisirent dans la politique intérieure de la Roumanie. *M. Averesco* ayant échoué dans sa tentative de former un gouvernement national de concentration, le roi Ferdinand chargea, après sa démission, le prince Stirbey de constituer le gouvernement national qu'il désirait avoir avant sa mort. Cependant deux semaines plus tard, le parti libéral de *M. Brătianu* arrivait au pouvoir le 21 Juin. *M. Titulesco*, ministre de Roumanie à Londres, accepta le poste de ministre des affaires étrangères de la Roumanie et le 11 Juillet 1927 fit une déclaration sur la politique internationale de son pays à un groupe nombreux de journalistes roumains et étrangers. Il traça la ligne de conduite de la Roumanie dans sa politique internationale, en faisant ressortir la grande solidarité d'intérêts qui liait cet état à l'Europe entière. La Roumanie a consenti beaucoup de sacrifices pour le maintien des traités conclus après la victoire des Alliés, et en fera encore, contribuant ainsi

(1) *The Times* n° of 28 Mai 1927. The people as a whole instinctively recognize him as their leader, the man who, far above the strife of parties, most faithfully represents the national aspirations. Ever since, he has been the greatest personal asset of the nation. He has devoted his life to a Cause that is now an Achievement, the Republic of Czechoslovakia. In congratulating him on his re-election, it is permissible to express the hope that this wise european statesman may long be spared to assure the bases of national prosperity in his own country and to achieve that general reconciliation in Central Europe upon which he has set his heart.

à la solidarité européenne non seulement par des termes sans valeur, mais par des faits concluants. Les directives de notre politique seront donc un attachement sincère au maintien indissoluble des liens entre les deux autres Etats de la Petite Entente; l'établissement d'étroites relations de collaboration avec la Pologne et les Etats voisins, qui ont le même désir que nous de maintenir la paix et l'ordre, enfin la continuation de la politique de parfaite entente et de collaboration sincère avec les trois grands alliés, l'Angleterre, la France et l'Italie. Continuant son discours, M. Titulesco renforça la précédente déclaration en affirmant qu'il mettait au service du rapprochement anglo-roumain toute son expérience et sa force de travail...

Quelques jours après cet exposé politique de M. Titulesco, le roi Ferdinand 1<sup>er</sup> de Roumanie mourait à Bucarest le 20 Juillet et tout le monde s'attendait à des complications politiques intérieures et extérieures. Il n'en fut rien, tout au contraire se passa dans un ordre remarquable. Le prince héritier Charles ayant renoncé à son trône, le petit-fils du Monarque défunt, le prince *Michel* fut proclamé roi, et, jusqu'à sa majorité, une régence fut instituée, comprenant le Patriarche *Miron Cristea*, le Président de la cour de Cassation, *Buzdugan* et l'oncle du jeune roi, le *Prince Nicolas*. Tout le pays accepta ce nouvel état de choses et le calme régna partout, en dépit de certaines opinions étrangères.

Au début de septembre, les trois ministres des affaires étrangères de la Petite Entente, *MM. Titulesco, Bénès et Marinkovitch* se rencontrèrent à Genève le 2 Septembre et tinrent une conférence spéciale dans laquelle chacun d'eux exposa à son tour la politique de

son pays et les résultats obtenus. *M. Titulesco* détermina en quelques mots, la situation de la Roumanie qui malgré la mort du roi Ferdinand I<sup>er</sup> se révélait plus que satisfaisante. *M. Marinkovith*, de son côté, exposa les relations italo-yougoslaves, franco-yougoslaves et l'attitude de son pays envers la Bulgarie. Quant à la position à prendre au sujet du rattachement de l'Autriche à l'Allemagne les trois ministres déclarèrent ne pas apercevoir de raison pour que la Petite Entente modifiât sa première attitude. Celle-ci était résolument opposée à la disparition d'une Autriche indépendante. Puis ils faisaient remarquer que tout rapprochement constituait une impossibilité, car il ne pouvait se faire que dans le cas d'une approbation unanime des membres de l'Assemblée. A la fin de cette conférence et avant de se présenter à la session de la Société des Nations qui devait se tenir durant le mois de Septembre, on aborda également la question de la propagande *Rothermère* pour la révision des traités et on tomba d'accord pour ne pas faire une démarche officielle de la part de la Petite Entente car cette propagande était l'œuvre d'une personne privée et que l'intangibilité des frontières des trois Etats était garantie en tous cas. Ainsi préparée, la Petite Entente se présenta à la Société des Nations où la *principale question qui allait être résolue, était la « question des optants hongrois »*.

Tous les membres de la Petite Entente étaient intéressés dans cette question, car tous les trois avaient réalisé des réformes agraires, immédiatement après la paix, basées sur leurs droits de souveraineté et avaient ainsi permis aux conséquences sociales de la guerre de produire leurs effets. Mais la Hongrie ne voulait pas com-

prendre l'esprit de ces réformes et en soulevant la « question des optants » demandait la restitution des terres expropriées aux optants hongrois; mais devant l'impossibilité de leur restitution, même Budapest souhaitait du moins obtenir pour ses optants hongrois de Transylvanie un dédommagement égal à la valeur courante de ces terres. Or cette prétention arrivait à cette absurdité que le *citoyen roumain exproprié à son tour aurait reçu beaucoup moins que l'optant hongrois* bien qu'il ait été exproprié sur la base de la même loi. L'historique de cette question des optants hongrois est très long car par suite de la ténacité des Hongrois, elle dura à peu près huit ans, mais il est surtout intéressant de suivre l'évolution de cette affaire jusqu'à la session de la Société des Nations du mois de Septembre, pour pouvoir comprendre l'attitude des deux pays et du Conseil. En évoquant que l'expropriation était contraire aux prévisions du traité de Trianon signé par la Roumanie, la Hongrie demanda en Août 1922 à la Conférence des Ambassadeurs de s'occuper de cette affaire, mais la Conférence répondit qu'elle devait être portée devant la Société des Nations. Au mois de Mars 1923, *Budapest demanda à la Société des Nations une déclaration, d'après laquelle la réforme agraire roumaine serait considérée comme contraire aux Traités*. En conséquence de quoi les optants hongrois devraient être remis en possession de leurs terres avec le dédommagement exigible.

Un mois après, au début de Mai, les représentants de la Roumanie et de la Hongrie se rencontrèrent à *Bruxelles* sous la présidence de *M. Adatci*, représentant du Japon au Conseil de la Société des Nations. Après discussion, ils arrêterent les termes d'un accord, sui-

vant lequel il était admis que le traité de *Trianon* n'avait pas interdit l'expropriation des propriétés des optants *pour cause d'utilité publique ni par conséquent, pour cause de réforme agraire*. Cette interprétation fut adoptée par le Conseil. Pourtant, au mois de Décembre 1926, cette question qui paraissait close, se posa encore une fois sur les plaintes des optants devant le tribunal mixte roumano-hongrois qui fonctionnait sur la base de l'article 239 du traité de Trianon et dont la compétence était strictement limitée à la liquidation des biens ennemis. Pour pouvoir se présenter devant ce Tribunal, les optants considéraient l'expropriation comme une liquidation de guerre et comme contraire à l'esprit de l'article 239. La Roumanie souleva alors la question de l'incompétence du tribunal mixte, et démontra ainsi le caractère de l'expropriation faite. Elle ne pouvait nullement être une liquidation de guerre des biens ennemis car elle avait été appliquée à tous les citoyens sans distinction, et, ensuite, elle avait été projetée depuis 1914, mais la grande guerre la différa jusqu'en 1918 lorsque sous la menace d'une révolution bolchevique, on procéda immédiatement à la légifération de l'expropriation. Beaucoup des institutions et toute l'aristocratie souffrirent de cette expropriation et non pas seulement les optants hongrois. Donc, l'expropriation avait été une mesure générale et non pas spéciale pour priver les optants de Transylvanie de leurs terres.

Pourtant, le tribunal arbitral mixte, décida par deux voix contre une qu'il était compétent. La Roumanie retira son juge, prétextant l'excès de pouvoir du tribunal, qui s'était déclaré compétent dans une matière qui lui échappait. La Hongrie demanda au Conseil de la So-



ciété des Nations de remplacer l'arbitre roumain et durant toute l'année 1927, en mai à Londres, et en Juin à Genève, on essaya de résoudre cette question par la voie des pourparlers directs entre les gouvernements intéressés mais on aboutit à rien. Le 17 *Septembre 1927*, la question des optants arriva devant le conseil de la S.D.N. qui avait chargé auparavant une commission d'étudier la question. Au cours de la séance, *Sir Austen Chamberlain* donna lecture de son rapport qui définissait les deux principes obligatoires pour les deux pays à la suite de la signature du traité de Trianon. Le premier principe était que le traité de paix ne comprenait pas un article ou une disposition qui excluât les nationaux hongrois, et ceux qui avaient opté pour la nationalité hongroise de l'application d'une réforme agraire. Le second principe était celui de l'égalité de traitement entre les Roumains et les Hongrois, dans l'application de la réforme agraire. La question fut ensuite débattue avec beaucoup d'ardeur par *M. Titulesco* défendant les intérêts de la Roumanie et *M. Apponyi* représentant ceux de la Hongrie. *M. Titulesco* soutint que l'admission de la compétence des tribunaux mixtes créerait une situation inadmissible. Tandis que l'optant hongrois pourrait s'adresser au tribunal pour l'amélioration de son sort, les Roumains n'auraient pas le droit de le faire. C'eût été une inégalité de traitement qu'on ne saurait accepter. Dans le même sens, *M. Bénès*, dans une note qu'il avait envoyée au conseil, faisait remarquer que si les tribunaux mixtes se trouvaient compétents en matière de réformes agraires, les sujets du pays qui avait décrété l'expropriation, ainsi que les citoyens étrangers (Anglais et Français), se verraient défa-

vorisés parce qu'ils ne pouvaient pas faire appel à un tel tribunal.

*M. Apponnyi* répondit, en faisant ressortir que le conseil agissait suivant les avis des jurisconsultes, qui étaient plutôt des experts attachés aux six délégations de Genève et qui ne formaient pas une cour de justice avec constitution statutaire. Puis il ajoutait qu'il se chargeait lui aussi de trouver six juristes dont les opinions contrediraient celles des experts de la S.D.N. Sir Austen Chamberlain répondit que la cour était une cour de justice et d'équité et que le gouvernement hongrois ferait bien d'accepter son rapport. Devant le refus de *M. Apponnyi*, le conseil adopta une résolution suivant laquelle les parties ne se voyaient pas obligés d'accepter immédiatement le point de vue du comité. Ils avaient le droit d'y réfléchir jusqu'au mois de Décembre, date de la prochaine réunion. Mais cette question des optants, que les hongrois avaient ouverte dans le but de chercher querelle aux Etats de la Petite Entente et pour faire croire à l'opinion mondiale qu'ils souffraient énormément des injustices que les Etats de la Petite Entente faisaient à ceux de leurs concitoyens, qui avaient choisi la nationalité hongroise, n'était pas le seul moyen que mirent en jeu les Hongrois pour attirer l'attention. En Angleterre, grâce aux nombreuses sympathies qu'ils comptaient dans les milieux aristocratiques, ils lancèrent une campagne vers le début de Juin 1927, en faveur de la révision des traités concernant la Hongrie. Cette campagne commença par un article de *Lord Rothemere*, publié par le « Dailly Mail », durant le mois de Juin et intitulé « La Place au Soleil de la Hongrie ». Dans cet article, l'auteur plaidait la cause de ce pays et demandait la

rectification de ses frontières sans moyens violents ou d'intimidation, mais par une pression financière, car les Etats de l'Europe centrale cherchaient précisément à cette époque, des crédits sur les places de l'occident. D'autres articles suivirent, portant des titres suggestifs comme : « Le magasin de poudre de l'Europe » et « Les grandes injustices faites par la Guerre ». Toute la campagne nommée, d'après le nom de son fondateur et organisateur, la *campagne Rothermerienne*, ou de *Rothermere*, eut quelques succès dans les milieux aristocratiques mais non dans les sphères gouvernementales qui restèrent attachés à l'ancienne et saine politique de l'Angleterre, celle du maintien du statu quo établi par les traités qui portaient aussi sa signature. Comme une sorte de réponse à cette campagne effrénée, Bénès (2) tint un discours à Prague, le 25 Octobre 1927, devant la commission des affaires étrangères du parlement, il y traitait de la propagande de *Rothermere* ; et faisait ressortir qu'elle était complètement en dehors de la politique du gouvernement anglais. Cette certitude il l'avait acquise lors de sa rencontre avec Chamberlain à Genève, où le grand homme d'état anglais lui avait déclaré que la politique suivie par l'Angleterre serait celle décrite dans la dernière déclaration faite à la Chambre des Communes et qui préconisait le respect des signatures posées en bas des traités de paix. Plus loin, il analysait la propagande de *Lord Rothermere* et il la définissait comme basée sur « des inexactitudes, affirmations erronées, fausses statistiques, faux documents et exposés incorrectement interprétés ».

(2) Bénès Ed., la situation internationale et la politique Etrangère tchécoslovaque, Arbis comp. 1927, Prague.

Après avoir défini cette propagande dans de tels termes, il déclarait que la Tchécoslovaquie s'opposerait avec toute son énergie à ces sortes de campagnes et que la Petite Entente était intéressée à réfuter les fausses allégations des propagandistes des Hongrois et de Lord Rothermère.

## CHAPITRE VIII

---

### DANS LES BALKANS LE TRAITÉ FRANCO-YOUGOSLAVE ET L'AFFAIRE DES MITRAILLEUSES

---

Si la campagne de *Lord Rothermere*, tendant à la révision des traités n'avait abouti à rien de positif, dans les Balkans, les incursions des « *Komitadjii* » en territoire yougoslave, avaient causé la mort d'un général yougoslave, assassiné à *Ishtip* et le pillage de plusieurs villages.

Le meurtre avait été commis par les émissaires de l'organisation révolutionnaire de Macédoine. Cette organisation avait sa résidence à *Sofia* et de là envoyait partout des agents dans le but d'assassiner ceux qui s'opposaient trop ouvertement à leurs actions, ou de fomenter des révoltes locales et de profiter de l'occasion pour piller les villages.

En octobre, lorsque le général yougoslave tomba sous leurs coups, la presse yougoslave tout entière demanda la suppression de cette organisation révolutionnaire en Macédoine et le gouvernement de Belgrade envoya à *Sofia* une note, dans laquelle il attirait l'attention de la Bulgarie sur l'effet de ces outrages sur les relations bulgaro-yougoslaves.

Le ministre des affaires Etrangères de Bulgarie promit et démontra en prenant des mesures, sa bonne volon-



té envers la Yougoslavie et dès le deuxième jour, le Conseil des Ministres bulgare décida d'arrêter des sanctions rigoureuses contre l'organisation des Macédoniens et déclara l'état de siège dans la région de la frontière Yougoslave. Dans un de ces discours au parlement, M. *Liapcef*, premier ministre, disait en déplorant l'incident que « rien ne peut être plus désastreux et plus dangereux pour la Bulgarie et pour la nation bulgare tout entière que ces faits qui sont les actions d'hommes insensés ». Par cette simple phrase les relations entre Belgrade et *Sofia* prirent un aspect plus amical.

En Yougoslavie, après un remaniement du cabinet dans lequel M. *Marinkovitch* gardait le portefeuille des affaires étrangères, la situation politique se consolida considérablement. M. *Marinkovitch* mène une politique de rapprochement avec la Bulgarie. En Septembre 1927, lors d'une conversation avec *Titulesco*, il aboutit à une entente amicale en ce qui concerne le régime des Ecoles roumaines dans le Banat serbe, mettant, ainsi, fin aux petites difficultés qui naissaient quelquefois entre ces deux pays. La Yougoslavie avait toujours mené une politique d'étroite collaboration envers la France qu'elle considérait comme le pays le plus attaché à la Petite Entente.

Cette politique de rapprochement, suivie par tous les ministres des affaires étrangères de Yougoslavie, et la visite de M. *Marinkovitch* à Paris au mois de Novembre, aboutit à la signature d'un traité d'amitié entre la France et la Yougoslavie. Le Texte de ce traité avait été depuis longtemps projeté par M. *Nintchitch* et même discuté avec la France au cours de l'année 1924. Mais par égard pour M. *Mussolini*, on ajourna la signature,

jusqu'au 11 Novembre 1927, date où MM. *Briand* et *Marinkovitch* apposèrent leurs signatures en bas du traité. En France l'opinion publique considérait comme très heureuse cette manifestation d'amitié avec la Yougoslavie. Certains soutenaient même que seul l'espoir de pouvoir étendre ce pacte à l'Italie, en avait différé jusqu'alors la signature. Quant à l'Italie évidemment, elle ne pouvait guère être contente de ce traité qui lui paraissait devoir nuire à sa politique d'isoler la Yougoslavie. La presse de Rome critiquait sans aucune retenue la France et la Yougoslavie et s'en prenait surtout à leur politique.

Dans un discours devant le parlement, M. *Marinkovitch* analysa la situation extérieure de son pays, et après avoir signalé la conclusion du traité d'amitié avec la France et l'attitude adoptée vis-à-vis de la Bulgarie, il parla des résultats obtenus en ce qui concerne l'attitude plus favorable de l'Angleterre envers la Yougoslavie. Puis parlant de la Grèce il montra la possibilité de la réconciliation dont il avait déjà parlé à M. *Michalakopulos*, ministre hellène des affaires étrangères. En terminant son discours, *Marinkovitch* exprima son vif désir d'améliorer les relations italo-yougoslaves et d'ouvrir le chemin d'une collaboration entre ces deux pays voisins.

Pourtant à la veille même de ce discours pacifique, l'Italie avait signé avec l'Albanie un second traité d'alliance à *Tirana* pour une durée de 20 ans, par lequel le protectorat politique de l'Italie était renforcé et devenait un protectorat militaire. La presse mondiale le jugea comme une réponse mussolinienne au traité franco-yougoslave et on ne le discuta pas à la session de la

S.D.N. du mois de Décembre. Malgré la conclusion de ce traité de *Tirana*, les relations franco-italiennes s'améliorent sans cesse et par cela même les rapports *italo-yougoslaves*. Le pacte de Rome avait été conclu pour une durée de 5 ans mais il prévoyait qu'au cas où une partie voudrait le dénoncer elle devrait prévenir l'autre contractant une année à l'avance. Le terme prévu pour cette dénonciation était le 25 Janvier. Le même jour le ministre Italien *Bordrero* et *Marinkovitch* signèrent à Belgrade un protocole, prolongeant le traité jusqu'au 28 Juillet 1928.

Avant d'étudier « la question des mitrailleuses » il nous faut signaler deux évènements très importants pour la Roumanie. Le premier est constitué par l'ajournement de la question des optants hongrois pour la session de Mars et le second par la mort du grand homme d'état roumain *Jean Bratiano* le 25 Novembre 1927. Son frère, *Vintila Bratiano*, lui succéda comme chef du parti libéral et eut à lutter contre l'opposition du parti national-paysan. Pourtant le calme régna partout et la politique roumaine dans le cadre de celle de la Petite Entente resta la même. Au début de 1928, le jour de l'an même, un conflit gros de conséquence eut lieu à la frontière austro-hongroise, à *Saint-Gothard*. Un fonctionnaire de la douane autrichienne, en contrôlant le contenu des wagons pour voir s'il correspondait à celui consigné sur les lettres des voitures, trouva cinq wagons chargés de pièces de mitrailleuses démontées et qui passaient comme des wagons chargés de machines. Immédiatement on voulut garrer les 5 wagons, mais les Hongrois réussirent à l'éviter.

La presse mondiale et surtout celle de la Petite En-

tente s'alarma excessivement en voyant que la Hongrie cherchait à s'armer en secret. Un des quotidiens les plus sérieux de Prague disait que ce n'était pas pour la première fois que des munitions parvenaient sur le territoire hongrois sous de fausses déclarations. *Bucarest* s'alarmait aussi et le journal « *Viitorul* », après avoir fait ressortir l'insincérité des Hongrois, qui avaient soutenu en dernier lieu que les munitions étaient destinées à *Varsovie*, affirmation mensongère comme le prouva ensuite la protestation de la Pologne, réclamait le rétablissement du contrôle militaire par une commission interalliée et l'évocation de l'affaire devant la Conférence des Ambassadeurs. Les fausses déclarations quant au contenu des wagons avaient été faites à *Vérone*, le contrôle militaire de la commission interalliée avait cessé avec l'approbation de la Petite Entente. Devant l'attitude de la Hongrie qui voulait tromper la faible surveillance des Etats de la Petite Entente et des Alliés, la *Roumanie*, la *Tchécoslovaquie* et la *Yougoslavie* demandèrent la réinstauration du contrôle militaire par trois notes à Genève le 1<sup>er</sup> Février 1928, se basant sur les droits conférés par les traités et en vue d'empêcher le renouvellement de ces incidents et de ses suites. La commission mixte austro-hongroise chargée de l'enquête ne donna aucun résultat satisfaisant et comme suite des trois Notes de la Petite Entente, l'affaire fut évoquée lors de la session de Mars devant le Conseil de la S. D. N. Jusqu'à l'ouverture de cette session le ministre de Roumanie, *M. Titulesco*, accomplit un voyage dans les capitales de l'occident et la première qu'il gagna le 24 Janvier fut Rome. Dans cette ville il eut une entrevue avec *M. Mussolini*. Le sens de leur entretien a été diversement

interprété. Certains croyaient que la Roumanie cherchait à se rapprocher de l'Italie parce que la dissolution de la Petite Entente était proche. Or il n'en était rien et son vrai but était de pouvoir nouer avec l'Italie des relations et des pourparlers qui pussent aboutir rapidement à la conclusion d'un traité de commerce.

C'est ce qui ressort notamment du discours de *M. Titulesco* prononcé devant les représentants de la presse étrangère le 26 Janvier et où il analyse l'attitude de son pays vis-à-vis de l'Italie qui est des plus amicales. Quant à l'indépendance de l'Albanie elle constitue selon lui la meilleure garantie de paix dans les Balkans. Plus tard, le 2 Février, l'éminent homme d'état roumain arriva à Paris, où on lui fit une manifestation de sympathie. Aussitôt il a des conversations avec MM. Briand, Berthelot, Poincaré et d'autres personnalités françaises avec lesquelles il discuta la nouvelle situation internationale et l'attitude de la Roumanie. Celle-ci désireuse de collaborer avec les trois grandes puissances et avec ses amis de la Petite Entente, persévéra dans sa ligne de conduite afin de maintenir la paix sur la base des traités conclus. Dans un interview accordé au correspondant de « Prager Presse » *M. Titulesco* expose la politique internationale de la Roumanie et exprime son désir personnel de voir s'améliorer les relations italo-yougoslaves dans l'intérêt de la Roumanie et de la Petite Entente.



## CHAPITRE IX

---

### **La CONFÉRENCE de la PETITE ENTENTE à GENÈVE et ses INTÉRÊTS DEVANT le CONSEIL de la S.D.N.**

---

La session de la Société des Nations qui allait s'ouvrir le 5 Mars à Genève, présentait un grand intérêt pour la Petite Entente, car elle devait traiter *deux questions qui la touchaient de près* : l'affaire des optants hongrois de Transylvanie et l'affaire des mitrailleuses.

Ces deux affaires mettaient en jeu les intérêts des Etats de la Petite Entente et elle devait soutenir sa cause devant le Conseil de la S.D.N. pour mettre fin aux derniers différends entre la Hongrie et ses voisins. On a vu en quoi consistaient ces affaires et à quel stade elles étaient arrivées.

Avant d'entrer en séance les ministres des affaires étrangères crurent nécessaire de se concerter encore une fois sur l'attitude solidaire à prendre devant les questions internationales qui pouvaient être discutées.

Par conséquent la veille du 5 Mars, jour de l'ouverture des discussions devant le conseil de la S.D.N., les trois hommes d'état de la Petite Entente tinrent une conférence spéciale. *MM. Bénès, Titulesco et Marinkovitch* firent chacun un exposé des derniers faits en face desquels leur pays respectif avait agi ou avait pris une attitude quelconque. *M. Titulesco* parla des résultats obtenus lors de son dernier voyage dans les capitales

occidentales, *M. Marinkovitch* parla du stade des relations italo-yougoslaves et *M. Bénès* de la récente visite du chancelier *Seipel*, à Prague. A l'issue de la conférence, le communiqué suivant fut publié :

« Les trois ministres des affaires étrangères des Etats de la Petite Entente, MM. Bénès, Marinkovitch, Titulesco, profitant de leur présence à Genève, se sont réunis dimanche 4 Mars. Ils ont procédé à un échange de vues sur la situation politique générale et se sont mis d'accord sur la ligne de conduite à suivre dans les questions d'intérêt politique actuel. Une fois de plus ils ont constaté l'identité absolue de leurs vues » (1). Puis à l'issue de la réunion *M. Marinkovitch* fit cette déclaration :

« Devant aller, d'après le conseil des médecins, me reposer dans une station du Jura, j'ai profité de mon passage à Genève pour voir mes collègues de Roumanie et de Tchécoslovaquie, et bien entendu, je verrai aussi d'autres hommes d'état qui se trouvent à Genève à l'occasion de la session de Mars du Conseil de la Société des Nations, mais toutes ces entrevues n'ont aucune signification spéciale. La conférence de la Petite Entente n'aura lieu qu'à la fin de Mai, ou au début de Juin, à Bucarest.

L'affaire des mitrailleuses de Saint-Gothard a été inscrite à l'ordre du jour du conseil, à la demande des Etats de la Petite Entente. Nous considérons cette question comme étant d'un intérêt spécial et comme une question intéressant la Petite Entente plus que les autres membres de la S.D.N. Nous l'avons soulevée parce que d'après les règlements de la S.D.N. quelqu'un de

(1) *Le Temps*, 6 Mars 1928.

vait le faire, mais ce n'est pas en accusateur, que le représentant de la Petite Entente au conseil, *M. Titulesco*, parlera comme *membre du conseil et sans avoir d'autre but que l'intérêt général et celui de la paix*. La question des mitrailleuses nous ne la considérons pas comme une question entre la Hongrie et la Petite Entente, mais comme une question de principe de respect des traités et d'efficacité du contrôle de la S.D.N. » (2). Les résultats avaient été bons et le lendemain de la conférence s'ouvrait la S.D.N.

Les trois ministres s'accordaient à considérer que le rôle des puissances de la Petite Entente, lorsqu'elle avait saisi le Conseil de la question, se trouvait en quelque sorte terminé. Cette affaire intéressait désormais au même titre tous les Etats membres de la S.D.N. et le Conseil lui-même devait décider de la suite qu'il conviendrait d'y donner. *En la portant devant le conseil de la S.D.N. les Puissances de la Petite Entente ont eu en vue la nécessité de dissiper, dans l'intérêt général, les appréhensions légitimes qu'inspirait l'attitude du gouvernement de Budapest.*

L'affaire fut discutée une première fois en séance privée où l'on analysa la procédure générale du Conseil et le télégramme de *M. Tcheng Loh* qui suggérait au gouvernement hongrois ne de point disperser les corps du délit mais de prendre si possible des mesures conservatoires. Ce que d'ailleurs Budapest n'avait pas fait, car les mitrailleuses avaient été détruites et vendues comme vieille ferraille à un marchand de *Saint-Gothard* pour la somme de 1.800 pengo. Sur la proposition de *M. Briand*, appuyée par *Sir Austen Chamberlain*, le

(2) *Le Temps*, n° du 6 Mars 1928.

conseil se décida à examiner tout de suite l'affaire dans une séance publique, *M. Titulesco*, de la part de la Petite Entente, avant le commencement de la discussion donna lecture de cette déclaration faite au nom des trois gouvernements qu'il représentait :

« Si les Etats de la Petite Entente ont agi, c'est en leur qualité de membre de la S.D.N. Ils n'ont pas, en le faisant, l'intention d'accuser quelqu'un, mais bien au contraire de servir l'intérêt général. C'est en prenant en considération la question de principe et le respect des traités, comme aussi en ayant la juste conscience des devoirs assumés par le Conseil de la S.D.N. qu'ils ont agi. C'est pour cette raison que nous avons rédigé la note adressée au secrétariat général de la S.D.N., de façon à éviter tout conflit possible entre les Etats de la Petite Entente et la Hongrie. Et pour montrer que nous n'avons envisagé cette procédure qu'en ayant en vue le rôle que doit jouer le conseil et le respect de ses devoirs et de ses traités » (3).

On précisait donc dès le début qu'il n'existait aucun conflit particulier entre les puissances de la Petite Entente et la Hongrie et la déclaration constatait que la démarche faite avait pour but l'intérêt général de la S.D.N. La discussion fut longue et même très mouvementée. Prirent part aux débats outre *M. Titulesco* et le Général *Tanczos*, MM. Briand et Chamberlain. M. Briand demanda, à plusieurs reprises, pourquoi Budapest, au lieu de faire le grand jour sur la provenance des mitrailleuses, en présentant l'original de la lettre de voiture qui accompagnait les wagons, et en garant ce matériel sur une voie afin de permettre ainsi un exa-

(3) *Le Temps*, 8 Mars 1928.

men éventuel, avait simplement pulvérisé le contenu de « ces cinq wagons litigieux ». Chamberlain vint avec une proposition tendant à désigner un comité de trois membres, chargés de l'examen des documents hongrois, de faire des suggestions générales au conseil sur cette affaire. Le conseil adopta à l'unanimité cette proposition et *MM. Beelaerts van Blokland* (Pays-Bas), *Villegas* (Chili) et *Procope* (Finlande) acceptèrent de former un comité qui donnerait son avis à la prochaine session de la S.D.N. qui eut lieu au mois de Juin. Mais si, sur ce point on avait abouti à un bon résultat par l'institution de cette commission chargée d'étudier les faits et les documents; dans la question des Optants hongrois, on n'arriva qu'à une formule, que les deux ministres de Hongrie et de Roumanie devaient transmettre à leurs Gouvernements pour qu'elle soit approuvée, et ainsi cette affaire revint, elle, aussi, au mois de Juin, à la S.D.N. Les débats commencèrent, le 8 Mars, par une déclaration de *M. Titulesco*, qui indiqua brièvement, que le gouvernement roumain avait accepté, dans son intégrité, le rapport du comité spécial du conseil rédigé par sir Austen Chamberlain. Le comte *Apponyi* expliqua l'attitude de son gouvernement qui n'avait pu faire siennes les suggestions du conseil et montrer que *Budapest* ne pouvait accepter le rapport du conseil, sans renoncer à sa thèse juridique, chose impossible à la Hongrie. Il considère que les offres ne sont pas suffisantes pour dédommager les pertes des optants qui s'estiment à 150.000 hectares. Dans ces conditions et après l'échec des négociations directes préconisées par le conseil, le gouvernement hongrois demande derechef au conseil de désigner un juge suppléant au tribunal



arbitral mixte roumano-hongrois en remplacement du juge retiré par la Roumanie et invite le Conseil à se soumettre à la cour permanente de justice internationale. La question est de savoir si ce tribunal arbitral mixte selon la thèse roumaine a commis un excès de pouvoir. Puis il insiste pour que le rapport de Sir *Austen Chamberlain* soit envoyé à cette même cour afin que l'on dise si les principes qui en découlent sont obligatoires pour la Hongrie.

Après un discours de M. Briand, Sir *Austen Chamberlain* présenta la proposition suivante : la Roumanie réintègre son juge dans le Tribunal mixte, ou augmente le nombre des juges par l'introduction de deux juges nouveaux, choisis parmi les neutres et devant le Tribunal mixte la Roumanie et la Hongrie se présenteront pour soumettre leurs litiges.

Tous les délégués présents au Conseil, approuvent cette proposition d'Austen Chamberlain, qui donnait ainsi une garantie complémentaire d'impartialité de ce tribunal mais M. Titulesco tout en ne contredisant pas, demande qu'il fut précisé que la résolution adoptée précédemment par le Conseil, au mois de Septembre garde toute sa force et soit considérée par les juges du tribunal mixte comme la règle du droit qu'ils sont chargés d'appliquer. Ainsi M. Titulesco en limitant les pouvoirs du Tribunal mixte cherchait à sauvegarder la souveraineté de la Roumanie qui ne pouvait admettre que son droit de souveraineté soit discuté par des arbitres étrangers en dehors de la présente résolution du Conseil. Mais d'autre part, il n'était guère possible ni même admissible de dire d'avance au Tribunal mixte dans quel sens il devait juger, quant à la résolution de Septembre

M. Stressemann soutenait qu'elle n'avait pas été une interprétation du traité de Trianon mais simplement une recommandation qui ne liait en rien le Conseil. Finalement devant l'attitude de *M. Titulesco* de ne pas livrer son pays aux mains des arbitres étrangers le conseil vote une résolution ainsi conçue :

« Le conseil nomme deux personnes appartenant à des puissances restées neutres au cours de la guerre afin que ces personnes soient adjointes au tribunal arbitral mixte tel qu'il est constitué en vertu de l'article 239 du traité de *Trianon*, c'est-à-dire y compris l'arbitre roumain qui serait réintégré par son gouvernement et afin que soient soumises à ce tribunal arbitral mixte de cinq membres, les réclamations qui ont été introduites en vertu de l'article 250 du traité de Trianon par des ressortissants hongrois expropriés par suite de l'application de la réforme agraire dans les territoires de l'ancienne monarchie austro-hongroise transférés à la Roumanie » (4).

Les termes de cette résolution devaient être transmis par les représentants des deux pays à leurs gouvernements respectifs et l'affaire allait revenir au mois de Juin devant le Conseil. En Roumanie, tout le monde était d'avis que M. Titulesco avait bien agi, en ne voulant pas accepter l'arbitrage dans cette question des optants, sans avoir des garanties quant aux principes qu'on appliquerait. L'opposition même l'approuva. On faisait surtout remarquer que la Roumanie avait toujours désiré la paix, tandis que l'affaire des mitrailleuses et le dernier discours du comte de Bethlem tenu les 4, 5

(4) *Le Temps*, n° du 11 Mars 1928.

Mars à *Debreczen* démontraient nettement les intentions belliqueuses de Budapest.

Dans sa dernière allocution, M. Bethlen disait : « Notre but n'est pas la révision du traité de paix. Ce que nous désirons ce sont des frontières nouvelles. Dans nos présentes frontières on ne peut pas trouver une paix durable, elles forment une prison dans laquelle nous sommes enfermés avec les états victorieux comme geôliers. Une sorte de pacte de Locarno ne pourrait pas nous aider ; notre cas n'est pas le même que celui de l'Allemagne. L'Allemagne peut renoncer à une province, tandis qu'à nous, on nous demande d'abandonner un tiers de notre race entière. La nation hongroise serait crucifiée. Aucun homme d'état ne pourrait signer un tel traité ». Puis en continuant, il avait attaqué le projet de rétablissement du contrôle militaire en Hongrie, en affirmant qu'elle ne possédait pas encore suffisamment d'armes pour ses 35.000 soldats. Pourtant même au cours de la session de Juin on ne put aboutir à un arrangement dans cette affaire des optants. Le 7 Septembre, après avoir opposé un refus aux propositions roumaines de commencer des négociations directes, la Hongrie déclara qu'elle préférait recourir à nouveau au Conseil de la S.D.N. En revanche, l'autre question celle des mitrailleuses fut considérée comme close, après la discussion des rapports de la commission d'enquête et après que le conseil par la voix de *Sir Chamberlain* eût exprimé son regret de ne pas avoir pu établir la vraie destination des mitrailleuses ainsi que la défectuosité de la procédure employée.

Donc, si la session de la S.D.N. du mois de Mars n'avait fait que commencer à éclaircir les deux ques-

tions des optants et des mitrailleuses, celle de Juin avait mis fin à l'une d'elles. Seule l'intransigeance des hongrois empêchait d'apporter une solution à l'affaire des optants. *La Petite Entente* avait affirmé son prestige par la solidarité qu'elle avait manifestée dans l'affaire des mitrailleuses et par la ratification des conventions de Nettuno, au mois d'Août 1928, toute crainte de dissolution ou de cause d'affaiblissement temporaire disparut. A côté de la Petite Entente, on voyait également se développer les relations roumano-polonaises, qui contribuaient énormément au rapprochement de la Pologne à ce groupe de trois Etats. M. Zaleski, ministre des affaires étrangères de Pologne, soulignait dans un discours qu'il tint en Avril avant de se rendre à Rome, que la Pologne était unie à la Petite Entente par l'idéal commun de maintenir la paix, et si le traité de Trianon ne la regardait pas spécialement, son maintien était un facteur de sa politique générale.

En dépit de toutes les critiques et des fausses versions, la force de la Petite Entente devenait de plus en plus grande et c'était une conséquence logique de la réelle solidarité d'intérêts de trois états. La conférence de Bucarest allait la démontrer encore une fois à tous d'une manière éclatante.

## CHAPITRE X

---

### LA CONFÉRENCE DE BUCAREST

20-21 Juin 1928

---

Environ un an s'était écoulé sans que la Petite Entente vît se tenir une conférence régulière entre ses trois ministres des affaires étrangères. Beaucoup croyaient discerner en ceci un signe de relâchement des liens qui unissaient les trois Etats, dans leur politique extérieure, chose fortement désirée par certains cercles. La conférence de Bucarest démontra clairement par leur erreur par l'attitude ferme qu'adoptèrent les membres de l'Entente en ce qui concerne la révision des traités ; les trois ministres se prononcèrent unanimement pour un « non possumus ». Une semaine avant *M. Titulesco* avait été à Belgrade, où il avait félicité et encouragé *M. Marinkovitch* pour son initiative de faire ratifier par *la Skoupcina*, les conventions de Nuttuno et mettre ainsi fin à la tension yougoslave, qui gênait dans une certaine mesure, l'activité constructive et pacifique de la Petite Entente tout entière. Ensuite, dans une interview accordée à la presse de Belgrade, *M. Titulesco* avait déclaré que la Petite Entente était *une et indivisible* et qu'il n'y avait pas une seule nation avec laquelle la Petite Entente ne voulût établir des relations d'amitié. Revenu à Bucarest, il représenta la Roumanie avec *M. Vintila Bratiano* à la Conférence de la Pe-



tite Entente, où *M. Marinkovitch* arriva comme délégué de la Yougoslavie, et *M. Bénès* pour la Tchécoslovaquie. *La Conférence s'ouvrit le 20 Juin*, sous la présidence de *M. Vintila Bratiano* et dura deux jours pendant lesquels on publia une résolution et un communiqué. A la suite de la discussion qui avait pour objet particulier la situation dans l'Europe centrale, les trois ministres des affaires étrangères ont décidé de publier la résolution suivante :

« Après avoir pris en considération toutes les tentatives d'ébranler l'édifice de la paix et le statu quo international, les trois pays de la Petite Entente conscients de la grande mission qui leur incombe en Europe de conserver et de consolider en toutes circonstances, malgré tous les efforts contraires, la paix dans leur région respective, ont décidé de continuer inébranlablement, avec calme et dignité, leur politique commune poursuivie depuis dix ans et sont prêts à s'opposer avec la dernière énergie et par tous les moyens appropriés et opportuns à toutes tentatives de changement du statu quo territorial établi par le traité de Trianon » (1).

Ce communiqué avait une grande valeur car à l'égard de la campagne révisionniste, il équivalait à un solennel avertissement adressé à Budapest par les trois gouvernements. Pour la première fois, des termes aussi catégoriques ont été employés depuis la constitution de la Petite Entente, et ils sont indubitablement de nature à démontrer à l'opinion, que ceux qui poursuivent inlassablement la révision du traité de Trianon, travaillent implicitement au déclenchement d'un conflit

(1) *Le Temps*, 23 Juin 1928.

armé. Désormais la situation est exempte de toute équivoque : ou statu-quo avec tous les bienfaits de la paix, ou révision du traité de Trianon, déclanchant inmanquablement l'opposition de la Petite Entente par tous les moyens opportuns sur lesquels les trois gouvernements sont tout à fait d'accord. A la fin de la conférence ce dernier communiqué fut publié :

« Après avoir passé en revue les questions d'intérêt national touchant les intérêts de leur pays, les ministres de la Petite Entente sont arrivés d'un commun accord aux constatations suivantes : la politique suivie depuis 10 ans par la Petite Entente a déterminé au point de vue de la paix européenne des résultats appréciables, des bénéfices considérables pour les trois pays. Dans des moments difficiles la Petite Entente a apporté une contribution effective au maintien de la paix européenne. Elle a fait entendre sa voix dans des questions intéressant l'Europe, et surtout celles intéressant la S.D.N., dont elle reste toujours l'amie dévouée et dont elle désire accroître l'autorité. La politique commue de la Petite Entente a contribué à la consolidation politique de ses membres qui se sont affirmés ainsi le facteur pacifique de l'Europe. La politique pratiquée par la Petite Entente lui a permis de stabiliser ses rapports d'amitié avec la France, l'Angleterre, la Pologne et l'Italie. Depuis les traités de Locarno, les relations de la Petite Entente avec l'Allemagne ont toujours été en s'améliorant. Avec l'Autriche ces rapports sont très amicaux. La Petite Entente essentiellement pacifique, salue avec une vive satisfaction le projet de pacte de *M. Kellogg* dont elle désire le succès et auquel elle se rallie.

Pendant 10 années la Petite Entente a prouvé les intérêts communs qui existent entre ses membres. Sa politique pacifique trouve sa justification dans le besoin de paix générale de tous les peuples européens. C'est pourquoi les trois ministres de la Petite Entente ont décidé de poursuivre énergiquement sans hostilité contre personne, leur politique actuelle et de la développer particulièrement par une collaboration sur le terrain économique, financier et cultural » (2).

Le communiqué termine en annonçant que les trois ministres de la Petite Entente examinant les méthodes appropriées à l'intensification de leurs relations économiques, ont décidé de nommer une délégation pour poursuivre l'étude de cette question tant au point de vue de leurs rapports avec les pays spécialement intéressés.

De ce communiqué ainsi que de la résolution prise en ce qui concerne la révision des traités, se dégage cette volonté inébranlable de la Petite Entente *de défendre avec la dernière énergie le statu-quo établi par les traités de paix dans l'Europe centrale et même dans toute l'Europe. Les trois pays qui constituent la Petite Entente sont bien décidés à empêcher toute tentative faite dans le but de détruire l'édifice de la paix.* Consciente de sa grande mission et pour consolider la situation des Etats de l'Europe centrale, la Petite Entente décide comme il a été dit, de poursuivre avec calme et dignité la politique qu'elle a jusqu'à présent adoptée.

Souvent lorsque l'Europe passait dans des moments d'insécurité la voix de la Petite Entente se fit entendre et obtint un résultat immédiat et satisfaisant.

Par sa politique, elle avait abouti à sa réalisation pra-

(2) *Le Temps*, n° du 24 Juin 1928.

tique que le communiqué mentionnait : l'amitié de la France, de l'Angleterre, de la Pologne et de l'Italie. Puis les relations avec l'Allemagne s'étaient sensiblement améliorées et celles avec l'Autriche étaient également devenues plus que cordiales et tendaient vers une collaboration économique très prononcée. Le pacte *Kellogg* est attendu avec impatience par la Petite Entente comme une sorte d'application générale de principes sur lesquels elle repose. Mais toutes ces affirmations que les trois ministres faisaient dans le communiqué ne pouvaient rester sans des commentaires faits par eux-mêmes et après la conférence on voit chaque ministre faisant des déclarations et répondant aux questions que deux cents journalistes de la presse locale ou étrangère leur posaient.

M. Bénès répondit le premier à leurs demandes de renseignements sur les relations avec l'Allemagne : « Chaque état de la Petite Entente est voisin d'une grande puissance et les deux autres associés désirent sincèrement que règnent de parfaites relations entre eux. La Roumanie et la Yougoslavie désirent comme nous-mêmes voir des relations cordiales entre la Tchécoslovaquie et l'Allemagne. De même, la Tchécoslovaquie et la Roumanie attendent l'issue heureuse des négociations italo-yougoslaves, comme d'autre part, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie désirent voir régner la paix entre la Russie et la Roumanie. Dans l'ensemble, les Etats de la Petite Entente entendent entretenir les plus cordiales relations avec l'Allemagne » (3).

Puis, sur la question du rattachement il laissa entendre que la question ne se posait pas encore.

(3) Déclaration Bénès, *Le Temps*, 24 Juin 1928.

M. Marinkovitch déclara à son tour qu'il était partisan d'une solution libérale en ce qui concerne les minorités mais qu'il pensait qu'il ne doit pas exister d'inégalités à ce sujet entre les divers Etats.

La dernière déclaration faite par les hommes d'Etat de la Petite Entente, fut celle de M. Titulesco qui répondit à un journaliste hongrois le questionnant sur ce qu'il pensait de l'article 19 du pacte de la S.D.N. relatif à la révision des traités :

« Connaissez-vous un traité quelconque qui soit devenu inapplicable ? En ce qui nous concerne, nous ne connaissons pas de semblable traité. L'article 19 n'a pas été inscrit au pacte pour permettre de créer une agitation pour amener une situation nécessitant l'application dudit article. Nous sommes très tranquilles relativement à l'article 19. D'ailleurs pour son application, l'unanimité est nécessaire et hier MM. Bénès, Marinkovitch et moi-même avons voté en parfaite union un « non possumus » catégorique pour qu'aucune méprise ne soit possible » (4).

Puis après avoir dîné avec les journalistes, M. Titulesco leur fit une déclaration dans laquelle il dit tout ce que la Petite Entente était et voulait.

« Tout le programme de la Petite Entente peut se résumer en ces deux points : *Laissez-nous travailler ne nous touchez pas*. Les discussions auxquelles nous avons participé ont prouvé une telle volonté de paix, un si grand désir d'entente à l'égard de tout le monde, quelles que soient les difficultés des problèmes particuliers que les Etats de la Petite Entente peuvent dire avec d'au-

(4) et (5) Déclaration de M. Titulesco, *Le Temps*, n° du 24 Juin 1928.



tres pays: « Vive la Petite Entente ou vive la Paix  
sont deux cris synonymes ». J'ai la conscience de ne  
trahir aucune des amitiés et aucun des devoirs envers  
la commune internationale... » (5).

## CHAPITRE XI

---

### CRISE YOUGOSLAVE, L'ANSCHLUSS ET LA SIGNATURE DU PACTE KELLOG

27 Août 1928

---

Pendant qu'il se trouvait à Bucarest, en pleine conférence avec ses collègues de la Petite Entente, *M. Markovitch* reçut l'affreuse nouvelle du drame qui s'était déroulé à la Skoupcina le 20 Juin. La situation politique en Yougoslavie n'avait pas été jusqu'alors satisfaisante, mais depuis que le conseil des ministres avait annoncé à la Skoupcina le 30 Mai que *les conventions de Nettuno* lui seraient présentées pour être ratifiées l'opposition que cette nouvelle déclencha fut plus que terrible. Aucun travail ne pouvait plus être accompli, à cause de l'obstruction systématique de l'opposition. Elle était un peu explicable car les conventions de *Nettuno* sacrifiaient, pour montrer l'esprit pacifique de la Yougoslavie et mettre fin à la tension italo-yougoslave, justement les intérêts de ceux, Croates ou Slovènes, qui formaient même auparavant l'opposition. Prenant pour prétexte cette cause nationale elle ne connut plus de bornes, et le 20 Juin, les gouvernementaux exaspérés de cette formidable obstruction firent feu sur ses leaders. Le député *Basaritchek* mourut sur place, *M. Paul Raditch* au bout d'une heure et *M. Stéphen Raditch*

fut grièvement blessé. Le meurtre des députés croates fit une pénible impression dans les pays croates, et lors des funérailles de ces deux victimes de leur nationalisme, plus de 200.000 paysans se rassemblèrent à *Zagreb*, mais heureusement aucun incident ne se produisit. En même temps en Italie, avaient lieu, dans presque toutes les villes, des meetings contre la Yougoslavie, et à Belgrade des manifestations monstres contre l'Italie. Pourtant, malgré cette situation très difficile, surtout par suite de la démission du gouvernement, le roi *Alexandre* après beaucoup de pourparlers, obtint le 27 Juillet d'avoir un cabinet de coalition sous la présidence de M. Father Koroshetz, le leader croate. Mais l'opposition ne prit pas part aux débats de la *Skoupčina*, le 8 Août Stéphen Raditch mourut et avec lui l'âme de l'opposition disparut. Cinq jours plus tard les *accords de Nettuno* étaient ratifiés. Le 1<sup>er</sup> Août 1928, marquait le triomphe de la politique de M. *Marinkovith*, qui voyait dans cette ratification une partie essentielle non seulement du programme de son pays mais de la Petite Entente tout entière, énormément intéressée au maintien de la paix et des bonnes relations entre la Yougoslavie et l'Italie.

Vers la même époque, en Autriche, le mouvement politique en vue du rattachement à l'Allemagne, qui paraissait disparu ou endormi eut un revirement inattendu. Celui qui en donna le signal fut le social démocrate *Bauer*, qui dans un discours parlementaire préconisa une politique qui, sans s'éloigner de la Petite Entente, tant que duraient le péril d'une restauration des Habsbourgs et les dangers de l'irrédentisme hongrois ne devait pas se détourner de l'Allemagne. Le 27

Juin le chancelier *Seipel*, se référant aux déclarations de la Petite Entente contraires au rattachement, prononça un discours dans lequel il faisait ressortir l'étroite collaboration qui existait entre l'Allemagne et son pays, et l'impossibilité pour l'Autriche d'accepter une position dans laquelle elle serait autorisée à parler seulement au point de vue économique, et sans l'appui de l'Allemagne le plus grand état de l'Europe centrale. Mais ces manifestations en faveur de l'Anschluss prirent un caractère très prononcé, lors de l'arrivée à Vienne des chanteurs allemands ; leur festival se trouvait placé sous la haute présidence de *Hindenburg* et du président *Hainisch*. Dans tous les discours tenus à cette occasion on insista sur le rattachement et *M. Loëbe*, Président du parlement Allemand, prononça un discours, au Rathaus, où il relevait l'unité du peuple allemand et celui de l'Autriche et le droit d'auto-détermination du peuple autrichien. Selon quelques journaux, toutes ces manifestations de la soi-disant volonté du peuple autrichien de se rattacher à l'Allemagne n'auraient eu d'autre but que d'obtenir des concessions de la Petite Entente. Or, celle-ci, loin d'accorder des concessions qui soient en dehors du cadre de l'esprit des traités de paix, manifesta son inébranlable volonté de ne pas permettre l'installation de l'Allemagne à Vienne. L'opinion mondiale entière approuva l'attitude de la Petite Entente, sauf bien entendu celle des pays qui pouvaient trouver leur intérêt dans cette union de l'Autriche à l'Allemagne. Partout, même chez eux, l'esprit guerrier de 1914 était mort et l'année 1928 marquait un grand pas vers la paix durable. Maintenant que dix années avaient passé depuis le ter-

rible cataclysme de la grande guerre, l'Europe nouvelle telle qu'elle avait été créée par les traités de paix, même, avec ses lacunes, se révélait aux yeux du Monde très supérieure à l'ancienne. Un changement psychologique s'était passé chez tous et les esprits clairvoyants apercevaient les malheureuses conséquences d'un nouveau conflit qui anéantirait complètement les forces vitales du continent. On chercha les moyens de l'éviter autant que possible: « Mais ce n'était pas assez tant qu'une guerre pouvait se produire encore. Par la signature du *pacte Briand-Kellog* le 27 Août 1928, la guerre était enfin proscrite en tant qu'instrument de politique nationale. La garantie supplémentaire et suprême de la paix, que la *Petite Entente* avait consolidée par des efforts suivis durant ses dix ans d'existence, se trouvait établie.





## TITRE VIII

---

Consolidation définitive

1928-1930



## CHAPITRE I

---

### DU PACTE BRIAND-KELLOG A LA CONFÉRENCE DE BELGRADE

---

Avec la signature du pacte Briand-Kellog commence pour toute l'Europe et pour la Petite Entente une période de reconstruction caractérisée par la liquidation rapide des litiges encore pendants, entre différents états, et par une fébrile activité économique et financière.

Six jours seulement après la conclusion du pacte Briand-Kellog, la S.D.N. tint sa session ordinaire et 50 *Etats* y participèrent. L'Espagne et l'Argentine malgré leur départ de la S.D.N. avaient envoyé des observateurs. On voit donc que la S.D.N. était devenue une nécessité reconnue par tout le monde et qu'elle pouvait, surtout après que le pacte Briand Kellog fut devenue une réalité, résoudre les dernières difficultés pour établir la paix définitive, et l'étroite collaboration entre les peuples. Durant cette session de Septembre de la S.D.N., on discuta la question des optants, l'emprunt bulgare de stabilisation et la question des minorité nationales. Les trois ministres des affaires étrangères de la Petite Entente, MM. Bénès, Marinkovitch et *Argetoiano* pour la Roumanie se tinrent tout le temps, en étroit contact, et lorsque le comte Béthlen reprit la question de la situation créée par les traités de paix à la Hongrie, les

délégués roumains et tchécoslovaques lui répondirent d'une manière efficace. En ce qui concerne les minorités, les délégués n'eurent plus rien à ajouter à l'admirable discours de M. Briand, faisant ressortir que si elles ont le droit de s'adresser à la S.D.N. en cas de mauvais traitement elles doivent, en revanche, observer une attitude bienveillante et pacifique envers leurs états et ne pas chercher par leur attitude ou leurs campagnes à renverser l'ordre et la paix en Europe.

Dans un interview accordé au journal « Neue Freie Presse », M. Argetoiano parla de la politique de la Petite Entente et la qualifia comme étant celle qui a pour but la réalisation d'une collaboration entre tous les états de l'Europe par le moyen de la formation d'un Locarno de l'Europe Centrale. Durant la session de la S.D.N., MM. Bénès et Marinkovitch profitant de cette occasion, de se trouver réunis, signèrent le protocole de prolongation du traité de tchéco-yougoslave conclu à *Marianske Lazne* en 1922. La prolongation de ce traité tchéco-yougoslave ne fit pas une grande impression car aux yeux de tous la Petite Entente était devenue une vérité indéniable. M. Bénès, dans un discours du 14 Octobre 1928 disait à ce sujet : « La prolongation du traité, étant données les relations entre la Yougoslavie et nous, allait d'elle-même et cet accord ne fait que rendre plus puissante la Petite Entente.

En partant de Genève, M. Marinkovitch se dirigea vers Paris, où il espérait se rencontrer avec M. Vénizelos, le grand homme d'état grec pour régler la question de Salonique. Après des entrevues nombreuses, les deux ministres tombèrent d'accord sur les principes d'une en-



tente qui tout en accordant à la Yougoslavie une zone libre dans le port de la mer Egée, sauvegardait le principe de la souveraineté grecque. Un mois plus tard, le 24 Octobre 1928, la Tchécoslovaquie fêtait ses dix ans d'existence et d'indépendance, après avoir passé une loi de décentralisation très large accordant une autonomie locale à ses différentes provinces. Dix ans s'étaient également écoulés depuis les premières conversations entre MM. Take Jonsco, Paschitch et Bénès à Paris, en vue de la fondation de la Petite Entente, et plus tard entre MM. Take Joneco, Masarik, et Vénizelos après l'élection du second d'entre eux comme président de Tchécoslovaquie pour élargir le cadre de la Petite Entente, projeté lors des entrevues initiales et de l'étendre de la mer Baltique à la mer Egée. Le premier projet d'une entente entre la Yougoslavie, la Roumanie et la Tchécoslovaquie avait donné les résultats que nous avons précédemment exposés. Le second ne se trouve pas encore, même aujourd'hui, réalisé, mais on peut l'escompter dans un proche avenir.

L'année 1929 débuta par le coup d'état du roi Alexandre, qui après la démission du cabinet *Koroshetz*, prononça la dissolution du Parlement et se proclama dictateur en nommant le général *Zhivkovitch*, premier ministre avec M. *Marinkovitch* pour ministre des Affaires Etrangères.

Le roi mettait ainsi fin au malheureux système parlementaire qui régnait dans son pays et l'empêchait de progresser. La Yougoslavie sortait de cette crise si dangereuse, et la Petite Entente était renforcée par la stabilité intérieure de son état méridional qui se hâta de

mettre fin aux différents litiges qui le regardaient de près. La frontière bulgare-yougoslave, fermée depuis le mois d'Octobre 1927 est rouverte et après la signature, en Mars, de 6 conventions regardant la question de Salonique par MM. *Cathandaris* et *Kumanudi* (remplaçant M. *Marinkovitch* durant son absence), un pacte d'amitié, de conciliation et de règlement judiciaire est signé à Belgrade, le 27 Mars 1929, entre la Grèce et la Yougoslavie. Mais la signature du protocole Litvinoff le 9 Février, constitua encore un évènement plus important pour la Petite Entente ainsi que pour l'Europe entière. Par ce protocole l'union des Républiques socialistes soviétiques russes, la Pologne, la Roumanie, la Lettonie, et l'Estonie décident, en ce qui concerne leurs relations réciproques et le règlement des différends pouvant surgir entre elles, la mise en vigueur immédiate, et avant toute ratification générale ; du pacte de renonciation à la guerre, comme instrument de politique nationale. Avec ce Protocole, cessait la menace d'un conflit armé *Russo-Roumain*, basé sur l'intransigeance des Russes, au sujet de la reconnaissance de la Bessarabie comme terre roumaine ; menace qui pesait d'autant plus lourdement sur la situation de l'Europe Orientale que Moscou n'avait pas répondu aux suggestions directes faites à trois reprises par la Roumanie. La Russie, ainsi que la Roumanie, excluaient, en tout état de cause, le recours à la guerre comme moyen de règlement des différends qui pourraient se produire entre elles. Désormais la paix était garantie dans cette contrée de l'Europe, même du côté russe, chose que la Petite Entente n'avait pas envisagé, car on l'a vu en matière russe elle laissait une liberté d'action com-

plète à chacun de ses membres. Toujours au mois de *Février* une conférence des délégués de la Petite Entente (19, 20 *Février*), se réunit à *Bucarest* et chercha à poser les bases d'un développement des relations économiques entre les trois états, un plan d'ensemble étant dressé. *C'était le commencement d'une entente économique pour arriver à établir une ligne commune d'action des trois Etats dans les problèmes économiques internationaux.* En ce qui concerne la question des optants on n'avait pas encore abouti à trouver une résolution malgré les progrès réalisés dans les réunions de délégués Roumano-Hongrois à *San-Rémo* et à *Vienne*. Le fait le plus important à signaler jusqu'à la conférence de *Belgrade* est la session de la S.D.N. au mois de *Mars*, durant laquelle, *M. Titulesco* eut de nouveau à plaider la cause de la Petite Entente en ce qui concerne les minorités. A la suite de l'intervention de *sir Austain Chamberlain*, qui souligna que les minorités doivent une allégeance loyale envers les états desquels elles font partie, le conseil chargea une commission composée de trois membres *MM. Adatchi, Chamberlain* et *Quinones-de-Léon*, de l'étudier et de dresser un rapport sur cette question. Ce rapport devait être relu et commenté dans la session de *Juin* de la S.D.N. et la question des minorités forma également un des sujets principaux des conversations qui eurent lieu entre les trois ministres des affaires étrangères de la Petite Entente, lors de la conférence de *Belgrade* qui s'ouvrit le 20 *Mai* 1929.

Deux semaines avant, *M. Grandi*, sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères d'Italie, fit une visite à *Budapest* durant laquelle il eut des entrevues avec les hommes politiques et avec le régent *Horthy*. Les jour-

naux des différents pays s'alarmèrent, car ils croyaient apercevoir dans ces conversations, un but politique tendant à la révision du traité de Trianon, mais il n'en fut rien. La visite du secrétaire d'état italien conserva un caractère officiel mais amical voulu par les deux chefs de gouvernement. Dans aucun discours il ne fut fait allusion à la question de la révision du traité de Trianon et la presse hongroise tout en écrivant que l'amitié italo-hongroise était devenue l'axe de la politique extérieure remarquait qu'il ne fallait pas oublier que la Hongrie avait également besoin de l'amitié de Paris et de Londres.

Dans les relations italo-hongroises rien d'intéressant pour la conférence de la Petite Entente, sinon le renouveau de cette amitié, ne modifiait la situation de fait créée depuis 1927.

## LA CONFÉRENCE DE BELGRADE

20-22 Mai 1929

Depuis la dernière conférence<sup>4</sup> de Bucarest, la situation internationale s'était sensiblement modifiée. La Roumanie avait signé le pacte Litvinoff. Si la Yougoslavie et l'Italie n'avaient pas renouvelé leur pacte d'amitié. La Grèce en avait conclu un avec la Yougoslavie et enfin l'Albanie s'était proclamée royaume. En vue de discuter cette nouvelle situation et les questions qui devaient passer à la prochaine session de la S.D.N. les représentants des trois pays se rencontrèrent à Belgrade le 20 Mai 1929. *M. Mironesco* représentait la Roumanie, *M. Bénès* la Tchécoslovaquie et *M. Kumanudi* la Yougoslavie. L'ordre du jour de la conférence était très chargé. Il comportait en premier lieu, les questions qui devaient être soumises au prochain conseil de la S.D.N. notamment celle des minorités. Ensuite la question des réparations, pour laquelle les réserves de l'Allemagne relatives aux biens des Habsbourgs demeurés chez les Etats successeurs imposaient une étude spéciale. Enfin le renouvellement et la prolongation des traités d'alliances qui expiraient incombait à la Conférence ainsi que la tâche de fixer le programme de la conférence économique qui allait se réunir durant le mois de Juin. Quant à la prolongation des traités, *M. Mironesco* avait déclaré que les ministres examineraient une nouvelle formule d'amitié dans l'esprit de la Société des Nations qui resserrerait encore plus l'entente entre les trois pays. Donc, bien que cette conférence n'eût aucun caractère exceptionnel elle devait être marquée par la con-



clusion d'un traité général de conciliation et d'arbitrage commun aux trois Etats. La première séance s'ouvrit le 20 Mai à 11 heures au Ministère des affaires étrangères mais ne fut qu'une simple prise de contact. Dans l'après-midi, les trois ministres commencèrent leurs travaux et à la fin de la deuxième séance parut ce communiqué officiel :

« Les trois ministres de la Petite Entente ont exposé en premier lieu, la situation politique générale. Ils ont discuté ensuite la question des minorités, confirmant le point de vue commun, pour une discussion éventuelle de cette question devant le conseil de la S. D. N. à Madrid » (1) et (2).

Il était évident que les conversations des ministres de la Petite Entente à Belgrade devaient porter sur l'ordre du jour de la prochaine session du conseil de la S. D. N. à Madrid et en particulier sur la question des minorités. Le point de vue commun des trois pays, formulé nettement à différentes reprises, comme on l'a bien vu, ne pouvait prêter à aucune équivoque, et c'était tout naturel que les Cabinets de *Belgrade*, *Bucarest* et

(1) *Le Temps*, n° du 20 Mai 1929.

(2) A la 55<sup>e</sup> session du Conseil de la S. D. N. qui s'est tenue à Madrid, en Juin 1929, la discussion, sur le rapport du Comité de trois membres chargés d'examiner les propositions de MM. Stressemann et Dandurand tendant au renforcement de la protection des minorités, fut assez vive. Finalement le Conseil approuva le projet présenté par le comité des trois, qui apportait seulement quelques précisions et quelques compléments à la procédure de l'examen des pétitions des minorités, prévue par les traités signés à Paris pendant la Conférence de la paix. La Petite Entente avait ainsi remporté une victoire, car les clauses minoritaires des traités qui la liaient n'étaient nullement aggravées.

*Prague* se missent d'accord sur le problème des minorités. Il fut décidé que dans cette question la Petite Entente défendrait devant le conseil de la S.D.N. le projet *Zaleski*, d'accord avec la Pologne et la Grèce.

Le lendemain, la conférence continua ses travaux et aborda les relations des pays de la Petite Entente avec les états voisins et un traité général de conciliation d'arbitrage et de règlement judiciaire tripartite fut signé. A l'issue de la conférence un second communiqué a été publié dont voici le texte :

« Les trois ministres des affaires étrangères de la Petite Entente se sont réunis le 21 Mai, dans la matinée et l'après-midi. Ils ont continué et terminé l'examen de la situation politique générale qui confirme leur parfaite identité de vues.

« Ils ont examiné spécialement les relations de leurs Etats avec les pays voisins et limitrophes et constaté que ces relations se développent normalement. Les trois ministres ont discuté ensuite en s'inspirant des recommandations de la S.D.N. à ce sujet, la question du traité général de conciliation et d'arbitrage entre leurs états respectifs. Les trois ministres ont signé également les protocoles par lesquels ont été prolongés les traités politiques d'alliances » (3).

Les relations avec les autres puissances ont donc été examinées minutieusement, en particulier les rapports Italo-Yougoslaves. Mais ce qu'il y a de plus important c'est qu'un traité de conciliation et d'arbitrage avait été signé qui doublait en quelque sorte les traités d'alliance constituant jusqu'alors à eux seuls l'armature de la Petite Entente. Voici le texte intégral :

(3) *Le Temps*, n° du 23 Mai 1929.

ACTE GÉNÉRAL DE CONCILIATION  
D'ARBITRAGE ET DE RÈGLEMENT JUDICIAIRE  
ENTRE LES ÉTATS DE LA PETITE ENTENTE

---

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE,

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES,

ET,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE.

S'inspirant des heureuses relations d'amitié qui unissent leurs nations respectives et pénétrées de l'esprit de confiance cordiale qui caractérise leurs rapports réciproques ;

Sincèrement désireux d'assurer, par des procédures pacifiques le règlement des différends qui viendraient à surgir entre leurs pays ;

Constatant que le respect des droits établis par les traités ou résultant des droits des gens est obligatoire pour les tribunaux internationaux ;

Reconnaissant que les droits appartenant à chaque Etat ne sauraient être modifiés que de son consentement ;

Considérant que la sincère observation, sous les auspices de la Société des Nations, des procédures pacifiques permet d'arriver au règlement de tous les différends internationaux ;

Appréciant hautement la recommandation faite par l'Assemblée de la Société des Nations, dans sa résolution en date du 26 Septembre 1928, à tous les Etats de conclure des conventions de règlement pacifique des différends internationaux ;

Ont décidé de réaliser dans une convention leur intention commune et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

Sa Majesté le roi de Roumanie ;

S. E. Monsieur Georges Mironescu, Ministre des Affaires Etrangères du Royaume de Roumanie ;

Sa Majesté le roi des Serbes, Croates et Slovènes ;

S. E. Monsieur Kosta Kumanudi, Docteur en Droit, Ministre des Affaires Etrangères p. i. du royaume des Serbes, Croates et Slovènes ;

Le Président de la République Tchécoslovaque ;

S. E. Monsieur le Docteur Edouard Bénès, Ministre des Affaires Etrangères de la République Tchécoslovaque,

Lesquels, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme ont arrêté les dispositions suivantes :

## CHAPITRE I

### DU REGLEMENT PACIFIQUE EN GENERAL

#### *Article Premier*

Les différends de toute nature qui viendraient à s'élever entre les hautes parties contractantes ou entre deux d'entre elles et qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique seront soumis, dans les conditions fixées par la présente convention, à un règlement judiciaire ou arbitral, précédé, selon le cas, obligatoirement ou facultativement, d'un recours à la procédure de conciliation.

Cette disposition ne s'applique pas aux différends nés de faits qui sont antérieurs à la présente convention et

qui appartiennent au passé ainsi qu'aux différends portant sur des questions que le droit international laisse à la compétence exclusive des Etats.

### *Article 2*

1. — Les différends pour la solution desquels une procédure spéciale serait prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Hautes Parties Contractantes, seront réglés conformément aux dispositions de ces conventions.

2. — La présente convention ne porte pas atteinte aux accords en vigueur établissant pour les Hautes Parties Contractantes une procédure de conciliation ou en matière d'arbitrage et de règlement judiciaire, des engagements assurant la solution du différend. Toutefois, si ces accords ne prévoient qu'une procédure de conciliation, après que cette procédure aura échoué, les dispositions de la présente convention relatives au règlement judiciaire ou arbitral recevront application.

### *Article 3*

1. — S'il s'agit d'un différend dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Hautes Parties Contractantes relève de la compétence des instances judiciaires, cette Partie pourra s'opposer à ce que ce différend soit soumis aux diverses procédures prévues par la présente convention.

2. — Si s'agit d'un différend qui relève de la compétence des Autorités Administratives, il ne pourra être soumis aux diverses procédures prévues par la présente convention, avant qu'une décision définitive ait été ren-



due dans des délais convenables par l'autorité compétente.

La partie qui, dans ce cas, voudra recourir aux procédures prévues par la présente convention devra notifier à l'autre partie son intention dans un délai d'un an, à partir de la décision susvisée.

## CHAPITRE 2

### DU REGLEMENT JUDICIAIRE

#### *Article 4*

Tous différends au sujet desquels les Parties se contesteraient réciproquement un droit, seront soumis par jugement à la cour permanente de justice internationale, à moins que les parties ne tombent d'accord, dans les termes prévus ci-après, pour recourir à un tribunal arbitral.

Il est entendu que les différends ci-dessus visés comprennent notamment ceux que mentionne l'article 30 du Statut de la Cour Permanente de Justice Internationale.

#### *Article 5*

Si les Parties sont d'accord pour soumettre les différends visés à l'article précédent à un tribunal arbitral, elles rédigeront un compromis dans lequel elles fixeront l'objet du litige, le choix des arbitres et la procédure à suivre. A défaut d'indication ou de précision suffisantes dans le compromis, il sera fait application dans la mesure nécessaire des dispositions de la convention de La Haye du 18 Octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux. Dans le silence du compromis quant aux règles de fond à appliquer par les ar-

bitres, le tribunal, appliquera les règles de fond énumérées dans l'article 38 du Statut de la Cour Permanente de Justice Internationale.

#### *Article 6*

A défaut d'accord entre les Parties sur le compromis visé à l'article précédent ou à défaut de désignation d'arbitres après un préavis de trois mois, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de porter directement par voie de requête le différend devant la Cour Permanente de Justice Internationale.

#### *Article 7*

1. Pour les différends prévus à l'article 4, avant toute procédure devant la Cour Permanente de Justice Internationale, ou avant toute procédure arbitrale, les Parties pourront d'un commun accord, recourir à la procédure de conciliation prévue par la présente convention.

2. En cas de recours à la conciliation et d'échec de cette procédure, aucune des Parties ne pourra porter le différend devant la Cour Permanente de Justice Internationale ou demander la constitution du tribunal arbitral visé à l'article 5 avant l'expiration du délai d'un mois à compter de la clôture des travaux de la Commission de conciliation.

6222

### CHAPITRE III

#### DE LA CONCILIATION

#### *Article 8*

Tous différends entre les Parties, autres que ceux prévus à l'article 4 seront soumis obligatoirement à une

procédure de conciliation avant de pouvoir faire l'objet d'un règlement arbitral.

*Article 9*

Les différends visés à l'article précédent seront portés devant une Commission de conciliation permanente ou spéciale constituée par les Hautes Parties Contractantes.

*Article 10*

Sur la demande, adressée par une Partie Contractante à l'autre Partie, il devra être constitué, dans les six mois, une Commission permanente de conciliation.

*Article 11*

Sauf accord contraire des Parties, la Commission de conciliation sera instituée comme suit :

1. La Commission comprendra cinq membres.

Les Parties en nommeront chacune un qui pourra être choisi parmi leurs nationaux respectifs. Les trois commissaires seront choisis d'un commun accord parmi les ressortissants de tierces puissances. Ces derniers devront être de nationalité différente, ne pas avoir leur résidence habituelle sur le territoire des Parties intéressées, ni se trouver à leur service. Parmi eux, les Hautes Parties Contractantes, désigneront le Président de la Commission.

2. Les Commissaires seront nommés pour trois ans. Ils seront rééligibles. Les Commissaires nommés en commun pourront être remplacés au cours de leur mandat, de l'accord des Parties. Chacune des Hautes Parties Contractantes pourra toujours procéder au remplacement du Commissaire nommé par elles. Nonobstant le

remplacement, les Commissaires resteront en fonctions pour l'achèvement de leurs travaux en cours.

3. Il sera pourvu dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès ou de démission ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

#### *Article 12*

Si, lorsqu'il s'élève un différend, il n'existe pas une Commission permanente de conciliation nommée par les Parties; une Commission spéciale sera constituée pour l'examen du différend dans un délai de trois mois à compter de la demande adressée par l'une des Parties à l'autre. Les nominations se feront conformément aux dispositions de l'article précédent, à moins que les Parties n'en décident autrement.

#### *Article 13*

1. Si la nomination des commissaires à désigner en commun n'intervient pas dans les délais prévus aux articles 10 et 12, le soin de procéder aux nominations nécessaires sera confiée à une tierce puissance choisie d'un commun accord entre les Parties ou, si celles-ci le demandent, le Conseil de la Société des Nations.

2. Si l'accord ne s'établit pas au sujet d'un de ces procédés, chaque partie désignera une puissance différente et les nominations seront faites de concert avec les puissances ainsi choisies.

3. Si, dans un délai de trois mois, ces deux puissances n'ont pu tomber d'accord, chacune d'elle présentera des candidats en nombre égal à celui des membres à désigner. Le sort déterminera lesquels des candidats ainsi présentés seront admis.

*Article 14*

1. La commission de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président par les deux parties agissant d'un commun accord, ou à défaut, par l'une ou l'autre des parties.

2. La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

3. Si la requête émane d'une seule des parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à l'autre partie.

*Article 15*

1. Dans un délai de 15 jours, à partir de la date où l'une des parties aura porté un différend devant une commission permanente de conciliation, chacune des parties pourra, pour l'examen de ce différend, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

2. La partie qui usera de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre partie; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à compter de la date où la notification lui sera parvenue.

*Article 16*

La commission de conciliation se réunira, sauf accord contraire des parties, au lieu désigné par son Président.

*Article 17*

Les travaux de la commission de Conciliation ne se-



ront publics qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des parties.

#### *Article 18*

1. Sauf accord contraire des parties, la commission de conciliation règlera elle-même sa procédure, qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquête, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III de la convention de La Haye du 18 Octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

2. Les Parties seront représentées auprès de la commission de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaires entre elles et la commission. Elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet, et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales, aux agents, conseils et experts des deux parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elles jugeraient utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

#### *Article 19*

Sauf accord contraire des parties, les décisions de la commission de conciliation seront prises à la majorité des droits et la commission ne pourra se prononcer sur le fond du différend, que si tous ses membres sont présents.

#### *Article 20*

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à faci-

liter les travaux de la commission de conciliation, et en particulier, à lui fournir, dans la plus large mesure possible, tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elle dispose pour lui permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

#### *Article 21*

1. Pendant la durée de leurs travaux, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté du commun accord des parties, qui en supporteront chacune une part égale.

2. Les frais généraux occasionnés par le fonctionnement de la commission seront répartis de la même façon.

#### *Article 22*

1. La commission de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles par voie d'enquête ou autrement, et de s'efforcer de concilier les parties. Elle pourra, après examen de l'affaire exposer aux parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

2. A la fin de ces travaux, la commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les parties se sont arrangées, et s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les parties n'ont pu être conciliées. Le procès-verbal ne mentionnera pas si les décisions de la commission ont été prises à l'unanimité ou à la majorité.

3. Les travaux de la commission devront, à moins que

les parties n'en conviennent autrement, être terminés dans un délai de six mois à compter du jour où la commission aura été saisie du différend.

*Article 23*

Le procès-verbal de la commission sera porté sans délai à la connaissance des parties. Il appartient aux parties d'en décider la publication.

CHAPITRE IV

DU RÈGLEMENT ARBITRAL

*Article 24*

Si, dans le mois qui suivra la clôture des travaux de la commission de conciliation visée dans les articles précédents les parties ne se sont pas entendues, la question sera portée devant un Tribunal arbitral constitué sauf accord contraire des Parties, de la manière indiquée ci-après :

Si, toutefois, les deux Parties sont d'accord, la question si elle est d'ordre politique pourra être soumise au Conseil de la Société des Nations, qui statuera conformément à l'article 15 du pacte.

*Article 25*

Le Tribunal comprendra cinq membres, les Parties en nommeront chacune un qui pourra être choisi parmi leurs nationaux respectifs. Les deux autres arbitres seront choisis d'un commun accord parmi les ressortissants des puissances. Ces derniers devront être de nationalités différentes, ne pas avoir leur résidence habituelle

sur le territoire des parties intéressées, ni se trouver à leur service.

### *Article 26*

1. — Si la nomination des membres du Tribunal arbitral n'intervient pas dans un délai de trois mois à compter de la demande adressée par l'une des Parties à l'autre, de constituer un tribunal arbitral, le soin de procéder aux nominations nécessaires sera confié à une tierce puissance choisie d'un commun accord par les Parties.

2. — Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque partie désignera une puissance différente et les nominations seront faites de concert par les puissances ainsi choisies.

3. — Si, dans un délai de trois mois, les puissances ainsi désignées n'ont pu tomber d'accord, les nominations nécessaires seront faites par le Président de la Cour Permanente de Justice Internationale.

Si celui-ci est empêché ou si les ressortissants de l'une des Parties font défaut les nominations seront faites par le vice-Président.

Si celui-ci est empêché ou s'il est ressortissant de l'une des Parties, les nominations seront faites par le membre le plus âgé de la Cour qui n'est ressortissant d'aucune des Parties.

### *Article 27*

Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès ou de démissions, ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

*Article 28*

Les Parties rédigeront un compromis déterminant l'objet du litige et la procédure à suivre.

*Article 29*

A défaut d'indication ou de précision suffisantes dans le compromis, relativement aux points indiqués dans l'article précédent, il sera fait application, dans la mesure nécessaire, des dispositions de la convention de La Haye du 18 Octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

*Article 30*

Faute de conclusion d'un compromis dans un délai de 3 mois à partir de la constitution d'un Tribunal celui-ci sera saisi par requête de l'une ou l'autre des parties.

*Article 31*

En cas de silence du compromis, ou à défaut de compromis, le Tribunal appliquera les règles de fond, énumérées dans l'article 38 du statut de la Cour permanente de Justice Internationale.

S'il n'existe pas de règles semblables applicables au différend, le Tribunal jugera « ex æquo et bono ».

---

CHAPITRE V

DES DIFFÉRENDS  
ENTRE LES TROIS PARTIES CONTRACTANTES

*Article 32*

Au cas où il s'élève un différend entre toutes les Hautes Parties Contractantes, les modalités suivantes se-



ront observées pour l'application des procédures décrites dans les dispositions qui précèdent :

Pour la procédure de conciliation, il sera toujours constitué une commission spéciale. Sa composition variera suivant que les parties auront toutes des intérêts distincts ou que deux d'entre Elles feront cause commune.

Dans le premier cas, les Parties nommeront chacune un commissaire et désigneront en commun des commissaires ressortissants de tierces-puissances, dont le nombre sera supérieur d'un à celui des commissaires nommés séparément par les parties.

Dans le second cas, les Parties faisant cause commune se mettront d'accord pour nommer en commun leur propre commissaire et désigneront concurremment avec l'autre partie les commissaires tiers.

Dans l'une ou l'autre hypothèse, les Parties, à moins qu'elles n'en conviennent autrement, appliqueront les articles 12 et suivants de la Présente convention dans la mesure où ils sont compatibles avec les dispositions du présent article.

Pour la procédure judiciaire, il sera fait application du statut de la Cour Permanente de Justice Internationale.

Pour la procédure arbitrale, à défaut d'accord des Parties sur la composition du Tribunal, s'il s'agit des différends visés à l'article 4, chacune d'Elles aura la faculté de porter directement par voie de requête, le différend devant la Cour Permanente de Justice Internationale ; s'il s'agit de différends visés à l'article 8, il sera fait application des articles 25 et suivants, mais chacune des Parties ayant des intérêts distincts, nom-

mera un arbitre et le nombre des arbitres nommés séparément par les parties sera toujours inférieur d'un à celui des autres arbitres.

## CHAPITRE VI

### DISPOSITIONS GENERALES

#### *Article 33*

1. — Dans tous les cas le différend fait l'objet d'une procédure arbitrale ou judiciaire, notamment, si la question au sujet de laquelle les Parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Cour Permanente de Justice Internationale, statuant conformément à l'article 41 de son statut, ou le Tribunal arbitral, indiquera dans le plus bref délai possible les mesures provisoires qui doivent être prises. les parties seront tenues de s'y conformer.

2. — Si la commission de conciliation se trouve saisie du différend elle pourra recommander aux Parties des mesures provisoires qu'elle estimera utiles.

3. — Les Parties s'engagent à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision judiciaire ou arbitrale ou aux arrangements proposés par la commission de conciliation et, en général, à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

#### *Article 34*

Si la sentence judiciaire ou arbitrale déclarait qu'une décision prise ou une mesure ordonnée par une autorité

judiciaire ou toute autre autorité de l'une des Parties en litige se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit international, et si le droit constitutionnel de ladite Partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer les conséquences de cette décision ou de cette mesure, les Parties conviennent qu'il devra être accordé par la sentence judiciaire ou arbitrale, à la Partie lésée, une satisfaction équitable.

#### *Article 35*

1. — La présente convention sera applicable entre les Hautes Parties Contractantes encore qu'une tierce Puissance ait un intérêt dans le différend.

2. — Dans la procédure de Conciliation, les Parties pourront d'un commun accord inviter une tierce Puissance.

3. — Dans la procédure judiciaire ou arbitrale, si une tierce Puissance estime, que, dans un différend, un intérêt d'ordre juridique est pour Elle en cause, Elle peut adresser à la Cour Permanente de Justice Internationale ou au Tribunal arbitral une requête à fin d'intervention.

La Cour ou le Tribunal décide.

4. — Lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'une Convention à laquelle auront participé d'autres Etats que les Parties en cause, le Greffe de la Cour Permanente de Justice Internationale ou le Tribunal arbitral les avertit sans délai.

Chacun d'eux aura le droit d'intervenir et s'il exerce cette faculté, l'interprétation contenue dans la sentence est obligatoire à son égard.

*Article 36*

Les différends relatifs à l'interprétation ou l'application de la présente Convention, y compris ceux relatifs à la qualification des litiges, seront soumis à la Cour Permanente de Justice Internationale.

*Article 37*

La présente Convention, conforme au Pacte de la Société des Nations, ne sera pas interprétée comme restreignant la mission de celle-ci de prendre, à tout moment, les mesures propres à sauvegarder efficacement la paix du monde.

*Article 38*

1. — La présente Convention sera ratifiée et l'échange des ratifications aura lieu à Bucarest.

Elle sera enregistrée au Secrétariat de la Société des Nations.

2. — La présente convention est conclue pour une durée de cinq ans à compter de la date de l'échange des ratifications.

3. — Si elle n'est pas dénoncée six mois au moins avant l'expiration de ce terme, elle demeurera en vigueur pour une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite.

4. — Nonobstant la dénonciation par l'Une des Parties Contractantes, les procédures engagées au moment de l'expiration du terme de la Convention continueront jusqu'à leur achèvement normal.

En Foi de Quoi les Plénipotentiaires susnommés ont signé la présente Convention.

Fait à Belgrade le 21 Mai 1929, en trois exemplaires identiques.

(L.S.) G. G. Mironescu.

(L.S.) Dr Kumanudi.

(L.S.) Edouard Bénéš.

Cette convention intitulée « *Acte Général de Conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire entre les Etats de la Petite Entente* » avait été passée d'après la recommandation faite par l'Assemblée de la S.D.N., le 26 Septembre 1928, à tous les Etats de conclure des conventions de règlement pacifique des différends internationaux, à laquelle on avait apporté deux modifications plus importantes.

1) *Le traité d'arbitrage ne s'appliquait pas aux questions que le droit international laissait à la compétence exclusive des Etats.*

2) *L'application du traité n'était pas obligatoire pour les questions qui se trouvaient de la compétence des instances judiciaires.*

Par cet accord, les Puissances de la Petite Entente affirment hautement leur volonté de paix, leur ferme résolution de ne régler que par des moyens pacifiques, dans le cadre des traités existants, les différends et les conflits qui viendront à se produire entre eux.

*Pour la première fois, les Etats de la Petite Entente signaient un traité à trois en élargissant le cadre des traités bilatéraux conclus jusqu'alors.*

La Convention était valable pour une durée de cinq ans, à compter de la date de l'échange des ratifications, et si elle n'était pas dénoncée six mois au moins avant l'expiration de ce terme, elle demeurait en vigueur pour une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite.

L'importance capitale de cette convention était que, selon les affirmations de M. Mironesco, elle simplifiait et facilitait beaucoup l'entrée d'un autre Etat dans la Petite Entente. Il lui suffisait dorénavant d'adhérer à



*cette convention ; sans avoir besoin de conclure plusieurs traités séparés avec chacune des Puissances membres.*

Toujours à cette même séance on renouvela les traités d'alliance fondamentaux, en introduisant une clause qui permettait le renouvellement automatique tous les cinq ans.

La dernière séance fut très chargée, car on y discuta la question russe, on approuva les propositions des experts économiques et on envisagea la question de la candidature de la Yougoslavie pour la représentation de la Petite Entente au conseil de la S.D.N. Le dernier communiqué publié était ainsi conçu :

« Les trois ministres de la Petite Entente ont tenu  
« aujourd'hui une dernière réunion. Ils ont discuté tout  
« d'abord la situation de leurs pays respectifs par rap-  
« port à la Russie Soviétique. Ils ont reconnu qu'il n'y  
« avait rien à changer à la décision de leurs conférences  
« antérieures. Les ministres ont ensuite examiné les ré-  
« sultats de la conférence préliminaire des experts éco-  
« nomiques de la Petite Entente à Bucarest. Ils ont ap-  
« prouvé leurs propositions et décidé que les experts se  
« réuniront à nouveau à Prague vers la fin du mois de  
« Septembre prochain pour continuer leurs travaux, sur  
« la base du programme adopté.

« Les trois ministres se sont mis par ailleurs d'accord  
« sur certaines propositions pratiques concernant le dé-  
« veloppement des relations de leurs Etats respectifs  
« dans le domaine intellectuel.

« La dernière question examinée a été celle de l'élec-  
« tion d'un membre de la Petite Entente au Conseil de  
« la Société des Nations qui aura lieu en Septembre à  
« Genève. Les ministres ont décidé de proposer et de

« soutenir la candidature du royaume serbo-croate-slo-  
« vène » (4).

Ce communiqué note donc qu'ayant examiné la situation de leurs pays par rapport à l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques Russes, MM. *Bénès*, *Mironesco* et *Kumanudi* ont reconnu qu'il n'y avait rien à changer à la décision prise au cours des conférences antérieures.

En ce qui concerne la conférence économique de la Petite Entente qui avait eu lieu à Bucarest, les propositions des experts étaient approuvées et on a décidé qu'ils allaient se réunir à nouveau en Septembre à *Prague* pour continuer leurs travaux. Quant à la représentation de la Petite Entente on fut d'accord pour soutenir la candidature de la Yougoslavie au Conseil de la S.D.N.

Tel se trouvait le bilan général de la conférence de Belgrade aux termes mêmes des communiqués publiés. *Outre la signature de l'acte de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire*, qui forme l'essentiel de cette conférence, *et outre la décision prise que l'attitude envers les Soviets demeurerait la même que jusqu'alors*; le principal résultat de ces conventions est, bien que les comptes-rendus ne le mentionnent pas, que les trois états se soient mis d'accord sur les bases à donner à une *entente économique* qui peut être si les circonstances politiques s'y prêtent, le point de départ d'un large groupement économique de nature à consolider sérieusement la paix dans cette Europe Centrale, si profondément bouleversée par la dernière guerre.

(4) *Le Temps*, n° du 24 Mai 1929.

## CHAPITRE III

---

### ATTITUDE DE LA HONGRIE LA QUESTION DE L'ANSCHLUSS ET L'ENTREVUE ENTRE MM. BÉNÈS & MIRONESCO

---

Presque à la veille de la conférence de la Petite Entente à Belgrade, Budapest recevait la visite de M. *Dino Grandi*, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères d'Italie. Le but de son voyage n'était pas défini et il pouvait être interprété de deux manières. Selon une première explication, celle que donnait la presse de Bucarest et de Belgrade, cette visite présentait le caractère d'une manifestation hostile envers la conférence de la Petite Entente, qui devait se tenir dans deux semaines. La seconde intention qu'on attribuait à cette visite de M. *Grandi* était celle de répondre à la Visite du Comte *Bethlen*, faite à Rome en Avril 1927. Cette interprétation qui formait peut-être l'opposé de la première parut se vérifier comme juste. L'accueil qu'on fit à M. *Grandi* fut grandiose et toute la presse salua l'envoyé de M. *Mussolini* avec enthousiasme, le journal « *Pester Lloyd* » écrivait : « le fascisme seul eut le courage de nier la responsabilité de la Hongrie dans la déclaration de guerre et de s'opposer à la théorie de l'intangibilité des traités. L'amitié italo-hongroise est devenue l'axe de notre politique extérieure et cette ami-

tié a toutes les garanties de solidité et de longue durée » (1).

De nombreux discours glorifièrent l'œuvre du fascisme et le comte *Bethlen* en envisageant l'amitié italo-hongroise disait : « l'amitié Italo-Hongroise enfonce toujours des racines plus profondes dans l'âme des deux peuples » (2). *M. Grandi* en répondant, a souvent évoqué les qualités du peuple hongrois et finit un de ses discours en affirmant que « la communauté traditionnelle des sentiments entre la Hongrie et l'Italie s'est renforcée et développée ces dernières années depuis la signature du traité d'amitié » (3). Plus tard dans des déclarations faites à la presse, *M. Grandi* ajouta qu'il était convaincu qu'au cours des entretiens les deux représentants du pays constateront leur parfait accord sur les principales questions internationales concernant les deux Etats. Cette indication politique qu'on trouve dans la bouche de *M. Grandi* est assez vague. D'ailleurs toute la visite du représentant de *M. Mussolini* à Budapest ne fut que le renouveau de l'amitié italo-hongroise et nullement le point de départ d'une modification de la situation créée par la conclusion du traité italo-hongrois en 1927.

Deux semaines plus tard, la capitale de la Hongrie recevait une seconde visite politique, celle de *M. Zaleski*, ministre des affaires étrangères de la Pologne, venu simplement « rendre à *M. Valko* l'aimable visite qu'il me fit à Varsovie. Pendant son séjour à Varsovie nous

(1) *Le Pester Lloyd*, la visite de *M. Grandi*, *Le Temps*, n° du 5 Mai 1929.

(2) *Bethlen*, Déclarations, *Le Temps*, n° du 6 Mai 1929.

(3) *Grandi*, Déclarations, *Le Temps*, n° du 6 Mai 1929.

avons signé, disait plus loin *M. Zaleski* un traité d'arbitrage et de commerce... J'espère avoir la possibilité d'un échange de vues général sur la politique internationale avec le comte *Bethlen*. *Les relations entre la Pologne et la Hongrie furent de tout temps très bonnes et nous, Polonais, entendrons continuer ces bonnes relations qui, je crois, sont un facteur important pour le maintien de la paix en Europe centrale* » (4).

Cette déclaration marquait toute la valeur que la Pologne attachait à cette amitié polono-hongroise mais la visite de *M. Zaleski*, malgré que concomitante avec la conférence de Belgrade, n'a changé en rien la politique des gouvernements en cause et la position de la Pologne à l'égard de la Petite Entente.

Mais si à l'occasion de ces deux visites que Budapest a reçu au mois de Mai, le ton des discours prononcés par les hommes d'Etat hongrois ont été modérés, les partisans de la révision du traité enhardis par l'attitude bienveillante de l'Italie et par l'avènement du cabinet travailliste en Angleterre utilisent un langage de plus en plus violent à l'égard des Etats de la Petite Entente.

Même le comte *Bethlen*, habituellement circonspect dans ses discours attaque directement la Petite Entente et adhère ouvertement à la révision du traité de Trianon lors de son discours du 26 Mai tenu à l'occasion de l'inauguration d'un monument aux hongrois morts à la guerre.

« Le traité de Trianon, a dit le comte *Bethlen*, met notre pays au pilori pour le punir d'une prétendue iniquité dont son existence millénaire ne suffirait pas à le justifier. Mais ce que la nature elle-même a constitué,

(4) *Zaleski*, déclaration, *Le Temps*, n° du 22 Mai 1929.



ce pourquoi ont combattu des millions d'hommes sans distinction de langue et de religion ne saurait être inique. Cette pensée révolte notre conscience, qui fait entendre devant le monde entier une solennelle protestation.

*Au verdict de Trianon, nous répondrons que nous ne le reconnaitrons jamais comme juste. Non, jamais ! Le monument que voici est la première pierre de la Nouvelle Hongrie ceinte du diadème des Carpathes »* (5).

Cette affirmation faite par le comte *Bethlen* d'une manière officielle et en présence même des représentants des Etats de la Petite Entente, présentait une indéniable gravité. Car il formulait ainsi une menace très explicite pour leur statut territorial. Les pays de la Petite Entente protestèrent à Budapest, contre cette attitude et annoncèrent à *M. Valko*, que dorénavant leurs ministres s'abstiendraient de prendre part à de semblables manifestations. Le ministre hongrois répondit que cette thèse de son gouvernement était connue par tout le monde et que les représentants de la Petite Entente n'étaient pas tenus d'assister aux Fêtes nationales hongroises. Plus tard, le comte *Bethlen* rentrant à Budapest se montra très surpris par les démarches de la Petite Entente et accentuait que « jamais la Hongrie n'a caché qu'elle aspirait à une modification d'une paix injuste et le moment favorable venu, elle voulait entreprendre une démarche dans ce sens ; l'appel au droit qui est prévu par l'article 19 du pacte de la S. D. N. serait-il un acte inamical ? Je ne vois ni le motif ni le but d'une telle démarche et je répète qu'il n'y a

(5) Georges Marot, *Malentendus entre la Hongrie et ses voisins, Europe centrale*, 22 Juin 1929, p. 761.

dans mon discours aucun passage que je n'ai dit » (6).

Or, malgré que le Comte Bethlen voulût démontrer par cette déclaration que la Hongrie ne faisait autre chose que protester contre le statu-quo imposé par le Traité de Trianon, on ne pouvait pas nier que par ce discours le ton des protestations devînt agressif.

*Cette attitude ne devait pas tarder à envenimer les rapports déjà tendus entre la Hongrie et la Petite Entente.* En premier lieu la *Presse hongroise* n'avait cessé depuis la conférence de Bucarest en 1928, d'entretenir ses lecteurs de la désagrégation de la Petite Entente. Pourtant la conférence de Belgrade du mois de Mai, avait vu la Petite Entente plus solide que jamais, les *conventions défensives étaient prolongées et en plus un traité tripartite de conciliation et d'arbitrage était signé.* Ensuite, les Hongrois voyaient s'effondrer leurs espérances en un soulèvement des *Slovaques* en Tchécoslovaquie. De nombreuses arrestations de citoyens hongrois, sur le territoire tchécoslovaque, avaient été effectuées et l'affaire *Tuka* qui devait se juger plus tard à Bratislava, portera un coup rude à la propagande irrédentiste magyare. La presse hongroise prit un ton menaçant d'une violence ignorée jusqu'alors et le maximum de tension tchécoslovaco-hongroise fut au mois de Juillet, lors du quatrième incident qui se produisit sur la frontière *Tchéco-hongroise*. Par sa gravité et par l'attitude agressive de Budapest, il dépassait tous les autres. A la gare frontière, d'*Hidasnémeti*, sur le territoire hongrois, un employé de chemin de fer de l'Etat tchécoslovaque, Pecha, originaire de *Kosice* (Slovanie) fut arrêté le 26 Juin 1929 par les Hongrois, sous l'in-

(6) *Bethlen*, Déclarations, *Le Temps*, n° du 20 Juin 1929.

culpation d'espionnage. Cette arrestation s'était faite en dépit de l'usage conventionnel et des conventions ferroviaires tchéco-hongroises. Le « *Prager-Presse* » relate que : « Sans que les autorités Tchécoslovaques en fussent avisées, *Pecha fut entraîné de force hors de ladite gare et emprisonné*. L'arrestation est tenue secrète. C'est par un tiers, qui n'est pas un Hongrois, que l'administration des chemins de fer tchécoslovaques apprend qu'un de ses employés de service dans une gare frontière a été arrêté... C'est le procédé des autorités hongroises qui nous intéresse ici, procédé inoui et sans exemple dans les rapports mutuels des peuples civilisés. L'émotion que l'arrestation de *Pecha* provoqua parmi les employés ferroviaires fut si forte que l'administration des chemins de fer tchécoslovaques se crut obligée de rappeler de *Hidasnémeti* ses employés, puisque la sécurité personnelle n'a pas pu leur être garantie et de suspendre tout trafic avec cette station frontière hongroise » (7).

La presse hongroise s'occupait également du cas *Pecha* et soutenait que le gouvernement avait agi ainsi envers ce cheminot tchécoslovaque parce que, non seulement il avait eu une attitude incorrecte et inamicale à l'égard de la Hongrie, mais parce qu'il avait *été arrêté en flagrant délit d'espionnage, ce qu'il avait d'ailleurs avoué*. Or dans ces conditions « il serait déconcertant, concluait la presse hongroise, que le pays victime de tels agissements dut se contenter de demander une révocation, au lieu de juger l'inculpé d'après ses propres lois et suivant les usages internationaux » (8).

(7) *Déclaration de Prager Presse, Le Temps*, n° du 7 Juillet 1929.

(8) *L'incident de la Frontière Tchéco-Hongroise, Le Temps*, n° du 6 Juillet 1929.

Dans la note du gouvernement tchécoslovaque envoyée à Budapest, on demandait la mise en liberté de *Pecha*, et une réparation de l'atteinte portée à la convention ferroviaire qui avait été violée dans les dispositions qu'elle contenait aux articles 19 et 23. A cette note, Budapest répondit, en niant avoir porté atteinte à la convention ferroviaire, et en refusant de mettre en liberté *Pecha*. Le 24 Juillet, une seconde note de Prague fut communiquée à Budapest par laquelle, la Tchécoslovaquie demandait seulement que *Pecha* soit l'objet d'une instruction et d'un jugement régulier. « Et le gouvernement tchécoslovaque exprime délicatement sa surprise qu'il puisse être ici question d'espionnage, étant donné que la Hongrie a contracté des engagements internationaux qui font qu'il ne doit y avoir, chez elle absolument rien à espionner » (9).

Le ton de la Tchécoslovaquie avait été très modéré et la bonne volonté de Prague de liquider à l'amiable l'incident de *Hidasnémeti* était évidente. Mais la Hongrie n'imita point cette attitude conciliante. L'arrêt que le Tribunal de Budapest rendit au mois de Septembre dans le procès d'espionnage intenté au cheminot *Pecha*, le condamnait à cinq ans de prison, et en outre à la dégradation. Ainsi un citoyen tchécoslovaque, né en Slovaquie était considéré par le Tribunal de Budapest, « comme faisant toujours partie de l'armée hongroise » (10) ce qui constituait une insulte de la part de la justice hongroise à l'état de choses créé par le traité de

(9) *Toujours Hidasnémeti*, Europe centrale, 27 Juillet 1929, p. 860.

(10) et (11) *Maurice Galéotti*, La Politique agressive de la Hongrie, Europe centrale, 21 Septembre 1929, p. 1.000.

Trianon. De nouvelles provocations peuvent être relevées dans le discours que prononça quelques jours plus tard le comte *Albert Apponyi* au grand amphithéâtre de Zurich au sujet du pacte Kelog. « A son avis, entre la Hongrie et la Petite Entente, *il existera toujours un tel abîme que cette situation conduira tôt ou tard à une guerre inévitable* » (11).

Cette attitude agressive de la Hongrie envers la Petite Entente persistera longtemps et existe même aujourd'hui.

Pendant que se déroulaient ces incidents, plus à l'ouest, une fois les premiers beaux jours venus, une série de congrès, de conférences et d'entretiens marquèrent la reprise de la propagande austro-allemande pour *l'Anschluss*. La première manifestation de ce genre eut lieu le 19 Mai. Par la réunion de *Carlsruhe*, les partisans de l'*Anschluss* s'efforçaient de ramener l'attention internationale sur le mouvement d'opinions qu'ils voulaient déterminer en faveur du rattachement, en vue d'user toutes les résistances et de réaliser dès lors l'identité absolue des institutions des deux Etats.

A cette occasion, *M. Loebe*, Président du Reichstag, déclara que :

« Les Autrichiens et les Allemands ne forment qu'un peuple et un jour viendra où ils seront réunis en un seul Etat » (12) et *M. Abel*, un major autrichien en retraite, définit le caractère du mouvement en disant « qu'il est un facteur avec lequel doivent compter tout gouvernement autrichien et le monde entier » (13).

Mais cette première manifestation en faveur de l'*Anschluss* ne resta pas seule. Elle fut suivie pendant tout

(12) *Loebe*, déclarations, *Le Temps*, 21 Mai 1929.

(13) *Abel*, déclaration, *Le Temps*, 1929.



l'été et même jusqu'au cœur de l'hiver, de différentes démonstrations et de réunions, dans lesquelles on votait des motions, et où l'on exposait les bienfaits d'un rattachement à l'Allemagne. La Petite Entente ne s'enquérît pas de ce mouvement parce que les hommes politiques autrichiens affirmaient que leur patrie était seulement désireuse d'entretenir des relations amicales avec tous les pays et que le chancelier *Streeruwitz* précisait que les relations amicales » particulièrement avec l'Allemagne, avec laquelle elle est liée de la façon la plus intime, grâce à une communauté de race, d'histoire, de langue et de civilisation » (14) seraient désirables en premier chef.

Et cette question des manifestations en faveur de l'Anschluss, ne fut même pas discutée lors de la visite de *M. Mironesco* à Prague, où il eut plusieurs entretiens entre le 9 et le 13 Décembre avec *MM. Masaryk et Bénès*. Le communiqué publié à cette occasion était le suivant :

« Au cours de sa visite de trois jours, *M. Mironesco* a été reçu par le président du conseil. Il a eu plusieurs entretiens avec *M. Bénès*. Les deux ministres des affaires étrangères, ont examiné ensemble les questions intéressant les deux pays ainsi que les problèmes internationaux, à l'ordre du jour. Ils ont constaté leur parfait accord de vues.

Ils ont envisagé également la procédure à suivre en commun, de concert avec la Yougoslavie sur les problèmes qui forment l'objet de la conférence de *La Haye* » (15).

*M. Bénès* déclara plus tard que l'arrivée de *M. Mironesco*

(14) *Streeruwitz*, déclaration, *Le Temps*, 21 Mai 1929.

(15) *Le Temps*, n° du 15 Décembre 1929.

nesco à Prague et les entrevues qu'il a eues, doivent être considérées comme une nouvelle manifestation de la cordialité des relations qu'entretiennent la Roumanie et la Tchécoslovaquie dans le cadre de la Petite Entente. Dans toutes les questions des travaux et des réparations de la conférence de Paris, Prague adopta une attitude conforme à celle de Bucarest et de Belgrade. Quant à la question d'une conférence extraordinaire de la Petite Entente, M. Bénès déclara également qu'aucune question politique ne semblait la réclamer pour le moment, et que le contact des représentants des trois pays à La Haye et à Paris demeurerait suffisant. Sur la question de l'Autriche, M. Bénès fit au correspondant à Prague du Journal « *Politika* », les déclarations suivantes, malgré qu'aucune discussion n'ait eu lieu entre lui et M. Mironesco :

« Nous n'avons jamais caché que notre qualité de voisins de l'Autriche intéresse les bonnes relations politiques et économiques avec ce pays ; nous ne pouvions pas rester indifférents à la formation de l'organisation des armées, soit de droite, soit de gauche, susceptible de provoquer des troubles intérieurs. Cependant, nous ne voulons pas nous immiscer dans les affaires de l'Autriche et nous ne cessons pas de penser que le gouvernement autrichien se rendra maître de ces organisations par des moyens légaux et constitutionnels » (16).

Le plus sûr appui, l'aide la plus certaine que reçut l'Autriche pour son relèvement sans dépendance de l'Allemagne, lui vinrent de la Petite Entente. Lors de la conférence de La Haye notamment, ses obligations en matière de réparations ont été complètement annulées.

(16) Bénès, déclaration au Journal « *Politika* », *Le Temps*, 15 Décembre 1929.

## CHAPITRE IV

---

### LE RÈGLEMENT DES RÉPARATIONS ORIENTALES LE TRAITÉ ITALO-AUTRICHIEN ET LA CONFÉRENCE DE LA PAIX

---

Si dans l'Europe occidentale, les clauses financières du traité de Versailles avaient été résolues par des accords successifs qui avaient abouti à une certaine exécution des obligations inscrites dans le traité, par contre, les clauses financières des traités de *St-Germain*, *Trianon* et *Neuilly* étaient demeurées à peu près, lettre morte par suite de la mauvaise volonté des Hongrois et de la pauvreté de l'Autriche.

Cet état de choses entretenait dans toute l'Europe centrale un certain sentiment d'incertitude, qui entravait énormément la consolidation et l'essor économique des membres de la Petite Entente, ainsi que celui de leurs voisins. La solution définitive de toutes les questions financières dépendant des trois traités de paix mentionnés, avait été réservée à la décision de la conférence de la Haye. On peut se rendre compte assez facilement, que les Etats les plus intéressés à cette dernière liquidation de la guerre, étaient la Roumanie, la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie. La réussite de la conférence de la Haye, pouvait leur donner l'espoir d'ailleurs assez fondé, que la Hongrie se déciderait à adopter une politique conciliante à leur égard, tandis

que l'échec des discussions, aurait jeté l'Europe centrale dans un marasme économique et financier assez grave.

Toutes les questions financières découlant des traités de St-Germain, Trianon et Neuilly, connues sous le nom de « Réparations orientales », ont été solutionnées grâce à l'énergique intervention des représentants de la Petite Entente, qui ont formé un front diplomatique unique. Comme la Hongrie prétendait au commencement, ne vouloir résoudre que la seule question de la réforme foncière, elle croyait arriver facilement à un accord partiel. *MM. Marinkovitch, Titulesco et Bénès, représentants de la Petite Entente, ont refusé de signer le plan Young et de le mettre en vigueur, si le problème hongrois et les questions en rapport avec les traités de St-Germain, Trianon et Neuilly n'étaient résolus complètement.*

C'était une attitude que la Petite Entente devait prendre à tout prix, car les questions pendantes entre l'Allemagne et les grands alliés une fois *réglées, ceux-ci n'auraient eu aucun intérêt direct à la question des réparations bulgares et hongroises.* De cette manière, jamais la Petite Entente n'aurait pu parvenir à recouvrer ses dettes envers les Alliés, par les faibles sommes que la Hongrie aurait bien voulu lui accorder. *On se serait trouvé dans cette situation inique que la Petite Entente aurait payé plus aux Alliés qu'elle ne recevait des vaincus.*

Les grands alliés ont compris l'attitude de solidarité des trois Etats de la Petite Entente, et ont exercé sur la Hongrie une pression assez énergique. Tous les pays, même l'Italie, sur laquelle on ne comptait pas trop,

ont reconnu le bien fondé des demandes de la Petite Entente et la nécessité d'en finir une fois pour toujours avec toute la question hongroise.

Les résultats obtenus à la conférence de la Haye ont été très grands pour la Petite Entente. En premier lieu en ce qui concerne les *réparations proprement dites*, on aboutit à :

a) L'Autriche voyait ses obligations en matière de réparation totalement annulées, mesure dictée par les grosses difficultés économiques de ce pays. *Ainsi la situation financière consolidée l'Autriche récupérait une indépendance complète qui dans les derniers temps était en péril. C'était un gain pour la politique de la Petite Entente et pour son influence future* (1).

b) La Tchécoslovaquie a vu sa taxe de libération de 11.000.000 de marks or par an, ramenée à dix millions de marks or par an. En outre le nombre des versements a été également réduit de sorte que, d'un total de 29 milliards de couronnes, le montant global de la « taxe de libération », la Tchécoslovaquie devait payer encore seulement 1.190.000.000 couronnes qui représentent un *abattement de 96 %*. C'était formidable et en plus de celà, la Tchécoslovaquie obtenait une quote part de 1 % sur les réparations orientales, concession plutôt de principe car elle ne représentait qu'une somme de 240.000 marks.

c) La Hongrie, qui payait déjà 10.000.000 de francs or annuellement depuis 1923, ne vit pas augmenter le montant de ses versements annuels, à cause de son état financier, mais malgré sa résistance à les poursuivre au

(1) Voir pour tous détails, Les réparations non allemandes Europe nouvelle, 22 Février 1930, p. 339-350.



delà de 1943, elle a dû s'engager à payer de 1943 à 1966 des annuités de 13.500.000 francs or. Seulement pour sauver son amour-propre on lui accorda que les annuités portent le nom de « Liquidations des engagements passés ».

d) La *Bulgarie*, à son tour, obtint une réduction de ses annuités à 10.000.000 francs or par an.

e) La *Roumanie*, obtenait une réduction de ses dettes de guerre envers la France dans une proportion de 56 % et l'annulation des 22 dernières annuités de sa dette en Italie. Ensuite les dettes des biens cédés et la dette de libération représentant l'ensemble une somme de 1.900.000.000 francs or ont été supprimées. Elle gardait en outre les réparations hongroises jusqu'en 1943 en s'assurant ainsi un solde annuel de 4.000.000 francs or. De cette manière les réparations allemandes attribuées à la Roumanie lui couvraient entièrement ses dettes de guerre et lui assuraient un surplus annuel de 2 millions marks (12.000.000 francs).

f) La *Yougoslavie*, voyait de son côté l'énervante question des optants, qui s'était posée, également résolue. Elle contribuait proportionnellement à la création du « fonds agraire » et acquiesçait l'obligation de dédommager les optants hongrois, en leur payant le même prix qu'à ses nationaux.

Un second groupe de litiges, constitués par les litiges soulevés par l'application des traités de paix, a également été réglé. Entraient dans ce groupe, les créances désignées sous le nom de « *dettes administratives, les indemnités pour les biens de communautés religieuses* » et celles des membres de l'ancienne famille impériale.

Pour celui-ci on prévoit un fonds *B*, alimenté par les grandes puissances.

Le troisième et dernier groupe de problèmes liquidé par la conférence de la Haye, était formé par les prétentions des optants hongrois. On a vu qu'en vertu de l'article 250 du traité de Trianon, des citoyens roumains, tchécoslovaques et yougoslaves de nationalité hongroise, réclamaient aux pays qui avaient fait des expropriations de terres, des indemnités supérieures à celles que les lois des Etats accordaient à leurs propres nationaux. Le gouvernement hongrois soutenait ces prétentions et en faisant de la réussite de cette cause une question de prestige avait donné naissance à cette interminable question des optants. Depuis la session de Juin 1928, quand pour la dernière fois, le conseil avait cherché vainement une médiation entre les deux adversaires et qu'il les avait invités à s'arranger directement, des pourparlers s'engagèrent entre Budapest et Bucarest dans le but de parvenir pratiquement à un arrangement à l'amiable. Quant à la décision du conseil, la Roumanie croyait qu'il s'était dessaisi, tandis que la Hongrie voyait la possibilité d'un nouvel appel à la S.D.N., si les Parties ne pouvaient pas tomber d'accord.

En tout cas, la Roumanie en vue d'en finir avec cette affaire qui durait depuis trop longtemps, avait fait toujours au mois de Juin, une proposition intéressante, due à M. Titulesco. Elle consistait dans la nomination d'un membre du conseil (on pensait à M. Chamberlain) qui soit chargé de rechercher s'il s'est produit des liquidations interdites par le traité de Trianon et le cas échéant, de fixer le montant de l'indemnité à verser de ce chef à l'optant. La Roumanie était prête à payer cette indem-

nité, en la déduisant des sommes que la Hongrie lui doit à titre de réparations. *M. Titulesco* argumentait ainsi sa thèse : « En réalité, ce ne sont pas les deux états qui se trouvent face à face, mais des particuliers ; d'un côté, des particuliers roumains, et de l'autre des particuliers hongrois, les sinistrés de guerre roumains et les propriétaires magyars expropriés. Pour venir en aide à la Hongrie en 1924, nous avons accepté de suspendre les droits des sinistrés de guerre roumains. Mais nous ne pouvons faire plus, car sous aucun prétexte nous ne pouvons taxer nos sinistrés de guerre, qui sont des créanciers prêts à attendre au profit des propriétaires magyars, lesquels sont leurs débiteurs retardataires » (2).

Une commission roumano-hongroise se réunit à Abazia, à *San Remo* et à Vienne, mais ne put aboutir à rien vu l'intransigeance des Hongrois. La conférence de La Haye s'occupa de l'affaire et arriva à la solutionner comme il suit :

La Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Yougoslavie ne payeront aux propriétaires hongrois expropriés que le prix prévu par leurs législations nationales pour leurs propres citoyens dépossédés par la réforme agraire. Un fonds spécial A, est versé pour faire face aux indemnités dues par les Etats aux optants, qui sera alimenté par les versements annuels de la Petite Entente, par les annuités hongroises et les contributions spéciales des grandes puissances. La Hongrie, obtenait la compétence, pour l'avenir des tribunaux d'arbitrage mixte (5

(2) *N. Titulesco*, Discours dans l'affaire des optants hongrois de Transylvanie, voir *S. Serbesco*, l'affaire des optants hongrois, Europe centrale, 23 Mars 1922, p. 508.

membres au lieu de 3), sur toute plainte en cette matière, mais seulement si aucun accord direct n'aurait pu intervenir entre le demandeur et le pays intéressés. En tout cas, c'était le fonds A qui se substituait à l'état dans les différents procès.

Ainsi toutes les questions litigieuses avaient été tranchées.

Tous les pays de l'Europe centrale, disposaient maintenant d'une base solide financière qui ne pourra plus être changée.

Par l'accord de la Hongrie, une atmosphère de paix commencera à régner et par la rémission des réparations dues par l'Autriche, le péril d'un « Anschluss » est de beaucoup amoindri.

M. Bénès concluait que la Conférence de la Haye marquait une grande étape de la politique européenne, « que l'on me permette d'en exprimer l'importance par une comparaison : la signature des traités de Versailles, de Saint-Germain et de Trianon équivalait à une sorte d'armistice. *Depuis lors nous avons dû lutter pendant dix ans pour le maintien de la paix et pour l'exécution de ces traités.* A la Haye, nous sommes parvenus à quelque chose qui n'avait jamais été réalisé précédemment et dont la portée est immense. Tous ceux qui en 1919 et 1920 à Paris, s'étaient trouvés dans deux camps opposés, se sont réunis à une même table pour liquider dans un esprit de conciliation et d'amitié ce qu'il était possible de liquider. *Nous avons réussi à écarter un amas gigantesque de difficultés, de litiges et de sujets d'hostilités »* (3).

(3) Edouard Bénès, Exposé sur les accords de La Haye, Europe centrale, 1<sup>er</sup> Février 1930, p. 299.

*Toute cette œuvre n'avait pu aboutir, que grâce à la ferme attitude de la Petite Entente et à la solidarité des Etats la constituant.*

Deux jours après la signature des accords de la Haye, les trois ministres des affaires étrangères de la Petite Entente eurent une entrevue dans cette ville où ils discutèrent les résultats obtenus. *M. Mironesco* déclarait ceci sur cette entrevue et la conférence de la Haye, en général: « J'ai eu mardi à la Haye, un entretien avec MM. Bénès et Marinkovitch, ministre des affaires Etrangères de Tchécoslovaquie et de Yougoslavie. Nous avons examiné ensuite la situation créée par les accords signés à La Haye le lundi 20 Janvier. Nous avons constaté que les résultats excellents pour tous les pays découlant des accords signés, sont dus surtout à l'attitude conciliante des grandes puissances, à leur ferme volonté de liquider toutes les questions irritantes léguées par la guerre et aussi à l'action solidaire des Etats de la Petite Entente. Le problème des réparations orientales en particulier, n'a pu trouver sa solution que grâce à la bienveillance des grands pays créanciers, surtout la France, et à la collaboration intime des pays de la Petite Entente. La Petite Entente a prouvé une fois de plus sa grande valeur comme organisme international et son efficacité pour la consolidation de la paix européenne » (4).

Dans les premiers jours du mois de Février, *M. Schoeber*, chancelier autrichien, entreprit un voyage à Rome, où il signa le 6 Février un traité d'amitié, de conciliation et de règlement judiciaire, dans lequel on ne pour-

(4) *G. Mironesco*, Déclaration. *Le Temps*, n° du 24 Janvier 1930.



rait trouver aucune intention politique, autre que celle d'établir des relations plus confiantes entre Rome et Vienne et d'assurer le règlement pacifique des différends venant à se produire entre les deux pays. La commission permanente de conciliation, est composée de deux *membres*, désignés par les parties contractantes et de *trois* personnalités étrangères, choisies d'accord entre les parties. Les décisions prises n'auront pas un caractère obligatoire et si les parties n'acceptent pas la décision, l'affaire pourra être renvoyée directement à la Cour d'arbitrage de La Haye. A l'occasion de la signature de ce traité et de la visite de M. Schoeber, les journaux italiens commentent les paroles du chancelier autrichien, qui avait dit : « que l'Italie et l'Autriche placées par la nature dans une zone d'une importance décisive pour le développement historique du continent, sont pénétrées de la volonté de se comprendre » (5), et les trouvent très significatives et favorables pour l'avenir et les relations entre l'Autriche et l'Italie dont la collaboration redevient possible.

Dans toutes les entrevues et discussions, *M. Schoeber* n'a fait aucune allusion à la question du *Haut Adige*, ni à l'Anschluss. Cette dernière question de l'Anschluss mènera *M. Schoeber* à Berlin, où il arrivera le 22 Février.

La Presse européenne lui attribuait un but tout à fait politique : celui d'assurer l'Allemagne sur la nature du traité conclu avec l'Italie. Nous avons vu que l'objet véritable de sa visite avait été la rédaction du projet du traité de commerce avec l'Allemagne, qui « per-

(5) *Schœber*, déclaration à Rome, *Le Temps*, 6 Février 1930.

mette non seulement d'augmenter l'exportation allemande en Autriche, mais l'importation autrichienne en Allemagne. Je sais que le parallélisme de la situation économique chez vous et chez nous crée des oppositions d'intérêts qui n'existent pas avec d'autres Etats. Mais le point de vue supérieur qui domine ces négociations permettra d'écarter cet obstacle » (6). De même qu'à Rome, aucune parole ne fut prononcée au sujet de l'Anschluss. L'époque n'était pas favorable pour envisager cette épineuse question. En même temps dans les Balkans, la conférence bulgaro-yougoslave, ouverte le 15 Novembre 1929 à Sofia aboutit le 14 Février à un arrangement qui mettait fin aux incursions des comotadji en Yougoslavie.

A la conférence de la Haye, la Petite Entente avait réussi à trancher une fois pour toutes la question si discutée des optants hongrois par la création d'un *fonds agraire* ». Celle-ci avait été en outre une condition essentielle de son adhésion au plan Young, et la *conférence de Paris*, réunie au commencement du mois de Février 1930, devait s'occuper de traduire, sous une forme concrète, les principes généraux établis à La Haye sur cette irritante question des optants avait été suivants :

Un fonds agraire est créé en vue de se substituer dans tous les procès intentés par les optants hongrois devant les tribunaux mixtes contre les Etats de la Petite Entente. Ce « *fonds agraire* » est constitué, par les sommes que les 3 pays versent sur leur propre territoire aux optants dépossédés dans les proportions fixées par leur

(6) Schœber, déclaration à Berlin, *Le Temps*, 26 Février 1930.

*législation respective, par les versements effectués par la Hongrie à titre de réparations et de contributions spéciales des grandes puissances.* On avait stipulé dans le texte des arrangements que leur but était de mettre fin à tous les litiges de ce genre entre la Hongrie et la Petite Entente. En outre, c'était l'esprit dans lequel cet arrangement s'est effectué et toute l'opinion publique croyait voir dans cette conférence de Paris la fin complète de cette question par la simple organisation en détail de la Caisse agraire et du fonds B destiné à pourvoir aux liquidations des litiges autres que foncières. Or la délégation hongroise, formula à la conférence de Paris, de nouvelles revendications, dont les principales étaient: (1) la Petite Entente s'engageait à verser une somme de 100.000.000 couronnes or au fonds agraire. Cette demande, ne pouvait pas être satisfaite, car la Hongrie n'avait pas présenté la liste de ses ressortissants qui réclament ou réclameront des dédommagements et dès lors, on ne peut pas savoir la somme totale à accorder aux optants. En outre, on ne saurait accorder une indemnité plus grande que celle prévue par la loi du pays.

2) Rétrocession aux optants d'une étendue de 200.000 arpents. Cette demande ne peut être satisfaite tant qu'on ne connaît pas la liste des ayants droits car on ne saurait également dépasser les cotes fixées par les lois du pays.

3) Prétention, que toutes les demandes déposées par les optants, postérieurement au jour de la signature des accords de La Haye, soient justiciables devant les Tribunaux mixtes et les dédommagements accordés relèvent non du fonds agraire, mais de l'Etat intéressé (7).

(7) Voir pour les détails, Europe centrale, n° du 5 Avril 1930, Les négociations de Paris, p. 469.

Ces trois revendications étaient inacceptables et surtout la dernière, qui aurait suspendu l'effet des accords de la Haye pour un grand nombre de litiges et ferait toujours possible de frictions avec les trois pays de la Petite Entente. Ainsi les accords de la Haye, si les revendications hongroises avaient été admises, n'auraient plus contribué à une solution générale et définitive, mais la Petite Entente aurait dû payer aux optants plus qu'à ses propres nationaux, ce qui était une impossibilité. M. Loucheur, président de la conférence des réparations orientales à Paris et les ministres de la Petite Entente, passèrent outre aux réclamations hongroises mais on vit encore une fois l'intention des Hongrois à chercher par tout moyen à avoir encore en réserve des sujets de troubles et de conflits avec la Petite Entente. Toute la politique et l'attitude de la Hongrie est dirigée actuellement en vue de récupérer par n'importe quel moyen une partie de ses anciens territoires. Dernièrement même, le « *Magyar Hirlap* », ébauchait un plan pour créer une défection dans la Petite Entente : « La Petite Entente ne rend aucun service réel à la Yougoslavie. Un rapprochement hongro-yougoslave, donnerait à la Yougoslavie l'indépendance dans sa politique extérieure, en même temps que ce serait un gain pour la Hongrie si la Yougoslavie quittait la Petite Entente : les tendances révisionnistes magyares sont des plus modérées en ce qui concerne la Yougoslavie » (8).

*Heureusement que la Petite Entente issue de la communauté d'intérêts des trois Etats constitutifs, poursuit une politique de reconstruction et non une politique de désagrégation européenne ce que ne pourra jamais comprendre Budapest, l'irréductible !*

(8) *Le Temps*, n° du 20 Mars 1930.





## TITRE IX

---

### La Petite Entente dans la politique Européenne et le nouvel équilibre de l'Europe centrale



## CHAPITRE I

---

### LA FRANCE ET LA PETITE ENTENTE

---

L'Europe d'après-guerre, est profondément différente de l'Europe oligarchique et centralisée d'avant les hostilités. La guerre de 1914-1918 a fait céder le pilier pangermaniste et avec lui, l'Autriche-Hongrie est morte pour ne jamais revivre. L'éveil des nationalités l'avait minée depuis longtemps et le conflit mondial ne fut que l'occasion propice d'en finir avec cet empire qui depuis la défaite de *Sadowa*, s'était abaissé jusqu'à une complète servilité envers le pangermanisme. Sur les débris fumants encore de l'ancienne double monarchie, les premières années de paix virent surgir d'autres états appelés à établir une fois pour toutes en Europe le triomphe du principe des nationalités, principe qui avait mis fin à l'empire des Habsbourg. Entre ces nouveaux Etats nés des traités, et les autres déjà existants qui avaient combattu dans les rangs des Alliés, s'établit une communauté d'intérêts qui les achemina vers une alliance. La Petite Entente apparut donc comme l'expression pratique des appréhensions des nouvelles nations, à l'égard des mouvements de revanche qui s'esquissaient chez les vaincus. Par conséquent, les accords conclus entre les trois pays de la Petite Entente, n'ont pas créé un nouvel ordre de choses, « mais ils ont seulement légitimé l'ordre de choses que la logique implacable des événements avait

déjà créé » (1). Le but principal de cette entente était de maintenir le « statu quo » territorial politique et social établi par les traités de paix en général et surtout de ceux conclus à Saint-Germain, à Trianon et à Neuilly. *Par là, les intérêts de la Petite Entente et de la Pologne s'accordent avec ceux de la France, intéressée au plus haut degré, au maintien et au respect des clauses des traités de paix.* Et « maintenant que les grandes puissances anglo-saxonnes lui ont rendu sa liberté d'action en se désintéressant de l'exécution du traité, la France peut revenir à la politique qui a fait autrefois sa grandeur » (2). Cette grandeur de la politique française, dont parlait le général Weygand, était celle que la patrie de la liberté avait suivie au cours des siècles, en sympathisant et en coopérant à la formation des unités nationales, en Europe centrale, et même dans le monde entier. Maintenant que l'unité nationale des peuples s'est achevée, la France peut reprendre son rôle autrefois secondaire mais primordial aujourd'hui : *celui d'être le foyer de la civilisation, de la culture et de la paix, pour le centre européen.* Rôle grandiose et de grande envergure que la France saura mener à bonne fin, surtout maintenant que l'Allemagne est affaiblie et que la Russie reste immobilisée par son état intérieur pour une longue période d'années.

La France trouve son action facilitée dans les trois pays de la Petite Entente, avec lesquels elle a des affinités morales de premier ordre, par le souvenir de

(1) Take Jonesco, Déclarations, *Journal des Débats*, 27 Août 1921.

(2) Général Weygand, discours du 22 Janvier 1923, dans le vol. *Problème de l'Europe centrale*, p. 75.

l'aide qu'elle a prêté généreusement à la réalisation de l'unité nationale en donnant son cœur, son esprit et son sang. Chacun des trois pays aime passionnément la France, qui par l'aide qu'elle a su prêter aux mouvements nationaux des roumains, yougoslaves et tchécoslovaques a posé les bases d'une amitié indestructible. Les Roumains, peuvent-ils oublier que l'union de la *Moldavie* et de la *Valachie*, les deux principautés roumaines, a pu s'effectuer seulement grâce à l'appui de Napoléon III, et qu'ainsi les bases de l'Etat Roumain d'aujourd'hui ont été posées ? C'est à Paris que toute la jeunesse roumaine vint étudier la science et les idées françaises, au contact desquelles, s'éveilla chez cette élite le désir de travailler et d'aboutir à l'émancipation de sa patrie.

« Déjà, en 1804, de jeunes Roumains vinrent étudier à Paris. En 1847, l'Association des Etudiants Roumains de France élit comme *président d'Honneur Lamartine*, qui informé par ses jeunes amis des mouvements qui se produisaient dans les principautés danubiennes et en Transylvanie, fit sienne la cause roumaine. Suit l'époque de *Michelet*, *Quinet*, *Mysciewiks*, quand nous voyons se presser au Collège de France, ces jeunes roumains devenus plus tard hommes d'Etat et artisans de notre liberté, pour avoir appris de la bouche de leurs maîtres de quelles réussites futures pouvait se dorer le sort des nationalités opprimées, si l'on avait foi dans les droits de l'homme et la destinée de la race.

Faut-il encore rappeler que la première femme qui obtint en France le diplôme de docteur en droit, fut une Roumaine ? » (3).

(3) *N. Titulesco*, Préface au vol. Quatre conférences sur la Roumanie, Editions de la Revue Mondiale, 1930, Paris, p. 5.



Mais il y avait un moyen plus direct de venir en contact avec la Roumanie au début du XIX<sup>e</sup> siècle, celui de permettre à des médecins français de se rendre dans le pays pour y exercer leur art. Le premier qui donna cet exemple salubre, fut le docteur *Tavernier*. Ainsi les bienfaits de la civilisation se répandaient parmi les populations rurales et valaient à la France la reconnaissance roumaine.

Aujourd'hui « nulle part un Français ne rencontre autant d'amitié qu'en Roumanie. Il y entend des mots doux au cœur : « La Belle, la douce France ». Il a l'impression de s'y trouver chez des Frères parfaits qui n'ont jamais un sentiment d'humeur, un mot de reproche, tout nous unit, rien ne nous sépare, c'est l'accord parfait » (4). La guerre de 1914-1918, ne fit qu'accroître cette amitié franco-roumaine, car le paysan roumain voyait combattre auprès de lui, « les poilus » venus des champs « qui travaillaient et labouraient tous de même, qui avaient le même goût pour la charrue et la même ardeur pour défendre la terre » (5).

D'autre part, les Yougoslaves, pouvaient-ils oublier que les Slovènes devaient seulement à la culture française, de n'avoir pas été dénationalisés et que grâce à Napoléon 1<sup>er</sup>, le Slovène remplaça l'Allemand dans les écoles normales, lors de la constitution des provinces Illyriennes ? Etat créé par la France, les *provinces illy*

(4) *Henri Capitan*, Les relations Juridiques entre la France et la Roumanie, dans le volume : Quatre conférences sur la Roumanie, p. 58.

(5) *Henri Lorin*, La France et la Nouvelle Europe Centrale, dans le volume, les problèmes de l'Europe centrale, p. 176-177.

*riennes fondaient ainsi la première union politique moderne des Slaves du sud.*

Plus récemment, l'armée serbe se rappelle « qu'après sa retraite et sa reconstitution, c'est côte à côte avec les forces françaises qu'elle est allée à la victoire et quelle a réoccupé tout le sol national en poursuivant l'ennemi » (6). Ce sont des souvenirs qui ne s'effacent pas dans la mémoire des Yougoslaves.

*Quant à Prague, tout ce que la Tchécoslovaquie possède actuellement, est dû à l'appui de la France pendant la guerre.* Son influence séculaire, remontait à l'avènement au trône de Jean de Luxembourg (1310), qui assura un contact fécond avec la civilisation française de l'époque. Après lui, Charles IV (1346-1378) a encouragé la pénétration de la culture française en Bohême et par la fondation de l'Université de Prague en 1348, elle a pu contrebalancer efficacement l'influence allemande, devenue fort menaçante pour le caractère national de la Bohême.

Ainsi les Tchécoslovaques, plus même que tous les autres peuples de l'Europe centrale, doivent à la France d'être un état indépendant. Ils le savent et à Prague, « on se dispute à un tel point les professeurs de français, que je n'ai pas pu apprendre votre langue aussi vite que je l'aurais voulu » disait un Tchécoslovaque à M. le général Weygand (7).

Donc entre les trois pays et la nation française, existent comme on l'a vu, des sentiments d'amitié et de profonde reconnaissance, qui ont une grande valeur politique; ils leur permettent de mener une action commune en

(6) *Général Weygand*, opus. cit., p. 76.

(7) *Général Weygand*, op. cit., page 76.

Europe. Voyons les moyens économiques par lesquels la France, peut aujourd'hui instaurer son crédit dans les trois Etats de la Petite Entente.

En premier lieu, Paris exercera toujours son influence par le rayonnement de sa culture sans aucune difficulté. Car, depuis le XIX<sup>e</sup> siècle et surtout depuis la guerre, s'est établi un courant d'échanges intellectuels très fort entre les quatre pays. Reste seulement à perfectionner le système, en multipliant nos chaires d'enseignement, nos instituts, dont l'objet sera moins peut-être de réunir autour de nous des élèves, que de permettre à des Français d'étudier les peuples originaux et de propager à travers le monde les connaissances qu'ils en auront acquises » (8). L'effort de l'enseignement français dans les trois pays doit se porter également sur les écoles techniques qui pourront former les cadres nécessaires à l'organisation économique des trois démocraties rurales.

*Deuxièmement, par la rapidité des communications entre Paris et les trois capitales de l'Europe centrale* les échanges intellectuels et économiques se feront plus amplement. Les moyens de transports jouent un rôle prépondérant dans les relations entre les peuples. Outre le chemin de fer et les bateaux, de nos jours, les progrès de la science mettent à la disposition de l'homme des moyens plus rapides de communications : l'aviation, la radiophonie, la télégraphie sans fil, etc... C'est surtout ici que l'effort de la France doit s'appliquer à perfectionner et multiplier les liens de cette nature entre Bucarest, Belgrade, Prague et Berlin.

Paris, d'autre part *capitale du monde entier*, a la

(8) *Henri Lorin*, op. cit., page 180.

possibilité unique au monde par son prestige, de consacrer les valeurs politiques, littéraires, dramatiques, musicales et scientifiques. Que la capitale du monde, facilite dans ce cas, la consécration des sommités intellectuelles et artistiques des trois pays. Ainsi s'établira d'une manière imperceptible la pénétration roumaine, yougoslave et tchécoslovaque dans le cœur même de la France.

En *matière agricole* également, la France peut contribuer au développement de ses trois amies, bien qu'elle soit aussi un pays de culture, en leur procurant les engrais, *phosphates ou nitrates* dont elles ont besoin. D'autre part la France, verrait avec plaisir se placer chez elle les nombreuses familles *Tchécoslovaques, Roumaines et Polonaises*, qui émigrent de leurs pays. Travailleurs solides, endurants et assez prolifiques, ces émigrants assureraient un rendement croissant de ses terres et un *relèvement de sa natalité déficitaire*. Ce serait aussi un parfait moyen d'interpénétration entre les peuples français, tchécoslovaques, roumains et polonais, tout en consolidant la force de la nation française. Le mouvement a déjà commencé depuis quelques années et le nombre des tchécoslovaques, roumains et polonais établis en France comme main-d'œuvre, ne cesse de s'accroître.

*Un échange commercial* plus actif entre la France et la Petite Entente est très facile à établir, étant donnée la force de *l'Industrie métallurgique* française qui peut remplacer d'une manière efficace les placements de l'industrie allemande. Et le manque de coton dont souffre la France et son domaine colonial ne peut-il donner

naissance à des rapports avec les pâys de la Petite Entente ?

Toutes sortes d'arrangements commerciaux peuvent se faire au sujet du coton, aussi bien que pour les vins, grains et objets de luxe et de confort, où la France garde une supériorité incontestée vis-à-vis de l'Europe. Des traitements de faveur pourraient être établis pour l'importation de ces articles spéciaux. *Ainsi ces Etats de la Petite Entente, peuplés et actifs, peuvent être les clients de la France, et en même temps aussi ses fournisseurs. Et comme les liens économiques sont les plus forts, une collaboration économique étroite, serait la meilleure voie d'un rapprochement durable entre ces Etats.*

Enfin on peut envisager un dernier moyen de collaboration entre la France et la Petite Entente, dont les membres pourraient être autorisés à collaborer à l'exploitation et à la mise en valeur du vaste domaine colonial français.

Cette initiative, servirait puissamment la France qui pourrait compter sur de brillants résultats économiques.

L'auteur de cette proposition, M. Chéradame, argumente ainsi sa thèse :

« La Pologne, la Tchécoslovaquie, la Roumanie, la Yougoslavie, la Grèce, n'ont pas de colonies et n'ont aucune chance d'en avoir jamais ».

La France possède un magnifique empire colonial de 52 millions d'habitants.

« Il donne déjà de brillants résultats mais d'énormes développements sont encore possibles. On peut concevoir des arrangements, qui sans toucher à la souveraineté, feraient que les colonies françaises serviraient pratiquement de colonies aux *Etats de l'Union des Etats*



*Ententistes à intérêts communs.* Cette combinaison assurerait à tous les participants des avantages économiques considérables. Elle permettrait un rapide effort d'hommes et de capitaux, qui accélérerait singulièrement la mise en valeur du territoire colonial français pour le plus grand bien-être de l'union. On conçoit aisément, comment un pareil groupement de forces de toutes natures, permettrait à l'U.E.E.I.C. de résoudre certains problèmes financiers, économiques et politiques qui s'imposent actuellement à chacun d'eux, mais qui sont insolubles tant que les Etats considérés restent isolés » (9).

Mais cette collaboration imaginée par M. Chéradame, ne pourrait se réaliser complètement qu'au bout de quelques dizaines d'années, car pour le moment, tous les états avec lesquels la collaboration de la France est envisagée, n'ont pas suffisamment de capitaux pour les investir dans des entreprises coloniales. Quand en ce qui concerne l'effort humain, également la Petite Entente trouve encore suffisamment de place pour ses émigrants en France même. C'est seulement plus tard, lorsque la France sera surpeuplée et que la Roumanie, la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie auront à faire des placements de capitaux en dehors du pays, que cette intéressante suggestion de M. Chéradame pourrait devenir une réalité.

Après avoir vu les affinités morales, historiques et économiques, qui existent entre la France et la Petite Entente, traçons rapidement la ligne générale que la

(9) *Jean Chéradame*, l'expansion économique grâce au domaine colonial de l'U.E.E.Y.C. Le français réaliste, Mars 1930.

politique française a adoptée et doit poursuivre envers ce groupement.

« La Maison européenne est en ruine, disait *M. Leygues*, il s'agit de réédifier une maison nouvelle sur ses décombres. Comment mener à bien cette entreprise ? En tendant la main à ces jeunes peuples ; en les faisant profiter de notre expérience ; en liant avec eux des intérêts économiques, en leur enseignant que les collectivités humaines ne grandissent et ne prospèrent que dans l'ordre et dans la liberté » (10).

C'est cette ligne de conduite que la France a arrêtée, dès le début, envers la Petite Entente, et on ne saurait nier le grand appui que la France a prêté chaque fois que l'occasion s'en est présentée à son amie.

Mais cette sympathie notoire que la France accorde à la Petite Entente, n'est-elle pas aussi fondée sur une parfaite unité de vues et d'intérêts entre les quatre pays ? Au lendemain de la guerre, les états victorieux ont cru leur tâche finie en imposant la paix de Versailles aux Allemands et les traités de *Trianon*, de *Neuilly* et de *Saint-Germain* à ses alliés. Il n'existait aucune garantie que les clauses de ces traités ne seraient pas sabotées ou violées par les puissances ennemies. Seule la France, s'enquérât des moyens de prévenir un revirement offensif des anciens ennemis. Elle trouva que l'efficacité des moyens de coercition mis par les traités de paix, entre les mains des vainqueurs étaient quasi-inexistante ; et dès lors, elle chercha à s'assurer des alliances de l'autre côté de l'Europe, à la frontière orientale allemande. Une barrière au ger-

(10) *Georges Leygues*, Discours tenu le 26 Février 1923, dans le vol. Problèmes de l'Europe centrale, page 192.

manisme si elle s'étendait de la Baltique à l'Adriatique et à la mer Noire, empêcherait les Allemands de reprendre leurs desseins impérialistes.

Nous avons vu précédemment, que les intérêts de la France, cherchant une garantie efficace des traités de paix et surtout de la charte de Versailles, coïncidaient avec ceux de la Petite Entente et de la Pologne. Issues de la guerre, la Pologne et la Tchécoslovaquie, craignaient elles aussi un revirement des vaincus. La Roumanie et la Yougoslavie, agrandies aux dépens de leurs ennemis ne se trouvaient pas non plus en sureté. Ces quatre Etats, sentant le péril imminent de la défaite s'ils ne s'unissaient pas, formèrent une alliance défensive contre toute attaque de la part des Hongrois et des Bulgares anciens alliés de l'Allemagne. En même temps, ils s'opposaient à tout agrandissement du Reich aux dépens de l'Autriche indépendante. Par cela même, la France voyait se former à l'Est une force considérable et capable de contrebalancer le péril germanique qui la menaçait, surtout depuis que l'Angleterre, les Etats-Unis et même l'Italie, avaient cessé de s'intéresser à l'exécution et au respect des clauses des traités de paix.

Les traités passés par la France avec la Tchécoslovaquie (25 Janvier 1924), avec la Pologne (19 Février 1921), avec la Roumanie (16 Juin 1926) et avec la Yougoslavie (11 Novembre 1927), resserrèrent les liens d'amitié avec ces pays et ainsi la France s'assurait le concours d'un bloc d'Etats de 74.000.000 hommes, qui avaient également intérêt à ce que l'intangibilité des traités de paix soit indiscutable.

De cette façon le bloc formé par l'Allemagne, la Bul-

garie, la Hongrie, était contrecarré par la France, la Petite Entente et la Pologne.

Le maintien de ce bloc oriental, est une des nécessités supérieures et permanentes de la politique française surtout depuis que les grands alliés se sont dispersés. Aux 80.000.000 hommes du bloc germanique, peuvent être opposés 74.000.000 adversaires à l'est et 48.000.000 (France et Belgique) à l'Ouest, ce qui représente un bloc de 122.000.000 d'hommes résolus à maintenir en tout état de cause le « Statu quo » territorial et politique établi par les traités de paix et à défendre au besoin son intangibilité. Par conséquent, la Petite Entente, élément de stabilisation de l'Europe centrale, garantie de l'équilibre pacifique et de la restauration économique du continent, défend avec la France le respect sincère des traités.

La sécurité de la France n'est pas seulement sur le Rhin, mais également sur la Vistule, le Danube et la Theiss, comme celle de la Pologne est sur le Rhin. L'unité créée par la guerre, la volonté de maintenir les traités sont assez fortes chez ces cinq états, pour que l'amoindrissement ou la disparition d'un des leurs, mettant en cause la sécurité des quatre autres, ne puisse jamais arriver. Plus la Petite Entente rendra de services à la généreuse et héroïque France, et par là, à la paix universelle, plus elle sera appréciée universellement comme facteur indispensable pour maintenir l'équilibre entre les intérêts politiques du monde entier.

## CHAPITRE II

---

### TENSION ITALO-YOUGOSLAVE ET L'ATTITUDE DE L'ITALIE ENVERS LA PETITE ENTENTE

---

« Aujourd'hui, le Mittel-Europa démoli et la Russie hors de cause, une seule puissance, l'Italie, cherche à rallumer le feu balkanique. Dans la diplomatie européenne elle semble en entretenir avec soin les cendres. Elle poursuit une œuvre patiente, tenace, hors de la S.D.N., à l'encontre de la Petite Entente, vigilante gardienne des traités et sur le seul terrain où il y avait encore place pour des intrigues de grande puissance, sur la petite, faible et divisée Albanie. La diplomatie mussolinienne héritière à la fois des vastes espoirs romains et des finesses à la Machiavel, cherche une exclusive maîtrise de l'Adriatique le long de ses côtes » (1) écrivait *M. Ancel* en 1928. Cette diplomatie italienne datait depuis la fin de la guerre. Depuis que l'Autriche-Hongrie a cessé d'exister, elle cherche à établir à son profit une hégémonie dans l'Adriatique. De là, provint cette tension italo-yougoslave qui, commençant tout de suite après la guerre, a duré jusqu'en 1928 et dure même aujourd'hui, provoquant à des intervalles déter-

(1) *Jacques Ancel*, Les Balkans face à l'Italie. Delagrave 1928, Paris, p. 127.



minés ces malaises aigus que l'on appelle des crises. *Ces crises, important trop à la paix de l'Europe Centrale et par conséquent à la Petite Entente*, pour qu'il n'y ait pas intérêt à en tracer brièvement l'historique, depuis l'origine jusqu'à nos jours. Dans le chapitre « Propagande à l'étranger pour la libération des Peuples » les termes du pacte signé à Londres, le 26 Avril 1915 entre l'Italie et les Alliés, ont été analysés, ainsi que le début de l'antagonisme des prétentions italiennes et yougoslaves. Une fois l'armistice conclu, le Conseil National de *Zagreb*, décidait le 24 Novembre 1918 que les trois états de race slave : Serbie, Monténégro et Yougoslavie fusionneraient dans un même état, l'Etat des Serbes, Croates et Slovènes. Huit jours plus tard une adresse remise au Prince Alexandre disait « que de grandes parties de notre sol national sont occupées par des troupes du royaume d'Italie » (2). Donc l'Italie avait occupé des territoires que les Yougoslaves croyaient leur être attribués et c'est autour de la ville de *Fiume*, que la querelle se cristallise. Ainsi les termes du problème se trouvent posés : « Italiens et Yougoslaves, alliés un jour, sont rivaux le lendemain. Ayant vaincu l'ennemi commun, ils ont absorbé chacun une part de ses ambitions et de ses susceptibilités. Passé le péril... » (3). D'un côté des Alpes comme de l'autre, les esprits étaient surexcités et les beaux élans de la fraternité de guerre paraissaient avoir été dissipés. Las de discussions, les deux pays s'entendirent le 12 Novembre 1920 et le traité de *Rapallo* mettait une fin à cette première crise. Mais il n'avait pas pu solutionner le litige d'une

(2) et (3) *Wladimir d'Ormesson* : Rome, Belgrade, Tirana et l'Europe. *Revue de Paris*, 15 Avril 1927, p. 799.

manière définitive, car les deux Parties étaient mécontentes. Le port de *Fiume*, objet du différend, était érigé en Etat indépendant par l'article IV et par cette mesure même, on voit l'impossibilité qui régnait alors de se mettre d'accord sur la possession de cette ville. Les autres articles prévoyaient l'attribution de *Zara*, des îles de *Cherso*, de *Lucine* et des autres îles mineures à l'Italie. Ce statut artificiel, donnera lieu à de petits conflits quotidiens et en 1922, les deux états signent quatre accords pour l'exécution des stipulations arrêtées à *Rapallo*. Mais des deux thèses en opposition, celle de l'Italie, tendant à la révision du traité de *Rapallo*, l'emporta, malgré que ce traité eût été enregistré à la S.D.N. De nouveaux accords au nombre de trois, modifièrent le traité de *Rapallo*. Au terme du premier accord, *Fiume* cessait d'être un Etat indépendant et devenait la pleine propriété de l'Italie. Comme une sorte de compensation, la Yougoslavie recevait *Porto-Baros*, le *Delta* et le *Banchino*. De plus, *Belgrade* pouvait jouir des voies ferrées entre *Susak* et *Fiume*, et ses intérêts commerciaux étaient sauvegardés dans ce port. Dans le second accord, qui est un pacte d'amitié et de collaboration cordiale selon les termes utilisés, l'Italie et la Yougoslavie s'engagèrent réciproquement à se prêter « leur appui mutuel et leur collaboration cordiale pour le maintien de l'ordre établi par les trois traités de paix conclus à *Trianon*, *St-Germain* et à *Neuilly* ».

L'article II, prévoyait l'obligation réciproque de se venir en aide en cas d'incursions violentes de la part d'une tierce puissance. Le troisième accord était formé d'un protocole additionnel au pacte d'amitié.

Ces accords du 27 Janvier 1924, marquaient une étape

décisive dans les rapports italo-yougoslaves. Ils étaient considérés comme « une preuve de l'esprit réaliste de *M. Mussolini* et de l'esprit hautement politique de *M. Nintchitch* » et réglaient la plus importante des questions pendantes entre Rome et Belgrade, en posant en même temps la base d'une entente cordiale entre les deux Etats. La deuxième crise était close.

*M. Mussolini* déclarait le 21 Mai 1925 au Sénat, que les rapports avec la Yougoslavie « sont cordiaux et je voudrais dire très bons ; je poursuis avec la nation voisine la politique inaugurée par le pacte d'amitié et complétée par le traité de commerce ; politique qui est en cours, car dans la conférence italo-yougoslave de Florence on est en train de terminer et de signer 28 accords secondaires devant faciliter les rapports entre l'Italie et la Yougoslavie » (4). La conférence à laquelle faisait allusion *M. Mussolini*, s'était tenue à Venise. Elle avait abouti à élaborer les 28 accords que les deux royaumes ont signés le 20 Juillet 1925 à Nettuno, conventions qui déterminaient : 1°. Le règlement des questions découlant de l'exécution des traités de paix ; 2°. l'exécution du partage de territoire à Fiume ; 3°. l'application du droit des minorités yougoslaves à Fiume ; 4°. le régime des communautés serbes-orthodoxes en Italie. Ainsi, les efforts de ceux qui voulaient établir l'entente complète entre Rome et Belgrade, avaient été couronnés de succès et le journal « Vrème » de Belgrade, écrivait : « On doit avouer que ce résultat n'a pu être atteint que grâce à la bonne volonté des deux parties. Cet accord liquide le passé, il déblaie le terrain et

(4) Déclaration de *M. Mussolini*, « Le Temps », 22 Mai 1925.

pose une base solide pour l'avenir. Il offre à chacun des deux pays, la possibilité de se développer d'une manière intensive et profitable. Notre agriculture et l'industrie italienne trouveront un puissant stimulant dans cet accord qui met fin à la période d'incertitude » (5). Après ces accords de Nettuno, le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne, menaçait de se réaliser et devant le péril commun, M. Nintchitch eut avec M. Mussolini des entrevues dans lesquelles les deux hommes d'état discutèrent la mise en concordance du pacte d'amitié italo-yougoslave avec la nouvelle situation politique, créée par les *accords de Locarno*, et la question de la propagande allemande en vue du rattachement de l'Autriche. « Cet examen a démontré l'utilité de rendre plus efficace, dans l'intérêt commun, la collaboration établie par le pacte d'amitié existant depuis deux ans entre les deux pays » (6). M. Nintchitch déclarait : « Une collaboration plus étroite entre la Yougoslavie et l'Italie est déjà en fonction, toutefois le pacte d'amitié peut être élargi sur les bases de l'expérience de ces derniers temps » (7). Mais cette atmosphère de paix et d'entente entre les deux pays, ne pouvait pas durer longtemps, car les accords de *Nettuno* n'avaient pas été soumis à la ratification du parlement de Belgrade et par cela même, M. Mussolini croyait voir une attitude hostile de la Yougoslavie. La conclusion du pacte Italo-Albanais signé à *Tirana* le 27 Novembre 1926 provoqua une émotion indes-

(5) Déclarations de « Vrène », *Le Temps*, n° du 22 Juillet 1925.

(6) *Note de l'Agence Stéfani sur l'entrevue*. Journal des débats, 28 Février 1926.

(7) *Déclaration de Nintchitch*, Journal des Débats, 28 Février 1926.

criptible dans les milieux politiques yougoslaves. Comme suite immédiate, *M. Nintchitch* donna sa démission dans une note retentissante et dans un article publié plus tard, il l'a justifié ainsi :

« Donnée en signe de protestation contre la conclusion du pacte de Tirana, ma démission devait attirer l'attention de l'Europe et de l'Italie elle-même sur la gravité de l'évènement, c'était beaucoup mais c'était tout. On a souvent dit dans la presse que par ma démission, j'avais reconnu l'erreur d'une politique de collaboration et d'amitié avec l'Italie. Cela n'est pas exact. *Le pacte de Tirana constituait une négation de la politique poursuivie entre les deux pays au cours des dernières années et, non pas une conséquence de cette politique* » (8). On a vu dans un chapitre précédent, que l'article premier du traité albano-italien reconnaissait que « toute atteinte portée au statu-quo politique, juridique et territorial de l'Albanie est contraire à l'intérêt politique réciproque » des deux états et dans son second article les Hautes Parties Contractantes s'engagent « à se prêter un mutuel appui et une collaboration cordiale ». En plus de cela, les deux états *s'engagent mutuellement « à ne pas conclure avec d'autres puissances des accords politiques et militaires même non définis dans le présent acte, préjudiciables aux intérêts de l'autre partie* » donc l'Italie promet son appui dans le cas d'une atteinte au « statu quo » de l'Albanie, mais celle-ci ne peut conclure avec d'autres puissances des accords considérés comme préjudiciables aux intérêts de l'Italie.

(8) *M. Nintchitch*, La Tension Adriatique. Revue des vivants, Mai 1927, p. 547.



*Cette garantie qui entraîne l'intervention italienne dans les affaires de l'Albanie, permet de comprendre ce que devient son indépendance.*

« L'Italie mussolinienne croit donc le moment propice pour prendre pied dans les Balkans, elle fait fi du mouvement patriotique albanais et en prend prétexte à la fois pour jouer du danger serbe et pour secourir le gouvernement éphémère auquel elle a imposé le protectorat du 27 Novembre. Elle pense que l'encerclement yougoslave est assez complet pour lui permettre d'agir : elle compte sur l'hostilité hongroise, la passivité roumaine, la jalousie bulgare, la neutralité hellénique » (9). Or pour la Yougoslavie, cette installation constituerait une grave menace et c'est pour cela qu'elle fera tout pour s'y opposer. L'opinion yougoslave à peine ressaisie, devait à nouveau s'émouvoir en Mars 1927, lorsque l'Italie par une note circulaire adressée à Berlin, Paris et Londres, énuméra un certain nombre de griefs contre la Yougoslavie et dénonga ses soit-disant préparatifs militaires.

Ainsi le conflit italo-yougoslave réglé à Fiume, rebondissait sur un autre point de l'Europe : *l'Albanie*, état souverain et membre de la S.D.N., au sujet duquel s'affronteront désormais les deux antagonistes. Comme une sorte de réponse immédiate à la conclusion du traité franco-yougoslave du 11 Novembre 1927, l'Italie passe un second traité avec l'Albanie à Tirana, pour une durée de 20 ans, transformant l'ancien protectorat politique en un protectorat militaire. Ce second traité fit en Yougoslavie une impression défavorable, qui se maintint durant le printemps et atteignit son paroxysme lorsque le gouvernement de Belgrade annonça son intention de faire ratifier par la *Scoupcina* les accords de *Nettuno*.

(9) *J. Ancel*, opus. cit., p. 41.

Des manifestations anti-italiennes eurent lieu dans toutes les villes et les protestations de *M. Bodréro* à Belgrade furent innombrables. D'autre part en Italie, eurent lieu des manifestations anti-yougoslaves, *prouvant encore une fois que les rapports italo-yougoslaves « ne sont pas une question d'échange de notes diplomatiques mais au premier chef une affaire de peuple à peuple, une question d'atmosphère »* (10). Dans cette atmosphère défavorable, la *Scoupcina* ratifia le 13 Août 1928 les accords de Nettuno, en donnant ainsi une preuve de bon vouloir. On espérait que cette attitude serait retenue à Rome et payée de retour, par des dispositions conciliantes. Le 1<sup>er</sup> Septembre 1928, la royauté est déclarée en Albanie et *Ahmed Zogu* prend le titre de « Roi des Albanais ».

L'immixtion de l'Italie dans les affaires albanaises était évidente, car le roi *Ahmed Zogu* était protégé par *M. Mussolini*. Quant au traité de conciliation conclu le 27 Janvier 1924, il venait à échéance le 27 Janvier 1929, mais les parties devaient annoncer un an d'avance, si elles comptaient le laisser expirer ou bien le renouveler.

Un protocole signé le 25 Janvier 1928 par *MM. Bodréro* et *Marinkovitch* ajournait cette formalité pour six mois, c'est-à-dire pour le 27 Juillet et, à cette date, un nouvel ajournement fut accordé à la fin duquel, le traité ne fut pas renouvelé. *M. Mussolini* déclarait devant la Chambre en Juin 1929, qu'« Il était inutile de renouveler le traité d'amitié puisque cette amitié n'existait pas » (11). Et, en vérité, malgré tous les efforts, les re-

(10) *Albert Moussert*, Les rapports Italo-Yougoslaves et la Paix Balkanique, Europe centrale, 14 Avril 1928, p. 594.

(11) *Mussolini*, Déclaration. La vie Méditerranéenne, Juillet 1929, p. 26.

lations italo-yougoslaves étaient loin d'être animées de cet esprit de cordialité et de confiance sans lequel les rapports les plus solennels restent sans valeur et sans lendemain. Prenant comme point de départ le procès de *Vladimir Cortan*, un croate que la Cour martiale de *Pola* avait envoyé au poteau, la presse italienne commença une campagne acerbe contre la Yougoslavie dans des termes insultants, qui ne peuvent guère contribuer à un rapprochement. La question de l'Albanie est un point névralgique et si l'Italie comme la Yougoslavie ne feront un effort pour éclairer leurs pays sur les négociations entamées et le but de leur politique, en demandant à une certaine partie de la presse qu'elle ne contrecarre pas délibérément l'action de la diplomatie on risque de voir demain encore de nouveaux incidents. « L'ambiance est ici une affaire capitale et le problème doit être envisagé sous des aspects psychologiques avant d'être résolu par des notes de chancellerie. Sinon on court au devant de nouveaux mécomptes et on n'aboutira qu'à d'inopérants témoignages de bon vouloir diplomatique » (12).

Pour aboutir à un rapprochement italo-yougoslave, qui n'est nullement impossible, étant données les relations d'amitié qui existent entre Rome, Prague et Bucarest, une seule politique peut être suivie : *celle de restreindre si possible la propagande intéressée de certains milieux et des journaux extrémistes, qui utilisent tous les moyens pour envenimer les rapports entre Belgrade et Rome.* « Assurément, écrivait M. Mousset, les Yougoslaves, du Timok aux Alpes de Slovénie, *veulent vivre en paix avec leurs voisins de l'Ouest. Mais ils supportent*

(12) *Albert Mousset* : La ratification prochaine des conventions de Nettuno. Europe Centrale 2 Juin 1928, p. 755.

*mal d'être brimés et rudoyés sans trêve ni mesure.* Un petit peuple a ses droits, son amour-propre, sa mission et parfois ses surprises. « Ecco i pescatori ! », disait dédaigneusement l'amiral *Persano* le 20 Juillet 1866, en voyant à *Lissa*, poindre les bateaux ennemis qui allaient quelques heures plus tard lui infliger un désastre » (13).

Malgré que la Yougoslavie fit partie de la Petite Entente, le différend entre l'Italie et la Yougoslavie fut laissé en dehors de l'alliance tchéco-yougoslave conclue le 14 août 1920 et même des liens de la Petite Entente dans laquelle l'Italie croyait voir la résurrection de l'ancienne monarchie des Habsbourg.

« Depuis la guerre, la politique italienne s'était érigée en gardienne des statuts de l'Europe Centrale. Intéressée au premier chef à empêcher la reconstitution d'un empire austro-hongrois, préoccupée d'interdire la réunion de l'Autriche à un autre empire germanique, dont les frontières menaçantes s'avanceraient jusqu'au Tyrol, elle sut, avec une souplesse à laquelle il faut rendre hommage, oublier les irritantes querelles de l'Adriatique et de Fiume, tendre la main aux Yougoslaves qui, au surplus avaient abandonné 500.000 des leurs à une Istrie italienne. Mais la *Petite Entente*, se chargeait de la direction de l'Europe Centrale, se fortifiait de jour en jour. Tranquillisée au Nord, l'Italie pouvait reprendre sa politique orientale et toujours préoccupée de l'émigration de ses hommes, du développement de son industrie, favorisée par la reprise de son commerce vers le Levant, maintenant un des premiers d'Europe, elle s'ap-

(13) *Albert Mousset* : Les rapports italo-yougoslaves jugés de Belgrade. Europe Centrale, 14 Décembre 1929, p. 178.

plique dans les Balkans à une pénétration nouvelle » (14)

Pourtant, ce passage de M. Ancel, écrit en 1928, ne faisait aucune allusion aux sentiments et à l'attitude que l'Italie manifestait depuis la guerre envers la Petite Entente. Il n'expliquait guère pourquoi dans ces dernières années l'Italie, cependant convaincue de ces intentions, a cherché à s'assurer des alliances pour contre-carrer en quelque sorte l'influence et la force de cet utile groupement. Le différend avec la Yougoslavie ne pouvait guère la mener à cette politique, car nous avons vu que la Petite Entente ne s'était jamais mêlée des relations entre Belgrade et Rome, et que tout au plus elle avait essayé, mais d'une manière détournée, d'aplanir ce conflit. Il faut donc, chercher ailleurs la cause de cette attitude qui ne fut jamais nette, sauf à l'époque de la fondation de la Petite Entente.

Nous étudierons par la suite les différentes fluctuations auxquelles fut sujette la politique italienne envers la Petite Entente.

Dès sa première manifestation qui fut la conclusion de la convention défensive tchéco-yougoslave, dès les débuts donc de son existence officielle, ce groupement politique apparut aux yeux de Rome, comme le signe d'une tendance impérialiste slave menaçant les intérêts de la péninsule. Toute la presse italienne montrait son hostilité envers la Petite Entente, qui selon le « *Popolo d'Italia* » n'était que « la reconstruction oblique de la monarchie austro-hongroise ». Mais cette opinion erronée fut dissipée par la visite à Rome de M. Take Jonesco, le grand homme d'Etat roumain.

« J'ai constaté, disait M. Take Jonesco, de retour à

(14) *Jacques Ancel* : Opus. Cité, page 29.



Bucarest, que le gouvernement italien, pleinement rassuré par mes déclarations et par celles de la Tchécoslovaquie, que la Petite Entente n'a rien qui puisse préjudicier aux intérêts italiens, *voit d'un œil bienveillant notre politique*. L'Italie sait que nos arrangements actuels et encore davantage l'alliance entre les cinq états qui devront constituer la Petite Entente n'ont d'autre but que la conservation de la paix par le maintien des traités de Paris, ce qui est également le but de la politique italienne. Le différend entre l'Italie et la Yougoslavie a été laissé en dehors de l'alliance tchéco-slovaque-yougoslave, comme il restera en dehors de tous nos arrangements futurs » (15).

« Mais je suis d'avis qu'il n'existe aucune question qui ne puisse être résolue entre voisins, s'ils mettent non seulement de la bonne volonté mais, ce qui est plus rare, de la compréhension de la situation de l'autre. » (16) Quatorze jours après la première déclaration de *M. Take Jonesco*, le chargé d'affaires d'Italie à Bucarest déclarait à son tour : « La nouvelle forme d'alliance politique préconisée par *M. Take Jonesco* a été discutée avec l'attention requise par les personnalités de Rome. Dans les entrevues qui ont eu lieu entre le ministre roumain des Affaires Etrangères et *MM. Sforza* et *Giolitti*, le projet de l'éminent homme d'état roumain a été exposé dans tous ses détails. Jusqu'à présent le résultat de ces entrevues est caractérisé par une attitude favorable du gouvernement de Rome, mais sans que ce gouver-

(15) *E. Algazy* : La Petite Entente et *M. Take Jonesco*. « Le Temps », 7 Octobre 1920.

(16) et (17) *Take Jonesco* : Déclaration à l'« Europe Nouvelle », n° du 17 Octobre 1920, p. 1.513.

nement ait communiqué qu'il partage le point de vue de la Roumanie » (17).

Que l'Italie ait compris le caractère de la Petite Entente, il n'y avait aucun doute dès 1921, lors de la première tentative de Charles IV pour restaurer son règne. Rome adopte sur les questions hongroises et autrichiennes le point de vue de la Petite Entente, mais, aussitôt que le Quirinal redoute que le prestige de celle-ci ne lui porte ombrage, il incline vers une attitude bienveillante à l'égard de la Hongrie. Lorsque l'affaire du Burgenland éclate et que *M. Bénès* veut prendre l'arbitrage, le *marquis de la Toretta* intervient, et, en proposant sa médiation éloigne la Petite Entente de la solution de ce différend. Le protocole de la conférence de Venise du 13 Octobre était favorable à la Hongrie, parce que l'Italie craignait que la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie n'établissent le corridor slave. Plus tard, après l'entrée de la Roumanie dans la Petite Entente (8 Juin 1921), l'Italie ne pouvait plus craindre la formation d'un bloc slave dirigé contre elle, car la présence de ce pays latin empêchait une telle entreprise. *La Petite Entente poursuivait la garantie du traité de Trianon et l'Italie le maintien du « statu quo » établi par le traité de Saint-Germain. La concordance des intérêts entre Rome et la Petite Entente était par conséquent évidente, car ces deux traités ne forment que des parties de l'œuvre de pacification de l'Europe.* On vit tout de suite au Quirinal que l'arbitrage de l'Italie dans l'affaire de Burgenland avait froissé l'amour-propre de la Petite Entente et la presse demanda à l'unanimité la reprise de l'ancienne attitude envers Belgrade, Bucarest et Prague. La deuxième tentative de Charles IV vit l'Italie se solidariser de nouveau avec la

Petite Entente. Avec la Tchécoslavaquie, comme suite à la visite de M. Bénès à Rome, une série d'accords furent signés entre *Prague* et le *Quirinal* le 23 Mars 1921. Quant à la Yougoslavie, le traité de Rapallo venait d'être signé. La Roumanie, traditionnelle amie de l'Italie, rendait parfaite l'harmonie qui existait en 1922 entre la Petite Entente et Rome. Pour mieux illustrer l'opinion italienne sur ce point, à cette date, il est intéressant de citer ce passage d'un article publié par le « *Corriere della Sera* » le 3 Janvier 1922 :

« Plusieurs défaitistes et germanophiles plaignent l'Autriche-Hongrie et regrettent les splendeurs de l'Europe d'avant-guerre, jugeant que la victoire de l'Entente à balkanisé l'Europe Centrale. M. Bénès et ceux qui pensent comme lui, esprits nourris de la civilisation occidentale et désireux de liquider définitivement, non le meilleur, mais le pis de « l'organisation » à la manière allemande, se sont proposés, non seulement de sauver l'Europe Centrale de la balkanisation, mais encore de débalkaniser les Balkans. Il n'existait qu'un moyen : tisser un réseau d'ententes particulières et directes, de manière à prévenir les conflits et à assurer, au moins dans les circonstances les plus graves, une communauté d'action.<sup>\*</sup> Si l'organisation de l'Europe Centrale n'est pas encore un système solaire, elle n'est déjà plus une nébuleuse... Nous devons nous garder, nous autres Italiens, de la confusion que certains font entre le projet d'une confédération danubienne et le fait et les idées de la Petite Entente. Celle-là aurait reconstruit l'Autriche-Hongrie avec une prédominance slave, assez peu différente de l'utopie de *François-Ferdinand*, de *Charles* et de *Lammasch*, une monarchie danubienne sans monar-

que, mais qui, intentionnellement ou non, poursuivrait les mêmes fins réactionnaires et dominatrices et subirait la même fatalité dans la question Adriatique et la lutte contre l'Italie. *La Petite Entente offre une garantie contre de pareilles velléités.* Il est possible d'unir tous les pays, de la Baltique à la mer Egée, s'il doit s'agir d'éviter les conflits et de ralentir une évolution trop rapide des traités ; cela est impossible si l'on compte que la Grèce prendra feu pour Dantzig, que la Pologne marchera sur l'Asie-Mineure ou que la Roumanie fera écho aux manifestations italophobes de Zagreb. C'est pourquoi la confédération danubienne doit être combattue, tandis que la Petite Entente peut être regardée sans défiance et même avec l'espoir que ce regroupement partiel accélérera un autre processus de pacification » (18). Plusieurs mois plus tard, en Septembre 1922, l'Italie venait assister à la troisième plénière de la S.D.N. avec la décision d'obtenir l'immédiate mise en vigueur des accords de *Porto-Rosa*. Ainsi, Rome en qualité de grande puissance héritière, croyait qu'elle exercerait une primauté dans la vaste unité économique constituée par les Etats successeurs. Mais la Petite Entente s'y opposa et l'Autriche resta indépendante. Donc Rome avait échoué dans ses plans. Pourtant le 9 Octobre MM. Schanzer et Bénès discutèrent à Venise la possibilité de la collaboration de l'Italie et de la Tchécoslovaquie, en vue de relever l'Autriche et par cela même, Rome acceptait de travailler avec la Petite Entente. Dorénavant cette identité de vues entre Rome et la Petite Entente se poursuivra d'une manière parallèle mais sans se confon-

(18) *Italia e Piccola Intesa* « Corriere della Sera », 31 Janvier 1922.

dre en une action unique, car l'Italie ne pouvait pas accepter facilement le rôle secondaire qui lui était attribué dans l'Europe Centrale au milieu des Etats successeurs de l'Autriche-Hongrie. Au commencement, elle avait rêvé de prendre la direction de l'Europe Centrale à la place de l'ancienne Double-Monarchie, mais n'ayant pu réussir à détruire la Petite Entente, ou bien à prendre sa direction, Rome passait au second plan, laissant par la force des choses la primauté à la Petite Entente. Cette situation se continuera jusqu'à la conclusion du traité de conciliation et d'arbitrage avec la Hongrie le 5 *Avril* 1927. Dans toute cette période, l'Italie conclut des traités de conciliation avec la Tchécoslovaquie (5 *Juillet* 1924), la Yougoslavie (27 *Janvier* 1924), avec l'Albanie (27 *Novembre* 1926) et avec la Roumanie le 16 *Septembre* 1926. Mais depuis la signature du traité de *Tirana*, les accords de Nettuno n'étant pas encore ratifiés, on voit que les relations italo-yougoslaves deviennent très tendues et Rome cherche à s'assurer des collaborateurs parmi ses anciens ennemis. *M. Mussolini* invita le comte *Béthlen* à Rome et comme suite de cette visite, intervint la signature du traité de conciliation et d'arbitrage italo-hongrois, calqué sur les traités conclus par Rome avec la Roumanie et la Tchécoslovaquie. Cet accord témoignait cependant une certaine opposition de la part de l'Italie envers la Petite Entente, car elle offrait à la Hongrie le port de Fiume sur la mer, en même temps que la Petite Entente proposait *Split*, *Constantza* et *Salonique*. La Hongrie choisit naturellement *Fiume*, pour montrer qu'elle avait trouvé un point d'appui dans l'amitié italienne. Ce traité de conciliation et d'arbitrage fut mal reçu, en premier lieu à Belgrade et ensuite à Bucarest.



Dans cette dernière capitale surtout, la presse faisait remarquer la rapidité de la conclusion de ce traité avec la Hongrie, tandis que Rome n'avait ratifié l'annexion de la Bessarabie que le 8 Mars 1927, trois mois après la conclusion du traité roumano-italien.

*M. Bénès*, trouvait tout naturel ce traité italo-hongrois et ne voyait nullement une alliance dirigée contre la Petite Entente. Le rapprochement italo-hongrois en tant qu'il garde le caractère défini par le traité d'amitié, ne peut pas être considéré comme une entente ou alliance, mais tout au plus comme formant un élément favorable à la consolidation de la paix. Mais à Bucarest, on interprétait différemment ce traité et l'on manifestait quelque crainte. Les événements qui survinrent montrèrent à l'opinion européenne, que Rome avait accepté de protéger et de soutenir la Hongrie. *Le rôle de l'Italie dans l'affaire des mitrailleuses, une conversation de M. Mussolini avec Lord Rothermere*, où le Duce paraissait se prononcer dans un sens nettement révisionniste, des articles dans le même sens de la presse fasciste, la visite des parlementaires italiens à Budapest, et tout dernièrement le voyage de *M. Grandi* en Hongrie, sont des faits qui ne peuvent que justifier les inquiétudes de Bucarest et de Belgrade. *M. Dino Grandi* a affirmé officiellement, que l'Italie a été la première après la guerre à se tourner du côté de la Hongrie, affirmation que les journaux de Bucarest et Belgrade firent ressortir en même temps qu'ils signalaient que cette visite, presque à la veille de la conférence de la Petite Entente, revêtait le caractère d'une manifestation hostile envers ce groupement de puissances. En réalité, cette opinion de la presse n'était pas totalement dénuée de vérité. Dans ces

derniers temps l'Italie suit une politique tout à fait particulière en Europe Centrale et dans les Balkans. L'isolement de cette grande puissance méditerranéenne, serait une absurdité et personne ne pourrait penser à une telle utopie, mais si Rome veut reprendre son influence en Europe Centrale et dans les Balkans, qu'elle le fasse dans une mesure compatible avec le respect des droits et des intérêts de la Petite Entente qui représente la paix. Les accords conclus par le Quirinal avec la Grèce et la Turquie restent dans le cadre normal des traités d'amitié et d'arbitrage et n'ont en rien le caractère d'ententes formées pour des buts politiques bien définis. Quant au rapprochement italo-hongrois, il est juste de reconnaître, que Budapest a trouvé dans l'amitié italienne plus que Rome, sans vouloir réagir contre l'influence de la Petite Entente, lui aurait jamais accordé. Mais si ce point d'appui italien est précieux pour une politique de redressement de la Hongrie « il deviendrait dangereux pour la paix et pour la Hongrie elle-même, s'il devait servir de base à une action de nature à inquiéter sérieusement d'autres puissances » (19), et par cela même essayer de remanier les clauses territoriales établies par les traités de paix. Dans ce cas, une réplique de la Petite Entente serait immédiate. Le mouvement tournant qui installe l'Italie en Albanie, les transports d'armes en Hongrie, l'appui clandestin donné aux organisations macédonniennes et aux prétentions des Bulgares pour la réduction des dettes, les propositions faites à Angora et à Athènes en vue d'un rapprochement et différentes tentatives pour « rompre l'unité de front diplomatique » de la Petite Entente, constituent un synchronisme d'ini-

(19) « *Le Temps* » : 4 Mai 1929.

tiatives et de tratatives qui font peser une lourde équivoque sur la franchise de Rome envers la Petite Entente. *La véritable politique de paix, ne peut être vraiment réalisée que le jour où les relations entre la Petite Entente et l'Italie seront réglées de manière, à ce que l'antagonisme qui règne actuellement et qui, espérons-le, est moins réel qu'apparent, aura complètement disparu.*

### CHAPITRE III

---

#### LA PETITE ENTENTE ET LA BULGARIE

---

Le caractère même de la péninsule balkanique fait aux peuples qui l'habitent, une nécessité de pratiquer une certaine solidarité dans le domaine politique, comme dans le domaine économique.

Pourtant dans les premières années qui suivirent la conclusion de la paix de *Neuilly* (27 Novembre 1919), la Bulgarie, se trouvait complètement isolée. La Roumanie, la Yougoslavie et la Grèce, avaient été ses ennemis et malgré la signature de la paix, une certaine amertume régnait encore dans le cœur des patriotes bulgares, car leur pays sortait considérablement affaibli de la guerre et son territoire amoindri en faveur de la Grèce et de la Yougoslavie. Mais cette attitude « d'isolement ne pouvait pas durer car elle aurait nui grandement » Sofia s'est appliqué « en se soumettant strictement aux obligations imposées, à désarmer les préventions qui l'entouraient et à faire lever cette quarantaine morale qui pesait sur elle au lendemain de la guerre. Elle a, de bonne heure, été bien accueillie à la S.D.N. » (1) La presse bulgare, se basant sur l'accord économique avec Prague, lança l'idée de l'adhésion bulgare à la Petite Entente. Un article de *M. Gauvain* analysait ainsi les

(1) *Georges Hateau*. La Bulgarie et ses voisins. Europe Centrale, 9 Mars 1929, p. 468.

possibilités d'entrée de la Bulgarie dans ce groupement : « De son côté le gouvernement bulgare s'efforce de pré-venir à sa manière la formation de la Petite Entente : il demanda à en faire partie. Rien de plus habile. Seulement les principaux intéressés devinent les réalités mobiles de la politique actuelle de Sofia, c'est-à-dire le désir passionné de regagner par des combinaisons diplomatiques ce que la Bulgarie a perdu par la guerre. Ne pouvant reprendre de force ce que les voisins possèdent, on aspire à s'installer chez eux... *Les membres de la Triple Entente croiront difficilement à l'intention sincère de la Bulgarie de respecter les traités existants.* En tout cas ils ont le droit d'exiger qu'elle fasse un stage avant d'entrer dans la combinaison.

De tous les Etats belligérants, la Bulgarie est probablement celui qui est sorti de la guerre le moins atteint économiquement. Grâce à l'armistice de septembre 1918, son territoire n'a pas été envahi. Les richesses du pays sont intactes. Elles se sont même accrues de bétail serbe et roumain volé pendant la guerre et dont le traité de Neuilly, n'a stipulé la restitution que pour une partie infime. La Bulgarie peut donc attendre et travailler en toute tranquillité sans avoir besoin d'entrer dans une grande constellation politique. Quoi qu'on dise à Sofia le traité de Neuilly lui assure toutes les facilités économiques nécessaires à son développement intérieur. Quand elle aura prouvé, par des années de coopération loyale, sa volonté de vivre pacifiquement dans l'Europe nouvelle, ses voisins verront s'il convient de l'admettre parmi eux comme un membre de la famille » (2).

(2) *Auguste Gaurain*. Le problème de l'Europe centrale, Journal des débats, 21 Septembre 1920.



En vérité cette idée était tout au moins prématurée sinon irréalisable.

La Yougoslavie et la Roumanie, étaient voisines de la Bulgarie, et si le dernier de ces deux Etats, avait recommencé à vivre en bons rapports de voisinage avec la Bulgarie, *Belgrade*, à la suite des nombreuses incursions des « Comitadji », ne pouvait guère se trouver à la veille d'une étroite collaboration avec *Sofia*. Tant que la Bulgarie ne renonçait pas une fois pour toutes à s'agiter en vue de modifier le statu quo établi par le traité de Neuilly, aucune possibilité de collaboration avec *Sofia* n'était possible. Comment d'ailleurs, la Bulgarie aurait-elle fait partie de l'organisation politique qui a comme but principal de garantir le « statu quo » établi par le traité de *Neuilly*, qui lui avait été défavorable ? Devant ces impossibilités pratiques et théoriques le gouvernement de *Sofia* rennonça à ce projet. Plus tard, lorsque la propagande de la III<sup>e</sup> Internationale eût porté ses fruits en bolchevisant le pays, il manifesta sa volonté d'entrer en rapports plus étroits avec la Roumanie et la Yougoslavie, mais sans adhérer à la Petite Entente, ce qui était impossible.

*M. Tsankof*, fit une tournée dans les pays occidentaux, où il montra l'intention de son gouvernement de reprendre des rapports normaux avec ses voisins. Dans les derniers jours de décembre 1924, il eut des entrevues avec *MM. Nintchitch* et *Pachitch* à *Belgrade* et avec le premier ministre roumain à *Bucarest*. Le but de ce voyage, comme il le déclara ensuite, était un rapprochement avec les voisins.

« Ma mission a un objet modeste et limité. Elle est la première occasion, pour le gouvernement bulgare d'en-

*trer en contact direct avec les gouvernements des divers Etats Balkaniques et en premier lieu avec les gouvernements yougoslave et roumain.*

Nous prendrons en temps voulu le même contact avec d'autres voisins ». Puis, envisageant le péril communiste, il affirmait que « la Bulgarie est un des Etats très sérieusement menacés par les tentatives des éléments subversifs. Maintenant, comme au mois de septembre de l'année passée, elle est la première qui s'efforce de prévenir le péril en cherchant à tout le moins un appui moral auprès de ses voisins pour la lutte éventuelle contre le bolchevisme, sous la forme balkanique, soit qu'il se manifeste dans une action de fanatiques exaltés, soit qu'il se traduise par une agitation dans les groupes ruraux ou urbains de moindre importance... L'objectif de mon voyage à Belgrade et à Bucarest est de préparer les conditions préliminaires d'un accord entre les Etats balkaniques, car ces Etats aujourd'hui plus que naguère, doivent vivre dans la paix, la sécurité et la confiance mutuelle » (3).

En 1925, l'odieux attentat de la cathédrale de Sofia démontra à l'Europe que le communisme persistait encore. Sur la demande des Bulgares, la Conférence des Ambassadeurs leur accorda le droit d'augmenter leurs effectifs de leur armée de 10.000 hommes, jusqu'au 1<sup>er</sup> Juin 1925. A la conférence de la Petite Entente, tenue à Bucarest au mois de Mai, la Bulgarie, entreprit des démarches indirectes par son envoyé, le député *Vasilief* pour que la Petite Entente ne s'oppose pas à ce que

(3) *Tsankof*, déclarations, Le Temps, n° du 29 Décembre 1924.

*Sofia* rendit permanente cette augmentation temporaire d'effectifs.

La conférence, se montra intransigeante, parce qu'elle ne pouvait « admettre l'augmentation d'effectifs militaires qui ne corresponde pas à une nécessité véritable, parce qu'elle n'aurait eu en réalité pour résultat que de créer au delà du Danube un état de choses contraire aux bases fondamentales des traités eux-mêmes » (4). *M. Nintchitch*, déclara également à cette occasion, qu'il « considère tout dépassement du terme accordé comme dangereux ». La Bulgarie s'inclina et démobilisa les 10.000 hommes. Il était clair, surtout après la conférence de Bucarest, qu'elle ne pouvait pas faire partie de la Petite Entente. D'où le projet d'une autre combinaison politique, d'ailleurs éphémère, celui émis par le journal « *Mir* » de Sofia, et qui « se prononçait ouvertement pour la constitution d'une Grande Yougoslavie où la Serbie, la Bulgarie, la Croatie, Slovanie, la Slovénie, la Bosnie-Herzégovine, la Dalmatie, le Monténégro et la Macédoine formeraient une confédération » (5). Mais la véritable politique suivie par Sofia, fut celle que le roi Boris préconisa dans le discours du trône, prononcé lors de l'ouverture de la session extraordinaire du *Sobranié* bulgare en 1927, et qui devait avoir comme but le rapprochement bulgaro-yougoslave. Du côté yougoslave, le désir d'une entente s'était manifesté par la présence de *M. Liouba Nechitch*, partisan résolu de l'accord, comme Ministre de la Yougoslavie à Sofia. Pourtant les incursions des comitadji en territoires you-

(4) *Dimineata*, n° du 13 Mai 1925.

(5) *Yougoslaves et Bulgares*, Europe centrale, 27 Août 1927, p. 949.

goslave et le meurtre du général *Kovatchévitch* en Octobre 1927, déterminèrent Belgrade à fermer la frontière Bulgaro-yougoslovaque, ce qui gênait énormément les populations voisines et créait une mauvaise atmosphère pour les relations entre *Belgrade et Sofia*. Ces mesures avaient soulevé une certaine impatience dans la presse bulgare qui commençait à parler « d'une orientation nouvelle de la Bulgarie ».

Heureusement le nouveau régime instauré à Belgrade eut, pour liquider ces difficultés, un geste décisif. Le général *Zhivkovitch* le fit, en rouvrant au sujets bulgares, la frontière, qui depuis plus d'un an était demeurée inexorablement fermée. Le Journal « *Bulgarie* » écrivait :

« C'est une nouvelle phase qui s'ouvre dans les relations bulgaro-yougoslaves. Et nous le constatons avec joie, c'est une phase pleine de belles promesses à condition toutefois que les deux gouvernements sachent conduire les pourparlers qui s'ouvrent (à Epirot) avec toute la bonne volonté indispensable pour mettre fin à un passé tellement douloureux. Il ne faut pas perdre de vue que cette nouvelle phase vient remplacer un état précaire dans les rapports bulgaro-yougoslaves, un état qui a créé de graves inquiétudes pour la situation générale dans les Balkans » (6).

Le 25 Février 1929, se réunit à *Pirot* une commission paritaire, appelée à créer un organe mixte et permanent, qui pût entrer automatiquement en jeu à l'occasion de tout incident ou difficulté de frontière. Elle devait régler la question délicate des « doubles propriétés » sises,

(6) *Albert Mousset* : L'évolution des rapports bulgaro-yougoslaves. Europe Centrale, 23 Février, p. 424.

partie en territoire bulgare, partie en territoire yougoslave, dont les propriétaires se trouvaient fréquemment contraints de passer d'un pays à l'autre. Les délégués yougoslaves, proposaient la liquidation graduelle, par voie de rachat des propriétés visées et l'établissement d'une zone de 5 kilomètres dans laquelle ne pourraient circuler que les personnes y habitant ou y étant attachées par leurs fonctions. Ainsi l'infiltration des bandes de comitadjii se trouverait enrayée. Sur le premier point l'accord se fit, mais sur le second, les délégués bulgares refusèrent de suivre la délégation yougoslave. Le 17 Mars, la commission se sépara ayant ainsi réglé seulement les questions secondaires que les Bulgares considéraient comme utile à ratifier, tandis que Belgrade les jugeait comme de simples protocoles de séances d'une conférence n'ayant pas abouti. Une campagne de presse contre Belgrade, un discours de l'avocat croate *Ante Pavelitch* à Sofia invitant Macédoniens et Croates à s'unir contre Belgrade, réussirent à envenimer les relations, surtout après qu'une dizaine de paysans bulgares furent tombés sous les balles des gardes frontières yougoslaves.

Le projet de règlement, élaboré par *Sofia* sur la base des procès-verbaux de *Pirot* envoyé à Belgrade, ne fut pas ratifié. Puis l'amitié accordée à *Radoslavov* et les discours prononcés lors de la visite de l'escadre aérienne du général *Balbo* à *Varna*, ne pouvaient plus contenter les Yougoslaves qui s'abstinrent de toute reprise de conversations jusqu'au 15 Novembre, date à laquelle se réunit à *Sofia* une conférence, chargée de déterminer l'œuvre de liquidation générale abordée à *Pirot*. Elle aboutit le 14 Février 1930 à la signature de plusieurs ac-



cords, qui prévoient un échange de gré à gré de biens immobiliers sous un contrôle rigoureux. Les cas litigieux étaient différés aux Commissions de secteur, et en dernier ressort à une commission mixte centrale. Quant à la création d'une zone neutre, la Yougoslavie renonçait à son projet et ainsi tout malentendu entre Belgrade et Sofia prenait fin, dans une atmosphère de confiance sans laquelle on ne saurait parler de pacification morale des Balkans.

Ces phases du rapprochement bulgaro-yougoslave intéressaient tout particulièrement la Petite Entente car les intérêts d'un de ses Etats s'affrontaient avec ceux d'un pays ex-ennemi. Un autre de ses membres : la Roumanie, voisinait également avec la Bulgarie. Avec celle-ci, des rapports de bon voisinage s'étaient établis dès la conclusion de la paix. Deux questions seulement, mais d'une égale importance, ont donné jusqu'ici matière à discussion entre Bucarest et Sofia. La première était d'ordre purement financier et concernait le montant des sommes à payer par la Bulgarie, pour que la Roumanie lève le séquestre qui depuis 1916 frappait les biens immobiliers des Bulgares. Les pourparlers se prolongèrent de 1922 à 1926, mais n'aboutirent pas. L'année 1930 vit résoudre cette question par un accord aux termes duquel, la Bulgarie payait une indemnité de 110.000.000 de lei à la Roumanie et cette dernière levait le séquestre sur les biens immobiliers de ses ressortissant d'origine bulgare. La seconde question pendante qui influençait les rapports entre les deux pays, est la situation faite à la population Bulgare de la *Dobrogea* par la loi spéciale de 1924, en vertu de laquelle, l'état roumain enlevait aux Bulgares un tiers de leurs terres

qu'il attribua ensuite aux colons roumains venus de *Macédoine*. Cette loi roumaine se basait sur la distinction, datant du régime turc, entre les terres « mulks », c'est-à-dire particulières, et les terres « mirié » qui appartenaient à l'état et dont les cultivateurs Bulgares n'avaient que l'usufruit. Cette question n'a pas encore été tranchée, mais une fois que les deux pays tomberont d'accord, les relations roumano-bulgares deviendront plus amicales encore. Quant à la situation financière de la Bulgarie, la S.D.N. reconnaissant que lorsque les troupes du général *Pangalos* avaient envahi le territoire de *Petrich*, *Sofia* s'était fié à elle, lui accorda son patronage pour les deux emprunts qu'elle contracta sur le marché international.

Plus tard, les négociations de la Haye, entre les créanciers occidentaux, et leur débiteur bulgare aboutirent à un accord, aux termes duquel, la dette bulgare des réparations était ramenée à *36 versements annuels d'environ 11.000.000 francs or chacun*. Ainsi, le relèvement du crédit moral de cet état, fut suivi de l'assainissement de ses finances et de l'affermissement de son prestige international. Beaucoup d'esprits, se basant sur cette renaissance de la Bulgarie, voyaient en elle un instrument politique de Rome dans ses desseins équivoques envers la Yougoslavie. Différents faits, tels que *l'abstention de l'Italie lors de la démarche franco-anglaise effectuée en Août 1928 à Sofia*, en vue d'obtenir la dissolution des organisations macédonniennes; *le secours adressé par M. Mussolini aux victimes des tremblements de terre*; *les commentaires de la presse fasciste à l'occasion de la conférence de la Haye* au sujet des possibilités qu'aurait eues la Bulgarie en s'adressant à

Rome, semblent peut-être confirmer cette opinion. Mais la sage politique de *M. Bourov*, empêchera que la Bulgarie fasse le jeu de l'Italie contre la Yougoslavie et par conséquent contre la Petite Entente: en outre, les relations italo-yougoslaves s'améliorant et la Bulgarie ayant à son tour résolu ses derniers litiges avec la Yougoslavie et la Roumanie, on put envisager un essor économique et politique bulgare en dehors de toute tutelle politique. *Ainsi, libre de toute influence, la Bulgarie pourrait très bien, si elle n'entre pas dans une « entente balkanique », se développer à l'ombre de la paix de la Petite Entente non complètement étrangère à l'heureuse pacification des Balkans projetée sur la péninsule jusqu'au cap Matapan.*

## CHAPITRE IV

---

### LA PETITE ENTENTE ET L'U.R.S.S. RUSSES

---

Lorsque plusieurs puissances, cherchaient à se mettre d'accord pour sauvegarder des droits et des intérêts qui leur étaient communs, l'Union des républiques soviétiques socialistes russes voyait toujours dans leurs différentes combinaisons politiques ou économiques, des ententes dirigées contre elle, et destinées à la ruiner et à la détruire. Ce thème a été développé pendant des mois, à peu près chaque année, simultanément avec les conférences de la Petite Entente.

Cette attitude et langage de la presse russe étaient tout naturels, car la III<sup>e</sup> internationale lorsqu'elle est en proie à de graves difficultés intérieures, cherche à égarer systématiquement l'opinion des masses russes. Des informations tendancieuses, présentaient *la Petite Entente comme une entreprise impérialiste, dirigée contre le bolchevisme et les réformes de la révolution*. Pourtant on a bien vu, dans les chapitres précédents, que la Petite Entente, loin de vouloir nuire aux intérêts de la Russie, c'est-à-dire de s'immiscer dans les affaires intérieures de l'U.R.S.S., ou bien d'avoir des intentions annexionnistes, s'est efforcée d'exclure la question russe des buts et attitudes communes des trois Etats qui la composent. *On ne saurait trop souligner cette décision de la Petite Entente*. Elle laisse une liberté absolue à

ses membres d'entrer en rapports diplomatiques avec Moscou. Chaque Etat a le droit de recevoir et d'envoyer des représentants à Moscou, ou bien de n'avoir aucune relation, même pas commerciale. On a vu que cette politique de la Petite Entente a été très critiquée par la Russie qui voyait en cette liberté d'action de chaque état de la Petite Entente, l'éclatant démenti des fausses affirmations que Moscou faisait, dans le but que nous venons de mentionner.

Nous avons démontré dans les chapitres précédents que la Petite Entente avait adopté cette attitude parce que les trois états qui la constituaient n'avaient pas tous les mêmes intérêts en ce qui concerne la question russe. En premier lieu, il existait entre eux des *différences de race*.

La Yougoslavie et la Tchécoslovaquie, étaient des pays slaves, tandis que la Roumanie était un pays latin, et malgré tout, il y avait des affinités de race entre Belgrade et Prague d'un côté et les Russes d'autre part. Ensuite, tous n'étaient pas *voisins directs de la Russie* et donc le péril communiste de la propagande de la III<sup>e</sup> Internationale était beaucoup plus à craindre pour la Roumanie, que pour les deux autres. En troisième lieu, tandis que la Tchécoslovaquie avait hâte d'entretenir *des relations commerciales* avec la Russie, en vue des placements intéressants qu'elle pouvait faire de ses produits industriels, la Roumanie et la Yougoslavie n'avaient jamais connu de pareils échanges avec la Russie, pays agricole comme elles. D'autre part, si Prague et Bucarest faisaient des vœux pour une *restauration démocratique de la Russie*, Belgrade semblait avoir des *préférences pour un retour aux traditions nationales russes*.



Enfin il existait un cinquième motif, le plus fort et le plus plausible: la Roumanie avait de fortes appréhensions du côté de la Bessarabie que Moscou ne voulait pas reconnaître comme lui appartenant. En 1920, M. Take Jonesco disait :

« La question de la Bessarabie est une question close.  
« Je comprends qu'au début les patriotes russes aient  
« eu un mouvement de mécontentement pour ce qui leur  
« avait paru un profit de la Roumanie sur le malheur  
« de la Russie. Mais maintenant ils ne peuvent pas ne  
« pas s'être rendu compte qu'il était impossible que  
« l'unité nationale de la Roumanie, réalisée à l'Ouest,  
« ne se fît pas aussi du côté de l'Est, du moment qu'à  
« cause de la révolution, le peuple de la Bessarabie  
« avait la possibilité de disposer de son sort. Notre in-  
« tention sincère, ainsi que celle des Polonais, est de  
« vivre dans les meilleurs rapports avec nos voisins de  
« l'Est. *La Russie est trop vaste pour regretter sérieu-  
« sement des territoires qui n'étaient à elle que par la  
« conquête et qui font partie du corps de ses voisins »*  
(1).

Mais la Russie ne jugeait pas les choses de la même manière et jamais elle n'a voulu prendre en considération les droits historiques de la Roumanie sur la province de Bessarabie. Il allait donc de soi que *la reconnaissance de l'U.R.S.S. par le gouvernement de Bucarest devait être subordonnée en tout état de cause, à la reconnaissance officielle et définitive par Moscou de la Bessarabie à la grande Roumanie.*

Par conséquent, Bucarest pouvait craindre une at-

(1) *Take Jonesco*, déclaration pour l'Europe Nouvelle », p. 1.514, 17 Octobre 1920.

taque brusquée de la part de la Russie qui l'aurait certainement lancée, si l'échec subi par ses troupes devant *Varsovie* ne lui avait conseillé la sagesse.

Par nécessité même, la politique roumaine devait être différente de celle de Belgrade et Pragüe. « Cette politique peut se résumer en quelques mots : il n'est pas de l'intérêt roumain de voir se reconstituer ni maintenant, ni plus tard, ni jamais une grande Russie quelle qu'elle soit, soviétique ou tsariste, ou agrarienne, ou autre encore. Donc laisser le géant se débattre dans le gâchis et garder avec vigilance la frontière du Dniestier, voilà l'attitude présente du gouvernement » (2).

Nous avons vu précédemment que la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie n'envisageaient pas la question de la même manière. Prague et Belgrade étaient russophiles et n'auraient jamais accepté que les troupes yougoslaves et tchécoslovaques combattent contre les russes pour la Roumanie. Or celle-ci avait besoin, en premier lieu d'une alliance défensive contre la Russie, qui la menaçait plus que la Bulgarie et la Hongrie, auxquelles elle pouvait infliger une défaite sans avoir besoin d'aide. La Roumanie pouvait donc, en 1920, difficilement se désintéresser du problème militaire *Russo-Polonais* et avant même de s'être assuré l'alliance officielle des Yougoslaves contre la Bulgarie et celle des *Tchécoslovaques* contre les Hongrois, elle conclut le 4 Mars 1921 une alliance défensive avec la Pologne. *C'est seulement après cette alliance qui lui assurait la paix du côté russe, que Bucarest conclut les conventions défensives avec la Tchecoslovaquie et plus tard avec la Yougoslavie.* Cette Po-

(2) *L. Weiss*, La Politique Russe de la Roumanie, Europe Nouvelle, 1713, 21 Novembre 1920.

litique de la Roumanie est à retenir, car elle marque dès le début et avant même la formation officielle de la Petite Entente, la différence de vue qui existait entre les trois Etats, en ce qui concerne la reconnaissance des Soviets. Lorsque des pourparlers eurent lieu en vue de la conclusion de la convention défensive roumano-tchécoslovaque « MM. Bénès et Take Jonesco étaient tombés d'accord pour éliminer le problème russe des pactes constitutifs de la Petite Entente. Ces pactes prenaient par là un caractère limité moins ambitieux que celui dont révalent certains publicistes roumains, mais qui tenait compte de l'impossibilité actuelle d'ajuster la politique russe de Bucarest avec celle de Prague » (3).

A différentes reprises se posa la question de savoir quelle attitude devait prendre la Petite Entente envers la Russie lorsqu'on éprouvait la nécessité d'une action coordonnée de ses représentants à des conférences, où Moscou envoyait également des délégués. Ce fut ainsi à l'occasion de la conférence de Gênes (10 Avril 19 Mai 1922), qui devait s'occuper en premier lieu du relèvement économique de la Russie. Des conférences préliminaires tenues entre les Etats de la Petite Entente, avaient abouti à la décision que la Petite Entente admettait la possibilité de renouer des relations avec Moscou mais basée sur la thèse française de l'intangibilité des traités.

M. Nintchitch, précisa dans un discours ultérieur la position de la Petite Entente vis-à-vis de la Russie après la conférence de Gênes :

« Au point de vue politique nos rapports avec la Russie ne sont pas modifiés, bien que la position de la Rus-

(3) A. Mousset, La Petite Entente, p. 29.

sie soviétique au lendemain de la conférence de Gênes, ne soit pas restée inchangée. La collaboration russe à la conférence de Gênes a été, en fait, la reconnaissance du régime bolcheviste. Notre attitude vis-à-vis de la Russie soviétique est restée, comme par le passé, caractérisée par le principe fondamental de non-immixtion dans les affaires ultérieures russes. Nous avons toujours maintenu et nous maintiendrons dans l'avenir une stricte neutralité. Mais nous ne voulons pas devancer nos principaux alliés dans la reconnaissance « de Jure » du régime soviétique actuel » (4).

Plus tard, au mois de Juin, à la conférence de la Haye, où les Russes étaient venus pour formuler leurs demandes de crédit, la Petite Entente s'est bornée à s'associer aux intérêts généraux des alliés devant les prétentions russes de ne pas restituer les biens privés aux anciens propriétaires étrangers.

Dès 1922, Prague avait reconnu le pouvoir soviétique « de facto », mais en 1926 des pourparlers eurent lieu dans le but d'une reconnaissance « de jure ». Avant l'ouverture officielle de la conférence de *Timisoara* (10 Février 1926) M. Bénès fit un exposé sur l'ajournement « sine die » de la reconnaissance de la Russie par la Tchécoslovaquie, motivé par le refus opposé par Moscou au sujet du principe de l'indemnité des biens socialisés appartenant aux sujets Tchécoslovaques et parce que l'U.R.S.S. demandait à avoir sur le territoire tchécoslovaque un nombre d'agents consulaires égal à celui que *Prague* avait en Russie, ce qui était inaccep-

(4) *M. Nintchitch*, Déclarations, voir *A. Mousset*, opus., cit. p. 94-95.

table (5). Ainsi des trois pays, seule la Tchécoslovaquie reconnaissait « de facto » le gouvernement des Soviets, situation qui dure même à présent. Pourtant le mois de *Février* 1930 voit la signature par Bucarest du *Pacte Litvinoff*. Par le protocole de Moscou signé le 9 *Février* 1929, l'Union des républiques socialistes, soviétiques russes, la Pologne, la Roumanie, la Lettonie et l'Esthonie, décident, en ce qui concerne leurs relations réciproques et le règlement des différends qui peuvent surgir entre elles, la mise en vigueur immédiate et avant tout ratification générale du pacte de renonciation à la guerre comme instrument de politique nationale.

La proposition de ce pacte Litvinoff, avait été faite d'abord à la *Pologne* et à la *Lithuanie*, dans le but d'isoler Varsovie de son alliée la Roumanie, ainsi que de l'entente baltique et de devancer la conclusion du *Pacte Briand-Kellog*. Mais la Pologne, détourna le jeu bolchevique en faisant comprendre qu'elle ne pouvait pas signer un accord, qui laisserait en dehors ses alliés roumains et les pays Baltes et sans que Moscou se trouve liée également envers ces Etats. Si la Roumanie figurait comme partie à l'accord, l'alliance défensive polono-roumaine n'était nullement gênée. La Roumanie par conséquent ne *devait pas s'abstenir de signer* ce pacte mais d'autre part, se posait la question de savoir si elle pouvait le faire. Non seulement il n'existait pas de relations diplomatiques entre elle et Moscou, mais on sait que la question de la Bessarabie a créé entre les deux Etats un différend extrêmement grave, puisque les Russes ne veulent pas, eux, reconnaître les droits

(5) Voir *Viitorul*, n° du 12 *Février* 1926.



de la Roumanie sur cette province. Donc une opposition de vues irréconciliable les sépare, qui à différentes reprises a menacé la paix de l'Europe. Ici apparaît l'aspect le plus intéressant de cet accord. Tout en n'ayant pas de relations diplomatiques avec Moscou, un représentant de la Roumanie a signé le pacte Litvinoff qui exclut en tout état de cause le recours à la guerre comme moyen de règlement des différends pouvant surgir entre les H.P.C.

Pourtant il ne faut pas croire que par la participation de la Roumanie à la signature de ce Pacte, la Russie a reconnu les droits des Roumains sur la Bessarabie, car, avant la signature du protocole, M. Litvinoff déclarait dans son discours :

« Le document que nous signons aujourd'hui est un acte international d'essence spéciale, on peut même dire qu'il est sans précédent dans l'histoire. Les signataires se portent garants de mettre le plus tôt possible en vigueur les obligations incluses dans un autre document... Le fait, que parmi nous se trouve en qualité de délégué pour la signature du protocole le représentant d'un Etat avec lequel l'Union n'a pas de relations diplomatiques normales, et avec lequel existent d'anciens et sérieux différends qui n'ont pas été résolus et que le présent protocole ne résout pas. Ce fait est la preuve complémentaire de l'esprit de paix dont est animée l'Union soviétique » (6). Ceci signifiait que la signature du pacte Litvinoff n'implique pas la reconnaissance de la Bessarabie comme terre roumaine, mais chacun restait sur ses positions et qu'il est convenu qu'en aucun cas on ne

(6) Litvinoff, Déclarations faites le 9 Février 1929, *Le Temps*, 11 Février 1929.

recourra pas à la guerre pour modifier le « statu quo » territorial des deux Etats.

La signature de ce *pacte Litvinoff* par la Roumanie, n'apporta aucun changement à la politique de la Petite Entente envers la Russie. En 1929, lors de la conférence de Belgrade, le 3<sup>e</sup> communiqué officiel s'exprimait comme suit au sujet de la question russe : « Les trois ministres de la Petite Entente ont discuté tout d'abord la situation de leurs pays respectifs par rapport à la Russie soviétique. Ils ont reconnu qu'il n'y avait rien à changer à la décision de leurs conférences antérieures » (7). Quelques temps après, le journal « *Izvestia* » avait recommencé ses attaques contre la Petite Entente, en reprochant à M. Bénès « de vouloir se livrer à une manœuvre antisoviétique et de vouloir constituer un nouveau front contre Moscou ». Cette assertion, nous l'avons vu était erronée, puisqu'au contraire, M. Bénès avait voulu proposer à la conférence de Belgrade, la question de la reconnaissance éventuelle de l'U.R.S.S.

Dans le seul fait de s'occuper de la question russe, l'U.R.S.S. prétendait voir un acte hostile et ceci démontre suffisamment l'état d'esprit de Moscou. Si jusqu'à aujourd'hui ce gouvernement n'a pas encore été reconnu « de jure » par la Petite Entente, c'est qu'avant toute reconnaissance de sa part, la Roumanie, le membre le plus intéressé exige que *la Russie reconnaisse officiellement ses droits sur la Bessarabie, ce que l'U. R. S. S. ne veut pas*. La décision dépend seulement du gouvernement soviétique lui-même, malgré que, *jusqu'ici il n'est pas possible d'entretenir des relations*

(7) *Le Temps*, 24 Mai 1929.

*normales et confiantes avec un pouvoir révolutionnaire qui méconnaît délibérément les lois régissant les rapports entre Etats civilisés et qui réclame, que l'organisation de la révolution universelle demeure le but suprême de sa Politique.* Les puissances qui ont reconnu les Soviets de Moscou, jusqu'à présent, en ont fait la décevante expérience.

## CHAPITRE V

---

### LA PETITE ENTENTE ET LA HONGRIE

---

Le traité de Saint-Germain avait réglé la situation de l'Empire des Habsbourg en consacrant le principe des nationalités dans toute son étendue et un an plus tard, le traité de Trianon (4 Juin 1920) fixait les frontières et les conditions d'existence de la Hongrie. De même que l'Autriche, elle supportait le poids de la défaite et leur désunion, libérait des peuples et agrandissait d'autres Etats déjà existants. Depuis qu'elle ne se contentait plus de ses propres nationaux et cherchait à empêcher l'unité nationale des peuples que Budapest opprimait, elle se trouvait prédestinée à cette fin.

Le Traité de Trianon n'avait fait qu'œuvre de justice en libérant les Roumains, les Allemands, les Serbes, les Slovaques et les Croates qui souffraient sous le joug de Budapest.

Pour arriver au but, chaque peuple a, ou bien constitué un Etat indépendant, ou bien été incorporé à l'Etat de même nationalité qui le voisinait, et dont il avait naguère fait partie intégrante. Après cette libération des peuples opprimés, les Hongrois occupaient à peu de choses près les territoires où s'étaient jadis installés leurs farouches ancêtres : les Huns. Tandis que la Monarchie Austro-Hongroise, couvrait à elle seule une superficie de 325.444 km<sup>2</sup> habitée par une popula-

tion de 23.245.000 d'âmes, la Hongrie se voyait réduite à une superficie de 91.147 km<sup>2</sup> et à une population de 7.840.000 d'habitants. Mais si l'Autriche avait compris dès le début, qu'il n'y avait rien à tenter contre la volonté des peuples et le principe des nationalités, qui avaient présidé cet effondrement de l'Autriche-Hongrie, Budapest ne voulait pas admettre la situation que l'alliance allemande lui avait valu. Les causes de cette attitude de haine implacable contre ses anciens vassaux libres à présent, et l'irréductible volonté des Hongrois de ne jamais se résigner à la situation d'après-guerre, doivent être recherchées dans la mentalité même de ce peuple. « Le Hongrois ne juge pas les choses comme un homme de l'occident, il ne faut pas oublier ses origines ethnographiques, la tournure très orientale de son esprit. Rêveur et enthousiaste à la fois, imagitatif et poétique, il est épris de souvenirs historiques » (1).

Or, ces souvenirs historiques, qui sans doute avaient été beaux et grandioses, prenaient dans l'esprit oriental des Hongrois l'aspect chimérique qui le suivait partout et lui demandait de ne jamais renoncer à récupérer, par n'importe quel moyen les anciens territoires détenus contrairement au principe des nationalités. Ils se livrèrent à une propagande intense, qui s'appuyait sur les minorités hongroises de Roumanie, de Tchécoslovaquie et de Yougoslavie. Le mot d'ordre était la *coopération des irrédentistes avec les communistes dans ces Etats, dans le but de détruire par des révolutions le « statu-quo » établi par le traité de Trianon*. La violente émeute de Soubotitsa (Yougoslavie), le 19 Avril 1920, les

(1) Jean Aulneau, op. cit., p. 452.



difficultés des Roumains en Transylvanie et des Tchécoslovaques en Slovanie, ne furent que le résultat de cette funeste politique magyare.

Le jour où le traité de Trianon fut signé, *M. Rakovsky*, président de l'Assemblée nationale hongroise, animé par cette volonté irréductible de ne jamais se résigner au nouvel état de choses, déclarait le 4 Juin 1920 :

« *Nous crions aux territoires détachés après une vie commune de dix siècles : Nous nous séparons, mais pas pour toujours* » (2).

On peut se rendre compte d'après cette déclaration des véritables intentions de Budapest, qui se manifesteront lors des nombreux incidents sur les frontières tchécoslovaques et roumaines. La campagne de *Bella-Kun* en Slavonie, offrait un caractère irrédentiste bien défini que personne n'ignorait. Seule l'occupation de toute la Hongrie par les armées roumaines put en venir à bout. Désormais, Budapest voyant s'affirmer une résistance violente commença, pour aboutir à un changement de la situation en sa faveur, une propagande irrédentiste intense, chez ses voisins et dans le monde entier. L'année 1921, voit se produire trois événements capitaux et tous les trois défavorables aux intentions révisionnistes du chauvinisme magyare. En premier lieu, l'échec des tentatives de Charles IV pour récupérer son trône, suivi de l'abolition de la pragmatique sanction de la *Domus Austriae* et de la déchéance des Habsbourg (5 Novembre 1921). Ensuite l'attribution à l'Autriche d'une partie du Burgenland, et enfin, la fondation officielle de la Petite Entente, qui par sa force et son prestige avait infligé dans une certaine mesure ces échecs réitérés aux inten-

(2) *Albert Mousset*, la Petite Entente, p. 12.

tions révisionnistes magyares. Malgré que la Hongrie criât à l'encerclement, tout le monde savait que seule, la crainte d'un revirement offensif de Budapest avait déterminé la formation de la Petite Entente. *M. Serbesco* définissait ainsi l'attitude de la Roumanie envers la Hongrie : « Pour qu'elle puisse pratiquer une politique d'isolement telle que semblent la désirer certains milieux, la Roumanie devrait croire à la résignation de Budapest. Mais heureusement, elle est trop près pour cela. A Paris, on peut se faire des illusions, car le Danube est loin, le hongrois, une langue presque inconnue, et le camouflage d'Apponyi très adroit. Les Roumains pensent autrement, car ils connaissent et la neutralité et les aspirations des *Magyars*. Rien ne pourrait jamais éteindre la haine que ceux-ci ont vouée depuis des siècles, à ceux qu'ils ont opprimés et qu'ils considéraient comme une race inférieure... *Les vaincus ne sont pas résignés, les vainqueurs sont obligés de se tenir sur leur garde...* Ce qu'il importe de comprendre, c'est que la Roumanie ne peut suivre vis-à-vis de sa voisine une autre politique que celle de la France suit vis-à-vis de l'Allemagne. On ne veut pas à Bucarest la destruction de la Hongrie nationale. Tout au contraire, on désire avoir avec elle, des rapports amicaux, dans la limite du traité de Paix » (3).

Donc, contrairement à ce que disaient les Hongrois, la *Petite Entente* désirait avoir avec leur patrie des rapports amicaux, mais demandait en échange que celle-ci respecte les traités de paix. Elle demandait au contraire sur tous les tons et dans toutes les gammes la révision du traité de Trianon qu'elle trouvait monstrueux. En

(3) Serbesco, la Roumanie et la Petite Entente, p. 312, Europe Nouvelle, 12 Septembre 1920.

vérité, la Hongrie ne possède plus que Budapest comme grande ville, elle a perdu 72 % de son territoire et 64 % de ses habitants parmi lesquels se trouvent 3.000.000 de Magyars installés au milieu des Roumains, Serbes et Slovaques. Sa production agricole accuse un déficit de 60 % de la production du blé, 58 % de celle des betteraves, 40 % de seigle. Ses forêts actuelles ne représentent que 17 % des anciennes et sa force hydraulique a diminué de 5 %. De même pour les mines qui ont été perdues pour une proportion de 59 % et des autres pertes (4).

En faisant valoir ces arguments les irrédentistes Hongrois veulent induire le monde en erreur, car ils ne spécifient pas que les pertes que leur patrie a subies en hommes et territoires ne sont pas des pertes proprement dites, *mais résultent d'une séparation de territoires peuplés d'autres nations, que Budapest avait réussi à opprimer pendant des siècles. On ne saurait considérer comme perte la rétrocession d'un objet obtenu par la force ou bien trouvé, ce qui est le cas des provinces que la Hongrie a dû simplement rétrocéder à leurs propriétaires. Elle n'avait été qu'un possesseur par la force de ces territoires et jamais les habitants de Transylvanie ou de la Slovaquie n'ont accepté de bon gré la domination de Budapest.*

Par conséquent, l'acte de justice qui a été fait par la rétrocession des provinces habitées par des Roumains et Slaves aux Etats respectifs, *ne saurait être considéré comme impossible à maintenir.*

Pourtant les Hongrois, partant de ces prémisses faus-

(4) Voir Szaszy E. (de), Les finances des Etats européens depuis la guerre, la Hongrie, Revue des Sciences politiques, Janvier-Mars 1925, p. 48.

ses que nous venons de mentionner, n'ont cessé de s'agiter pour obtenir une révision du traité de Trianon, chose impossible d'ailleurs, mais que la propagande irrédentiste espérait atteindre par des combinaisons politiques de toutes sortes avec les vaincus d'hier ou par des agitations intérieures qui attirent l'attention du monde sur leur sort.

De ces menées, les Etats de la Petite Entente se plainquirent plus d'une fois, mais Budapest, répondait invariablement que ces différentes manifestations ne présentaient aucun caractère irrédentiste, mais demandaient simplement la protection des minorités. Quant à la propagande révisionniste et calomnieuse de la Presse, *M. Aponnyi* répondait : « Nous ne pouvons empêcher les idées de se manifester ! Chacun peut émettre son opinion, ce n'est pas une raison pour que nous la suivions. Nous voulons nous relever, dans la paix, nous demandons le calme et la tranquillité. Si la question des réparations est écartée, nous nous relèverons, car nous faisons un effort héroïque pour venir à bout de nos difficultés.

Quant aux conférences, je ferai observer que nous laissons parler les conférenciers de chaque nation, les Allemands comme les autres. *Nous ne pouvons faire la politique anti-allemande* » (5).

*Telle est bien la vérité* : Plutôt que de renoncer à la propagande révisionniste et de s'orienter vers une collaboration avec la Petite Entente, la Hongrie cherche son soi-disant salut, du côté de l'Allemagne, de la Russie, et depuis quelque temps du côté de l'Italie. Ainsi convaincue que la séparation n'est que momentanée et que la race hongroise est plus forte que les autres, qu'elle

(5) *Jean Aulneau*, op. cit., p. 463.

méprise même, la Hongrie présente, au centre de l'Europe, un peuple irréconciliable qui forme un foyer d'irrédentisme, constituant un véritable danger pour la paix européenne. La Hongrie montre un certain mérite en gardant une parfaite unité morale en face du traité de Paix de Trianon. Mais se fondant sur son unité, Budapest déraisonne et veut considérer comme un droit et un devoir de prendre la ligne des Karpathes comme frontière, or pour continuer une telle politique, il lui faut des alliances. Aussi s'attache-t-elle à en nouer.

Tout autour d'elle se trouvent les Etats de la Petite Entente et l'Autriche. Parmi les trois premiers Etats, il lui serait impossible de trouver des alliances pour le but qu'elle poursuit, étant donné qu'il est tout-à-fait opposé à celui de la Petite Entente. Quant à l'Autriche, sa situation précaire, la sourde rivalité héritée des temps de la double monarchie et, en dernier lieu, l'affaire du Burgenland, rendent pour longtemps impossible une alliance entre Budapest et Vienne. Restent donc les Etats plus éloignés comme l'Italie et l'Allemagne.

L'Italie on l'a vu, suit actuellement dans l'Europe centrale une politique négative, qui s'attache avant tout à contrarier les progrès et l'accroissement de prestige de la Petite Entente; or, pour cela il fallait que Rome établît un bloc d'Etats qui pût contrecarrer l'influence de son antagoniste. C'est à quoi la diplomatie italienne s'appliqua en cherchant à protéger d'un côté, les adversaires de la Petite Entente, et d'autre part à débaucher si possible un de ses membres. Nous avons montré précédemment, que le traité roumano-italien, conclu le 17 Septembre 1926, n'avait pas eu l'effet d'éloigner de la Petite Entente, la Roumanie qui restait plus que jamais



attachée à présent à la Tchécoslovaquie et à la Yougoslavie. Quant aux avances que le Quirinal fit à la Hongrie et au traité Italo-Hongrois, du 5 Avril 1927, on peut se demander si vraiment l'Italie pourrait soutenir jusqu'au bout Budapest dans son attitude et son action. Les différentes visites des parlementaires italiens à Budapest et de *M. Dino Grandi*, en Mai 1929, confirmaient les dispositions réciproques dans lesquelles avait été conclu le traité italo-hongrois de 1927. L'appui italien était sans doute précieux pour une prudente politique de redressement de la Hongrie, mais *s'il devait servir de base à une action de nature inquiétante et à préparer un remaniement des traités de paix, il devenait dangereux pour la paix européenne et pour la Hongrie elle-même.*

Les intentions du Quirinal ne paraissent pas aller jusque là, car à la conférence de la Haye, Rome a soutenu Budapest *« mais elle ne l'a pas fait dans la mesure où l'on pouvait s'y attendre et qu'espéraient peut-être les Hongrois eux-mêmes. Dans cet ordre d'idées les intérêts financiers de l'Italie et sa conviction qu'il était absolument nécessaire de résoudre sur le champ les problèmes de l'Europe centrale ont été plus forts que la sympathie qu'elle éprouve aujourd'hui pour la Hongrie ? Ainsi a été servie la cause de la paix »* (6).

Donc Budapest ne peut pas compter au-delà d'une certaine limite sur l'appui italien, car nous avons vu que Rome mène une politique égoïste à outrance qui l'empêche de jamais la franchir.

Reste par conséquent l'Allemagne seule, sur laquelle la Hongrie pourrait compter pour le moment. *L'attitude*

(6) *E. Bénès*, exposé sur les accords de la Haye, Europe centrale, 1<sup>er</sup> Février 1930, p. 299.

*du Reich sera décisive pour l'avenir de la Hongrie.*  
« Que l'Allemagne souscrive tacitement ou expressément au nouvel ordre de l'Europe centrale et il ne reste à la Hongrie que de s'y rallier à son tour, ou de s'user et de s'épuiser dans une résistance impuissante » (7). Mais l'Allemagne s'affirme soucieuse de ses intérêts et le bénéfice d'une décision rapide ou prématurée ne lui paraît pas avantageux, maintenant surtout que la politique de *Stressemann* lui a valu beaucoup d'avantages parmi lesquels, l'évacuation de la Rhénanie avant le terme fixé.

On voit que la Hongrie est en quête d'alliance, mais que jusqu'à présent elle ne peut en trouver une de tout repos en dehors de l'Allemagne qui pour le moment ne se prononce pas encore. En attendant la Hongrie a adopté envers la Petite Entente une politique résolument agressive. Les moindres difficultés sont exploitées après avoir, bien entendu, été déformées et exagérées. Chaque question pendante entre les 3 états de la Petite Entente et Budapest, menace de provoquer de graves conflits. Ainsi les malentendus, *la campagne irrédentiste de la Presse*, les fréquents incidents de frontières tels celui de *Hidasnémeti*, sans compter l'affaire des faux billets de banque, celle des mitrailleuses et l'irritante question des optants à peine liquidée, montrent que la Hongrie se croit assez forte pour provoquer ses voisins.

Un passage du discours du Comte Bethlen, prononcé le 26 Mai 1929 témoigne clairement de l'esprit irrédentiste magyar : « Le Traité de Trianon, met notre pays au pilori pour le punir d'une prétendue iniquité dont son existence millénaire ne suffirait pas à la justifier.

(7) *La question d'Autriche*, Europe centrale, 20 Juillet 1929, p. 843.

Mais ce que la nature elle-même a constitué, ce pour quoi ont combattu des millions d'hommes, sans distinction de langue et de religion, ne saurait être inique. Cette pensée révolte notre conscience, qui fait entendre devant le monde entier une solennelle protestation. Au verdict de Trianon, nous répondrons que nous ne le reconnaitrons jamais, *non jamais!* Le monument — il s'agissait du monument aux morts hongrois pour la guerre — est la première pierre de la Nouvelle Hongrie ceinte du diadème des Carpathes » (8).

Une pareille déclaration, faite solennellement, est extrêmement grave, car elle révèle les véritables dispositions de la Hongrie officielle.

Et quelques mois plus tard, lorsque l'on croyait que Budapest cesserait cette attitude envers la Petite Entente, le Comte *Bethlen* déclarait dans un discours prononcé à Zurich, que « à son avis, entre la Hongrie et la Petite Entente, il existera toujours un tel abîme que cette situation conduira tôt ou tard à une guerre inévitable » (9).

Vis-à-vis de cette attitude agressive à outrance, la Petite Entente fit des démarches pour signifier à Budapest qu'elle n'était pas disposée à tolérer une atteinte à la paix. Sans courir un grave danger de la part de la Hongrie, qui ne pouvait rien faire que retarder la pacification définitive de l'Europe centrale, elle voulait prouver à Budapest que, *si depuis dix ans elle avait adopté une politique et un ton de conciliation extrême*, ce n'était pas par signe de faiblesse. *Bucarest, Prague*

(8) *Georges Marot*, malentendus entre la Hongrie et ses voisins. *Europe centrale*, 22 Juin 1929, p. 761.

(9) *Maurice Galeotti*, op. cit., p. 1.000.

*et Belgrade, qui ne poursuivent pas de desseins orgueilleux, ne cherchent nullement à entraver l'essor de la Hongrie, à l'humilier ou bien, à la discréditer, devant l'opinion internationale. Mais au contraire, sachant qu'il est de leur intérêt d'avoir pour voisin un pays sain et paisible les 3 Etats de la Petite Entente ont fait durant ces dernières années tout ce qu'il était en leur pouvoir pour faciliter l'adaptation de la Hongrie au nouveau statut de l'Europe.*

*Si les relations entre la Petite Entente et la Hongrie ne sont pas encore bonnes, la faute en revient à Budapest qui demeure dans l'Europe centrale, un corps étranger, un ferment d'agitations et de troubles. Elle gêne ainsi ses voisins, elle contribue à prolonger l'instabilité et l'incertitude en Europe et elle retarde la reconstruction des Etats danubiens. Budapest en se condamnant elle-même à un isolement politique, intellectuel et moral, laisse planer un grave danger sur la race hongroise, qui ne peut respirer que par l'Europe centrale, tandis que celle-ci peut parfaitement le faire sans la Hongrie.*

## CHAPITRE VI

---

### LA QUESTION DE « L'ANSCHLUSS » LA SITUATION DE L'AUTRICHE ET LA PETITE ENTENTE

---

« J'entendais, écrivait M. Loucheur, accuser un jour un des hommes d'état étrangers qui ont pris une part importante aux travaux de la Conférence de la Paix, d'avoir « créé une Autriche non viable ». Il se fâcha tout rouge et s'écria : « Mais nous n'avons pas créé une Autriche ! Une immense explosion s'est produite dans l'Europe centrale, des morceaux de l'explosion sont nées : la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Yougoslavie, une plus grande Roumanie, à côté de la Hongrie, il est resté un morceau de chair pantelante qui a gardé le nom d'Autriche » ; cette explication un peu simpliste explique du moins pourquoi il y a un problème autrichien » (1). Au juste, il n'y a pas de problème autrichien en lui-même, mais si tout le monde en parle, c'est que les différents intérêts des grandes puissances l'ont créé. Il n'existe pas, parce que le traité de Saint-Germain a fait à l'Autriche d'après guerre, une situation dans laquelle, si elle chercherait à la consolider, *elle pourra vivre en pleine indépendance*. Mais au début de son existence, l'Autriche a eu beaucoup à souffrir pour

(1) *Louis Loucheur, l'Autriche vivra-t-elle ?* Revue des vivants, Mai 1927, p. 582.



s'adapter à sa nouvelle existence, et les intéressés ont profité du désarroi économique et financier de Vienne pour remettre au premier plan la question de l'Autriche, juste au moment où l'on croyait l'avoir résolue. Et ce sont les intéressés comme l'Allemagne, qui profitèrent du désarroi d'après guerre, pour essayer d'imposer leur influence exclusive à Vienne.

Elle exploita admirablement la misère des habitants après la guerre, pour leur présenter comme le seul remède à la crise, « *l'Anschluss* », interdit par le traité de paix de Versailles, qui dans son article 80 dispose que : « l'Allemagne reconnaît et respectera strictement l'indépendance de l'Autriche, dans les frontières qui seront fixées par le traité passé entre cet état et les principales puissances alliées et associées, elle reconnaît que cette indépendance sera inaliénable, si ce n'est du consentement du conseil de la Société des Nations ». L'Autriche, qui se sentait au bord de l'abîme, avait déjà accepté la proposition de Berlin et dès le 12 Novembre 1918, avant même la signature de traité de Versailles, l'Assemblée nationale provisoire autrichienne avait décrété dans l'article 2 de la loi constitutionnelle, que « l'Autriche Allemande fait partie de la République Allemande ». Mais l'Allemagne était le théâtre des grands événements qui suivirent la défaite et ne pouvait pas mettre en application cet article 2. Une fois l'ordre définitivement rétabli après la signature du traité de Versailles, Berlin pensa à l'Autriche et vit dans l'article 2 de la constitution de Weimar (11 Août 1919), la possibilité de son entrée dans « l'Empire allemand ».

« L'empire se compose des territoires allemands. D'autres territoires peuvent s'y réunir, si leur popula-

tion exprime ce désir, en vertu du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». L'article 61 stipulait, qu' « après sa réunion à l'empire allemand, l'Autriche allemande recevra le droit de participer au Conseil de l'Empire, avec le nombre de voix correspondant au chiffre de sa population; en attendant les représentants de l'Autriche allemande, ont voix consultative ». Environ un mois plus tard, les alliés enjoignirent à l'Allemagne de supprimer cet article 61 de la constitution de Weimar, qui était en contradiction avec l'esprit du traité de Versailles. L'Allemagne se soumit, mais les grands alliés se montrèrent plus explicites lorsque dans l'article 88 du Traité de Saint-Germain (10 septembre 1919) ils disposaient que « l'Indépendance de l'Autriche est inaliénable si ce n'est du consentement de la S.D.N. En conséquence, l'Autriche s'engage à s'abstenir sauf le consentement dudit Conseil, de tout acte de nature à compromettre son indépendance, directement ou indirectement et par quelque voie que ce soit, notamment et jusqu'à son admission comme membre de la S.D.N. par voie de participation aux affaires d'une autre puissance ». Avant d'entrer dans l'analyse des raisons invoquées en faveur ou contre l'*Anschluss*, il faut passer en revue la situation de l'Autriche depuis la guerre jusqu'à nos jours, et voir également l'étroite connexion qui existe entre ses modifications et les progrès ou les regrets de la campagne pour l'*Auschluss*.

Le traité de St-Germain réduisait le territoire de l'Autriche à 83.948 km<sup>2</sup> avec une population de 6.500.000 habitants. Mais ces territoires laissés à l'Autriche, sont impropres à nourrir la population. L'Autriche se présente aujourd'hui comme un pays de plaines sans blé,

et de montagnes sans pâturages. De ses 6.500.000 d'habitants, 2.000.000 habitent Vienne et cette disproportion, entre la population du pays et celle de la capitale, montre suffisamment l'état anormal de l'Autriche après la guerre. Devant importer non seulement les matières premières pour ses industries, mais également les vivres indispensables pour la nourriture de sa population, l'Autriche voit sa balance commerciale devenir désastreuse.

Les importations de Tchécoslovaquie et de Yougoslavie s'accrurent considérablement, tandis que l'exportation vers Prague et Belgrade ne suivait pas la même ascendance. En 1920 le volume des exportations yougoslaves en Autriche, représentait une valeur de 563.443.000 dinars. L'année suivante, il atteignait 882.300.000 dinars. La Tchécoslovaquie exportait en 1920 pour Vienne 23 millions de quintaux de marchandises et en 1921 l'exportation s'élevait à 33.000.000 de quintaux, donc les importations augmentaient très vite tandis que l'exportation des produits industriels se trouvait contrariée par les barrières douanières qui s'élevaient autour d'elle.

La situation financière empirait de plus en plus et Vienne, ne voyant plus de chance d'en sortir, eut recours, à une émission à outrance de papier monnaie pour couvrir le déficit budgétaire (35 milliards en 1920 et 53 milliards en 1921), causés par la disproportion des importations, le manque de débouchés industriels pour l'exportation, le mauvais état financier hérité de l'ancienne Autriche ainsi que du nombre disproportionné de fonctionnaires. On devait agir d'urgence et le 15 Décembre 1921, le président Hainisch et le Chancelier *Schoeber* rendant visite à *MM. Masaryk*, président de la Tchéco-

slovaquie et Bénès, ministre des affaires étrangères, conclurent un traité politique, d'après lequel l'Autriche et la Tchécoslovaquie s'engageaient à exécuter les traités de St-Germain et de Trianon, à se garantir mutuellement les territoires attribués par ces traités et à observer la neutralité au cas où l'un d'entre eux serait attaqué. Comme suite immédiate de la conclusion de cet accord, Prague ouvrit à l'Autriche un crédit de 500 millions de couronnes tchécoslovaques. Mais cette aide était tardive car la circulation fiduciaire avait augmenté de 94 milliards de couronnes en 1922. En neuf mois, l'augmentation de la circulation (Août 1920-Avril 1921) avait été de 24 milliards et la Banque n'avait que 4.218.129.000 couronnes d'encaisse métallique. La couronne n'avait plus que  $1/16.000^e$  de sa valeur au pair. A cause de cette dévalorisation, les prix continuaient à s'élever vertigineusement; ce qui faisait qu'en Avril 1921 le prix de la vie était 118 fois supérieur au prix de Juin 1914. La situation de l'Autriche s'était tellement aggravée, que la circulation fiduciaire atteignait en Octobre 1922, *deux millions quatre cent cinquante trois milliards de couronnes*. L'intervention financière des Grandes puissances devait se produire, sinon Vienne aurait été mise fatalement en tutelle par un état quelconque. Le conseil suprême décida alors dans une séance tenue à Londres le 15 Août 1922, de renvoyer l'Autriche et ses demandes à la S.D.N. Devant le Conseil de la S.D.N. au début de Septembre, l'Italie voulait mettre immédiatement en vigueur les accords de *Porto-Rosa*, pour constituer une vaste unité économique des Etats successeurs.

*La Petite Entente s'y opposa énergiquement, comme on l'a vu et réussit à maintenir l'indépendance et l'inté-*

*grité de l'Autriche*, par la signature de trois protocoles. Deux solutions désavantageuses pour l'indépendance de l'Autriche étaient ainsi écartées : Le rattachement à l'Allemagne et le protectorat italien. Les protocoles ouvraient un crédit de 682.500.000 francs or, comme garantie, à concurrence d'un cinquième, par chacun des quatre états garants de l'indépendance de l'Autriche, l'Angleterre, la France, l'Italie et la Tchécoslovaquie, le dernier cinquième restait à la disposition des Etats qui voudraient se joindre à eux. Mais en échange, l'Autriche contractait l'obligation de prendre certaines mesures et d'exécuter un programme de réformes estimées nécessaires par le conseil de la S.D.N. Le premier pas vers le relèvement de l'Autriche fut la loi votée le 3 Novembre 1922 qui permettait de couvrir le déficit du budget de 1922, sans recourir à une nouvelle émission de papier. En 1924, une loi fédérale du 20 Décembre, mise en vigueur le 1<sup>er</sup> Mars 1925, a opéré la réforme complète de la monnaie en substituant aux couronnes une nouvelle unité monétaire, le *Schilling* divisé en 100 *groschen*.

La conversion de la couronne en Schilling, s'effectuera sur la base de 10.000 couronnes pour 1 schilling. Grâce également à une augmentation de 175 % des impôts par rapport à 1923, grâce à l'emprunt émis sous les auspices de la S.D.N. qui avait rapporté 55 millions or et grâce au relèvement de la production agricole et industrielle du pays, l'Autriche obtint l'équilibre budgétaire en 1924, accusant même des excédents en 1925. Depuis, elle ne cessa de se relever et le conseil de la S.D.N. en Juin 1926, suspendit le contrôle annuel auquel était soumises ses finances. Cependant sa balance commerciale reste toujours déficitaire.



En 1926, les importations ont été de 2.533 millions de schillings et les exportations de 1.561 millions de schillings. Ce qui donne un déficit de 972 millions (2).

Dans les trois dernières années, la situation a été la suivante :

|                           |                              |   |   |
|---------------------------|------------------------------|---|---|
| 1927. — Importation ..... | 2.821.7 millions schillings  |   |   |
| Exportation .....         | 1.846.5                      | — | — |
|                           |                              | — | — |
|                           | 975.2                        | — | — |
| 1928. — Déficit .....     | 1.067 millions de schillings |   |   |
| 1929. — Importation ....  | 3.276 millions de schillings |   |   |
| Exportation ....          | 2.192                        | — | — |
|                           |                              | — | — |
|                           | 1.084                        |   |   |

La balance commerciale est déficitaire avec tous les pays, sauf avec la Yougoslavie et l'Italie. Le tiers du déficit total, est formé par l'excédent des importations allemandes en Autriche, sur les exportations autrichiennes dans le Reich, qui a passé de 238 millions de schillings de déficit en 1928 à 340 en 1929 (3).

Donc jusqu'à présent, l'Autriche, avec ce déficit constant de sa balance commerciale et ses 300.000 chômeurs, est encore sujette à la propagande pour l'Anschluss.

On a vu que les traités de Versailles et de St-Germain avaient interdit le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne, pourtant la propagande pour l'Anschluss continue et devient de plus en plus menaçante. Les associa-

(2) *Politique autrichienne*, Europe nouvelle, 25 Février 1928, p. 251.

(3) *Dunan Marcel*. Les voyages du chancelier Schœber, Europe nouvelle, 15 Mars 1930, p. 447.

tions allemando-autrichiennes, fondées au lendemain de la guerre et les autres plus récemment créées, ne cessent de faire de la propagande en faveur du rattachement. Les plus importantes sont : *L'Österreichisch-Deutscher Volksbund*, sous la présidence de *M. Læbe*, Président du Reichstag, *L'Österreichisch-Deutscher Arbeitsgemeinschaft*, le *Reichsbanner*, le *Heimatsdienst*, *Deutscher Schützbund*, *Verein für das Deutschtum im Ausland*, *Deutscher Schulverein Südmark*, *Andreas Hoferbund*. Toutes ces associations fort importantes, disposent de forces armées, notamment le *Heimatsdienst* (Ligue patriotique) qui a comme soutiens les *Heimwehren* constituées à *Innsbrück*, *Salzburg* et qui ont fusionné dans un seul groupement l'*Orgka*, dont le chef est *Ludendorff*.

L'activité de ces associations s'exerce de mille façons différentes, selon les milieux auxquels elle s'adresse. Sous le prétexte de conférences historiques, géographiques, ou même scientifiques, les orateurs propagandistes s'adressent au milieu cultivés et s'élèvent contre l'iniquité des traités de paix.

Pour atteindre le peuple et gagner les sympathies, des manifestations grandioses sont organisées, comme celle de *Magdebourg* le 20 Février 1925, où sur l'une des places de la ville, la foule jeta au feu les poteaux frontières des Etats particuliers allemands et de l'Autriche, aux acclamations enthousiastes de « Vive l'Autriche libérée ». Une autre manifestation fut celle de Vienne le 30 Août de la même année, au cours de laquelle *M. Læbe* s'écria : « Je vois une patrie allemande d'où émerge la grande citée commerciale de *Hambourg* tournant son regard vers l'Ouest et la grande cité commerciale de Vienne, ayant pour mission de diriger son regard vers l'Est et les bal-

kans » (4). Mais ces démonstrations qui se succédèrent jusqu'en 1930, n'étaient pas les seules pour préparer l'Anschluss. L'Allemagne, convaincue qu'une assimilation de mesures dans les domaines économiques et judiciaires entre l'Autriche et elle-même, serait une forte contribution au rattachement, multiplie sans cesse les mesures de rapprochement. *La suppression du visa des passeports* (29 Juillet 1925), *l'assimilation en matières d'assurances sociales* (8 Janvier 1926), *l'obligation scolaire similaire* (23 Mars 1926), *les accords sur les successions et les tutelles* (5 Février 1927), et tout dernièrement le nouveau code pénal autrichien qui, à peu de choses près est une copie du code pénal allemand, témoignent de ces efforts vers l'assimilation que l'Allemagne ne cessera de poursuivre, jusqu'à ce que l'union ne semble plus qu'une question de forme. Elle « sera tellement un fait que nos adversaires n'auront plus à maintenir l'interdiction formelle » (5).

Actuellement cette campagne se poursuit assidûment et la dernière manifestation de *Carlsruhe du 19 Mai 1929*, montre suffisamment que *l'Anschluss est toujours dans les idées des deux peuples*. Dans la revue « *Bergland* », M. Edouard Ludwig écrivait « conjointement avec le problème de l'Anschluss on entend souvent parler de politique « rattachiste positive » et de politique « rattachiste négative ». L'une et l'autre de ces théories ont leurs partisans, cependant, si l'on considère la politique exté-

(4) *Læbe*, déclarations du 30 Août 1925, voir *James Donnadieu*, Le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne. Revue universelle, 1<sup>er</sup> Août 1927, p. 288.

(5) *Læbe*, déclarations du 16 Juillet 1926, voir même ouvrage, p. 289.

rieure de l'Etat autrichien en liaison avec sa politique intérieure, on pourrait dire que la totalité du peuple autrichien fait effectivement une politique positive pour le rattachement austro-allemand, cela veut dire qu'il cherche à se maintenir intellectuellement et économiquement au même niveau que la grande république allemande, afin d'avoir la possibilité d'entrer sur un pied d'égalité dans le sein du Reich allemand, à une époque et sous des conditions que l'on ne saurait, même approximativement, encore fixer...

« ... La volonté du peuple autrichien et des assemblées parlementaires de l'Autriche, reste invariable quant à la question de l'Anschluss. Cette volonté s'appuie sur le droit des peuples à disposer librement de leur sort et ainsi, une route est prescrite à la politique extérieure autrichienne... qui ne peut et ne doit faire autre chose que favoriser activement une évolution qui, tenant constamment compte de la politique générale allemande, accomplira un jour le désir dont le peuple autrichien est pénétré » (6). Et plus tard, comme au début de 1930, des opinions fort divergentes se manifestaient en ce qui concerne la politique étrangère des « Heimwehren » le Journal « Freiheit » écrivait : « Le mouvement des « Heimwehren », ne veut pas seulement rompre les chaînes auxquelles la terreur socialiste a rivé le droit de libre disposition de chaque citoyen autrichien. Il brisera aussi le joug d'esclavage sous lequel le droit de libre disposition de 80 millions d'hommes en Europe centrale a été courbé.

« L'Etat autrichien a aussi été créé afin de barrer

(6) Edouard Ludwig, article dans « Bergland », voir *Le Temps*, 18 Octobre 1929.

au Reich allemand l'accès de la mer Adriatique et afin que l'Allemagne ne possède pas une frontière commune avec l'Italie. Cependant il n'y a pas de puissance sur la terre qui soit capable de réaliser pareils desseins. La vigoureuse Angleterre elle-même a dû faire la paix avec l'Irlande faible et abattue » (7).

Une brochure intitulée « *La voie vers la liberté autrichienne* » soutenait également : « *qu'une certaine loi naturelle qui régit les états et leurs destins, oblige l'Autriche à s'unir avec l'Etat économique le plus rigoureux de l'Europe centrale, qui est aussi, d'ailleurs, son parent en raison de sa nationalité... L'Autriche n'a pas seulement le droit, mais encore le devoir de poursuivre la révision des traités de paix* » (8). Si l'Allemagne et l'Autriche ne causent plus pour le moment de l'Anschluss, c'est que le Reich, qui toujours a su sauvegarder ses intérêts propres d'une manière remarquable, trouve que ses profits seraient moindres, s'il mettait nettement l'Europe devant un fait accompli, que s'il retirait premièrement, tous les avantages que le plan Young et différents arrangements lui ont accordés.

Puis il viendra à l'Anschluss, le jour où il le voudra. En faveur du rattachement, l'Allemagne se plaît à invoquer des considérations économiques et l'Autriche également.

« L'Industrie autrichienne a perdu la plus grande partie de ses débouchés du fait des prohibitions, des droits de douane exagérément élevés et des encouragements donnés par les Etats successeurs à leurs indus-

(7) *André Leval*, La Politique étrangère des « Heimwehren », *Le Temps*, 9 Janvier 1930.

(8) *André Leval*, op. cit.



tries nationales, elle n'est pas en situation d'en conquérir d'autres. Cet état de choses a déterminé un chômage considérable, un immense déficit de la balance commerciale et la disparition progressive de la fortune publique engloutie par ce déficit. Le résultat final en sera la réduction du « Standard of Life » du peuple autrichien au niveau de celui du « coolie » chinois, si l'Autriche est contrainte de conserver son indépendance quand le capital national aura été englouti.

Jamais les états successeurs ne consentiront à sacrifier leur propre industrie pour ouvrir leurs portes aux produits autrichiens. Dès lors *la seule solution du problème est l'entrée de l'Autriche dans le grand domaine économique allemand dont la capacité de consommation est plusieurs fois supérieure à celle des Etats successeurs réunis* » (9). Les Allemands montraient encore que l'Autriche ne pouvait vivre en raison des pénuries dont elle souffrait ; *sans terres suffisantes pour l'agriculture, presque sans charbon, manquant totalement de minerais... Les frontières actuelles qui coupent en plusieurs lambeaux l'ancienne Autriche, ont séparé les filatures des tissages et ainsi de suite...*

Ensuite, Berlin invoquait le principe d'auto-détermination des peuples, énoncé par le président Wilson et qui selon lui, ne pouvait conduire que directement à l'Anschluss. En dehors de ces deux considérations, l'une économique, et l'autre juridique, les partisans du rattachement faisaient encore valoir des considérations ethniques et historiques. *L'identité de la langue, des*

(9) *Neues Wiener Journal*, 22 Septembre 1928, voir Marcel Dunan, la question de l'Anschluss économique, Europe centrale, 9 Novembre 1928, p. 108.

*conceptions communes en ce qui concerne le droit public et l'unité d'aspiration*, semblaient à leurs yeux des motifs plus que plausibles pour l'Anschluss. Pourtant, ils ne se contentent pas de toutes ces raisons et cherchent à démontrer assez habilement, qu'en premier lieu, *l'Autriche réduite de sept huitièmes, est de proportions trop exigues pour pouvoir politiquement vivre seule*, et enfin que *l'Anschluss ne pourrait présenter de danger pour personne, mais qu'au contraire, il servirait à affermir la paix du monde.*

Ces arguments semblent à première vue irréfutables, et peuvent faire croire que les grands alliés ont commis un véritable crime en ne permettant pas à l'Autriche de se rattacher à l'Allemagne.

Mais lorsqu'on se donne la peine de les examiner de plus près, on découvre sans peine qu'ils ne sont pas fondés. On a vu qu'en premier lieu les Allemands invoquent la situation économique de l'Autriche. Or en regardant ce que pourrait gagner Vienne à la suite d'un rattachement, voici ce qu'on peut constater en premier lieu.

L'Anschluss ne saurait prendre d'autre forme dans la réalité des choses, qu'une absorption pure et simple de l'Autriche par le Reich et Vienne, qui produit des articles de choix, *ne pourrait trouver un débouché suffisant et entrerait en concurrence avec la riche et moderne industrie allemande.* De cette lutte, Vienne serait la vaincue, car ses capitaux sont faibles et son outillage assez vieux. Quant aux possibilités d'amélioration de la situation agricole, on peut vraiment se demander comment l'Allemagne qui ne produit que la moitié de

sa consommation intérieure, pourrait venir en aide à l'Autriche.

C'est en tout cas, aller à l'encontre des réalités, que d'affirmer que l'Anschluss pourrait améliorer le sort économique de l'Autriche. Elle a donc tout intérêt à rester indépendante et à intensifier son agriculture et ses exportations. Sa situation financière s'est beaucoup améliorée ainsi que sa situation économique. L'exploitation du sol est mieux faite et ses industries progressent sans cesse à l'aide de la force motrice des chutes d'eau, qui sont utilisées sur une échelle progressive. Vienne a repris son aspect de centre bancaire de l'Europe centrale et l'index du coût de la vie accuse un léger recul. Actuellement, l'Autriche n'a plus besoin économiquement d'aucune combinaison avec un autre Etat pour pouvoir exister.

Examinons en second lieu le principe d'auto-détermination des peuples, que les partisans du rattachement soutiennent avoir été méconnu par les traités de paix qui obligèrent l'Autriche à ne pas se réunir à l'Allemagne, principe qui pourtant est à la base même de cette disposition.

Le président Wilson, lorsqu'il énonça ses quatorze points, avait seulement le dessein d'empêcher les rattachements de pays contre leur gré et il demandait « d'accorder aux populations de l'Autriche-Hongrie la plus libre possibilité de développement autonome »; or, les traités de paix ont ratifié le démembrement spontané de l'Autriche-Hongrie et l'indépendance de ce qui restait de l'ancienne nation, en lui imposant de ne pas se rattacher à l'Allemagne, mais en laissant le conseil de la S.D.N. libre de juger l'opportunité ou l'inopportunité de l'Anschluss.

*Par conséquent, le principe subsiste, mais on lui a apporté seulement un accommodement, en essayant d'éviter la disparition d'un pays faible et incapable de se défendre, au profit de l'Allemagne impérialiste.*

*De l'identité de langue, ne résulte pas une similitude d'aspirations et quand aux conceptions communes en droit public, elles n'existent guère, l'individualisme romantique et national des Allemands opposé à la démocratie occidentale française, ne se confond point avec la souplesse et la proverbiale amabilité des Viennois, qui ne pourra jamais se comparer à la ténacité et à la froide politesse berlinoise. Une profonde incompatibilité d'humeur existe entre la gaîté de l'Autrichien et le sérieux prussien. En outre si l'Autriche et l'Allemagne forment une seule Nation, entre l'Etat et la Nation, il y a des différences bien marquées.*

De même, le fait que l'Autriche n'est plus un grand pays et qu'elle est sans débouché maritime, ne conduit pas nécessairement à la conclusion, qu'elle n'est point viable. Des Etats plus exigus qu'elle, ont bien pu subsister, d'autres encore, ne possèdent pas de port sur la mer, comme la Suisse, la Tchécoslovaquie et la Hongrie.

Pour critiquer les derniers arguments, par exemple celui, selon lequel l'Anschluss ne ferait qu'affermir la paix, ou cet autre, suivant lequel aucun pays ne serait menacé, il faut tenir compte de l'esprit de conquête que l'Allemagne a tant de fois montré. L'annexion de l'Autriche, loin de rassasier ses appétits ne ferait que réveiller chez elle le fait que Vienne avec son centre de communications serait dans les mains de Berlin. En outre, si les Allemands voisinaient l'Italie, et grâce à la bienveillance de la Hongrie, la Transylvanie, où se

trouvent des Allemands, des frictions seraient à craindre et qui nécessairement conduiraient à une guerre sans merci. *L'inexistence d'un péril dans l'accomplissement de l'Anschluss, n'est donc qu'une pure utopie.* Le rattachement créerait un état d'environ 560.000 km<sup>2</sup> avec une population de 70.000.000 d'habitants, qui assurerait la domination allemande sur l'Europe centrale. *Ce serait la remise en question du nouvel équilibre européen, qui est dans l'ensemble infiniment plus propre à assurer que l'ancien, la paix et le libre développement de toutes les nations.* *La moindre atteinte à cet équilibre, soulèverait inévitablement de nombreuses guerres en vue de son rétablissement.* L'Italie, verrait se dresser à ses frontières du *Haut Adige* un protecteur des minorités allemandes de telle taille, que la voix de *Rome* n'aurait plus jamais l'effet voulu. Libre dans le Nord, l'Allemagne ne tentera-t-elle pas de conquérir Trieste pour pouvoir lier Hambourg à la mer Adriatique et donner ainsi un formidable essor économique au germanisme, au détriment du développement européen. N'entreprendra-t-elle pas le « *Drang nach Osten ?* ». Mais les Etats les plus menacés par l'accomplissement de l'*Anschluss* seraient la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Yougoslavie. En premier lieu la Tchécoslovaquie serait *complètement encerclée et la dépendance économique de Prague* un fait accompli, car 60 % de son commerce extérieur tomberait dans les mains du bloc austro-allemand. De plus, le rattachement ne serait que le préambule d'une grande *immixtion dans les affaires intérieures de la Tchécoslovaquie* en ce qui concerne les minorités allemands de Bohême et plus tard, d'une annexion brusquée et brutale, à laquelle nulle force ne pourrait s'opposer, la Russie



ne comptant plus. En vérité, la *non résiliation de l'Anschluss est une question de vie ou de mort pour la République tchécoslovaque.*

Le bloc germanique voisinerait, par la bienveillance des Hongrois irrédentistes, la Transylvanie, le Banat serbe et la Slovénie, où des colons saxons sont établis en grand nombre. Dès lors, la tentation d'englober les populations allemandes éparses dans le monde, deviendrait vite une obsession qui ne tarderait pas à provoquer des conflits avec la Roumanie et la Yougoslavie. Même si Berlin ne songeait pas à réaliser l'unité de la race allemande, l'Allemagne verrait avec plaisir une Hongrie agrandie aux dépens des trois pays de la *Petite Entente*, qui sont le soutien de la France dans l'Est. Par sa seule présence aux frontières hongroises le chauvinisme magyar deviendrait capable de perturber et de faire périliter la paix mondiale. Nous apercevons donc, que *pour la Petit Entente*, l'Anschluss ne pourrait être qu'un « *casus belli* » et que jamais elle ne saurait souscrire à ce rattachement. Quelles sont alors aujourd'hui les attitudes de toutes les puissances intéressées à la question de l'Anschluss ? En premier lieu l'Autriche et l'Allemagne ne désirent pas actuellement pousser activement la campagne en faveur de l'Anschluss, bien que le désir de reconstituer la Grande Allemagne soit vif chez les pangermanistes de Berlin et chez ceux de Vienne. *Le Reich voit dans le rattachement la réparation des pertes que l'Allemagne a dû subir à la suite du traité de Versailles.* Elle a perdu 70.000 km<sup>2</sup> avec une population de 6.000.000 hommes et par le rattachement elle s'agrandirait de 84.000 km<sup>2</sup> et de 6.500.000 hommes, ce qui compenserait tout juste les sacrifices en hommes et en territoires.

Telle est la raison véritable pour laquelle l'Allemagne agite cette question, espérant pouvoir reprendre par là son ancien plan du « Mittel Europa », car une fois à Vienne, le Reich pourra soustraire les Etats de l'Europe centrale à l'influence de la France et y substituer facilement celle de la civilisation allemande. Sa prépondérance économique et politique serait indisputable. *Mais dans les circonstances présentes, le projet de l'Anschluss est irréalisable, parce qu'il provoquerait inévitablement des complications internationales auxquelles ni le Reich, ni Vienne ne sauraient faire face.*

L'Allemagne a d'autres buts immédiats à atteindre avant de se consacrer ouvertement à la reconstitution de sa puissance en Europe centrale et *l'Autriche doit penser que son effort entier doit se borner au problème de vivre et de prospérer.* Le chancelier Schoeber, qui a successivement écarté la menace des troubles intérieurs en assurant la révision pacifique de la Constitution, qui a épargné le Krach du Crédit foncier, apaisé le conflit austro-italien et obtenu à la Haye l'annulation des obligations de l'Autriche en matière de réparations, poursuit une politique extrêmement prudente. Tout en s'abstenant d'intervenir dans les grandes luttes politiques internationales, sa patrie, doit selon M. Schoeber, *s'efforcer d'entretenir de confiantes relations avec tous ses voisins. C'est dans le cadre de cette politique qu'il faut placer le dernier traité italo-autrichien, sans attribuer à l'Autriche le rôle d'une sorte d'agent de liaison entre Rome et Berlin.*

M. Mussolini s'est prononcé ainsi sur l'avenir de l'Autriche :

« Je crois, en l'avenir de l'Autriche, car j'ai consta-

té que l'Autriche était l'un de ces pays qui ont en eux-mêmes assez d'énergie pour surmonter les difficultés qui ailleurs entraîneraient la ruine d'un Etat. Avec cette Autriche consciente de ses droits et de son énergie, nous voulons rester en rapports cordiaux » (10). En présence du mouvement de réunion, l'Italie est partagée entre deux sentiments contraires.

Elle voudrait bien voir l'Allemagne à Vienne pour *mettre fin à l'influence française dans l'Europe centrale et Balkanique, à laquelle elle se heurte à tout pas*, et prendre par la suite son influence prépondérante, mais d'autre part la crainte retient Rome d'aller trop loin. Une fois le tampon large de 100 km du Tyrol autrichien n'existant plus, le contact direct à Brenner ne rendrait-il point précaire la possession du Haut Adige et de Trieste ? *Devant la poussée allemande, est-ce que Rome pourrait s'opposer d'une manière efficace ?* Aussi l'Italie n'adopte-t-elle pour le moment aucune attitude précise. Selon la forme que l'Anschluss prendra, l'Italie l'acceptera ou non. Ce que M. Mussolini disait en 1925, quand il affirmait « que l'Italie ne pourrait jamais tolérer cette violation des traités qui consisterait dans l'annexion de l'Autriche à l'Allemagne, annexion qui frustrerait à mon avis la victoire italienne et augmenterait la puissance démagogique et territoriale du Reich » (11), ne saurait s'appliquer d'une manière absolue, étant donnée la politique actuelle du Quirinal qui cherche à remplacer l'influence française par la sienne dans l'Europe

(10) B. Mussolini, déclaration, *Le Temps*, n° du 7 Février 1930.

(11) B. Mussolini, discours au sénat le 20 Mai 1925, J. Donnadieu, op. cité, p. 292.

centrale et à diminuer à tout prix le prestige croissant de la Petite Entente.

L'Angleterre de son côté, en prise avec ses multiples difficultés, se désintéresse pour le moment de la question de l'Anschluss surtout que ses dominions ne veulent pas s'immiscer en Europe, mais ne pouvant pas compter dans sa lutte contre les Soviets sur la neutralité allemande, elle doit veiller à ce que le Reich ne s'agrandisse pas et que la Petite Entente soit forte pour lui prêter une aide efficace. C'est dans ce sens que la Politique de l'Angleterre se dirige depuis le désaveu de la campagne de Lord Rothemere.

La France, est le pays le plus intéressé après la Petite Entente à ce qu'Anschluss ne devienne jamais une réalité. Non seulement les 6.500.000 Autrichiens seraient prussianisés et la force militaire du Reich s'accroîtrait d'un dixième, mais ce serait la fin de toute sa politique constructive et de l'influence séculaire, intellectuelle et matérielle de Paris dans l'Europe centrale. *Cette opposition française contre l'Anschluss est moins inspirée d'une hostilité envers l'Allemagne, que d'une vive sympathie pour la Petite Entente.*

Le Statu-quo de l'Autriche pourrait devenir un élément du rapprochement franco-allemand, tandis que le rattachement mettrait fin à toute possibilité d'entente et de collaboration entre Berlin et Paris.

Mais les premiers intéressés à la question du rattachement, sont les Etats de la Petite Entente qui sont directement menacés par le désir du Reich de dominer tous les pays faisant obstacle à son expansion économique et politique vers l'Est. La Tchécoslovaquie serait complètement encerclée et son existence même serait menacée.

« Vingt pour cent du commerce extérieur de la Tchécoslovaquie, a déclaré M. Bénès, vont en Autriche, 40 % en Allemagne. Si l'Anschluss était réalisé, la Tchécoslovaquie se verrait encerclée et, en cas de conflit 60 pour cent de son commerce extérieur seraient paralysés, ce qui ne manquerait pas de provoquer de grosses perturbations économiques en Tchécoslovaquie » (12). La Roumanie, serait à son tour très inquiète d'avoir à ses frontières l'irrédentisme magyar derrière lequel 70.000.000 d'hommes soutiendraient ouvertement la rétrocession des provinces roumaines de l'Ouest des Carpathes, à la Hongrie, éventualité qui se poserait aussitôt que les Allemands seraient à Vienne. De son côté la Yougoslavie qui barre le chemin du « Drang nach Osten » se verrait vite en conflit avec les intérêts allemando-magyars et serait à la merci de Budapest et de Vienne. Donc tous trois, les pays de la Petite Entente, ont à craindre l'installation de l'Allemagne à Vienne et dès lors, *on a vu que dès sa fondation*, la Petite Entente s'est opposée à l'Anschluss. Dans les différentes conférences, de ses trois ministres des affaires étrangères, la question de l'Anschluss a été souvent discutée, et toujours les trois états se sont trouvés d'accord à s'opposer à toute tentative de cette nature. Dans ce but, on a vu que la Tchécoslovaquie fait un prêt à l'Autriche de 500.000.000 couronnes tchèques et qu'à la conférence de Genève, la Petite Entente a sauvé l'indépendance de l'Autriche, en s'opposant au plan italien de former, selon les conventions du Porto-Rosa, une vaste unité économique des états successeurs de l'ancienne Autriche-Hongrie et où

(12) E. Bénès, Déclaration, *Le Temps*, n° du 8 Octobre 1929.



Rome aurait eu une primauté naturelle. Au fur et à mesure que les Etats de la Petite Entente l'ont pu, ils sont venus en aide à l'Autriche, « mais il y a entre les Etats (de la Petite Entente) des inégalités trop sensibles de structure économique, pour qu'elle puisse adopter une ligne de conduite commune dans le problème de relèvement de l'Autriche. La Tchécoslovaquie, plus matériellement intéressée à ce problème, a déjà signé un traité de commerce avec l'Autriche et semble prête à des concessions douanières qu'on ne saurait raisonnablement attendre de l'état Serbe-Croates-Slovène » (13). En 1925, après les grandes manifestations de Magdebourg, en faveur de l'Anschluss, comme cette question était en l'air, M. Bénès avant d'aller à la conférence de la Petite Entente, déclarait le 1<sup>er</sup> Avril 1925 devant la commission des affaires étrangères du Sénat : « Notre point de vue au sujet du problème autrichien reste immuable... nous ne tenons pas pour possibles les plans de rattachement à l'Allemagne » (14). Plus tard, en Mai, à l'occasion de la discussion de l'Anschluss à la conférence de Bucarest, un communiqué officiel sur les débats disait : « Enfin, la question de l'Autriche a été discutée à fond. Il a été convenu que l'on doit continuer la politique d'assainissement financier inauguré par la S.D.N. Les puissances de la Petite Entente, sont d'avis qu'à l'égard de l'Autriche il est aussi indispensable avant tout de maintenir intégralement toutes les clauses des traités de paix » (15).

(13) *Albert Mousset*, la VI<sup>e</sup> conférence de la Petite Entente, 23 Mai 1925, p. 679.

(14) *Bénès E.*, Déclaration du 1<sup>er</sup> Avril 1925, James Donadieu, opus. cit., p. 293.

(15) *Dimineata*, numéro du 13 Mai 1925.

A la conférence de Yachimov en 1927, M. Mitilineu le ministre roumain, déclara que la Petite Entente garderait la même politique que précédemment envers l'Anschluss, qui était une impossibilité, et en 1928, après la manifestation monstre du mois de Juillet à Vienne, où plus de 40.000 chanteurs prirent part à la commémoration de Schubert et deux fois autant, firent une démonstration en faveur de l'Anschluss, à l'occasion du deuxième anniversaire de l'indépendance Tchèque, le Journal « Cheske Smovo » publiait les déclarations de M. Bénès, dont voici un passage saillant : « *Je ne crois pas dans l'union de l'Autriche à l'Allemagne. Je ne crois pas non plus dans la révision du traité de Trianon. Ces choses ne pourraient être achevées que par la guerre ou par l'assentiment unanime des états intéressés. Pourtant ces deux dangers sévront de temps en temps et nous devons les combattre avec toute notre énergie* » (16).

*Donc la Petite Entente est fermement décidée à s'opposer à l'Anschluss et cette décision ressort même des différents traités, comme par exemple l'accord Franco-Tchécoslovaque du 25 Janvier 1924, dans lequel l'Anschluss est interdit, sauf consentement unanime du Conseil de la S.D.N. Mais, pour arriver à décider l'Autriche elle-même à renoncer au rattachement à l'Allemagne il faut que la Petite Entente cherche à remédier aux maux dont souffre Vienne. Par conséquent, comme l'Autriche souffre actuellement d'une crise de débouchés pour ses produits industriels, les trois états de la Petite Entente devront lui assurer des débouchés plus larges ainsi que des tarifs commerciaux préférentiels, en réduisant les bar-*

(16) Bénès, E., Déclaration « Cheske Slovo », voir Machray, op. cité, p. 355.

*rières douanières* qui protègent leurs industries nationales trop fortement, empêchant le placement des marchandises viennoises. C'est à quoi la politique de la Petite Entente s'applique intensivement, surtout que Vienne, grâce à sa position naturelle, merveilleuse au carrefour des grandes routes économiques, sur la magnifique artère fluviale du Danube, exerce son pouvoir d'attraction intellectuel, et est en train de devenir la grande capitale commerciale de l'Europe centrale, reliant entre eux six Etats. Le Problème du relèvement définitif de l'Autriche n'est plus seulement autrichien, mais européen, car la disparition de l'indépendance de l'Autriche serait une catastrophe politique. *L'Anschluss, serait la fin de toute la politique positive et constructive de l'Europe centrale. Or la Petite Entente qui fournit, sinon la base, du moins l'exemple de la reconstruction de la sécurité européenne et défend avec la France le respect sincère des traités, ne permettra jamais aux vaincus de récupérer par l'intrigue et la ruse, ce que la paix de 1918 leur avait imposé et fait perdre.*

## TITRE X

---

### Possibilités d'élargissement de la Petite Entente





## CHAPITRE I

---

### L'ADHÉSION DE LA POLOGNE

---

#### SECTION I

##### RELATIONS ROUMANO-POLONAISES

« Aujourd'hui les nécessités politiques sont les mêmes qu'au XV<sup>e</sup> siècle ; une intime collaboration baltico-pontine s'impose. Mais elle est bien plus facile à réaliser qu'au temps de Casimir Jagellon et d'Etienne le Grand. La nouvelle Pologne est limitée au Sud, non point par des principautés rivales, mais par une Roumanie enfin unifiée » (1), affirmait M. Smogorzewski en 1928. Bien qu'écrite longtemps après la conclusion de l'alliance polono-roumaine, cette phrase aurait heureusement caractérisé les commencements de l'amitié des deux pays. En vérité, aux confins de l'Europe, malgré la différence de races, deux grandes nations héritières de la même civilisation latine et de la même mission historique, voisinaient depuis des siècles. L'influence de la civilisation polonaise, plus avancée dans le temps, se fit sentir dans la principauté moldave, par une sorte de pénétration pacifique, en apportant les conceptions politico-sociales de l'Occident à la Cour des princes moldaves, où d'éminentes personnalités ont formé au XVII<sup>e</sup> siècle un

(1) *Smogorzewski Casimir : Pologne et Roumanie, Europe Centrale*, 13 Octobre 1928, p. 25.

parti polonophile et l'on trouve des précurseurs de l'union polono-roumaine dans nombre de familles moldaves, telles que les Moghila, les Stroici, les Costin, les Pétriceico » (2).

Dès la fin de la grande guerre, les deux nations ont compris qu'une étroite collaboration entre elles pouvait leur épargner les erreurs du passé, et former une garantie de sécurité réciproque devant le péril que présentait l'U.R.S.S.

En outre, par une alliance avec la Roumanie, le Cabinet de Varsovie voyait la possibilité d'un commencement de rapprochement vers la Petite Entente. L'identité des intérêts avec la Roumanie était très grande, car il n'y a pas de meilleur lien que le péril commun et un rapprochement rapide était possible. La Roumanie, comprenant que *la Russie ne voulait pas reconnaître ses droits historiques sur la Bessarabie et qu'elle la menacerait toujours* d'une guerre exterminatrice, vit dans la Pologne le seul pays avec lequel elle pouvait s'allier pour contrecarrer la masse bolchevique. *Take Jonsco* s'était rendu compte, dès la conclusion de la paix, que sans contredire nullement l'esprit de l'article 10 du pacte de la S.D.N., une convention défensive entre la Pologne et son pays pouvait sanctionner la garantie prévue par l'article susmentionné.

La Pologne, d'autre part, avait subi l'attaque des Russes et n'avait pu vaincre qu'à grand peine les armées rouges devant Varsovie. Des négociations en vue de la conclusion d'un traité de paix, avaient été entamées à

(2) *Trancu-Jassi Gr.* : Discours tenu le 6 Mai 1926. *La Presse polono-roumaine* : Ministère des Affaires Etrangères de Roumanie 1926, Bucarest.

*Riga*, mais elles ne progressaient guère. Devant cette situation un peu trouble, le général *Haller* se rendit à Bucarest pour faire des propositions officielles au gouvernement roumain en vue d'une alliance défensive. C'était comme une réponse aux suggestions faites par *Take Jonesco* lors de son voyage à Varsovie en 1920. Les pourparlers entamés par les deux éminents hommes d'état, eurent l'heureux résultat d'aboutir à la signature d'un traité d'alliance défensive, deux mois plus tard, le 3 Mars 1921, par le prince *Sapieha*, pour la Pologne et *Take Jonesco* pour la Roumanie.

Par ce traité d'alliance, la Pologne et la Roumanie s'obligeaient à se porter l'une au secours de l'autre, au cas où l'une d'elles serait attaquée par les Russes, sans avoir été la provocatrice de cette attaque.

Ainsi une agression des bolcheviks sur les frontières de l'Est des deux pays était prévu et les moyens pour la vaincre étaient arrêtés.

En cas de guerre avec Moscou, aucun des deux signataires ne devait nouer de négociations séparées, en vue de la conclusion d'un armistice ou de la paix. Ils s'engageaient également à s'entendre sur les questions de politique internationale ayant trait à leurs relations avec Moscou.

La durée de cette entente défensive était fixée à une période de cinq ans. Une convention militaire prévoyait l'aide militaire, à donner en cas de conflit armé, avec l'U.R.S.S.R. Le caractère de cette alliance polono-roumaine demeurait essentiellement pacifique. Sa conséquence immédiate fut de déterminer Moscou, à se mettre promptement d'accord avec les délégués polonais sur les termes du traité de paix et deux semaines plus tard, le

traité polono-russe mettant fin à la guerre, était signé. La presse et l'opinion polonaise entières considéraient la nouvelle alliance comme un axiome de leur politique nationale et quant à la Roumanie, il est suffisant de citer un passage du discours de *Jean Bratiano* (3) qui disait : « Toute manifestation de cette solidarité, renforce la paix que nous voulons assurer par notre alliance. Cette alliance est indispensable aux intérêts vitaux de nos démocraties et à la civilisation du monde ».

En 1926, cette convention conclue seulement pour cinq ans expirait et le 26 Mars 1926 *MM. Jean Duca et Wietowieski*, signaient un nouveau traité plus large de garantie dont le préambule était ainsi conçu :

« Constatant l'heureuse consolidation des garanties de la paix générale en Europe, *soucieux de satisfaire un désir de sécurité qui anime les peuples*, désireux de voir leurs pays s'épargner la guerre, et également animés du sincère désir de donner à leurs peuples des garanties complémentaires dans le cadre du Pacte de la S.D.N. et des traités dont ils sont signataires, Sa Majesté le Roi de Roumanie et le Président de la République de Pologne, ont résolu de conclure un traité à ces fins » (4).

Donc, il ressortait clairement, que le but poursuivi était de donner aux deux pays la plus grande sécurité possible, mais bien entendu dans le cadre du Pacte de la S.D.N. Par le premier article, la Roumanie et la Pologne s'engageaient à respecter d'une manière réciproque, et à maintenir contre toute agression extérieure l'intégrité territoriale et l'indépendance des deux Etats. Dans

(3) *Jean Bratiano* : Discours du 15 Novembre 1925, op. cit.

(4) *Traité de garantie entre la Roumanie et la Pologne*. Europe nouvelle, 12 Février 1927, page 223.

deux articles suivants, les Hautes Parties Contractantes s'engageaient également à se prêter immédiatement aide et assistance au cas où l'une d'Elles serait attaquée par une tierce Puissance, sans l'avoir provoquée. L'article quatre, prévoit que les deux pays se concerteraient sur les questions de politique extérieure intéressant les deux Parties et l'article cinq dit : « Aucune des Hautes Parties Contractantes ne pourra conclure une alliance avec une tierce Puissance sans s'être concertée au préalable avec l'autre. » Mais une distinction nécessaire et dans l'esprit même de cet acte disposait que sont dispensées de cette condition, les alliances en vue du maintien des traités déjà signés en commun par la Roumanie et par la Pologne ».

De pareilles alliances devront cependant être communiquées.

Puis, les trois derniers articles prévoient la conciliation ou l'arbitrage dans les questions qui pourraient survenir entre les Hautes Parties, la durée du traité fixée à 5 ans ainsi que les modalités de le dénoncer et l'échange des ratifications.

Le traité portait les signatures de MM. *Duca* pour la Roumanie et *Wielowieski*, ministre de Pologne auprès du gouvernement de Bucarest. Ainsi qu'il était constitué, le traité de garantie représentait une alliance nouvelle, remplaçant l'ancienne.

Etabli sur des bases plus larges que celui de 1921, lequel indiscutablement avait rendu de grands services à la paix et à la sécurité des Etats signataires, il rappelait l'esprit pacifique qui avait régné à la conclusion des accords de Locarno et était la résultante « des idées directrices ayant présidé à l'évolution politique des rela-



tions internationales dans les cinq dernières années, évolution qui a été dictée par le désir universel de paix et de stabilisation » (5).

C'était le deuxième chaînon qui se forgeait entre la Pologne et la Petite Entente. Le premier, avait été le traité de conciliation et d'arbitrage du 23 Avril 1925 avec la Tchécoslovaquie.

Au juste, la première convention défensive polono-roumaine conclue le 3 Mars 1921, et doublée par une convention militaire, devait être considérée comme le second chaînon, mais étant donné que jusqu'alors le différend tchéco-polonais sur *Jaworzina* avait rendu impossible tout rapprochement de la Pologne vers la Petite Entente entière, on peut soutenir que le traité de garantie roumano-polonais signé à Bucarest le 26 Mars 1926 est le second pacte que la Pologne conclut avec les Etats de la Petite Entente. *M. Wielowieski* a précisé dans une déclaration la portée et les caractéristiques du nouveau traité :

« Au point de vue de la forme, c'est un traité nouveau mais quant au fond, c'est une prolongation de l'ancien traité. Le traité de garantie conclu par la Pologne et la Roumanie constitue une alliance approfondie et élargie, coulée dans un moule complètement modernisé, c'est-à-dire conforme au Pacte de la Société des Nations et à l'esprit de Locarno : je le crois très bon ; il satisfait les deux Parties Contractantes, ce qui est un fait aussi heureux que rare. D'autre part, il pourrait entraîner non seulement les signataires mais encore tous leurs voisins à conclure de pareils accords garantissant la paix. Il

(5) *Journal des Débats* : N° du 29 Mars 1926.

sera donc, je l'espère, la pierre angulaire d'un nouveau Locarno de l'Europe centrale et orientale. »

« Si le gouvernement des Soviets désire réellement la paix, ce n'est pas le traité d'alliance entre la Pologne et la Roumanie qu'il pourrait invoquer comme obstacle. Cette alliance a toujours eu et aura toujours un caractère purement défensif ; elle n'est donc destinée à jouer qu'en cas d'attaque et ne peut en rien empêcher le développement de l'action pacifique entre les trois pays. La Petite Entente a toujours eu et aura toujours les sympathies de la Pologne, car elle est un instrument de paix dans l'Europe centrale et orientale. Ces deux ententes régionales sont donc parallèles ; non seulement elles ne se contredisent pas, mais au contraire elle se complètent » (6).

Le resserrement des relations polono-roumaines continua et après les visites des journalistes roumains en Pologne (1923), des polonais en Roumanie (1924), le congrès de la presse polono-roumaine de Galatz en Mai 1926, rendit les plus grands services. En 1928 le Maréchal Pilsudski, séjourna longuement en Roumanie et par cela même, contribua à fortifier les sentiments réciproques de chaleureuse sympathie et de profonde estime. A la veille de la conférence de Belgrade, M. Mironesco déclarait : « La Pologne et la Roumanie collaborent en tant que pays amis et alliés pour assurer la prospérité dans la paix générale. Aussi l'alliance qui les unit si heureusement n'a-t-elle rien à voir avec un esprit agressif. Inspirée par la nécessité de parer à une éventuelle attaque, elle vise à défendre la paix qui est une condition essentielle de la consolidation intérieure et du pro-

(6) *Le Temps*, n° du 2 Avril 1926.

grès des deux pays. Il ne s'agit pas, d'ailleurs, d'une paix théorique mais d'une paix basée sur les traités existants, étant donné que toute tentative d'ébranler l'état de choses, s'appuyant sur ces traités, pourrait engendrer un cataclysme pareil à celui qui a ravagé pendant quatre ans les pays d'Europe.

La direction essentielle de la politique menée par nos deux pays, c'est de préserver le monde contre le retour d'une calamité semblable et de contribuer au rapprochement des peuples sur le plan économique aussi bien qu'intellectuel. La Roumanie, appuiera donc de toutes ses forces toutes les initiatives visant à resserrer les liens d'alliance et d'amitié avec la Pologne, car elle est pénétrée de la conviction que cette alliance avec la Pologne est l'une des conditions indispensables de la prospérité et du progrès des deux pays » (7). Quelques jours plus tard, lors de la visite de *M. Zaleski* à Budapest, beaucoup de journaux avaient vu l'ébauche d'une entente *italo-hongro-polonaise*, mais les discours de *MM. Zaleski* et *Gafenkou* dissipèrent tous les doutes. Le dernier déclarait notamment : « Quoique la Pologne ne soit pas membre de la Petite Entente, son attitude récente à l'égard de la Hongrie est entièrement conforme à la politique de collaboration économique et de rapprochement de la Roumanie et de la Petite Entente avec la Hongrie » (8).

Une fois de plus, lors de la signature du protocole de Litvinoff, cette solidarité entre les deux états s'était manifestée. Lorsque le gouvernement de Moscou fit à la Po-

(7) *Déclarations de M. Mironesco* : Le Temps n° du 19 Mai 1929.

(8) *Idem*.

logne sa proposition, sous la forme première d'un protocole russo-polonais on avait le droit de supposer que Moscou voulait isoler la Pologne de la Roumanie, mais Varsovie fit comprendre qu'elle ne pouvait admettre un accord de ce genre qu'à la condition que les Etats Baltes et la Roumanie puissent signer en même temps. Or, on sait que les relations russo-roumaines sont demeurées depuis la guerre sur un plan assez mal défini d'ailleurs, qui n'est ni la guerre ni la paix et que des relations diplomatiques n'existent pas. Varsovie ne voulait pas traiter sans Bucarest, et la Roumanie signa le protocole, car la politique de paix ne lui aurait pas permis une obstruction. *Dès l'instant où la Roumanie était partie à l'accord, celui-ci ne saurait plus gêner en rien le jeu normal de l'alliance défensive polono-roumaine* qui sortait ainsi victorieusement de l'épreuve, dans laquelle la Russie croyait qu'elle allait succomber.

Ainsi, l'on voit que l'alliance roumano-polonaise n'a pour but que le maintien de la paix sur la base des traités, sur lesquels reposent le statut territorial et politique des deux grands états.

*Par conséquent, cette entente entre Varsovie et Bucarest ne forme qu'un complément de la Petite Entente, en établissant une barrière indestructible contre le péril rouge et les tentatives de révision du « statu quo » établi par les traités de paix.*



## SECTION II

### RELATIONS TCHECO-POLONAISES

À côté l'une de l'autre, les deux nations polonaise et tchécoslovaque, toutes les deux slaves, offrent une évolution historique parallèle assez frappante mais sans se confondre, sauf dans leur *lutte contre le germanisme*. En 1620, l'indépendance de la Bohême disparaissait et 175 ans plus tard, la Pologne n'existait plus. Les deux nations seront opprimées sous le joug des allemands, des russes et des hongrois. L'année 1918 leur apporte la délivrance et deux états neufs parurent devant les yeux du monde : *la Pologne et la Thécoslavaquie*.

Les relations entre ces deux pays devaient être bonnes, selon toutes les probabilités, après les souffrances communes, endurées sous l'oppression étrangère et sur les champs de bataille de Russie, de France et d'Italie, où le sang des Tchèques se mêla généreusement à celui des Polonais. Pourtant, dès la fin de la guerre, à la suite de l'écrasement des empires centraux, un point noir apparut à l'horizon des relations entre Prague et Varsovie : la question des frontières, qui rendra très tendues les relations entre les deux états, qui s'amélioreront seulement en 1924, lorsque après avoir recouru à tous les moyens de règlement pacifique, un protocole signé à Cracovie liquidait, le 6 Mars, cette question litigieuse. Cette situation ne pouvait pas durer longtemps et dès le mois d'Octobre 1920, *Take Jcnesco* entreprit un voyage à Prague, et ensuite à Varsovie, dans le but de réaliser un rapprochement entre ces deux peuples. Sa tâche se révélait assez difficile étant donné l'état d'esprit qui régnait



dans les deux capitales. Il portait en même temps à Varsovie la suggestion d'une convention d'alliance roumano-polonaise. Avant de quitter Prague pour se rendre à Varsovie, il déclara : « Je ne me cache pas qu'il y a des « difficultés dans la voie où je me suis engagé. Mais les « intérêts à sauvegarder sont tellement grands qu'il est « impossible que tous les intéressés ne se rendent pas « compte de la nécessité de l'union.

« Aujourd'hui même, un Polonais très spirituel, me dit « sait qu'il y a des mariages d'amour et des mariages de « raison. Il avait l'amabilité d'ajouter que l'union roumano-polonaise serait un mariage d'amour. Je lui ai « répondu que je ne demande pas que tous les mariages « de la Petite Entente soient dès le premier jour, des « mariages d'amour. Très souvent, l'amour vient après « et je connais beaucoup de mariages de raison qui sont « devenus des idylles.

« Pour moi, j'ai une conviction tellement profonde que « l'entente entre la Tchécoslovaquie et la Pologne est « une question vitale pour les deux pays, que depuis des « mois j'en ai fait un des pivots de mon action politique.

« J'affirme que cela se fera, mais il m'est impossible de fixer des dates » (9).

Et il avait raison, car on ne put aboutir à la conclusion d'une convention politique que l'année suivante seulement. Le commencement de 1921 avait vu d'abord la conclusion de la convention défensive polono-roumaine et ensuite, la première tentative de Charles IV pour récupérer son trône. Ces deux faits avaient déterminé la presse des deux pays, à regarder et à envisager

(9) *Take Jonesco* : Déclaration à l'Europe nouvelle, p. 1513, 17 Octobre 1920.

les résultats d'une collaboration de leurs pays respectifs, Ainsi la « Tribuna » écrivait :

« L'entente avec la Pologne est le couronnement nécessaire du système des traités par lequel s'est affirmée la politique tchécoslovaque en Europe Centrale. Sans cette entente, l'Europe Centrale ne pourrait être pacifiée et ne pourrait développer pleinement ses forces économiques » (10).

Cette idée d'une collaboration entre la Pologne et la Tchécoslovaquie devint très courante et au mois de Septembre 1921, furent nouées des négociations qui aboutirent le 20 du mois à la signature d'un traité de commerce, et un mois et demi plus tard à la conclusion d'une convention politique signée par MM. Bénès et Skirmunt. *Ces deux traités n'ont pas été ratifiés à cause du rebondissement de l'affaire de Jaworzina ; cependant ils marquaient les premiers pas vers l'entente polono-tchécoslovaque.* La convention politique, prévoyait que les deux états se garantissaient mutuellement leur intégrité territoriale et leur indépendance. En cas d'attaque de l'un des Etats par une tierce puissance, l'autre devait observer une neutralité bienveillante, en permettant le transport et le transit des munitions. La Pologne, déclarait son désintéressement en ce qui concerne la Galicie de l'Est. Dans les derniers articles, les deux signataires reconnaissaient les traités et conventions conclus par leurs gouvernements avec d'autres états, prévoyaient la conclusion d'un traité de commerce, d'arbitrage, l'obligation de se communiquer réciproquement les traités conclus et fixaient la durée de la convention à cinq ans. En 1924 les

(10) *Le Temps*, n° du 19 Juin 1921.

relations tchéco-polonaises s'améliorent après la liquidation de la question de *Jaworzina* et après la reconnaissance définitive des frontières orientales de la Pologne par la Russie et les grandes puissances. *Des deux côtés, on comprenait la nécessité d'une entente et l'animosité mutuelle disparaît.* Les gouvernements de Prague et Varsovie, animés d'intentions conciliantes, liquident le passé et préparent l'avenir par la conclusion d'accords et de conventions différents. Au printemps de 1925, *M. Bénès* entreprend un voyage à *Varsovie* où il cherchera à conclure un traité de conciliation et d'arbitrage avec la Pologne. Il réussit parfaitement. A l'arrivée, *M. Bénès* fut reçu par *M. Skrzynsky* qui lui tint cette belle allocution :

« Nos deux pays sont voisins ; nos deux pays ont connu dans le passé les mêmes revers, le même sort ; ils ont senti de la même manière passer sur eux le joug de la force brutale désireux de mutiler et d'étouffer leur culture ; nos deux pays ont vu le même jour poindre l'aube merveilleuse de leur liberté nationale. Ils savent que celle-ci repose sur les mêmes assises inviolables des mêmes traités de paix. Nos deux pays sont rapprochés par la fraternité des races qui fraternisèrent dans la souffrance. Ils doivent fraterniser pour l'avenir dans un commun effort, dans la collaboration intime qui leur est imposée par la logique de l'histoire et les menaces de l'avenir.

« Cette fraternisation s'impose à leur volonté comme le plus sacré des devoirs, elle est inspirée par la défense de leurs intérêts propres et par le devoir qu'ils ont de servir les grands intérêts de l'humanité désireuse de se relever de la terrible épreuve et qui est

« impuissante à le faire sans un effort concret, sans la  
« collaboration loyale de tous les hommes, de tous les  
« peuples de bonne volonté et de bonne foi.

« Vous venez, M. le ministre, au nom de votre peuple  
« laborieux et intrépide, nous tendre la main pour ce  
« travail ; nous vous tendrons la nôtre avec la volonté  
« également claire et loyale de poursuivre ensemble le  
« même but, car nous avons confiance que ce n'est  
« qu'ainsi que nous pourrons le mieux servir nos pays  
« et l'humanité ; ce n'est seulement qu'ainsi que nous  
« servons le mieux le présent en assurant l'avenir » (11).

A ces belles paroles *M. Bénès* répondit par ce discours ému :

« Je me hâte de confirmer tout de suite vos paroles.  
« Ma présence à Varsovie est l'expression d'un rappro-  
« chement sincère, loyal et amical de deux nations sœurs  
« et d'une collaboration continue, durable de deux états  
« dont l'intérêt et la destinée historique sont de se com-  
« pléter. Sur le terrain économique des tâches impor-  
« tantes, grandioses mêmes, nous attendent. Après avoir  
« conquis la liberté politique, c'est l'émancipation éco-  
« nomique qui nous attend et nous appelle.

« Nos deux peuples ont des intérêts vitaux à s'aider,  
« à se compléter, à élaborer tout un système de solida-  
« rité économique capable de devenir la base de notre  
« liberté nouvelle.

« Je tiens à confirmer tout ce que vous m'avez dit :  
« notre collaboration personnelle a été toujours dictée  
« par les idées communes que nous tenons de nos deux  
« peuples qui cherchent à atteindre leurs buts natio-  
« naux par la réalisation du grand idéal de paix et de

(11) *Excelsior* : n° du 23 Avril 1925.



« solidarité de tous les peuples. J'espère surtout, que  
« notre traité d'arbitrage montrera à l'opinion publique  
« internationale que la voie pacifique dans l'avenir, de  
« même que l'esprit qui prédominera toujours à nos re-  
« lations futures continueront la politique symbolisée  
« par le protocole de Genève » (12).

Ces éloquentes discours de *MM. Skrzynski* et *Bénès*, ne restèrent pas sans suite. Quatre ans avaient passés, depuis que la convention politique du 7 Novembre avait été conclue mais pas encore ratifiée. Après avoir réglé leur différend sur *Jaworzina* et maintenant qu'aucun empêchement n'existait plus sur le chemin d'un resserrement des liens d'amitié mutuelle qui les unissaient, les deux pays éprouvaient le besoin d'une collaboration basée sur des accords officiels. Or *M. Bénès*, était venu exprès pour cela à Varsovie et le 23 Avril 1925, les deux ministres mirent leurs signatures au bas de trois accords (13).

Celui qui nous intéresse le plus est le traité de conciliation et d'arbitrage. Les deux autres consistaient dans un traité relatif au traitement de la minorité polonaise en Tchécoslovaquie, de celle Tchécoslovaquie en Pologne et d'une convention commerciale.

Le traité de convention et d'arbitrage, commence par un préambule qui donne le motif de sa conclusion :

« Les deux états animés du désir de développer les relations amicales qui unissent les deux pays s'inspirant

(12) *Excelsior*, n° du 23 Avril 1925.

(13) a) Traitement des minorités (voir *Europe Nouvelle*, 13 Mars 1926).

b) Convention commerciale (*Europe Nouvelle*, 13 Mars 1926) et traité de conciliation et d'arbitrage (*Europe Nouvelle*, 13 Juin 1926).



des principes de la résolution de l'Assemblée de la S. D. N. en date du 22 Septembre 1922, relative à l'institution des commissions de conciliation entre Etats et désirant consacrer les principes de l'arbitrage obligatoire dans leurs rapports réciproques par un accord général visé à l'article 21 du pacte de la S. D. N., ont résolu de conclure un traité de conciliation et d'arbitrage » (14). Et prennent l'engagement « de soumettre à la procédure d'arbitrage tous les différends qui viendraient à s'élever entre elles et qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique dans un délai raisonnable ».

Mais à ceci le second article apporte une réserve, en spécifiant que :

« Dans les questions qui, selon la législation intérieure de l'une des parties sont du ressort des autorités judiciaires nationales, cette partie pourra s'opposer à ce qu'elles soient soumises à une procédure de conciliation et d'arbitrage, avant que la juridiction nationale compétente se soit prononcée définitivement, sauf le cas de déni de justice. La demande de conciliation devra, dans ce cas, être formée au plus tard une année, à compter du jugement définitif ».

La composition de la commission permanente de conciliation est prévue par l'article 3 de la manière suivante : Chaque état aura le droit de désigner deux membres, un national et un autre parmi les ressortissants d'un état tiers. Donc quatre membres, qui seront présidés par un Président désigné par les deux parties pour une durée de cinq ans. Cette commission de conciliation a pour tâche d'éclaircir les différends qui pour-

(14) Traité de conciliation et d'arbitrage Polono-Tchécoslovaque, Europe Nouvelle, 13 Juin 1925, p. 795-797.

raient naître, ainsi que de faciliter la recherche d'une solution basée sur les principes du droit international.

Après avoir examiné d'une manière consciencieuse les questions de fait, la commission établira et rédigera un projet de règlement pour la solution du litige et le présentera aux deux états. Les Parties étant libres d'accepter, ou bien de rejeter, les suggestions faites. Si elles les acceptent, le différend est clos, mais si l'une d'elles ou bien toutes deux ne veulent pas adopter toutes les conclusions du rapport; le litige sera alors soumis à l'arbitrage. La composition du tribunal d'arbitrage fera l'objet d'un accord entre les Parties mais si elles ne se mettent pas d'accord sur les personnes qui en feront partie, chaque pays nommera deux arbitres, un national et un autre parmi ceux qui figurent sur la liste des membres de la « Cour Permanente d'Arbitrage ». Quant au Président de ce Tribunal d'arbitrage, il sera choisi par ces quatre arbitres. Un compromis spécial déterminera, en cas d'arbitrage, l'objet du litige, la procédure à suivre et d'autres conditions sur lesquelles les deux parties seraient d'accord. Si toutefois un compromis spécial n'existait pas, on suivra la procédure pour le règlement pacifique prévu par la commission de la Haye du 18 Octobre 1907.

La Sentence que le tribunal d'arbitrage prononcera, sera obligatoire pour les Parties et devra être exécutée de bonne foi (article 4-21).

Ce traité de conciliation et d'arbitrage mettait fin par voie pacifique à tout litige qui s'élèverait entre la Pologne et la Tchécoslovaquie.

On ne voyait pas et on ne voit même pas aujourd'hui

comment un pareil litige surviendrait entre Prague et Varsovie.

Pourtant la démarche de la diplomatie tchécoslovaque à Varsovie n'avait pas été faite en vain. On voulait à tout prix qu'un rapprochement officiel se fasse et c'est dans ce but que, comme on l'a vu, M. Bénès était allé à Varsovie et *cès actes que MM. Skrzynski et Bénès ont signé à Varsovie, valaient en effet beaucoup moins en eux-même que par la promesse qu'ils renfermaient.* Par eux, le passé était liquidé et ils formaient le premier pas vers une collaboration future. Prague et Varsovie ont mis sur pied le système qui empêchera que des querelles locales entre les deux pays ne dégénèrent en conflits politiques lourds de conséquences. La deuxième étape du resserrement des liens entre la Pologne et la Petite Entente était faite.

### SECTION III

#### L'ATTITUDE DE LA POLOGNE ENVERS LA PETITE ENTENTE

Dans le projet du grand homme politique *Take Jonesco*, la Pologne, devait faire partie de l'entente des Etats victorieux du centre de l'Europe, en vue d'empêcher tout revirement offensif des peuples vaincus. Et en vérité on ne pouvait pas dresser efficacement un mur indestructible contre le péril russe et allemand, si l'entente envisagée ne pouvait pas s'étendre sans interruption par le moyen de sa continuité territoriale depuis la mer Baltique jusqu'à la mer Egée. Tel était le projet de *Take Jonesco*, qui aurait surtout voulu défendre l'Europe contre le péril russe; malheureusement cette belle idée ne put aboutir pour plusieurs motifs. Premièrement au début des transactions qui avaient été menées par *Take Jonesco*, des différends sur la fixation de la frontière entre la Pologne et la Transylvanie assombrissaient une atmosphère chargée qui ne pouvait pas être favorable au rapprochement nécessaire. Celui-ci ne put exister, comme nous venons de le voir dans la dernière section, même après le voyage de *Take Jonesco* à *Prague* et à *Varsovie* et la conclusion de la convention politique du 7 Novembre 1921, qui d'ailleurs ne fut jamais ratifiée.

D'autre part, si la Pologne désirait se rapprocher de la Tchécoslovaquie, et par elle de la Petite Entente, c'était surtout en vue d'un soutien qu'elle trouverait dans le cas d'une attaque russe telle qu'elle s'était produite en 1920. Or, si la Roumanie était prête à rati-

fier et à suivre une telle politique, assez hostile aux Russes, la Tchécoslovaquie extrêmement russophile, n'avait pas admis, que ses soldats puissent jamais lutter contre les armées russes, même si la Pologne ou la Roumanie se trouvaient en cas de défense légitime. Nous avons parlé des accords de la Petite Entente, nous avons noté que la Roumanie avait cherché le même appui militaire et moral chez les Tchécoslovaques, contre Moscou, mais qu'elle n'avait pas abouti à le trouver.

Le troisième motif et peut-être le plus important, était que la Petite Entente, *telle qu'elle était en 1920*, plutôt officieuse qu'officielle, *présentait un caractère local très prononcé, celui d'être dirigée contre une agression éventuelle de la part de la Hongrie et de tendre au maintien du « statu-quo » établi principalement par le traité de Trianon*. La Pologne, en raison de ses sympathies pour la Hongrie, n'avait aucun intérêt au maintien absolu de ce traité sinon pour une pure moralité internationale. Tels se trouvaient les trois motifs essentiels de son abstention. Malgré les démarches du ministre de Roumanie, en vue de l'établissement d'une alliance entre les quatre Etats, dans le but de la défense commune, la Pologne maintint ses réserves. Son ministre des affaires étrangères, le prince Sapiéha déclarait notamment :

« Nous adhérons volontiers à toute combinaison qui pourra garantir à d'autres des avantages auxquels nous ne sommes qu'indirectement intéressés, mais à la condition que d'autres nous garantissent à leur tour, ce qui nous touche plus directement, et à quoi ils ne sont peut-être qu'indirectement intéressés, c'est-à-dire le traité de Riga.



« Nous garantirons les traités de Saint-Germain, de Trianon, de Neuilly et de Sèvres, mais qu'on nous garantisse le traité de Riga...

« Evidemment, il faut travailler dans le sens de la paix, et je ne doute pas que la Roumanie, et la Pologne ne travaillent en vue de rendre possible une consolidation de la paix, en évinçant les antagonismes existants et en veillant à ce que le traité de Riga soit observé par les parties contractantes.

« Pour le moment, je crois qu'il faut laisser le temps faire son œuvre conciliatrice » (15).

Le sens de ces paroles était clair : *la Pologne ne voulait devenir la garante du maintien des autres traités de paix tant que les autres puissances, intéressées au maintien de ces traités ne lui garantissaient pas également les traités de Versailles et de Riga qui établissaient ses frontières orientales.*

Le 3 Mars 1921, fut signé à Bucarest la convention défensive Polono-Roumaine, et beaucoup de gens crurent que la conséquence future de cette prochaine manifestation d'amitié serait l'entrée de la Pologne au sein de la Petite Entente. Pourtant il n'en fut rien, même après la signature de la convention politique Tchéco-polonaise, et la Pologne continua sa politique de bienveillance envers la Petite Entente, mais sans plus. Une collaboration occasionnelle, lors des travaux préparatoires pour la conférence de Gênes en 1922, et la formation du bloc Polono-Petite-Entente en Mai 1922, à Gênes, montrèrent la crainte que Varsovie éprouvait de se trouver toute seule et isolée, au moment des ques-

(15) *La Pologne*, p. 1281-1282, voir Cosma, op. cit., p. 159.

tions l'intéressant au plus haut degré, allaient être discutées en présence de l'Allemagne et de la Russie ses deux grandes ennemies. Nous avons vu qu'après cette conférence à la Conférence périodique de Sinaïa, tenue le 28 Juillet 1923, la Pologne n'envoya qu'un simple observateur en la personne de M. Piltz, qui déclara que dorénavant, Varsovie ne participerait plus aux conférences de la Petite Entente et qu'elle n'entrerait pas non plus dans son cadre. Jusqu'à la signature des trois accords *Tchéco-Polonais*, la Pologne garda la politique suivie avant la conférence de Gênes, mais depuis cette date et surtout depuis la conclusion du traité de conciliation et d'arbitrage avec la Roumanie, Varsovie s'orienta vers un rapprochement manifeste, mais sans toutefois vouloir la conclusion des accords Tchéco-Polonais. Les journaux roumains croyaient encore à une prochaine adhésion. Par exemple *l'Universul* écrivait : « L'entrée de la Pologne dans le groupe de la Petite Entente, considérée il y a quelques années comme irréalisable, devient aujourd'hui une nécessité de premier ordre, et elle pourrait s'effectuer sans trop de difficultés si tout le monde y mettait de la bonne volonté. Par cette adhésion, la sûreté matérielle et morale de la Pologne s'accroîtra sensiblement et notre bloc y gagnera une plus grande autorité. La sécurité de la Pologne est notre sécurité à tous » (16).

D'autre part, un traité d'alliance avec la Yougoslavie n'eût présenté aucune difficulté. A ce sujet, *M. Okenski*, ministre de la Pologne à Belgrade, déclarait au journal « *Warszawianka* » que : Les relations entre la Pologne et la Yougoslavie sont cordiales. Nous

(16) *Le Temps*, n° du 7 Avril 1925.

avons déjà conclu un traité de commerce, une convention concernant l'assistance judiciaire et nous préparons une convention consulaire. La Nation yougoslave éprouve beaucoup de sympathie pour la Pologne, d'autre part la Yougoslavie est un pays où l'agriculture prédomine. Notre industrie pourrait donc y trouver un marché pour ses produits manufacturés tandis que nous pourrions en recevoir du tabac, du minerai, des cuirs, des fourrures et du vin. Les difficultés du transit empêchent jusqu'à présent un développement plus intense de ses relations. Mais il y a des raisons de croire que ces difficultés pourront être écartées dans l'avenir » (7). Les trois Etats de la Petite Entente, se montraient favorables à l'admission de la Pologne parmi elles, mais Varsovie ne manifesta cependant pas son désir de se joindre au groupement du centre européen. Relativement à cette collaboration la Gazetta « Warszawska » disait :

« Nous ne croyons pas que le moment soit venu de procéder à la transformation de la triple entente en une quadruple entente, mais nous sommes d'avis qu'il est temps d'entreprendre les travaux préparatoires à cet effet. Les événements politiques des derniers mois, prouvent que les Allemands déploient une activité fiévreuse dans tous les domaines. Nous ne pouvons pas rester indifférents en présence de ce qui pourrait arriver sur le vaste territoire qui s'étend depuis la Baltique jusqu'à la mer Noire et à la mer Egée, et nous devons tendre à accorder notre politique avec celle des autres pays de l'Europe centrale. Aussi est-il clair que ce sont surtout nos relations avec la Petite Entente qui devraient de-

(17) *Le Temps*, n° du 15 Février 1925.

venir plus étroites et plus effectives. Le fondement sur lequel nos rapports avec les pays de l'Europe centrale pourront s'édifier est, du reste, fourni par l'entente que nous avons réalisée avec la Tchécoslovaquie, les traités et conventions que nous avons signés avec ce pays le 23 Avril ont ouvert la bonne voie; il s'agit maintenant de la suivre » (18).

Après cette date, en analysant l'attitude de Varsovie on pouvait dire que dans ses grandes lignes, la politique de la Pologne en ce qui concerne l'orient et tous ses voisins, était celle d'un état désireux de contribuer par son travail à la restauration de l'Europe; soucieux de maintenir la paix et de chercher à vivre de sa vie propre, en n'essayant nullement de s'ingérer dans les affaires de ses voisins sous prétexte de vouloir rendre heureuses les populations d'alentour. La Pologne est exposée à de nombreuses attaques; « elle sera toujours assaillie par les détracteurs de la démocratie, par les contempteurs du droit par les ennemis de la liberté, par les serviteurs incorrigibles de la force brutale de la guerre et de la conquête » (19).

Pour pouvoir se défendre contre tous ses ennemis, la Pologne a obtenu l'alliance de la Roumanie et elle se contente de celle-ci, sans vouloir entrer dans la Petite Entente. A la fin de l'année 1929, vers le 26 Octobre, un dernier traité de conciliation et d'arbitrage fut signé par MM. Mironesco et Zaleski à Bucarest, marquant ainsi la volonté nette de la Pologne de collaborer

(18) *Le Temps*, n° du 16 Mai 1925, La Petite Entente et la Pologne.

(19) *Skrzynski Alexandre* : la Pologne, clef de voûte de l'Europe. Europe Nouvelle, 13 Juin 1925, p. 766.

*spécialement avec la Roumanie, qui a les mêmes intérêts qu'elle, malgré qu'une simple adhésion au traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire, conclu le 21 Mai 1929, entre les trois états de la Petite Entente, suffirait pour faire d'elle le quatrième membre de ce groupement de l'Europe Centrale. La Pologne est hautement intéressée au maintien du « statu-quo » en Europe centrale et pour cela, elle entretient avec les puissances de la Petite Entente les relations les plus amicales et les plus confiantes, mais sa position est sensiblement différente de celle des trois autres puissances. Elle doit par conséquent, limiter sa collaboration avec ces trois états, aux seules questions visant la défense des traités. La Petite Entente, peut s'appuyer en toute confiance sur l'amitié polonaise, chaque fois qu'une question relative à l'ordre créé par les traités, se posera et M. Zaleski, lors de son voyage à Bucarest, insista sur ceci, en disant, que son pays est catégoriquement opposé à prendre position contre toutes les tentatives de révision du traité de Trianon. Mais, encore une fois, elle ne peut pas entrer dans la Petite Entente, à cause du but principal de celle-ci, et limite, par souci de sa propre sécurité et de ses propres intérêts, toute sa collaboration à la pratique d'une politique absolument parallèle à celle des trois états, qui poursuivent le maintien de l'équilibre nouveau et le développement d'une saine politique de paix en Europe Centrale.*



## CHAPITRE II

---

### L'ADHÉSION DE LA GRÈCE

---

« La Petite Entente consiste dans quatre traités d'alliance défensive, auxquels on peut en ajouter un cinquième qui est antérieur à sa conclusion » (1) écrivait *Take Jonesco* en 1921. Ce cinquième traité, était le traité d'alliance signé le 19 Mai 1913, par la Serbie et la Grèce. Le grand homme d'Etat avait donc compté la Grèce parmi les Etats qui devaient former la Petite Entente. Lors des conversations en 1918, entre *MM. Venizelos, Take Jonesco* et *Masarik*, ils étaient tombés d'accord que la Grèce ferait partie du système défensif qui devait s'étendre de la mer Baltique à la mer Egée, et on considérait le traité d'alliance serbo-grec comme un premier pas vers l'entrée de la Grèce dans le cadre de la Petite Entente. Pourtant, il n'en fut pas ainsi. Le traité d'alliance gréco-serbe, comme nous le verrons immédiatement, ne possédait plus de force morale, malgré son existence théorique et, par conséquent, ne pouvait plus former la base d'une collaboration entre la Grèce et la Petite Entente. Cette force morale, le traité l'avait perdue en 1914, lorsque la Serbie attaquée demandant aide à Athènes, selon les termes du traité, le roi Constantin refusa d'entrer en guerre. Il avait invoqué que la portée des termes du traité était réduite

(1) *Take Jonesco. La Petite Entente* : opus. cit., page 14.

seulement aux conflits balkaniques, mais lorsque la Bulgarie attaqua la Serbie, au lieu d'exécuter ses engagements, et de venir au secours des Serbes, Belgrade vit opposer une fin de non recevoir aux démarches faites par le Colonel *Milovanovitch*. Par conséquent, Belgrade avait fait l'expérience que la Grèce n'avait pas tenu ses engagements et après la guerre, le royaume des Serbes, Croates et Slovènes ayant des aspirations plus larges que l'ancienne Serbie, ne pensait plus au renouvellement de ce traité d'alliance. Belgrade, préférait laisser s'éteindre ce traité qui venait à échéance en 1923. Mais la Grèce, ne voulait pas que le traité restât seulement théorique et le Général *Dousmanis* entreprit plusieurs voyages à Belgrade et à Bucarest en vue de se documenter sur l'opportunité d'un resserrement des liens existant entre ces trois états. Si à Bucarest il n'aboutit pas à grand chose, à Belgrade on lui fit un accueil correct mais réservé. Plusieurs évènements contribuèrent par la suite à un rapprochement entre la Yougoslavie, la Grèce et la Roumanie. En premier lieu, les incursions des bandes de « comitadjii » bulgares en territoire grec, roumain et yougoslave durant l'été de 1922, déterminèrent des démarches des trois gouvernements à Sofia, qui furent suivies de quelques résultats. Puis, en second lieu, le désastre grec en Asie Mineure, et le péril d'une réinstallation des Bulgares en Thrace Occidentale, amenèrent les gouvernements de Bucarest, Athènes et Belgrade à se solidariser, ce qui resserra de beaucoup les relations entre la Yougoslavie et la Grèce. Quant aux relations avec la Roumanie, elles étaient excellentes, surtout depuis les mariages du prince héritier Carol de Roumanie avec la princesse Hélène de Grèce,

et du Diadoque Georges de Grèce avec la Princesse Elisabeth de Roumanie. A différentes reprises, la Roumanie avait insisté pour que la Grèce entrât dans la Petite Entente, mais *M. Bénès*, se montrait d'avis qu'en raison des principes admis par les Etats qui la formaient, tout en ayant sa place réservée, il était préférable que l'initiative de l'entrée de la Grèce, vint de la part de la Yougoslavie, la puissance la plus directement intéressée.

Or, entre Belgrade et Athènes il y avait en premier lieu le souvenir de la trahison grecque et ensuite deux autres questions litigieuses : la zone franche serbe dans le port de Salonique avec la ligne *Guevgueli*, et le régime des minorités slaves de la Macédoine grecque. Après l'avènement au trône du roi Georges, *M. Politis*, ministre hellène des Affaires Etrangères, s'employa à dissiper les malentendus qui existaient entre Belgrade et Athènes, en proposant à la Yougoslavie, soit un nouvel arrangement en ce qui concerne la question de Salonique, soit la ratification de l'ancien accord. Une entente paraissait se faire entre *M.M. Politis* et *Nintchitch*, mais les luttes politiques reprirent le dessus en Grèce et dès lors ses dirigeants, occupés à l'intérieur, oublièrent de renouveler le traité d'alliance avec la Yougoslavie ; et en 1924 l'alliance gréco-serbe n'existait plus, au grand mécontentement d'Athènes, qui se voyait seule devant ses ennemis.

Le *prounciamento* du 14 Septembre 1922, s'il avait éloigné le roi Constantin, et par cela même, amené un redressement des rapports avec la Yougoslavie et les Grandes Puissances, n'avait pas pu relever la Grèce affaiblie par la guerre d'Asie. Au contraire la Yougosla-

vie, jouissant de la paix intérieure et extérieure, s'était fortifiée et Athènes désirait plus que jamais une entente avec Belgrade. Pourtant les Yougoslaves ne s'empresaient pas de conclure une alliance. Ils voulaient obtenir, en échange de la garantie qu'ils donneraient à l'intégralité des frontières grecques, l'amélioration du sort des Slaves qui habitaient en Macédoine grecque, le libre transit sur la ligne *Guevgueli-Salonique* et une zone libre à Salonique.

Vers la fin de la guerre balkanique de 1912, qui avait donné Salonique à la Grèce, la question de l'accès de la Serbie à la mer Egée s'était posée, et une convention, conclue le 10 Mai 1914, avait réglé l'affaire. Après la guerre, une convention du 10 Mai 1923 était venue adapter l'ancien accord aux nouvelles conditions d'après-guerre.

La petite Serbie d'avant-guerre, était devenue le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et par conséquent les besoins de Belgrade, s'affirmaient beaucoup plus grands que ceux de 1912. Par cette nouvelle convention la Yougoslavie obtenait, pour une période de 50 ans, un emplacement dit « zone libre serbe », affecté exclusivement à son usage, et placé sous son administration douanière. La Grèce gardait pourtant la souveraineté de cette zone. Ensuite, des pourparlers furent entamés pour la conclusion de nouvelles conventions, concernant surtout le trafic sur la ligne *Guevgueli-Salonique* et l'utilisation de la zone franche serbe dans le port grec. L'histoire de ces pourparlers gréco-yougoslaves, fut très mouvementée. En Décembre 1925, une commission mixte s'était réunie à Salonique, en vue de régler le fonctionnement de la zone serbe, mais elle avait suspendu

ses travaux en Février 1926, sans avoir abouti à aucun accord. Le mois suivant, après la reprise des conversations à Genève, un accord de principe est ébauché et le 17 Août 1926, les nouvelles conventions, concernant notamment le trafic sur la ligne Guevgueli-Salonique et l'utilisation de la zone franche serbe dans le port grec furent signées à Athènes. La Yougoslavie, était hautement intéressée à ces conventions qui facilitaient son commerce par le port de Salonique. Le port en lui-même, ne pouvait vivre que du commerce qui lui venait des régions yougoslaves. Dans les statistiques publiées par la direction grecque de la zone franche en 1926, le commerce yougoslave occupe par son trafic de 144.000 tonnes, le premier rang dans le mouvement du port. Viennent ensuite l'Italie avec 56.000 tonnes, les Etats-Unis pour 47.000 et la Roumanie pour 34.000 tonnes. Sur les 10.936 wagons arrivés dans la zone franche, 9.150 venaient de Serbie et le mouvement normal sur la ligne Guevgueli-Salonique, est de plus de 150 wagons par jour (2). Les conventions étaient conclues pour une période de 50 ans et sauvegardaient les intérêts de la Yougoslavie dans le port de Salonique et sur le chemin de fer Guevgueli-Salonique. Pourtant les Grecs, protestèrent énergiquement contre la conclusion de ces conventions, qu'ils jugeaient inacceptables en raison de ces quatre motifs :

a) L'exploitation par la Yougoslavie de la ligne Guevgueli-Salonique, constituait un véritable condominium.

b) Le droit de cabotage, accordé aux Yougoslaves, était préjudiciable à la marine marchande grecque.

(2) *G. Castéran* : Le transit par Salonique. Europe Nouvelle, 20 Août 1927, p. 1.092..



c) La faculté pour les autres pays de se servir de la zone yougoslave à Salonique, était également préjudiciable aux revenus du port et de l'état grec.

d) La non concordance de la durée des conventions avec celle du pacte de non agression conclu seulement pour 3 ans.

*Ces conventions ne furent pas ratifiées et par conséquent n'ont jamais été appliquées. M. Michalopoulos définissait ainsi la politique et la position de la Grèce dans cette question :*

« Au cours de conversations amicales à Genève, nous sommes tombés d'accord *M. Marinkovitch et moi* sur l'opportunité de nous entendre au sujet des facilités d'ordre administratif et technique qui seront assurées par la Grèce, au commerce Yougoslave d'exportation, par le port de Salonique. J'espère, que nous aboutirons. D'ailleurs, l'accord de 1923 sur la zone de Salonique, reste toujours en voie d'exécution. Nous n'avons pas voulu y toucher, quoique notre Constitution exige une loi pour toute concession de cette nature et que ce décret n'ait été ratifié que par un décret » (3).

Cette zone de 1923 existait en vérité, mais dans des limites si restreintes que le commerce Yougoslave ne pouvait pas se développer aisément, surtout qu'elle avait été cernée par une zone grecque. Et ce commencement d'accord entre les deux Etats, n'existait qu'en ce qui concerne la zone libre de Salonique, car dans la question de la ligne *Guerqueli-Salonique* on n'avait pas pu arriver à un résultat satisfaisant. Mais avant la conclu-

(3) *Albert Mousset* : La reprise des négociations entre Belgrade et Athènes. Déclarations de *Michalopoulos*, Europe centrale, 23 Juin 1928, p. 823.

sion de ce traité de garantie et des conventions (17 Août 1926), qui n'ont pas été ratifiés par la Grèce, Athènes, voyant qu'elle n'avait pu aboutir à conclure un nouveau traité d'alliance avec la Yougoslavie par des transactions directes, crut pouvoir aboutir plus vite par la voie d'un arbitrage obligatoire, formulé dans un pacte de garantie mutuelle que *M. Rendis*, son ministre des Affaires Etrangères proposa à la Roumanie et la Yougoslavie.

Voici le texte de cette proposition *Rendis* reproduite par le Journal « Le Temps » :

« J'ai examiné d'une façon détaillée la situation diplomatique et il me paraît de plus en plus évident  
« que les anciennes méthodes de la diplomatie, n'ont pas  
« toujours réussi dans les Balkans. Les conserver quand  
« même, c'est encore risquer, à mon avis, d'engendrer  
« des difficultés. Nous sommes donc nécessairement  
« conduits à envisager le recours aux idées d'après-  
« guerre et à la diplomatie ouverte. D'une part les  
« grandes Puissances Occidentales et les autres Etats  
« du Nord-Est de l'Europe nous indiquent le chemin à  
« suivre. Ce chemin, nous devons, je crois, selon leur  
« exemple le rechercher dans l'établissement, en tout  
« premier lieu de l'Arbitrage obligatoire. Après, il se-  
« rait très facile de conclure aussitôt un pacte de ga-  
« rantie, ou même une alliance entre la Grèce, la You-  
« goslavie et la Roumanie. Les conventions de l'arbi-  
« trage obligatoire seraient, bien entendu, basées sur les  
« traités en vigueur et sur le respect de l'intégralité ter-  
« ritoriale, ainsi que de la souveraineté nationale. La  
« valeur politique de l'établissement de l'arbitrage obli-  
« gatoire saute aux yeux lorsqu'on pense aux récentes

« négociations de Belgrade, sur le renouvellement de  
« l'alliance greco-serbe. En effet, si avant que ces négocia-  
« tions fussent engagées, le principe de l'arbitrage  
« obligatoire avait été consacré, aucun obstacle n'aurait  
« pu surgir. On peut en dire autant pour la Roumanie,  
« puisque tôt ou tard, la Grèce et la Roumanie seront  
« amenées à se lier, soit par un pacte de garantie, soit  
« par une alliance. En tout cas, j'estime que cette ligne  
« de conduite nous mènera d'une manière plus sûre et  
« plus rationnelle vers la pacification définitive des Bal-  
« kans et vers la consolidation indispensable du « statu  
« quo » d'après-guerre, dans notre péninsule. Tout le  
« monde sait que c'est le vœu le plus cher de la Grèce »  
(4).

Dans un autre numéro du « Temps », figure la suite de cette déclaration faite quinze jours plus tard.

« La Bulgarie serait laissée, pour le moment, à l'écart  
« et cela pour éviter tout malentendu. Elle ne serait ap-  
« pelée à participer au pacte, qu'après sa conclusion entre  
« la Grèce, la Serbie et la Roumanie, aux conditions que  
« celles-ci lui poseraient et notamment aux conditions  
« capitales : respect des traités, respect de l'intégrité  
« territoriale, et respect de la souveraineté nationale.

« Les négociations parallèles pour une alliance gréco-  
« serbe et gréco-roumaines, loin d'être écartées, sont  
« très désirées à Athènes. Mais on pense que les traités  
« d'arbitrage les faciliteraient considérablement et qu'au  
« cas où l'alliance ne pourrait pas se faire le pacte de  
« sécurité suffirait.

« Le pacte n'aurait qu'un caractère local. Ce serait  
« un accord régional. Le traité de Neuilly et les conven-

(4) *De Temps*, n° du 20 Juillet 1925.

« tions qui le complètent en seraient la base. Aucun  
« engagement extra-balkanique ne serait assumé par les  
« contractants, au cas où un des associés serait entraîné  
« dans un conflit extra-balkanique. Ses amis balkaniques  
« ne s'engageraient qu'à ne pas l'attaquer et à exécuter  
« leurs obligations locales (pour la Grèce, par exemple,  
« le respect des engagements qu'elle assumerait pour le  
« chemin de fer Salonique-Guevgueli, etc..).

« L'arbitrage serait obligatoire. On tend notamment  
« à proposer un système analogue à celui adopté entre  
« les peuples Baltiques et la Pologne. A savoir deux de-  
« grés de juridiction : 1°) une commission mixte compo-  
« sée de membres des deux parties avec, comme prési-  
« dent, un neutre ; 2°) recours à la Cour de la Haye pour  
« les conflits juridiques et au Conseil de la Société des  
« Nations pour les conflits politiques » (5).

En appliquant aux Balkans, ce système des pactes régionaux de garantie mutuelle, il fallait que *M. Rendis* tînt compte de la situation particulière dans laquelle se trouvait la péninsule, où les relations entre états n'étaient pas encore bonnes. Dans le cas où un seul des Etats refusait sa participation, la réalisation de cet arbitrage était impossible. Or, ce fut justement à cause de cette vérité que le pacte d'arbitrage obligatoire dans les Balkans échoua.

*Belgrade*, opposa une fin de non recevoir à cette proposition, et avec raison, car elle croyait qu'il convenait de procéder au préalable au règlement de toutes les questions litigieuses. La Roumanie, de son côté, malgré que n'étant pas un état balkanique, devait aussi signer ce pacte d'arbitrage, mais elle ne pouvait « rien entreprendre

(5) *Le Temps*, n° du 4 Août 1925.



avant son alliée la Yougoslavie et un engagement trop évident dans les Balkans, lui eût porté préjudice dans d'autres directions. Considérant la proposition de *M. Rendis*, comme une manifestation importante et comme une base des négociations ultérieures, la Roumanie attend avec joie que cette manifestation se produise, aussi d'autres côtés, pour qu'elle se complète, qu'elle réalise un accord et jette un pont pour la fraternité des peuples balkaniques » (6). Donc, la Yougoslavie et la Roumanie, considéraient comme obligatoire un arrangement préalable des diverses questions litigieuses avant la signature d'un pacte de garantie et d'arbitrage obligatoire dans les Balkans. Mais avant que les tentatives gréco-yougoslaves, reprennent et aboutissent aux résultats susmentionnés, l'incident bulgaro-grec éclatait. Le paix des Balkans était troublée, l'idée d'un Locarno balkanique fit des progrès et tout de suite après la reprise des pourparlers gréco-yougoslaves, le 8 Janvier 1926, *M. Gavrilovitch*, ministre de Yougoslavie à Athènes, déclara à *M. Roufos*, ministre des Affaires Etrangères de la Grèce, que le gouvernement de Belgrade voulait engager des discussions en vue de l'établissement d'un pacte balkanique. Dans ce but, une entrevue eut lieu entre *MM. Nintchitch* et *Polychroniadis* à Belgrade, mais la Yougoslavie maintint son point de vue ; de liquider en premier lieu les questions litigieuses. La Grèce, de son côté, était résolue à traiter dans un esprit très large. Le général *Pangalos* déclarait notamment « qu'il était prêt à de grands sacrifices pour en finir avec cette irritante question des futurs rapports gréco-yougoslaves, à condition toutefois que les demandes de la Yougoslavie ne soient

(6) *Journal des Débats*, n° du 26 Août 1925.



pas inconciliables avec la dignité nationale de la patrie grecque » (7). Ce que Belgrade demandait, Athènes le trouvait inconciliable avec sa dignité nationale et ainsi on n'arrivait à aucune entente surtout que *M. Roufos* concluait : « Rien ne presse, aucun nuage menaçant n'apparaît à l'horizon balkanique, tout le monde est imbu du besoin de paix. D'ailleurs, en politique, la sauvegarde des intérêts communs vaut plus que tous les papiers signés. Entre temps, le gouvernement grec se met à l'œuvre pour remplir sincèrement ses engagements envers la Société des Nations à l'égard des minorités. Le gouvernement, continue à améliorer avec de grands sacrifices les voies commerciales à travers le territoire et surtout la ligne *Salonique-Guevgueli*, pour contenter les justes exigences du commerce de Yougoslavie, même si aucune sorte de traité écrit ne devait être signé bientôt » (8). L'arrangement conclu, on l'a vu, a été rejeté par la chambre grecque le 27 Août 1927 et depuis cette date, jusqu'à la signature du pacte d'amitié gréco-yougoslave, s'étend la période la plus difficile des rapports entre Belgrade et Athènes. Lorsque le 27 Novembre 1926 l'Italie et l'Albanie signaient le traité de *Tirana*, l'opinion grecque recueillit cette nouvelle avec une impassibilité qui paraissait bienveillante à Belgrade. La communauté d'intérêts entre la Yougoslavie et la Grèce, *en ce qui regarde la pénétration italienne dans la Péninsule, par la voie la plus directe, qu'était l'Albanie, n'existait plus, malgré les affirmations de M. Michalocopoulos*, lequel

(7) *Le Temps*, n° du 6 Février 1926 : Les relations gréco-yougoslaves.

(8) *Le Temps*, n° du 12 Février 1926 (Déclarations Roufas).

disait : « Nous désirons sincèrement l'intégrité complète de l'Albanie... Aucune velléité de s'imposer dans les affaires purement intérieures de l'Albanie ne saurait laisser la Grèce indifférente... L'Albanie aux Albanais comme les Balkans aux Balkaniques, voilà le mot d'ordre qui peut donner le calme à ce coin d'Europe Orientale si tourmentée depuis de longs siècles » (9).

Le second traité de *Tirana*, fut accueilli de la même manière et plus tard, le 23 Septembre 1928, un pacte de conciliation et d'arbitrage liait Rome et Athènes. Pourtant la Grèce, voulait reprendre à pied-d'œuvre la tâche délicate du renouvellement de l'ancienne amitié gréco-serbe. Au mois d'Octobre, après plusieurs entrevues entre *M. Vénizelos* d'une part, et *MM. Choumenkovitch* et *Marinkovitch* successivement, un protocole d'accord fut signé. Il stipulait, que toutes les questions relatives au fonctionnement de la zone franche yougoslave à Salonique et le transit Yougoslave vers ce port, seraient réglées par la convention déjà conclue le 10 Mai 1923. En même temps, Belgrade, disait qu'il pourrait faire connaître à Athènes dans un délai de 20 jours ses idées sur les 5 projets grecs qui lui avaient été proposés le 1<sup>er</sup> Juin 1926. En outre, il fut convenu pour que les termes de la convention de 1923 ne fut interprétés abusivement que : « la zone serbe, croate et slovène dans le port de Salonique ne pourra être utilisée que pour le transit Yougoslave, à l'exclusion de toutes les marchandises de provenance ou à destination d'autres pays ». De même les marchandises provenant de Yougoslavie, pourront

(9) *Albert Mousset*, Pacte ou alliance, Europe Centrale, 6 Octobre 1928, p. 5.

être exportées en Grèce à travers la zone franche Yougoslave et vice-versa.

Ces précisions étaient contenues dans l'accord de principe réalisé à Belgrade le 11 Octobre 1928 entre MM. *Choumenkovitch* et *Vénizelos*. Le grand homme d'état grec, avait mis en œuvre toute son intelligence et son esprit politique pour arriver à cet accord. Mais, malgré la bonne volonté manifeste des deux parties, se fut seulement en Mars 1929, après l'élaboration des textes définitifs par les experts, que MM. *Karapanos* et *Koumanoudi* signèrent un pacte d'amitié, de conciliation et d'arbitrage et les accords relatifs au trafic de la zone franche S.H.S. du port de Salonique.

Ainsi, toutes les difficultés subsistant depuis la dénonciation de l'ancien traité d'alliance, étaient liquidées. Le Pacte établissait entre les deux pays des rapports d'amitié et de collaboration cordiales. Les deux pays étaient ainsi liés par leurs traités communs, une vive sympathie réciproque, le respect des traités et le statut international de la S.D.N.

Notamment on peut observer, que ce pacte constituait une garantie de premier ordre pour la paix des Balkans et un des anneaux de la chaîne qui relie les Etats pacifiques de la mer Egée à la mer Baltique et la Méditerranée.

« Aujourd'hui, écrivait M. Gauvain, la Yougoslavie liée à la Tchécoslovaquie et à la Roumanie par la Petite Entente et à la France par une alliance, se rattache par un pacte d'amitié et d'arbitrage à la Grèce qui en a conclu un analogue avec la Roumanie et l'Italie » (10). Donc,

(10) *Auguste Gauvain*. — Les accords gréco-yougoslaves, la politique orientale et la paix. Europe centrale, 13 avril 1929, p. 562.

un système complet de pactes d'alliances et d'amitié, était établi dans les Balkans et l'Europe du Sud-Est. Ce dernier pacte gréco-yougoslave, offre des possibilités prochaines. En premier lieu, par l'entente entre Belgrade et Athènes, la principale difficulté de la fondation d'une Entente Balkanique, sur des traités d'arbitrage obligatoire, était écartée. La proposition *Rendis* devenait, pour ainsi dire une actualité. Mais une grande distance sépare encore ses vœux de leur réalisation. On ne voit pas trop bien, dans un avenir prochain, la Bulgarie garantissant les frontières de Macédoine, ou bien la Grèce et la Bulgarie garantissant à la fois avec la Yougoslavie et la Roumanie la frontière européenne de la Turquie. *Pourtant, cette entente balkanique n'est pas impossible, mais au contraire réalisable, dès que le gouvernement Bulgare abandonnera toute idée de révision des frontières macédoniennes.* Ce jour ne semble pas trop proche, car le gouvernement de *Sofia*, n'a pas l'air de pouvoir être indépendant des agitations Macédoniennes, qui exercent une vraie terreur dans le pays entier et sur les frontières. *Une fois fondée, cette entente Balkanique, constituerait l'aile méridionale de la Petite Entente et pourra avoir avec elle, une collaboration fructueuse.* La solidarité inébranlable de la Petite Entente, deviendrait plus grande encore, en formant depuis la mer Baltique jusqu'au cap *Matapan* une précieuse barrière contre les tentatives de troubler la paix.

Mais une seconde conséquence de l'entente entre Belgrade et Athènes, plus remarquable encore, par les suites plus proches qu'elle pourrait donner, est la réouverture des possibilités pour la Grèce d'entrer dans le cadre de la Petite Entente. On a vu que, chaque fois que la Rou-

manie avait suggéré d'y admettre la Grèce on avait fait remarquer qu'il appartenait à la Yougoslavie de présenter cette proposition, comme étant le pays le plus intéressé. Or, si jusqu'en 1929, Belgrade n'avait pu le faire ayant à régler avec Athènes la question de Salonique et si par conséquent, l'adhésion de l'état Hellénique à la Petite Entente, était toujours restée à l'étape primitive de 1920, désormais son *entrée peut se produire d'un jour à l'autre, depuis que les formalités sont réduites à une simple adhésion au traité tripartite de conciliation et d'arbitrage de la Petite Entente. Ce serait la réalisation sans lacune du projet de Take Jonesco et le complément utile de la Petite Entente.*



## TITRE XI

---

### La Petite Entente économique

# LÉGENDE

Régions industrielles de grande ou de moyenne activité

Régions à prédominances pastorales (élevage) et forestières (bois)

Régions à prédominance agricole

Régions produisant du blé pour l'exportation

Frontière douanière de l'Autriche-Hongrie en 1914

Frontières actuelles

N. B. — La comparaison de ces deux frontières montre les sources d'approvisionnement que l'Autriche a perdues.

Carte économique d'ensemble de l'Europe Centrale montrant les difficultés de constituer la Petite Entente économique

(Géogr. Extrait)



## LA PETITE ENTENTE ÉCONOMIQUE

---

Les changements, survenus en Europe centrale en 1918, ont été les plus grands qui se soient jamais produits dans les 5 continents, durant les derniers siècles. Deux états disparaissaient, pour ainsi dire, comme grandes puissances européennes: l'Autriche-Hongrie et la Russie. A la place de la Russie, rien de stable ne s'est construit, le chaos subsiste malgré les efforts de tant d'années. L'ancienne Autriche-Hongrie, a cessé d'exister en tant qu'organisme gouvernemental et unité territoriale. Une dynastie ancestrale a été dépourvue de ses droits de règne et des frontières nouvelles, sont venues tracer les limites des nouveaux états de l'Europe centrale, interrompant les liens politiques et économiques.

Considérant leur nouvelle situation, beaucoup de critiques manifestaient quelque scepticisme sur les possibilités d'indépendance et de vie même de ces Etats.

Et alors, se posa à travers l'Europe cette question unanime, de savoir si la dissolution de cette *grande entité économique* que constituait l'Autriche-Hongrie, avec son vaste et fort nœud de chemins de fer et de communications, pouvait être remplacée, par l'essor des différentes provinces, séparées entre elles par des frontières.

En vérité, ces limites qui dépeçaient l'ancienne Autriche-Hongrie, avaient été tracées selon le principe des nationalités, sans tenir aucun compte des différentes nécessités économiques des états successeurs.

Les uns, comme l'Autriche, se voyaient privés de la presque totalité de leurs terres arables, tandis que les autres, comme la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, recevaient, en dehors des territoires agricoles qu'ils avaient déjà, des régions industrielles de premier ordre. Ainsi, au lendemain de la guerre, parmi les sept Etats successeurs, l'Autriche et la Hongrie se trouvaient dans une situation économique assez mauvaise, surtout que la transition brusque dans les conditions économiques, ne leur avait pas donné la possibilité de se réajuster à leurs nouvelles situations, créées par les traités de paix. L'Autriche, resta à peu près sans terres labourables et avec une industrie très développée, mais privée elle aussi des matières premières que le tracé des frontières, avaient laissées en Tchécoslovaquie et en Yougoslavie. De même la Hongrie, réduite à un tiers de ce qu'elle était avant la guerre, perdit 80 % dans certaines branches de l'industrie et 60 % de sa production de blé. D'exportatrice, elle devint importatrice. Les cinq autres états successeurs de l'ancien empire, étaient en prise à d'autres difficultés. Deux d'entre eux, la Pologne et la Tchécoslovaquie, devaient créer leurs Etats de toutes pièces et ensuite chercher à former leur entité économique. La tâche de la Pologne se révélait particulièrement difficile, étant donné qu'elle avait été reconstituée de trois tronçons de pays différents et tous ravagés par la guerre. Elle dut s'appliquer à restaurer l'agriculture, exploiter les forêts et les richesses minières, créer des voies de communication et développer l'industrie, surtout celle de la région de *Lodz*. En tout cas, elle procéda avec beaucoup d'énergie. Dans ses frontières figuraient 65 % de terres agri-

coles, de même que la riche région industrielle de *Lodz*. La *Tchécoslovaquie*, a été privilégiée, puisqu'elle a hérité d'une industrie considérable de l'ancienne Autriche-Hongrie, représentant un coefficient de 80 % de celle de la double Monarchie. Quant à l'agriculture, elle pouvait produire à peu près les céréales nécessaires à sa population (elle importe 50.000 wagons de blé). Les trois autres Etats successeurs, avaient existé en tant qu'états indépendants avant la guerre et leurs territoires s'étaient accru considérablement, surtout pour la Roumanie et la Yougoslavie. En Roumanie, pays agricole par excellence, le manque de régions industrielles était déplorable et dès que la paix lui attribua la région du *Banat*, elle put se suffire à elle-même. L'agriculture était plus qu'abondante et l'industrie se développa rapidement tendant à assurer en peu de temps les demandes des marchés intérieurs. Le royaume des Serbes, Croates et Slovènes était trois fois plus grand que l'ancienne Serbie et les régions acquises, lui apportèrent des minerais ainsi qu'une industrie assez développée. La richesse du pays consiste dans les produits agricoles, les minerais, et l'élevage des bestiaux. Enfin l'Italie, le dernier pays successeur de l'Autriche-Hongrie prit le Tyrol et la péninsule d'*Istrie* et crut pouvoir dominer les autres états successeurs par son prestige de grande puissance. Mais nous avons vu qu'elle n'y a nullement réussi.

Tous ces Etats de l'Europe Centrale avaient fait partie, totalement ou partiellement de l'ancienne Autriche-Hongrie et malgré leur nouveau statut politique, ils éprouvaient le besoin de la formation d'une unité économique plus grande.



Budapest et Vienne se réjouissaient d'avance, mais les Etats successeurs avaient intérêt à ce que la tête du mouvement ne fut pas prise par Vienne ou Budapest. Ainsi s'explique, la rapide convocation à Rome d'une conférence des sept Etats successeurs. Elle se fondait sur les stipulations spéciales des traités de paix, qui prévoyaient des ententes pour le règlement des questions de transport et d'échanges entre les Etats héritiers, les possibilités d'une nouvelle organisation qui s'efforcerait de consolider économiquement l'Europe centrale. Les négociations commencèrent le 5 Avril 1921 à Rome et durèrent jusqu'au 15 Juin, sans pouvoir arriver à un résultat positif. Elles furent reprises en Octobre de la même année, à Porto-Rosa et le 25 Novembre, les délégués se séparèrent après avoir réglé différentes questions très importantes comme le partage des biens mobiliers, l'ajournement de l'application des interdictions d'importation et d'exportation, la réduction des tarifs postaux, etc... tous ces principes restèrent lettre morte, mais ils inspirèrent les différents traités et arrangements passés postérieurement entre les 7 Etats successeurs.

Chaque Etat héritier, animé d'un esprit de nationalisme très prononcé, s'est efforcé de produire chez lui les différents articles qu'il importait avant la guerre. Naturellement, ce furent les pays agricoles qui travaillèrent le plus pour créer une industrie neuve, capable de satisfaire les demandes des marchés nationaux. Afin de protéger les commencements de ces industries nationales, chaque état éleva des barrières douanières exagérées, qui gênaient énormément le commerce et les échanges dans l'Europe centrale. Le principe de la di-

vision du travail, n'était pas pris en considération et chaque état essayait de constituer une unité économique parfaite. Un grand gaspillage dans les nouveaux états industriels et un accroissement du chômage dans les anciens, furent le résultat immédiat de quelques erreurs.

Mais à la même époque, la Petite Entente politique prenait officiellement naissance et l'idée d'une étroite collaboration économique entre les trois pays, paraissait réalisable. Pour la première fois en 1922, les bases d'un rapprochement économique entre la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie figurait dans un pacte constitutif de la Petite Entente. C'était l'article III de l'accord Tchéco-Yougoslave, signé à *Marianské-Lazné*, le 31 août 1922 qui disait : « Les Hautes Parties contractantes s'efforceront d'asseoir sur une base solide toutes leurs relations économiques financières et celles de leurs moyens de transport et à cet effet, de s'assurer mutuellement la collaboration la plus étroite, à cette fin *elles conclueront des arrangements particuliers, spécialement un traité de commerce conforme à ce but* ».

On spécifiait donc, que malgré l'entente politique entre ces deux Etats, la solidarité économique n'était pas sa conséquence, mais seulement une possibilité d'ailleurs désirable. C'était *M. Bénès* qui avait demandé l'insertion de cet article, mais aucune suite ne fut donnée à ses prévisions. Chaque pays poursuivait sa politique de protectionisme à rebours. Six ans après la proposition de *M. Bénès*, la Roumanie fit à l'occasion de la conférence de Bucarest du 20-21 Juin 1928, la proposition de convoquer une conférence économique de la Petite Entente. Le communiqué officiel publié à cette occasion, mentionnait que « Les trois ministres de la Petite Entente

ont décidé de poursuivre énergiquement sans hostilité contre personne, leur politique *actuelle et de la développer particulièrement par une collaboration sur le terrain économique, financier et cultural* » (1).

La proposition roumaine, venait à un moment complètement défavorable pour traiter des questions économiques, car *des négociations en vue d'un traité de commerce tchéco-yougoslave* venaient d'échouer. En outre, la Roumanie était en pleine crise économique et en Yougoslavie se déroulaient les pénibles scènes du meurtre de *Raditch* et de la retraite des partisans de l'opposition. Pourtant, on persévéra et une conférence économique des experts se réunit à Bucarest du 11 au 20 Février 1929, mais les grands problèmes furent laissés de côté. On s'y est borné, à débayer le terrain en vue de la conférence proprement dite, qui devait avoir lieu plus tard et on arrêta un programme qui comportait les questions suivantes: transports, communications postales, formalités douanières et administratives, établissement et admission au travail des ressortissants, création de Chambres de Commerce communes, collaboration économique dans les organisations internationales, modification des mesures légales et administratives concernant le droit commercial (2). *Donc les commencements étaient modestes, étant donné qu'on ne parlait ni de traités de commerce ni de tarifs.* A la conférence de Belgrade, le 20 Mai 1929, les trois ministres de la Petite Entente, ratifièrent le programme de collaboration économique élaboré par les experts à Bucarest et décidèrent

(1) *Le Temps*, n° du 24 Juin 1928.

(2) Voir pour détails, Europe centrale, 1<sup>er</sup> Mai 1929, p. 650.

que de telles conférences, devaient être renouvelées. En examinant maintenant les échanges possibles entre les trois états de la Petite Entente, on s'aperçoit tout d'abord que l'un d'eux, la Tchécoslovaquie, est un pays industriel et que la Roumanie et la Yougoslavie sont des pays agricoles avec des velléités de former une industrie propre.

Lors de la conclusion du traité Roumano-Tchèque, on constatait que les deux pays se complétaient merveilleusement. Plus tard, on espérait même que la Petite Entente économique serait le *corollaire nécessaire de l'œuvre politique accomplie depuis dix ans par les Cabinets de Prague, Bucarest et Belgrade* et qu'ainsi elle serait l'instrument le plus efficace pour consolider la paix en Europe centrale. C'est, qu'on attachait trop d'importance au fait que la Roumanie détenait le pétrole et le blé, la Tchécoslovaquie le charbon, et la Yougoslavie les métaux ; *on oubliait, que l'échange des matières premières, régi par les nécessités des marchés mondiaux, se plierait mal à des conventions dérivant simplement d'intérêts politiques.* Au juste, la situation était la suivante, tout d'abord, la Roumanie et la Yougoslavie sont toutes les deux des pays de même structure économique. Par conséquent, *les produits qu'elles exportent sont identiques* et se font concurrence sur les marchés mondiaux. D'autre part, la Roumanie a prohibé ses exportations de *naphte* vers la Yougoslavie et celle-ci à son tour protège son industrie forestière contre l'industrie roumaine. Donc les échanges des deux pays sont extrêmement réduits et on ne voit guère comment ils pourraient augmenter.

On pourrait croire par contre que l'échange entre la

Yougoslavie, pays agricole et la Tchécoslovaquie industrielle est très actif et profite aux deux pays, mais même ici on voit que les choses ne se passent pas ainsi. La Tchécoslovaquie, exporte les produits de son industrie sur une grande échelle en Yougoslavie, qui cherche à protéger son industrie nationale, et Prague sous l'influence du parti *agrarien*, fait des efforts pour protéger son agriculture, de sorte que la balance commerciale, est déficitaire pour la Yougoslavie, en ce qui concerne la Tchécoslovaquie. Donc, ni même ici, il n'y a pas de possibilité, immédiate d'élargissement des échanges commerciaux. Pour la Roumanie, on remarquera qu'elle ne fait presque pas d'échanges avec la Yougoslavie et avec la Tchécoslovaquie; son exportation diminue de plus en plus.

Voici quelques chiffres: (3)

*Yougoslavie — Roumanie*

|                     | Exp. Youg. en R.     | % des export. Youg. |
|---------------------|----------------------|---------------------|
| 1923 .....          | 30.5 millions dinars | 0.3                 |
| 1924 .....          | 252.6                | 2.6                 |
| 1925 .....          | 1.200                | 13.6                |
| 1926 .....          | 87,3                 | 1                   |
| 1927 .....          | 32                   | 0.5                 |
| 1928 .....          | 77.1                 | 1,2                 |
| 1929 (9 mois) ..... | 585                  | 11                  |

(3) A.T. Les relations commerciales entre la Roumanie et la Yougoslavie, Europe centrale, 21 Décembre 1929, p. 203.



|            | Exp. Roum. en Youg.    | % des exp. Roum. |
|------------|------------------------|------------------|
| 1923 ..... | 212.12 millions dinars | 2.5              |
| 1924 ..... | 183                    | 2.2              |
| 1925 ..... | 315                    | 3.6              |
| 1926 ..... | 332.1                  | 4.3              |
| 1927 ..... | 274.2                  | 3.7              |
| 1928 ..... | 208.4                  | 2.6              |
| 1929 ..... | 124.7                  | 2.2              |

1928, *Yougoslavie, Tchécoslovaquie* (4). La Yougoslavie importe 17,89 % de son total d'importation de la Tchécoslovaquie et expédie pour 8,99 % de son total d'exportation en Tchécoslovaquie.

*Prague importe.* Pour 451 millions de couronnes de la Yougoslavie et exporte pour 948 millions.

*Roumanie-Tchécoslovaquie* (5). En 1927, la Tchécoslovaquie importait de Roumanie 3,60 % de son importation totale et exportait 4,51 % de son exportation totale. En 1928, Prague exporte pour 871 millions de couronnes en Roumanie et importait pour 537 millions.

Donc commercialement, les rapports entre les *Etats de la Petite Entente* sont négligeables, on ne saurait le nier, en lisant ces chiffres. Les trois états peuvent se passer très bien l'un de l'autre. La Yougoslavie fait de grands échanges avec l'Autriche la Roumanie et la Tchécoslovaquie, avec l'Allemagne. Devant ces vérités irréfutables, certains se demandent quels seraient les moyens d'activer les échanges. On répond de suite que l'établissement de tarifs préférentiels pourrait être efficace. Mais aujourd'hui, avec la clause de la nation la

(4) et (5) *Jiri Hejda, La coopération économique des pays de la Petite Entente, Europe centrale, 2 Mars 1929, p. 449.*

plus favorisée, le système préférentiel est une impossibilité, car tous les états obtiendraient par le jeu de cette clause le même régime. Il faudrait une transformation mondiale dans la contexture des traités de commerce, pour pouvoir établir vraiment des tarifs préférentiels.

Une réduction des tarifs sur le blé, quoique intéressante, rencontrerait l'opposition du parti agrarien tchécoslovaque. C'est la seule possibilité qu'on pourrait donner à la Yougoslavie et à la Roumanie d'activer leurs exportations à destination de Prague. La Tchécoslovaquie, achète son blé en grande partie en Hongrie, de même que Belgrade, commande la majeure partie de ses machines en Allemagne. La Roumanie fait aussi de grands échanges avec l'Allemagne. C'est l'application de la loi du « moindre effort » selon laquelle, les exportations se dirigent là où elles trouvent la plus faible concurrence. Par conséquent, tout ce qu'on peut faire, c'est de s'engager dans la voie indiquée par la conférence des Experts tenue à Bucarest. *Par la création d'un Office économique de la Petite Entente, qui étudierait à fond la situation économique des trois Etats en établissant des statistiques et des rubriques à la portée des commerçants, on pourrait peut-être arriver à quelque chose de positif.* Quant aux différentes facilités dans le domaine des transports (1), de la poste, de la législation, de l'unification de la terminologie douanière et d'autres déjà énoncées, ce sont des moyens parfaitement

(6) Dans ce sens la construction d'un pont sur le Danube faisant la jonction des chemins de fer roumains et yougoslaves faciliterait l'écoulement des marchandises vers les ports yougoslaves. De même la création de zones franches dans les ports roumains et yougoslaves serait souhaitable.

aptes à encourager un essor des échanges entre les Etats de la Petite Entente, dans un avenir assez lointain. Alors on pourrait envisager également la possibilité de former une Petite Entente économique de plus grande envergure, qui comprenne également l'Autriche, la Hongrie, la Pologne, la Grèce et la Bulgarie. Mais la réalisation de cette unité économique, ne saurait se faire maintenant. D'un côté, on a vu tout dernièrement même, lors de l'échec de la constitution d'un *cartel du blé* de l'Europe centrale, la mésentente sévir entre les producteurs yougoslaves et hongrois. En outre, *M. Walko* écrivait : « Or, pour la Hongrie, une coopération économique qui excéderait les limites du traité de Trianon serait plutôt désavantageuse, sans compter que la question ne peut pas se discuter sans que de nouvelles conditions politiques aient été établies. Des changements considérables devraient se produire en Europe tant dans le domaine politique qu'économique, avant qu'un plan quelconque de rapprochement puisse être envisagé » (7).

D'autre part, *l'Autriche* paraît très peu disposée à une Entente économique avec ses anciens ennemis. Si malgré ces difficultés, une entente économique entre ces 8 états pouvait se faire, d'innombrables possibilités lui seraient ouvertes.

Mais présentement, il n'existe pas dans l'ordre économique une solidarité comparable à l'union politique entre les trois Etats de la Petite Entente, parce que la position géographique et la structure des pays ne *peuvent pas la créer*.

(7) *Walko*, Déclaration, *Pester Lloyd*, 20 Août 1927, voir Europe centrale, 27 Août 1927, p. 953.



## TITRE XII

---

### Rôle, Caractéristiques et Avenir de la Petite Entente





## ROLE, CARACTERISTIQUES ET AVENIR DE LA PETITE ENTENTE

---

Toute la structure politique et géographique de l'Europe Centrale d'avant guerre, a été profondément modifiée par la formidable catastrophe qui mettait fin à cet assemblage disparate, inorganique de nationalités en profond antagonisme qu'était l'Autriche-Hongrie. L'empire des Habsbourg, n'avait jamais pu devenir un organisme, mais était resté une hégémonie assez forte pour pouvoir faire régner à l'aide de la force et de l'injustice, l'ordre politique et l'ordre social dans cette Europe centrale, où se sont entassés, superposées et enchevêtrées toutes les races. C'est là, que toutes les vagues déferlantes de barbares se sont arrêtées, en imprimant à cette région ce caractère particulier, de présenter la plus forte bigarrure ethnique de tout notre continent.

Malgré les efforts des Habsbourg, pour fondre dans une nation unique la mosaïque des peuples que constituaient leurs provinces, ils n'avaient réussi qu'à semer des haines et à renforcer l'esprit national de chaque peuple opprimé. Toute combinaison pour fonder un Fédéralisme répugnait à l'Autriche, qui voulait à tout prix briser la résistance des Slaves et introniser l'hégémonie allemando-hongroise, or ce régime ne pouvait guère convenir aux peuples opprimés. La lutte sourde à l'intérieur de la Double-Monarchie contre l'absolutisme, commence depuis le 19<sup>e</sup> siècle, mais elle devient ouverte, seulement depuis que le grand historien tchèque *Palacky*, formula

cette célèbre phrase : « La Bohême, ce n'est pas l'Allemagne, les Tchèques ne sont pas allemands. Vous êtes autres que nous. Vos destinées sont d'un côté, les nôtres sont d'un autre ». C'était le principe des nationalités, posé 70 ans avant que les 14 points du Président Wilson les consacrent comme le principe dominant le droit international. D'ailleurs, on a vu que ce principe des nationalités, n'était autre chose que l'aboutissement logique de l'esprit démocratique de la révolution française. La lutte a atteint son paroxysme en 1918, année où l'Autriche-Hongrie a été totalement dépecée. La volonté des peuples opprimés, a réussi à faire sauter la formidable géole de la Double Monarchie. Les traités de paix consacraient le nouvel ordre des choses en Europe et les états surgis des cendres de l'Autriche-Hongrie, virent réglées leurs conditions juridiques et économiques.

Mais, si le principe des nationalités avait été appliqué dans toute son étendue, *on s'apercevait qu'il allait à l'encontre de certaines nécessités de la vie moderne, où la tendance est plutôt aux grands groupements qu'aux petits*. Ce courant vers les grandes combinaisons et les vastes concentrations, domine l'humanité à un tel point, que le mouvement des nationalités même, lui est soumis. L'idée, devait par conséquent être émise, de réunir tous les Etats successeurs en une vaste confédération danubienne, qui puisse remplacer l'ancienne Autriche-Hongrie, mais devant l'opposition de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie on renonça à sa réalisation. Alors, on vit la mise en application du projet de Take Jonesco, le grand homme d'état roumain, de former autour des anciens ennemis une ceinture assez forte de nouveaux états, sortis de la guerre, pour « *em-*

*pêcher les vaincus de récupérer par l'intrigue ce qu'ils avaient perdu par l'épée » (1). Les Etats qui devaient la former, étaient selon l'idée de Take Jonesco, non seulement la Tchécoslovaquie et la Roumanie, mais également la Pologne et la Grèce, en vue de constituer une barrière indestructible entre le péril du pangermanisme et la menace russe. Nous avons vu que les trois premiers états, ont abouti dès le commencement à s'entendre pour une politique commune envers les anciens vaincus, tandis que les deux autres, restent aujourd'hui encore dans l'expectative, malgré qu'ils collaborent souvent à l'œuvre de reconstitution de l'Europe centrale. *Prague, Belgrade et Bucarest*, jugeant les garanties de l'art. 10 du Pacte de la S.D.N. insuffisantes, vu le *Putsch de Kapp* qui éclata en Allemagne en Mars 1920 et la proposition de la Hongrie de secourir les Polonais contre les Russes, conclurent des traités bilatéraux d'alliance défensive. Tous ces traités sont conçus dans un esprit strictement défensif : ils ont pour but la pacification de l'Europe centrale et sont régulièrement enregistrés à la S.D.N. Par conséquent, les trois états qui composent la Petite Entente, au lieu de suivre une politique indépendante sans points d'appui, renonçaient à cet isolement et mettaient en commun leurs intérêts, en vue de se défendre contre un éventuel revirement offensif des vaincus. « La Petite Entente apparut donc comme l'expression pratique des appréhensions des nouvelles nations à l'égard des sentiments intimes des vaincus, ainsi que de leur manque de confiance dans l'efficacité des moyens de coercition, mis par les traités entre les mains des vain-*

(1) *Take Jonesco*, La Petite Entente, revue de France, 1<sup>er</sup> Novembre 1921, p. 14.

queurs » (2). Nous avons vu, comment la Petite Entente, s'opposa avec succès aux tentatives de restauration des Habsbourg. C'était la première manifestation internationale de ce jeune groupement qu'on appelait la « Petite Entente », et qui cherchait à reproduire l'Autriche-Hongrie, mais dépouillée de ses vices.

Issue de la communauté d'intérêts que possédaient les trois états, à défendre contre toute attaque l'intangibilité des traités de paix et leur respect sincère, elle amoindrissait le risque que chacun de ses membres aurait couru, s'il était resté isolé et par cela même, la « Petite Entente » fournissait au monde, sinon la base, mais du moins, l'exemple de la sécurité européenne. Cette sécurité, les vieux hommes d'état et les diplomates, ne la voyaient que dans la création d'une confédération danubienne, mais il ne pouvait en être question, car « nos peuples qui allaient les uns revivre et les autres obtenir leur unité nationale, étaient trop jaloux des prérogatives de leur souveraineté pour pouvoir en faire le sacrifice nécessaire » (3), et ensuite, dans une telle organisation politique Budapest et Vienne auraient vite reconquis leur prestige et leur prédominance d'avant guerre, ce que les autres états de l'Europe centrale ne pouvaient tolérer. Pourtant Take Jonesco et M. Bénès, ont réussi à reconstruire l'Europe centrale sur des bases solides, et à lier par un nouveau ciment, les Etats issus du démembrement de l'Autriche-Hongrie. Mais si la Petite Entente, reproduit dans ce qui est essentiel et même nécessaire, ce qu'il y avait de légitime et de bon dans la Double Monarchie, elle ne garde rien d'une rigidité in-

(2) Albert Mousset, *La Petite Entente*, p. 9.

(3) *Take Jonesco*, op. cité, p. 11.



*compatible avec les principes de liberté des peuples, car elle n'est autre chose que l'application et l'aboutissement du principe actuel international « des nationalités ». Si les trois nations attachées au « statu-quo » politique et territorial établi par les traités de paix, se retrouvent coude à coude, ce n'est pas pour constituer des alliances fondées sur l'équilibre, au sens des diplomates de 1914, mais pour que, grâce à leur solidarité, elles puissent empêcher la dislocation de leurs unités nationales, réalisées au prix de tant de sang et de tant de ruines.*

Les pays de la Petite Entente, *s'engagent à une amitié générale* et suivent la même *politique extérieure* dans quelques questions les intéressant communément. Ainsi en ce qui concerne le retour des Habsbourg, la *Petite Entente, est fermement décidée à s'y opposer de toutes ses forces*; elle considère cette restauration comme une violation des traités de paix, et par conséquent comme un « casus belli ». Vis-à-vis de la *Hongrie*, de la *Bulgarie* et de l'*Autriche*, sa politique de pacification de l'Europe centrale et de réalisation d'une collaboration générale en vue de la consolidation continentale, s'est encore manifestée par la création d'une atmosphère de *paix et de collaboration*.

L'appui efficace donné au rétablissement financier de l'*Autriche* et de la *Hongrie*, est une preuve éclatante que, la *Petite Entente* contribue au progrès de la *société* dans la voie des réalisations pratiques, et que loin de faire une politique de désagrégation européenne, elle travaille intensivement à la reconstitution de l'*Europe centrale*. Si avec la *Hongrie*, elle n'a pas encore abouti à des rapports de collaboration pacifique, c'est que Bu-

dapest, toute entière absorbée par sa politique de revanche et hantée par la révision des traités, ne veut pas encore souscrire au nouveau « statu-quo » établi par le traité de Trianon, pour le maintien duquel s'est formée la Petite Entente.

En vue de la solution rapide des différentes difficultés pouvant surgir entre les trois Etats, des négociations périodiques chercheront à liquider ce litige et s'il n'est pas possible de tomber d'accord sur la solution à prendre, les Parties, s'adresseront à l'arbitrage. Ainsi fondée sur le système des « intérêts directs », la Petite Entente, a sacrifié à ces intérêts les différentes querelles et prétentions qui eussent alourdi l'atmosphère de l'Europe. « Le point de départ des accords qui constituent la Petite Entente, écrivait Take Jonesco, a été le système des *intérêts directs*. Nous réalisons, la coordination de nos vues politiques par une série d'ententes partielles et d'assurances mutuelles. *Ce système, a pour but d'éviter que des divergences naturelles entre voisins, viennent à s'aggraver et à présenter une fissure aux intrigues ennemies.*

*C'est selon moi, l'aspect le plus important de nos accords car il est permanent, tandis que la garantie défensive ne joue qu'en cas d'agression. Mon désir personnel serait d'arriver à une formule, qui englobe aussi les intérêts indirects et généraux des peuples victorieux. La Petite Entente deviendrait alors, l'alliance de tous les vainqueurs de l'Europe centrale et orientale pour le maintien de tous les traités, contre toutes les attaques » (4).*

(4) *Take Jonesco*, déclarations à l'Agence « Avola », « Journal des Débats », 9 Juin 1921.

Cet applanissement des rapports de la Petite Entente, dont parlait Take Jonesco, dans la déclaration que nous venons de citer, a permis aux trois états de régler avec une grande célérité leurs difficultés avec leurs voisins. Renforcée par la solidarité inébranlable de ses membres, *liés entre eux par des alliances bilatérales, garantissant leurs signataires contre les atteintes aux traités de Trianon ou de Neuilly et par le traité tripartite de conciliation et d'arbitrage, la Petite Entente défendra avec la dernière énergie le statu-quo établi par les traités de paix dans l'Europe centrale.* La Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Yougoslavie, sont bien décidées à empêcher toute tentative faite dans le but de détruire l'édifice de la paix. La Petite Entente, est un pacte particulier d'assistance mutuelle, rentrant dans les cadres du pacte général de la S.D.N. Elle s'est assurée depuis 1926 un siège au Conseil de la S.D.N., qui est revenu par roulement triennal à chacun de ses trois Etats. La Petite Entente *n'a pas de visées impérialistes, car le pacifisme de ses trois états est organique.* Réalisant leur unité nationale, les peuples tchécoslovaque, yougoslave et roumain, offrent par conséquent d'incontestables garanties dans leurs manifestations pacifiques. Les racines du pacifisme de la Petite Entente sont ancrées dans les *nécessités fondamentales* de sa vie et à l'abri de toutes tentations. Elle n'a point l'ambition *d'intervenir abusivement dans les affaires de l'Europe, ou d'étendre son influence sur l'Europe balkanique, mais tout en voulant la paix, elle veut aussi se montrer vigilante et elle saura ramener à la raison ceux qui seraient tentés de la troubler.* Sa méthode, est celle de l'adage latin : *Suaviter in modo fortiter in re. Et à toute*

*menace révisionniste, elle répond par un resserrement de ses liens et un redoublement de sa vigilance. La Petite Entente, est essentiellement une œuvre de paix et à cet effet, les traités stipulent que les parties contractantes se concerteront sur leur politique étrangère, vis-à-vis de l'état visé par les traités. Chaque traité, est accompagné d'une convention militaire dans laquelle ont été prévues les mesures à prendre en cas de nécessité. Jamais la Petite Entente ne cessa d'être un organisme défensif, car par définition, elle est une assurance mutuelle contre toute tentative d'infraction au statu-quo politique et territorial en Europe centrale. M. Bénès disait en 1920 :*

« Nous avons certainement des intérêts communs avec l'Europe centrale, nous formons des alliances géographiques et les traités de paix qui viennent d'être signés nous rapprochent les uns des autres de façon très étroite.

*Le but de notre alliance, est donc de défendre nos intérêts réels et nos besoins mutuels non seulement entre nous, mais aussi à l'égard de la situation générale de l'Europe... Nous créerons à l'avenir une certaine ligne politique commune, convaincus qu'il s'agit là d'un travail tendant à la consolidation de l'Europe, à l'établissement de la paix et à la suppression des difficultés économiques et politiques.*

Nos trois états, qui comptent près de 45 millions d'habitants, représentent politiquement et économiquement une force considérable, dont *chacun des éléments entend respecter les besoins et les intérêts de tous les Etats*, et ils ont, à eux tous, assez de force morale et matérielle pour défendre leurs intérêts et contribuer effica-



cement à la réalisation de la paix en Europe » (5). Et c'était juste le moment, pour que la Petite Entente soit créée, car au fur et à mesure qu'on s'éloignait de la conclusion de la paix, l'entente entre les Grands alliés diminuait et l'on pouvait dire qu'elle *n'avait véritablement existé que tant qu'ils avaient combattu ensemble*. Une fois qu'ils ont été vainqueurs, chaque état s'est remis à sa politique particulière, sans égard aux autres Etats. Chez la Petite Entente, on voit le contraire, même *vainqueurs, la politique suivie par les trois états la constituant, est celle des intérêts communs et d'un parfait accord*. Dans ce sens, en envisageant les étroits liens réunissant la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie et qui en font un bloc de beaucoup plus solide que la Grande Entente, on peut soutenir que le nom de « Petite Entente », donné à ce groupement d'états, *n'est que la consécration de l'étroite collaboration entre Bucarest, Belgrade et Prague, et qui par cela même marque une supériorité nette vis-à-vis de la Grande Entente*. Tout en ayant une communauté d'intérêts avec les Grands alliés, la Petite Entente entend ne pas être subordonnée à leur politique et ne pas avoir des rapports de clientèle. Elle manifeste la ferme volonté que possède l'Europe centrale, de se soustraire à toute ingérence étrangère, à toute tutelle, et d'être seule, la maîtresse de ses destins. Et c'est ici que réside la valeur morale de la Petite Entente qui tire ses directives politiques de son indépendance même. Aux heures difficiles de la situation internationale, ce groupe de puissances

(5) Edouard Bénès, la Petite Entente et la reconstruction de l'Europe centrale, discours prononcé le 1<sup>er</sup> Septembre 1920, Europe Nouvelle, 19 Septembre 1920, p. 1.369.



a apporté une contribution effective au maintien de la paix européenne, en faisant entendre sa voix de grande puissance qui obtenait toujours le résultat voulu. Si elle paraissait au commencement plutôt un *syndicat d'assurances*, la Petite Entente, basée sur des traités représentant une force puissamment organisatrice, *travaille avec persévérance à une œuvre de paix, avec un remarquable esprit de suite et de méthode. Elle a élargi le cadre de son action et est devenue non seulement un élément de stabilisation dans l'Europe orientale, mais un agent sérieux de l'équilibre européen. La Petite Entente, commande toute la situation dans cette partie de l'Europe et son influence, est prépondérante lorsqu'il s'agit de résoudre les problèmes d'ensemble de la politique européenne. Depuis dix ans, la Petite Entente basée sur un système d'une grande souplesse, puisqu'il est constitué par des traités renouvelables et de courte durée, suit de près les évolutions de la situation internationale et chaque nouveau problème qui surgit et qui l'intéresse est aussitôt étudié.*

Des accords entre les ministres des trois états, ne tardent pas à préciser l'attitude de la Petite Entente devant les nouveaux faits. Par conséquent, la Petite Entente n'est pas une force statique, mais au contraire elle évolue en ménageant toujours ses rapports avec les autres états. « Je considère, disait M. Bénès, *la Petite Entente, comme une création continue, ce n'est pas une constellation issue de difficultés momentanées, mais un groupement naturel, créant continuellement de nouveaux liens* » (6). Et plus tard, M. Bénès ajoutait que la Petite Entente « *évolue constamment, tout en sauvegar-*

(6) Bénès, Edouard, Le Temps, n° du 23 Juin 1928.

dant les intérêts vitaux et permanents des trois pays, elle sait, d'autre part, s'occuper du développement de la situation européenne, faire *sa politique de rapprochement avec ceux, dont elle était séparée au début par des différends et surtout comprendre l'esprit des temps nouveaux* » (7). Dans cette politique de rapprochement vis-à-vis surtout des anciens vaincus, réside le trait le plus saillant et le but de la mission de la Petite Entente, *qui sous ce rapport peut être vraiment caractérisée comme une coopération continue* ». Dix ans auparavant, *Take Jonesco* avait découvert ce caractère « c'est parce que la Petite Entente, disait-il, a ses ruines dans une vérité qui dépasse les détails de la défense contre tel ou tel voisin, qu'elle est durable, et qu'elle peut compter sur un bel avenir » (8). Depuis, la Petite Entente a évolué sans cesse: elle n'était au début qu'un organe de défense, chaque état gardant son individualité propre et sa pleine indépendance. Peu à peu, elle a évolué pour arriver au stade actuel. Tout en gardant son caractère de *moyen de sanction des principes pacifiques posés par la S.D.N.*, elle est la solution parfaitement européenne d'un des problèmes fondamentaux d'aujourd'hui: la consolidation de l'Europe centrale. Devenant sans cesse plus forte, la Petite Entente forme l'axe politique, géographique et économique de cette contrée. « Ce système équilibré qui a jusqu'ici fait brillamment ses preuves de solidité et de souplesse, évoluerait-il vers une forme plus rigide ? », se demandait M. Eisenmann en 1923. Certains en Occident le

(7) Bénès, *Edouard*, voir *Europe Nouvelle*, 1<sup>er</sup> Juin 1929, p. 705.

(8) *Take Jonesco*, op. cit., p. 17.

craignent, d'autres qui l'espèrent, marquent peut-être là-dessus un peu trop d'impatience. Pour accélérer le mouvement de cristallisation, concluait-il, s'il doit se produire, *nul moyen plus sûr que de prétendre l'arrêter, mais pour le retarder, nulle recette plus infaillible que de vouloir le précipiter* » (9). M. Titulesco s'exprimait de même sur la Petite Entente : « Tout le programme peut se résumer en ces deux mots : *Laissez-nous travailler, ne nous touchez pas* » (2). Donc en se basant sur le caractère évolutif de la Petite Entente, il faut laisser les événements seuls et le temps déterminer la direction de son évolution. *La substitution d'un traité d'alliance tripartite aux traités bilatéraux actuels, ne saurait être faite que plus tard, car actuellement étant donné que les intérêts des trois états ne se superposent pas encore parfaitement, une certaine souplesse d'articulation est demandée dans la question russe. Si la Petite Entente, présentait un seul front diplomatique, elle pourrait jouer le rôle essentiel de rétablir et de réajuster les relations entre l'occident et l'orient en préparant de cette manière la formation d'une unité d'esprit européen. Mais pour qu'elle puisse arriver à ce but assez lointain, il faudrait que la France et la Russie ne soient jamais ennemies.*

De même que ces deux possibilités futures, l'idée d'étendre à la vie économique la solidarité existante entre les 3 états de la Petite Entente est également une question de temps.

(9) *Louis Eisenmann*, La Petite Entente, Europe Nouvelle, 7 Avril 1923.

(10) *N. Titulesco*, déclaration, Le Temps, n° du 24 Juin 1928, p. 429.

*Des arrangements seraient possibles sur les transports les communications postales, les formalités douanières et administratives, la création de Chambres de commerce, communes, etc... On pourrait aller très difficilement plus loin, car la structure, le régime producteur et la position géographique des Etats de la Petite Entente, ne permettent pas d'étendre au domaine économique la solidarité politique. L'élargissement de la Petite Entente par l'adhésion de la Grèce et de la Pologne, celle des anciens ennemis étant impossible, constituerait un accroissement de ses forces et par ceci même, une contribution à la paix mondiale. L'avenir verra sans aucun doute une coopération plus étroite encore entre les trois Etats de la Petite Entente et elle apparaîtra comme le véritable moyen de progresser dans la voie de la Fédération européenne.*





## TITRE XIII

---

### Annexes



## CHAPITRE I

---

### LA PETITE ENTENTE DE LA PRESSE

---

Comme une annexe de la Petite Entente politique et à l'ombre de cet organisme, se forma en 1925, la Petite Entente de la Presse. L'apparition de cette confédération des Journalistes et des organisations de presse roumaines, yougoslaves et tchécoslovaques, était bien explicable étant donné l'étroit contact qui s'était établi entre les journalistes des trois pays, qui se rencontraient périodiquement à l'occasion des conférences des trois ministres des affaires étrangères de la Petite Entente. Chaque fois que la Presse Etrangère mal informée, ou bien induite en erreur, par des intéressés, publiait de fausses assertions, les journalistes des pays intéressés, ouvraient une violente campagne contre ceux qui dénaturaient la vérité, mais leurs actions étaient disparates et n'aboutissaient pas à détromper l'opinion mondiale. A l'occasion de la conférence de la Petite Entente de Bucarest (9-11 Mai 1925), *M. Jean Duca*, ministre des affaires étrangères de Roumanie, émit l'idée d'une organisation qui faciliterait le rapprochement des trois états de la Petite Entente par une confédération de la presse et des journalistes roumains, yougoslaves et tchécoslovaques (1). L'idée du ministre roumain fut trouvée excellente et

(1) *Emile Ciuciano*. Dupa conferinta aici intelegeri. Universul, 14 Mai 1925.

peu de temps après, lors d'une visite des journalistes roumains à Prague, ils discutèrent et arrêtaient avec leurs confrères tchécoslovaques les principes d'une coopération permanente entre les syndicats professionnels des Etats de la Petite Entente et ce projet fut communiqué à Belgrade et à Varsovie, qui furent invités à adhérer à cette heureuse initiative.

Trois mois après, la proposition de M. Duca, se réunissait à Sinaia, le 15 Août 1925, sous sa présidence, une trentaine de délégués des Etats de la Petite Entente et le statut suivant fut adopté.

## STATUT DE LA PETITE ENTENTE DE LA PRESSE

Les délégations de la presse du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, de Tchécoslovaquie et de Roumanie réunies à la conférence de Sinaia le 15 et 17 Août 1925, ayant constaté qu'un accord parfait et complet règne entre elles sur toutes les questions se trouvant à l'ordre du jour et désireuses de collaborer d'une manière permanente à l'œuvre pacifique de la Petite Entente de la presse sur la base du statut suivant :

1. — La P.E.P. est une confédération des journalistes et des organisations de presse du Royaume des Croates Serbes et Slovènes de la Tchécoslovaquie et de la Roumanie ayant pour but principal :

a) D'obtenir une collaboration de plus en plus étroite entre les branches différentes de l'activité publique des trois pays participants.

b) Et de contribuer par une action unitaire et par tous les moyens techniques et intellectuels au succès final des efforts pacifiques et progressifs de la Petite Entente.

2. — Parmi les moyens devant servir à la réalisation de ce but, la P.E.P. envisage surtout :

a) La création et le perfectionnement des communications postales, télégraphiques, téléphoniques par fil et sans fil aussi bien que par la voie aérienne, etc...

b) Des voyages d'études tant collectifs qu'individuels, dans les conditions qui seraient les plus favorables à l'acquisition de la connaissance approfondie des trois pays.

c) L'échange d'informations rapides et complètes dans tous les domaines à l'aide de correspondants spéciaux et d'agences.

3) La Petite Entente de la presse est constituée par :

a) Un bureau central à qui s'adresseront toutes les questions qui regardent en général la P.E.P.

b) Un comité local de la P.E.P. dans chaque pays participant qui s'occupera des questions locales. Ce comité sera composé de quatre délégués de la presse et d'un représentant de service de presse du ministère des affaires étrangères du pays respectif, ainsi que d'un délégué de la presse de chacun des deux autres pays alliés. Ces derniers délégués peuvent être attachés de presse ou leurs substituts.

La présidence de chaque comité doit revenir à un journaliste professionnel.

4. — A l'occasion des réunions de la Petite Entente se réuniront les trois comités locaux ou au moins les présidents de ces comités accompagnés d'un membre journaliste et du délégué du bureau de presse du ministère des affaires étrangères. Chaque pays représenté disposera à cette réunion d'un vote. Les décisions ne pourront se faire qu'à l'unanimité. Ces réunions seront présidées par



le Président du comité local du pays où la conférence aura lieu. Le bureau du même comité fonctionnera comme bureau central de la P.E.P. jusqu'à la prochaine réunion.

---

## ANNEXE

---

Les attributions du bureau central à partir de la constitution de la P.E.P., jusqu'à la prochaine réunion seront accomplies par le comité roumain.

Jusqu'à constitution définitive des comités locaux, leurs attributions seront remplies dans chaque capitale par la délégation présente à la conférence de Sinaia.

Cette attribution ne pourra en tout cas dépasser la date de la première réunion de la Petite Entente » (2).

Donc, le but principal de la Petite Entente de la presse est de contribuer par toutes ses forces à la réussite finale des efforts pacifiques de la Petite Entente. Ses moyens nous les avons énoncés : échange d'informations rapides et bien documentées, perfectionnement et création de communications télégraphiques, téléphoniques et postales et voyages d'études pour l'interconnaissance des pays de la Petite Entente, etc...

C'était un organisme destiné à rendre de grands services à la cause de la justice et de la paix, ce que depuis 1925, la Petite Entente de la Presse n'a pas cessé de faire. A l'occasion de chaque conférence, les représentants

(2) La Petite Entente de la Presse, Europe Nouvelle, 24 Octobre 1925, p. 1.415.

des trois presses, se réunissaient également dans des congrès où l'on discutait les voies à suivre pour arriver à une parfaite collaboration. A la sortie de chaque conférence de la Petite Entente, les trois ministres recevaient les représentants de « Petite Entente de la Presse » et leur faisaient des déclarations complètes sur les discussions. Ainsi « La Petite Entente de la Presse » *travaille non seulement en vue d'un resserrement des relations entre les journalistes des trois Etats, mais rend d'énormes services à l'opinion mondiale, en lui fournissant des nouvelles, et en combattant les fausses assertions que les journaux étrangers publient sur les conférences de la Petite Entente, sur sa situation et ses buts.*

## CHAPITRE II

---

### LA PETITE ENTENTE DES ÉTUDIANTS

---

Si l'entente et la collaboration entre la Roumanie, la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie sont bonnes, grâce aux efforts unanimes et véritablement impressionnants, qui se multiplient sous tous les prétextes, il existe des milieux particulièrement préparés, pour mieux connaître et mieux percevoir l'intérêt supérieur que les trois pays de la Petite Entente trouveraient dans une collaboration encore plus étroite : telles sont les associations d'étudiants.

« Le spectacle d'une humanité ivre de sang que la guerre a offert aux jeunes générations, celles-ci ayant grandi parmi les larmes d'une mère veuve ou les blessures d'un père mutilé, constitue un appel irrésistible vers une œuvre de paix et d'union » (1) que la Petite Entente cherche à réaliser tout d'abord en Europe centrale. Du commencement donc de la formation de la Petite Entente, les cercles universitaires, ont été irrésistiblement attirés par les deux grands principes que la Petite Entente défendait : surtout la *paix* et la *coopération*.

A Paris, où les étudiants des trois nations faisaient leurs études, on vit qu'une sorte de tendance instinctive

(1) *Virgil L. Veniamin, Œuvre de Jeunesse, Bulletin Franco-Roumain, Mars 1929, p. 55.*

de collaborer se dessinait. La même remarque, pouvait être faite lors des différents congrès internationaux des étudiants, où toujours les délégations tchécoslovaques, roumaines et yougoslaves coopéraient mutuellement. Mais toutes ces manifestations de sympathie, en l'absence d'un lien solide et permanent, ne pouvaient guère donner de résultats pratiques. Cette collaboration non officielle pouvait devenir, si elle était organisée, une *coopération méthodique*, qui aurait affermi le prestige de la Petite Entente. C'est, ce dont s'est rendu compte « *L'association générale des étudiants roumains en France* », qui commença les pourparlers avec les deux autres associations au cours du printemps de 1929. Quelques semaines plus tard, « *Le groupement des Etudiants de la Petite Entente à Paris* » était une réalité ». Ses statuts, prévoyaient la présidence par voie de roulement pour chaque pays et les buts suivis par le « *Groupe-ment des étudiants de la Petite Entente à Paris* » qui sont les suivants : a) *constituer une centre d'information et de documentation* des étrangers sur les trois pays de la Petite Entente ; b) *établir un centre de discussion et de contact entre les étudiants* de la Petite Entente, et c) *faire connaître*, par une propagande bien documentée, les idées pacifiques et les buts des trois pays de la Petite Entente, qui cherchent à *combattre en même temps les actions subversives et les ennemis*.

Ce qui s'était fait à Paris, constituait comme une sorte d'avant garde de la Petite Entente des Etudiants qui se forma plus tard à l'occasion de la *conférence de Cluj entre les unions nationales des étudiants des trois pays* (27 Août-1<sup>er</sup> Septembre 1929).

La conférence de Cluj, n'avait été qu'une réponse à la

manœuvre des Hongrois qui voulaient se servir de la confédération Internationale des Etudiants, comme moyen pour leur propagande irrédentiste (2). Voyant cette intention des Hongrois, l'Union nationale des Etudiants roumains, prononça la première un « non possumus » et décida avec les deux autres « Unions » tchécoslovaques et yougoslaves de ne pas prendre part au congrès de Budapest, qui devait se tenir en 1929. Réunis à Cluj, dans les derniers jours du mois d'Août, les délégués des trois Unions nationales élaborèrent un Pacte de « La Petite Entente des Etudiants » qui fut adoptée ». Il prévoit une étroite collaboration entre les Unions des trois pays à l'intérieur de la Petite Entente et à l'extérieur, dans les relations avec les autres Unions. Par la collaboration intérieure, on poursuit la connaissance réciproque de la culture et de la civilisation des trois Etats et par la collaboration extérieure, la Petite Entente des Etudiants, entend combattre l'irrédentisme hongrois et les efforts pangermaniques. *De même, aucune des 3 unions de la Petite Entente ne peut prendre un engagement, sans l'avis et l'approbation des deux autres unions.* Cette clause offre une grande portée, car c'est la première fois qu'elle apparaît dans les rapports entre les Etats de la Petite Entente, inaugurant ainsi les débuts d'une solidité parfaite.

Les étudiants ont deux organes de direction : « *Le comité exécutif*, composé de deux membres pour chaque pays, un directeur pour les relations avec l'étranger et un autre directeur, avec des attributions mixtes. Le comité est élu pour la durée d'un an et a un bureau qui est

(2) *Gherasim Pinteș Mica Antanta*, studenteasca, Ardealul Tanar, 1<sup>er</sup> Mars 1930, p. 145, Cluj.



conduit par chaque Union par voie de roulement, tous les 2 ans ; b) Le *Congrès*, travaille partagé en 4 commissions : 1. commission pour *l'organisation professionnelle des Etudiants*, des foyers, etc..., 2. commission pour *l'organisation des excursions*, 3. commission pour *les relations sportives* et 4. pour *les relations culturelles*.

Les décisions prises par les commissions, ou par le comité exécutif, doivent être ratifiées par les assemblées générales.

Ainsi constituée, la Petite Entente des Etudiants, se propose les buts généreux que nous avons vus plus haut, et qui seront certainement atteints. Leur premier congrès a eu lieu le 25 Février 1930 à Prague, et le programme d'activité voté, prévoyait un traitement fraternel pour les minorités ethniques entre les trois Etats de la Petite Entente. C'est un commencement digne des buts que les élites intellectuelles des trois pays se sont proposé, en vue de l'affermissement des liens entre les jeunes générations de la Petite Entente.

Il faut signaler également, la constitution de « *la Petite Entente des Femmes* » qui poursuit une meilleure connaissance réciproque des trois pays par la création de bourses d'études dans les capitales de la Petite Entente, et la « *Petite Entente des cheminots* », fondée dans le but de créer un esprit de solidarité entre la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie.



# BIBLIOGRAPHIE

---

## I

### OUVRAGES, ARTICLES DES REVUES ET DES JOURNAUX

ABEL AUGUST. — Déclaration, *Le Temps*, 21 mai 1929.

ABENSOIR LOUIS. — *Nouvel Atlas Larousse*, Larousse, 1926, Paris.

ALEXANDRESCO D. P.. — La situation économique de la Roumanie au début de l'année 1929.

*Bulletin mensuel de la chambre de commerce franco-roumaine de Paris*, Janvier 1929, p. 2.

ALGAZI E. — La Petite Entente et la Roumanie, *Le Temps*, 24 Septembre 1920.

La Petite Entente et M. Take Jonesco, *Le Temps*, 7 Octobre 1920.

Où en est la Petite Entente, *Europe nouvelle*, p. 1513, 17 Octobre 1920.

La Pologne et la Petite Entente, *Le Temps*, 7 Novembre 1920.

Les Pourparlers pour la Petite Entente, *Le Temps*, 9 Novembre 1920.

La Roumanie et la Petite Entente, *Le Temps*, 30 Juillet 1921.

M. Take Jonesco et la Petite Entente, *Le Temps*, 16 Novembre 1920.

- La Pologne à la conférence de Gènes, *Le Temps*, 15 Février 1922.
- ALVAREZ ALEJANDRO. — La réforme agraire, le litige Hongro-roumain devant le Conseil de la S.D.N., *Europe Nouvelle*, 29 Octobre 1927, p. 1450.
- ANCEL JACQUES. — Les Balkans face à l'Italie, Delagrave, 1928, Paris.
- ANET CLAUDE. — Le principe des nationalités et l'Europe Centrale, *La Revue Universelle*, 1<sup>er</sup> Avril 1921.
- ANDLER CHARLES. — Le Pangermanisme continental sous Guillaume II, Conard, 1915, Paris.
- ANONYME. — Les persécutions des Yougoslaves, Plon, 1916, Paris.
- ASHMEAD BARLETT ELLIS. — The tragedy of central Europe, F. Butterworth, 1923, London.
- AUBOIN Roger. — Coopération économique internationale, *Europe nouvelle*, 15 Mai 1926, p. 675.
- L'Avenir économique de la Pologne, *Europe nouvelle*, 8 Septembre 1928, p. 1210.
- AUERBACH BERTRAND. — L'Autriche nouvelle des Allemands autrichiens, *Revue de Paris*, 11 Octobre 1917, p. 866-882.
- L'Autriche-Hongrie pendant la guerre, Alcan, 1925, Paris.
- Le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne, Paris, 1927, Presses Universitaires.
- AULNEAU Jean. — Le Rhin et la France, Plon, 1922, Paris.
- Le drame de l'Allemagne, Alcan, 1924, Paris.
- Histoire de l'Europe Centrale, Payot, 1926, Paris.
- La Turquie et la guerre, Félix Alcan, 1915, Paris.

- M. de Bismarck à la Diète de Francfort et la Politique de la presse pendant la guerre de Crimée, *Revue d'histoire diplomatique*, Juillet 1909.
- B. — L'Autriche se propose de relever les droits de douane, Europe centrale, 30 Novembre 1929, p. 144.
- BADULESCO VICTOR. — La Roumanie et la conférence de Gènes, *Le Temps*, 3 Mai 1922.  
La conférence de Lausanne, la question des détroits, *Le Temps*, 27 Décembre 1922.  
La Roumanie et les réparations, *Le Temps*, 23 Juillet 1923.
- BAINVILLE JACQUES. — Le Règne et les idées de Charles IV, *La Revue Universelle*, 15 Octobre 1920.
- BARDOSI CAIUS. — La Petite Entente des Etudiants, *Bulletins Franco-Roumains*, Mars 1929, p. 56.
- BARDOUX J. — Tardif réveil, *Le Temps*, 30 Mars 1927.
- BARITIU Georges. — Parti alese din istoria Transilvanici, 2 vol., Krafft, 1890, Sibin.
- BARTHÉLEMY Joseph. — Nuages à l'Orient. *Revue pol. et parl.* 1921, p. 117.  
Nos alliés, l'Allemagne et nous devant le problème des réparations. *Revue politique et parlementaire*, 1921, p. 292.  
Après Locarno, vers les Etats-Unis de l'Europe, *Revue politique et parlementaire*, 10 Nov. 1925.  
La procédure de l'appel des minorités à la S.D.N., *Esprit international*, Juillet 1929, p. 278.
- BARTHOU Louis. — Allocution à l'occasion de la conférence de M. Jean Richepin, sur « l'âme roumaine » dans le vol. « La Roumanie » *Union française*, Paris, p. 149.
- BECK G. — La responsabilité de la Hongrie, Payot, 1917, Paris.
- BÉNÈS Edouard. — Détruisez l'Autriche-Hongrie, *Delagrave*, 1916, Paris.



- Le problème autrichien et la question tchèque, Thèse 1908, Université de Dijon.
- Discours sur la reconstruction de l'Europe centrale. Europe nouvelle, n° du 19 Septembre 1920, p. 1.369.
- Discours devant le parlement tchécoslovaque, le 23 Mai 1922, Europe nouvelle, 3 Juin 1922, p. 690.
- The little Entente, Foreign affairs, p. 66, 72, 15 Septembre 1922, New-York.
- Les accords de Locarno, Orbis comp., 1925, Prague.
- Discours à la VI<sup>e</sup> assemblée de la S.D.N., 12 Septembre 1925.
- Europe nouvelle, 26 Septembre 1925, p. 1.293.
- Le problème des petites nations après la guerre mondiale, le Monde Slave, Décembre 1925.
- Le problème des minorités, Revue des vivants, Mai 1927, p. 569-576.
- La Petite Entente, L'Esprit International, p. 300-II, 1<sup>er</sup> Juillet 1927.
- La situation internationale et la politique étrangère tchécoslovaque. Orbis comp., 1927, Prague.
- Souvenirs de guerre et de révolution 1914-1918, La lutte pour l'indépendance des peuples, 2 vol., Ernest Leroux, 1928, Paris.
- Déclarations, Le Temps, 24 juin 1928.
- Exposé sur les accords de La Haye, Europe centrale, 1<sup>er</sup> Février 1930, p. 297.
- BENOIST Charles. — La monarchie austro-hongroise, Revue des deux Mondes, 15 Octobre 1897, p. 774
- L'Autriche future et la Future Europe, Revue des deux Mondes, 15 Juillet 1898, p. 306.
- BERGNER RUDOLF. — Rumanien Ein Darstellung des Landes und der Leute. Kern, 1887, Breslau.

- BERNUS Pierre. — L'exemple de la Petite Entente, *Journal des Débats*, 20 Août 1922.
- M. Skrzynski et le pacte occidental, *Journal des Débats*, 16 Août 1925.
- L'Autriche et la question du pacte, *Journal des Débats*, 31 Août 1925.
- Pacifisme et politique d'annexion, *Journal des Débats*, 5 Septembre 1925.
- L'Anschluss et les moyens de l'empêcher, *Revue de Paris*, 15 Novembre 1928, p. 117.
- BERTAUX F. — Le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne et le sentiment populaire, *Europe nouvelle*, 24 Octobre 1925, p. 1411-12.
- BERTRAND Pierre. — L'Autriche a voulu la guerre, Bossard, 1916, Paris.
- BETHLEN Comte. — Déclarations, *Le Temps*, 6 Mai 1929.  
Déclarations, *Le Temps*, 20 Juin 1929.  
Die Friedenswille Ungarns Nene Europa, Août-Septembre 1929, p. 9.
- BEUST (Comte de). — Mémoires, 2 volumes, 1888, Paris.
- BIENAIMÉ Georges. — La diète de Galicie, Rousseau, 1910, Paris.  
De la Petite Entente à la Fédération européenne, *Bulletin franco-Roumain*, n° du 30 Novembre 1929.
- BILHMANS Alfred. — Les problèmes baltiques, l'esprit international, 1<sup>er</sup> Janvier 1930, p. 13.
- BISMARCK OTTO (von). — Mémoires authentiques, Pensées et souvenirs, 2 vol., Le Soudier, 1900, Paris.
- BIZOT J.J. — Les finances des Etats européens depuis la guerre Tchécoslovaque, *Revue des Sciences politiques*, Juillet-Septembre 1925, p. 380.

- BOISANGER Y. (de). — Economie européenne, Europe nouvelle, 22 Juin 1929, p. 931.
- BOROVICKA J. — Ten years of czechoslovak politics, Orbis, 1929, Prague.
- BOURGUIN Etienne. — Un locarno nord-oriental, La revue des Vivants, Juin 1928.
- BOUILLET N. — Dictionnaire universel d'histoire et de géographie, Hachette, 1857, Paris.
- BOULARD A. (DE). — E. Roumanie, l'Industrie progresse rapidement, Europe nouvelle, 14 Décembre 1929, p. 1.668.
- BOUNIOIS Gaston. — Les problèmes économiques et financiers de l'Europe centrale, dans le vol. Problèmes de l'Europe centrale, Félix Alcan, 1923, Paris.
- BOURCATT Jacques. — L'Albanie et les Albanais, Bossard, 1921, Paris.
- BOURGOIS, Emile. — Manuel historique de politique étrangère, 3 vol., A. Colin, 1898, Paris.
- Les nouvelles frontières dans le vol. Problèmes de l'Europe centrale, Félix Alcan, 1923, Paris.
- BOUSQUET G.H. — La restauration financière de l'Autriche, Marcel Rivière, 1927. Paris.
- BRASOVEANU J. — Ungaria si conferinta de la Bucaresti, Dimineata, 16 Mai 1922.
- BRATIANO Jean. — La Roumanie et la reconstruction de l'Europe, discours prononcé au parlement roumain, le 29 Juillet 1922, Europe nouvelle, 26 Août 1922.
- BRATIANO VINTILA. — Déclaration au « Temps », Le Temps, 20 Janvier 1926.
- BRÉMOND Emile. — Frenkreichs Mitteleuropa Politik Europasche, rev. Janvier 1929, p. 536.

- BRIAND Aristide. — Discours à la Société des Nations, le 9 Mars 1928. *Le Temps*, 10 Mars 1928.
- BROU R. (DE). — L'accord Polono-Tchèque, *Mercure de France*, 1<sup>er</sup> Janvier 1922.
- BRUHL-LÉVY. — L'Allemagne depuis Leibnitz, Hachette, 1880, Paris.
- BRUNEAU Pierre. — La conférence de la Petite Entente ouvre ses débats aujourd'hui à Belgrade, *Excelsior*, 20 Mai 1929.
- BRUNHES Jean. — Préface au volume « La Petite Entente », de Albert Mousset, p. 3-16, Bossard 1923, Paris.
- CAMILLE et VALLAUX. — La géographie de l'histoire, Félix Alcan, 1921, Paris.
- BUGIEL V. — La Pologne et les Polonais, Bossard 1921, Paris.
- CAMBON Jules. — Discours tenu le 29 Janvier 1923 dans le volume, Problèmes de l'Europe centrale, p. 108-114, Félix Alcan, 1923, Paris.
- CAPITANT Henri. — Les relations juridiques entre la France et la Roumanie, 4 conf. sur la Roumanie.
- CAPEK Thomas. — Bohemiz under Hapsburg misrule, Fleming, H. Ravell comp. 1915, New-York.
- CASTERAN G. — Le conflit Albano-Yougoslave, Europe nouvelle, 18 Juin 1927.
- Le transit par Salonique, l'accès de la Yougoslavie, à la mer Egée les conventions d'Athènes, Europe nouvelle, 20 Août 1927, p. 1.092.
- Le transit par Salonique, Europe nouvelle, 27 Août 1927, p. 1.092.
- Les bonnes relations gréco-yougoslaves sont consolidées par les accords signés récemment à Genève et à Belgrade, Europe nouvelle, 20 Avril 1929, p. 517.
- CHABOSEAU A. — Les Serbes, Croates et Slovènes, Bossard 1919, Paris.

CHAMOREL. — Lettre de Yougoslavie. Les relations avec la Grèce, *Le Temps*, 2 Août 1925.

CHÉRADAME André. — L'Europe et la question d'Autriche au seuil du XX<sup>e</sup> siècle, Plon 1916, Paris.

Le Plan pangermaniste démasqué, Plon 1916, Paris.

L'expansion économique grâce au domaine colonial de l'U.R.E.J.C., *Le Français réaliste*, Mars 1930.

CHOPIN Jules. — L'Autriche-Hongrie, brillant second, Brosard, 1917, Paris.

Les déceptions d'un Austrophile, *Revue de Paris*, 15 Juillet 1918.

CIUCEANO Emile. — Dupa conferinta micei intelegeri, *Universul*, 14 Mai 1925.

CLÉMENCEAU Georges. — Lutte de races, *La Justice*, n<sup>o</sup> du 12 Mai 1894.

COCHRAN H.-M. — Le triomphe du révisionisme, *Evolution*, Août 1929, p. 29.

COMMÈNE N. — L'affaire des optants hongrois : La phase actuelle des débats, *Europe nouvelle*, 22 Septembre 1928, p. 1280.

CORRESPONDANT DE ROME. — M. Grandi à Budapest, *La Vie Méditerranéenne et Balkanique*, Juillet 1929, p. 19.

COSMA AUREL. — La Petite Entente, *Jouve et comp.* 1926, Paris.

Acordurile dela Locarno, Nadejdea, 1926, Timosoara.

Am vorabend der kleinen entente kouferenz, *Temesvarer Zeitung*, 10 Février 1926.

CVIËTISA FRANKO. — Les Yougoslaves, Bossard, 1918, Paris.

DAMIANOV A. Dr. — La pénétration italienne dans les Balkans, *Revue des Balkans*, Janvier 1929, p. 9.



**DARESTE Pierre.** — La question Tchèque, *Revue des Deux mondes*, 1<sup>er</sup> Août 1895.

**DENIS Ernest.** — Les slovaques, Delagrave, 1917, Paris.

La grande Serbie, Delagrave, 1915, Paris.

**DERTILIS B. PANAGIOTIS.** — La zone franche de Salonique, et les accords Gréco-Yougoslaves, Rousseau, 1928, Paris.

**DESCHANEL Paul.** — Discours de réception à l'Académie française dans le volume, A l'Institut, Calmann-Lévy, 1907, Paris.

Discours au grand hotel, dans le volume La République Nouvelle, Calmann-Lévy, 1898, Paris.

**DJUVARA Alexandre.** — La lutte des nationalités hongrois et roumains, *Revue générale du droit international public*, 1895, tome II, p. 5.

**DOMBSKY J.** — La politique orientale de la Pologne, Russie, Pays baltes, Lithuanie, Roumanie, Europe nouvelle, 13 Juin 1925 p. 769-771.

**DOHERTY WILLIAM J.** — Serbia's vital problems American Rewiew of Rewiews, March. 1920, p. 267.

**DOMINOIS F.** — La Petite Entente et le passage de M. Take Jonesco à Prague, Europe nouvelle, p. 1.676, 14 Novembre 1920.

La solidarité Slave et Tchécoslovaque, Le Temps, 15 Février 1921.

La Petite Entente à Gênes, Le Temps, 12 Mai 1922.

Prague, Budapest et la Reconstruction de l'Europe Danubienne, Europe Nouvelle, 6 Janvier 1923, p. 18.

Après la conférence de Sinaia, Le Temps, 12 Août 1923.

La Russie subcarpathique, Europe Nouvelle, 10 Mai 1924, p. 603.

La Pologne et la Tchécoslovaquie, signent trois traités, Europe Nouvelle, 2 Mai 1925.

La Petite Entente est plus solide que jamais. La conférence de Jachymov, Europe Nouvelle, 4 Juin 1927, p. 727.

DONNADIEU James. — Le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne, Revue Universelle, 1<sup>er</sup> Août 1927, p. 272.

DOUMERGUE Gaston. — Allocution à l'occasion de la conférence de M. Lévy sur la « Roumanie économique », dans le vol. « La Roumanie », Edition Union Française, Paris, p. 247.

DRIault, Edouard. — Austerlitz. La fin du Saint-Empire, Alcan, 1912, Paris.

DUBOIS François-Paul. — La Petite Entente, Revue des Balkans, Juin 1929, p. 211.

DUCA Jean. — La Petite Entente est un pacte particulier d'assistance mutuelle rentrant dans les cadres du pacte général de la S.D.N. Europe Nouvelle, 20 Septembre 1924, p. 1.247.

La Roumanie est favorable à la conférence économique, Europe nouvelle, 26 Septembre 1925, p. 1.279.

La Petite Entente, Revue des Balkans, Février 1930, p. 45.

DUMONT WILDEN L. — Les rôles de la Petite Entente. Revue bleue, 2 Août 1924, p. 529.

DUNAN Marcel. — La propagande de l'Anschluss, Journal des Débats, 4 Septembre 1920.

L'Autriche, Rieder 1921, Paris.

Le congrès économique de l'Europe centrale, Journal des Débats, 19 Septembre 1925.

Les relations Austro-Tchécoslovaques, Journal des Débats, 14 Mai 1926.

L'Autriche et les relations commerciales Austro-Tchécoslovaques, Europe centrale, 16 Avril 1927, p. 566.

- L'Autriche et la conférence internationale économique, Europe centrale, 18 Juin 1927, p. 750.
- Otto Bauer et l'Anschluss, Europe centrale, 16 Juillet 1927, p. 828.
- L'accord Austro-Tchécoslovaque, vu de Vienne, Europe centrale, 13 Août 1927 p. 913.
- Le litige Austro-Italien au sujet du Tirol méridional, Europe centrale, 3 Mar 1928, p. 455.
- L'Anschluss en musique, Europe centrale, 28 Juillet 1928, p. 926.
- La question de l'Anschluss économique, Europe centrale, 3 Novembre 1928, p. 108.
- L'Autriche à Genève, Europe centrale, 29 Septembre 1928, p. 1.110.
- La question Autriche, Europe centrale, 27 Juillet 1929, p. 860.
- L'adoption de la réforme constitutionnelle en Autriche, Europe centrale, 14 Décembre 1929, p. 178.
- La conférence de La Haye et les voyages du chancelier Schoeber, Europe centrale, 1<sup>er</sup> Février 1930, p. 302.
- Après la visite du chancelier Schoeber à Berlin, Europe centrale, 1<sup>er</sup> Mars 1930, p. 382.
- Les voyages du chancelier Schoeber, Europe centrale, 15 Mars 1930, p. 447.
- DUPUIS René. — L'entente Hungaro-Polonaise et le problème de la paix en Europe centrale, Monde Nouveau, Juin 1929, p. 272.
- E. B. — L'Europe centrale allemande et les Slaves d'Autriche-Hongrie. La nation tchèque, 1<sup>er</sup> Mai 1916, p. 8.
- EISENMANN Louis. — La question de Teschen, La Vie des Peuples, 25 Août 1920.
- La mise en vigueur du traité de Trianon, Europe nouvelle, 30 Juillet 1921.
- La deuxième équipée de Charles de Habsbourg, Europe nouvelle, 29 Octobre 1921.

- La Petite Entente et l'affaire Hongroise, Europe nouvelle, 5 Novembre 1921, p. 1.421.
- L'élargissement de la Petite Entente, Europe nouvelle, 2 Décembre 1922.
- Le problème historique de l'Europe centrale, dans le vol. « Le problème de l'Europe centrale », Alcan, 1923, Paris.
- La Petite Entente, Europe nouvelle, 7 Avril 1923, p. 429.
- Le voyage du Comte Bethlen, Europe nouvelle, 19 Mai 1923.
- L'alliance franco-tchécoslovaque, Europe nouvelle, 5 Janvier 1924, p. 10.
- Crise ministérielle en Europe centrale, « Hongrie, Pologne, Tchécoslovaquie », Europe nouvelle, 6 Novembre 1926, p. 1.525.
- ENCYCLOPAEDIA BRITANNICA. — XIV<sup>e</sup> édition, 1929, London.
- EVELPIDIS G. — Les Etats balkaniques, Rousseau et Compagnie, 1930, Paris.
- EVTINOFF S. — Le problème yougoslave et sa solution, revue de droit international de sciences diplomatiques et politiques, p. 329.
- FABRE-LUCE Alfred. — La crise des alliances, Bernard Grasset, 1922, Paris.
- FESSLER, A. J. — Geschichte von Ungarn, Brookhaus, 1883, Leipzig.
- FICHELLÉ Alfred. — La conférence de la Petite Entente, Europe centale, 23 Juin 1928, p. 809.
- Après Bucarest, Europe centrale, 30 Juin 1928, p. 839.
- FOI COMÉMORATIVE PENTRU. — Régimentul de Infanterie Marele Duce Frederic Wilhelm de Mecklemburg-Strelitz n° 31, Edition du Régiment, 1891, Sibiu.

FOURNOL Etienne. — De la succession d'Autriche, Berger-Levrault, 1918, Paris.

Problème politique de l'Europe centrale, dans le vol. « Les problèmes de l'Europe centrale », Alcan, 1923, Paris, p. 81.107.

FRANCK Paul. — La reconstitution financière de l'Autriche, Rhéa, 1924, Paris.

G. — Balance des comptes en Hongrie, en 1928, Europe centrale, 30 Novembre-1929, p. 144.

Situation économique et amélioration de la balance commerciale de la Hongrie, Europe centrale, 14 Décembre 1929, p. 183.

GALÉOTTI, Maurice. — Un pays réfractaire à la démocratie mais accueillant aux mitrailleuses, Europe centrale, 22 Décembre 1928, p. 257.

La situation économique de la Hongrie, Europe centrale, 16 Mars 1929, p. 489.

M. Grandi à Budapest, Europe centrale, 11 Mai 1929, p. 644.

Autour de l'Incident de Hidasnémeti, Europe centrale, 13 Juillet 1929, p. 819.

La Politique agressive de la Hongrie, Europe centrale, 13 Juillet 1929 p. 819.

A propos des traités secrets de la Petite Entente, Europe centrale, 7 Septembre 1929, p. 968.

Vers la dictature en Hongrie, Europe centrale, 14 Septembre 1929, p. 180.

Comment les accords de la Haye sont jugés à Budapest, Europe centrale, 1<sup>er</sup> Février 1930, p. 303.

GAUVAIN Auguste. — La Petite Entente, Journal des Débats, 11 Septembre 1920.

Le problème de l'Europe centrale, Journal des Débats, 21 Septembre 1920.



- L'Europe au jour le jour, 14 vol. Bossard, 1921-22, Paris.
- Charles IV en Hongrie, Journal des Débats, 31 Mars 1921.
- Le Traité de Trianon, Journal des Débats, 22 Avril 1921.
- Le Traité Roumano-Tchécoslovaque et l'Europe centrale, Journl des Débats, 9 Mai 1921.
- Le différend Austro-Hongrois et les guerres des volontaires, Journal des Débats, 15 Septembre 1921.
- L'affaire Hongroise et l'Italie, Journal des Débats, 1<sup>er</sup> Octobre 1921.
- La seconde équipée de Charles IV, Journal des Débats, 24 Octobre 1921.
- L'affaire hongroise et la Petite Entente, Journal des Débats, 5 Novembre 1921.
- La conférence de Belgrade, Journal des Débats, 14 Janvier 1924.
- Le scandale hongrois, Journal des Débats, 18 Janvier 1926.
- La Petite Entente et la crise Européenne, Journal des Débats, 19 Juin 1926.
- La Roumanie, les Soviets et la France, Europe centrale, 29 Janvier 1927, p. 321.
- L'assoupissement de l'affaire albanaise, Europe centrale, 7 Mai 1927, p. 617.
- La Petite Entente à Jachimov, Journal des Débats, 13 et 17 Mai 1927.
- Les accords Gréco-Yougoslaves, la Politique Orientale et la paix, Europe centrale, 13 Avril 1929, p. 561.
- M. Zaleski à Bucarest, Bulletin Franco-Roumain 30 Novembre 1929.
- La solidarité de la Petite Entente, Revue des Balkans, Février 1930, p. 303.
- GENTIZON P. — L'extension de la Yougoslavie, Le Temps,

12 Octobre 1920 « Tsaribrod » et la politique balkanique,  
Le Temps, 3 Décembre 1920.

Roumanie et Bulgarie, Le Temps, 30 Janvier 1921.

Les Bolchevistes et la Bessarabie, Le Temps, 17 Avril  
1922.

GIBBONS ADAMS HERBERT. — The reconstruction of Poland  
and the near East New-York, 1917, The century.

GILLARD Marcel. — La Roumanie Nouvelle, Alcan, 1922,  
Paris.

GLASGOW Georges. — La politique française en Europe cen-  
trale et l'opinion anglaise, Europe Nouvelle, 10 Octobre  
1920, p. 1.472.

La triste situation de l'entente, Europe Nouvelle, 31 Mars  
1923, p. 395.

G.M. — La Petite Entente et la Politique internationale  
Europe centrale, 8 Juin 1929, p. 724.

GOOCH P. G., D. LITT. — History of Modern Europe 1878-  
1919, Cassell and company 1922, Londres.

GRANDI Dino. — Déclaration, Le Temps, 6 Mai 1929.

GRAPPIN Henry. — Polonais et Ruthènes, la question de la  
Galicie, 1 brochure 1919, Paris.

GRATZ Gustav. — Die kleine Entente und Ungarn, Euro-  
päische Gespräche, September 1928, p. 637.

La balkanisation de l'Europe centrale, Revue de Hon-  
grie, 15 Janvier 1929, p. 1.

GRAVES PIERREPONT FRANK. — The Bulgarian revolution,  
American Review of Reviews, November 1923, p. 517.

GRUMBACH S. — Préface au livre Europe Centrale, de  
Friederich Naumann, Payot, 1918, Paris.

GRZYMATA J. — La situation politique dans les Balkans,  
l'Est Européen, Août 1925.

- GUETZEVITCH B. MIRKINE ET ANDRÉ TIBAL. — *La Tchécoslovaquie*, Delagrave, 1929, Paris.
- HAMBURY DOROTHY. — *The new Roumania, Nineteenth century and after*, January-June, 1927, p. 653.
- HANDELSMAN Marcel. — *La visite de M. Cicerin à Varsovie*, *Le Monde Slave*, Décembre 1925.
- HASAS Emile. — *La révision du traité de Trianon*, Picart, 1928, Paris.
- HASSE Ernst. — *Deutsche Grenzpolitik* München, 1906.
- HATEAU Georges. — *La Bulgarie et ses voisins, Europe centrale*, 6 Mars 1929, p. 468.
- Le point de vue Bulgare, Europe centrale*, 20 Juillet 1929, p. 840.
- Les relations Italo-Bulgares, Europe centrale*, 21 Décembre 1929, p. 198.
- Trois accords bulgares, Europe centrale*, 15 Mars 1930, p. 422.
- Les conventions Bulgaro-Yougoslaves à l'épreuve, Europe centrale*, 29 Mars 1930, p. 452.
- HEADLAM-MORLEY J. — *L'Autriche et la question de l'Anschluss*, *L'esprit International*, 1<sup>er</sup> Avril 1929, p. 198.
- HENDA JIRI. — *Le principe du libre échange et l'Europe centrale*, *Europe centrale*, 22 Octobre 1927, p. 56.
- L'essor économique de l'Europe centrale, Europe centrale* 31 Décembre 1927, p. 278.
- La rationalisation de la production, problème de l'Europe centrale, Europe centrale*, 25 Février 1928, p. 441.
- La Tchécoslovaquie et les ports maritimes polonais, Europe centrale*, 5 Mai 1928, p. 669.
- A propos des négociations commerciales entre la Yougos-*

- lavie et la Tchécoslovaquie, Europe centrale, 6 Octobre 1928, p. 10.
- Après le congrès économique de Prague, Europe centrale, 13 Octobre 1928, p. 33.
- La coopération économique des pays de la Petite Entente, Europe centrale, 2 Mars 1929, p. 448.
- HENRY René. — Question d'Autriche-Hongrie et questions d'Orient, Perrin, 1903, Paris.
- HERBETTE Jean. — La politique Tchécoslovaque, Le Temps, 20 Octobre 1920.
- HIMILY A. — Histoire de la formation territoriale des Etats de l'Europe centrale, 2 vol. Hachette, 1876, Paris.
- HOARE SAMUEL. — Vienna and the state of central Europe, Ninetcenth century and after January-June 1920, p. 409.
- HORAK BOHUSLAV. — République Tchécoslovaque, annuaire 1928, Orbis, 1928, Prague.
- HOSCHILLER Max. — L'Union de l'Europe centrale, Revue de Paris, 15 Mars 1916, p. 437.
- HUNFALVY Paul. — Neure Erscheinungen der remänischen Gerchichts-Schreibung, Prohaska 1886, Vienne et Teschen.
- HUNYADI GRAF FRANZ (Von). — Zu Ungarns Revisionsbestrebungen. Europäische Review, Août 1929, p. 341.
- HURMUZACHI E. — Documente, Bucaresti, 1904.
- JONESCO Take. — Déclaration faite pour « l'Europe nouvelle », Europe nouvelle, p. 1.514, 17 Octobre 1920.
- La Petite Entente, revue de France, 1<sup>er</sup> Novembre 1921, Déclarations à l'agence « Avala », Journal des Débats, 9 Juin 1921.
- Déclarations, Journal des Débats, 27 Août 1921.

- JONESCO Thomas D<sup>r</sup>. — La question roumaine, 2 volumes, Payot, 1919, Paris.
- JORGA Nicolae. — La Roumanie, les Balkans et l'Europe centrale, *L'esprit international*, Avril 1928.
- JOUVENEL Henry (DE). — L'affaire d'Albanie, rien que des mécontents, *Europe Nouvelle*, 2 Avril 1927, p. 434.
- Quinze ans après ou la nouvelle affaire d'Albanie, *Europe Nouvelle*, 11 Juin 1927, p. 758.
- JUNG Julius. — Die romanischen Landschaften des « römischen Reiches », Wagner, 1881, Innsbruck.
- K. — L'industrie pétrolifère en Pologne, *Europe centrale*, 18 Janvier 1930, p. 262.
- KALFOFF, Christo. — La Bulgarie veut l'arbitrage obligatoire et l'accès à la mer Egée, *Europe Nouvelle*, 20 Septembre 1924, p. 1.250.
- KIEDRON Joseph. — Les traités de commerce de la Pologne, *Europe Nouvelle*, 13 Juin 1925, p. 784-5.
- KIENBOCK Victor. — Das Oesterreichische Somierungswerk Enke 1925, Stuttgart.
- KRAMARSCH D<sup>r</sup>. — L'avenir de l'Autriche, *Revue de Paris*, 1<sup>er</sup> Février 1896, p. 212.
- KURNATOWSKY Jery. — Quelques aspects de l'agriculture polonaise. *Europe centrale*, 7 Septembre 1929, p. 969.
- La situation économique de la Pologne, *Europe Nouvelle*, 1<sup>er</sup> Février 1930, p. 305.
- LAFERRIÈRE J. — La constitution de l'état libre de Bavière du 14 Août 1919. *Revue de Droit public et de la science politique*, 1925, p. 87.
- LANUX Pierre (DE) et MILAN TOPLITZA. — L'Autriche-Hongrie en guerre contre ses sujets, *Revue hebdomadaire*, 4 Septembre 1915, p. 58.
- LARIVIÈRE Charles (DE). — L'Ukraine et la Petite Entente, comité de relations internationales, 1920, Marseille.
- LAYTON W. T. ET RIST CH. — Le rapport sur la situation



économique de l'Autriche, Europe Nouvelle, 27 Février 1926, p. 274.

LAYTON T. WALTER. — L'avenir économique de l'Europe, Europe nouvelle, 24 Avril 1926, p. 554.

Production mondiale et commerce international, Europe nouvelle, 14 Novembre 1926, p. 1.563.

LE FUR Louis. — Affaire des optants hongrois en Transylvanie. Revue de Droit International, de sciences diplomatiques et politiques 1927, p. 257.

LÉGER Louis. — Le monde slave, Hachette, 1897, Paris.

LEROY-BEAULIEU Paul. — Préface au vol. de Georges Weil, Le pangermanisme en Europe centrale, Fontemoing, 1904, Paris.

LEVAL André. — La politique étrangère des Heimwehren, Le Temps, 9 Janvier 1930.

LÉVY RAPHAEL-GEORGES. — La Roumanie économique, conférence faite à l'Union Française dans le vol. « La Roumanie », Union Française, Paris, p. 209.

LÉVY ROGER. — L'importance économique et sociale de la réforme agraire en Roumanie, Europe nouvelle, 21 Février 1924, p. 246.

LEYGUES Georges. — Discours à l'occasion de la conférence de M. Henri Lorin dans le volume « Problèmes de l'Europe centrale, p. 191, 194, Félix Alcan, 1923, Paris.

LICHTENBERGER HENRI. — L'Allemagne moderne, Flammarion, 1907, Paris.

LITVINOFF. — Déclaration à la première séance de la IV<sup>e</sup> session de la commission préparatoire de la Conférence du désarmement (Genève, 30 Nov. 1927), Europe nouvelle, 11 Février 1928, p. 181.

Déclarations faites le 9 Février, Le Temps, 11 Février 1929.

LOEBE. — Déclarations, Le Temps, 21 Mai 1929.

- LINDEINER-WILDAUH. — Deutschland in Mitteleuropa, Europaisch revue, Janvier 1929, p. 656.
- LINDER COLONEL. — La Hongrie et le proche orient, l'Europe nouvelle, 18 Novembre 1922.
- LLOYD GEORGES. — Le danger d'incendie dans les Balkans, Neue Freie Presse, 3 Avril 1927.
- LOISEAU CHARLES. — Crise yougoslave et Petite Entente, Revue politique et parlementaire, t. 116, 1923.
- Les Yougolaves d'Autriche-Hongrie, pendant la guerre. La vie des Peuples, Octobre 1923.
- Balkanisma et chemin de fer, Europe centrale, 25 Août 1928, p. 1.015.
- Problèmes économiques yougoslaves, l'Industrie, Europe centrale, 13 Juillet 1929, p. 823.
- Problèmes économiques yougoslaves, II, Europe centrale, 20 Juillet 1929, p. 841.
- Problèmes économiques yougoslaves, les finances publiques, Europe centrale, 10 Août 1929, p. 898.
- Problèmes économiques yougoslaves, le commerce extérieur, Europe centrale, 24 Août 1929, p. 933.
- Un projet de canal transcontinental à travers l'Europe centrale, Europe centrale, 14 Décembre 1919, p. 181, 183.
- Pologne et Balkans, I, Europe centrale, 18 Janvier 1930, p. 258.
- Pologne et Balkans, II, Europe centale, 1<sup>er</sup> Février 1930, p. 304.
- LORD H. ROBERT. — Lithuania and polaud, Foreign affairs, 15 Juin 1928.
- LORIN Henri. — La France et la nouvelle Europe centrale, dans le vol. Les problèmes de l'Europe centrale, p. 166-190, F. Alcan, 1923, Paris.

LOUCHEUR LOUIS. — L'Autriche vivra-t-elle, *La Revue des Vivants*, Mai 1927, p. 682, 589.

LUTZOV COUNT. — Bohémia, Dent et Sons, 1920, London.

A history of bohémian littérature, 1899, London.

MACARTNEY H. H. MAXWELL. — In central Europe to-day, Nineteenth century and after, April-June 1921, p. 945.

MACARTNEY-CARLILE AYLMER. — The social revolution in Austria, University Press, 1926, Cambridge.

MACHRAY Robert. — The little Entente, Georges Allen et Unwin, 1929, London.

MADGEARU VIRGIL. — Roumania's new économic Policy, King, 1929, London.

MALAPARTE CURZIO. — L'Italie contre l'Europe, Alcan, 1927, Paris.

MARINKOVITCH. — La S.D.N. doit travailler lentement pour travailler sûrement, *Europe Nouvelle*, 20 Septembre 1924, p. 1.249.

MARKOVITCH L. Dr. — Le pacte d'amitié italo-yougoslave et la solution du problème de Fiume, *l'Europe Nouvelle*, 16 Février 1924.

MARKOVITCH F. VILDA. — Le nouveau régime et la vie économique en Yougoslavie, *Revue des Balkans*, Février 1929, p. 45.

MAROT Georges. — La Petite Entente et l'affaire de Saint-Gothard, *Europe centrale*, 4 Février 1928, p. 369.

Des ravages de la balkanisation en Europe. *Europe centrale*, 2 Février 1929, p. 361.

La conférence de Belgrade, *Europe centrale*, 25 Mai 1929, p. 681.

Malentendus entre la Hongrie et ses voisins, *Europe centrale*, 22 Juin 1929, p. 761.

- Un incident entre la Tchécoslovaquie et la Hongrie, Europe centrale, 6 Juillet 1929, p. 801.
- MARTYN C.J.F. — Behind a boy's throne, American Review of review September 1927, p. 290.
- MASARIK Thomas. — L'Europe Nouvelle, Imprimerie Slave, 1918, Paris.
- The spirit of Russia, Macmillan company, 1919, New-York.
- The Making of a State, Allen et Unwin, 1927, London.
- MATTER Paul. — Bismarck et son temps, 3 vol., Alcan, 1905, Paris.
- MAYRISCH. — Une opinion luxembourgeoise, sur un projet d' « union douanière européenne », Europe Nouvelle, 24 Avril 1926, p. 55.
- MILLE CONST. — Bulgaria si Mica Autanta, Lupta, 15 Mai 1925.
- MILLET Philippe. — La politique de la Petite Entente, Europe Nouvelle, 19 Septembre 1920, p. 1.347.
- L'Europe devant l'accord Russo-Allemand, Europe Nouvelle, 29 Avril 1922.
- Les fautes de l'entente dans l'Europe centrale, Europe Nouvelle, 17 Septembre 1921.
- MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA TCHÉCOSLOVAQUIE, LIVRE BLANC TCHÉCOSLOVAQUE. — Documents diplomatiques concernant les tentatives de restauration des Habsbourg sur le trône de Hongrie, Août 1919, Novembre 1921, Prague 1922, sff.
- MIRCEA M. — M. Zaleski en Roumanie, Bulletin Franco-Roumain, 30 Novembre 1929.
- MIRONESCO G. — Déclarations, Le Temps, 24 Janvier 1930.
- MIRONOVIZ D.R. — Les réparations orientales, Revue des Balkans, Février 1930, p. 55.

- MITTEIS Heinrich. — Problème der deutschösterreichischen Rechtsangleichung, Preussische Jahrbücher, Ocktober 1929, p. 17.
- M.O. — Nouveaux progrès de la marine marchande yougoslave, Europe centrale, 14 Décembre 1929, p. 183.
- Les exportations Yougoslaves augmentent, Europe centrale, 30 Novembre 1929, p. 145.
- MONTFORT H. DE. — Les rapports du gouvernement de Varsovie avec la Petite Entente, Le Temps, 14 Janvier 1924.
- MOREIGNE Capitaine. — Le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne, Revue politique et parlementaire, 10 Septembre 1929, p. 349.
- MOROIANU Georges. — Luptele de emancipare ale Romanilor din Ardeal in lumina europeana. Cultura nationala, — 1929, Bucaresti.
- MASCHOPOULOS N. — Un institut d'entente balkanique à Athènes, Revue des Balkans, Janvier 1930, p. 34.
- MOUSSET A. — M. Bénès à Belgrade, Journal des Débats, 19 Août 1920.
- La « Petite Entente » et la mission de M. Bénès à Belgrade, Journal des Débats, 25 Août 1920.
- Le royaume des Serbes, Croates et Slovènes, Bossard, 1921, Paris.
- Le rôle de la Grande et la Petite Entente dans le conflit austro-magyar, Journal des Débats, 1<sup>er</sup> Novembre 1921.
- Le rapprochement roumano-yougoslave, Europe nouvelle, 28 Janvier 1922, p. III.
- La Yougoslavie et l'Autriche, Journal des Débats, 23 Mars 1922.
- La Petite Entente, Bossard, 1923, Paris.
- Les nouvelles orientales politiques, Europe Nouvelle, 31 Mars 1923, p. 399.



- La crise serbo-croate, Europe nouvelle, p. 527-28, 2 Avril 1923.
- La conférence de Sinaia, Journal des Débats, 30 Juillet et 6 Août 1923.
- Le bilan de la conférence de Belgrade, Europe nouvelle, 19 Janvier 1924.
- La VI<sup>e</sup> conférence de la Petite Entente, Europe nouvelle, 23 Mai 1925, p. 673.
- La conférence de Locarno et l'opinion yougoslave, Journal des Débats, 30 Octobre 1925.
- La Yougoslavie et les projets du pacte balkanique, Journal des Débats, 14 Janvier 1926.
- La signification du voyage de M. Nintchitch à Rome et Paris, Journal des Débats, 3 Mars 1926.
- Les éléments psychologiques d'un rapprochement serbo-bulgare, Europe centrale, 20 Novembre 1926, p. 125.
- La démission de M. Nintchitch et l'accord italo-albanais, Europe centrale, 11 Décembre 1926, p. 181.
- La démission de M. Nintchitch et l'accord italo-albanais vu de Belgrade, Europe nouvelle, 8 Janvier 1927, p. 43.
- Le programme économique du nouveau gouvernement yougoslave, Europe centrale, 12 Février 1927, p. 364.
- La question albanaise et la tension italo-yougoslave, Europe centrale, 26 Mars 1927, p. 497.
- La crise des rapports italo-yougoslaves, Europe centrale, 9 Avril 1927, p. 542.
- Les rapports gréco-yougoslave, Europe centrale, 23 Avril 1927, p. 580.
- La crise des rapports italo-hongrois et l'opinion yougoslave, Europe centrale, 30 Avril 1927, p. 601.
- Les rapports italo-yougoslaves et la paix balkanique, Europe centrale, 14 Avril 1928, p. 593.

La ratification prochaine des accords de Nettuno, Europe centrale, 31 Mai 1938, p. 754.

Les manifestations contre la ratification des accords de Nettuno, Europe centrale, 9 Juin 1928, p. 779.

Une nouvelle phase des rapports italo-yougoslave : la ratification des conventions de Nettuno, Europe Nouvelle, 9 Juin 1928, p. 794.

La détente italo-yougoslave, Europe centrale, 16 Juin 1928, p. 801.

La reprise des négociations entre Belgrade et Athènes, Europe centrale, 23 Juin 1928, p. 822.

Petite Entente et la Yougoslavie, Europe centrale, 14 Juillet 1928, p. 878.

La ratification des conventions de Nettuno, Europe centrale, 25 Août 1928, p. 1.010.

Une phase nouvelle des rapports gréco-yougoslaves, pacte ou alliance, Europe centrale, 6 Octobre 1928, p. 4.

Le rapprochement gréco-yougoslave et l'opinion étrangère, Europe centrale, 3 Novembre 1928, p. 103.

Les événements de Belgrade, Une nouvelle ère politique en Yougoslavie, Europe nouvelle, 12 Janvier 1929, p. 47.

Le non renouvellement du pacte d'amitié, Europe centrale 1929, p. 364.

L'évolution des rapports Bulgaro-Yougoslaves, Europe centrale, 25 Février 1929, p. 424.

Rome et Balkans, Europe centrale, 3 Mars 1929, p. 445.

La Petite Entente économique, Europe centrale, 11 Mai 1929, p. 549.

La Yougoslavie et la conférence de Belgrade, 1<sup>er</sup> Juin 1929, p. 710.

Les étapes de la consolidation européenne, la réunion de la Petite Entente, à Belgrade, Europe Nouvelle, 1<sup>er</sup> Juin 1929, p. 704.

- Le différend entre Belgrade et Sofia, Europe Nouvelle, 20 Juillet 1929, p. 1.009.
- Le point de vue yougoslave, Europe centrale, 20 Juillet 1929, p. 841.
- Les origines de l'attentat de Serajevo, Monde Slave, Août 1929, p. 176.
- Paneurope et fédération balkanique, Europe centrale, 26 Octobre 1929, p. 50.
- Les rapports italo-yougoslaves, jugés de Belgrade, Europe centrale, 14 Décembre 1929, p. 177.
- Symptômes d'évolution dans les rapports entre la Yougoslavie et la Hongrie, Europe centrale, 21 Décembre 1929, p. 197.
- La Heimwehr et la politique internationale, Europe centrale, 4 Janvier 1930, p. 222.
- Le raffermissement d'une amitié traditionnelle, Europe centrale, 19 Avril 1930, p. 514.
- MUNZ SIGMUND. — Austria's relations with Germany and Italy. Foeing affairs, 15 June 1923.
- MUSSOLINI B. — Déclaration au Sénat, la Vie Méditerranéenne, Juillet 1929.
- Déclaration, Le Temps, 7 Février 1930.
- MURET Maurice. — L'état d'esprit Magyar, Journal des Débats, 1<sup>er</sup> Juillet 1921.
- Le nouveau conflit entre la Hongrie et la Petite Entente, Journal des Débats, 23 Septembre 1923.
- MUZET Alphonse. — Le monde Balkanique, Ernest Flammarion 1917, Paris.
- NAUMANN Friederich. — L'Europe centrale, préface de S. Grumbach, Payot, 1918, Paris.
- NIEDÉRLÉ LUBOR. — La race slave (traduction Louis Léger, 1917, Paris.

NINTCHITCH MOMTCHILLO. — La tension adriatique, *La revue des Vivants*, Mai 1927, p. 547-567.

Déclaration, *Journal des Débats*, 28 Février 1926.

NOWAK FRIEDRICH KARL. — The collapse of central Europe  
Dutton, comp. 1924, New-York.

NOVAKOVITCH STEPHEN. — Problème yougoslave, *Revue de Paris*, 1<sup>er</sup> Septembre 1915.

OGG FRÉDÉRIC AUSTIN AND WALTER RIGGE SHARP. — Economic development of modern Europe ; Macmillan company, 1928, New-York.

O'HARA VALENTINE. — Hungary and the Habsbourg Restoration, *Nineteenth Century*, Août 1929, p. 14.

OLLIVIER Emile. — L'Empire libéral, 14 vol., Garnier, 1895-1903, Paris.

ORMESSON VLADIMIR DE. — Vue d'ensemble sur Locarno, *Le Temps*, 26 Octobre 1925.

L'Autriche, l'Europe et la paix, *Le Temps*, 16 Mars 1926.

Rome, Belgrade, Tirano et l'Europe, *La Revue de Paris*, 15 Avril 1927, p. 795.

OSSUSKY STEPHEN. — Magyars et pangermanistes, Bossard, 1918, Paris.

Le problème des minorités, *l'Esprit international*, Avril 1929, p. 174.

OTTLIK GEORGES. — Hongrie (les cent heures du roi Charles), *Revue de Genève*, Décembre 1921, p. 817.

OZÉROVITH M. — Le conflit entre l'Albanie et la Yougoslavie, *Europe centrale*, 11 Juin 1927, p. 725.

Les relations commerciales entre la Yougo. et la Roumanie, *Europe centrale*, 26 Octobre 1929, p. 53.

Résultats économiques de l'année 1929, en Yougoslavie, *Europe centrale*, 4 Janvier 1930, p. 225.

- PAINLEVÉ. — Allocution à l'occasion de la conférence de M. Lacour-Gayet, sur « Le passé de la Roumanie » dans le vol. « La Roumanie », Union Française, Paris, p. 57.
- PAIMA Luigi. — Del principio della nationalita vella moderna societa, européa, Fratelli Treves, 1867, Milano.
- PANBALKANSKY. — La Bulgarie et ses voisins, Revue des Balkans, Février 1929, p. 56.
- La conférence de Pirot et les relations bulgaro-yougo-slaves, Revue des Balkans, Mars 1929, p. 91.
- PASVOLSKY Léo. — Economic nationalism of the danubian states. The Macmillan company, 1928, New-York.
- Obstacles to the Union of Austria with Germany, Current Histbry, December 1929, p. 520.
- PAULOVA M. — Une histoire générale des Slaves, Le monde slave, Novembre 1929, p. 197.
- PERNOT MAURICE. — Balkans nouveaux, Hachette, 1929, Paris.
- PERRUCHE CAPITAINÉ. — La question du Tirol du Sud, Revue Politique et Parlementaire, 10 Mars 1930, p. 396.
- PERTINAX. — La politique de l'Italie dans la Méditerranée orientale et les Balkans, Europe nouvelle, 2 Février 1929, p. 130.
- PFEIFFER. — L'Italie et sa politique albanaise, Europe nouvelle, 24 Avril 1926, p. 560.
- PHILIPS CHARLES M. A. — The new polaud, Alcan et Unwin, 1923, London.
- PIBRAM ALFRED. — Les traités politiques de l'Autriche-Hongrie, Alfred Costes, 1923, Paris.
- PIETKIEWICZ Z. — La situation économique de la Pologne, L'Est Européen, Mai 1925, p. 44.
- PINTEA GHERASIM. — Mica antanta studenteasca Ardeabul Tanar, 1<sup>er</sup> Mars 1930, p. 145.



- POPOVICI C. AURELÉ. — La question roumaine en Transylvanie et en Hongrie, Payot, 1918, Paris.
- PUSTA R.C. — Vers l'union douanière des pays baltes, Europe nouvelle, 26 Septembre 1925, p. 1.283.
- QUIRIELLE Pierre (DE). — La Hongrie et la S.D.N., Journal des Débats, 8 Septembre 1921.
- L'arbitrage de M. Bénès dans la question de la Hongrie occidentale, Journal des Débats, 30 Septembre 1921.
- La Hongrie, la Grande et la Petite Entente, Journal des Débats, 3 Novembre 1921.
- La Grande et la Petite Entente, Journal des Débats, 16 Février 1922.
- L'histoire de la Petite Entente, Journal des Débats, 6 Mai 1923.
- Les rapports polono-tchèques, Journal des Débats, 28 Février 1924.
- La conférence de la Petite Entente à Prague, Journal des Débats, 14 et 19 Juillet 1924.
- La politique tchécoslovaque et la question de la sécurité, Journal des Débats, 5 Octobre 1925.
- La Tchécoslovaquie et le scandale hongrois, Journal des Débats, 22 Janvier 1926.
- R. — Le commerce extérieur de la Tchécoslovaquie en 1929, Europe centrale ; 25 Janvier 1930, p. 282.
- RANKE Léopold (VON). — Weltgeschichte, Duncker d'Humboldt, 1883, Leipzig.
- RANKOVITCH JIKA. — La France et la Petite Entente, La Revue Mondiale, 1<sup>er</sup> Février 1923.
- REBOUL, Lieutenant-Colonel. — La propagande allemande en Roumanie, Le Temps, 14 Juin 1921.
- L'importance des Petites Ententes, Le Temps, 23 Avril 1922.
- RAGUE P. — Les Magyars et la Hongrie. La nation tchèque, 1<sup>er</sup> Juillet 1916, p. 69.

RECOULY Raymond. — La France à la conférence de Gênes, La Revue de France, 1<sup>er</sup> Avril 1922.

REDLICH Joseph. — Reconstruction in the Danube countries, Foreign affairs, n° du 15 September 1922, New-York.

REGNIER P.V. — The doom of Hungary, Nineteenth century and after, April 1920, p. 729.

RENDIS. — Déclaration sur l'arbitrage obligatoire dans les Balkans, Le Temps, 20 Juillet 1925.

RENOUVIN Pierre. — Le gouvernement Austro-Hongrois et la crise de Juillet 1914, Revue d'histoire de la guerre mondiale, Avril 1930, p. 143.

RIST Charles et LAYTON. — Rapport sur la situation économique de l'Autriche, Europe Nouvelle, 27 Février 1926, p. 274.

ROGER NOËLLE. — Le long des frontières albanaises, la Vie des Peuples, Octobre 1923, p. 227-234.

ROLLIN Henry. — L'effondrement du bloc balkanique, Le Temps, 26 Novembre 1922.

La Petite Entente et la Russie, Le Temps, 1<sup>er</sup> Décembre 1922.

ROOS E. HARALD (VON). — Italien und Jugoslawien in der Adria. Europäische Gespräche, Octobre 1929, p. 542.

ROTH Lucien. — Le pays blessé, Evolution, Août 1929, p. 14.

ROUSTAN Désiré. — Président Wilson, Messages, discours, documents diplomatiques, 2 vol., Bossard, 1919, Paris.

SAGERET Louis. — Philosophie de la guerre et de la Paix, Alcan, 1913, Paris.

SAROLEA Charles. — L'Autriche-Hongrie et la guerre. La Nation tchèque, 1<sup>er</sup> Juillet 1916, p. 67.

SAVADJIAN Léon. — The campaign against the treaty of Trianon, Revue des Balkans, Mai 1929, p. 161.

La Hongrie, la France et le Traité de Trianon, *Revue des Balkans*, Juin 1929, p. 202.

Le plan Young et les Balkans, *Revue des Balkans*, Juillet 1929, p. 244.

SCELLE Gedrges. — Pacte Kellog et protocole Litvinoff, *Monde Slave*, Avril 1929, p. 1.

SCHNEIDER Joseph. — Kaiser Franz-Joseph und sei hop. Leonhardt, 1920, Vienne.

SCHÖBER. — Déclaration à Berlin, *Le Temps*, 26 Février 1930.

Déclaration à Rome, *Le Temps*, 9 Février 1930..

SCHWARTZ PH. Robert. — L'Autriche de 1919-1924, Pedouc, 1926, Paris.

SCOTT BROWN JAMES. — Président Wilson's Foreign Policy, Oxford University Press 1918, New-York.

SEIGNOBOS Charles. — Histoire politique de l'Europe contemporaine, Colin 1897, Paris.

SEIPEL Ignaz. — Déclaration du 19 Juillet 1927, Europe Nouvelle, 23 Juillet 1927, p. 955.

Der Kampf un die osterreichische, Verfassung, Braumuller, 1930, Wien.

SEISANU R. — Unirea Austriei en Germania eo primejdie pentru pace, *Universul* 24 Mai 1925.

SERBESCO S. — La Roumanie et la Petite Entente, Europe Nouvelle, 12 Septembre 1920, p. 1.312.

Les résultats du voyage de M. Take Jonsco, *Journal des Débats*, 3 Décembre 1920.

La Roumanie et la politique de M. Stambouliski, *Journal des Débats*, 13 Mars 1921.

La Roumanie à la conférence de Lausanne, *Journal des Débats*, 19 Novembre 1922.

L'évolution de la politique hongroise, *Journal des Débats*, 10 Mars 1924.

La Roumanie et la Pologne, en face des soviets, *Europe centrale*, 9 Mars 1929, p. 466.

L'affaire des optants hongrois de Transilvanie, *Europe centrale*, 23 Mars 1929, p. 508.

La Roumanie négociée, *Europe centrale*, 27 Avril 1929, p. 605.

Entre Bucarest et Budapest, *Europe centrale*, 6 Juillet 1929, p. 806.

SETON WATSON R. W. — The southern question and the Habsburg Monarchy, Alcan and Unwin, 1911, London.

SIMONDS H. FRANK. — Hungary, the Balkans and the league, The American Review of Reviews, New-York, September 1919, p. 262.

The Rumanian Sticks, American review of Reviews, Octobre 1919, p. 379.

Paralysis of middle Europe, American Review of Reviews, February, 1929, p. 149.

The New Europe, The little entente, The little entente and France. American Review of Reviews August, 1922, p. 157.

London to Bucarest, American Review of Reviews January, 1927, p. 67.

The uneasy Balkans Rumania and Austria furnish new complications, American Review of Reviews, October 1927, p. 405.

Europe headed for War, American Review of Reviews, January 1928, p. 59.

A bad year in Europe, American Review of Reviews, December 1928, p. 605.

SINGER A. — Histoire de la triple alliance, Giard et Brière, 1915, Paris.

SIRIANU MIRCEA. — La question de Transylvanie et l'unité politique roumaine, Jouve 1916, Paris.

SIRISCEVIC SLAVKO. — La possibilité du développement des ports yougoslaves, Revue économique de Belgrade, Juin 1929, p. 145.

SKRZYNSKI A. — La Pologne contribue à la réussite de la conférence économique, Europe nouvelle, 26 Septembre 1925, p. 1.279.

La Pologne, clef de voute de l'Europe, Europe nouvelle, 13 Juin 1925, p. 765-766.

Le rôle de la Pologne en Europe, Le Temps, 13 Juin 1925.

SMOGORZEWSKI Casimir. — Pologne et Roumanie, Journal des Débats, 6 Janvier 1926.

La Pologne restaurée, Gebethner et Wolff 1927, Paris, 12 Mars 1927, p. 457, Pologne et Tchécoslovaquie.

La Pologne, l'Autriche et la Hongrie, Europe centrale, 23 Avril 1927, p. 581.

Le « corridor » du Dantzig invisible, Europe centrale, 30 Octobre 1927, p. 67.

La France, l'Italie et l'Europe centrale, Europe centrale, 11 Août 1928, p. 967.

Pologne et Roumanie, Europe centrale, 13 Octobre 1928, p. 25.

La Pologne, l'Allemagne et le « Corridor », Gebethner et Wolff, 1929, Paris.

SOKOLOWSKI W. Dr. — L'émigration Polonaise en France, Europe nouvelle, 13 Juin 1925, p. 774.

SOREL Albert. — La question d'orient au XVIII<sup>e</sup> siècle, Plon 1889, Paris.

SPALAIKOVITCH MIROSLAV. — La Bosnie et l'Herzégovine, Rousseau, 1899, Paris.



- L'activité diplomatique du royaume yougoslave en 1928,  
Revue des Balkans, Janvier 1929, p. 4.
- L'activité diplomatique du royaume yougoslave, Revue  
des Balkans, Janvier 1930, p. 1.
- SPIRIDOVITCH TCHÉREP A. (Général). — L'Europe sans Au-  
triche, Victorion 1914, Paris.
- SPRINGER ANTON Dr. — Oesterreich nach der Revolution,  
Emmanuel Muller 1850, Leipzig.
- STAINOV Petco. — Bulgarie, Internationale verte ou Pans-  
lavisme démocratique, Revue de Genève, Décembre 1921,  
p. 808.
- STANOYEVITCH Stéphan. — Histoire nationale des Serbes,  
des Croates, des Slovènes, Préface de M. Charles Dishl,  
1918, Paris.
- STARZYNSKI Etienne. — La Pologne dans la vie économique  
de l'Europe, Europe Nouvelle, 15 Octobre 1927, p. 1379.
- STEED WICKHAM Henry. — The Habsburg Monarchy, Con-  
stable and comp. 1914, London.
- The Quintessence of Austria Edinburgh Review, 15  
Avril 1916.
- Introduction for the volume the making of a state by,  
Masaryk pahe 14 Allen and Unwin, 1927, London.
- STEERUWITZ. — Déclaration, Le Temps, 21 Mai 1929.
- STED BENJAMIN. — Underlying causes of political crisis in  
Austria, Current History, Décembre 1929, p. 514.
- STOICA Basile. — Relations des roumains avec le peuple  
tchécoslovaque avant et pendant la guerre. Ré-  
sumé par B.M. Dairs, Europe centrale, 2 Juillet 1927,  
p. 787.
- STRANGLER A. — Les conditions de la coopération économi-  
que Tchéco-Yougoslave, Europe centrale, 19 Février  
1927, p. 391.
- STRUPP Karl. — Documents pour servir à l'histoire du droit  
des gens, tome V, Hermann Sack, 1923, Berlin.

- SUAREZ Georges. — Les avatars de Bella Kuhn, *Le Temps*, 8 Janvier 1925.
- SUZANYI Louis. — La tragédie des peuples danubiens et la Tchécoslovaquie, *Revue de Hongrie*, 15 Septembre 1929, p. 69
- SVEDEK JEDEN. — M. Bénès et la Petite Entente, *la Revue de France*, 10 Octobre 1922.
- SZASZY E. (DE). — Les finances des Etats Européens depuis la guerre, *la Hongrie, Revue des Sciences politiques*, Janvier-Mars 1925, p. 45.
- SZÉMÈRE Barthélémy. — La question hongroise, Dentu, 1860, Paris.
- TAM TRANGOTT. — Ueber den Ursprung der Rumanen, *Eni Betag zur Ethnographie Sudosteuropes*, Strauss, 1891, Bonn.
- TAYLOR ENGLEBERT ALONZO. — Austria's présent plight and dismal future, *American Review of Reviews*, Décembre 1919, p. 580.
- TCHITCHERINE. — Déclarations faites aux représentants de la presse à Moscou, le 5 Août 1928. *Europe Nouvelle*, 25 Août 1928, p. 1.167.
- TERSANNES J. — Le problème autrichien et la menace du rattachement à l'Allemagne, Bossard, 1921, Paris.
- THARAUD Jérôme et Jean. — Bolchevistes de Hongrie, *Revue des Deux Mondes*, 15 Décembre 1920, p. 381.
- THEUDEN Rudolf. — Ce que la guerre doit nous rapporter, *Concordia*, 1914, Berlin.
- THOMAS Albert. — Pour que la conférence internationale économique réussisse. *Europe nouvelle*, 26 Septembre 1925, p. 1.275.

THUGUTT Stanislas. — La question des minorités nationales en Pologne, Europe nouvelle, 13 Juin 1925, p. 777.

TIBAL André. — L'activité économique de l'Italie en Europe centrale, Europe centrale, 26 Février 1927, p. 415.

La question de l'Anschluss et l'opinion française, Europe centrale, 16 Avril 1927, p. 557.

Le capital américain en Europe centrale, Europe centrale, 23 Avril 1927, p. 586.

La Roumanie dans la Petite Entente, Europe centrale, 28 Mai 1927, p. 680.

L'état roumain et ses minorités allemandes, Europe centrale, 13 Novembre 1927, p. 106.

L'opinion italienne et la Hongrie, Europe centrale, 26 Novembre 1927, p. 171.

La consolidation politique de l'Europe centrale, I. Europe centrale, 4 Février 1928, p. 435.

La consolidation politique de l'Europe centrale, II. Europe centrale, 7 Avril 1928, p. 572.

La consolidation politique de l'Europe centrale, III. Europe centrale, 31 Mai 1928, p. 752.

La prochaine réunion de la Petite Entente, 9 Juin 1928, p. 777.

La consolidation politique de l'Europe centrale, IV. Europe centrale, 14 Juillet 1928, p. 882.

Bulgares et Roumains, l'Esprit international, Juillet 1928, p. 380, 394.

La consolidation politique de l'Europe centrale, Europe centrale le 8 Septembre 1928, p. 1.050.

TIBAL André et GUETZETWITCH B. MIRKNE. — La tchécoslovaquie, Delagrave 1929, Paris.

GUETZETWITCH B. MIRKNE. — La tchécoslovaquie, Delagrave 1929, Paris.

TIBAL André. — La nouvelle législation économique en Roumanie, Europe centrale, le 27 Avril 1929, p. 606.

- La part de l'Allemagne dans le commerce de l'Europe centrale et orientale, Europe centrale, 14 Septembre 1929, p. 985.
- La convention commerciale Polono-Roumaine, Europe centrale, 28 Septembre 1929, p. 1.018.
- Production du sel et du pétrole en Roumanie, Europe centrale, 30 Novembre 1929, p. 145.
- Le capital étranger en Roumanie, Europe centrale, 23 Décembre 1929, p. 118.
- Les relations économiques Germano-Roumaines, Esprit international, Janvier 1930, p. 38.
- La colonisation de la Dobroudja méridionale, Europe centrale, 4 Janvier 1930, p. 223.
- Un pont sur le Danube entre la Roumanie et la Bulgarie, Europe centrale, 5 Avril 1930, p. 478.
- Signé A.T. — La balance commerciale et la récolte en Roumanie, Europe centrale, 5 Octobre 1929, p. 1.037.
- L'Industrie du Bois en Roumanie, Europe centrale, 18 Janvier 1930, p. 260.
- Chemins de fer roumains en 1929, Europe centrale, 18 Janvier 1930, p. 260.
- TITULESCO N. — Discours dans l'affaire des optants hongrois de transylvanie, Europe centrale, 23 Mars 1922, p. 508.  
Discours prononcé le 19 Septembre 1925, Europe nouvelle, 26 Septembre 1925, p. 1.295.
- Déclarations, Le Temps, 24 Juin 1928.
- Préface au volume « Quatre Conférences sur la Roumanie », Edition Revue Mondiale, 1930, Paris.
- TODORESCO S. — La Hongrie contre la paix, Revue des Balkans, Juillet 1929, p. 251.
- TSANKOFF. — Déclarations, Le Temps, 29 Décembre 1924.
- TRANCU JASSI GR. — Discours tenu le 6 Mai 1926, La presse

- Polono-Roumaine, Ministère des affaires étrangères, de Roumanie, 1926, Bucarest.
- TRAZ ROBERT DE. — Le rôle des Petits Etats, Revue de Paris, n° du Septembre 1924.
- VACARESCO HÉLÈNE. — Un discours sur la Petite Entente, la Roumanie nouvelle, 15 Juin 1925.
- WADSWORTH ELIOT. — Some of Europe's reconstruction problems, July 1920, p. 57.
- VALEWSKI P. ST. — L'entente balkanique, Revue des Balkans, Avril 1929, p. 133.
- VALLAUX Camille et BRUNHES Jean. — La géographie de l'Histoire, Alcan, 1921, Paris.
- VELLAY Charles. — Un Pacte de garantie pour les Balkans, Europe nouvelle, 8 Août 1925, p. 1.047.
- VENIAMIN L. VIRGIL. — Œuvre de jeunesse, Bulletin franco-roumain, Mars 1929, p. 55.
- VESNITCH MILENKO. — La Serbie à travers la guerre, Bossard, 1921, Paris.
- VOINOVITCH (Cte L. de). — Le Monténégro et l'unité yougoslave, Le Monde nouveau, 15 Novembre 1926, p. 1.060, 1.076.
- VOSNJAK DOGUMIL Dr. — Un rempart contre l'Allemagne, préface de M. Gabriel Louis Jaray, Chapelet 1918 Paris.
- WEIL Georges. — Le pangermanisme en Europe centrale, Fontemoing, 1904, Paris.
- WEISS L. — La république Tchécoslovaque, Payot, 1919, Paris.
- La politique russe de la Roumanie, Europe Nouvelle, p. 1.713, 21 Novembre 1920.



Les frontières orientales de la Pologne, Europe Nouvelle, 7 Avril 1923, p. 425.

WEYGAND (Général). — Discours à l'occasion de la conférence de M. Bourgeois, dans le vol. Problèmes de l'Europe centrale, p. 69-72, Alcan, 1923, Paris.

WIERZBICKI A. — L'industrie et les richesses du territoire en Pologne, Europe Nouvelle, 13 Juin 1925, p. 782.

WILLIAMS TALCOTT. — The battle of the Boundaries, American Review of Reviews march. 1919, p. 281.

WINTERSTETTIN (Konrad Von). — Le cap Nord-Bagdad, Le programme politique de la guerre, Concordia 1915, Frankfort-sur-Mein.

WYCLIFFE James, HEADLAM. — Bismark and the foundation of the German Empire, London.

Z. — L'Europe centrale après la conférence économique internationale, Europe centrale, 2 Juillet 1927, p. 792.

Le cartel de l'acier et l'Europe centrale, Europe centrale, 9 Octobre 1926, p. 9.

La stabilité économique de l'Europe centrale, Europe centrale, 13 Novembre 1926, p. 111.

La nouvelle politique commerciale de l'Autriche, Europe centrale, 20 Novembre 1926, p. 131.

La conférence internationale économique et l'Europe centrale, Europe centrale, 4 Décembre 1926, p. 170.

La conférence économique internationale et la Tchécoslovaquie, Europe centrale, 4 Décembre 1926, p. 685.

Yougoslavie, Autriche et Tchécoslovaquie, Europe centrale, 5 Mai 1927, p. 438.

L'Europe centrale et la conférence économique internationale, Europe centrale, 2 Juillet 1927, p. 792.

Le traité de commerce entre la Hongrie et la Tchécoslovaquie, Europe centrale, 16 Juillet 1927, p. 833.

Le commerce extérieur de la Tchécoslovaquie pendant 1 semestre 1927, Europe centrale, 23 Juillet 1927, p. 854.

La Tchécoslovaquie et l'Autriche après le renouvellement de la convention tarifaire. Europe centrale, 6 Août 1927, p. 895.

La situation économique s'améliore en Europe centrale, Europe centrale, 20 Août 1927, p. 932.

La conférence de Genève et l'Europe centrale, 10 Novembre 1927, p. 142.

Après la session de Madrid, le problème des minorités, Europe nouvelle, 22 Juin 1929, p. 844.

ZALESKI Auguste. — La Pologne entre la Russie et l'Allemagne, Europe nouvelle, 18 Septembre 1926, p. 1.301.

La frontière de la Vistule, la Revue de Vivants, Mai 1927, p. 578, 581.

Déclarations, Le Temps, 22 Mai 1929.

ZIMMERMANN A. R. — Le relèvement de l'Autriche, Revue de Paris, 1<sup>er</sup> Avril 1924, p. 544.

## II

### ARTICLES DE REVUES ET DE JOURNAUX NON SIGNÉS

*American review of reviews.* — June 1919, p. 572, Hungary under communists.

June 1928, p. 648, Toward a new central Europe.

*Corriere Della Sera.* — 31 Janvier 1922, Italia e Piccola Intesa.

*L'Esprit international.* — 1<sup>er</sup> Janvier 1929, p. 56, La Grèce, l'Italie et la Yougoslavie.

*Europe centrale.* — 30 Octobre 1926, p. 61, l'Italie et l'Europe centrale.

6 Novembre 1926, p. 81, le « Locarno » Tchécoslovaque.

13 Novembre 1926, p. 101, Vers la restauration des Habsbourg en Hongrie.

8 Janvier 1927, p. 261, La politique Tchécoslovaque en 1926.

15 Janvier 1927, p. 281, Le voyage du Comte Bethlen, à Rome.

12 Février 1927, p. 223, Traité de garantie polono-roumain (25 Mars 1926).

26 Mars 1927, p. 493. Le conflit italo-yougoslave.

26 Mars 1927, p. 449, La Hongrie en quête d'une politique étrangère.

9 Avril 1927, p. 537, Le Comte Bethlen à Rome.

14 Mai 1927, p. 637, La conférence de la Petite Entente.

21 Mai 1927, p. 657, La conférence de Yachimov.

27 Août 1927, p. 949, Yougoslaves et Bulgares.

- 3 Septembre 1927, p. 974, Les échanges commerciaux entre la Tchécoslovaquie et l'Italie.
- 24 Septembre 1927, p. 1.029, Le règlement de la question des optants hongrois.
- 2 Juin 1928, p. 758, Pour le resserrement de l'entente économique tchéco-yougoslave.
- 18 Août 1928, p. 996, Les relations commerciales de la Tchécoslovaquie avec la Hongrie.
- 16 Février 1929, p. 411, A propos de la conférence économique de la Petite Entente.
- 20 Juillet 1929, p. 842, La question Autriche.
- 27 Juillet 1929, p. 860, Toujours Hidasnémeti.
- 21 Septembre 1929, p. 1.004, Production mondiale du zinc et la Pologne.
- 21 Septembre 1929, p. 1.004, Nouveaux droits sur les produits agricoles en Pologne.
- 28 Septembre 1929, p. 1.019, Le commerce extérieure de l'Autriche.
- 28 Septembre 1929, p. 1.020, Politique protectionniste en matière de produits agricoles de la Pologne.
- 23 Novembre 1929, p. 122, La Tchécoslovaquie est-elle un pays essentiellement exportateur ?
- 30 Novembre 1929, p. 144, La Tchécoslovaquie se propose de conclure des autres traités de commerce.
- 30 Novembre 1929, p. 145, La balance des comptes de la Tchécoslovaquie, en 1928.
- 11 Janvier 1930, p. 237, La Tchécoslovaquie et la seconde conférence de la Haye.
- 11 Janvier 1930, p. 243, Quelques chiffres sur la situation de la Tchécoslovaquie.
- 18 Janvier 1930, p. 263, Trafic de Gdynia et le chômage en Pologne.

25 Janvier 1930, p. 277, Après le règlement des réparations orientales.

5 Avril 1930, Les négociations de Paris.

26 Avril 1930, p. 525, Après la conférence de Paris.

*Europe nouvelle.* — 2 Juillet 1921, p. 864, Convention anti-habsbourgeoise avec la Yougoslavie.

7 Janvier 1922, p. 25, L'accord austro-tchèque.

8 Avril 1922, p. 435, Conventions de Riga et Varsovie.

5 Mai 1923, p. 570, Accord politique polono-tchèques.

12 Janvier 1924, p. 52, Trois traités entre l'Esthonie et la Lettonie (Documents).

2 Février 1924, p. 130. Le rayonnement de la Petite Entente.

2 Février 1924, p. 154, Le traité d'alliance franco-tchécoslovaque.

16 Février 1924, p. 214, Les accords italo-yougoslave (documents).

16 Août 1924, p. 1.056, Le transit par Salonique.

22 Novembre 1924, p. 1.562, Genève et Varsovie.

9 Mai 1925, p. 602, L'Organisation de l'Europe orientale.

13 Juin 1925, p. 795, Traité de conciliation d'arbitrage polono-tchécoslovaque.

24 Octobre 1925, p. 1.415, La Petite Entente de la Presse.

24 Octobre 1925, p. 1.426, Traité d'arbitrage entre l'Allemagne et la Pologne.

24 Octobre 1925, p. 1.427, Traité d'arbitrage entre l'Allemagne et la Tchécoslovaquie.

24 Octobre 1925, p. 1.428, Accord entre la Pologne et la France, Accord entre la Tchécoslovaquie et la France.

12 Décembre 1925, p. 1.676, la S.D.N. et le conflit Bulgaro-Grec (Documents).



- 27 Novembre 1926, p. 1.628, Le déficit de la balance commerciale.
- 27 Novembre 1926, p. 1.623, La conférence économique internationale.
- 8 Janvier 1927, p. 70, Traité de conciliation et d'arbitrage italo-roumain.
- 8 Janvier 1927, p. 60, Traité italo-albanais, signé à Tirana, le 27 Novembre 1926.
- 12 Février 1927, p. 221, Conventions sur la Bessarabie.
- 12 Mars 1927, p. 347, Télégramme de l'Italie à son représentant à la S.D.N. (9 Mars 1927).
- 9 Avril 1927, p. 491, Suppression du contrôle militaire interallié en Hongrie (Documents).
- 14 Mai 1927, p. 627, La Petite Entente est une réalité, L'action italienne.
- 16 Juillet 1927, p. 930, L'Autriche et la question du rattachement.
- 23 Juillet 1927, p. 950, La Tchécoslovaquie et le problème du rattachement.
- 10 Septembre 1927, p. 1.187, La réforme agraire en Europe centrale, Le différend roumano-hongrois, La campagne du lord Rothermere.
- 10 Décembre 1927, p. 1.645, Traité d'amitié franco-yougoslave, signé le 11 Novembre 1927.
- 10 Décembre 1927, p. 1.645, Traité franco-yougoslave (11 Novembre 1927), Traité italo-albanais (22 Novembre 1927), Traité italo-hongrois (5 Avril 1927).
- 24 Décembre 1927, p. 1.709, Les relations Lithuano-Polonoises (documents et discours).
- 4 Février 1928, p. 144, Le point de vue de Belgrade (affaire des mitrailleuses).
- 25 Février 1928, p. 250, Politique autrichienne, L'armée économique et financière.

28 Février 1928, p. 290, Les relations de la conférence des Etats Baltes (documents).

31 Mars 1928, p. 438, Les nouveaux traités de commerce de la France.

9 Juin 1928, p. 798, Les relations austro-italienne, accords de l'Autriche avec ses voisins.

9 Juin 1928, p. 800, Conventions de St-Margherita et de Nettuno.

14 Juillet 1928, p. 963, La conclusion du traité de commerce franco-tchécoslovaque est bien accueillie à Prague.

6 Octobre 1928, p. 1.360, Le pacte italo-grec signé à Rome le 23 Septembre 1928.

6 Octobre 1928, p. 1.337, Les étapes du rapprochement italo-hongrois.

16 Février 1929, Finances roumaines.

9 Mars 1929, p. 321, Le Pacte Litvinoff (notes et protocole).

20 Avril 1929, p. 519, Les accords gréco-yougoslaves, 17 et 27 Mars 1929).

22 Juin 1929, p. 844, Après la session de Madrid, le problème des minorités.

23 Novembre 1929, p. 1.556, Le comité des réparations orientales.

22 Février 1930, p. 339, Les réparations non-allemandes.

15 Mars 1930, p. 457, Les relations bulgaro-yougoslaves, Accord du 26 Septembre 1929, et 14 Février 1930.

3 Mai 1930, p. 700, 707, Texte des accords relatifs aux obligations résultant du traité de Trianon.

*Foreign Affairs.* — January 1930, p. 297, The new kingdom of Jugoslavia.

*Il Tempo.* — 30 Mars 1927.

*Journal des Débats.* — 20 Juin 1926, La conférence de la Petite Entente.

*Revue des Balkans.* — Octobre-Décembre 1929, p. 326-411, La Yougoslavie depuis le 6 Janvier 1929.

*Le Temps.* — 7 Avril 1925, La Petite Entente et la Pologne.

16 Mai 1925, Gazetta Warszawaska, La Pologne et la Petite Entente.

22 Juillet 1925, Déclarations de Vreme.

4 Août 1925, La question d'Autriche.

10 Janvier 1926, La Yougoslavie favorable à un pacte Balkanique.

6 Février 1926, L'ancien chancelier Seipel à Berlin.

6 Février 1926, L'Autriche et l'Anschluss.

6 Février 1926, L'Autriche et le rattachement au Reich.

12 Février 1926, Rouffos sur la politique extérieure de la Grèce.

12 Février 1926, Les relations gréco-yougoslaves.

20 Juin 1926, La Petite Entente.

15 Mai 1927, La conférence de la Petite Entente, But et programme.

17 Mai 1927, La conférence de la Petite Entente.

18 Janvier 1929, La Pologne et ses voisins.

24 Janvier 1929, Mgr Seipel et le fédéralisme autrichien.

25 Janvier 1929, L'Italie et la Yougoslavie.

26 Janvier 1929, La question du rattachement du Reich.

29 Janvier 1929, Le gouvernement et les Heinwehren.

5 Février 1929, Dans les Balkans.

11 Février 1929, Le protocole de Moscou.

11 Février 1929, Vers l'entente économique avec la Hongrie.

20 Février 1929, Gréco-Yougoslave.

- 21 Février 1929, Allemagne contre l'Anschluss.
- 25 Février 1929, Relations bulgaro-yougoslave.
- 15 Mars 1929, Grèce et Yougoslavie.
- 19 Mars 1929, Protocole yougos-grecque.
- 21 Mars 1929, Contre le rattachement de l'Allemagne.
- 29 Mars 1929, Signature d'un pacte d'amitié gréco-yougoslave.
- 4 Mai 1929, L'Italie et la Hongrie.
- 5 Mai 1929, La visite de M. Grandi à Budapest.
- 6 Mai 1929, La Hongrie et l'Italie.
- 6 Mai 1929, Les allemands du Tyrol méridional.
- 6 Mai 1929, La visite de M. Grandi à Budapest.
- 6 Mai 1929, L'incident de frontières bulgaro-yougoslave.
- 6 Mai 1929, Les rapports avec la Lettonie.
- 15 Mai 1929, L'attitude des « Heimwehren ».
- 15 Mai 1929, L'attitude des « Heimwehren ».
- 16 Mai 1929, La Petite Entente.
- 19 Mai 1929, Pologne, ses relations avec la Roumanie.
- 20 Mai 1929, Les travaux de la conférence de Petite Entente « Belgrade ».
- 20 Mai 1929, La campagne pour l'Anschluss.
- 20 Mai 1929, Petite Entente et Soviets.
- 21 Mai 1929, La campagne pour l'Anschluss.
- 22 Mai 1929, La conférence de la Petite Entente, Belgrade.
- 22 Mai 1929, Zalesky à Budapest.
- 22 Mai 1929, La conférence de la Petite Entente, Belgrade.
- 22 Mai 1929, Visite de Zalesky à Budapest.
- 23 Mai 1929, La conférence de la Petite Entente.
- 23 Mai 1929, La conférence de la Petite Entente, Belgrade.
- 23 Mai 1929, La politique des Soviets.

- 24 Mai 1929, La conférence de la Petite Entente, Belgrade, la Pologne et la Hongrie.
- 24 Mai 1929, La conférence de la Petite Entente, la Pologne et la Hongrie.
- 29 Mai 1929, L'interview Bénès.
- 30 Mai 1929, Optants hongrois.
- 1<sup>er</sup> Juin 1929, L'entente et la Pologne.
- 13 Juin 1929, L'incident du discours Bethlen.
- 13 Juin 1929, La Hongrie et la Petite Entente.
- 20 Juin 1929, Déclaration du comte Bethlen.
- 29 Juin 1929, Les incidents bulgare-yougoslaves.
- 2 Juillet 1929, Dans les balkans.
- 5 Juillet 1929, Incidents tchéco-hongrois.
- 11 Juillet 1929, Dans les Balkans.
- 6 Septembre 1929, Yougoslavie et Bulgarie.
- 18 Octobre 1929, Le rattachement à l'Allemagne.
- 27 Octobre 1929, M. Zalesky à Bucarest.
- 10 Décembre 1929, Projet de trêves douanières avec l'Allemagne.
- 10 Décembre 1929, Les négociations économiques de l'Autriche avec l'Allemagne.
- 12 Décembre 1929, La déclaration du chancelier Schœber.
- 12 Décembre 1929, Déclaration de Schœber.
- 15 Décembre 1929, Déclaration Bénès sur la politique externe.
- 16 Décembre 1929, Les rapports de l'Autriche avec l'Italie.
- 16 Décembre 1929, Les rapports avec l'Italie.
- 16 Décembre 1929, Déclarations Bénès sur les réparations.
- 19 Décembre 1929, Les rapports avec l'Autriche.
- 19 Décembre 1929, Les relations avec l'Italie.
- 19 Décembre 1929, Les communications centre-européennes.



26 Janvier 1930, La conférence de M. Duca, sur la Petite Entente.

29 Janvier 1930, Mgr Seipel et le « Heimwehren ».

4 Février 1930, Le voyage de M. Schœber à Rome.

7 Février 1930, Le chancelier Schœber à Rome.

**14 Février** 1930, Les relations de la Yougoslavie avec la Hongrie.

16 Février 1930, Les relations de l'Autriche avec l'Italie.

26 Février 1930, L'Allemagne et l'Autriche.

20 Mars 1930, La politique extérieure de la Hongrie.

### III

#### COLLECTIONS DE REVUES ET DE JOURNAUX CONSULTÉS

|                                                                        |           |
|------------------------------------------------------------------------|-----------|
| American Rewiew of rewiews                                             | 1919-1920 |
| Ardealul tanar                                                         | 1929-1930 |
| Budapesti Hirlap                                                       | 1919-1930 |
| Bulgaria                                                               | 1929-1930 |
| Bulletin franco-roumain                                                | 1929-1930 |
| Bulletin mensuel de la Chambre de commerce<br>franco-roumaine de Paris | 1929-1930 |
| Corriere della Serra                                                   | 1919-1930 |
| Current history                                                        | 1929-1930 |
| Cùvantul                                                               | 1926-1930 |
| Dailly Telegraph                                                       | 1921-1930 |
| Dimineata                                                              | 1919-1930 |
| Eastern Europe                                                         | 1919-1930 |
| Edinburgh Rewiew                                                       | 1920-1930 |
| Esprit international                                                   | 1928-1930 |
| Est Européen                                                           | 1925-1927 |
| Europäische Gesprache                                                  | 1927-1930 |
| Europäische Rewiew                                                     | 1928-1930 |
| Europe centrale                                                        | 1926-1930 |
| Européen                                                               | 1927-1929 |
| Europe nouvelle                                                        | 1920-1930 |
| Evolution                                                              | 1929-1930 |
| Excelsior                                                              | 1920-1930 |
| Foreign Affairs                                                        | 1923-1930 |
| Français réaliste                                                      | 1929-1930 |

|                                                                           |           |
|---------------------------------------------------------------------------|-----------|
| Indépendance roumaine                                                     | 1921-1930 |
| Journal des Débats                                                        | 1920-1930 |
| Journal des Hellènes                                                      | 1926-1927 |
| Magyarország                                                              | 1927-1929 |
| Manchester Guardian                                                       | 1921-1929 |
| Mercure de France                                                         | 1922-1930 |
| Monde nouveau                                                             | 1926-1930 |
| Monde slave                                                               | 1925-1930 |
| Nadejda                                                                   | 1923-1927 |
| Nation tchèque                                                            | 1916-     |
| Neue Freie Presse                                                         | 1920-1930 |
| Nineteenth century                                                        | 1920-1935 |
| Pologne                                                                   | 1920-1930 |
| Prager presse                                                             | 1920-1930 |
| Preussische Jahrbucher                                                    | 1926-1930 |
| Revue bleue                                                               | 1924-1926 |
| Revue de droit international public                                       | 1900-1930 |
| Revue de droit international, de science diploma-<br>tiques et politiques | 1927-1930 |
| Revue de France                                                           | 1922-1930 |
| Revue de Genève                                                           | 1921-1925 |
| Revue de Hongrie                                                          | 1929-1930 |
| Revue de Paris                                                            | 1916-1930 |
| Revue des Balkans                                                         | 1929-1930 |
| Revue des deux mondes                                                     | 1885-1930 |
| Revue des sciences politiques                                             | 1925-1928 |
| Revue des vivants                                                         | 1927-1930 |
| Revue d'histoire de la guerre mondiale                                    | 1930-     |
| Revue économique de Belgrade                                              | 1929-1930 |
| Revue hebdomadaire                                                        | 1915-1928 |

|                                                                 |           |
|-----------------------------------------------------------------|-----------|
| Revue mondiale                                                  | 1923-1928 |
| Revue politique et parlementaire                                | 1928-1930 |
| Revue universelle                                               | 1926-1930 |
| Roumanie nouvelle                                               | 1925-1930 |
| Société des Nations, Résumé mensuel des travaux<br>de la S.D.N. | 1926-1930 |
| Temesvarer Zeitung                                              | 1925-1930 |
| Tempo (il)                                                      | 1921-1930 |
| Temps (le)                                                      | 1920-1930 |
| Times (the)                                                     | 1919-1930 |
| Universul                                                       | 1920-1930 |
| Vie des peuples                                                 | 1923-1930 |
| Vie méditerranéenne                                             | 1929-1930 |
| Viitorul                                                        | 1920-1930 |

Vu et Permis d'imprimer

*Le Recteur de l'Académie de Paris,*

CHARLÉTY.

Vu:

*Le Président,*

Louis LE FUR.

Vu:

*Le Doyen de la Faculté,*

BERTHÉLEMY.

## TABLE DES MATIÈRES

---

|                                                                                               |         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| TITRE I. — <i>Lutte des nationalités dans l'ancienne Autriche-Hongrie</i> .....               | 5       |
| CHAPITRE I. — La situation et la politique de l'Autriche-Hongrie en Europe .....              | 7       |
| <i>Section I.</i> — Europe centrale et Autriche-Hongrie. ....                                 | 7       |
| <i>Section II.</i> — L'Autriche-Hongrie, le Mittel Europa et les nationalités .....           | 14      |
| CHAPITRE II. — Peuples soumis à l'Autriche-Hongrie et leurs luttes contre l'absolutisme ..... | 27      |
| <i>Section I.</i> — Tchèques .....                                                            | 27      |
| <i>Section II.</i> — Slovaques .....                                                          | 37      |
| <i>Section III.</i> — Polonais .....                                                          | 42      |
| <i>Section IV.</i> — Ruthènes .....                                                           | 45      |
| <i>Section V.</i> — Roumains .....                                                            | 47      |
| <i>Section VI.</i> — Serbes .....                                                             | 61      |
| <i>Section VII.</i> — Croates .....                                                           | 67      |
| <i>Section VIII.</i> — Slovènes .....                                                         | 71      |
| <i>Section IX.</i> — Italiens .....                                                           | 74      |
| CHAPITRE III. — L'Autriche-Hongrie et les Balkans. ....                                       | 77      |
| <br>TITRE II. — <i>La grande guerre et ses conséquences pour l'Autriche-Hongrie</i> .....     | <br>85  |
| CHAPITRE I. — Commencement de la guerre .....                                                 | 87      |
| CHAPITRE II. — Propagande à l'étranger pour la libération des peuples .....                   | 92      |
| CHAPITRE III. — Lutte intérieure contre l'Autriche-Hongrie .....                              | 119     |
| CHAPITRE IV. — Effondrement de l'Autriche-Hongrie .....                                       | 128     |
| <br>TITRE III. — <i>La fondation de la Petite Entente</i> ..                                  | <br>137 |
| CHAPITRE I. — Précurseurs de la Petite Entente ....                                           | 139     |



|                                                                                                                                                                                   |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE II. — Les accords .....                                                                                                                                                  | 161 |
| <i>Section I.</i> — La convention Tchéco-Yougoslave ..                                                                                                                            | 161 |
| <i>Section II.</i> — La convention Roumano-Tchécoslo-<br>vaque .....                                                                                                              | 171 |
| <i>Section III.</i> — La convention Roumano-Yougoslave.                                                                                                                           | 182 |
| CHAPITRE III. — Buts et puissance de la Petite Entente                                                                                                                            | 189 |
| TITRE IV. — <i>Action défensive de la Petite Entente.</i>                                                                                                                         | 193 |
| CHAPITRE I. — La première tentative de Charles IV ..                                                                                                                              | 197 |
| CHAPITRE II. — L'affaire du Burgenland .....                                                                                                                                      | 208 |
| CHAPITRE III. — La deuxième tentative de Charles IV                                                                                                                               | 217 |
| CHAPITRE IV. — Déchéance de la dynastie des Habs-<br>bourg .....                                                                                                                  | 234 |
| TITRE V. — <i>Période de construction</i> .....                                                                                                                                   | 241 |
| CHAPITRE I. — Conférence de Rome, Porto-Rosa et le<br>Traité de Lany (Tchéco-Autrichien) .....                                                                                    | 243 |
| CHAPITRE II. — La conférence de Bucarest et les<br>voyages de M. Bénès .....                                                                                                      | 246 |
| CHAPITRE III. — L'entrevue de Bratislava (2 Mars<br>1922) .....                                                                                                                   | 252 |
| CHAPITRE IV. — La réunion des experts à Belgrade,<br>9-12 Mars 1922 .....                                                                                                         | 254 |
| CHAPITRE V. — La Petite Entente à la conférence de<br>Gênes (10 Avril-19 Mai 1922) .....                                                                                          | 259 |
| CHAPITRE VI. — La conférence de Belgrade et la Pe-<br>tite Entente à la conférence de la Haye .....                                                                               | 271 |
| CHAPITRE VII. — Le renouvellement de la convention<br>tchéco-yougoslave à la conférence de Marianske<br>lazné (25 et 31 Août 1922) .....                                          | 275 |
| CHAPITRE VIII. — La conférence de Prague (27-28<br>Août 1922 .....                                                                                                                | 282 |
| CHAPITRE IX. — L'attitude de la Petite Entente<br>vis-à-vis de l'entrée de la Hongrie à la S.D.N. et<br>de la conférence de Lausanne (20 Novembre 1922,<br>24 Juillet 1923) ..... | 289 |

|                                                                                                                    |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE X. — La situation internationale et le renouvellement des traités constitutifs de la Petite Entente ..... | 293 |
| TITRE VI. — <i>De Lausanne à Locarno</i> .....                                                                     | 301 |
| CHAPITRE I. — La conférence de Sinaia, 28-30 Juillet 1923 .....                                                    | 303 |
| CHAPITRE II. — Election de M. Bénès au Conseil de la S.D.N. et la tension anglo-française .....                    | 307 |
| CHAPITRE III. — La conférence de Belgrade, 10-12 Janvier 1924 .....                                                | 311 |
| CHAPITRE IV. — Les Etats de la Petite Entente et les Grands Alliés .....                                           | 318 |
| CHAPITRE V. — La conférence de Prague (10-12 Juillet 1924) .....                                                   | 322 |
| CHAPITRE VI. — Conversations à Ljubljana et le traité tchéco-polonais .....                                        | 328 |
| CHAPITRE VII. — La conférence de Bucarest (9 Mai 1925) .....                                                       | 333 |
| CHAPITRE VIII. — L'entrevue de Genève et la veille de Locarno .....                                                | 347 |
| TITRE VII. — <i>De Locarno au Pacte Briand-Kellog</i> .....                                                        | 351 |
| CHAPITRE I. — Les accords de Locarno et leur esprit dans l'Europe centrale .....                                   | 353 |
| CHAPITRE II. — La conférence de Timisoara (15 Février 1926) .....                                                  | 357 |
| CHAPITRE III. — Traité d'amitié et de collaboration conclus dans l'esprit locarnien .....                          | 363 |
| CHAPITRE IV. — La conférence de Bled (17-18 Juin 1926) .....                                                       | 370 |
| CHAPITRE V. — Le traité Roumano-Italien, l'affaire des faux billets français et la tension italo-yougoslave .....  | 375 |
| CHAPITRE VI. — La conférence de Yachimov (13-15 Mai 1927) .....                                                    | 384 |

|                                                                                                                             |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE VII. — La conférence économique mondiale, la question des optants hongrois et la campagne de Lord Rothermere ..... | 389 |
| CHAPITRE VIII. — Dans les Balkans, le traité franco-yougoslave et l'affaire des mitrailleuses .....                         | 400 |
| CHAPITRE IX. — La conférence de la Petite Entente à Genève et ses intérêts devant le Conseil de la S.D.N. ....              | 406 |
| CHAPITRE X. — La conférence de Budapest, 20-21 Juin 1928 .....                                                              | 415 |
| CHAPITRE XI. — Crise Yougoslave. L'Anschluss et la signature du Pacte Kellog .....                                          | 422 |
| TITRE VIII. — <i>Consolidation définitive</i> (1918-1930). ..                                                               | 427 |
| CHAPITRE I. — Du pacte Briand-Kellog à la conférence de Belgrade .....                                                      | 429 |
| CHAPITRE II. — La conférence de Belgrade .....                                                                              | 435 |
| CHAPITRE III. — Attitude de la Hongrie, la question de l'Anschluss et l'entrevue entre MM. Bénès et Mironesco .....         | 458 |
| CHAPITRE IV. — Le règlement des réparations orientales, le traité italo-autrichien et la conférence de la Paix .....        | 468 |
| TITRE IX. — <i>La Petite Entente dans la politique européenne et le nouvel équilibre de l'Europe centrale.</i> ..           | 481 |
| CHAPITRE I. — La Petite Entente et la France .....                                                                          | 483 |
| CHAPITRE II. — Tension italo-yougoslave et l'attitude de l'Italie envers la Petite Entente .....                            | 495 |
| CHAPITRE III. — La Petite Entente et la Bulgarie ..                                                                         | 514 |
| CHAPITRE IV. — La Petite Entente et l'U.R.S.S.R. ..                                                                         | 524 |
| CHAPITRE V. — La Petite Entente et la Hongrie ....                                                                          | 534 |
| CHAPITRE VI. — La question de l'Autriche, L'Anschluss et la Petite Entente .....                                            | 545 |
| TITRE X. — <i>Possibilités d'élargissement de la Petite Entente</i> .....                                                   | 569 |

|                                                                                         |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE I. — L'adhésion de la Pologne .....                                            | 571 |
| <i>Section I.</i> — Relations roumano-polonaises .....                                  | 571 |
| <i>Section II.</i> — Relations tchéco-polonaises .....                                  | 580 |
| <i>Section III.</i> — Attitude de la Pologne envers la<br>Petite Entente .....          | 589 |
| CHAPITRE II. — L'adhésion de la Grèce .....                                             | 596 |
| TITRE XI. — <i>La Petite Entente économique</i> .....                                   | 611 |
| TITRE XII. — <i>Rôle, caractéristiques et avenir de la<br/>    Petite Entente</i> ..... | 625 |
| TITRE XIII. — <i>Annexes</i> .....                                                      | 641 |
| CHAPITRE I. — La Petite Entente de la Presse .....                                      | 643 |
| CHAPITRE II. — La Petite Entente des Etudiants ..                                       | 648 |
| BIBLIOGRAPHIE .....                                                                     | 653 |
| TABLE DE MATIERES .....                                                                 | 705 |















